



7902

.358

.16

v.19

Library of



Princeton University.





# BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE FRANCE,

*IX<sup>e</sup> SÉRIE.*

RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE I<sup>er</sup>, ROI DES FRANÇAIS.

---

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1839,

CONTENANT

LES LOIS, LES ORDONNANCES D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL,  
ET LES DÉCISIONS ROYALES  
RENDUES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JUILLET JUSQU'AU 30 DÉCEMBRE 1839,  
AINSI QUE LES ACTES DES GOUVERNEMENTS ANTÉRIEURS  
NON PUBLIÉS AU BULLETIN DES LOIS.

---

TOME DIX-NEUVIÈME.

---

N<sup>os</sup> 659 à 705.

---

A PARIS,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

---

Février 1840.

(RECAP)

7902.

358.  
16.

1. ser.  
pt. 2.  
v. 19

no. 654-  
705

# TABLE

## CHRONOLOGIQUE

DES ORDONNANCES et Décisions royales contenues dans le tome XIX de la IX<sup>e</sup> Série du Bulletin des Lois.

*Nota.* Les titres à côté desquels il y a une \* sont ceux des ordonnances insérées seulement par extrait au Bulletin.

<u>DATES</u> des Ordonnances.	<u>TITRES DES ORDONNANCES, etc.</u>	<u>N<sup>os</sup> des Bull.</u>	<u>Pages.</u>
PREMIER SEMESTRE DE 1839.			
<u>9 Janvier.</u> 1839.	* ORDONNANCE qui autorise M. Coquin à substituer à son nom celui de Renier.....	679	426
<u>10 Mai</u>	* ORDONNANCE qui autorise M. Billas à ajouter à son nom celui de Estadens.....	675	334
<u>Idem.</u>	* ORDONNANCE qui autorise M. Lazare-Lion à substituer à son nom celui de Liottel....	687	648
<u>Idem.</u>	* ORDONNANCE qui autorise M. Billas à ajouter à son nom celui de Estadens.....	693	769
<u>25.</u>	* ORDONNANCES qui affectent plusieurs terrains domaniaux aux services des ponts et chaussées.....	666	130
<u>Idem.</u>	* ORDONNANCES qui classent des chemins parmi les routes départementales de la Somme et de la Haute-Saône.....	666	131
<u>2 Juin</u>	* ORDONNANCE qui affecte un terrain domanial au service des ponts et chaussées.....	666	131
<u>Idem.</u>	* ORDONNANCES portant rectification des routes royales n <sup>o</sup> 10, de Paris à Bayonne, et n <sup>o</sup> 24, de Paris à Lorient.....	666	131 et 132

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
9 Juin 1839. <i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui autorise la restauration du pont de Pontoise .....	667	139
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui autorise la prolongation de deux routes dans les départements du Loiret et de Seine-et-Oise .....	667	139
11.	ORDONNANCE sur les recensements dans les colonies .....	659	2
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE concernant l'affranchissement des esclaves dans les colonies .....	659	10
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE portant qu'il sera procédé à la rectification des routes royales n° 12, de Paris à Brest, et n° 95, de Brignolles à Antibes .....	673	311
20.	* ORDONNANCE qui autorise une nouvelle répartition des bourses que la ville du Mans entretient dans son collège communal .....	660	19
26.	* ORDONNANCE portant suppression ou création de commissariats de police .....	659	15
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur la Garonne, au passage de Belleperche, commune de Cordes (Tarn-et-Garonne) .....	662	45
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE portant qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 181, d'Évreux à Breteuil .....	673	312
29.	* ORDONNANCE portant que le collège communal de Brest prendra le titre de collège Joinville .....	661	23
DEUXIÈME SEMESTRE 1839.			
2 Juillet	ORDONNANCE concernant la Bibliothèque royale .....	662	33
<i>Idem.</i>	DÉCISION du Roi sur la nomination aux emplois des bibliothèques des villes .....	662	40
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui nomme M. Letronne directeur-président du Conservatoire de la Bibliothèque royale .....	662	48
3.	* ORDONNANCE qui crée une place de conservateur adjoint au 4 <sup>e</sup> département de la Bibliothèque royale .....	668	187



DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
3 Juillet 1839.	* ORDONNANCE qui autorise M. <i>Roux</i> à substituer à son nom celui de <i>Leroux</i> .....	685	614
6.	ORDONNANCE qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur la Seine, devant Suresnes.....	676	345
7.	ORDONNANCE relative aux douanes.....	659	1
Idem.	* ORDONNANCE portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Grenoble.	659	16
Idem.	* ORDONNANCES qui fixent le nombre des huissiers des tribunaux de première instance d'Auxerre, de Joigny et de Sens (Yonne)..	659	16
9.	ORDONNANCE qui interdit l'exportation des sucres de la Guadeloupe à l'étranger.....	660	18
Idem.	* ORDONNANCE qui rapporte celle du 14 février 1832, qui a autorisé la nomination d'un troisième adjoint au maire de la commune de Marmande.....	660	19
13.	ORDONNANCE portant concession d'un logement dans un bâtiment dépendant du domaine de l'État.....	661	22
18.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'augmentation de la garde municipale de Paris.....	661	21
19.	Loi qui ouvre un crédit pour la célébration du neuvième anniversaire des journées de Juillet 1830.....	660	322
Idem.	ORDONNANCE qui répartit les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838, et annule l'état de répartition annexé à l'ordonnance du 30 juin 1839.....	662	357
Idem.	ORDONNANCE portant convocation de deux collèges électoraux.....	665	97
21.	* ORDONNANCE qui autorise la personne y dénommée à substituer à son nom celui de <i>Dumont</i> .....	675	35
22.	ORDONNANCE portant que le deuxième collège électoral du Tarn se réunira le 15 août 1839.....	665	98
Idem.	ORDONNANCE concernant les épreuves à faire subir aux chaudières des machines locomotives tubulaires.....	675	322

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
22 Juillet 1839.	ORDONNANCE qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur l'Allier à Costet (Haute-Loire).....	677	357
24.	LOI portant allocation au ministre de la guerre de crédits supplémentaires sur l'exercice 1839, et annulation de crédits sur le même exercice.....	662	25
<i>Idem.</i>	LOI relative aux étrangers réfugiés.....	662	30
<i>Idem.</i>	LOI relative à l'agrandissement du Palais-de-Justice de Paris.....	662	31
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement et à contracter un emprunt.....	663	49
<i>Idem.</i>	LOIS qui autorisent les villes de Castres, de Lyon, de Reims, de Saint-Omer et de Vannes à contracter des emprunts.....	663	50
<i>Idem.</i>	LOIS relatives à divers changements de circonscriptions territoriales.....	663	53
25.	LOIS relatives à divers changements de circonscriptions territoriales.....	663	58
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE portant que le deuxième collège électoral de la Lozère se réunira le 24 août 1839.....	665	99
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE concernant la solde des lieutenants et sous-lieutenants, les indemnités de logement et d'ameublement alloués aux officiers supérieurs et autres, la haute-paye pour ancienneté de service, et la solde de disponibilité des officiers supérieurs et autres.....	666	102
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui crée une place de conservateur adjoint au premier département de la Bibliothèque royale.....	668	188
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui autorise l'Académie royale des sciences à accepter une somme pour la fondation d'un prix qui portera le nom de Cuvier.....	668	188
26.	LOI qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire de dix millions sur l'exercice 1839.....	664	67
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.....	664	68

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
26 Juillet 1839.	Loi qui ouvre au même ministre un crédit pour l'acquittement d'une créance arriérée.	664	69
Idem.	Loi relative à l'emprunt grec.....	664	70
Idem.	Loi relative à la translation des dépouilles mortelles des victimes de Juillet.....	664	72
Idem.	Loi qui ouvre un crédit pour l'achèvement du monument de Juillet.....	664	73
Idem.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour dépenses du personnel et du matériel de l'administration centrale du ministère des travaux publics.....	664	74
Idem.	Loi qui ouvre un crédit pour l'achèvement des routes ouvertes dans les départements de l'Ouest en vertu de la loi du 27 juin 1833.....	664	76
Idem.	Loi qui porte de quatre cent mille francs à un million le crédit alloué, sur l'exercice 1839, pour les travaux des routes royales de la Corse.....	664	77
Idem.	Loi qui affecte une somme de cinq millions à l'ouverture de deux nouvelles routes royales sur le littoral de la Corse.....	664	78
Idem.	Loi qui classe parmi les routes royales la route départementale de Saône-et-Loire n° 1, de Châlon à Strasbourg.....	664	80
Idem.	Loi qui classe au nombre des routes royales la route de Paris à Granville.....	664	81
Idem.	Loi qui classe au nombre des routes royales la route départementale de la Moselle n° 1, de Thionville à Sierck et à Trèves.....	664	82
Idem.	Loi qui ouvre un crédit pour l'achèvement du pont en construction à la Roche-Bernard (Morbihan).....	664	84
Idem.	Loi qui rapporte celle du 9 juillet 1838, relative à l'établissement d'un chemin de fer de Lille à Dunkerque.....	664	85
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	664	86
Idem.	ORDONNANCE concernant la garde municipale de Paris.....	666	122



DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
27 Juillet 1839.	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement. ....	664	87
Idem.	ORDONNANCES portant suppression ou création de commissariats de police. ....	665	99
Idem.	* ORDONNANCE qui autorise la construction d'une passerelle suspendue sur la Nive, à Bayonne. ....	667	137
Idem.	ORDONNANCES qui autorisent la construction d'un pont suspendu sur la Loire, dans la commune des Rosiers (Maine-et-Loire), et sur la Seine, à Conflans (Marne). ....	671 673	249 368
30.	ORDONNANCE qui convoque le septième collège électoral de la Gironde. ....	668	187
Idem.	* ORDONNANCE qui autorise M. <i>Lepel</i> à ajouter à son nom celui de <i>Coin et</i> . ....	785	335
31.	TABEAU du prix des grains. Juillet 1839. ....	664	65
Idem.	ORDONNANCE relative aux transports des correspondances entre la France et les Indes-Orientales. ....	666	128
Idem.	ORDONNANCE qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de plusieurs communes du département de Seine-et-Oise. ....	670	219
1 <sup>er</sup> Août	Loi qui autorise la résiliation des conventions résultant du cahier des charges joint à la loi du 5 juillet 1838, relative à l'établissement d'un chemin de fer de Paris à la mer. ....	665	89
Idem.	Loi qui autorise un prêt de cinq millions pour l'achèvement des travaux du chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche de la Seine). ....	665	90
Idem.	Loi qui modifie le cahier des charges joint à la loi du 7 juillet 1838, portant concession d'un chemin de fer, de Paris à Orléans. ....	665	94
Idem.	Loi qui modifie le cahier des charges de la concession du chemin de fer, de Bordeaux à la Teste. ....	665	96
2.	Loi qui autorise le département du Rhône à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. ....	666	101
3.	Loi qui ouvre au ministre de l'agriculture et		

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
3 Août 1839.	du commerce un crédit extraordinaire de quatre millions, pour être distribués à titre de secours.....	667.	333
4.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1836.....	668	141
Idem.	Loi sur l'organisation de l'état-major général de l'armée.....	667	134
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire destiné à suppléer à l'insuffisance du produit du centime de non-valeurs.....	668	184
Idem.	Loi qui ouvre un crédit additionnel au budget de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838.....	668	186
Idem.	ORDONNANCE concernant le corps des zouaves.	679	411
Idem.	ORDONNANCE qui autorise l'établissement d'une banque dans la ville de Dijon.....	679	412
Idem.	ORDONNANCE qui fixe les droits à percevoir au passage des bacs y dénommés.....	682	466
Idem.	ORDONNANCE portant prorogation d'un brevet d'importation et de perfectionnement.....	682	467
Idem.	* ORDONNANCES concernant les routes des départements y dénommés.....	683	507
Idem.	ORDONNANCE qui autorise l'établissement d'un pont sur la Vézère, à Campagne, et de trois ponts sur la Dordogne, à Domme, Siouzac et Grolejac (Dordogne).....	685	597
5.	* ORDONNANCE qui autorise la communauté établie à Chaudesaigues (Cantal).....	675	235
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commissariat de police dans la commune de Sérignan (Vaucluse).....	680	441
Idem.	* ORDONNANCE portant réunion ou érection de communes dans les départements y désignés.....	681	461
6.	Lois qui autorisent quinze départements à s'imposer extraordinairement ou à contracter des emprunts.....	671	241
Idem.	PROCLAMATION DU Roi qui prononce la clôture de la session législative de 1839.....	675	321
Idem.	* ORDONNANCE qui autorise l'acceptation d'un		

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Ball.	Pages.
	legs fait à l'Académie française et à l'Académie royale des beaux-arts.....	675	335
6 Août 1839.	ORDONNANCE qui autorise la création de bourses dans le collège communal de Nevers.....	675	336
Idem.	ORDONNANCE qui reporte au budget de 1839 les fonds départementaux restant libres sur l'exercice 1837.....	676	347
Idem.	ORDONNANCES qui autorisent la construction d'un pont suspendu sur la Garonne, au lieu dit <i>le Fourcq</i> , commune de Roquefort (Haute-Garonne), et sur la Garonne, commune de Boussens, même département....	687 680	359 427
7.	Loi qui accorde des pensions à MM. <i>Daguerre</i> et <i>Niepce</i> fils, pour la cession faite par eux du procédé servant à fixer les images de la chambre obscure.....	669	189
Idem.	Loi qui autorise la reconstruction de la salle Favart.....	669	191
Idem.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt.....	669	197
Idem.	Loi qui autorise la ville de Marseille à contracter un emprunt.....	669	198
Idem.	Lois qui autorisent les départements des Ardennes et de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.....	669	199
Idem.	Lois relatives à des changements de circonscriptions territoriales.....	669	201
Idem.	LETTRES de grande naturalisation accordées à M. Ransonnet.....	675	319
8.	ORDONNANCE portant convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement..	670	218
Idem.	ORDONNANCE portant répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements, pendant l'exercice 1840.	678	363
9.	Loi relative à l'amélioration des ports.....	670	205
Idem.	Loi qui ouvre un crédit pour la continuation des travaux relatifs aux canaux entrepris en vertu des lois de 1821 et 1822.....	670	209
Idem.	Loi sur les modifications à apporter dans les cahiers des charges annexés aux concessions de chemins de fer.....	670	211

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
9 Août 1839.	Loi qui autorise le département de la Vienne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	670	212
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit extraordinaire pour dépenses relatives à la publication des documents inédits de l'histoire nationale.....	670	213
Idem.	Loi qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire pour le service des souscriptions.....	670	215
Idem.	Loi relative aux réparations de la cathédrale de Chartres.....	670	216
Idem.	Loi qui ouvre un crédit supplémentaire pour le traitement d'un nouveau directeur de l'administration des cultes.....	670	227
Idem.	Loi qui accorde des crédits supplémentaires et extraordinaires pour les dépenses des exercices 1838 et 1839.....	671	221
Idem.	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'Etat et la ville de Besançon.....	671	238
Idem.	ORDONNANCES qui autorisent la publication des bulles d'institution canonique de M. Lanneluc, pour la coadjutorerie d'Aire, et de M. Morlot, pour l'évêché d'Orléans..	675	324 325
Idem.	* ORDONNANCE portant rectification de routes royales, et classement d'un chemin parmi les routes départementales du Gard.....	683	508 509
10.	Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour les dépenses des armements dirigés contre le Mexique et Buenos-Ayres.....	671	239
Idem.	Loi portant concession d'une pension en faveur d'un matelot au service de S. M. Britannique.....	671	240
Idem.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1840.....	672	253
Idem.	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1840.....	672	278
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des finances des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1838 et 1839.....	675	201



DATES. des Ordonn <sup>ces</sup>	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
10 Août 1839.	* ORDONNANCE qui nomme aux préfectures des départements de la Moselle, du Puy-de-Dôme, de l'Oise, du Jura, de la Sarthe, de la Loire, de la Haute-Saône, de l'Aveyron, de l'Indre et de l'Ain.....	675	337
11.	ORDONNANCE qui transfère au Massegros le chef-lieu de la justice de paix du canton de Saint-Georges de Levetac (Lozère)....	675	326
Idem.	* ORDONNANCE qui autorise l'établissement à Lille de quatre sœurs de Saint-Vincent de Paul.....	675	337
12.	ORDONNANCE relative aux traitements des conservateurs des forêts.....	690	430
Idem.	ORDONNANCE qui maintient dans la première section du cadre de l'état-major général, MM. les lieutenants généraux y dénommés.....	673	304 à 307
13.	ORDONNANCE qui maintient provisoirement neuf lieutenants généraux dans la première section du cadre de l'état-major général....	673	307
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre un crédit extraordinaire pour le traitement des officiers généraux composant la seconde section du cadre de l'état-major général de l'armée....	675	327
Idem.	ORDONNANCE concernant la solde des officiers généraux de la seconde section du cadre de l'état-major général.....	675	329
Idem.	ORDONNANCE portant convocation du premier collège électoral du Cantal.....	675	330
Idem.	ORDONNANCE relative aux vacances de la Cour des comptes.....	680	430
14.	ORDONNANCE qui prescrit la publication du traité de paix et d'amitié conclu à la Vera-Cruz, le 9 mars 1839, entre la France et la république du Mexique.....	674	313
Idem.	ORDONNANCE qui prescrit la publication de la convention relative aux indemnités à régler entre la France et la république du Mexique.....	674	316
16.	* ORDONNANCE portant rectification de la route royale n° 143, de Clermont à Tours..	683	509

DATES des Ordonn <sup>es</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
16 <i>Avril</i> 1839.	ORDONNANCE qui autorise la Société de la mine de houille du Plessis à exécuter un canal.....	685	601
17.	ORDONNANCE qui crée un second emploi de lieutenant-colonel dans la garde municipale de Paris.....	680	432
18.	* ORDONNANCE qui nomme aux préfectures des départements du Puy-de-Dôme et de la Moselle.....	675	337
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE relative au jaugeage des bateaux à vapeur.....	679	422
19.	* ORDONNANCE qui crée un commissariat de police dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme).....	675	337
20.	* ORDONNANCES qui ouvrent sur l'exercice 1839 des crédits extraordinaires pour frais de premier établissement alloués au garde des sceaux, ministre de la justice.,.....	675	331
	Au ministre de la guerre.....	675	332
	Au ministre de l'agriculture et du commerce.	676	340
	Au ministre de l'instruction publique....	675	366
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES portant rectification des routes royales y dénommées.....	678	509
21.	ORDONNANCE relative à l'importation des sucres.....	676	333
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE sur l'organisation du régime financier en Algérie.....	678	368
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui augmente le nombre des capitaines de corvettes, des lieutenants de vaisseau et des enseignes de vaisseau.....	680	433
22.	* ORDONNANCE qui autorise M. Chameau à substituer à son nom celui de Mourier....	693	770
23.	ORDONNANCE qui répartit entre les départements du royaume les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838, et rapporte les ordonnances des 30 juin et 19 juillet 1839.....	676	350
24.	ORDONNANCE portant convocation du troisième collège électoral de l'Aveyron.....	677	361
25.	ORDONNANCE qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de la ville de Bordeaux.....	679	423

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
25 Août 1839.	ORDONNANCE portant répartition du crédit accordé au département de la marine pour les dépenses de l'exercice 1838. ....	685	535
Idem.	ORDONNANCE portant répartition du crédit accordé au département de la marine pour les dépenses de l'exercice 1840. ....	685	560
26.	ORDONNANCE qui augmente le nombre des courtiers près de la bourse de Marseille..	678	407
Idem.	* ORDONNANCE qui crée deux places de courtiers à Saint-Gilles-sur-Vie (Vendée). ....	682	478
Idem.	ORDONNANCE portant proclamation des brevets d'invention délivrés pendant le premier trimestre de 1839. ....	683	481
27.	ORDONNANCE qui prescrit la publication de la convention conclue le 2 août entre la France et la Grande-Bretagne, pour la délimitation des pêcheries sur les côtes respectives des deux nations. ....	676	339
Idem.	ORDONNANCES relatives aux douanes. ....	678	408
Idem.	ORDONNANCE portant fixation du prix des tabacs. ....	682	463
Idem.	ORDONNANCE portant répartition des crédits accordés au département de la marine, pour les dépenses de l'exercice 1839. ....	685	547
28.	ORDONNANCE qui maintient provisoirement le lieutenant général baron <i>Blancard</i> dans la première section du cadre de l'état-major général. ....	678	410
Idem.	ORDONNANCE concernant la formation définitive du bataillon de tirailleurs. ....	680	434
31.	TABLEAU du prix des grains. Août 1839. ....	677	355
Idem.	ORDONNANCE sur l'organisation de la cavalerie régulière d'Afrique. ....	684	511
Idem.	ORDONNANCE relative à la gendarmerie d'Afrique. ....	684	518
2 Sept.	ORDONNANCE qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de la ville d'Eu. ....	680	436
3.	ORDONNANCES qui accordent au ministre de la justice et des cultes des crédits supplémentaires pour des créances constatées sur des exercices clos. ....	684	522 521

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
3 Sept. 1839.	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.....	685	573
5.	ORDONNANCE qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de la ville de Nevers.....	680	437
Idem.	ORDONNANCE qui autorise une nouvelle mise en adjudication du pont suspendu projeté à Tonnay-Charente.....	688	657
Idem.	* ORDONNANCES qui classent des chemins parmi les routes départementales de l'Yonne, de Loir-et-Cher, de la Seine et de la Vienne.....	689	689
Idem.	* ORDONNANCES qui classent des chemins parmi les routes départementales de la Dordogne, de l'Indre, de la Vienne et de Loir-et-Cher.....	690	703 706
Idem.	* ORDONNANCE qui rapporte le décret qui avait classé un chemin parmi les routes départementales des Deux-Sèvres.....	690	706
8.	ORDONNANCE qui fixe les traitements des magistrats composant les tribunaux de première instance y désignés et des juges de paix et greffiers des justices de paix de la ville de Strasbourg.....	676	424
Idem.	ORDONNANCE portant répartition de crédits entre les ministères de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture, et des travaux publics.....	685	576
9.	* ORDONNANCE qui autorise la dame <i>Arnaud</i> à ajouter à son nom celui de <i>Masson</i> .....	694	738
Idem.	ORDONNANCE portant répartition du crédit ouvert pour les dépenses du ministère de la guerre, exercice 1840.....	681	450
10.	ORDONNANCE portant répartition du crédit accordé pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1840.....	680	438
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un quatrième commissariat de police dans la ville de Versailles et d'un commissariat spécial de police pour le chemin de fer de Montpellier à Cette.....	680	441



DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
10 Sept. 1839.	ORDONNANCE qui affecte au service du ministère des travaux publics l'ancien hôtel Molé.	682	469
Idem, 14.	ORDONNANCE relative à la navigation du Drot.	692	749
Idem,	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la guerre par suite du renchérissement des denrées un crédit supplémentaire sur l'exercice 1839	681	458
Idem,	ORDONNANCE relative aux conservateurs des forêts.....	683	503
Idem,	* ORDONNANCE qui autorise l'acquisition, pour le compte de l'État, d'un terrain situé aux abords de Montélimart (Drôme).....	692	760
17.	ORDONNANCE qui ouvre un crédit supplémentaire pour encouragement aux pêches maritimes.....	681	450
Idem,	ORDONNANCE qui ajoute le port de Saint-Valery-sur-Somme à ceux désignés pour l'entrepôt des marchandises prohibées....	681	460
Idem,	ORDONNANCE portant répartition, pour l'exercice 1839, des crédits appartenant au budget extraordinaire des travaux publics....	682	470
18.	ORDONNANCE sur l'organisation du conseil d'État,.....	681	443
Idem,	* ORDONNANCE qui nomme à la préfecture de la Sarthe.....	687	648
Idem,	* ORDONNANCE qui nomme M. Persil président de la commission des monnaies.....	682	478
Idem,	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1838.....	683	504
Idem,	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839...	683	505
Idem,	ORDONNANCES qui ouvrent au même ministre des crédits supplémentaires pour des créances constatées sur des exercices clos..	685	581 584
Idem,	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos...	685	587
Idem,	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur un exercice périmé.....	685	590
20.	ORDONNANCE portant que le maréchal de camp placé à la tête de l'école de Metz prendra le titre de commandant.....	685	

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
21 Sept. 1839.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. ....	684	526
23.	ORDONNANCE qui fixe un nouveau tarif pour la perception des droits exigibles au passage des bacs situés dans le département des Landes.	692	751
Idem.	ORDONNANCE qui fixe un nouveau tarif pour la perception du péage établi sur le pont de la Roche-de-Glan (Drôme).....	692	754
24.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire sur l'exercice 1839.....	693	506
Idem.	ORDONNANCE qui accorde au ministre des travaux publics un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.	694	528
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Académie des sciences morales et politiques.....	685	605
25.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la marine un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838.....	684	532
Idem.	ORDONNANCE portant annulation de brevets d'invention.....	687	634
26.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.....	685	592
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	685	595
Idem.	ORDONNANCE portant création de volontaires de la marine.....	685	606
Idem.	ORDONNANCE qui établit cinq nouveaux cours publics et gratuits au Conservatoire royal des arts et métiers.....	685	610
Idem.	ORDONNANCES portant prorogation de brevets d'invention.....	687	643
Idem.	ORDONNANCE concernant l'avancement dans le commissariat de la marine aux colonies.	689	659
30.	TABLEAU du prix des grains. Septembre 1839.	683	479

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
30 Sept. 1839.	ORDONNANCE portant convocation de cinq collèges électoraux . . . . .	684	533
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commissariat spécial de police pour le chemin de fer de Saint-Waast à Denain . . . . .	684	534
1 <sup>er</sup> Oct.	ORDONNANCE qui prescrit la formation d'un quatrième bataillon dans la légion étrangère . . . . .	685	611
Idem.	ORDONNANCE qui modifie celle du 26 juillet 1839 relative à la garde municipale de Paris.	685	612
Idem.	* ORDONNANCE portant rectification de routes royales dans les départements de la Meurthe, des Vosges, de la Seine, de l'Isère et des Bouches-du-Rhône . . . . .	697	819 820
Idem.	* ORDONNANCE qui affecte deux parties de la forêt de Montech à l'établissement du canal latéral à la Garonne . . . . .	697	820
4.	ORDONNANCE relative aux intendants militaires	685	613
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commissariat de police dans la commune de Cucuron (Vaucluse) . . . . .	687	648
5.	ORDONNANCE qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de Lille (Nord) . . . . .	687	646
10.	ORDONNANCES portant concession des mines de bitume d'Armentieu et de l'Échalassière, commune de Bastènes (Landes) . . . . .	687	619 626
11.	* ORDONNANCE qui nomme M. Camille Paganel secrétaire-général du ministère de l'agriculture et du commerce . . . . .	687	648
13.	* ORDONNANCE qui nomme M. Évrard de Saint-Jean directeur de l'administration au ministère de la guerre . . . . .	687	648
Idem.	* ORDONNANCES qui autorisent l'établissement de communautés religieuses . . . . .	687	648 649
Idem.	* ORDONNANCE qui crée deux places d'agents de change à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) . . . . .	688	658
Idem.	ORDONNANCE portant proclamation des brevets d'invention délivrés pendant le deuxième trimestre de 1839 . . . . .	691	707

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
14 Oct. 1839.	* ORDONNANCE portant suppression du commissariat central de police établi à Lyon, et création d'un commissariat spécial de police près la préfecture du département du Rhône.....	687	649
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un nouvel adjoint au maire de la commune de Bœrsch (Bas-Rhin).....	687	649
15.	ORDONNANCE qui fixe les droits à percevoir au passage de dix bacs situés dans le département de Saône-et-Loire.....	692	759
Idem.	* ORDONNANCE qui classe une route parmi les routes départementales de la Vendée.....	697	821
16.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé...	688	653
17.	ORDONNANCE qui prescrit la publication de la convention conclue entre la France et la Belgique pour l'ouverture du canal de l'Es-pierre, destiné à servir de prolongement au canal français de Roubaix.....	686	615
Idem.	ORDONNANCE sur le service du pilotage dans les canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm.....	689	661
Idem.	ORDONNANCE qui rectifie l'article 12 de l'ordonnance du 30 août 1826, concernant le système monétaire des Antilles françaises..	689	662
18.	ORDONNANCE portant convocation du cinquième collège électoral de Lot-et-Garonne.....	687	647
Idem.	* ORDONNANCE qui nomme aux préfectures de la Charente-Inférieure, de la Vienne, de l'Aube, de Tarn-et-Garonne, de la Creuse et de la Haute-Loire.....	687	649
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la marine un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.....	689	663 785
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	689	664 787
20.	ORDONNANCE concernant la sortie des boissons expédiées à l'étranger, en franchise des droits de circulation et de consommation...	688	654

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
20 Oct. 1839.	* ORDONNANCE qui autorise la rectification d'une route royale dans le département d'Eure-et-Loir.....	697	821
21,	ORDONNANCE qui fixe le nombre des élèves ecclésiastiques de chacun des quatre-vingts diocèses du royaume.....	689	666
Idem.	* ORDONNANCE portant réunion de communes dans les départements y désignés.....	692	760
22,	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.	689	668
Idem.	ORDONNANCE qui accorde au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos..	689	670
Idem.	ORDONNANCE qui accorde au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos..	689	672
25,	ORDONNANCE portant fixation des frais d'administration des préfectures.....	689	675
Idem.	ORDONNANCE portant convocation du septième collège électoral du Puy-de-Dôme.....	689	677
26,	ORDONNANCE relative au renouvellement triennal des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.....	689	678
27.	ORDONNANCE portant que la cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections pendant la seconde quinzaine du mois de novembre et le mois de décembre 1839.....	688	656
29.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire sur les fonds affectés au service de l'imprimerie royale.....	689	679
Idem.	ORDONNANCES qui prorogent les chambres temporaires des tribunaux de première instance de Bagnères, Saint-Lô, Bourgoïn, Saint-Marcellin, Saint-Gaudens et Saint-Girons.....	689	680 à 683
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au budget du ministère de la guerre, exercice 1838, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice..	689	681



DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
29 Oct. 1839.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.....	889	687
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire sur le même exercice.	689	687
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au grand chancelier de la Légion d'honneur un crédit extraordinaire pour les travaux d'agrandissement de la succursale des Loges.....	693	763
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au grand chancelier de la Légion d'honneur un crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé.....	693	764
30.	TABLEAU du prix des grains. Octobre 1839.	688	651
31.	ORDONNANCE relative aux percepteurs des contributions directes.....	292	739
2 Nov.	* ORDONNANCE qui autorise la fondation de vingt-quatre demi-bourses dans le collège communal de Montauban.....	694	777
5.	ORDONNANCE portant convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.....	689	659
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire applicable aux frais de justice criminelle et aux statistiques civile et criminelle.....	689	688
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE portant qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 10 bis, de Paris à Bordeaux.....	699	866
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE portant qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 18, de Bordeaux à Lesparre.....	700	874
6.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.....	692	741
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE portant création d'un commissariat de police dans la ville de Bourbourg (Nord).....	692	761
7.	ORDONNANCES qui élèvent à la dignité de pair de France, M. Aubert, M. Béranger, M. le comte Octave de Boissy, M. le lieutenant général vicomte Borrelli, M. le lieutenant		

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
	général vicomte <i>Cavaignac</i> , M. <i>Cordier</i> , M. <i>Daunou</i> , M. le lieutenant général <i>Des- pans-Cubières</i> , M. <i>Étienne</i> , M. <i>Lebrun</i> , M. le marquis de <i>Lusignan</i> , M. le lieute- nant général comte <i>Merlin</i> , M. <i>Persil</i> , M. le comte <i>Jules de la Rochefoucauld</i> , M. <i>Rossi</i> , M. le comte de <i>Sainte-Hermine</i> , M. le lieutenant général baron <i>Teste</i> , M. de <i>Vandeul</i> et M. <i>Viennet</i> .....	690	691 à 704
7 Nov. 1839.	ORDONNANCE portant convocation du premier collège électoral des Basses-Pyrénées.....	696	733
Idem.	* ORDONNANCE portant rectification des routes départementales.....	701	882
9.	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire pour secours aux étrangers réfugiés en France.....	691	734
Idem.	ORDONNANCES portant convocation du premier collège électoral de la Creuse et du cin- quième collège de la Seine.....	691	735
10.	ORDONNANCE concernant l'enseignement du dessin à l'école polytechnique.....	691	736
11.	ORDONNANCE portant convocation du deuxième collège électoral de la Meuse.....	691	737
Idem.	ORDONNANCE qui autorise une émission sup- plémentaire de bons royaux pour le service de 1839.....	692	743
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commis- sariat de police dans la commune de Jargeau (Loiret).....	692	762
Idem.	* ORDONNANCE portant érection d'une com- mune dans le département du Puy-de- Dôme.....	695	793
12.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire pour dépenses secrètes....	692	744
Idem.	ORDONNANCE qui autorise la construction d'un pont suspendu sur le Loir, à Briolay (Maine- et-Loir).....	696	796
Idem.	ORDONNANCE qui met à la disposition du mi- nistre des travaux publics un nouveau cré- dit formant le dernier tiers du prêt autorisé en faveur de la société des mines de la		

DATES des Ordonn <sup>es</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
	Grand'Combe et des chemins de fer du Gard.....	699	837
13 Nov. 1839.	ORDONNANCE qui établit un cours d'agriculture au Conservatoire royal des arts et métiers.....	692	745
Idem.	ORDONNANCE relative à la police sanitaire...	692	746
Idem.	ORDONNANCE qui approuve des modifications aux statuts de la banque de Marseille.....	692	747
Idem.	* ORDONNANCES qui autorisent l'établissement de communautés religieuses.....	694	778
Idem.	* ORDONNANCES qui autorisent la construction de ponts suspendus sur la Loire, en remplacement du bac d'Aiguilly (Loire), et sur le Gardon, à Moussac (Gard).....	701	882 884
14.	ORDONNANCE portant convocation du premier collège électoral de la Haute-Marne.....	693	705
15.	ORDONNANCE portant convocation du quatrième collège électoral de Lot-et-Garonne.....	693	766
Idem.	ORDONNANCE relative à la garde municipale de Paris.....	693	767
Idem.	ORDONNANCE qui modifie celle du 1 <sup>er</sup> janvier 1836, relative aux dépôts de recrutement et de réserve.....	693	767
16.	ORDONNANCE portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes de 1839.....	694	773
18.	ORDONNANCE portant convocation du sixième collège électoral de la Sarthe.....	693	769
20.	ORDONNANCE relative à la direction des études de l'école spéciale militaire.....	694	774
22.	ORDONNANCE qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses urgentes occasionnées par l'accroissement de l'effectif de l'armée d'Afrique.....	694	779
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire pour encouragement aux pêches maritimes.....	695	780
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	694	793
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commis-		



DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
22 Nov. 1839.	sariat de police dans la commune du Passage (Lot-et-Garonne), et suppression de celui de Cubzac (Gironde).....	695	793
23.	* ORDONNANCE portant rectification de routes départementales.....	701	886 887
Idem.	* ORDONNANCE qui fixe le tarif de la perception des droits au passage d'eau de la Jonclière sur l'Erdre (Loire-Inférieure).....	697	821
Idem.	ORDONNANCE qui fixe les traitements des fonctionnaires des collèges royaux. ....	699	838
25.	ORDONNANCE portant convocation du premier collège électoral de la Drôme.....	694	776
Idem.	* ORDONNANCE portant création d'un commissariat de police dans la commune de Sault (Vaucluse) .....	695	793
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au budget du ministère des finances, exercice 1838, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions, antérieurs à 1838 .....	697	807
Idem.	* ORDONNANCE qui fixe le tarif des droits à percevoir au passage d'eau de Blannay sur la Cure (Yonne).....	697	821
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des finances deux crédits pour dépenses d'entretien et d'amélioration des forêts.....	699	844
26.	* ORDONNANCE qui supprime le commissariat de police de la commune de Rians (Var).	695	793
Idem.	ORDONNANCE portant répartition des crédits afférents à l'exercice 1840, sur sept chapitres du budget extraordinaire des travaux publics.....	699	845
Idem.	* ORDONNANCE portant rectification d'une route royale.....	701	887
Idem.	* ORDONNANCE qui autorise la construction d'un pont suspendu en remplacement du bac de Saint-Victor (Gard).....	701	887
28.	ORDONNANCE qui règle les recettes et les dépenses de la Légion d'honneur pour l'exercice 1840.....	699	835
29.	ORDONNANCE portant convocation du deuxième collège électoral de Seine-et-Oise.....	795	782

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
30 Nov. 1839.	TABLEAU du prix des grains. Novembre 1839.	694	771
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui fixe les époques auxquelles auront lieu, pour la classe de 1840, les opérations du recrutement relatives aux tableaux de recensement et au tirage au sort.....	695	783
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE relative à la perception des droits de navigation conformément au système métrique décimal.....	696	795
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1839.....	696	799
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE relative à la liquidation des réclamations d'indemnités fondées sur l'article 1 <sup>er</sup> de la convention conclue entre la France et le Mexique.....	697	810
2 Déc.	ORDONNANCE concernant le service de santé aux colonies.....	699	852
3.	ORDONNANCE qui appelle à l'activité vingt-cinq mille jeunes soldats de la classe de 1838.....	695	784
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE portant convocation du premier collège électoral de l'Aveyron.....	697	812
4.	ORDONNANCE qui maintient M. le lieutenant général baron <i>Aymard</i> dans la première section du cadre de l'état-major général...	695	799
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire pour les dépenses de l'Algérie.....	696	802
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire pour les dépenses de la commission scientifique d'Algérie....	696	803
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire pour le traitement des officiers généraux composant la seconde section du cadre de l'état-major général de l'armée.....	696	804
<i>Idem.</i>	ORDONNANCES portant rectification de routes royales.....	705	949
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui classe un chemin parmi les routes départementales de la Sarthe.....	705	949

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
6 Déc. 1839.	ORDONNANCE portant nomination des membres des commissions chargées de statuer sur les réclamations auxquelles l'indemnité stipulée dans la convention conclue entre la France et le Mexique a pour but de satisfaire....	697	813
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui autorise le département de la Loire-Inférieure à se réunir à celui d'Ille-et-Vilaine pour l'entretien de l'école normale primaire de Rennes.....	697	822
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE qui crée un commissariat de police dans la commune de Fumel ( Lot-et-Garonne ).....	697	822
7.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur un exercice périmé....	699	854
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	699	855
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit complémentaire sur l'exercice 1838.	699	858
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	699	859
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire pour renfort temporaire du service des douanes sur la ligne des Pyrénées.....	699	862
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire pour des travaux d'appropriation et de sûreté exécutés au palais de la Chambre des Pairs et à la prison du Luxembourg.....	705	941
8.	ORDONNANCE concernant le tarif des douanes à la Martinique et à la Guadeloupe.....	697	815
9.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la marine un crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé...	699	862
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	700	867
12.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre des tra-		

DATES des Ordonn <sup>ces</sup> .	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
13 Déc. 1839.	vaux publics un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur les exercices périmés. ....	705	942
14.	ORDONNANCE qui fixe, pour l'exercice 1840, le budget des dépenses des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. ...	703	698
Idem.	ORDONNANCE qui met un nouveau crédit à la disposition du ministre des travaux publics, pour les travaux à faire à la Chambre des Pairs et pour l'achèvement des divers monuments de la capitale. ....	705	944
Idem.	ORDONNANCE qui met un crédit à la disposition du même ministre, sur l'exercice 1839, pour la reconstruction ou l'achèvement de divers édifices publics. ....	705	946
16.	ORDONNANCE portant que le premier collège électoral de l'Aveyron se réunira le 4 janvier 1840. ....	699	684
Idem.	ORDONNANCE portant convocation du deuxième collège électoral de l'Ain. ....	699	684
17.	ORDONNANCE portant création de dix emplois de sous-inspecteurs des écoles primaires. ...	704	685
18.	ORDONNANCE relative à l'entrepôt de Saint-Denis ( île de Bourbon ). ....	700	871
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre le bureau d'Urdos au transit des objets non prohibés, ainsi qu'à l'importation de certaines marchandises. ...	700	871
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre, sur l'exercice 1839, un nouveau crédit extraordinaire, pour secours aux étrangers réfugiés en France. ...	701	875
Idem.	ORDONNANCE portant proclamation des brevets d'invention délivrés pendant le troisième trimestre de 1839. ....	704	902
19.	ORDONNANCE portant répartition du fonds commun affecté au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art sur les routes départementales, pendant l'exercice 1840. ....	704	928
20.	ORDONNANCE relative au lazaret de Tatihou et à la commission sanitaire de Saint-Vaast ( Manche ). ....	700	872

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	Nos des Bull.	Pages.
20 Déc. 1839.	ORDONNANCE qui reconstitue le parquet de la Cour des Pairs pour le jugement de plusieurs individus accusés d'avoir pris part aux attentats commis en avril 1834.....	701	876
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre un crédit au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1840, pour les travaux de divers monuments et édifices publics.....	705	947
Idem.	* ORDONNANCES portant prolongation d'une route départementale et rectification d'une route royale.....	705	952
23.	* ORDONNANCES qui autorisent la construction d'un pont suspendu sur le Taurion (Haute-Vienne) et d'un pont en maçonnerie sur la rivière d'Iale (Dordogne).....	705	952
24.	ORDONNANCE relative à la caisse des dépôts et consignations.....	704	934
25.	ORDONNANCE concernant la poste aux chevaux.....	701	877
27.	ORDONNANCES qui maintiennent définitivement dans la première section du cadre d'état-major général MM. les lieutenants généraux Drouet comte d'Erlon, comte Claparède, comte Harispe et baron Neigre.....	702	893 à 895
29.	ORDONNANCE qui prescrit la formation de deux classes de subdivisions militaires et modifie le tarif des indemnités de représentation attribuées aux maréchaux de camp et aux chefs de corps.....	703	897
30.	ORDONNANCE relative à l'exportation des ouvrages d'or et d'argent en franchise du droit de garantie et sans application de la marque des poinçons français.....	704	835
Idem.	ORDONNANCE qui désigne plusieurs bureaux pour le jaugeage des bateaux.....	704	938
31.	TABEAU du prix des grains. Décembre 1839.	702	891
Idem.	ORDONNANCE concernant la contribution spéciale à percevoir, en 1840, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce.....	705	949
FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES ORDONNANCES DU TOME XIX.			



## SUPPLÉMENT

À LA TABLE CHRONOLOGIQUE, TOME XIX, IX<sup>e</sup> SÉRIE,  
2<sup>e</sup> SEMESTRE 1839.

(N<sup>os</sup> 659 à 705.)

## AVIS AU RELIEUR.

Les ordonnances insérées dans le n<sup>o</sup> 698 du Bulletin des lois, pages 823 à 834 du tome XIX, n'ayant point été comprises dans la table ci-dessus, il convient de placer la présente page en regard de la page xxviii de cette table.

DATES des Ordonnances.	TITRES DES ORDONNANCES, etc.	N <sup>os</sup> des Bull.	Pages.
3 Déc. 1839.	ORDONNANCE portant convocation du conseil général du département de la Loire-Inférieure.....	698	823
4.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	698	824
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés.....	698	826
Idem.	ORDONNANCE qui ouvre au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	698	827
8.	ORDONNANCE qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos..	698	830
10.	ORDONNANCE qui annule une délibération du conseil général du département du Jura...	698	832

FIN DU SUPPLÉMENT

À LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES ORDONNANCES DU TOME XIX.

IMPRIMERIE ROYALE. — Mai 1840.



---

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 659.

---

---

N° 8032. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Douanes.*

Au palais de Neuilly, le 7 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 28 avril 1816, 27 mars 1817, 21 avril 1818, 27 juillet 1822, 17 mai 1826 et 9 février 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, portant que des ordonnances royales pourront déterminer les bureaux ouverts au transit ou à l'importation et à l'exportation de certaines marchandises, sauf les restrictions d'entrée prononcées par l'article 22 de la loi du 28 avril 1816;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le bureau de Saint-Blaize ( Ain ) est ouvert à l'importation des marchandises désignées par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 et par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Le transit des marchandises non prohibées est autorisé par le bureau d'Armentières.

Le bureau d'Évranges est substitué à celui de Thionville pour le même transit.

Le bureau de Jougne est ajouté, pour le transit, aux bureaux marqués de deux astérisques au tableau n° 2 annexé à la loi du 9 février 1832.

3. Les bureaux de Condé, par Bonsecours, Lauterbourg et Lanouvelle, sont ouverts à l'entrée des laines en masse.

4. L'importation des grandes peaux brutes sèches d'origine

*IX<sup>e</sup> Série.*





---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 659.

---

N° 8032. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Douanes.*

Au palais de Neuilly, le 7 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 28 avril 1816, 27 mars 1817, 21 avril 1818, 27 juillet 1822, 17 mai 1826 et 9 février 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, portant que des ordonnances royales pourront déterminer les bureaux ouverts au transit ou à l'importation et à l'exportation de certaines marchandises, sauf les restrictions d'entrée prononcées par l'article 22 de la loi du 28 avril 1816;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le bureau de Saint-Blaize ( Ain ) est ouvert à l'importation des marchandises désignées par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 et par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Le transit des marchandises non prohibées est autorisé par le bureau d'Armentières.

Le bureau d'Évranges est substitué à celui de Thionville pour le même transit.

Le bureau de Jougne est ajouté, pour le transit, aux bureaux marqués de deux astérisques au tableau n° 2 annexé à la loi du 9 février 1832.

3. Les bureaux de Condé, par Bonsecours, Lauterbourg et Lanouvelle, sont ouverts à l'entrée des laines en masse.

4. L'importation des grandes peaux brutes sèches d'origine

*IX Série.*

européenne, au droit de cinq francs établi par la loi du 5 juillet 1836, est autorisée par le bureau de Sarreguemines.

5. La restriction d'entrée établie à l'égard de l'acide borique par la loi du 27 juillet 1822 est supprimée ; toutefois, l'importation n'en sera permise que par les seuls bureaux ouverts à l'entrée des marchandises payant plus de vingt francs par cent kilogrammes.

6. Le bureau de Porto-Vecchio est ajouté à ceux que désigne l'article 5 de la loi du 21 avril 1818 pour l'admission de certaines marchandises dans l'île de Corse.

7. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8023. — *ORDONNANCE DU ROI sur les Recensements dans les Colonies.*

A Paris, le 11 Juin 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu la loi du 24 avril 1833, portant : « Article 3. Il sera statué « par ordonnances royales, les conseils coloniaux ou leurs délégués « préalablement entendus . . . . 5° sur les recensements » ;

Vu les actes de l'ancienne législation coloniale relatifs aux dénombrements, et spécialement la déclaration du Roi du 3 octobre 1730 ;

Vu l'ordonnance royale du 4 août 1833 (1), qui a fixé provisoirement les règles à suivre, dans les colonies, pour le recensement annuel et pour la constatation des naissances et des décès de la population esclave ;

Vu les délibérations par lesquelles les conseils coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de l'île Bourbon, ont fait connaître leurs avis sur ces matières ;

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 246, n° 4934.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ;

Le conseil des délégués entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## CHAPITRE I<sup>er</sup>.

### DU RECENSEMENT GÉNÉRAL.

ART. 1<sup>er</sup>. Dans les six mois qui suivront la publication de la présente ordonnance à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane française et à Bourbon, il sera fait, dans ces colonies, un recensement général de la population libre et de la population esclave.

2. § 1<sup>er</sup>. Les époques d'ouverture et de clôture du recensement général seront déterminées par des arrêtés des gouverneurs.

§ 2. Dans le délai qui aura été fixé, tout propriétaire d'esclaves devra, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, se pourvoir, à la mairie de sa commune, de trois feuilles de recensement imprimées, qui lui seront délivrées gratuitement.

§ 3. Sur chacune de ces trois feuilles ledit propriétaire devra inscrire,

1° Ses nom et prénoms, le lieu et la date de sa naissance, sa profession, et, s'il y a lieu, la classe de sa patente ;

2° Le nombre, les noms, le sexe et l'âge des personnes composant sa famille, et non astreintes à fournir personnellement leur recensement ;

3° Les noms de ses esclaves, leur sexe, leur âge, et les signes particuliers propres à constater leur identité. Le propriétaire indiquera en outre ceux de ses esclaves qui dépendent d'habitations rurales, avec mention du nom de ces habitations, et ceux qui sont employés dans les villes et bourgs, avec désignation de la ville ou du bourg où ils sont employés. Il fera connaître les esclaves unis en mariage. Les noirs qui porteraient le même nom devront être distingués par des numéros ou par des surnoms.

3. § 1<sup>er</sup>. Les trois feuilles de recensement, signées du

déclarant ou de son fondé de pouvoirs, devront, sous peine d'une amende de cinq francs pour chaque jour de retard, être remises au maire de la commune dans le délai qui aura été fixé par l'arrêté du gouverneur mentionné en l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>. L'une de ces feuilles sera rendue au signataire, avec le visa du maire; la deuxième restera déposée à la mairie, et la troisième sera transmise au directeur de l'intérieur.

§ 2. Les habitants des dépendances de la Guadeloupe ( Marie-Galante, Saintes et île Saint-Martin ) fourniront leur recensement en quadruple expédition. La quatrième de ces expéditions restera déposée au bureau de l'administration intérieure de la localité.

§ 3. A l'expiration du délai fixé par l'arrêté du gouverneur, il sera procédé, dans la quinzaine, au recensement d'office de tous les individus qui n'auront pas produit leurs feuilles de recensement.

4. § 1<sup>er</sup>. L'omission ou l'inexactitude de l'une des mentions prescrites, en ce qui concerne les esclaves, par le troisième paragraphe du paragraphe 3 de l'article 2, sera punie, suivant le cas, d'une amende de vingt-cinq francs à cent francs.

§ 2. Sera passible de la même peine l'habitant convaincu d'avoir porté sur son recensement, comme appartenant à une habitation rurale, un ou plusieurs esclaves habituellement employés aux travaux des villes et bourgs, et réciproquement.

5. Des arrêtés des gouverneurs détermineront le mode à suivre pour le recensement général prescrit par l'article 1<sup>er</sup>, pour les personnes de condition libre, non propriétaires d'esclaves.

6. § 1<sup>er</sup>. Dans le mois qui suivra la clôture du recensement général, il sera formé, à la mairie de chaque commune, un registre contenant la matricule individuelle de tous les esclaves recensés dans ladite commune.

§ 2. La matricule énoncera le nom et les prénoms du maître, sa profession et le lieu de sa résidence, et contiendra, re-

lativement à l'esclave, toutes les indications prescrites par le troisième paragraphe du paragraphe 3 de l'article 2.

7. § 1<sup>er</sup>. A l'expiration du mois pendant lequel les registres-matricules devront être établis, ils resteront, pendant quinze jours, ouverts pour recevoir les additions, retranchements ou rectifications qui seraient réclamés et reconnus fondés.

§ 2. La clôture des registres-matricules sera faite à l'expiration de ce dernier délai, et tout esclave qui ne s'y trouvera pas inscrit, et de la propriété duquel il ne sera pas justifié par des recensements antérieurs ou par d'autres titres, sera, comme vacant et sans maître, réuni au domaine et aussitôt déclaré libre, sauf à le soumettre, envers le Gouvernement, à un engagement de sept années, pour être employé dans les ateliers publics.

§ 3. Les recensements qui auront servi à l'établissement des registres-matricules seront conservés aux archives de chaque commune.

8. Les registres-matricules mentionnés aux articles précédents seront à souches. Il en sera détaché, pour chaque esclave, un certificat de recensement qui portera un numéro d'ordre et toutes les indications inscrites sur la souche. Ce certificat sera remis au maître, après avoir été signé par le maire et revêtu du timbre de la mairie.

9. § 1<sup>er</sup>. A dater de la clôture du recensement général, aucune vente et aucun échange d'esclaves ne devront avoir lieu sans être déclarés par les deux parties contractantes, et sans que mention en soit faite, tant sur le registre à souches que sur le certificat de recensement, qui passera dans les mains du nouveau maître.

§ 2. Les mentions auront lieu sans frais. Elles seront signées par le maire et par les deux parties contractantes. Si les parties ne want signer, le maire le rapportera expressément.

10. § 1<sup>er</sup>. Les déclarations prescrites par l'article précédent devront être faites au maire dans le mois de la mutation, sous peine d'une amende de vingt-cinq francs à cent francs pour chaque mutation non déclarée.



§ 2. S'il y avait refus de déclaration de la part de l'une des parties, à raison de contestation sur la vente ou sur l'échange, l'effet des mentions serait suspendu jusqu'à ce que les tribunaux eussent statué sur la validité de la transaction, à la diligence, soit de l'autre partie, soit du ministère public.

11. § 1<sup>er</sup>. Lorsque, par suite d'une mutation, un esclave passera d'une commune dans une autre, le nouveau propriétaire, indépendamment des formalités prescrites en l'article précédent, sera tenu, dans le même délai et sous les mêmes peines, de déposer le certificat de recensement dudit esclave à la mairie de la commune où il est domicilié. L'esclave sera immédiatement après, inscrit sur le registre-matricule de ladite commune, et il sera délivré au maître un nouveau certificat de recensement portant, ainsi que le registre-matricule, toutes les indications contenues dans le précédent certificat, qui sera ensuite annulé.

§ 2. Sur l'avis qui devra lui être donné de ce transfert, le maire de la commune où l'esclave était précédemment inscrit radiera l'article du registre à souches correspondant au certificat annulé.

12. § 1<sup>er</sup>. Lorsque les mutations prévues par les articles 10 et 11, auront lieu par succession, donation, legs ou vente publique, les héritiers, donataires, légataires et adjudicataires seront tenus de l'exécution des dispositions contenues auxdits articles.

§ 2. Les dispositions de l'article 11 sont en outre applicables aux propriétaires qui transporteront d'une commune dans une autre leur résidence et celle d'un ou de plusieurs de leurs esclaves.

13. § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'une demande d'affranchissement formée pour un esclave, la déclaration prescrite par l'article 1 de l'ordonnance royale du 12 juillet 1832 (1), devra, à peine de rejet, être accompagnée du dépôt du certificat de recensement de l'esclave.

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 175, n<sup>o</sup> 4320.

§ 2. Ce certificat de recensement sera restitué au maître, si, par l'effet d'oppositions, l'affranchissement ne s'effectue pas. Dans le cas contraire, et dans les quinze jours qui suivront l'arrêté d'affranchissement, le certificat de recensement sera transmis au maire de la commune où l'esclave était inscrit en dernier lieu. Le maire radiera l'article du registre à souches correspondant au certificat de recensement, qui sera ensuite annulé. Il sera également pourvu, en cas de mutations antérieures, aux autres radiations prescrites par l'article 11, paragraphe 2.

## CHAPITRE II.

### DES RECENSEMENTS ANNUELS.

14. A partir du recensement général prescrit par les articles 1<sup>er</sup> et suivants, des recensements annuels de la population esclave continueront d'être faits dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de Bourbon.

15. § 1<sup>er</sup>. L'époque de ces recensements annuels sera fixée par les arrêtés des gouverneurs.

§ 2. Les recensements annuels s'opéreront conformément aux dispositions prescrites, relativement au recensement général, par les articles 2, 3 et 4 de la présente ordonnance. Les *feuilles de recensement* fournies par les propriétaires d'esclaves devront, outre les indications exigées par l'article 2, paragraphe 3, et sous les mêmes peines, mentionner les naissances, les décès et toutes les mutations survenues parmi lesdits esclaves depuis la date du précédent recensement. En cas d'augmentation ou de diminution par achat, vente, succession ou donation, les feuilles de recensement indiqueront les dates, ainsi que les noms des personnes qui auront acheté ou autrement acquis, ou qui auront vendu, donné ou légué.

16. Il sera pourvu, par des arrêtés des gouverneurs, aux recensements auxquels il pourra y avoir lieu de soumettre les personnes de condition libre non propriétaires d'esclaves, postérieurement au recensement général prescrit pour cette partie de la population par l'article 1<sup>er</sup>.

### CHAPITRE III.

#### DE LA CONSTATATION DES NAISSANCES, DES DÉCÈS ET DES MARIAGES DES ESCLAVES.

17. Tout maître d'esclaves est tenu de faire, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, devant le maire de la commune où résident ses esclaves, la déclaration de leurs naissances, de leurs décès et de leurs mariages.

18. Ces déclarations doivent être inscrites, dans chaque commune, sur un registre tenu double, coté et paraphé par le juge royal du ressort. L'un des doubles sera transmis, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement. Le second restera déposé aux archives de la commune.

19. § 1<sup>er</sup>. Les déclarations de naissances et de décès doivent être faites, verbalement ou par écrit, dans le délai de trois jours. Néanmoins ce délai sera augmenté de trois jours pour les communes de la Guyane française autres que la ville de Cayenne.

§ 2. La déclaration de naissance doit être suivie, dans un délai de quarante jours, de la présentation de l'enfant.

§ 3. L'inhumation d'un esclave décédé ne pourra avoir lieu que vingt-quatre heures après le moment du décès, et devra toujours être autorisée par le maire, qui ne pourra délivrer l'autorisation qu'après avoir constaté ou fait constater le décès.

20. Les déclarations doivent énoncer le jour et l'heure auxquels elles sont faites, les noms, prénoms, âge, demeure et profession des personnes qui y concourent. Elles doivent mentionner :

1° Lorsqu'il s'agit d'une naissance, le jour et l'heure de la naissance, le sexe de l'esclave nouveau-né, le nom qui lui est donné, le nom et l'âge de la mère, et le numéro du certificat de recensement qui la concerne, et en outre le nom du père, si l'enfant est issu d'esclaves mariés;

2° Lorsqu'il s'agit d'un décès, le jour et l'heure du décès,

les noms, le sexe, l'âge et le numéro de matricule de l'esclave décédé, et toute autre indication propre à constater l'identité.

21. Il sera statué par une ordonnance spéciale sur les formes de la célébration du mariage des esclaves et sur l'inscription de ces mariages aux registres mentionnés en l'article 18.

22. Les contraventions aux articles 17, 18, 19 et 20 seront passibles, suivant les cas, d'une amende de vingt-cinq francs à cent francs, et, s'il y a lieu, des peines prévues par l'article 358 du code pénal colonial (1).

23. § 1<sup>er</sup>. Toute déclaration de naissance d'un esclave sera immédiatement suivie de l'inscription de l'individu déclaré sur le registre à souches de la commune, et de la remise d'un certificat de recensement au maître, conformément à ce qui est prescrit par l'article 8 de la présente ordonnance.

§ 2. A l'appui de toute déclaration de décès, le maître sera remis du certificat de recensement de l'esclave décédé. Ce certificat sera annulé par le maire, après la délivrance du permis d'inhumation, et le talon sera biffé.

§ 3. Le maire pourra accorder au maître un délai d'un mois pour la remise du certificat de recensement; passé ce délai, le maître sera passible d'une amende de cent francs, et la radiation de la souche sera opérée.

24. Le droit de visite consacré en matière de recensement sera exercé, à l'effet d'assurer l'exécution des dispositions prescrites par la présente ordonnance, à la diligence du directeur de l'intérieur et du procureur général, par les maires et leurs adjoints et par les officiers du ministère public.

25. Le directeur de l'intérieur et ses délégués, le procu-

---

(1) Article 358. « Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, sont punis de seize jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à trois cents francs, sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.—La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux règlements relatifs aux inhumations précipitées. »



reur général, les procureurs du Roi et leurs substituts, auront, dans chacune des colonies susmentionnées, le droit d'inspection sur les registres-matricules et sur les registres de déclarations établis en vertu des articles 6 et 18 de la présente ordonnance.

26. Les amendes portées par la présente ordonnance seront prononcées correctionnellement.

27. L'ordonnance royale du 4 août 1833, sauf le paragraphe 2 de l'article 2 (1); et toutes dispositions contraires à la présente sont et demeurent abrogées.

28. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris le 11 juin 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8024. — *ORDONNANCE DU ROI concernant l'affranchissement des Esclaves dans les Colonies.*

A Paris, le 11 Juin 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

Vu l'article 3 de la loi du 24 avril 1833, portant : « Il sera statué « par ordonnances royales, les conseils coloniaux ou leurs délégués « préalablement entendus. . . . . 5° Sur les conditions et les formes « des affranchissements »;

Vu l'ancienne législation relative aux affranchissements, et spécialement l'édit du mois de mars 1685;

Vu les ordonnances royales des 1<sup>er</sup> mars 1831 (2), 12 juillet 1832 (3) et 29 avril 1836 (4), relatives aux affranchissements;

Considérant qu'il est nécessaire de compléter cette nouvelle

(1) § 2 de l'article 2 de l'ordonnance royale du 4 août 1833 :

« La déclaration . . . . . de mariage sera faite dans le délai de cinq jours, à peine de vingt francs à deux cents francs d'amende. »

(2) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 59, n° 1496.

(3) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 175, n° 4320.

(4) Bull. 419, nos 6276 et 6277.



législation, dans le double intérêt de l'ordre public et de l'esprit de famille ;

Les conseils coloniaux et le conseil des délégués entendus ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ;

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Sont affranchis de droit, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de la Guyane française et de l'île Bourbon,

1° L'esclave avec qui son maître ou sa maîtresse contractent mariage ;

2° L'esclave qui, du consentement de son maître, contracte mariage avec une personne libre. Dans ce cas, les enfants naturels qui, antérieurement, seraient issus des deux conjoints, sont également affranchis de droit ;

3° L'esclave qui, du consentement de son maître, est réclamé par la personne libre avec laquelle il a contracté mariage antérieurement à la présente ordonnance ;

4° L'esclave adopté, du consentement de son maître, par une personne libre, sous les formes et conditions réglées par le Code civil ;

5° L'esclave qui aura été fait légataire universel par son maître, ou nommé, soit exécuteur testamentaire, soit tuteur de ses enfants ;

6° Les enfants naturels, esclaves de leur père ou de leur mère libres, et reconnus par eux ou par l'un d'eux ;

7° Le père ou la mère, esclaves de leurs enfants libres ;

8° Les frères et sœurs, esclaves de leurs frères ou sœurs libres ;

9° Les enfants nés postérieurement à la déclaration faite pour l'affranchissement de leur mère, sauf le cas où cet affranchissement ne s'effectuait pas.

2. § 1<sup>er</sup>. L'effet des affranchissements de droit spécifiés dans l'article précédent sera poursuivi, ainsi qu'il est dit ci-après, par les personnes libres désignées plus haut, dans le délai de trois mois à partir du mariage, de l'adoption, de la

reconnaissance ou de la possession. Un délai de trois mois, à compter de la publication de la présente ordonnance, sera également accordé pour les individus auxquels l'affranchissement sera immédiatement applicable.

§ 2. A l'expiration de ces délais, les personnes tenues de poursuivre l'effet des affranchissements de droit seront passibles d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs, suivant les cas, par chacun des individus à affranchir pour qui elles n'auraient point demandé l'accomplissement de cette disposition.

Le montant desdites amendes, sous la seule distraction des frais, sera appliqué au profit des individus affranchis, par les soins et sous la surveillance de l'administration coloniale.

3. § 1<sup>er</sup>. Les personnes libres tenues de poursuivre l'un des affranchissements prévus par l'article 1<sup>er</sup> devront faire à l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence la déclaration des faits qui donnent lieu à l'affranchissement. Cette déclaration sera reçue et publiée dans la forme prévue, pour les déclarations ordinaires d'affranchissements, par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 12 juillet 1832 (1).

§ 2. Les délais pour les oppositions seront de trois mois seulement. Les oppositions ne seront recevables qu'autant qu'elles auront pour objet de contester l'identité des individus à affranchir, ou la validité des actes par suite desquels l'affranchissement doit être effectué.

4. A l'expiration du délai de trois mois, s'il n'y a pas eu d'oppositions, ou, en cas d'oppositions, immédiatement

(1) Article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 12 juillet 1832 : « Toute personne qui voudra affranchir son esclave en fera la déclaration au fonctionnaire chargé de l'état civil dans le lieu de sa résidence.

« Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial, et transmise, dans les huit jours de sa date, au procureur du Roi près le tribunal de première instance, pour être affichée par ses soins, dans semblable délai, à la porte de la mairie de la commune où le déclarant fait sa demeure habituelle, ainsi qu'à celle de l'auditoire du tribunal. Ladite déclaration devra, en outre, être insérée trois fois consécutivement dans un des journaux de la colonie. »

après que la mainlevée en aura été accordée, les affranchissements de droit prévus par l'article 1<sup>er</sup> seront prononcés par arrêtés des gouverneurs en conseil — Les affranchissements auront lieu sans autres formalités ni délais, sur justification de la célébration du mariage, ou de l'inscription aux registres de l'état civil des actes de mariage, de reconnaissance ou d'adoption, ou par la preuve acquise de la parenté prévue par l'article 1<sup>er</sup>.

5. Les héritiers, donataires ou légataires, à quelque titre que ce soit, exécuteurs testamentaires et curateurs aux successions vacantes, et tous ceux qui, en vertu de la volonté du maître, sont chargés de requérir la liberté d'un esclave, devront, dans le délai de trois mois à partir de la manumission ou de la donation, faire les déclarations prescrites par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance royale du 12 juillet 1832 (1). A défaut de se pourvoir dans ledit délai, ils seront passibles de vingt-cinq francs à trois cents francs d'amende, suivant le cas, par chacun des individus à affranchir.

Le montant desdites amendes, sous la seule distraction des frais, sera appliqué au profit des individus affranchis, *par les soins et sous la surveillance de l'administration coloniale.*

6. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas prévus par les articles 1, 2, 3 et 5, l'affranchissement devra, à défaut des personnes qui sont tenues de le requérir, être poursuivi à la diligence des procureurs du Roi.

§ 2. Les maires chargés de tenir les registres de l'état civil des libres et les registres des naissances et des mariages des esclaves, les notaires qui auront reçu les testaments ou les donations, les greffiers qui assisteront à l'ouverture des testaments, les curateurs aux successions vacantes, seront tenus, sous les peines portées en l'article précédent, de faire remettre, dans le plus bref délai, au parquet du procureur du Roi de leur ressort, copie des actes entraînant l'affranchissement de

---

(1) Voir la note de la page précédente.

droit aux termes de l'article 1<sup>er</sup>, ou des déclarations d'affranchissement spécifiées par l'article 5.

7. § 1<sup>er</sup>. L'esclave qui aura rendu de grands services publics pourra être affranchi; le gouverneur fera présenter au conseil colonial un projet de décret pour cette libération, laquelle aura lieu aux frais de la caisse coloniale, sur une estimation arbitrée par experts contradictoires, sauf recours aux tribunaux, s'il y a contestation.

§ 2. Si l'esclave se trouve frappé d'une des incapacités prévues par le quatrième paragraphe du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 9 ci-après, le même décret déterminera la somme qui devra lui être allouée, à titre de moyens d'existence, sur les fonds de la caisse coloniale.

§ 3. La somme destinée à la libération de l'esclave sera déposée dans une caisse publique pendant six mois, pour être soumise à l'action des créanciers du maître.

8. § 1<sup>er</sup>. La déclaration d'affranchissement faite à l'officier de l'état civil ou remise à l'esclave lui-même ne peut être révoquée, si ce n'est pour l'un des motifs prévus, pour la révocation des donations entre vifs, par les paragraphes 1 et 2 de l'article 955 du Code civil (1).

§ 2. Ce droit de révocation cesse à dater de l'inscription de l'affranchissement sur les registres de l'état civil.

9. § 1<sup>er</sup>. Le droit d'opposition donné au ministère public, en matière d'affranchissement, par l'article 3 de l'ordonnance royale du 12 juillet 1832 (2), sera, en outre, exercé par lui dans les cas ci-après déterminés :

(1) § 1<sup>er</sup> de l'article 955 du Code civil : « Si le donataire a attenté à la vie du donateur. »

§ 2. « S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves. »

(2) Article 3 de l'ordonnance du 12 juillet 1832 :

« Le ministère public pourra lui-même former opposition à l'affranchissement, dans le cas où l'affranchi serait reconnu hors d'état de pourvoir à sa subsistance, à raison de son âge ou de ses infirmités. Cette opposition motivée, et contenant également assignation en validité, sera notifiée au déclarant avant l'expiration du délai fixé par l'article précédent (six mois). »



1° Lorsque l'esclave, objet de la déclaration d'affranchissement, aura été condamné à une peine afflictive ou infamante, quel que soit le temps écoulé depuis la condamnation;

2° Lorsque l'esclave aura été condamné à une peine correctionnelle. Dans ce cas, l'opposition ne sera recevable que pendant un délai de trois ans, à dater de la condamnation;

3° Lorsque l'esclave sera signalé par les autorités locales et reconnu comme étant dangereux pour l'ordre public;

4° Lorsque l'esclave, adulte, valide, et non sexagénaire, ne justifiera pas d'une industrie, de la jouissance d'un terrain propre à la culture, ou d'autres moyens d'existence suffisants pour lui et pour ses enfants, si ces derniers sont affranchis avec lui.

§ 2. Le droit d'opposition du ministère public n'est applicable, dans aucun cas, aux affranchissements de droit prévus par l'article 1<sup>er</sup>.

10. Lorsque l'affranchissement aura lieu en vertu d'un testament ou d'une donation, si l'affranchi, adulte et valide, est l'objet de l'opposition prévue au quatrième paragraphe du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article précédent, les tribunaux pourront décider qu'il sera passé outre à l'affranchissement, en ordonnant que les aliments lui soient assurés sur la portion disponible des biens de la succession ou de l'auteur de la donation.

11. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre  
Secrétaire d'état de la marine et des  
colonies,*

Signé DUPERRÉ.

---

N° 8025. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Suppression du commissariat de police créé dans la ville de



Villeneuve-l'Archevêque ( Yonne ) par ordonnance du 10 février 1834 ;

2° Création d'un second commissariat de police dans la ville d'Elbeuf ( Seine-Inférieure ). ( *Neuilly, 26 Juin 1839.* )

---

N° 8026. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe à quinze le nombre des avoués près de la cour royale séant à Grenoble. ( *Paris, 7 Juillet 1839.* )

---

N° 8027. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe à quarante et un le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Auxerre ( Yonne ). ( *Paris, 7 Juillet 1839.* )

---

N° 8028. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe à trente le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Joigny ( Yonne ). ( *Paris, 7 Juillet 1839.* )

---

N° 8029. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe à vingt le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Sens ( Yonne ). ( *Paris, 7 Juillet 1839.* )

---



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 13 \* Juillet 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 660.

---

N° 8030. — *Loi qui ouvre un Crédit pour la célébration du neuvième anniversaire des journées de Juillet 1830.*

Au palais de Saint-Cloud, le 19 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Un crédit de deux cent mille francs est ouvert, sur l'exercice 1839, au ministre de l'intérieur, pour contribuer, avec le fonds fourni par la ville de Paris, à la célébration du neuvième anniversaire des journées de juillet 1830.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes  
*IX<sup>e</sup> Série.*

ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

**N° 8031. — ORDONNANCE DU ROI qui interdit l'exportation des Sucres de la Guadeloupe à l'étranger.**

Au palais de Neuilly, le 9 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'arrêté que M. le gouverneur de la Guadeloupe a rendu le 27 mai dernier, sous l'approbation du Gouvernement, et par lequel il autorise la sortie des sucres de cette colonie par tous pavillons et pour toutes destinations;

Vu l'ordonnance royale du 5 février 1826 (1);

Vu la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'ordonnance royale du 30 juin dernier (2), qui prescrit de faire cesser l'exportation à l'étranger des sucres de la Martinique, qu'avait permise un arrêté de M. le gouverneur de cette colonie en date du 15 mai précédent;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 78, n° 2712.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 658, n° 8019.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. L'exportation des sucres à l'étranger, par tous pavillons, qui a été autorisée par l'arrêté de M. le gouverneur de la Guadeloupe en date du 27 mai 1839, est et demeure interdite.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé DUPERRÉ.

N° 8032. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. La ville du Mans est autorisée à convertir les cinq bourses entières et les deux bourses à trois quarts de pension qu'elle entretient dans son collège communal au prix de deux mille neuf cent vingt-cinq francs, en

3 bourses entières, à raison de . . . . .	450 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> l'une, ci.	1,350 <sup>f</sup>
2 bourses à 3/4 de pension, à raison de	337 50 l'une, ci.	675
4 demi-bourses, à raison de . . . . .	225 00 l'une, ci.	900

TOTAL . . . . . 2,925

Cette nouvelle répartition sera effectuée à dater du jour de la vacance des anciennes bourses.

2. La ville continuera de porter annuellement à son budget une somme de deux mille neuf cent vingt-cinq francs, pour couvrir les frais desdites bourses. ( Neuilly, 20 Juin 1839. )

N° 8033. — ORDONNANCE DU ROI qui rapporte celle du 14 février 1832, qui a autorisé la nomination d'un troisième adjoint au maire dans la commune de Marmande. ( Neuilly, 9 Juillet 1839. )



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

**A Paris, le 22 \* Juillet 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 22 Juillet 1839.**



---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 661.

---

N° 8034. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour l'augmentation de la Garde municipale de Paris.*

Au palais de Neuilly, le 18 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire et spécial de quatre cent quatre-vingt-quinze mille huit cents francs (495,800<sup>f</sup>), comme subvention à la ville de Paris pour l'augmentation de la garde municipale.

## ARTICLE 2.

Cette subvention, qui montera pour une année entière à un million quatre cent quatre-vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-seize francs (1,487,396<sup>f</sup>), ne sera payée que moyennant la justification de l'entretien de quinze cent cinquante-deux hommes d'infanterie de la garde municipale, au delà de l'effectif actuel. La ville de Paris demeure chargée, en outre, des frais de casernement. Pour 1839, la subvention sera allouée proportionnellement à la durée moyenne de l'entretien de l'augmentation d'effectif.

IX<sup>e</sup> Série.

## ARTICLE 3.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources affectées par la loi de finances du 14 juillet 1838 aux besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Neuilly, le 18<sup>e</sup> jour du mois de Juillet 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état de la  
guerre,*

Signé SCHNEIDER.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8035. — *ORDONNANCE DU ROI portant concession de  
Logements dans un Bâtiment dépendant du Domaine de l'État.*

Au palais de Neuilly, le 13 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Vu le premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 23 avril 1833, ainsi conçu :

«Aucun logement ne sera concédé ou maintenu dans les bâ-  
timents dépendant du domaine de l'État, qu'en vertu d'une ordon-  
nance royale»;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>, La concession des logements indiqués dans l'état ci-annexé est accordée aux préposés désignés audit état.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

*État de Logements concédés dans les Bâtiments dépendant du Domaine de l'État.*

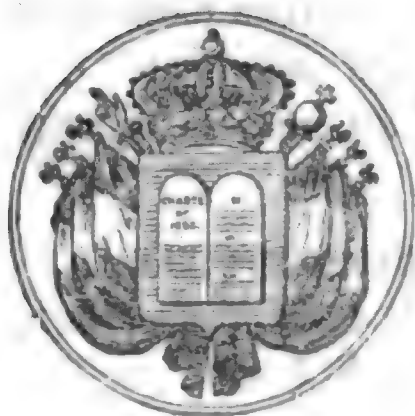
DÉPARTEMENTS et communes où sont situés les bâtiments de l'État.	NOMBRE de pièces composant le logement.	TITRES et emplois ou désignation des fonctions des concessionnaires de logements.	RENSEIGNEMENTS  et observations.
JURA. — Dôle.	6  6	Receveur de navigation.  Surveillant de navigation.	Les intérêts du trésor exigent que le receveur et le surveillant de la navigation soient logés dans le bâtiment même où s'opère la perception de ce droit. Ils ne pourraient avoir leur domicile sur un autre point sans que le service en souffrit et sans exciter les plaintes des contribuables. Le receveur habite le rez-de-chaussée et le surveillant le premier étage. Chaque logement se compose de six petites pièces ou cabinets.

Vu pour être annexé à l'ordonnance du 13 juillet 1839.

*Le Ministre des finances,*

Signé H. PASSY.

N° 8036. — ORDONNANCE DU ROI portant que le collège communal établi à Brest (Finistère) prendra le titre de *Collège Joinville*. (Paris, 29 Juin 1839.)



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

**A Paris, le 24 \* Juillet 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 662.

---

N° 8037. — *Loi portant allocation au Ministre de la Guerre de Crédits supplémentaires sur l'exercice 1839, et annulation de Crédits sur le même exercice.*

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est alloué au ministre de la guerre, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les dépenses de l'exercice 1839, des suppléments montant à la somme de six millions quatre cent cinq mille six cent quarante francs ( 6,405,640<sup>f</sup> ).

Ces suppléments de crédits demeurent répartis, par article ou spécialité de dépense, entre les sections et chapitres du budget du ministère de la guerre, conformément au tableau A ci-annexé.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par celle du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

## ARTICLE 3.

Les crédits accordés sur l'exercice 1839 au ministre de la guerre, par la loi de dépenses du 14 juillet 1838, sont réduits d'une somme de un million cinq cent quatre-vingt-onze mille six cent soixante francs ( 1,591,660<sup>f</sup> ). Ces annulations

*LX<sup>e</sup> Série.*

4



sont fixées par sections et chapitres du budget, conformément au tableau B annexé à la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

**TABLEAU A.**      *TABLEAU des Crédits supplémentaires, demandés par*

ARTICLES  ou spécialités de dépenses.	CHAPITRE			
	3. Frais généraux d'impressions.	4. États-majors.	5. Gendarmerie.	8. Solde et entretien des troupes.
<b>1<sup>re</sup> SECTION.</b>				
<i>Divisions territoriales de l'intérieur.</i>				
Rétablissement de la haute-payé du 3 <sup>e</sup> chevron, et augmentation des hautes-payés des sous-officiers.....	fr.	fr.	fr.	fr.
Augmentation de la solde des lieutenants et sous-lieutenants.....	"	"	"	81,08
Élévation du tarif de l'indemnité de logement.....	"	32,180	32,745	492,63
Remonte, aux frais de l'État, d'un des chevaux attribués aux capitaines de troupes à cheval.....	"	208,725	38,342	666,05
Création d'un bataillon de chasseurs à pied.....	"	"	"	"
Solde de non-activité (officiers généraux).....	"	"	"	92,15
Frais généraux d'impressions.....	30,000	"	"	"
<b>TOTAUX pour la première section..</b>	<b>30,000</b>	<b>240,905</b>	<b>71,087</b>	<b>1,331,88</b>

B. n° 662. ( 27 )

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre  
notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de  
Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,

Signé J. B. TESTE.

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

Ministère de la guerre, au titre de l'exercice 1839.

SPÉCIAUX.				TOTAL	OBSERVATIONS.
9.	12.	15.	21.	par	
habillement et campement	Remonte générale.	Solde de non-activité.	Invalides de la guerre.	CHAPITRE.	
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
"	"	"	"	81,084	Pour six mois, à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 1839.
"	"	9,690	800	568,046	Idem.
2,940	"	"	1,014	917,072	Idem.
"	50,450	"	"	50,450	Idem.
"	"	"	"	92,121	
"	"	211,250	"	211,250	Pour les six derniers mois de 1839.
"	"	"	"	30,000	
2,940	50,450	220,940	1,814	1,950,023	

ARTICLES  ou spécialités de dépenses.	CHAPITRES			
	3. — Frais généraux d'impressions.	5. — Gendarmerie.	8. — Solde et entretien des troupes.	11. — Transports généraux.
<b>3<sup>e</sup> SECTION.</b>				
<i>Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.</i>	fr.	fr.	fr.	fr.
Rétablissement de la haute-paye du 3 <sup>e</sup> chevron et augmentation des hautes-payes des sous-officiers.....	"	"	20,807	"
Augmentation de la solde des lieutenants et sous-lieutenants.....	"	1,083	74,566	"
Remonte, aux frais de l'État, d'un des chevaux attribués aux capitaines de troupes à cheval.....	"	"	"	"
Modifications dans l'organisation des corps réguliers de l'armée d'Afrique.	"	420,105	793,417	67,463
Extension des services militaires irréguliers.....	"	"	"	"
Établissement de l'évêché d'Alger....	"	"	"	"
Commission scientifique.....	"	"	"	"
Travaux extraor- dinares civils et militaires... } Casernes, hôpitaux et magasins....	"	"	"	"
	"	"	"	"
	"	"	"	"
	"	"	"	"
	"	"	"	"
Frais généraux d'impressions.....	4,000	"	"	"
<b>TOTAUX pour la 3<sup>e</sup> section...</b>	<b>4,000</b>	<b>421,188</b>	<b>888,790</b>	<b>67,463</b>

## RÉCAPITUL

1<sup>re</sup> SECTION. — Divisions territoriales de l'intérieur.....3<sup>e</sup> SECTION. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.

TOTAL GÉNÉRAL.....

SPÉCIAUX.						TOTAL par article ou spécialité de dépense.	OBSERVATIONS
12. — Remonte générale.	14. — Fourrages.	19. — Matériel du génie.	22. — Services militaires irréguliers.	23. — Services civils.	23 bis. — Travaux publics extraordi- naires.		
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
"	"	"	"	"	"	20,807	Pour 6 mois, à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 1839.
"	"	"	"	"	"	75,649	Idem.
3,150	"	"	"	"	"	3,150	Idem.
536,776	164,250	"	"	"	"	1,982,011	
"	"	"	695,000	"	"	695,000	
"	"	"	"	100,000	"	100,000	
"	"	"	"	75,000	"	75,000	
"	"	400,000	"	"	"	400,000	
"	"	"	"	"	150,000	150,000	
"	"	"	"	"	400,000	400,000	
"	"	"	"	"	550,000	550,000	
"	"	"	"	"	"	4,000	
539,926	164,250	400,000	695,000	175,000	1,100,000	4,455,617	

LATION.

..... 1,950,023<sup>f</sup>  
 ..... 4,455,617  
 ..... 6,405,640

**TABLERAU B.**

*Tableau des Annulations à opérer sur les Crédits ouverts  
au Ministère de la Guerre, au titre de l'exercice 1859,  
par la Loi du 14 Juillet 1838.*

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS à annuler.		TOTAL des chapitres.
		Divisions territoriales de l'intérieur. (1 <sup>re</sup> section.)	Occupation d'Ancône. (2 <sup>e</sup> section.)	
4	États-majors .....	"	51,527 <sup>f</sup>	51,527 <sup>f</sup>
7	Justice militaire .....	"	1,000	1,000
8	Solde et entretien des troupes .....	797,714 <sup>f</sup>	648,141	1,445,855
9	Habillement et campe- ment .....	"	57,388	57,388
10	Lits militaires .....	"	16,890	16,890
11	Transports généraux .....	"	8,000	8,000
18	Matériel de l'artillerie .....	"	3,000	3,000
19	Matériel du génie .....	"	2,000	2,000
24	Dépenses accidentelles et secrètes .....	"	6,000	6,000
	<b>TOTAL GÉNÉRAL ...</b>	<b>797,714</b>	<b>793,946</b>	<b>1,591,660</b>

N° 8038. — *Loi relative aux Étrangers réfugiés.*

An palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS  
AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les lois des 21 avril 1832 et 1<sup>er</sup> mai 1834, relatives aux  
étrangers réfugiés, sont prorogées jusqu'à la fin de 1840.

#### ARTICLE 2.

Toutefois les étrangers réfugiés qui auront demeuré en  
France ou servi sous les drapeaux pendant cinq années, et qui  
n'auront subi aucune condamnation criminelle ou correc-  
tionnelle, pourront, en donnant avis préalable de leur dépla-



gement au préfet du département, changer de résidence sans l'autorisation du Gouvernement.

Cette autorisation continuera de leur être nécessaire pour résider dans le département de la Seine et dans un rayon de seize myriamètres de la frontière des Pyrénées.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejour d'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

**N° 8039. — Loi relative à l'agrandissement du Palais de justice de Paris.**

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur un crédit de deux millions, à l'effet d'indemniser le département de la Seine des terrains et constructions qu'il cède à l'État pour l'agrandissement des services

de la cour royale de Paris; le tout suivant la description qui en est faite au procès-verbal d'estimation du 4 octobre 1838.

Cette somme de deux millions sera répartie, par égales portions, sur les exercices de 1840, 1841, 1842 et 1843.

Au moyen de cette indemnité, l'État ne pourra être tenu d'aucun frais dans l'établissement de la nouvelle cour d'assises, qui restera entièrement à la charge du département.

#### ARTICLE 2.

Conformément à la demande qu'en a faite le conseil général de la Seine, par délibération du 28 octobre 1838, ce département est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant huit ans, à compter de 1840, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux travaux d'agrandissement, d'isolement et d'amélioration du palais de justice de Paris, désignés dans la délibération ci-dessus.

#### ARTICLE 3.

Le même département est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, à emprunter, pour les mêmes travaux, à la ville de Paris, et à un intérêt de trois pour cent, une somme de trois millions, réalisable au fur et à mesure des besoins.

Le remboursement de cet emprunt sera imputé sur les cinq dernières années de l'imposition extraordinaire autorisée par l'article précédent.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

N° 8040. — *ORDONNANCE DU ROI concernant la Bibliothèque royale.*

Au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les dispositions réglementaires de la loi du 25 vendémiaire an IV;

Vu les ordonnances du 2 novembre 1828 (1), et du 14 novembre 1832 (2);

Vu l'ordonnance du 22 février 1839 (3), relative à l'administration de toutes les bibliothèques publiques du royaume;

Considérant que la grande étendue et l'accroissement continuel des dépôts divers qui forment la Bibliothèque royale exigent, indépendamment de la surveillance et de la responsabilité particulière attachées à chacun de ces dépôts, une direction unique et centrale, qui surveille l'ensemble de l'établissement et la généralité du service;

Considérant qu'il importe de joindre à cette unité de surveillance l'avantage d'une délibération éclairée, qui puisse s'appliquer constamment à toutes les parties de l'administration de la Bibliothèque, et en apprécier tous les besoins;

Considérant qu'il importe également d'assurer, par les règles prescrites pour la nomination aux emplois, les traditions de zèle scientifique et d'aptitude spéciale qui se sont maintenues dans l'administration de cet établissement;

Sur le rapport de notre ministre de l'instruction publique,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

(1) 1<sup>re</sup> série, 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 202, n° 4581.

(2) 1<sup>re</sup> série, 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 202, n° 4580.

(3) 1<sup>re</sup> série, Bull. 634, n° 7832.

**ART. 1<sup>er</sup>.** L'administration de la Bibliothèque royale se compose :

1° D'un directeur, qui a la surveillance générale de l'établissement;

2° Des conservateurs préposés aux divers départements.

2. Les départements de la Bibliothèque sont et demeurent fixés à quatre :

1° Les imprimés;

2° Les manuscrits, chartes et diplômes;

3° Les médailles, pierres gravées et antiques;

4° Les estampes, cartes géographiques et plans.

3. Chaque département est confié à deux conservateurs.

4. Il peut y avoir de plus, dans chaque département, des conservateurs adjoints, auxquels seront confiées diverses sections du dépôt.

Dans le premier et dans le deuxième département, leur nombre pourra excéder celui des conservateurs, d'après les besoins du service public et la diversité des collections.

5. La réunion des conservateurs forme, sous la présidence du directeur, le conseil d'administration de la Bibliothèque.

Les conservateurs adjoints assistent aux délibérations du conservatoire, avec voix consultative.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou de deux conservateurs, notre ministre de l'instruction publique peut accorder voix délibérative à un ou deux conservateurs adjoints du même département que les titulaires absents.

6. Le directeur président du conservatoire est nommé par nous. Il peut être choisi, ou non, parmi les conservateurs.

7. Le conservatoire élit, chaque année, parmi ses membres, un vice-président, rééligible pour une année seulement, lequel, en cas d'absence du directeur, le remplace dans la présidence du conservatoire.

Dans le même cas d'absence ou d'empêchement, les autres fonctions attachées au titre de directeur sont exercées, sur délégation expresse de notre ministre, soit par le vice-président, soit par un autre membre du conservatoire.

8. Le conservatoire choisit également chaque année, parmi ses membres, un secrétaire, qui tient les procès-verbaux des séances et en assure la transcription sur un registre, après que la rédaction en a été lue et approuvée.

9. Un trésorier, nommé par nous, parmi les conservateurs ou les conservateurs adjoints, dispose les états de compte, reçoit les fonds alloués, effectue les paiements, et distribue les traitements affectés aux différents services de la Bibliothèque.

10. En cas de vacance dans les places actuellement existantes, les conservateurs et conservateurs adjoints seront nommés par nous, savoir :

Les conservateurs, parmi les conservateurs adjoints et les membres titulaires de l'institut;

Les conservateurs adjoints, également parmi les membres de l'institut, ou sur une liste délibérée en conservatoire, et qui sera composée de trois candidats, dont un au moins doit être pris parmi les employés de la Bibliothèque.

11. Les employés de la Bibliothèque, désignés dans notre ordonnance du 22 février 1839 sous les titres de bibliothécaires, sous-bibliothécaires et employés, demeurent partagés en plusieurs classes, à chacune desquelles est attaché un traitement différent et gradué.

Nul ne peut être admis dans la classe la moins élevée, sans avoir été un an au moins surnuméraire.

La promotion d'une classe à l'autre a lieu par droit d'ancienneté ou de mérite, sur la présentation du conservatoire.

Les employés d'un département peuvent continuer leur avancement dans un autre.

Les employés de toutes les classes sont nommés par le ministre, et ne peuvent être révoqués que par lui.

12. Les traitements des divers fonctionnaires dénommés au présent titre demeurent, quant à présent, fixés conformément au tableau compris dans les développements annexés au budget de 1839.



## TITRE II.

FONCTIONS PARTICULIÈRES DES CONSERVATEURS, ET ATTRIBUTIONS  
DU CONSERVATOIRE.

13. Les conservateurs, dans leur département respectif, ont la police intérieure et la surveillance immédiate de leurs subordonnés. La répartition du travail, relativement au classement du dépôt, à la confection du catalogue, et aux diverses parties du service, leur appartient exclusivement.

14. Dans les départements où le prêt est permis, les conservateurs sont personnellement responsables des objets qui auraient été prêtés au dehors et qui seraient perdus pour la Bibliothèque, faute de l'exacte observation des formalités préalables auxquelles le prêt doit être assujéti.

15. Les conservateurs, dans chaque département, présentent, quand ils le jugent utile, des candidats pour remplir dans le service de la Bibliothèque la fonction de surnuméraire. Ils présentent, parmi les surnuméraires de leur département, les candidats aux places d'employés qui viendraient à vaquer dans leur département, et proposent également la promotion des employés d'une classe dans la classe supérieure.

16. La réunion des conservateurs, présidée par le directeur ou le vice-président, statue sur l'emploi des fonds attribués chaque année par la loi de finances à l'entretien et à l'accroissement des collections.

Dans une des séances de janvier de chaque année, le conservatoire délibère sur la répartition de ces fonds entre les divers départements de la Bibliothèque. Ladite délibération est transmise au ministre; et quand elle a été approuvée par lui, il ne peut y être fait de changement que par décision expresse, sur la demande motivée du conservatoire, pour quelque acquisition dont l'urgence et l'utilité scientifique auraient été démontrées.

Le conservatoire délibère encore, sauf l'approbation du ministre, sur l'emploi des annuités extraordinaires et transitoires accordées à partir de 1839, pour les dépenses relatives aux achats nouveaux, à l'entretien des livres et à la rédaction des catalogues.

17. Le conservatoire délibère également, sauf notre autorisation ou l'approbation de notre ministre de l'instruction publique, sur l'acceptation des dons qui seraient offerts à la Bibliothèque et sur les propositions d'achat ou d'échange qui sont présentées par chaque conservateur, en ce qui concerne son département.

Il peut être également saisi, par renvoi de notre ministre de l'instruction publique, de toutes demandes de cette dernière nature; et, dans ce cas, il délibère après avoir entendu l'avis des conservateurs dont le département est intéressé dans la proposition.

18. Le conservatoire, sur la proposition des conservateurs dans le département desquels les prêts sont autorisés, et d'après tous les renseignements qu'il peut recueillir, arrête, après délibération, la liste des personnes en faveur desquelles ces prêts auront lieu. Nul nom ne peut être ajouté à cette liste sans avoir été proposé et adopté en séance du conservatoire.

Dans le cas où quelque plainte serait faite sur le refus ou l'omission d'un nom présentant toutes les garanties exigées par le règlement, il y sera statué par notre ministre de l'instruction publique, après communication de la plainte au conservatoire.

Le conservatoire délibérera également sur toute demande à l'effet d'obtenir le prêt d'un manuscrit; et, dans ce cas, sa délibération ne sera définitive et exécutoire qu'après approbation de notre ministre de l'instruction publique.

19. Le conservatoire statue, s'il y a lieu, sur la révocation des surnuméraires, d'après la demande des conservateurs du département dont ils font partie ou la proposition du directeur.

20. Le conservatoire délibère sur les demandes ou propositions de révocation qui seraient faites relativement à des employés de la Bibliothèque. Il recueille leurs moyens de défense, présentés soit verbalement, soit par écrit, et propose, s'il y a lieu, l'exclusion des fonctionnaires inculpés.

21. Le conservatoire, d'après la demande d'un de ses membres, ou la proposition du directeur, délibère sur toute

modification ou disposition nouvelle dont paraîtrait susceptible le règlement intérieur de la Bibliothèque.

### TITRE III.

#### ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITÉ DU DIRECTEUR PRÉSIDENT DU CONSERVATOIRE.

22. Le directeur président du conservatoire convoque la réunion des conservateurs quand il le juge convenable, indépendamment des séances ordinaires fixées par le règlement.

En cas de partage, sa voix est prépondérante.

Il signe les procès-verbaux du conservatoire conjointement avec le secrétaire, et adresse à notre ministre de l'instruction publique une copie certifiée du procès-verbal de chaque séance.

23. Il correspond seul avec notre ministre; il lui transmet, au nom du conservatoire, pour être soumises à son approbation, toutes les délibérations relatives à l'affectation des fonds, aux acquisitions et échanges, aux prêts de manuscrits, et toute proposition du conservatoire pour la nomination, promotion ou révocation des employés.

Il correspond en son nom avec notre ministre pour tout ce qui concerne les besoins généraux de l'établissement, l'état des bâtiments et du matériel, la répartition des logements par droit d'ancienneté entre les conservateurs, et, s'il y a lieu, entre les conservateurs adjoints.

24. Il a la police générale de l'établissement; il doit, sur l'initiative d'un conservateur, ou immédiatement, prescrire toutes les mesures d'ordre et provoquer tous les travaux d'entretien et de précaution nécessaires à la sûreté des divers dépôts que renferme la Bibliothèque.

25. Il a la surveillance de l'état des bâtiments, et fait, à cet égard, à notre ministre de l'instruction publique, pour être transmises à notre ministre des travaux publics, toutes propositions relatives aux changements ou appropriations qui paraîtraient nécessaires, sauf à prendre l'avis préalable du conservatoire, si ces changements concernent le local occupé par un département.

26. Toutes les dépenses sont soumises au visa du directeur.

Il a exclusivement l'administration des fonds qui ne sont pas affectés par la loi de finances à l'accroissement et à l'entretien des collections; ou qui ne font pas partie des annuités ci-dessus mentionnées.

Tous les trois mois il rend compte de l'emploi desdits fonds à notre ministre de l'instruction publique.

27. Il est tenu, sous sa responsabilité, de veiller à ce que les travaux prescrits par les conservateurs; dans chaque département, s'exécutent avec régularité; il en donne l'état à notre ministre dans un rapport trimestriel.

28. Il est spécialement chargé d'assurer l'ordre et l'activité du service public, et de veiller à ce que la Bibliothèque soit toujours ouverte de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi, hormis les dimanches et autres jours fériés.

Dans les deux époques de l'année où le service public est suspendu, pendant la quinzaine de Pâques et depuis le 1<sup>er</sup> septembre jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, il doit assurer l'exécution des travaux intérieurs de la Bibliothèque.

Il prescrit et provoque, à ces deux époques particulièrement, la rentrée des objets prêtés par la Bibliothèque, et transmet à notre ministre un tableau du résultat, en indiquant les motifs de retard, les pertes éprouvées, la valeur de ces pertes, et les cas de responsabilité qu'il y a lieu d'appliquer.

29. Il nomme tous les gens de service, soit immédiatement, pour ce qui concerne le service général, soit sur la proposition des conservateurs d'un département, pour ce qui concerne le service particulier de ce département.

Il peut toujours les révoquer, quand il le juge convenable au bon ordre de l'établissement.

30. Dans le cas de la translation de la Bibliothèque, il aura la surveillance générale et la responsabilité directe des mesures intérieures à prendre pour la conservation de toutes les parties du dépôt.

31. Toutes les dispositions antérieures qui seraient contraires à la présente ordonnance sont et demeurent rapportées.

32. Notre ministre secrétaire d'état au département de

l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique,*

*Signé* VILLEMAM.

---

N° 8041. — *DÉCISION DU ROI sur la nomination aux emplois de Bibliothécaires des Villes.*

A Paris, le 2 Juillet 1839.

SIRE,

Une difficulté s'est élevée sur l'application du titre III de l'ordonnance royale du 22 février 1839 (1), déjà modifiée par Votre Majesté dans un point important.

Ce titre III, qui relate collectivement les bibliothèques publiques des villes, des facultés et autres établissements dépendant du ministère de l'instruction publique, dispose, article 41 :

« Les bibliothèques sont confiées à un bibliothécaire, et, « suivant leur importance, à plusieurs sous-bibliothécaires, « employés ou surnuméraires.

« Le bibliothécaire, sur la proposition de l'autorité compétente, est nommé par notre ministre de l'instruction publique. »

La rédaction de cet article ne peut faire naître aucun doute lorsqu'il s'agira de la bibliothèque d'une faculté, d'une école secondaire médicale ou d'un autre grand établissement universitaire : quelle que soit l'autorité compétente pour présenter, la nomination ministérielle est de plein droit.

Mais s'il s'agit d'une bibliothèque établie dans les bâtiments particuliers de la ville, fondée, dotée et entretenue par elle, une question plus grave se présente.

Les maires de deux villes considérables, invoquant le texte de la loi du 18 juillet 1837 sur les attributions municipales, ont récemment adressé des observations contre l'application de l'article 41 de l'ordonnance du 22 février 1839, et ils ont

---

(1) Bull. 634, n° 7832.



réclamé le droit, non de *présenter*, mais de *nommer* le bibliothécaire de leur ville.

Ce droit, anciennement reconnu par un arrêté du 28 janvier 1803, et souvent exercé par les magistrats des villes, avait été plus tard contesté, sans être jamais régulièrement aboli. La loi du 18 juillet 1837, loin d'y porter atteinte, paraît l'avoir indirectement confirmé. Elle dit, en effet, article 12 :

« Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels la loi ne prescrit pas un mode spécial de nomination. »

Or, si la bibliothèque est la propriété de la commune et entretenue à ses frais, le soin de la garder ne peut être considéré que comme un emploi communal ; et, d'une autre part, nulle loi n'a prescrit pour cet emploi un mode spécial de nomination.

Il résulte de ces faits que la désignation appartient directement au maire ; que son droit à cet égard doit s'exercer sous sa responsabilité, qui s'applique au choix du bibliothécaire comme à la conservation même de la bibliothèque, sauf le *contrôle* de l'autorité supérieure, en cas de négligence ou d'abus.

J'ai donc l'honneur de proposer à Votre Majesté de décider que l'article 41 de l'ordonnance du 22 février 1839 ne fait pas obstacle à ce que le maire d'une ville ait sous sa responsabilité la nomination à l'emploi de bibliothécaire de ladite ville.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

*Le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'instruction publique,*

Signé VILLEMMAIN.

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'instruction publique,*

Signé VILLEMMAIN.

---

**N° 8042. — ORDONNANCE DU ROI** qui répartit entre les Départements du Royaume les quatre-vingt mille Hommes appelés sur la classe de 1838, et annule le Tableau de répartition annexé à l'Ordonnance du 30 Juin 1839.

Au palais de Saint-Cloud, le 19 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 26 juin 1839, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de la classe de 1838, pour le recrutement des troupes de terre et de mer ;

Vu notre ordonnance du 30 juin 1839 (1), qui a réglé la répartition dudit contingent entre les départements du royaume ;

Vu les documents authentiques qui établissent que le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage du département de l'Indre est réellement de deux mille six cent quarante au lieu de deux mille six cents portés dans ladite répartition ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838 sont répartis entre les départements du royaume suivant le tableau ci-joint, dressé en conformité des dispositions de l'article 2 de la loi du 26 juin 1839.

2. Le tableau de répartition annexé à notre ordonnance du 30 juin 1839 est en conséquence annulé.

Toutes les autres dispositions de ladite ordonnance sont maintenues.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

*Signé* SCHNEIDER.

---

(1) Bull. 658, n° 8020.

*Annexe à l'Ordonnance royale du 19 juillet 1839, et présentant la Répartition des quatre-vingt mille Hommes appelés sur la Classe de 1838, établie conformément à l'article 2 de la Loi du 26 juin précédent.*

NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTIN- GENT de chaque dépar- tement.	OBSERVATIONS.
DEPARTEMENTS.		
7 Ain .....	2,918	809
1 Aisne .....	4,678	1,297
19 Allier .....	3,254	904
8 Alpes (Basses-) .....	1,527	423
7 Alpes (Hautes-) .....	1,191	330
9 Ardèche .....	3,499	970
2 Ardennes .....	2,380	660
21 Ariège .....	2,310	640
18 Aube .....	1,988	551
21 Aude .....	2,152	596
9 Aveyron .....	3,116	864
6 Bouches-du-Rhône .....	2,891	801
14 Calvados .....	3,795	1,032
19 Cantal .....	2,064	572
15 Charente .....	3,422	949
11 Charente-Inférieure .....	3,903	1,032
13 Cher .....	2,630	729
19 Corrèze .....	2,801	776
17 Corse .....	1,830	507
18 Côte-d'Or .....	3,147	872
13 Côtes-du-Nord .....	5,440	1,508
15 Creuse .....	2,682	743
11 Dordogne .....	3,940	1,092
6 Doubs .....	2,327	615
7 Drôme .....	2,804	777
14 Eure .....	3,455	958
1 Eure-et-Loir .....	2,472	685
13 Finistère .....	4,657	1,291
9 Gard .....	2,984	827
10 Garonne (Haute-) .....	3,815	1,057
20 Gers .....	2,496	692
11 Gironde .....	4,679	1,297
9 Hérault .....	2,941	815
13 Ille-et-Vilaine .....	5,082	1,409
15 Indre .....	2,640	732
4 Indre-et-Loire .....	2,710	751

NUMÉROS D'ORDRE.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le département.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTIN- GENT de chaque département.	OBSERVATIONS.
37	7	Isère .....	5,382	1,492	
38	6	Jura .....	2,505	694	
39	20	Landes .....	2,577	714	
40	4	Loir-et-Cher .....	2,244	622	
41	7	Loire .....	4,011	1,112	
42	19	Loire (Haute-) .....	2,825	783	
43	12	Loire-Inférieure .....	4,378	1,213	
44	1	Loiret .....	2,695	747	
45	10	Lot .....	2,442	677	
46	11	Lot-et-Garonne .....	2,742	760	
47	9	Lozère .....	1,144	317	
48	12	Maine-et-Loire .....	4,613	1,279	
49	14	Manche .....	5,441	1,508	
50	2	Marne .....	2,795	775	
51	18	Marne (Haute-) .....	1,945	539	
52	4	Mayenne .....	3,395	941	
53	3	Meurthe .....	3,637	1,008	
54	2	Meuse .....	2,611	724	
55	13	Morbihan .....	4,305	1,193	
56	3	Moselle .....	3,688	1,022	
57	15	Nièvre .....	3,025	838	
58	16	Nord .....	8,719	2,417	
59	1	Oise .....	3,411	945	
60	14	Orne .....	3,627	1,005	
61	16	Pas-de-Calais .....	5,951	1,649	
62	19	Puy-de-Dôme .....	5,377	1,490	
63	20	Pyrénées (Basses-) .....	3,944	1,093	
64	20	Pyrénées (Hautes-) .....	2,019	560	
65	21	Pyrénées-Orientales .....	1,366	379	
66	5	Rhin (Bas-) .....	5,275	1,462	
67	5	Rhin (Haut-) .....	3,952	1,095	
68	7	Rhône .....	3,835	1,063	
69	6	Saône (Haute-) .....	2,762	766	
70	18	Saône-et-Loire .....	4,853	1,345	
71	4	Sarthe .....	4,285	1,188	
72	1	Seine .....	6,009	1,666	
73	14	Seine-Inférieure .....	5,703	1,581	
74	1	Seine-et-Marne .....	3,859	792	
75	1	Seine-et-Oise .....	3,696	1,024	
76	12	Sèvres (Deux-) .....	2,864	794	

NOMBRE de la division militaire à laquelle appartient le département.		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTIN- GENT de chaque département.	OBSERVATIONS.
77	16	Somme.....	4,941	1,370	La proportion entre le nombre total des inscrits et le contin- gent est de 27 72 pour cent.
78	10	Tarn.....	2,843	788	
79	10	Tarn-et-Garonne.....	1,897	526	
80	8	Var.....	2,548	706	
81	8	Varcluse.....	2,151	596	
82	12	Vendée.....	3,358	931	
83	4	Vienne.....	2,513	697	
84	15	Vienne (Haute-).....	2,843	788	
85	3	Vosges.....	3,228	895	
86	18	Yonne.....	2,780	771	
TOTAUX.....			288,623	80,000	

Paris, le 19 juillet 1839.

*Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*  
Signé SCHNEIDER.

N° 8043. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'un Pont suspendu sur la Garonne, au passage de Belleperche, commune de Cordes (Tarn-et-Garonne).*

Au palais des Tuileries, le 26 Juin 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département de Tarn-et-Garonne pour l'établissement d'un pont suspendu sur la Garonne, au passage de Belleperche, commune de Cordes, au moyen de la concession d'un péage;

Vu les pièces constatant que cet avant-projet a été soumis, dans l'arrondissement de Castel-Sarrazin, aux formalités d'enquête prescrites par notre ordonnance réglementaire du 18 février 1834 (1),

(1) 1<sup>re</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 286, n° 5212.



en exécution de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la délibération de la commission d'enquête, du 22 septembre 1835 ;

Vu les délibérations par lesquelles les conseils municipaux des communes de Castel-Sarrazin, Cordes, Larrazet, Labourgade et Lafitte, offrent de contribuer à l'entreprise par diverses subventions s'élevant ensemble à la somme totale de quarante mille francs. Lesdites délibérations dûment homologuées ;

Vu les lettres du préfet, des 17 février 1838 et 9 mars 1838 ainsi que les délibérations du conseil des ponts et chaussées de 17 mars et 16 juin 1838 ;

Vu l'article 10 de la loi des recettes du 14 juillet 1838, qui autorise l'établissement de péages pour couvrir la dépense de ouvrages d'art d'utilité publique ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il sera procédé, par voie de publicité et de concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur la Garonne, au passage de Belleperche, pour le service de la route départementale n° 14, de Montauban à Auch, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un péage, dont la perception aura lieu d'après le tarif ci-dessous fixé.

Le maximum de durée de la concession sera déterminé par l'administration dans un billet cacheté préalablement à l'ouverture des soumissions.

L'adjudicataire aura droit, en outre, à une subvention de quarante mille francs, formée des diverses subventions souscrites par les communes de Castel-Sarrazin, Cordes, Larrazet, Labourgade et Lafitte, lesdites subventions payables comme il est stipulé à l'article 8 du cahier des charges.

**2.** Le tarif du péage est fixé comme il suit :

Pour une personne chargée ou non chargée.....	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	0 25
Un cheval ou mulet chargé.....	0 15
Un cheval ou mulet non chargé.....	0 10
Un âne chargé ou une ânesse chargée.....	0 10
Un âne non chargé ou une ânesse non chargée.....	0 05

Par cheval, bœuf, mulet, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente.....	0 20
Par veau ou porc.....	0 05
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou dindons.....	0 02 1/2

Lorsque ces animaux iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Pour une voiture suspendue à deux roues, avec un cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, le conducteur et les voyageurs compris.....	1 25
Pour chaque cheval en sus.....	0 50
Pour une voiture suspendue à quatre roues, avec un cheval ou mulet, le conducteur et les voyageurs compris.....	1 50
Pour une voiture suspendue à quatre roues, avec deux chevaux ou mulets, le conducteur et les voyageurs compris.....	2 00
Chaque cheval en sus.....	1 00
Pour une charrette ordinaire de campagne, à deux roues, ou chariot de ferme à quatre roues, chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet ou deux bœufs, conducteur compris.....	1 00
Par cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 50
Charrette ou chariot comme ci-dessus, à vide.....	0 60
Par cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 30
Charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse.....	0 25
Un âne ou une ânesse de plus.....	0 10
Pour une charrette ou chariot de ferme chargé, employé au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur compris.....	0 50
Chaque cheval ou mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 25
Même charrette ou chariot à vide.....	0 30
Cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 15
Pour une charrette ou chariot de roulage chargé, attelé d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.....	1 50
Par cheval ou mulet en sus.....	1 00
Charrette ou chariot de roulage non chargé, attelé d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.....	1 00
Chaque cheval ou mulet en sus.....	0 50

Les chevaux ou mulets qui ne seraient dételés que pour le passage sur le pont seront toujours taxés comme faisant partie des équipages.

Sont exempts du droit de péage,

Le préfet et les sous-préfets en tournée; les ingénieurs, conducteurs et agents des ponts et chaussées de l'arrondissement, les cantonniers revêtus de leurs plaques, les employés des contributions directes et indirectes, et des douanes, dans l'exercice de leurs fonctions; les corps militaires, les sous-officiers, soldats et marins voyageant isolément, à charge de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les enfants des deux sexes obligés de traverser le pont pour aller recevoir

l'instruction primaire ou religieuse et retourner à leur domicile ; les voitures employées au transport des condamnés aux bagnes et autres prisonniers conduits dans les maisons de force et de correction ; les courriers du Gouvernement et les facteurs ruraux.

3. L'adjudication sera soumise à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

*Signé J. DUFAURE.*

N° 8044. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. *Letronne*, membre de l'institut, conservateur au département des médailles, est nommé directeur président du conservatoire de la Bibliothèque royale. ( *Paris, 2 Juillet 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

A Paris, le 27 \* Juillet 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 27 Juillet 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 663.

---

N° 8045. — *Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement et à contracter un Emprunt.*

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Conformément à la demande qu'en a faite le conseil général d'Indre-et-Loire, dans sa session de 1838, l'imposition extraordinaire de deux centimes additionnels, autorisée dans ce département par la loi du 25 mai 1835, continuera à être perçue pendant les années 1840, 1841, 1842, 1843, 1844 et 1845, pour l'établissement, dans la ville de Tours, d'un palais de justice, de prisons et d'une caserne de gendarmerie.

## ARTICLE 2.

Le même département est autorisé à contracter, pour les mêmes travaux, un emprunt de quatre cent mille francs, réalisable à mesure des besoins.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence. Le taux de l'intérêt ne pourra dépasser cinq pour cent. Néanmoins, le préfet est autorisé à traiter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

## ARTICLE 3.

Le même département est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, le 1<sup>er</sup> septembre

*IX<sup>e</sup> Série.*

5

1838, à s'imposer extraordinairement un centime additionnel au principal des quatre contributions directes de l'année 1840, pour le produit de cette imposition être affecté aux travaux du palais de justice de Chinon.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8046. — *Lois qui autorisent les villes de Castres, de Lyon, de Reims, de Saint-Omer et de Vannes, à contracter des Emprunts*

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

### PREMIÈRE LOI.

( Castres. )

### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Castres ( Tarn ) est autorisée à emprunter, avec



publicité et concurrence, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent par an, une somme de quarante mille francs, destinée à payer les deux tiers de la dépense d'agrandissement de la caserne de cavalerie.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu en quinze ans au plus, au moyen des revenus ordinaires de la ville.

## DEUXIÈME LOI.

( Lyon. )

### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Lyon ( Rhône ) est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, une somme de neuf cent mille francs, pour être employée au paiement d'une partie de sa dette ancienne.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu par quart pendant les années 1846, 1847, 1848 et 1849, au moyen des revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires de la ville, et particulièrement avec le produit de l'aliénation successive des terrains de Perrache, que la ville devra vendre par parcelles pour arriver à l'extinction totale de sa dette.

## TROISIÈME LOI.

( Reims. )

### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Reims ( Marne ) est autorisée, 1° à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1840, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes; 2° à emprunter, avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent par an, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt de quatre et demi pour cent au plus, une somme de quatre cent mille francs, destinée, avec le montant de l'imposition précitée, au paiement des frais occasionnés par la distri-

bution des eaux de la Vesle, et la construction de fontaines publiques dans ladite ville.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu en cinq ans, à partir de 1846, à raison de quatre-vingt mille francs par an, au moyen des revenus ordinaires de ladite ville.

#### QUATRIÈME LOI.

( Saint-Omer. )

##### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Saint-Omer ( Pas-de-Calais ) est autorisée, 1° à emprunter, avec publicité et concurrence, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux annuel d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, une somme de cinquante mille francs, destinée, concurremment avec pareille somme, dont l'emprunt a été autorisé d'urgence par ordonnance royale du 24 septembre 1838, à solder les frais de construction d'un Hôtel-de-Ville et d'une salle de spectacle;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant six années, à partir de 1840, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour servir, avec les autres ressources indiquées dans la délibération du conseil municipal en date du 22 août 1837, au remboursement desdits emprunts.

#### CINQUIÈME LOI.

( Vannes. )

##### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Vannes ( Morbihan ), est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt annuel qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, une somme de trente mille francs, destinée à compléter le paiement de la construction de son abattoir.

Cet emprunt et celui de cinquante mille francs autorisé par la loi du 30 avril 1838 seront remboursés au moyen des revenus ordinaires de la ville, dans un délai de seize ans au plus.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous cejourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

N° 8047. — *LOIS relatives à divers changements  
de Circonscriptions territoriales.*

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

( Cantal. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La commune de Saint-Gal, arrondissement de Saint-Flour, département du Cantal, est supprimée et réunie, savoir : les portions circonscrites par des lisérés bleus et jaunes, sur le plan ci-annexé, à la commune de Ruines, et celles désignées

par un liséré rouge, à la commune de Vabres, canton de Saint-Flour ( nord ). En conséquence, la limite entre la commune de Ruines et les communes de Lemorle, Védrières et Vabres, est fixée dans la direction indiquée audit plan par le liséré rouge portant les n<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

#### ARTICLE 2.

Les communes réunies par les dispositions qui précèdent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

#### ARTICLE 3.

Les conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

### DEUXIÈME LOI.

( Cantal. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La section de la Vigerie est distraite de la commune de Dienne, arrondissement de Murat, département du Cantal, et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à la Vigerie.

En conséquence, la limite entre les communes de Dienne et de la Vigerie suivra la direction indiquée, sur le plan annexé à la présente loi, par la ligne jaune A, B, C, D, E, F.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

#### ARTICLE 2.

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance royale.

### TROISIÈME LOI.

( Cantal. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les villages de Moussy et de la Maison-Neuve sont distraits

de la commune de Lieutadès, canton de Chaudes-Aigues, arrondissement de Saint-Flour, département du Cantal, et réunis à la commune de Jabrun, même canton. En conséquence, la limite entre les communes de Lieutadès et de Jabrun est fixée ainsi qu'elle est indiquée par un liséré jaune sur le plan annexé à la présente loi.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

#### ARTICLE 2.

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

#### QUATRIÈME LOI.

( Côtes-du-Nord. )

#### ARTICLE UNIQUE.

La limite entre la commune de la Roche-Derrien, chef-lieu du canton de ce nom, arrondissement de Lannion, département des Côtes-du-Nord, et la commune de Langoat, canton de Tréguier, même arrondissement, est fixée dans la direction indiquée par un liséré vert sur le plan des lieux. En conséquence, les terrains compris entre cette ligne et la limite désignée par l'ordonnance royale du 15 février 1836 sont distraits de la commune de Langoat et réunis à celle de la Roche-Derrien.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

#### CINQUIÈME LOI.

( Calvados. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le hameau de Langannerie et tout le territoire indiqué sur le plan ci-annexé par la lettre A, sont distraits de la commune d'Urville, canton de Bretteville-sur-Laize, arrondissement de Falaise, département du Calvados, et réunis à la commune de Grainville-la-Campagne, même canton. La li-



mite entre les deux communes est fixée par le chemin de Saint-Germain-le-Vasson à Bretteville-le-Rabet, du point A au point B, suivant le liséré vert tracé sur le même plan.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être réciproquement acquis.

#### ARTICLE 2.

Les conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

#### SIXIÈME LOI.

( Lot-et-Garonne. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les communes du Temple, de Saint-Gervais et de Saint-Caprais, canton de Sainte-Livrade, arrondissement de Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé au Temple.

#### ARTICLE 2.

Les communes réunies par l'article précédent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

#### SEPTIÈME LOI.

( Var. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les communes de Campdumy et de Flassans, arrondissement de Brignoles, département du Var, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Flassans.

Les communes réunies continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage et autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

## ARTICLE 2.

Les conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## HUITIÈME LOI.

( Vienne. )

## ARTICLE UNIQUE.

Les enclaves de Montmatin et de la Vacheresse, circonscrites par des lisérés roses sur le plan annexé à la présente loi, sont distraites de la commune de Cellevescault, canton de Lusignan, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne, et réunies à la commune de Payré, canton de Couhé, arrondissement de Civray, même département.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

## NEUVIÈME LOI.

( Vosges. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La section du Ménil est distraite de la commune de Bazoilles, canton de Vittel, arrondissement de Mirecourt, département des Vosges, et réunie à la commune de Rozerotte, même canton.

En conséquence, la limite entre ces deux communes est fixée dans la direction indiquée par une ligne jaune sur le plan annexé à la présente loi.

## ARTICLE 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

## ARTICLE 3.

Les conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Vu et scellé du grand sceau :*

*Par le Roi :*

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Signé* J. B. TESTE.

**N° 8048. — Lois relatives à divers changements  
de Circonscriptions territoriales.**

Au palais de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS  
AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**PREMIÈRE LOI.**

( Lot. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La section de Beaumat est distraite de la commune de Vaillac, canton de Labastide, arrondissement de Gourdon, département du Lot, et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Beaumat.

En conséquence, la limite entre la commune de Beaumat et celle de Vaillac est fixée conformément au tracé de la ligne filas du plan annexé à la présente loi.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui seraient réciproquement acquis.

#### ARTICLE 2.

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par une ordonnance du Roi.

#### DEUXIÈME LOI.

( Saône-et-Loire. )

#### ARTICLE UNIQUE.

La commune de Bray est distraite du canton de Lugny, arrondissement de Mâcon, département de Saône-et-Loire, et réunie au canton de Cluny, même arrondissement.

#### TROISIÈME LOI.

( Ardèche. )

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La limite entre les communes de Saint-Agrève et de Devesset, canton de Saint-Agrève, arrondissement de Tournon, département de l'Ardèche, est fixée dans la direction de la ligne A, B, C, D, E, tracée par un liséré terre d'ombre sur le plan ci-annexé.

En conséquence, les portions de territoire lavées en vert, et situées au nord de cette ligne, sont distraites de la commune de Saint-Agrève et réunies à celle de Devesset; les portions lavées en rose, situées au sud de la même ligne, sont distraites de la commune de Devesset et réunies à celle de Saint-Agrève.

#### ARTICLE 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions ordonnées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## QUATRIÈME LOI.

( Calvados. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La limite entre les communes de Douvres et de Luc, arrondissement de Caen, département du Calvados, est fixée dans la direction indiquée par la ligne aurore A, B, C, D, E, sur le plan annexé à la présente loi.

En conséquence, la partie du bourg de la Délivrande comprise entre cette ligne et l'ancienne limite est distraite de la commune de Luc et réunie à celle de Douvres.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

## ARTICLE 2.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## CINQUIÈME LOI.

( Indre. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les communes de Saint-Martin d'Ardentes et de Saint-Vincent d'Ardentes, arrondissement de Châteauroux, département de l'Indre, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Vincent d'Ardentes, et qui prendra le nom d'*Ardentes*.

Ces communes continueront à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage et autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

## ARTICLE 2.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.



**SIXIÈME LOI.**

( Haute-Loire. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Le territoire du village de Chassignoles est distrait de la commune d'Aubazat, canton de la Voûte-Chilhac, arrondissement de Brioude, département de la Haute-Loire, et réuni à la commune de Férussac, canton de Pinols, même arrondissement.

En conséquence, la limite entre les communes d'Aubazat et de Férussac est fixée conformément au tracé de la ligne rose A, F, du plan annexé à la présente loi.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

**ARTICLE 2.**

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

**SEPTIÈME LOI.**

( Lot-et-Garonne. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Les communes de Villeréal et de Parisot, canton de Villeréal, arrondissement de Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Villeréal.

Ces communes continueront à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

**ARTICLE 2.**

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

**HUITIÈME LOI.**

( Basses-Pyrénées. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La limite entre la commune de Castelbon, canton de Sauveterre, arrondissement d'Orthez, département des Basses-Pyrénées, et la commune d'Audaux, canton de Navarreins, même arrondissement, est fixée dans la direction indiquée par la ligne rouge A, B, sur le plan annexé à la présente loi.

En conséquence, le territoire du quartier de Geup compris entre cette ligne et l'ancienne limite est distrait de la commune de Castelbon et réuni à celle d'Audaux.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

**ARTICLE 2.**

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

**NEUVIÈME LOI.**

( Seine-et-Marne. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Les communes de Claye et de Souilly, canton de Claye, arrondissement de Meaux, département de Seine-et-Marne, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Claye, et qui prendra le nom de *Claye-Souilly*.

Ces communes continueront à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage et autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

**ARTICLE 2.**

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## DIXIÈME LOI.

( Var. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La commune de Meinarguette, canton de Saint-Maximin, arrondissement de Brignoles, département du Var, est supprimée et réunie à celle de Mazaugues, canton de Roquebrusanne, même arrondissement.

Ces communes continueront à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage et autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

## ARTICLE 2.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## ONZIÈME LOI.

( Maine-et-Loire. — Vienne. )

## ARTICLE UNIQUE.

La limite des départements de Maine-et-Loire et de la Vienne, sur le territoire des communes d'Epieds et de Morton, est établie suivant la ligne A, Æ, I, K, L, E, du plan ci-annexé. Cette même ligne A, Æ, I, K, L, E, servira de limites entre la commune de Morton, arrondissement de Loudun, département de la Vienne, et la commune d'Epieds, arrondissement de Saumur, département de Maine-et-Loire.

En conséquence, les polygones Æ et, etc. sont distraits de la commune d'Epieds et réunis à celle de Morton.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui seraient réciproquement acquis.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux,**

Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 31 \* Juillet 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 31 Juillet 1839.

## BULLETIN DES LOIS.

N° 664.

N° 8049. — *TABEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 31 Juillet 1839.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse..... Gray..... Lyon..... Marseille.....	18 <sup>f</sup> 23 <sup>c</sup>	17 <sup>f</sup> 59 <sup>c</sup>	18 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup>	22 <sup>f</sup> 63 <sup>c</sup>
	Aude.....		20 39	20 57	21 07	
	Hérault.....		23 47	24 02	24 40	
	Gard.....		28 20	27 62	27 25	
	Bouches-du-R.					
	Var.....					
Corse.....						
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Gironde.....	Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....	18 66	18 55	18 67	18 87
	Landes.....		20 34	19 45	19 45	
	Bes-Pyrénées..		18 23	17 59	18 70	
	Htes-Pyrénées..					
	Ariège.....					
Haute-Garonne						
2 <sup>e</sup>	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent. Le Grand-Lemps..	20 39	20 57	21 07	22 87
	Doubs.....		24 95	25 03	25 37	
	Ain.....		23 08	22 96	22 40	
	Isère.....					
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

IX<sup>e</sup> Série.



SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régula- teur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin....	Mulhausen....	23 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	25 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	22 85	24 24	23 92	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	22 59	23 78	24 12	22 80
	Pas-de-Calais..	Arras.....	21 54	22 73	23 70	
	Somme.....	Roye.....	20 59	21 80	23 21	
	Seine-Infér....	Soissons.....	22 22	22 80	22 86	
	Eure.....	Paris.....	22 52	23 15	25 51	
	Calvados.....	Rouen.....	20 52	22 75	23 00	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér. . .	Saumur.....	20 03	19 76	20 43	19 98
	Vendée.....	Nantes.....	21 57	20 11	22 02	
	Charente-Infér.	Marans.....	18 66	18 55	18 67	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	20 82	20 95	21 61	21 06
	Meuse.....	Verdun.....	19 68	19 39	19 42	
	Ardennes.....	Charleville....	20 25	20 77	21 98	
	Aisne.....	Soissons.....	22 22	22 80	22 86	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	19 95	21 05	20 92	20 38
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	17 82	17 67	17 86	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	21 14	20 52	20 14	
	Finistère.....	Hennebon....	20 14	22 27	22 47	
	Morbihan ....	Nantes.....	21 57	20 11	22 02	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 31 Juillet 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8050. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire de dix millions.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de dix millions (10,000,000<sup>f</sup>).

Ce crédit sera spécialement destiné à augmenter, au besoin, le nombre des bâtiments armés actuellement employés dans la Méditerranée.

#### ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

*L'Amiral, Pair de France, Mi-  
nistre Secrétaire d'état au dépar-  
tement de la marine et des co-  
lonies,*

Signé DUPERRÉ.

N<sup>o</sup> 8051. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire de quatre millions neuf cent douze mille huit cents francs.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il sera ouvert au ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de quatre millions neuf cent douze mille huit cents francs (4,912,800<sup>f</sup>).

Ce crédit sera réparti de la manière suivante :

#### CHAPITRE V.

##### *Solde et Entretien des Troupes et des Équipages.*

1 <sup>re</sup> SECTION. — Solde et accessoires de la solde.	2,342,400 <sup>f</sup>	} 3,744,800 <sup>f</sup>
2 <sup>e</sup> SECTION. — Hôpitaux.....	170,800	
3 <sup>e</sup> SECTION. — Vivres.....	1,235,600	

#### CHAPITRE VI.

##### *Travaux du Matériel naval ( Ports ).*

1 <sup>re</sup> SECTION. — Salaires.....	291,000 <sup>f</sup>	} 1,041,000
2 <sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.....	750,000	

#### CHAPITRE VIII.

##### *Travaux de l'Artillerie ( Ports ).*

1 <sup>re</sup> SECTION. — Salaires.....	37,000 <sup>f</sup>	} 127,000
2 <sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.....	90,000	

SOMME PAREILLE..... 4,912,800

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi , au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi , discutée , délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés , et sanctionnée par nous ce jourd'hui , sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux , Préfets, Corps administratifs, et tous autres , que les présentes ils gardent et maintiennent , fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*L'Amiral, Pair de France, Mi-  
nistre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la marine et des  
colonies,*

Signé J. B. TESTE.

Signé DUPERRÉ.

---

N° 8052. — *Loi qui ouvre un Crédit pour l'acquittement  
d'une Créance arriérée du département de la Marine.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26. Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1839, un crédit

*IX<sup>e</sup> Série.*

6.

spécial de treize cent vingt-cinq francs (1,325<sup>f</sup>), pour subvenir à l'acquittement d'une créance antérieure à 1816, de la première série de l'arriéré, au nom de MM. *Durand et Mouette*, admise par suite du pourvoi devant le Conseil d'état.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par celle du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*L'Amiral, Pair de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département  
de la marine et des colonies,*

*Signé* DUPERRÉ.

*Signé* J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8053. — *Loi relative à l'Emprunt grec.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :



ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre des finances un crédit de neuf cent vingt mille huit cent quatorze francs quatre-vingt-dix centimes ( 920,814<sup>f</sup> 90<sup>c</sup> ), à l'effet de pourvoir, à défaut du gouvernement de la Grèce, au paiement du semestre échu le 1<sup>er</sup> mars 1839, et du semestre à échoir le 1<sup>er</sup> septembre 1839, des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié le 12 janvier 1833 par ce gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833 et de l'ordonnance royale du 9 juillet suivant.

## ARTICLE 2.

Les paiements qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par l'article précédent auront lieu à titre d'avances à recouvrer sur le gouvernement de la Grèce; il sera rendu annuellement aux Chambres un compte spécial de ces avances et des recouvrements opérés en atténuation.

## ARTICLE 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud , le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet , l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

Signé H. PASSY.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8054. — *Loi relative à la translation des Dépouilles mortelles des Victimes de Juillet.*

Au palais de Saint-Cloud , le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les dépouilles mortelles des Victimes de Juillet, déposées actuellement au Louvre, à la rue Froidmanteau, au marché des Innocents, et en d'autres endroits, seront transférées et réunies dans les caveaux existants sous la Colonne de Juillet.

ARTICLE 2.

Un crédit de cinquante mille francs est ouvert à M. le ministre des travaux publics pour l'appropriation des caveaux destinés à la sépulture définitive des Victimes de Juillet.

ARTICLE 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

ARTICLE 4.

Un crédit extraordinaire sera ultérieurement alloué à

M. le ministre de l'intérieur pour subvenir aux dépenses qu'auront nécessitées l'exhumation et la translation prescrites par la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. B. TESTE.

Signé J. DUFAURE.

N° 8055. — *Loi qui ouvre un Crédit pour l'achèvement  
du Monument de Juillet.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

*Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit de deux cent soixante et douze mille*

francs ; qui sera employé à l'achèvement des travaux du monument de Juillet, sur la place de la Bastille.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

Signé J. B. TESTE.

Signé J. DUPAURE.

N<sup>o</sup> 8056.—*Loi qui ouvre, au Ministère des Travaux publics, un Crédit extraordinaire pour Dépenses du personnel et du matériel de l'administration centrale.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Nous** avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS** AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Un crédit extraordinaire de cent neuf mille soixante et dix francs ( 109,070<sup>f</sup> ) est ouvert au ministère des travaux publics, au titre de l'exercice 1839, pour dépenses du personnel et du matériel de l'administration centrale, non prévues au budget de cet exercice, et détaillées dans le tableau ci-annexé.

**ARTICLE 2.**

Il sera pourvu aux dépenses extraordinaires autorisées par le précédent article, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

*Signé* J. B. TESTE.



**TABLEAU détaillé du Crédit extraordinaire demandé pour Dépenses non prévues au budget de 1839.**

DÉSIGNATION DES SERVICES.		MONTANT du crédit.
PERSONNEL de l'administration centrale.	Traitement du ministre (sept mois dix-neuf jours ).....	50,889 <sup>f</sup>
	Traitement du sous-secrétaire d'état (compléments sur le pied de 10,000 <sup>f</sup> pendant sept mois douze jours )..	6,167
	Appointements de six employés à différents titres ( sept derniers mois, à partir de mai 1839 )....	8,345
	Appointements de six huissiers, gar- çons de bureau et ordonnances ( sept derniers mois, à partir de mai 1839 ).....	3,669
	Supplément de chauffage et d'éclairage, achat de meubles et d'argenterie, impres- sions et fournitures de papeterie, habille- ment des garçons de bureau et ordonnances	40,000
MATÉRIEL de l'administration centrale.		
TOTAL.....		109,070

Certifié conforme :

*Le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

N° 8057. — *Loi qui ouvre un Crédit pour l'achèvement des Routes ouvertes dans les départements de l'Ouest en vertu de la loi du 27 juin 1833.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit d'un million (1,000,000<sup>f</sup>) pour l'a-

chèvement des routes ouvertes dans les départements de l'Ouest, en vertu de la loi du 27 juin 1833.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par la loi du 17 mai 1837.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N° 8058. — *Loi qui porte de quatre cent mille francs à un million le Crédit alloué, sur l'exercice 1839, pour les travaux des Routes royales de la Corse.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE UNIQUE.

Le crédit alloué, en exécution de la loi du 14 mai 1837, au chapitre III du budget extraordinaire de l'exercice 1839, pour les travaux des routes royales de la Corse, est porté de quatre cent mille francs à un million.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUPAURE.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8059. — *Loi qui affecte une somme de cinq millions à l'Ouverture, sur le littoral de la Corse, de deux nouvelles Routes royales.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il sera ouvert sur le littoral de la Corse deux nouvelles

routes royales, l'une entre Bastia et Bonifacio, l'autre entre Ajaccio et Bastia.

La route de Bastia à Bonifacio s'embranchera au pont de Golo sur la route royale n° 193, de Bastia à Ajaccio, et se dirigera de ce point à Bonifacio, en passant près des marines de Paduletta et de Prunetta, sous Cervione, près d'Aleria, des ports de Manichino et de Favone, et par Porto-Vecchio.

Elle prendra le nom de *route de Bastia à Bonifacio*, et sera inscrite au tableau des routes royales, sous le n° 198.

La route d'Ajaccio à Bastia s'embranchera sur la route royale n° 193, passera par Girolata, Galeria, Calvi; elle empruntera la route royale n° 197, de Calvi à Corte, jusqu'au delà de Fiume-Sicco, et se dirigera sur Bastia par Algajola et l'Île-Rousse.

Elle prendra le nom de *route occidentale d'Ajaccio à Bastia*, et sera inscrite au tableau des routes royales, sous le n° 199.

#### ARTICLE 2.

Il est affecté à l'établissement des deux routes ci-dessus désignées une somme de cinq millions.

#### ARTICLE 3.

Sur l'allocation déterminée par l'article précédent, il est ouvert au ministre des travaux publics un crédit, sur l'exercice 1839, de deux cent mille francs (200,000<sup>f</sup>), et de six cent mille francs (600,000<sup>f</sup>) sur l'exercice 1840.

#### ARTICLE 4.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, à l'aide du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes

ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8060. — *Loi qui classe parmi les Routes royales la Route départementale de Saône-et-Loire n<sup>o</sup> 1, de Châlon à Strasbourg.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La route départementale de Saône-et-Loire n<sup>o</sup> 1, de Châlon à Strasbourg, par Navilly et Dôle, est classée parmi les routes royales sous le n<sup>o</sup> 83 *bis*, et la dénomination de *route de Châlon à Strasbourg*.

L'entretien de cette route ne passera à la charge de l'État qu'après que le département de Saône-et-Loire aura voté les sommes nécessaires pour la mettre en parfait état d'entretien et pour restaurer les ouvrages d'art qui en dépendent.

#### ARTICLE 2.

Le fonds ordinaire de l'entretien des routes royales sera augmenté, à partir de 1840, d'une somme annuelle de



vingt et un mille francs, à l'effet de pourvoir à l'entretien de la nouvelle route.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

N° 8061. — *Loi qui classe au nombre des Routes royales la Route de Paris à Granville.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La route de Paris à Granville, par Laigle, Argentan, Flers et Vire, est classée au rang des routes royales, sous le n° 24 bis.

Elle s'embranchera à Verneuil sur la route royale n° 12, de Paris à Brest, et empruntera, en tout ou en partie, les

routes départementales de Paris à Granville, de Verneuil à Granville et de Falaise à Granville.

## ARTICLE 2.

Le fonds ordinaire de l'entretien des routes royales sera augmenté, à partir de 1840, d'une somme annuelle de cent dix mille francs, à l'effet de pourvoir à l'entretien de la nouvelle route.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics.*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8062. — *Loi qui classe au nombre des Routes royales la Route départementale de la Moselle n<sup>o</sup> 1, de Thionville à Sierck et à Trèves.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La route départementale de la Moselle n<sup>o</sup> 1, de Thionville

à Sierck et à Trèves, est classée au nombre des routes royales, sous le n° 53 *bis*, et la dénomination de *route de Metz à Trèves par Sierck*;

La nouvelle route s'embranchera, dans l'intérieur de Thionville, sur la route royale n° 53, de Metz à Luxembourg.

#### ARTICLE 2.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département des travaux publics un crédit de trois cent soixante-neuf mille francs (369,000<sup>f</sup>) pour concourir, avec les sommes offertes par le conseil municipal de Thionville et le conseil général de la Moselle, au perfectionnement de ladite route et à la construction du pont couvert de Thionville.

#### ARTICLE 3.

Sur l'allocation déterminée par le second paragraphe de l'article 2, il est affecté cent mille francs (100,000<sup>f</sup>) à l'exercice 1839, et deux cent soixante-neuf mille francs (269,000<sup>f</sup>) à l'exercice 1840.

#### ARTICLE 4.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 2 de la présente loi, au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics.

#### ARTICLE 5.

Le fonds ordinaire d'entretien des routes royales sera augmenté, pour l'exercice 1840, d'une somme de dix mille francs (10,000<sup>f</sup>), à l'effet de pourvoir à l'entretien de la route royale n° 53 *bis*.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8063. — *Loi qui ouvre un Crédit pour l'achèvement du Pont en construction à la Roche-Bernard (Morbihan).*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert sur l'exercice 1839, au ministre des travaux publics, un crédit de deux cent quatre-vingt mille francs (280,000<sup>f</sup>) pour l'achèvement du pont en construction sur la Vilaine, à la Roche-Bernard (Morbihan).

#### ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par la loi du 17 mai 1837.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'État au dé-  
partement des travaux publics,  
Signé J. DUFAURE.*

Signé J. B. TESTE.

N° 8064. — *Loi qui rapporte celle du 9 juillet 1838, relative à l'établissement d'un Chemin de fer de Lille à Dunkerque.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

La loi du 9 juillet 1838, qui a accepté l'offre faite par le sieur *Dupouy* aîné, d'exécuter à ses frais, risques et périls, un chemin de fer de Lille à Dunkerque, est et demeure rapportée.

En conséquence, les clauses et conditions du cahier des charges arrêté, le 17 mai 1838, par le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et accepté, le 18 du même mois, par le sieur *Dupouy* aîné, seront considérées comme nulles et non avenues.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jour d'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent



publier et en registrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8065. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter une somme de six cent mille francs, qui sera consacrée exclusivement à l'achèvement des huit nouvelles routes départementales.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence. Le maximum du taux de l'intérêt est fixé à cinq pour cent.

Néanmoins le préfet du département est autorisé à traiter directement, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

Il sera pourvu au remboursement de l'emprunt et à la construction des huit nouvelles routes départementales, au moyen,

1<sup>o</sup> D'une imposition extraordinaire d'un centime additionnel au principal des contributions directes, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841 jusqu'au 31 décembre 1856;

2° De la prorogation, jusqu'au même terme, de trois centimes extraordinaires établis par la loi du 9 juillet 1836, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1851.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

*Signé* J. B. TESTE.

N° 8066. — *Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 27 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la délibération prise par le conseil général, le 30 août 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1840, 1841, 1842 et 1843, un centime additionnel au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière,

pour le produit de cette imposition être affecté, concurremment avec les ressources déjà créées par la loi du 29 mai 1834, à la reconstruction du palais de justice et des prisons de Châlon-sur-Saône.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27<sup>e</sup> jour du mois de Juillet 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 1<sup>er</sup> Août 1839.

---

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 665.

---

---

**N° 8067. —** *Loi qui autorise le Ministre des Travaux publics à résilier les Conventions résultant du Cahier des charges joint à la loi du 6 juillet 1838, relative à l'établissement d'un Chemin de fer de Paris à la mer.*

Au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le ministre des travaux publics est autorisé à résilier les conventions résultant du cahier des charges accepté par les sieurs *Chouquet, Leboe* et compagnie, les 26 mai et 14 juin 1838, et annexé à la loi du 6 juillet même année.

## ARTICLE 2.

Dans le cas où il serait fait, par le ministre, usage de cette faculté, les sommes ou valeurs versées à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 30 dudit cahier des charges, seront restituées aux ayants droit.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes

***IX<sup>e</sup> Série.***

7

ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

*Signé* J. B. TESTE.

N° 8068. — *Loi qui autorise un Prêt de cinq millions pour l'achèvement des travaux du Chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche de la Seine).*

Au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le ministre des travaux publics est autorisé à consentir, au nom de l'État, un prêt de cinq millions de francs à la compagnie du chemin de fer de Versailles ( rive gauche de la Seine ).

Cette somme sera exclusivement employée à terminer les travaux du chemin de fer, et à compléter le matériel d'exploitation.

L'entier achèvement du chemin et le complètement du matériel nécessaire seront garantis, aux termes de l'acte déposé entre les mains du ministre des travaux publics le 5 juillet 1839.



## ARTICLE 2.

Ladite somme de cinq millions sera versée par cinquième.

Les deux premiers cinquièmes seront versés immédiatement après la convention qui sera passée pour l'exécution de la présente loi ; deux autres cinquièmes après que la compagnie aura réalisé et employé la moitié du fonds de réserve créé par l'article 7 des statuts, et le dernier cinquième après réalisation et emploi du même fonds.

## ARTICLE 3.

Le taux de l'intérêt sera réglé à raison de quatre pour cent par an.

Le remboursement s'effectuera d'année en année par vingtième ; il ne commencera que trois ans après l'époque fixée pour l'achèvement du chemin de fer.

## ARTICLE 4.

La compagnie affectera au paiement des intérêts et au remboursement de la somme empruntée le chemin de fer et toutes ses dépendances, ainsi que le matériel d'exploitation.

En cas de retard de la compagnie dans les paiements stipulés, le Gouvernement, indépendamment du droit qui résulte pour lui de l'article précédent, pourra mettre saisie et arrêt sur les revenus du chemin de fer.

## ARTICLE 5.

La compagnie sera tenue de fournir une caution bonne et valable pour la réalisation de la première moitié du fonds de réserve créé par l'article 7 des statuts, et dont il a été parlé ci-dessus.

Si les fonds de réserve n'étaient pas réalisés dans les délais qui seront déterminés, la compagnie encourra la déchéance. Le Gouvernement aura le droit de procéder administrativement, par la voie d'une adjudication publique, à la vente du chemin, de ses dépendances, et de son matériel d'exploitation.

L'adjudicataire sera tenu, avant toute autre condition, de rembourser à l'État la portion du prêt déjà effectuée, ainsi que les arrérages dus jusqu'à parfait paiement.

#### ARTICLE 6.

Les actes à passer entre le Gouvernement et la compagnie, pour l'exécution des précédents articles, seront enregistrés moyennant le droit fixe : ils conféreront hypothèque de plein droit sur le chemin de fer, sur toutes ses dépendances, et sur le matériel d'exploitation ; les inscriptions hypothécaires seront prises au nom de l'agent judiciaire du trésor.

Ne seront pas frappés toutefois de l'hypothèque susdite les terrains achetés par la compagnie, et qui se trouveront en dehors des plans approuvés pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances.

#### ARTICLE 7.

La durée fixée pour l'exécution des travaux par l'article 1<sup>er</sup> du cahier des charges annexé à l'ordonnance du 24 mai 1837 (1), est prorogée de neuf mois.

#### ARTICLE 8.

Si la compagnie juge convenable à ses intérêts d'arrêter le chemin de fer à la barrière du Maine, elle en aura la faculté ; mais elle sera tenue de s'expliquer à cet égard dans le délai d'une année, à dater de la promulgation de la présente loi. Si à l'expiration de ce délai elle n'a pas déclaré son intention et justifié, auprès de l'administration, des moyens de la réaliser dans le délai de deux ans au plus, le chemin ne pourra plus être prolongé dans l'intérieur de Paris, au delà de la barrière du Maine, qu'en vertu d'une concession nouvelle.

#### ARTICLE 9.

En cours d'exécution, la compagnie concessionnaire de ce chemin pourra proposer toutes les modifications qu'elle ju-

---

(1) Bull. 512, n° 6897.

gera utiles au tracé général du chemin, à sa longueur, à sa largeur, au maximum des pentes, au minimum des courbes et au nombre des gares d'évitement, à la largeur ou à la hauteur des ponts sur les chemins vicinaux et d'exploitation, au mode de construction des ponts à la rencontre des routes royales et départementales, enfin, à la pente des routes royales et départementales déplacées; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'autorité supérieure.

L'administration est également autorisée à statuer provisoirement sur les modifications que les deux compagnies autorisées en vertu de la loi du 9 juillet 1836 pourraient demander aux tarifs et aux autres conditions d'exploitation réglés par le cahier des charges.

#### ARTICLE 10.

Pour effectuer le prêt de cinq millions autorisé par l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi, il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit de quatre millions de francs, et sur l'exercice 1840, un million de francs.

#### ARTICLE 11.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, sur le fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par la loi du 17 mai 1837.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> jour du mois d'Août,  
l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,  
Signé J. DUFAURE.*

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8069. — *Loi qui modifie le Cahier des charges joint à la loi  
du 7 juillet 1838, portant concession d'un Chemin de fer de  
Paris à Orléans.*

Au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS  
AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le cahier des charges joint à la loi du 7 juillet 1838, por-  
tant concession, au profit des sieurs *Casimir Leconte* et com-  
pagnie, d'un chemin de fer de Paris à Orléans, par Étampes,  
est modifié ainsi qu'il suit.

#### ARTICLE 2.

La compagnie concessionnaire continuera d'être tenue de  
poursuivre et terminer les travaux nécessaires à la confection  
du chemin concédé dans la partie comprise entre Paris et  
Juvisy, et de l'embranchement sur Corbeil.

#### ARTICLE 3.

La compagnie pourra renoncer, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1841,  
à la concession pour toute la partie du chemin de fer au delà  
de Juvisy.

Elle sera , si elle use de ce droit , relevée de toute déchéance , et la portion de son cautionnement correspondante au surplus du chemin lui sera rendue.

#### ARTICLE 4.

En ce cas , l'État aura la faculté de racheter la partie du chemin qui aura été confectionnée , en remboursant aux concessionnaires leurs dépenses utiles , et en se mettant à leur lieu et place pour les engagements qu'ils ont utilement contractés jusqu'au 18 mai 1839 , sur la ligne de Juvisy à Orléans. Les contestations qui pourraient s'élever entre l'État et la compagnie sur la fixation de la somme à rembourser seront jugées conformément à l'article 53 du cahier des charges.

#### ARTICLE 5.

En cours d'exécution , la compagnie pourra proposer toutes les modifications qu'elle jugera utiles au tracé général du chemin et à sa largeur , au maximum des pentes et au minimum des courbes , au nombre des gares d'évitement , à la hauteur ou à la largeur des ponts sur les chemins vicinaux et d'exploitation , au mode de construction des ponts à la rencontre des routes royales ou départementales , enfin , à la pente des routes royales et départementales déplacées ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'autorité supérieure. L'administration est également autorisée à statuer provisoirement sur les modifications que la compagnie pourrait demander aux tarifs réglés par le cahier des charges.

La présente loi , discutée , délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés , et sanctionnée par nous ce jourd'hui , sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux , Préfets , Corps administratifs , et tous autres , que les présentes ils gardent et maintiennent , fassent garder , observer et main-



tenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

*Signé* J. B. TESTE.

N° 8070. — *Loi qui modifie le Cahier des charges de la concession du Chemin de fer de Bordeaux à la Teste.*

Au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

La compagnie du chemin de fer de Bordeaux à la Teste est autorisée à proposer des modifications au tracé général du chemin et à sa largeur, au maximum des pentes et au minimum des courbes, au nombre des gares d'évitement, à la hauteur ou à la largeur des ponts sur les chemins vicinaux et d'exploitation, au mode de construction des ponts à la rencontre des routes royales et départementales, des rivières ou canaux de navigation et de flottage, enfin, à la pente des routes royales et départementales déplacées; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'autorité supérieure. L'administration est également autorisée à statuer

provisoirement sur les modifications que la compagnie pourrait demander au tarif réglé par le cahier des charges.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1<sup>er</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

**N° 8071. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation de deux Collèges électoraux.**

Au palais de Neuilly, le 19 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois des 12 septembre 1830 et 19 avril 1831 ;

Vu notre ordonnance du 7 de ce mois, qui a nommé ambassadeur près S. M. le Roi de Sardaigne M. le marquis de Dalmatie, député du Tarn ;

Vu l'extrait des procès-verbaux des séances de la Chambre des

Députés, duquel il résulte que dans sa séance du 16 de ce mois la Chambre a annulé les opérations du deuxième collège électoral de la Lozère;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le deuxième collège électoral du département du Tarn et le deuxième collège électoral du département de la Lozère sont convoqués à Castres et à Florac pour le 17 août prochain, à l'effet d'élire chacun un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

---

N° 8072. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le deuxième Collège électoral du Tarn se réunira le 15 août 1839.*

Au palais de Saint-Cloud, le 22 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 19 de ce mois, qui a convoqué pour le 17 août prochain le deuxième collège électoral du Tarn;

Attendu que des intérêts commerciaux appelleront un grand nombre d'électeurs hors du département du Tarn à l'époque fixée pour la réunion de ce collège;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le deuxième collège électoral du département du Tarn se réunira dans la ville de Castres, le 15 août prochain, à l'effet d'élire un député. La disposition contraire de notre ordonnance du 19 juillet est rapportée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de

l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé T. DUCHÂTEL.*

N° 8073 — *ORDONNANCE DU ROI portant que le deuxième Collège électoral de la Lozère se réunira le 24 août 1839*

*Au palais de Saint-Cloud, le 25 juillet 1839.*

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831 ;

Vu notre ordonnance du 19 de ce mois, qui a convoqué pour le 17 août prochain le deuxième collège électoral du département de la Lozère ;

Considérant qu'à cette époque les travaux de la récolte réclameront la présence d'un grand nombre d'électeurs ;

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le deuxième collège électoral du département de la Lozère se réunira à Florac, le 24 août prochain, à l'effet d'élire un député.

Les dispositions contraires de notre ordonnance du 19 juillet sont rapportées.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

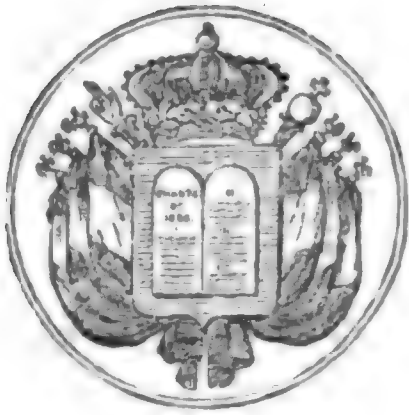
*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé T. DUCHÂTEL.*

N° 8074 — **ORDONNANCES DU ROI** portant,

1° Suppression des commissariats de police créés dans les communes d'Epernon et de Maintenon (Eure-et-Loir) et de Saint-Gerçais (Hérault) ;

2° Création d'un commissariat de police dans la ville d'Aigues-mortes (Gard). (*Saint-Cloud, le 27 juillet 1839.*)



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

**A Paris, le 3 \* Août 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 3 Août 1839.**



---

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 666.

---

---

N° 8075. — *Loi qui autorise le département du Rhône à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Au palais de Saint-Cloud, le 2 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE UNIQUE.

Le département du Rhône est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à contracter un emprunt de cinq cent mille francs, pour le produit en être affecté aux frais de construction du palais de justice de Lyon.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence; le taux de l'intérêt ne pourra dépasser cinq pour cent.

Néanmoins le préfet est autorisé à traiter, de gré à gré, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, et en se conformant aux autres conditions imposées par la délibération du conseil général.

Il sera pourvu au remboursement de l'emprunt et au paiement de l'intérêt, au moyen d'une imposition extraordinaire de un centime un tiers additionnel aux quatre contributions

*IX<sup>e</sup> Série.*

directes du département; à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1842 jusqu'à extinction de la dette.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et; pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

N<sup>o</sup> 8076. — *ORDONNANCE DU ROI concernant la Solde des Lieutenants et Sous-Lieutenants, les Indemnités de logement et d'ameublement allouées aux Officiers supérieurs et autres, la Haute-Paye pour ancienneté de service, et la Solde de disponibilité des Officiers supérieurs et autres.*

A Paris, le 25 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 15 de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, portant que la solde d'activité et celle de disponibilité sont réglées suivant les tarifs approuvés par le Roi;

Vu les articles 16 et 17 de ladite loi, qui déterminent les bases constitutives de la solde de non-activité;

Vu la loi du 24 juillet 1839, qui alloue au ministre de la guerre des suppléments de crédits pour les dépenses de l'exercice 1839;

Vu l'ordonnance royale du 25 décembre 1837 (1), portant règlement sur le service de la solde et sur les revues;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La solde des lieutenants et sous-lieutenants de l'armée de terre en activité de service est fixée conformément au tarif ci-joint n° 1.

2. Les indemnités de logement et d'ameublement allouées aux officiers supérieurs et autres dans les cas prévus par l'article 186 de notre ordonnance du 25 décembre 1837,

La haute-payé pour ancienneté de service,

La solde de disponibilité des officiers supérieurs et autres,

La solde de non-activité des lieutenants et sous-lieutenants,

Sont réglées d'après les fixations portées aux tarifs ci-joints n° 2, 3, 4 et 5.

3. Les dispositions prescrites par les deux articles précédents auront leur effet à dater du 1<sup>er</sup> juillet courant.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

---

(1) Bull. 561, n° 7319.

DÉSIGNATION DES ÉTATS-MAJORS et des différentes armes.	GRADES.	SOLDE DE	
		par	par
		AN.	MOIS.
		fr.	fr. c. m.
Corps royal d'état-major	Lieutenant.....	1,800	150 00 0
	Lieutenant commandant de poste mi- litaire.....	1,450	120 83 3
État-major des places..	Adjudant de place } Lieutenant....	1,450	120 83 3
	et } Sous-lieutenant	1,350	112 50 0
	secrétaire-archiviste.		
État-major du génie...	Lieutenant.....	1,850	154 16 6
Écoles d'application, d'état-major, d'artillerie et du génie.	Élève sous-lieutenant.....	1,450	120 83 3
	Lieutenants { de 1 <sup>re</sup> classe et chirur- gien aide-major.....	1,600	133 33 3
	{ de 2 <sup>e</sup> classe.....	1,450	120 83 3
Infanterie de ligne ou légère.	Porte-drapeau.....	1,400	116 66 6
	Sous-lieutenant.....	1,350	112 50 0
Bataillon d'ouvriers d'administration.	Lieutenants { en premier et chirur- gien aide-major.....	1,850	154 16 6
	{ en second.....	1,650	137 50 0
	Sous-lieutenant.....	1,600	133 33 3
Bataillons d'infanterie légère d'Afrique.	Chirurgien aide-major.....	2,595	216 25 0

que des Officiers de santé des grades d'Aide et Sous-Aide-Major.

25 décembre 1837, Tableaux nos 1, 3, 5, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 15, 16,

24, 25, 26, 27, 28.)

PRÉSENCE, -		SOLDE D'ABSENCE,					SUPPLÉ- MENT de solde dans Paris, par jour.	OBSERVATIONS.
PAR JOUR,		PAR JOUR,						
en station ou en cam- paigne.	en marche, en corps, ou en détache- ment.	en semestre ou en congé.	à l'hôpital.	à l'hôpital, étant en semestre ou en congé avec solde.	en captivité.			
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.		
5 00 0	"	2 50 0	3 50 0	1 00 0	2 50 0	1 66 6	Ou la solde de lieute- nant de 2 <sup>e</sup> classe dans le corps où l'officier est dé- taché.	
4 02 7	"	2 01 3	2 52 7	0 51 3	2 01 3	"		
4 02 7	"	2 01 3	2 52 7	0 51 3	2 01 3	1 34 2		
3 75 0	"	1 87 5	2 50 0	0 62 5	1 87 5	1 25 0		
5 13 8	"	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
4 02 7	"	2 01 3	2 77 7	0 76 3	2 01 3	"		
4 44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2	2 01 3	1 48 1		
4 02 7	6 52 7	2 01 3	2 52 7	0 51 3	2 01 3	1 34 2		
3 88 8	6 38 8	1 94 4	2 38 8	0 44 4	(A)	1 29 6	(A) La moitié de la solde affectée à la der- nière classe du grade.	
3 75 0	6 25 0	1 87 5	2 50 0	0 62 5	1 87 5	1 25 0		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1	2 29 1	1 52 7		
4 44 4	6 94 4	2 22 2	3 19 4	0 97 2	2 22 2	1 48 1		
7 20 8	"	"	"	"	"	"	Cette fixation n'est ap- plicable qu'au pied de guerre. Dans le cas de station, de marche ou de congé dans l'intérieur, les officiers de santé sont traités comme les offi- ciers des grades auxquels ils sont assimilés, et jouissent, en consé- quence, de la solde pro- gressive allouée à ces mêmes grades.	



DÉSIGNATION  DES ÉTATS - MAJORS  et  des différentes armes.	GRADES.	SOLDE D	
		par	par
		AN.	MOIS.
Bataillons d'infanterie légère d'Afrique. (Suite.)	Lieutenants de 1 <sup>re</sup> classe.	Pendant la 1 <sup>re</sup> année de service dans le même grade au bataillon...	fr. fr. c. m
		Après la 1 <sup>re</sup> , <i>idem</i> ....	1,600 133 33 2
		Après la 2 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,650 137 50 0
		Après la 3 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,700 141 66 0
		Après la 4 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,750 145 83 0
		Après la 5 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,800 150 00 0
		Après la 6 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,850 154 16 0
		Après la 7 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,900 158 33 0
		Après la 8 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,950 162 50 0
	Lieutenants de 2 <sup>e</sup> classe.	Pendant la 1 <sup>re</sup> année de service dans le même grade au bataillon...	2,000 166 66 0
		Après la 1 <sup>re</sup> , <i>idem</i> ....	1,450 120 83 0
		Après la 2 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,500 125 00 0
		Après la 3 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,550 129 16 0
		Après la 4 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,600 133 33 0
		Après la 5 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,650 137 50 0
		Après la 6 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,700 141 66 0
		Après la 7 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,750 145 83 0
		Après la 8 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,800 150 00 0
	Sous- lieutenants.	Pendant la 1 <sup>re</sup> année de service dans le même grade au bataillon...	1,850 154 16 0
		Après la 1 <sup>re</sup> , <i>idem</i> ....	1,350 112 50 0
		Après la 2 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,400 116 66 0
		Après la 3 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,450 120 83 0
		Après la 4 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,500 125 00 0
		Après la 5 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,550 129 16 0
		Après la 6 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,600 133 33 0
		Après la 7 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,650 137 50 0
		Après la 8 <sup>e</sup> , <i>idem</i> ....	1,700 141 66 0
Compagnies de discipline.	Lieutenants.....	1,750 145 83 0	
	Sous-lieutenants.....		

PRÉSENCE,		SOLDE D'ABSENCE,					OBSERVATIONS.
PAR JOUR,		PAR JOUR,					
en station ou en campagne.	en marche, en corps, ou en détachement.	en semestre ou en congé.	à l'hôpital.	à l'hôpital, étant en semestre ou en congé avec solde.	en captivité.	de solde dans Paris, par jour.	
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	
4 44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2		0	
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1		0	
4 72 2	7 22 2	2 36 1	3 22 2	0 86 1		0	
4 86 1	7 36 1	2 43 0	3 36 1	0 93 0		0	
5 00 0	7 50 0	2 50 0	3 50 0	1 00 0	2 01 3	0	
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9		0	
5 27 7	7 77 7	2 63 8	3 77 7	1 13 8		0	
5 41 6	7 91 6	2 70 8	3 91 6	1 20 8		0	
5 55 5	8 05 5	2 77 7	4 05 5	1 27 7		0	
4 02 7	6 52 7	2 01 3	2 52 7	0 51 3		0	
4 16 6	6 66 6	2 08 3	2 66 6	0 58 3		0	
4 30 5	6 80 5	2 15 2	2 80 5	0 65 2		0	
4 44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2		0	
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1	2 01 3	0	
4 72 2	7 22 2	2 36 1	3 22 2	0 86 1		0	
4 86 1	7 36 1	2 43 0	3 36 1	0 93 0		0	
5 00 0	7 50 0	2 50 0	3 50 0	1 00 0		0	
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9		0	
3 75 0	6 25 0	1 87 5	2 50 0	0 62 5		0	
3 88 8	6 38 8	1 94 4	2 63 8	0 69 4		0	
4 02 7	6 52 7	2 01 3	2 77 7	0 76 3		0	
4 16 6	6 66 6	2 08 3	2 91 6	0 83 3		0	
4 30 5	6 80 5	2 15 2	3 05 5	0 90 2	1 87 5	0	
4 44 4	6 94 4	2 22 2	3 19 4	0 97 2		0	
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 33 3	1 04 1		0	
4 72 2	7 22 2	2 36 1	3 47 2	1 11 1		0	
4 86 1	7 36 1	2 43 0	3 61 1	1 18 0		0	
La solde de la 2 <sup>e</sup> classe du grade supérieur dans l'infanterie.							

DÉSIGNATION DES ÉTATS - MAJORS et des différentes armes.	GRADES.	SOLDE	
		par	par
		AN.	MOIS.
		fr.	fr. c.
Régiments de cavalerie.	Lieutenants { en premier et chirurgien aide-major.... en second.....	1,800 1,600	150 00 133 33
	Porte-étendard.....	1,600	133 33
	Sous-lieutenant.....	1,500	125 00
Régiments d'artillerie..	Lieutenants { en premier et chirurgien aide-major.... en second.....	2,050 1,850	170 83 154 16
Bataillon de pontonniers et compagnies d'ouvriers d'artillerie.	Lieutenants { en premier et chirurgien aide-major.... en second.....	1,850 1,650	154 16 137 50
Escadrons du train des parcs d'artillerie.	Lieutenant et chirurgien aide-major . Sous-lieutenant.....	1,850 1,600	154 16 133 33
Régiments du génie et compagnie d'ouvriers du génie.	Lieutenants { en premier et chirurgien aide-major.... en second.....	1,850 1,650	154 16 137 50
Train des équipages militaires.	Lieutenants { en premier et chirurgien aide-major.... en second..... Sous-lieutenant.....	1,850 1,650 1,600	154 16 137 50 133 33
	Compagnies de sous-officiers et de fusiliers. { Lieutenant..... Sous-lieutenant....	1,450 1,350	120 83 112 50
	Compagnies de canonniers et du génie. { Lieutenants { en premier en second.	1,750 1,450	145 83 120 83
Vétérans.....	Compagnies de gendarmes. { Lieutenants { en premier en second.	1,550 1,350	129 16 112 50
	Compagnies de cavaliers. { Lieutenant..... Sous-lieutenant.....	1,600 1,500	133 33 125 00

PRÉSENCE,		SOLDE D'ABSENCE,					SUPPLÉ- MENT de solde dans Paris, par jour.	OBSERVATIONS.
PAR JOUR,		PAR JOUR,						
en station ou en cam- pagn.	en marche, en corps, ou en détache- ment.	en semestre ou en congé.	à l'hôpital.	à l'hôpital, étant en semestre ou en congé avec solde.	en captivité.			
fr. c. m.	fr. c. c.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.		
00 0	7 50 0	2 50 0	3 50 0	1 00 0	2 50 0	1 66 6	(A) La moitié de la solde du grade et de la classe.	
44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2	2 22 2	1 48 1		
44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2	(A)	1 48 1		
16 6	6 66 6	2 08 3	2 91 6	0 83 3	2 08 3	1 38 8		
5 69 4	8 19 4	2 84 7	1 19 4	1 34 7	2 84 7	1 89 8		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1	2 29 1	1 52 7		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
4 44 4	6 94 4	2 22 2	3 19 4	0 97 2	2 22 2	1 48 1		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2	(A) La moitié de la solde du grade et de la classe.	
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1	2 29 1	1 52 7		
5 13 8	7 63 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	2 56 9	1 71 2		
4 58 3	7 08 3	2 29 1	3 08 3	0 79 1	2 29 1	1 52 7		
4 44 4	6 94 4	2 22 2	3 19 4	0 97 2	2 22 2	1 48 1		
4 02 7	6 52 7	2 01 3	2 52 7	0 51 3	2 01 3	1 34 2		
3 75 0	6 25 0	1 87 5	2 50 0	0 62 5	1 87 5	1 25 0		
4 86 1	7 36 1	2 43 0	3 36 1	0 93 0	2 43 0	1 62 0		
4 02 7	6 52 7	2 01 3	2 52 7	0 51 3	2 01 3	1 34 2		
4 30 5	6 80 5	2 15 2	2 80 5	0 65 2	2 15 2	1 43 5		
3 75 0	6 25 0	1 87 5	2 50 0	0 62 5	1 87 5	1 25 0	(A) La moitié de la solde du grade et de la classe.	
4 44 4	6 94 4	2 22 2	2 94 4	0 72 2	2 22 2	1 48 1		
4 16 6	6 66 6	2 08 3	2 91 6	0 83 3	2 08 3	1 38 8		

DÉSIGNATION des ÉTATS-MAJORS et des différentes armes.	GRADES.	SOLDE DE		
		SUR LE PIED DE PAIX,		
		par an.	par mois.	par jour.
Officiers de santé des hôpitaux.	Médecins adjoints, chirurgiens ou pharmaciens aides- majors.	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.
	Employés dans les hôpitaux militaires, les postes sédentaires et les ambulances. Employés au corps d'occupation d'Afrique.	1,850	154 16 65	13 8
		"	"	"
	Chirurgiens sous-aides- majors.	1,350	112 50 0	3 75 0
	Employés dans les hôpitaux militaires, les postes sédentaires et les ambulances. Employés au corps d'occupation d'Afrique.	"	"	"

*Tarif de la Solde des Lieutenants et*  
( Ce tarif modifie celui qui est annexé au )

DÉSIGNATION DES CORPS.	GRADES.	SOLDE DE PRÉSENCE,		
		PAR AN.	PAR MOIS.	PAR JOUR.
		fr.	fr. c. m.	fr. c. m.
Compagnie de la Seine...	Lieutenant.....	2,550	212 50 00	7 08 33
Compagnies des autres dé- partements.....	Lieutenant.....	1,950	162 50 00	5 41 66
Bataillon de voltigeurs	Lieutenant.....	1,950	162 50 00	5 41 66
Corses.....	Sous-lieutenant.	1,650	137 50 00	4 58 33

Paris, le 25 juillet 1839.



PRÉSENCE,			SOLDE D'ABSENCE,			SUPPLÉ- MENT de solde dans Paris, par jour.	OBSERVATIONS.
SUR LE PIED DE GUERRE,			PAR JOUR,				
par an	par mois.	par jour.	en congé et en captivité.	à l'hôpital.	à l'hôpital, étant en congé avec solde.		
fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	
2,775	231 25 0	7 70 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	1 71 2	
2,595	216 25 0	7 20 8	2 56 9	3 63 8	1 06 9	"	
2,025	168 75 0	5 62 5	1 87 5	2 50 0	0 62 5	1 25 0	
1,845	153 75 0	5 12 5	1 87 5	2 50 0	0 62 5	"	

*Sous-Lieutenants de gendarmerie.*  
(règlement du 21 novembre 1823.)

SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,				OBSERVATIONS.
EN CONGÉ.	à L'HÔPITAL OU SUS CAUX.	en DÉTENTION.	en CAPTIVITÉ.	
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	
3 54 16	5 58 33	2 36 11	2 70 83	
2 70 83	3 91 66	1 80 55	2 70 83	
2 70 83	3 91 66	1 80 55	2 70 83	
2 29 16	3 33 33	1 52 77	2 29 16	

Signé LOUIS-PHILIPPE.  
Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,  
Signé SCHNEIDER.

8...

*Tarif des Indemnités de*  
( Ce tarif modifie celui qui est annexé à

GRADES.	FIXATION	
	de logement,	
	par an.	par mois.
<i>Corps royal d'état-major.</i>		
Colonel.....	960 <sup>f</sup>	80 <sup>f</sup>
Lieutenant-colonel.....	840	70
Chef de bataillon ou d'escadron.....	720	60
Capitaine.....	360	30
Lieutenant.....	240	20
<i>Intendance militaire.</i>		
Sous-intendant.....	960	80
Adjoints. .... { de 1 <sup>re</sup> classe.....	720	60
{ de 2 <sup>e</sup> classe.....	360	30
<i>État-major des places.</i>		
Commandant de place, citadelle, fort ou château.....	"	"
Major de place.....	"	"
Adjudant de place.....	"	"
Secrétaire-               { Officier.....	"	"
{ Sous-officier.....	180	15
Aumônier.....	360	30
Portier-consigne.....	144	12
Batelier aide-portier.....	132	11
<i>États-majors de l'artillerie et du génie.</i>		
Colonel.....	960	80
Lieutenant-colonel.....	840	70
Chef de bataillon ou d'escadron.....	720	60
Capitaine et lieutenant.....	360	30
Contrôleur des manufactures d'armes.....	"	"
Contrôleur et contrôleur-adjoint des fonderies.....	240	20
Contrôleur d'armes dans les directions.....	144	12
Agent principal comptable de l'artillerie, garde d'artillerie ou du génie, chef et sous-chef d'ouvriers d'état, maître et chef artificier.....	180	15
Ouvrier d'état.....	120	10

logement et d'ameublement.

l'ordonnance du 25 décembre 1837, sous le n° 39.)

DE L'INDEMNITÉ				OBSERVATIONS.
d'ameublement,				
par jour.	par an.	par mois.	par jour.	
2 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 6 <sup>m</sup>	320 <sup>f</sup>	26 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 6 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 88 <sup>c</sup> 8 <sup>m</sup>	Selon leur grade.
2 33 3	280	23 33 3	0 77 7	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
2 66 6	320	26 66 6	0 88 8	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 50 0	90	7 50 0	0 25 0	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 40 0	72	6 00 0	0 20 0	N'y a pas droit.
0 36 6	60	5 00 0	0 16 6	
2 66 6	320	26 66 6	0 88 8	
2 33 3	280	23 33 3	0 77 7	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
0 40 0	72	6 00 0	0 20 0	
0 30 0	90	7 50 0	0 25 0	
0 33 3	60	5 00 0	0 16 6	

GRADES.	FIXATION	
	de logement	
	par an.	par mois.
<i>Écoles d'artillerie et du génie.</i>		
Professeur.....	360 <sup>f</sup>	30 <sup>f</sup>
Répétiteur.....	180	15
<i>Parc de construction du train des équipages militaires.</i>		
Colonel.....	960	80
Lieutenant-colonel.....	840	70
Chef d'escadron.....	720	60
Capitaine.....	360	30
Lieutenant et sous-lieutenant.....	240	20
Garde d'équipage, chef et sous-chef d'ouvriers d'état..	180	15
Ouvrier d'état.....	120	10
Portier.....	144	12
<i>Hôpitaux militaires.</i>		
Médecin, chirurgien ou pharmacien principal.....	720	60
Médecin ordinaire, chirurgien ou pharmacien-major...	360	30
Premier professeur.....	"	"
Deuxième professeur.....	"	"
Médecin adjoint, chirurgien ou pharmacien aide-major..	240	20
Chirurgien sous-aide-major.....	240	20
Officier d'administration principal.....	720	60
Officier d'administration comptable et aumônier.....	360	30
Adjudant d'administration de toute classe.....	240	20
<i>Subsistances militaires, Habillement et Campement.</i>		
Officier d'administration principal.....	720	60
Officier d'administration comptable.....	360	30
Adjudant d'administration de toute classe.....	240	20
<i>Corps de troupe (A).</i>		
Colonel.....	960	80
Lieutenant-colonel.....	840	70
Chef de bataillon ou d'escadron et major.....	720	60
Trésorier.....	Indemnité personnelle.....	360
	Indemnité pour l'emplacement du bureau (1).....	216
		18

(1) En cas d'absence des trésoriers, officiers payeurs et officiers d'habillement titulaires, leurs suppléants.

DE L'INDEMNITÉ				OBSERVATIONS.
d'ameublement,				
par jour.	par an.	par mois.	par jour.	
1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>	180 <sup>f</sup>	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>	
0 50 0	90	7 50 0	0 25 0	
2 66 6	320	26 66 6	0 88 8	
2 33 3	280	23 33 3	0 77 7	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
0 50 0	90	7 50 0	0 25 0	
0 33 3	60	5 00 0	0 16 6	
0 40 0	"	"	"	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
"	"	"	"	Selon leur grade.
"	"	"	"	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
2 66 6	320	26 66 6	0 88 8	
2 33 3	280	23 33 3	0 77 7	
2 00 0	240	20 00 0	0 66 6	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	
0 60 0	108	9 00 0	0 30 0	

(A) Y compris la gendarmerie, pour l'indemnité de logement du grade seulement.

(A) Y compris la gendarmerie, pour l'indemnité de logement du grade seulement.

Ils reçoivent cette portion d'indemnité avec l'indemnité de logement de leur grade.



GRADES.		FIXATION	
		de logement,	
		par an.	par mois.
Officier payeur en fonctions près d'une portion de corps.	Indemnité personnelle.....	»	»
	Indemnité pour l'emplacement du bureau (1).....	120 <sup>f</sup>	10 <sup>f</sup>
Officier d'habillement.	Indemnité personnelle.....	360	30
	Indemnité pour l'emplacement du bureau (1).....	120	10
Capitaine, adjudant-major, chirurgien-major.....		360	30
Lieutenant, sous-lieutenant, chirurgien aide-major.....		240	20
Vétérinaires des corps.....		»	»

(1) En cas d'absence des trésoriers, officiers payeurs et officiers d'habillement titulaires, leurs sup

NOTA. Les indemnités de logement et d'ameublement sont augmentées de moi  
sont employés à Paris (*intra muros*), et qu'ils se trouvent dans une des positions

Paris, le 25 juillet 1839.

N<sup>o</sup> 3.

Tarif des

( Ce tarif modifie celui qui est annexé à

		NOMBRE de chevrons.	FIXATION	
			Infanterie de ligne et légère.	
			Sous-officiers.	Caporaux et soldats.
Haute-paye pour ancien- neté de service.....	après 7 ans..	1	0 <sup>f</sup> 10 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 08 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>
	après 11 ans..	2	0 15 0	0 10 0
	après 15 ans..	3	0 20 0	0 15 0

Paris, le 25 juillet 1839.

DE L'INDEMNITÉ				OBSERVATIONS.
d'ameublement,				
par jour.	par an.	par mois.	par jour.	
„	„	„	„	Celle de son grade.
0 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup> 3 <sup>m</sup>	60 <sup>f</sup>	5 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup> 6 <sup>m</sup>	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0.	
0 33 3	60	5 00 0	0 16 0	
1 00 0	180	15 00 0	0 50 0	Les capitaines et lieutenants des compagnies de discipline recevant la solde du grade supérieur, le même avantage leur est accordé sous le rapport de l'indemnité de logement.
0 66 6	120	10 00 0	0 33 3	
„	„	„	„	N'y ont pas droit, attendu qu'en raison de la nature de leurs fonctions ils doivent toujours être logés dans les bâtiments militaires.

pléants reçoivent cette portion d'indemnité avec l'indemnité de logement de leur grade.

tié en sus pour les officiers et employés désignés au tableau ci-dessus, lorsqu'ils donnant droit au supplément de solde.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
Signé SCHNEIDER.

*Hautes-payes.*

Ordonnance du 25 décembre 1837, sous le n° 36.)

JOURNALIÈRE		OBSERVATIONS.
Cavalerie et armes spéciales.		
Sous-officiers.	Caporaux ou brigadiers et soldats.	
0 <sup>f</sup> 15 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup> 0 20 0 0 35 0	0 <sup>f</sup> 12 <sup>c</sup> 0 <sup>m</sup> 0 15 0 0 20 0	

Les canonniers vétérans et les vétérans du génie reçoivent la même haute-payé d'ancienneté que celle réglée pour les armes spéciales.  
Il n'en est point accordé aux compagnies de sous-officiers, de fusiliers, de cavaliers et de gendarmes vétérans.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
Signé SCHNEIDER.

( Ce tarif modifie celui qui est annexé à

ÉTATS-MAJORS.		PAR AN.	
		fr. c.	
Corps royal d'état-major	Colonel .....	3,970 00	
	Lieutenant-colonel.....	3,435 00	
	Chef d'escadron.....	2,792 50	
	Capitaines (B).....	de 1 <sup>re</sup> classe .....	1,762 50
		de 2 <sup>e</sup> classe .....	1,562 50
Intendance militaire...	Sous-Intendants...	de 1 <sup>re</sup> classe .....	3,970 00
		de 2 <sup>e</sup> classe.....	3,435 00
	Adjoints à l'intendance.	de 1 <sup>re</sup> classe .....	2,792 50
		de 2 <sup>e</sup> classe .....	1,612 50
État - major particulier de l'artillerie.....	Colonel .....	3,970 00	
	Lieutenant-colonel .....	3,435 00	
	Chef d'escadron.....	2,792 50	
	Capitaines .....	en premier.....	1,580 00
		en second.....	1,380 00
État - major particulier du génie.....	Colonel .....	3,270 00	
	Lieutenant-colonel.....	3,435 00	
	Chef de bataillon.....	2,792 50	
	Capitaines .....	en premier.....	1,580 00
		en second.....	1,380 00
	Lieutenant.....	1,105 00	
(B) Capitaine au corps royal d'état-major (solde transitoire).....		1,612 50	

Paris, le 25 juillet 1839.

*de disponibilité (A).*

l'ordonnance du 25 décembre 1837, sous le n° 32.)

FIXATION		SOLDE D'HÔPITAL.	OBSERVATIONS.
PAR MOIS.	PAR JOUR.	Par jour.	
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	
330 83 3	11 02 7	8 02 7	(A) La solde de disponibilité comprend la moitié de la solde d'activité et des indemnités de logement et de fourrages.
286 25 0	9 54 1	6 54 1	
232 70 8	7 75 6	4 75 6	
146 87 5	4 89 5	2 89 5	Cette fixation ne recevra son application que lorsque le crédit législatif nécessaire aura été obtenu.
130 20 8	4 34 0	2 34 0	
330 83 3	11 02 7	8 02 7	
291 25 0	9 70 8	6 70 8	
232 70 8	7 75 6	4 75 6	
131 37 5	4 48 0	2 48 0	
330 83 3	11 02 7	8 02 7	
286 25 0	9 54 1	6 54 1	
232 70 8	7 75 6	4 75 6	
131 66 8	4 38 8	2 38 8	
115 00 0	3 83 3	1 83 3	
330 83 3	11 02 7	8 02 7	
286 25 0	9 54 1	6 54 1	
232 70 8	7 75 6	4 75 6	
131 66 6	4 38 8	2 38 8	
115 00 0	3 83 3	1 83 3	
92 08 3	3 07 0	1 57 0	
131 37 5	4 48 0	2 48 0	Cette fixation est applicable aux capitaines qui, en vertu de la décision royale du 16 août 1838, ont conservé transitoirement la jouissance de la solde de disponibilité qui avait été fixée, pour ce grade, par le tarif n° 32, annexé à l'ordonnance du 25 décembre 1837.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

ARMES.	GRADES.
Corps royal d'état-major.....	Lieutenant et sous-lieutenant.....
État-major des places.....	Lieutenant.....
État-major particulier de l'artillerie.	Sous-lieutenant.....
État-major particulier du génie...	Sous-lieutenant élève.....
Infanterie.....	Lieutenant.....
( Y compris les vétérans de toutes armes.)	Sous-lieutenant élève.....
Cavalerie.....	Lieutenant et chirurgien aide-major.....
	Sous-lieutenant.....
{ Régiments.....	Lieutenant, sous-lieutenant et chirurgien
Ar-    { Bataillon de pontonniers	aide-major.
tillerie.    { et compagnies d'ouvriers	Lieutenant, sous-lieutenant et chirurgien
{ Train des parcs.....	aide-major.
	Lieutenant et chirurgien aide-major.....
Génie. { Régiments et compagnie	Sous-lieutenant.....
{ d'ouvriers.	Lieutenant, sous-lieutenant et chirurgien
	aide-major.
Équipages militaires.....	Lieutenant et chirurgien aide-major.....
Bataillon d'ouvriers d'administra-	Sous-lieutenant.....
tion.	Lieutenant et chirurgien aide-major.....
Gendarmerie,.....	Sous-lieutenant.....
	Lieutenant, sous-lieutenant et chirurgien
Garde municipale de la ville de	aide-major.
Paris.	Lieutenant, sous-lieutenant et chirurgien
Sapeurs-pompiers de la ville de	aide-major.
Paris.....	Lieutenant et chirurgien aide-major.....
Officiers de santé des hôpitaux,	Sous-lieutenant.....
ambulances et postes séden-	Médecin adjoint, chirurgien ou pharmacien
taires.....	aide-major.
	Chirurgien sous-aide-major.....

Paris, le 25 juillet 1839.



Lieutenants , ainsi que des Officiers de santé des grades Aide-Majors.

nance du 25 décembre 1837, sous le n° 48.)

OFFICIERS SORTIS DE L'ACTIVITÉ par suite de licenciement de corps, de suppression d'emploi, de rentrée de captivité à l'ennemi, ou d'infirmités temporaires.			OFFICIERS SORTIS DE L'ACTIVITÉ par retrait ou par suspension d'emploi.			OBSERVATIONS.
Par an.	Par mois.	Par jour.	Par an.	Par mois.	Par jour.	
1	1	1	1	1	1	
870 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	72 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	2 <sup>f</sup> 41 <sup>c</sup> 6 <sup>m</sup>	580 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	48 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup> 3 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 61 <sup>c</sup> 1 <sup>m</sup>	Traités selon l'arme dans laquelle ils sont classés.
810 00	67 50	2 25 0	540 00	45 00 0	1 50 0	
870 00	72 50	2 41 6	580 00	48 33 3	1 61 1	
1,110 00	92 50	3 08 3	740 00	61 66 6	2 05 5	
870 00	72 50	2 41 6	580 00	48 33 3	1 61 1	
870 00	72 50	2 41 6	580 00	48 33 3	1 61 1	
810 00	67 50	2 25 0	540 00	45 00 0	1 50 0	
960 00	80 00	2 66 6	640 00	53 33 3	1 77 7	
900 00	75 00	2 50 0	600 00	50 00 0	1 66 6	
1,110 00	92 50	3 08 3	740 00	61 66 6	2 05 5	
990 00	82 50	2 75 0	660 00	55 00 0	1 83 3	
1,110 00	92 50	3 08 3	740 00	61 66 6	2 05 5	
960 00	80 00	2 66 6	640 00	53 33 3	1 77 7	
990 00	82 50	2 75 0	660 00	55 00 0	1 83 3	
990 00	82 50	2 75 0	660 00	55 00 0	1 83 3	
960 00	80 00	2 66 6	640 00	53 33 3	1 77 7	
990 00	82 50	2 75 0	660 00	55 00 0	1 83 3	
960 00	80 00	2 66 6	640 00	53 33 3	1 77 7	
1,170 00	97 50	3 25 0	780 00	65 00 0	2 16 6	
1,170 00	97 50	3 25 0	780 00	65 00 0	2 16 6	
870 00	72 50	2 41 6	580 00	48 33 3	1 61 1	
810 00	67 50	2 25 0	540 00	45 00 0	1 50 0	
1,110 00	92 50	3 08 3	740 00	61 66 6	2 05 5	
810 00	67 50	2 25 0	540 00	45 00 0	1 50 0	

Signé LOUIS-PHILIPPE.  
Par le Roi : Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,  
Signé SCHNEIDER.

**N° 8077. — ORDONNANCE DU ROI concernant la Garde municipale de Paris.**

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 18 juillet sur l'accroissement de l'effectif de la garde municipale de Paris;

Vu les ordonnances du 16 mars et du 24 août 1838 (1);

Voulant déterminer la nouvelle composition du corps et porter le plus tôt possible son effectif au complet fixé par la loi; considérant que pour obtenir ce résultat il y a nécessité de modifier quelques dispositions des ordonnances du 16 mars et du 24 août précitées;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le complet de la garde municipale est fixé à deux mille neuf cent quatre-vingt-seize officiers, sous-officiers et gardes, et à quatre cent cinquante chevaux.

Le cadre d'organisation comprend un état-major, un peloton hors rang, seize compagnies de gardes à pied et quatre compagnies de gardes à cheval.

La composition du corps est déterminée ainsi qu'il suit :

**ÉTAT-MAJOR.**

	<b>EFFECTIF.</b>	
	<b>Hommes.</b>	<b>Chevaux.</b>
Colonel.....	1	3
Lieutenant-colonel.....	1	3
Chefs d'escadron.....	3	6
Major.....	1	2
Capitaines adjudants-majors.....	3	6
Capitaine d'habillement.....	1	2
Chirurgien-major.....	1	1
Chirurgiens aides-majors.....	4	"
Trésorier.....	1	"
	16	23

(1) Bull. 566 et 599, n°s 7344 et 7544.

## PELTON HORS RANG.

		EFFECTIF.	
		Hommes.	Chevaux.
Petit état-major compris dans le peloton hors rang pour l'administra- tion seulement.....	Adjutants sous-officiers (non montés).....	6	"
	Vétérinaire en premier.....	1	1
	Vétérinaire en second.....	1	1
	Maréchal des logis tambour.	1	"
	Brigadier-tambour.....	1	"
	Brigadier-trompette.....	1	1
Maître armurier.....		1	"
Maître tailleur.....		1	"
Maître bottier.....		1	"
Maître sellier.....		1	"
Maréchal des logis, premier secrétaire du colonel.....		1	"
Maréchal des logis, premier secrétaire du trésorier.....		1	"
Brigadier, premier secrétaire du major.....		1	"
Brigadier, premier secrétaire du capitaine d'habillement.		1	"
Brigadier, deuxième secrétaire du trésorier.....		1	"
Garde, deuxième secrétaire du colonel.....		1	"
Garde, deuxième secrétaire du major.....		1	"
Garde, deuxième secrétaire du capitaine d'habillement.		1	"
Gardes, secrétaires du trésorier.....		4	"
Ouvriers.....		9	"
		36	3

## COMPAGNIE DE GARDES A PIED.

		Une COMPA- GNIE.	Seize COMPA- GNIES.	CHEVAUX.
Officiers..	Capitaines.....	1	16	32
	Lieutenants.....	3	48	"
	Maréchaux des logis chefs.....	1	16	"
	Maréchaux des logis.....	8	128	"
Troupe..	Maréchaux des logis fourriers.....	1	16	"
	Brigadiers élèves fourriers.....	1	16	"
	Brigadiers.....	16	256	"
	Gardes à pied.....	125	2,000	"
	Tambours.....	3	48	"
		159	2,544	32

## COMPAGNIE DE GARDES A CHEVAL.

		Une COMPA- GNIE.	Quatre COMPA- GNIES.	CHEVAUX.
Officiers..	Capitaines.....	1	4	8
	Lieutenants.....	3	12	12
	Maréchaux des logis chefs.....	1	4	"
	Maréchaux des logis.....	6	24	24
Troupe..	Maréchaux des logis fourriers.....	1	4	"
	Brigadiers.....	12	48	48
	Gardes à cheval.....	72	288	288
	Trompettes.....	3	12	12
	Maréchaux ferrants.....	1	4	"
		100	400	392

2. La solde, les masses et les indemnités attribuées aux officiers, sous-officiers et gardes, sont fixées conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

3. Les capitaines adjudants-majors et le capitaine d'habillement sont nommés à ces emplois conformément aux dispositions de l'article 49 de l'ordonnance du 16 mars 1838.

4. Le nombre des gardes auxiliaires qui, aux termes de l'article 21 de l'ordonnance du 24 août 1838, sont admis dans la garde municipale, peut être porté à cinq cents.

5. Les militaires qui n'auront que un mètre six cent quatre-vingt-dix millimètres de taille pourront être admis dans les compagnies à pied de la garde municipale, s'ils justifient d'ailleurs des autres conditions d'admission exigées par l'ordonnance du 24 août 1838.

6. Seront appelés à concourir dans les compagnies à pied,  
1° Aux emplois de capitaine :

Non-seulement les capitaines de la gendarmerie départementale, quelle que soit leur ancienneté de grade, mais encore les lieutenants de la garde municipale et de la gendarmerie départementale, dans l'ordre des tours d'avancement déterminés par la loi ;

2° Aux emplois de lieutenant :

Les lieutenants de la gendarmerie départementale, quelle que soit leur ancienneté de grade, en concurrence avec les lieutenants de l'armée qui satisferont aux conditions exigées par l'article 374 de l'ordonnance du 16 mars 1838 ;

Et dans la proportion du tiers qui leur est dévolu par la loi, les sous-officiers de la garde municipale et de la gendarmerie départementale.

7. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*



## Tarif de la Solde, des Masses et Indemnités attribuées

EFFECTIF.	DÉSIGNATION  des grades.	NOMBRE DE CHEVAUX par grade.	SOLDE	INDEMNITÉS		MASSE		DÉPENSE annuelle par grade, pour solde et masse indi- viduelle d'en- retien.
			par au, y compris la retenue de deux pour cent (a).	de repré- sen- tation (b).	repré- sen- tative de fourrages (c).	à 1 <sup>re</sup> 05 <sup>c</sup> par jour, par sous- officier ou cavalier.	à 0 <sup>re</sup> 55 <sup>c</sup> par jour, par sous- officier ou garde à pied.	
	<i>Officiers.</i>		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	Colonel .....	3	10,000 00	2,500 00	1,500 00	"	"	14,000 00
1	Lieutenant-colonel .....	3	8,500 00	"	1,500 00	"	"	10,000 00
4	Chefs d'escadron et ma- jors .....	2	7,000 00	"	1,000 00	"	"	8,000 00
3	Capitaines adjudants-ma- jors .....	2	3,500 00	"	1,000 00	"	"	4,500 00
20	Capitaines d'infanterie et de cavalerie .....	2	3,500 00	"	1,000 00	"	"	4,500 00
1	Capitaine d'habillement.	"	3,500 00	"	1,000 00	"	"	4,500 00
48	Lieutenants d'infanterie.	"	3,000 00	"	"	"	"	3,000 00
12	Lieutenants de cavalerie.	1	3,200 00	"	500 00	"	"	3,700 00
1	Traisorier .....	"	6,000 00	"	"	"	"	6,000 00
1	Chirurgien-major .....	1	3,500 00	"	800 00	"	"	3,000 00
4	Chirurgiens aides-majors	"	3,000 00	"	"	"	"	3,000 00
	<i>Petit État-major et Peloton hors rang.</i>							
6	Adjudants sous-officiers.	"	1,773 90	"	"	383 25	"	2,157 15
1	Vétérinaire en premier..	1	1,489 20	"	"	383 25	"	1,872 45
1	Vétérinaire en second ..	1	897 90	"	"	383 25	"	1,281 15
1	Maréchal des logis tam- bour .....	"	1,073 10	"	"	"	200 75	1,273 85
1	Brigadier-tambour .....	"	876 00	"	"	"	200 75	1,076 75
1	Brigadier-trompette .....	1	1,054 90	"	"	383 25	"	1,438 15
4	Maîtres ouvriers .....	"	416 10	"	"	"	200 75	616 85
2	Marchaux des logis sé- crétaires .....	"	1,073 10	"	"	"	200 75	1,273 85
3	Brigadiers secrétaires .....	"	810 30	"	"	"	200 75	1,011 05
7	Gardiens secrétaires .....	"	416 10	"	"	"	200 75	616 85
9	Ouvriers tailleurs .....	"	416 10	"	"	"	200 75	616 85

(a) La solde des officiers, ainsi que les frais de représentation alloués au commandant du corps sont passibles de la retenue légale de deux pour cent au profit du trésor; le trésorier subit une retenue de cinq pour cent au profit de la caisse des employés civils. En principe, les officiers, sous-officiers et gardes-sous-loges dans les bâtiments de la ville de Paris. Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité de leur assigner un logement en nature, ils reçoivent, sur les fonds du matériel, des indemnités représentatives de logement qui sont fixées par le préfet de police. Les officiers jouissent de la solde entière pendant leur séjour à l'hôpital, à charge par eux de rembourser le prix des journées de traitement.

(b) En l'absence du colonel, les frais de représentation sont dus au lieutenant-colonel commandant le corps. En l'absence simultanée du colonel et du lieutenant-colonel, ces frais ne sont dus à personne.

(c) Les rations de fourrages pour les chevaux d'officiers seront décomptées à raison d'un franc trente-sept centimes l'une.

à chaque grade dans la Garde municipale de Paris.

SOLDE PAR JOUR,				MASSES INDÉPENDANTES de la solde et ne donnant pas lieu à décompte au profit des hommes.						TRAI- TEMENT annuel brut comprenant la solde, les indem- nités, les abon- nements et les masses.	DÉPENSE annuelle du complet dans chaque grade.
pro- prement dite, y compris les deux pourcent de recense.	en congé, en deten- tion ou jugement	A L'HÔPITAL.		Boulangerie à 20 c. par jour.	Pontages à 1 fr. 85 cent. par jour.	Chauffage à 15 et à 7 fr. par jour (d').	Hôpital à 2 fr. par jour (e).	Secours à 4 et à 2 fr. par jour (f).			
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
27 77 7	13 68 8	.	.	.	.	.	.	.	14,000 00	14,000 00	
33 61 1	11 80 3	.	.	.	.	.	.	.	10,000 00	10,000 00	
19 44 4	9 72 2	.	.	.	.	.	.	.	8,000 00	32,000 00	
9 72 2	4 86 1	.	.	.	.	.	.	.	4,500 00	13,500 00	
9 72 2	4 86 1	.	.	.	.	.	.	.	4,500 00	90,000 00	
9 72 2	4 86 1	.	.	.	.	.	.	.	4,500 00	4,500 00	
8 33 3	4 16 6	.	.	.	.	.	.	.	3,000 00	144,000 00	
8 88 8	4 34 4	.	.	.	.	.	.	.	3,700 00	44,400 00	
85 66 6	8 33 3	.	.	.	.	.	.	.	6,000 00	6,000 00	
9 72 2	4 86 1	.	.	.	.	.	.	.	4,000 00	4,000 00	
8 33 3	4 16 6	.	.	.	.	.	.	.	3,000 00	12,000 00	
4 86 0	2 43 0	2 43	1 62	73 00	.	51 10	7 30	14 60	2,303 15	13,818 90	
4 08 0	2 01 0	2 04	1 36	73 00	529 25	51 10	7 30	14 60	2,547 70	2,547 70	
2 46 0	1 23 0	1 23	0 82	73 00	529 25	51 10	7 30	14 60	1,956 40	1,956 40	
2 94 0	1 47 0	1 47	0 98	73 00	.	51 10	7 30	7 30	1,412 55	1,412 55	
2 40 0	1 30 0	1 20	0 80	73 00	.	51 10	7 30	7 30	1,215 45	1,215 45	
2 88 0	1 43 0	1 44	0 96	73 00	529 25	51 10	7 30	14 60	2,109 70	2,109 70	
1 14 0	0 57 0	0 57	0 38	73 00	.	51 10	7 30	7 30	755 55	3,022 20	
2 94 0	1 47 0	1 47	0 98	73 00	.	51 10	7 30	7 30	1,412 55	2,845 14	
2 22 0	1 11 0	1 11	0 74	73 00	.	51 10	7 30	7 30	1,149 75	3,449 25	
1 14 0	0 57 0	0 57	0 38	73 00	.	25 55	7 30	7 30	730 00	5,110 14	
1 14 0	0 57 0	0 57	0 38	73 00	.	25 55	7 30	7 30	730 00	6,570 00	

(c) Les masses d'entretien et de secours ont été maintenues à trois cent quatre-vingt-trois francs vingt-cinq centimes, et à quatorze francs soixante centimes en raison des dépenses qu'exige la pénurie des fonctions.

(d) Les sous-officiers et les militaires assimilés à ce grade par l'article 279 de l'ordonnance du 9 mai 1923 reçoivent une double ration de chauffage.

(e) La masse d'hôpital et la masse de secours sont allouées à titre d'abonnement d'après le complément du corps en sous-officiers, brigadiers et gardes, tel qu'il est fixé par l'ordonnance d'organisation; cette dernière masse, sur le pied de quatre centimes par jour pour les hommes montés, et de deux centimes pour les hommes non montés.

(f) Pour ce grade, la masse d'entretien est augmentée de quinze centimes, et portée par conséquent à soixante et dix centimes par jour.

EFFECTIF.	DÉSIGNATION  des grades.	NOMBRE DE CHEVAUX par grade.	SOLDE par an, y compris la retenue de deux pour cent.	INDEMNITÉS		MASSE d'entretien,		DÉPENSE annuelle par grade, poursolde et masse * indi- viduelle d'en- retien.
				de représen- tation.	représen- tative de fourrages	à 1 <sup>fr</sup> 05 <sup>c</sup> par jour, par sous- officier ou cavalier.	à 0 <sup>fr</sup> 55 <sup>c</sup> par jour, par sous- officier ou garde à pied.	
<i>Infanterie.</i>								
16	Maréchaux des logis chefs	"	fr. c. 1,489 20	fr. c. "	fr. c. "	fr. c. "	fr. c. 200 75	fr. c. 1,689 95
128	Maréchaux des logis....	"	1,073 10	"	"	"	200 75	1,273 85
16	Maréchaux des logis four- riers.....	"	1,182 60	"	"	"	200 75	1,383 30
16	Brigadiers élèves four- riers.....	"	810 30	"	"	"	200 75	1,011 05
256	Brigadiers.....	"	810 30	"	"	"	200 75	1,011 05
2,000	Gardes à pied.....	"	616 10	"	"	"	200 75	616 85
48	Tambours.....	"	841 80	"	"	"	200 75	682 55
<i>Cavalerie.</i>								
4	Maréchaux des logis chefs	"	1,489 20	"	"	"	255 50 (a)	1,744 70
24	Maréchaux des logis....	1	1,182 60	"	"	383 25	"	1,565 85
4	Maréchaux des logis four- riers.....	"	1,182 60	"	"	"	255 50 (a)	1,438 10
48	Brigadiers.....	1	919 80	"	"	383 25	"	1,303 05
288	Gardes à cheval.....	1	547 50	"	"	383 25	"	930 75
12	Trompettes.....	1	613 20	"	"	383 25	"	996 45
4	Maréchaux ferrants.....	"	616 10	"	"	"	200 75	616 85
2,996								

(a) Pour ce grade, la masse d'entretien est augmentée de quinze centimes, et portée par consé-  
quent à soixante et dix centimes par jour.

**N° 8078. — ORDONNANCE DU ROI relative au transport  
des Correspondances entre la France et les Indes-Orientales.**

Au palais de Saint-Cloud, le 31 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu, 1° la convention du 10 mai 1839 (1), entre la France et la Grande-Bretagne;

2° La loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

3° Les lois des 15 mars 1827, 14 décembre 1830 et 30 mai 1838;

(1) Bull. 654, n° 7992.

SOLDE PAR JOUR,				MASSES INDÉPENDANTES de la solde et ne donnant pas lieu à décompte au profit des hommes.						TRAI- TEMENT annuel brut compre- nant la solde, les indem- nités, les abon- nements et les mases.	DÉPENSE annuelle du complet dans / chaque grade.
pro- mo- tion, compris en deux cent de etenar.	en congé, en déten- tion ou jugement	À L'HÔPITAL.		Boulangerie à 20 c.	Foutrages à 1 fr. 45 cent. par jour.	Chauffage à 14 et à 7 fr. par jour.	Hôpital à 2 fr. par jour.	Secours à 2 et à 3 fr. par jour.			
fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
4 08 0	2 04 0	2 04	1 36	73 00	*	51 10	7 30	7 30	1,828 65	29,258 40	
2 24 0	1 47 0	1 47	0 98	73 00	*	51 10	7 30	7 30	1,412 55	180,806 40	
3 24 0	1 62 0	1 62	1 08	73 00	*	51 10	7 30	7 30	1,522 05	24,352 80	
2 22 0	1 11 0	1 11	0 74	73 00	*	25 55	7 30	7 30	1,124 20	17,987 40	
2 22 0	1 11 0	1 11	0 74	73 00	*	25 55	7 30	7 30	1,124 20	287,795 20	
1 14 0	0 57 0	0 57	0 38	73 00	*	25 55	7 30	7 30	730 00	1,460,000 00	
1 32 0	0 66 0	0 66	0 44	73 00	*	25 55	7 30	7 30	795 70	38,193 60	
1 08 0	2 04 0	2 04	1 36	73 00	*	51 10	7 30	7 30	1,883 40	7,533 60	
3 24 0	1 62 0	1 62	1 08	73 00	529 25	51 10	7 30	14 60	2,241 10	53,786 40	
3 24 0	1 62 0	1 62	1 08	73 00	*	51 10	7 30	7 30	1,576 80	6,307 20	
2 32 0	1 26 0	1 26	0 84	73 00	529 25	25 55	7 30	14 60	1,952 75	93,732 00	
1 30 0	0 75 0	0 75	0 50	73 00	529 25	25 55	7 30	14 60	1,580 45	455,169 60	
1 68 0	0 84 0	0 84	0 56	73 00	529 25	25 55	7 30	14 60	1,646 15	19,753 80	
1 14 0	0 57 0	0 57	0 38	73 00	*	25 55	7 30	7 30	730 00	2,920 00	
										3,096,033 45	

Arrêté le présent tarif par nous ministre secrétaire d'état de la guerre,  
Signé SCHNEIDER.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département  
des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A dater du 1<sup>er</sup> août prochain, les personnes qui  
voudront adresser de France ou des possessions françaises  
dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant  
où la France entretient des bureaux de poste, des lettres or-  
dinaires ou chargées, des échantillons de marchandises, des  
journaux et autres imprimés, pour les Indes-Orientales et les  
possessions françaises dans l'Inde, pourront les faire expédier

par la voie des paquebots de la Méditerranée, en en payant le port d'avance jusqu'à Alexandrie (Égypte), conformément aux lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, et au tarif établi par l'ordonnance royale du 30 mai 1838 (1).

2. La même faculté est accordée, aux mêmes conditions, pour les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et autres imprimés, qui seront expédiés par les paquebots de la Méditerranée, des Indes-Orientales et des possessions françaises dans l'Inde, à destination de la France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

N° 8079. — ORDONNANCE DU ROI portant que les carrières domaniales de Saillancourt, situées sur le territoire de la commune de Sagy (Seine-et-Oise), sont affectées au service du département des travaux publics pour les travaux des ponts et chaussées. (*Paris, 25 Mai 1839*).

N° 8080. — ORDONNANCE DU ROI portant que le terrain domanial sur lequel est situé le corps de garde de Sainte-Ursule à Bastia (Corse), est affecté au service des ponts et chaussées. (*Paris, 25 Mai 1839.*)

N° 8081. — ORDONNANCE DU ROI portant que l'administration des ponts et chaussées est autorisée à prendre possession de 102 ares 78 centiares de terrains militaires qui dépendent de la place de Douai, et qui ont été reconnus nécessaires pour exécuter, entre cette place et le fort de Scarpe, le redressement de la rivière de même nom. (*Paris, 25 mai 1839.*)

N° 8082. — ORDONNANCE DU ROI portant,  
1° Que les chemins vicinaux de grande communication de Pic-

---

(1) Bull. 573, n° 7407.



quigny à Oisemont et d'Amiens à Beauvais sont classés parmi les routes départementales de la Somme, le premier sous le n° 8 et la dénomination de *route d'Amiens à Oisemont par Picquigny*, et le deuxième sous le n° 10 et la dénomination de *route d'Amiens à Beauvais par Tilloy et Croissy*;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction et au perfectionnement de ces routes en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 25 Mai 1839.* )

---

N° 8083. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que le chemin de Dijon à Bourbonne-les-Bains par Champlitte est et demeure classé parmi les routes départementales de la Haute-Saône sous le n° 15 et la dénomination de *route de Dijon à Bourbonne-les-Bains par Champlitte*;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction et au perfectionnement de cette route; en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 25 Mai 1839.* )

---

N° 8084. — ORDONNANCE DU ROI portant que le terrain domanial de quatre-vingt-huit ares trente centiares, sis à Meaux ( Seine-et-Marne ), en aval du pont de Trilport, sera affecté au service du département des travaux publics pour les travaux des ponts et chaussées. ( *Neuilly, 2 Juin 1839.* )

---

N° 8085. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 10, de Paris à Bayonne, aux abords et dans la traverse de Maintenon ( Eure-et-Loir ), suivant un tracé qui se développera sur la gauche en contournant les habitations, et viendra se raccorder avec le nouveau pont récemment construit sur la Voise;

2° Qu'aussitôt que la partie de la route neuve à construire aura été livrée à la circulation, la portion de la route actuelle qu'elle aura remplacée cessera d'être entretenue par l'État;

3° Que l'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de ce projet, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Neuilly, 2 Juin 1839.* )

---

N° 8086. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la partie de la route royale n° 24, de Paris à Lorient, répondant aux côtes de Bernéan, dans le département du Morbihan ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833. ( *Neuilly, 2 Juin 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 6 \* Août 1839,

J. B. TESTE,

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 6 Août 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 667.

---

N° 8087. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire de quatre millions.*

Au palais de Saint-Cloud, le 3 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert sur l'exercice 1839, au ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, un crédit extraordinaire de quatre millions de francs (4,000,000<sup>f</sup>), pour être distribués, à titre de secours, par suite de pertes résultant d'incendies, épizooties, grêle, gelée, inondations ou autres cas fortuits et événements malheureux.

## ARTICLE 2.

Les fonds non consommés à la fin de l'exercice 1839 seront reportés sur l'exercice suivant.

## ARTICLE 3.

Le crédit ouvert par la présente loi sera réalisé au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

*IX<sup>e</sup> Série.*

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Saint-Cloud, le 3 Août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre de l'agriculture et du  
commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

Signé J. B. TESTE.

---

N° 8088. — *Loi sur l'organisation de l'État-major général  
de l'Armée.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le nombre des maréchaux de France est de six au plus en temps de paix, et pourra être porté à douze en temps de guerre.

Lorsqu'en temps de paix le nombre des maréchaux de France excédera la limite fixée, la réduction s'opérera par voie d'extinction; toutefois, il pourra être fait une promotion sur trois vacances.

La dignité de maréchal de France ne sera conférée qu'aux lieutenants généraux qui auront commandé en chef devant l'ennemi,

1° Une armée ou un corps d'armée composé de plusieurs divisions de différentes armes;

2° Les armes de l'artillerie et du génie dans une armée composée de plusieurs corps d'armée.

#### ARTICLE 2.

Les lieutenants généraux et les maréchaux de camp forment un cadre qui se divisera en deux sections.

La première section comprend l'activité et la disponibilité;

La deuxième, la réserve.

La première section, en temps de paix, se composera, au plus, de quatre-vingts lieutenants généraux et de cent soixante maréchaux de camp.

La deuxième section comprendra tous les officiers généraux qui cesseront de faire partie de la première par application de l'article 5 ci-après.

#### ARTICLE 3.

En temps de paix, les emplois d'activité dévolus aux officiers généraux sont exclusivement conférés aux officiers généraux faisant partie de la première section.

En temps de guerre, les officiers généraux de la deuxième section pourront être employés.

#### ARTICLE 4.

En temps de paix, il ne peut être fait de promotions dans le cadre de l'état-major général qu'en raison des vacances qui surviennent dans la première section.

#### ARTICLE 5.

Les lieutenants généraux, à l'âge de soixante-cinq ans accomplis, et les maréchaux de camp, à soixante-deux ans accomplis, cessent d'appartenir à la première section pour passer dans la seconde.

Toutefois, pourront être maintenus dans la première section, jusqu'à l'âge de soixante-huit ans, les lieutenants généraux



raux qui seraient l'objet d'une ordonnance spéciale délibérée en Conseil et inscrite au Bulletin des lois.

Seront maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>.

Les dispositions de la loi du 19 mai 1834 restent applicables aux officiers généraux de la première et de la deuxième section.

#### ARTICLE 6.

Lorsque le cadre d'activité de l'état-major général de l'armée excédera les limites fixées par l'article 2, il ne pourra être fait qu'une promotion sur trois vacances.

#### ARTICLE 7.

A l'avenir les officiers généraux autres que ceux auxquels seraient appliquées les dispositions de la loi du 19 mai 1834, conformément au dernier paragraphe de l'article 5, ne seront admis à la retraite que sur leur demande.

#### ARTICLE 8.

Les officiers généraux de la deuxième section reçoivent les trois cinquièmes de la solde de leur grade, sans les accessoires.

#### *Dispositions transitoires.*

#### ARTICLE 9.

Les officiers généraux mis en non-activité par l'ordonnance du 28 août 1836 (1), et ceux qui font actuellement partie du cadre de réserve institué par l'ordonnance royale du 15 novembre 1830 (2), seront placés dans la deuxième section créée par l'article 2 de la présente loi. Néanmoins ceux qui n'auront pas atteint la limite d'âge déterminée à l'article 5 sont susceptibles de passer dans la section d'activité.

---

(1) Bull. 453, n° 6478.

(2) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 26, n° 469.



## ARTICLE 10.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux officiers généraux actuellement en réforme, et dont la position reste fixée par l'article 22 de la loi du 19 mai 1834.

## ARTICLE 11.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état de la  
guerre,*

Signé SCHNEIDER.

Signé J. B. TESTE.

N° 8089. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction  
d'une Passerelle suspendue sur la Nive, à Bayonne.*

Au palais de Saint-Cloud, le 27 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

**Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;**

**Vu les délibérations prises par le conseil municipal de Bayonne, département des Basses-Pyrénées, sur le projet de construire une passerelle suspendue dans cette ville, sur la Nive, entre les ponts Majour et Pannecau, pour l'usage des piétons, et moyennant la concession d'un péage;**

**Le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu sur ce projet;**

**L'avis favorable du commissaire qui y a procédé, et celui de la chambre de commerce de Bayonne;**

**La délibération prise, le 3 juillet 1837, par la commission mixte des travaux publics, à laquelle notre ministre de la guerre a adhéré, et qui porte qu'il y a lieu de donner suite à ce projet;**

**L'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, et l'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838;**

**L'avis du préfet des Basses-Pyrénées et les autres pièces de l'affaire;**

**Notre Conseil d'état entendu,**

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'une passerelle suspendue sur la Nive, à Bayonne, département des Basses-Pyrénées, pour l'usage des piétons, entre les ponts Majour et Pannecau, est approuvé aux clauses et conditions insérées dans le cahier des charges de cette entreprise, annexé à la présente ordonnance.**

**2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de cette passerelle au moyen d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum sera fixé d'avance par le préfet dans un billet cacheté.**

**3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des propriétés nécessaires à l'exécution des travaux.**

**4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.**

**5. A compter du jour où le passage de la passerelle sera**

livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il sera perçu un droit de un centime un quart par personne chargée ou non.

6. Seront exempts des droits de péage, le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les préposés des douanes, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

---

N° 8090. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la restauration du pont de Pontoise et à la construction de quais et perrés aux abords de ce pont, sur les deux rives de l'Oise;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 9 Juin 1839.*)

---

N° 8091. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que la route départementale n° 12 (Loiret), d'Argent à Puiseaux, sera prolongée de manière à aboutir à Malesherbes par le pont des Cordeliers;

2° Que la route départementale n° 30 (Seine-et-Oise), de Champrosay à Milly, sera également prolongée de manière à venir

se rattacher à la route royale n° 51 près de Malesherbes, en passant par le bois de Tousson, la ferme de Gallerand et le rocher de Villetard ;

3° Que les deux routes ainsi prolongées conserveront les numéros sous lesquels elles sont aujourd'hui classées, et prendront la dénomination commune de *route d'Argent à Champrosay par Sully, Bouzy, Châtenoy, Bellegarde, Beaumont, Puiseaux, Malesherbes, Milly, Courances, Chevannes, Mennecy et Lisses* ;

4° Qu'il sera ultérieurement statué sur le classement des parties de la nouvelle communication qui sont situées sur le territoire de Seine-et-Marne ;

5° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction ou au perfectionnement des parties de routes nouvellement classées, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 9 Juin 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 7 \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 668.

---

---

N° 8092. — *Loi portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1836.*

Au palais de Saint-Cloud, le 3 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## TITRE 1<sup>er</sup>.

### RÈGLEMENT DU BUDGET DE L'EXERCICE 1836.

#### § 1<sup>er</sup>. *Fixation des Dépenses.*

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1836, constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de un milliard quarante-neuf millions cent vingt et un mille six cent quatre-vingt-seize francs soixante et dix-huit centimes, ci..... 1,049,121,696<sup>f</sup> 78<sup>c</sup>

Les paiements effectués sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à un milliard quarante-six millions neuf cent six mille neuf cent neuf francs trente-sept centimes, ci.. 1,046,906,909 37

Et les dépenses restant à payer, à deux millions deux cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-sept francs quarante et un centimes, ci.....

---

2,214,787 41

---

IX<sup>e</sup> Série.

10



Les paiements à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice 1836 seront ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

## § II. Fixation des Crédits.

### ARTICLE 2.

Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1836, pour couvrir les dépenses effectuées au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 17 août 1835 et par diverses lois spéciales, des crédits complémentaires, jusqu'à concurrence de la somme de deux millions trois cent huit mille cinq cent soixante-neuf francs quatre centimes (2,308,569<sup>f</sup> 04<sup>c</sup>). Ces crédits demeurent répartis par ministère et par service, conformément au tableau A ci-annexé.

### ARTICLE 3.

Les crédits montant à un milliard soixante et seize millions quatre cent dix-huit mille quatre cent trente et un francs cinquante-quatre centimes, ouverts aux ministres, conformément aux tableaux B et C ci-annexés, pour les services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1836, sont réduits,

1<sup>o</sup> D'une somme de vingt millions quatre cent cinquante mille quatre cent soixante-trois francs soixante-six centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1836, et qui est annulée définitivement,

ci. . . . . 20,450,463<sup>f</sup> 66<sup>c</sup>

2<sup>o</sup> De celle de deux millions deux cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-sept francs quarante et un centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1836, que, conformément à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, les ministres sont autorisés à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci. . . . .

2,214,787 41

3<sup>o</sup> De celle de un million quarante-six mille huit cent quatre-vingt-seize francs



soixante et un centimes, pour la portion non employée en 1836 des crédits affectés à des dépenses spéciales par les lois des 2 juin 1834 et 30 juin 1835, et dont il sera disposé sur l'exercice 1837, ci. . . . .

1,046,896 61

4° Et, enfin, de celle de huit millions cent sept mille neuf cent quarante-trois francs cinquante-trois centimes, non employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1836, sur les produits affectés, tant aux dépenses des ponts et chaussées sur produits de droits de péage spécialisés, qu'au service des départements pour les dépenses variables, les secours en cas de grêle, incendie, etc., les dépenses cadastrales, les non-valeurs sur contributions foncière, personnelle et mobilière; laquelle somme est transportée aux budgets des exercices 1837 et 1838, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par la loi de finances du 17 août 1835, et par les lois de règlement des exercices 1834 et 1835, savoir :

A l'exercice 1837.	436,329 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	} 8,107,943 53
A l'exercice 1838.	7,671,614 47	

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à trente et un millions huit cent vingt mille quatre-vingt-onze francs vingt et un centimes, sont et demeurent divisés par ministère et par chapitre, conformément au tableau

A ci annexé, ci. . . . . 31,820,691 21

#### ARTICLE 4.

Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget de l'exercice 1836 sont définitivement fixés à un milliard quarante-six millions

neuf cent six mille neuf cent neuf francs trente-sept centimes (1,046,906,909<sup>f</sup> 37<sup>c</sup>), et répartis conformément au même tableau A.

### § III. *Fixation des Recettes.*

#### ARTICLE 5.

Les droits et produits constatés au profit de l'État sur l'exercice 1836 sont arrêtés, conformément au tableau D ci annexé, à la somme de un milliard soixante-cinq millions deux cent quarante mille quatre cent quarante-huit francs soixante et un centimes, ci. . . . . 1,065,240,448<sup>f</sup> 61<sup>c</sup>.

Les recettes effectuées sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixées à un milliard soixante et un millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente et un francs soixante et quatorze cent., ci. . . . . 1,061,297,431 74

---

Et les droits et produits restant à recouvrer, à trois millions neuf cent quarante-trois mille seize francs quatre-vingt-sept centimes, ci. . . . . 3,943,016 87

---

Les sommes qui pourraient être ultérieurement réalisées sur les ressources affectées à l'exercice 1836 seront portées en recette au compte de l'exercice courant, au moment où les recouvrements auront lieu.

#### ARTICLE 6.

Sur les recettes de l'exercice 1836, arrêtées à la somme de. . . . . 1,061,297,431<sup>f</sup> 74<sup>c</sup>  
et augmentées, en exécution de la loi de règlement du budget de 1835, des fonds restés disponibles sur ce dernier exercice, ci. . . . . 24,334,220 32

---

ENSEMBLE. . . . . 1,085,631,652 06

il est prélevé et transporté aux exer-

cices 1837 et 1838, en conformité de l'article 3 de la présente loi, une somme de huit millions cent sept mille neuf cent quarante-trois francs cinquante-trois centimes, pour servir à payer les dépenses départementales restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice 1836, savoir :

A l'exercice 1837.	436,329 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	} 8,107,943 53
A l'exercice 1838.	7,671,614 47	

Les ressources applicables à cet exercice demeurent, en conséquence, fixées à la somme de un milliard soixante et dix-sept millions cinq cent vingt-trois mille sept cent huit francs cinquante-trois centimes, ci. . . . . 1,077,523,708 53

#### § IV. Fixation du résultat général du Budget.

##### ARTICLE 7.

L'excédant des recettes de l'exercice 1836, arrêtées par l'article précédent à . . . . . 1,077,523,708<sup>f</sup> 53<sup>c</sup>  
sur les paiements fixés par l'article 1<sup>er</sup>  
à . . . . . 1,046,906,909 37

est réglé, conformément au tableau E ci-annexé, à la somme de trente millions six cent seize mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf francs seize centimes, ci. . . . . 30,616,799 16

Cet excédant de recette est transporté et affecté aux budgets des exercices suivants, savoir :

Au budget de l'exercice 1837, la somme de quatre millions cinq cent soixante-huit mille cent trente-cinq francs trente-neuf centimes, pour couvrir le montant des dépenses spé-

ciales de 1836, réimputées en somme égale sur cet exercice,  
 ci ..... 4,568,135<sup>f</sup> 39<sup>c</sup>

Et au budget de l'exercice 1838, la  
 somme de vingt-six millions quarante-huit  
 mille six cent soixante-trois francs soixante  
 et dix-sept centimes, en accroissement des  
 ressources de ce budget; ci.....

26,048,663 77

TOTAL..... 30,616,799 16

---

## TITRE II.

### RÈGLEMENT DES BUDGETS SPÉCIAUX ANNEXÉS AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

#### ARTICLE 8.

Les dépenses payées pendant l'exercice 1836, sur les  
 crédits spéciaux pour travaux publics extraordinaires; ac-  
 cordés au ministre de l'intérieur et à celui des travaux  
 publics et du commerce par l'article 3 de la loi du 27 juin  
 1833 et l'article 4 de celle du 3 juin 1834, lesquels cré-  
 dits montaient à..... 31,186,930<sup>f</sup> 05<sup>c</sup>

sont arrêtées, conformément au tableau F  
 ci-annexé, à la somme de dix-huit millions  
 neuf cent quatre-vingt-douze mille deux  
 cent quarante-neuf francs cinquante-huit  
 centimes, ci.....

18,992,249 58

Et la portion de ces crédits restant  
 à employer à l'époque de la clôture de  
 l'exercice 1836, montant à douze millions  
 cent quatre-vingt-quatorze mille six cent  
 quatre-vingts francs quarante-sept cen-  
 times, conformément au même tableau,  
 est transportée à l'exercice 1837, pour y  
 recevoir la destination qui lui a été donnée

par les lois précitées, ci..... 12,194,680 47

---

#### ARTICLE 9.

Les recettes et les dépenses des services spéciaux de la

Légion d'honneur, de l'Imprimerie royale, des poudres et salpêtres, de la caisse des Invalides de la marine, et de la fabrication des monnaies et médailles, rattachées pour ordre au budget général de l'exercice 1836, demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de vingt-trois millions sept cent dix-huit mille quatre cent vingt-six francs trente-six centimes ( 23,718,426<sup>f</sup> 36<sup>c</sup> ), conformément au tableau G ci-annexé.

### TITRE III.

#### DISPOSITION PARTICULIÈRE.

#### ARTICLE 10.

Toutes les dépenses votées aux budgets coloniaux, et acquittées dans la métropole, sont, comme les autres dépenses des colonies, soumises, avec les pièces justificatives, au contrôle de la cour des comptes.

La présente loi, discutée, délibérée, et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

*Signé* H. PASSY.

*Signé* J. B. TESTE.



TABLEAU A.

## BUDGET DÉFINITIF de

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		CRÉDITS	DÉPENSES
		accordés	résultant
		par le budget	des services faits.
		primitif	Droits constatés
		et par des lois	au profit
		spéciales.	des créanciers
			de l'État.
DETTE			
		fr. c.	fr. c.
1	Rentes 5 p. 0/0.....	146,997,618 50	146,997,619 50
	— 4 1/2 p. 0/0.....	1,026,600 00	1,026,600 00
	— 4 p. 0/0.....	7,886,119 00	7,886,119 00
	— 3 p. 0/0.....	36,810,045 50	36,777,120 00
2	Intérêts des obligations de l'emprunt national au pair.....	149,397 45	149,397 45
3	Fonds d'amortissement.....	44,616,463 00	44,616,463 00
4	Intérêts, primes et amortissement des emprunts pour ponts et canaux.....	10,108,000 00	9,915,195 65
5	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,000,000 00	9,261,587 70
6	Intérêts de la dette flottante.....	10,700,000 00	10,022,453 43
7	Rentes viagères.....	4,925,000 00	4,401,290 25
8	Pensions de la pairie.....	1,161,000 60	1,040,416 64
9	— civiles.....	1,777,000 00	1,629,328 15
10	— à titre de récompenses nationales.....	617,000 00	615,144 63
11	— aux vainqueurs de la Bastille.....	21,500 00	17,529 85
12	— militaires.....	46,086,000 90	45,631,505 30
13	— ecclésiastiques.....	3,110,000 00	2,775,395 80
14	— de donataires.....	1,430,000 00	1,412,515 26
"	Subvention aux fonds de retraite du ministère des finances..	6,926,020 00	6,799,642 07
"	Pensions accordées à la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile.....	600,000 00	600,000 00
"	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	400,000 00	399,975 00
		334,347,763 45	331,981,298 68
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères, antérieurs à 1836...	"	158,421 85
"	— de pensions, antérieurs à 1836.....	"	284,309 26
		334,347,763 45	332,424,029 79
DOTA			
15	Liste civile.....	13,000,000 00	13,000,000 00
16	Chambre des Pairs.....	720,000 00	720,000 00
17	Chambre des Députés.....	643,000 00	623,897 18
18	Légion d'honneur (supplément à sa dotation).....	2,400,000 00	2,400,000 00
		16,763,000 00	16,743,897 18



## Dépenses de l'Exercice 1836.

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectifs	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
sur les ordonnances des ministres.	à la clôture de l'exercice.	accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	par les dépenses annulées définitivement.			

## PUBLIQUE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
146,640,043 76	337,575 74	1 00	"	337,575 74	"	146,640,043 76
1,026,580 00	20 00	"	"	20 00	"	1,026,580 00
7,884,325 00	1,794 00	"	"	1,794 00	"	7,884,325 00
36,646,425 50	130,694 50	"	32,925 50	130,694 50	"	36,646,425 50
148,180 71	1,216 74	"	"	1,216 74	"	148,180 71
44,616,463 00	"	"	"	"	"	44,616,463 00
9,915,195 65	"	"	192,804 35	"	"	9,915,195 65
8,818,711 23	445,876 47	264,587 70	"	445,876 47	"	8,818,711 23
10,022,453 43	"	"	677,546 57	"	"	10,022,453 43
4,401,290 25	"	"	520,709 75	"	"	4,401,290 25
1,046,416 64	"	"	120,581 36	"	"	1,046,416 64
1,629,328 15	"	"	147,671 85	"	"	1,629,328 15
615,144 63	"	"	1,855 37	"	"	615,144 63
17,529 85	"	"	3,970 15	"	"	17,529 85
45,634,505 30	"	"	453,494 70	"	"	45,634,505 30
2,775,395 80	"	"	334,604 20	"	"	2,775,395 80
1,412,515 26	"	"	17,484 74	"	"	1,412,515 26
6,799,642 07	"	"	126,377 93	"	"	6,799,642 07
600,000 00	"	"	"	"	"	600,000 00
398,946 00	1,029 00	"	25 00	1,029 00	"	398,946 00
331,043,092 23	938,206 45	264,587 70	2,631,053 47	938,206 45	"	331,043,092 23
158,421 85	"	158,421 85	"	"	"	158,421 85
284,309 26	"	284,309 26	"	"	"	284,309 26
331,485,823 34	938,206 45	707,319 81	2,631,053 47	938,206 45	"	331,485,823 34

## TOTAUX.

13,000,000 00	"	"	"	"	"	13,000,000 00
729,000 00	"	"	"	"	"	729,000 00
623,897 18	"	"	19,102 82	"	"	623,897 18
2,400,000 00	"	"	"	"	"	2,400,000 00
16,743,897 18	"	"	19,102 82	"	"	16,743,897 18

		SITUATION DE	
	MINISTÈRES ET SERVICES.	PAYEMENTS effectués  sur les ordonnances des ministres.	DÉPENSES résultant des services faits.  Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
<b>CHAPITRES SPÉCIAUX.</b>			
<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE.</b>			
<b>I<sup>re</sup> PARTIE. — DÉPENSES DE LA JUSTICE.</b>			
1	Administration centrale. (Personnel.).....	fr. c. 417,800 00	fr. c. 417,800 00
2	(Matériel.).....	107,000 00	106,060 30
3	Conseil d'état. (Personnel.).....	468,000 00	468,830 86
4	(Matériel.).....	12,000 00	11,908 13
5	Cour de cassation.....	797,300 00	796,300 04
6	Cours royales.....	4,253,000 00	4,229,834 02
7	Cours d'assises.....	154,400 00	154,000 00
8	Tribunaux de première instance.....	5,551,470 00	5,529,184 10
9	Tribunaux de commerce.....	179,000 00	179,049 63
10	Tribunaux de police.....	62,400 00	62,398 12
11	Justices de paix.....	3,103,200 00	3,093,240 24
12	Frais de justice criminelle et de statistique civile et crimi- nelle.....	3,832,157 15	3,838,463 04
13	Pensions. — Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère.....	200,000 00	200,000 00
14	Dépenses diverses, secours temporaires à d'anciens magis- trats et employés, etc.....	45,000 00	44,582 30
15	Dépenses des exercices clos.....	19,213,627 15 469 38 19,214,096 53	19,149,735 27 469 38 19,150,201 65
<b>II<sup>e</sup> PARTIE. — DÉPENSES DES CULTES.</b>			
1	Personnel des bureaux des cultes.....	146,000 00	145,993 61
2	Indemnités temporaires à des employés supprimés.....	16,089 00	16,089 00
3	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	30,000 09	29,616 36
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques..	1,017,000 00	989,973 71
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial..	27,885,000 00	27,537,770 04
6	Chapitre royal de Saint-Denis.....	97,600 00	88,977 70
7	Bourses des séminaires.....	1,000,000 00	989,071 69
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'an- ciennes religieuses.....	1,070,000 00	1,048,186 76
9	Dépenses du service intérieur des édi- fices diocésains.....	445,000 00	440,618 23
10	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.....	1,600,000 00	1,591,388 29
11	Secours pour les établissements ecclé- siastiques.....	862,000 00	861,089 21

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
crédits	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS
accordés	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.
par le budget primitif et par des lois spéciales.	à la clôture de l'exercice.	accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	consommés par les dépenses annulées définitivement.		CRÉDITS définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.

## JUSTICE ET DES CULTES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
417,772 89	27 71	"	"	27 71	"	417,772 89
106,000 30	"	"	930 70	"	"	106,000 30
465,830 85	"	"	2,169 13	"	"	465,830 85
11,998 13	"	"	1 87	"	"	11,998 13
795,381 71	918 33	"	999 96	918 33	"	795,381 71
4,228,384 37	1,439 65	"	23,175 98	1,439 65	"	4,228,384 37
154,000 00	"	"	400 00	"	"	154,000 00
5,526,262 49	3,221 61	"	21,985 90	3,221 61	"	5,526,262 49
179,019 02	"	"	850 98	"	"	179,019 02
62,395 94	2 22	"	1 88	2 22	"	62,395 94
3,092,531 56	1,408 78	"	9,259 66	1,408 78	"	3,092,531 56
3,853,468 04	"	"	3,689 11	"	"	3,853,468 04
200,000 00	"	"	"	"	"	200,000 00
44,582 30	"	"	417 70	"	"	44,582 30
19,142,716 97	7,018 30	"	63,891 88	7,018 30	"	19,142,716 97
469 38	"	"	"	"	"	469 38
19,143,186 35	7,018 30	"	64,891 88	7,018 30	"	19,143,186 35
145,996 61	"	"	3 39	"	"	145,996 61
16,089 00	"	"	"	"	"	16,089 00
29,616 36	"	"	383 64	"	"	29,616 36
989,973 71	"	"	27,026 29	"	"	989,973 71
27,529,172 58	8,597 43	"	347,219 99	8,597 43	"	27,529,172 58
88,977 70	"	"	8,622 30	"	"	88,977 70
939,047 26	24 43	"	40,928 31	24 43	"	939,047 26
1,043,594 46	4,592 30	"	21,813 24	4,592 30	"	1,043,594 46
439,718 23	900 00	"	4,381 77	900 00	"	439,718 23
1,458,783 58	132,604 71	"	8,611 71	132,604 71	"	1,458,783 58
860,199 21	1,800 00	"	0 79	1,800 00	"	860,199 21

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

		Suite du MINISTÈRE DE L			
			fr. c.		fr. c.
12	Cultes non catholiques.	Dépenses du personnel des cultes protes-	756,000 00		755,908 57
13		Dépenses du matériel des cultes protes-	100,000 00		100,000 00
14		Dépenses du culte israélite.....	80,000 00		79,959 81
"		Traitement et frais d'installation du cardinal, archevêque de Bordeaux.....	55,000 00		48,638 84
"		Réparation de la cathédrale de Chartres.....	67,003 52		67,003 52
			35,226,692 52		34,761,198 41
15		Dépenses des exercices clos.....	102,221 40		102,221 40
			35,328,913 92		34,863,419 81
RÉCAPITULATION.					
		Dépenses de la justice.....	19,214,796 53		19,150,204 63
		Dépenses des cultes.....	35,328,913 92		34,863,419 81
			54,543,010 45		54,013,624 46

		MINISTÈRE DE	
1	Administration centrale. (Personnel).....	534,700 00	530,457 88
2	(Matériel).....	149,000 00	148,999 78
3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	4,135,000 00	4,134,997 20
4	Traitements des agents en inactivité.....	80,000 00	62,949 98
5	Frais d'établissement des agents politiques et consulaires...	300,000 00	228,648 14
6	Frais de voyage et de courriers.....	600,000 00	713,998 95
7	Frais de service.....	697,000 00	696,988 49
8	Présents diplomatiques.....	50,000 00	29,815 90
9	Indemnités et secours.....	60,000 00	47,499 43
10	Dépenses secrètes.....	650,000 00	650,000 00
11	Missions extraordinaires et dépenses imprévues.....	170,000 00	169,655 58
"	Subvention à la caisse des retraites.....	100,000 00	89,774 12
		7,525,700 00	7,503,785 46
12	Dépenses des exercices clos.....	55,019 05	55,019 05
		7,580,719 05	7,558,804 51

		MINISTÈRE DI	
1	Administration centrale.....	645,923 00	645,898 86
2	Services généraux.....	507,000 00	472,635 56
3	Administration académique et départementale.....	819,900 00	806,800 01
4	Instruction supérieure. (Facultés.).....	2,106,106 00	2,055,554 12
5	Instruction secondaire.....	1,655,000 00	1,638,144 39

**PENNES.**

		REGLEMENT DES CRÉDITS.				
Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTE à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	CRÉDITS définitifs rigour aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
			Credits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Credits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

**JUSTICE ET DES CULTES.**

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
755,514 52	394 05	"	91 43	394 05	"	755,514 52
100,000 00	"	"	"	"	"	100,000 00
79,959 87	"	"	40 13	"	"	79,959 87
45,638 88	"	"	6,364 12	"	"	48,638 88
67,003 52	"	"	"	"	"	67,003 52
34,612,285 49	148,912 92	"	465,494 11	148,912 92	"	34,612,285 49
102,221 40	"	"	"	"	"	102,221 40
34,714,506 89	148,912 92	"	465,494 11	148,912 92	"	34,714,506 89
19,143,186 35	7,018 30	"	63,891 88	7,018 30	"	19,143,186 35
34,714,506 89	148,912 92	"	465,494 11	148,912 92	"	34,714,506 89
53,857,693 24	155,931 22	"	529,385 99	155,931 22	"	53,857,693 24

**FAIRES ÉTRANGÈRES.**

530,457 89	"	"	4,212 11	"	"	530,457 89
148,936 78	63 00	"	0 22	63 00	"	148,936 78
4,129,408 36	5,588 84	"	2 80	5,588 84	"	4,129,408 36
62,949 98	"	"	17,050 02	"	"	62,949 98
298,648 14	"	"	71,351 86	"	"	298,648 14
710,847 90	3,451 05	113,998 95	"	3,451 05	"	710,847 90
696,988 49	"	"	11 54	"	"	696,988 49
29,815 90	"	"	20,184 10	"	"	29,815 90
47,490 48	8 95	"	12,500 57	8 95	"	47,490 48
650,000 00	"	"	"	"	"	650,000 00
168,155 58	1,500 00	"	344 42	1,500 00	"	168,155 58
89,774 12	"	"	10,225 88	"	"	89,774 12
7,493,473 62	10,311 84	113,998 95	135,913 49	10,311 84	"	7,493,473 62
55,019 05	"	"	"	"	"	55,019 05
7,518,692 67	10,311 84	113,998 95	135,913 49	10,311 84	"	7,518,692 67

**INSTRUCTION PUBLIQUE.**

615,832 36	66 50	"	24 14	66 50	"	615,832 36
472,464 91	170 65	"	34,364 44	170 65	"	472,464 91
799,739 38	7,060 63	"	13,099 99	7,060 63	"	799,739 38
2,055,482 12	72 00	"	50,554 88	72 00	"	2,055,482 12
1,637,855 29	289 10	"	17,455 61	289 10	"	1,637,855 29

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services fa — Droits consta au profit des créanciers de l'État.
Suite du MINISTÈRE		
Encouragements à l'instruction primaire. (Fonds généraux.)	fr. c. 1,600,000 00	fr. 1,598,772
Dépenses de l'instruction primaire. (Sur produits de centimes additionnels votés par les conseils généraux.)	3,102,686 47	2,817,458
Dépenses de l'instruction primaire. (Sur produit de centimes facultatifs spéciaux votés par les conseils généraux.)	435,966 61	413,703
Écoles normales primaires. (Fonds spéciaux.)	317,545 31	268,116
Établissements scientifiques et littéraires.	1,722,000 00	1,723,499
Souscriptions, encouragements, indemnités et secours pour les sciences et pour les lettres.	496,000 00	495,794
	13,409,327 39	12,936,379
Dépenses des exercices clos.	28,158 72	28,158
	13,437,486 11	12,964,538
<i>Administration centrale.</i>		
Traitement du ministre et personnel de l'administration.	700,000 00	699,992
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés par mesure d'économie.	97,900 00	94,047 7
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	214,000 00	220,155 8
Archives du royaume.	80,000 00	79,999 7
<i>Services généraux.</i>		
Dépenses secrètes de police générale.	2,465,500 00	2,465,300
Dépenses du personnel des lignes télégraphiques. (Service ordinaire.)	773,000 00	747,064
Dépenses du matériel, <i>idem</i> .	157,000 00	156,997
Dépenses générales du personnel des gardes nationales.	110,000 00	109,644
du matériel, <i>idem</i> .	71,000 00	44,275
Récompenses nationales.	27,000 00	26,303
<i>Bâtiments civils et Monuments publics.</i>		
Entretien et réparations des bâtiments et édifices publics d'intérêt général à Paris.	500,000 00	503,033
Construction des maisons centrales de détention.	600,000 00	583,206
Conservation d'anciens monuments historiques et travaux d'intérêt général dans les départements.	120,000 00	116,747
<i>Beaux-arts.</i>		
Établissement des beaux-arts.	403,000 00	402,573
Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics.	300,000 00	300,000
Encouragements et souscriptions.	286,000 00	283,902
Indemnités à titre d'encouragements, de récompenses ou de secours à des artistes, auteurs dramatiques, compositeurs, ou à leurs veuves.	120,000 00	119,521
Subventions aux théâtres royaux et aux caisses de pensions de l'Opéra et du Conservatoire de musique.	1,425,275 15	1,425,263



DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CREDITS.				
PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTE à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départemen- tales ou spéciales.	CRÉDITS définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1836.
			Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitive- ment.	Crédits non consommés par les payements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		
L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,593,775 46	4,997 48	"	1,227 06	4,997 48	"	1,593,775 46
2,817,458 75	"	"	"	"	285,227 72	2,817,458 75
413,703 88	"	"	"	"	22,262 73	413,703 88
268,116 91	"	"	"	"	49,428 40	268,116 91
1,714,399 89	9,100 00	9,100 00	7,600 11	9,100 00	"	1,714,399 89
495,794 04	"	"	805 96	"	"	495,794 04
12,914,622 99	21,756 36	9,100 00	125,129 19	21,756 36	356,918 85	12,914,622 99
28,158 72	"	"	"	"	"	28,158 72
12,942,781 71	21,756 36	9,100 00	125,129 19	21,756 36	356,918 85	12,942,781 71
DE L'INTÉRIEUR.						
699,992 89	"	"	7 11	"	"	699,992 89
92,920 78	1,127 00	"	3,852 22	1,127 00	"	92,920 78
213,999 67	6,156 18	6,155 85	"	6,156 18	"	213,999 67
79,999 75	"	"	0 25	"	"	79,999 75
2,465,500 00	"	"	"	"	"	2,465,500 00
747,064 55	"	"	25,935 45	"	"	747,064 55
128,997 99	28,000 00	"	2 01	28,000 00	"	128,997 99
109,544 95	100 00	"	355 05	100 00	"	109,544 95
43,721 37	553 65	"	26,724 98	553 65	"	43,721 37
26,050 00	250 00	"	700 00	250 00	"	26,050 00
499,088 41	3,944 65	3,033 03	"	3,944 65	"	499,088 41
583,206 10	"	"	16,793 90	"	"	583,206 10
113,747 44	3,000 00	"	3,252 56	3,000 00	"	113,747 44
402,273 80	300 00	"	426 20	300 00	"	402,273 80
295,859 22	4,140 78	"	"	4,140 78	"	295,859 22
281,902 90	4,000 00	"	97 10	4,000 00	"	281,902 90
118,788 59	733 33	"	478 08	733 33	"	118,788 59
1,341,043 78	84,219 73	"	11 64	84,219 73	"	1,341,043 78

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		CRÉDITS	DÉPENSES
		accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
Suite du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
	<i>Établissements thermaux et sanitaires.</i>	fr. c.	fr. c.
3	Travaux aux établissements thermaux et aux lazarets.....	130,000 00	124,470 61
4	Service sanitaire.....	50,000 00	38,042 91
	<i>Haras.</i>		
5	Haras, dépôt d'étalons, primes, achats d'étalons, etc.....	1,500,000 00	1,500,125 06
	<i>Industrie agricole et commerciale.</i>		
6	Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture.....	560,000 00	538,204 50
7	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	390,000 00	390,000 00
8	Brevets d'invention et encouragements aux manufactures et au commerce.....	210,000 00	206,962 98
9	Encouragements aux pêches maritimes.....	4,100,000 00	4,099,218 92
10	Poids et mesures.....	700,000 00	699,631 50
	<i>Secours.</i>		
11	Secours aux colons.....	957,000 00	945,089 05
12	Secours spéciaux pour pertes résultant de grêle, incendies, etc.	1,921,852 28	1,900,567 25
	<i>Ponts et chaussées et mines.</i>		
11 bis.	Administration centrale.....	215,000 00	214,975 16
12 bis.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	2,926,000 00	2,915,346 36
13 bis.	Personnel du corps et autres dépenses des mines.....	450,000 00	449,893 69
14	Subvention à la caisse des retraites.....	355,000 00	331,781 20
15	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts)	22,540,000 00	22,515,328 24
15 bis.	Travaux de continuation des lacunes des routes royales....	3,000,000 00	2,930,399 61
16	Travaux à entretenir ou à continuer. (Navigation intérieure.)	3,680,000 00	3,666,290 53
17	Travaux à entretenir ou à continuer. (Ports maritimes.)....	4,380,000 00	4,318,795 53
18	Travaux à entreprendre.....	430,000 00	390,601 00
19	Travaux sur produits de droits spécialisés.....	1,069,731 86	682,831 20
20	Frais généraux du service des départements, secours, etc...	50,000 00	49,992 15
21	Subventions aux compagnies pour travaux par voie de con- cession.....	1,300,000 00	290,866 67
"	Perfectionnement de la navigation de divers fleuves et riviè- res. (Art. 1 et 3 de la loi du 30 juin 1835.).....	1,156,438 20	909,541 59
"	Perfectionnement de la navigation de divers fleuves et riviè- res. (Art. 2 de la loi du 30 juin 1835.).....	2,750,000 00	2,596,983 91
"	Rétablissement des communications interrompues sur les routes royales.....	1,200,000 00	925,614 17
		56,441,022 34	54,061,630 54
13	Dépenses des exercices clos.....	85,650 44	85,650 44
"	Dépenses des exercices périmés.....	213,551 81	213,492 50
		56,743,224 62	54,360,773 48

SOMMES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectués	à payer.	complémentaires	Credits non consommés	Credits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
sur	la clôture	accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	consommés par les dépenses annulées définitivement.			
les ordonnances	de					
des ministres.	l'exercice.					

## DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
123,716 61	754 00	"	5,529 39	754 00	"	123,716 61
37,969 91	73 00	"	11,957 09	73 00	"	37,969 91
1,498,985 68	1,139 18	125 06	"	1,139 18	"	1,498,985 68
537,811 50	393 00	"	21,795 50	393 00	"	537,811 50
389,956 34	43 66	"	"	43 66	"	389,956 34
204,912 98	2,050 00	"	3,037 02	2,050 00	"	204,912 98
4,099,218 92	"	"	781 08	"	"	4,099,218 92
694,686 30	4,915 20	"	368 50	4,915 20	"	694,686 30
924,664 04	425 91	"	11,910 05	425 91	"	924,664 04
1,900,567 23	"	"	"	"	21,285 03	1,900,567 23
214,341 16	634 00	"	24 84	634 00	"	214,341 16
2,935,316 96	29 40	"	653 64	29 40	"	2,935,316 96
449,291 60	602 60	"	106 40	609 00	"	449,291 60
331,781 20	"	"	23,218 80	"	"	331,781 20
22,461,741 70	53,386 54	"	24,071 76	53,386 54	"	22,461,741 70
2,912,578 09	17,821 52	"	69,600 39	17,821 52	"	2,912,578 09
3,654,016 62	12,273 88	"	13,709 47	12,273 88	"	3,654,016 62
4,304,410 75	14,384 78	"	61,201 47	14,384 78	"	4,304,410 75
389,601 00	1,000 00	"	39,399 00	1,000 00	"	389,601 00
682,831 20	"	"	"	"	386,900 66	682,831 20
49,992 15	"	"	7 85	"	"	49,992 15
290,866 67	"	"	209,133 33	"	800,000 00	290,866 67
909,541 59	"	"	"	"	246,896 61	909,541 59
2,596,983 91	"	"	153,016 09	"	"	2,596,983 91
925,414 17	200 00	"	274,385 83	200 00	"	925,414 17
53,951,234 47	110,396 07	125 06	927,434 56	110,396 07	1,455,082 30	53,951,234 47
85,650 44	"	"	"	"	"	85,650 44
213,492 50	"	"	59 31	"	"	213,492 50
54,250,377 41	110,396 07	125 06	927,493 90	110,396 07	1,455,082 30	54,250,377 41

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
			MINISTÈRE
		fr. c.	fr. c.
1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,375,388 89	1,375,344 74
2	Administration centrale. (Matériel.).....	248,000 00	247,884 49
3	Frais généraux d'impressions.....	134,000 00	133,935 41
4	États-majors.....	15,093,000 00	14,779,227 58
5	Gendarmerie.....	17,741,210 00	17,354,745 81
6	Recrutement.....	475,000 00	468,871 60
7	Justice militaire.....	255,000 00	217,233 85
8	Solde et entretien des troupes.....	119,774,000 00	114,382,572 58
8 bis.	Habillement et campement.....	11,236,000 00	11,175,360 19
9	Solde de non-activité.....	668,000 00	629,003 88
10	Lits militaires.....	5,509,000 00	5,449,955 74
11	Remonte générale.....	2,844,000 00	2,179,768 39
12	Harnachement.....	269,000 00	125,152 18
13	Fourrages.....	18,605,000 00	17,984,636 27
14	Transports généraux.....	1,395,000 00	1,507,080 23
15	Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France.....	381,000 00	380,960 49
16	Matériel de l'artillerie.....	7,128,000 00	6,694,931 06
17	Matériel du génie.....	11,337,000 00	11,321,462 11
18	Écoles militaires.....	1,780,000 00	1,658,569 16
19	Dépenses temporaires.....	4,723,000 00	4,532,134 66
20	Invalides de la guerre.....	2,970,000 00	2,944,511 31
21	Service administratif en Afrique.....	1,933,000 00	1,906,686 41
22	Dépenses accidentelles et secrètes.....	108,000 00	107,570 11
"	Remboursement éventuel de la contribution de Tlemcen...	94,444 00	"
	<i>Dépenses étrangères à 1836.</i>		
23	Dépenses des exercices clos.....	35,296 15	35,296 15
"	Dépenses des exercices périmés.....	21,098 43	21,098 43
"	Arrière antérieur à 1816. (Loi du 4 juillet 1836.).....	86,569 81	112,584 06
"	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1836 et non passibles de déchéance.....	"	971,583 86
		226,189,007 28	218,500,160 75
			RÉSUMÉ PAR SECTION
1 <sup>re</sup>	SECTION. Divisions territoriales de l'intérieur.....	199,416,798 89	191,305,964 69
2 <sup>e</sup>	Occupation d'Ancône.....	776,800 00	754,472 81
3 <sup>e</sup>	Possessions françaises dans le Nord de l'Afrique.....	25,882,444 00	25,299,160 75
		226,076,042 89	217,359,598 25
	Dépenses étrangères à 1836.....	112,964 39	1,140,562 50
		226,189,007 28	218 500,160 75

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
effectués	à	accordés	consommés	par		
sur	la clôture	pour	par	les dépenses, annulés		
les ordonnances	de	l'excédant des dépenses	les dépenses, annulés	dépenses restant à payer		
des ministres.	l'exercice.	sur les crédits.	définitive-ment.	à la clôture de l'exercice.		

## DE LA GUERRE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,375,153 15	191 59	"	44 15	191 59	"
217,884 40	"	"	115 51	"	"
133,935 41	"	"	64 59	"	"
14,779,227 58	"	"	313,772 42	"	"
17,354,745 81	"	"	386,464 19	"	"
468,689 03	182 57	"	6,128 40	182 57	"
217,208 85	25 00	"	37,706 15	25 00	"
114,379,829 56	2,743 02	"	5,391,427 42	2,743 02	"
11,162,717 72	12,642 47	"	60,639 81	12,642 47	"
629,003 88	"	"	38,996 12	"	"
5,449,775 52	180 22	"	59,044 26	180 22	"
2,179,768 39	"	"	664,231 61	"	"
125,145 38	6 80	"	143,847 82	6 80	"
17,982,643 60	1,092 67	"	620,363 73	1,092 67	"
1,303,441 10	3,639 13	"	87,919 77	3,639 13	"
380,960 41	"	"	39 51	"	"
6,660,457 35	34,473 68	"	433,068 94	34,473 68	"
11,315,546 58	7,915 53	"	13,537 29	7,915 53	"
1,657,461 30	1,107 86	"	121,430 84	1,107 86	"
4,532,134 66	"	"	190,865 34	"	"
2,944,511 31	"	"	25,488 69	"	"
1,903,569 72	1,116 69	"	26,313 59	1,116 69	"
107,563 45	6 66	"	429 89	6 66	"
"	"	"	94,444 00	"	"
35,296 15	"	"	"	"	"
21,028 43	"	"	"	"	"
112,584 06	"	56,014 25	"	"	"
971,583 86	"	971,583 86	"	"	"
218,433,936 86	66,223 89	1,027,598 11	8,716,444 64	66,223 89	"
			8,782,668 53		

## LEGISLATIVE.

191,253,491 24	52,473 45	"	8,110,834 20	52,473 45	"	191,253,491 24
754,104 13	368 66	"	22,327 21	368 66	"	754,104 13
25,285,778 97	13,381 78	"	583,283 25	13,381 78	"	25,285,778 97
217,293,374 36	66,223 89	"	8,716,444 64	66,223 89	"	217,293,374 36
1,140,562 50	"	1,027,598 11	"	"	"	1,140,562 50
218,433,936 86	66,223 89	1,027,598 11	8,716,444 64	66,223 89	"	218,433,936 86

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

**1<sup>st</sup> SECTION. — DIVISIONS TERRA**

	fr. c.	fr. c.
1 Administration centrale. (Personnel.).....	1,350,388 89	1,350,344 74
2 (Matériel.).....	244,000 00	243,884 48
3 Frais généraux d'impressions.....	120,000 00	129,935 41
4 États-majors.....	14,301,000 00	14,031,571 57
5 Gendarmerie.....	17,561,210 00	17,181,978 41
6 Recrutement.....	475,000 00	468,871 60
7 Justice militaire.....	209,000 00	183,019 90
8 Solde et entretien des troupes.....	103,114,000 00	97,772,365 57
8 bis. Habillement et campement.....	9,835,000 00	9,810,550 56
9 Solde de non-activité.....	668,000 00	629,003 88
10 Lits militaires.....	5,135,200 00	5,078,384 57
11 Remonte générale.....	2,526,000 00	1,862,561 56
12 Harnachement.....	230,000 00	114,941 17
13 Pourrages.....	16,425,000 00	15,899,238 77
14 Transports généraux.....	983,000 00	972,118 10
15 Dépôt de la guerre et carte de France.....	377,000 00	376,962 94
16 Matériel de l'artillerie.....	6,905,000 00	6,602,750 48
17 Matériel du génie.....	9,475,000 00	9,462,266 40
18 Écoles militaires.....	1,780 000 00	1,658,569 16
19 Dépenses temporaires.....	4,723,000 00	4,532,134 60
20 Invalides de la guerre.....	2,970,000 00	2,944,511 31
	<b>199,416,798 89</b>	<b>191,305,964 02</b>

## II<sup>d</sup> SECTION. — Occ

4	États-majors .....	57,000	47,845 26
8	Solde et entretien des troupes .....	636,000	631,237 75
8 bis.	Habillement et campement .....	52,000	45,197 48
10	Lits militaires .....	15,800	15,565 68
14	Transports généraux .....	8,000	7,537 51
17	Matériel du génie .....	2,000	1,473 2
22	Dépenses accidentelles et secrètes .....	6,000	5,616 41
		<b>776,800</b>	<b>754,472 81</b>

### III. SECTION. — POSSESSIONS FRA

1	Administration centrale. (Personnel.)	25,000	25,000 00
2	(Matériel.)	4,000	4,000 00
3	Frais généraux d'impression	4,000	4,000 00
4	État-major	735,001	699,810 75
5	Commerce	100,000	172,767 40



DEBITES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectués	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	déficitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
sur les définitives	à la clôture de l'exercice.	accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	consommés par les dépenses annulées définitivement.			

## DE LA GUERRE.

## TOTAUX DE L'INTERIEUR.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,330,153 15	191 59	41 13	191 59	1,330,153 15		
223,884 40		115 51		223,884 40		
298,836 41		64 59		298,836 41		
14,031,571 57		269,428 43		14,031,571 57		
17,181,978 41		370,231 59		17,181,978 41		
468,689 03	182 57	6,128 40	182 57	468,689 03		
980,980 90	25 00	25,950 10	25 00	980,980 90		
97,770,607 47	1738 08	5,311,631 45	1,738 08	97,770,607 47		
9,803,273 32	4,277 24	24,469 44	4,277 24	9,803,273 32		
629,003 88		36,996 42		629,003 88		
5,078,256 33	129 22	56,815 45	129 22	5,078,256 33		
1,861,561 56		663,438 41		1,861,561 56		
114,941 17		115,058 83		114,941 17		
15,899,238 24		525,761 76		15,899,238 24		
368,705 42	3,412 8	10,881 90	3,412 68	368,705 42		
6,568,276 81		37 06		6,568,276 81		
9,455,350 87	34,473 68	302,249 51		9,455,350 87		
1,657,461 30	6,915 53	12,733 60	34,473 68	1,657,461 30		
4,531,134 66	1,107 86	121,430 81	6,915 53	4,531,134 66		
2,944,541 31		190,865 34	1,107 86	2,944,541 31		
191,253,491 24	2,473 45	25,488 69		191,253,491 24		
		5,110,834 20	52,473 45			

## PATRONS D'ACCÈS.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
47,845 26		9,154 74		47,845 26	
630,926 75	311 00	4,762 25	311 00	630,926 75	
45,197 48		6,902 52		45,197 48	
15,514 68	51 00	234 32	51 00	15,514 68	
7,537 51		462 49		7,537 51	
1,478 12		526 88		1,478 12	
5,609 35	6 66	383 99	6 66	5,609 35	
734,104 13	368 66	22,327 19	368 66	734,104 13	

## LOIS D'ACCÈS NORD DE L'AFRIQUE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
25,000 00			25,000 00
4,000 00			4,000 00
4,000 00			4,000 00
699,810 75		33,189 25	699,810 75
172,767 40		7,232 60	172,767 40

## MINISTÈRES ET SERVICES.

## SITUATION DES

CRÉDITS	DÉPENSES
accordés	résultant
par le budget	des services faits.
primitif	—
et par des lois	Droits constatés
spéciales.	au profit
	des créanciers
	de l'État.

## Suite du MINISTÈRE

I<sup>re</sup> SECTION. — DIVISIONS TERRI

		fr. c.	fr. c.
1	Administration centrale. (Personnel.)	1,350,388 89	1,350,344 74
2	(Matériel.)	244,000 00	243,884 49
3	Frais généraux d'impressions	120,000 00	129,935 41
4	États-majors	14,301,000 00	14,031,571 57
5	Gendarmerie	17,561,210 00	17,181,978 41
6	Recrutement	475,000 00	468,871 60
7	Justice militaire	200,000 00	183,019 90
8	Solde et entretien des troupes	103,114,000 00	97,772,365 52
8 bis.	Habillement et campement	9,835,000 00	9,410,550 26
9	Solde de non-activité	668,000 00	629,003 88
10	Lits militaires	5,135,200 00	5,078,384 52
11	Remonte générale	2,526,000 00	1,869,561 56
12	Harnachement	230,000 00	114,941 17
13	Pourrages	16,425,000 00	15,895,238 24
14	Transports généraux	983,000 00	972,118 10
15	Dépôt de la guerre et carte de France	377,000 00	376,962 94
16	Matériel de l'artillerie	6,995,000 00	6,602,750 49
17	Matériel du génie	9,475,000 00	9,462,266 40
18	Écoles militaires	1,780 000 00	1,658,569 18
19	Dépenses temporaires	4,783,000 00	4,532,134 68
20	Invalides de la guerre	2,970,000 00	2,944,511 31
		199,416,798 89	191,305,964 69

II<sup>e</sup> SECTION. — Occ

4	États-majors	57,000	47,845 26
8	Solde et entretien des troupes	636,000	631,237 75
8 bis.	Habillement et campement	52,000	45,197 48
10	Lits militaires	15,200	15,565 68
14	Transports généraux	8,000	7,537 51
17	Matériel du génie	2,000	1,473 2
22	Dépenses accidentelles et secrètes	6,000	5,616 41
		776,800	734,472 81

III<sup>e</sup> SECTION. — POSSESSIONS FRAN

1	Administration centrale. (Personnel.)	25,000	25,000 00
2	(Matériel.)	4,000	4,000 00
3	Frais généraux d'impression	4,000	4,000 00
4	États-majors	735,000	699,810 75
6	Gendarmerie	180,000	172,767 40

## DÉPENSES.

PAYEMENTS	RESTE
effectués	à payer
sur	à
les ordonnances	la clôture
des ministres.	de
	l'exercice.

## RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

CRÉDITS	CRÉDITS ASSUÉS.	CRÉDITS	CRÉDITS
complémentaires	Crédits	transportés	définitifs
accordés	non	aux	égaux
pour	consommés	budgets	aux
l'excédant	consommés	de	payements
des dépenses	par	1837 et 1838	effectués
sur	les dépenses,	pour	sur
les crédits.	restant	dépenses	l'exercice
	annulés	départementales	1836.
	défini-	ou	
	ment.	spéciales.	

## DE LA GUERRE.

## FONCTIONNAIRES DE L'INTÉRIEUR.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,330,153 15	191 59	"	44 15	191 59	"	1,330,153 15
243,884 49	"	"	115 51	"	"	243,884 49
129,935 41	"	"	69 59	"	"	129,935 41
14,031,571 57	"	"	269,498 43	"	"	14,031,571 57
17,181,978 41	"	"	370,231 59	"	"	17,181,978 41
468,689 03	182 57	"	6,128 40	182 57	"	468,689 03
182,994 90	25 00	"	25,950 10	25 00	"	182,994 90
97,770,607 47	1758 08	"	5,341,631 45	1,758 08	"	97,770,607 47
9,806,273 32	4,277 24	"	24,449 44	4,277 24	"	9,806,273 32
629,003 88	"	"	36,996 12	"	"	629,003 88
5,078,255 33	179 22	"	56,815 45	129 22	"	5,078,255 33
1,862,361 36	"	"	663,438 44	"	"	1,862,361 36
114,941 17	"	"	115,658 83	"	"	114,941 17
15,899,238 25	"	"	525,761 76	"	"	15,899,238 25
968,703 42	3,412 8	"	10,881 90	3,412 68	"	968,703 42
376,962 91	"	"	37 06	"	"	376,962 91
6,568,276 81	"	"	302 249 51	"	"	6,568,276 81
9,455,350 87	34,473 68	"	12,733 60	34,473 68	"	9,455,350 87
1,637,461 30	6,915 53	"	121,430 81	6,915 53	"	1,637,461 30
4,532,134 66	1,107 85	"	190,865 34	1,107 85	"	4,532,134 66
2,944,511 31	"	"	25,488 69	"	"	2,944,511 31
191,253,491 24	2,473 45	"	8,110,834 20	52,473 45	"	191,253,491 24

## FONCTIONNAIRES D'ASCÔNE.

47,845 26	"	"	9,154 74	"	"	47,845 26
630,926 75	311 00	"	4,762 25	311 00	"	630,926 75
45,197 48	"	"	6,902 52	"	"	45,197 48
13,514 68	51 00	"	234 32	51 00	"	13,514 68
7,537	"	"	462 49	"	"	7,537
1,478	"	"	526 88	"	"	1,478
5,609	6 66	"	383 99	6 66	"	5,609
754,104 15	368 66	"	22,327 19	368 66	"	754,104 15

## CAISSE DANS LE NORD DE L'AFRIQUE.

25,000	"	"	"	"	"	25,000 00
4,000	"	"	"	"	"	4,000 00
4,000	"	"	"	"	"	4,000 00
699 75	"	"	33,189 23	"	"	699,810 75
172 40	"	"	7,232 60	"	"	172,767 40

## MINISTÈRES ET SERVICES.

## SITUATION DE

## CRÉDITS

accordés

par le budget

primitif

et par des lois

spéciales.

## DÉPENSES

résultant  
des services faits.Droits constatés  
au profit  
des créanciers  
de l'État.

## Suite du MINISTÈRE

Suite de la III<sup>e</sup> SECTION. — POSSESSIONS FRANÇAISES.

		fr. l	fr. c.
7	Justice militaire.....	46,000	34,213 95
8	Solde et entretien des troupes.....	16,024,000	15,978,969 28
8 bis.	Habillement et campement.....	1,349,000	1,319,612 15
10	Lits militaires.....	358,000	356,005 51
11	Remontes générales.....	318,000	317,206 83
12	Harnachement.....	30,000	10,211 01
13	Fourrages.....	2,110,000	2,085,398 03
14	Transports généraux.....	704,000	327,424 62
15	Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France.....	4,000	3,997 55
16	Matériel de l'artillerie.....	223,000	92,180 57
17	Matériel du génie.....	860,000	1,859,722 59
21	Service administratif en Afrique.....	1,933,000	1,906,686 41
22	Dépenses accidentelles et secrètes.....	702,000	101,954 10
	Remboursement éventuel de la contribution de Tlemcen...	94,444	"
		25,882,444	25,299,160 75

I<sup>re</sup> PARTIE. — SERVICE CENTRAL.

1	Administration centrale....	Personnel.....	689,700 00	689,085 01
2		Matériel.....	174,500 00	228,254 40
2 bis.		Édifice pour archives.....	95,000 00	127,072 63

II<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICE GÉNÉRAL.

3	Corps et agents entretenus, traitements fixes, abonnements, etc.....	7,729,816 00	7,667,708 63
4	Solde des corps organisés à terre et des équipages embarqués (hôpitaux et vivres compris).....	24,758,792 00	23,984,936 48
5	Travaux du matériel naval. (Ports.).....	18,596,700 00	18,561,695 24
6	Établissements hors des ports.....	1,700,000 00	1,698,095 84
7	Travaux de l'artillerie. (Ports.).....	1,193,700 00	1,446,410 79
8	Établissements hors des ports.)..	550,000 00	544,442 86
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civil.....	4,721,500 00	4,706,239 21
10	Affrètements et transports par mer.....	168,000 00	163,208 08
11	Chiourmes.....	245,000 00	244,692 53
12	Dépenses diverses.....	260,300 00	318,725 26

III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICE SCIENTIFIQUE.

13	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....	320,000 00	312,354 11
14	(Matériel.).....	413,000 00	365,875 66

DEPENSES.		REGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectués	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés	transportés aux budgets de 1837 et 1838	définitifs égaux aux
sur	à	accordés pour	par	par les dépenses, annulés	pour dépenses départementales ou spéciales.	payements effectués sur l'exercice 1836.
les ordonnances des ministres.	la clôture de l'exercice.	l'excédant des dépenses sur les crédits.	les dépenses, annulés définitivement.	dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

## E LA GUERRE.

## FAITES DANS LE NORD DE L'AFRIQUE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
34,213 95	"	"	11,786 05	"	"	34,213 95
15,978,253 34	673 94	"	45,030 72	673 94	"	15,978,295 34
1,311,246 92	8,365 23	"	29,387 85	8,365 23	"	1,311,246 92
356,005 51	"	"	1,994 49	"	"	356,005 51
317,206 83	"	"	793 17	"	"	317,206 83
10,204 21	6 80	"	28,788 99	6 80	"	10,204 21
2,083,405 36	1,992 67	"	94,601 97	1,992 67	"	2,083,405 36
327,198 17	226 45	"	76,575 38	226 45	"	327,198 17
3,997 55	"	"	2 45	"	"	3,997 55
92,180 57	"	"	130,819 43	"	"	92,180 57
1,858,722 59	1,000 00	"	277 41	1,000 00	"	1,858,722 59
1,905,569 72	1,116 69	"	26,313 59	1,116 69	"	1,905,569 72
101,954 10	"	"	45 90	"	"	101,954 10
"	"	"	94,444 00	"	"	"
25,285,778 97	13,381 78	"	583,283 25	13,381 78	"	25,285,778 97

## A MARINE.

689,089 01	"	"	10 99	"	"	689,089 01
174,496 57	53,757 83	53,754 40	"	53,757 83	"	174,496 57
95,000 00	32,072 63	32,072 63	"	32,072 63	"	95,000 00
7,659,956 24	7,752 39	"	62,107 37	7,752 39	"	7,659,956 24
23,936,975 51	47,960 97	"	773,855 52	47,960 97	"	23,936,975 51
18,554,249 64	7,445 60	"	35,004 76	7,445 60	"	18,554,249 64
1,698,095 84	"	"	1,904 16	"	"	1,698,095 84
1,445,625 66	785 13	"	247,289 21	785 13	"	1,445,625 66
544,442 86	"	"	5,557 14	"	"	544,442 86
4,706,216 01	23 2	"	15,260 79	23 20	"	4,706,216 01
163,193 08	15 00	"	4,791 92	15 00	"	163,193 08
244,578 71	113 82	"	307 47	113 82	"	244,578 71
260,559 34	58,165 92	58,425 26	"	58,165 92	"	260,559 34
312,854 11	"	"	7,145 89	"	"	312,854 11
365,748 66	127 00	"	47,124 34	127 00	"	365,748 66

## MINISTÈRES ET SERVICES.

## SITUATION DES

## CRÉDITS

## accordés

## par le budget

## primitif

## et par des lois

## spéciales.

## DÉPENSES

## résultant

## des services faits.

## Droits constatés

## au profit

## des créanciers

## de l'État.

IV<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICE COLONIAL.

## Suite du MINISTÈRE

		fr. c.	fr. c.
15	Colonies.....	5,934,710 00	6,052,715 84
15 bis.	Personnel.....	632,300 00	637,338 34
16	Matériel.....	997,000 00	997,000 00
"	Subventions aux colonies.....		
"	Arrêté antérieur à 1816. (Loi du 8 juillet 1836.).....	35,742 05	35,742 05
17	Dépenses des exercices clos.....	69,775,160 05	69,782,097 06
"	Dépenses des exercices périmés.....	93,288 02	93,288 02
		8,534 99	8,534 99
		69,876,983 06	69,883,920 07

## MINISTÈRE DES

19	Cour des comptes.....	1,149,000 00	1,149,999 58
20	Administration centrale des finances.....	5,502,834 00	5,469,900 00
21	Personnel.....		
22	Matériel et dépenses diverses.	810,000 00	808,769 88
23	Monnaies et médailles. — Service des établissements monétaires.	282,600 00	294,387 95
24	Cadastre.....	5,572,416 62	5,323,151 89
25	Frais de trésorerie.....	2,600,000 00	2,501,358 34
	Traitements, salaires, commissions et bonifications aux perceveurs des finances, sur les impôts et revenus directs et indirects.....	5,186,000 00	5,193,077 47
26	Traitements et frais de service des payeurs.....	980,000 00	976,255 52
27	Dépenses des exercices clos.....	1,363,783 01	1,363,783 01
"	Dépenses des exercices périmés.....	27,630 73	26,765 45
	Services extraordinaires.		
"	Frais de bureau de la commission de la caisse de vétérance et de secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	24,000 00	23,994 88
"	Cour des Pairs.....	55,000 00	54,999 76
"	Remboursement à la compagnie des salines d'avances faites par elle pour le compte du trésor.....	29,680 89	29,680 89
"	Pertes sur les tolérances en fort sur le titre et sur le poids des monnaies.....	10,000 00	5,509 85
"	Créance des États-Unis. (Traité du 4 juillet 1831 et loi du 4 juin 1835.).....	23,593,145 25	23,220,664 46
		19,666,666 52	19,666,666 52
		43,259,811 77	42,887,330 98

## Contributions directes.

## FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET

28	Service administratif dans les départements.....	3,722,263 41	3,693,911 93
29	Frais de perception (Remises des percepteurs et frais de premier avertissement.).....	11,339,808 94	11,347,207 45



FINANCES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectués	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés par les paiements représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	transportés aux budgets de 1837 et 1838 pour dépenses départementales ou spéciales.	définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1836.
sur les ordonnances des ministres.	la clôture de l'exercice.	accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	par les dépenses annulées définitivement.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5,935,212 48	117,503 36	58,005 84	*	117,503 36	*	5,935,212 48
598,171 65	39,466 79	5,038 44	*	39,466 79	*	598,171 65
996,847 72	152 28	*	*	152 28	*	996,847 72
35,742 05	*	*	*	*	*	35,742 05
68,417,035 14	385,041 92	207,296 57	1,200,359 56	356,041 92	*	68,417,035 14
93,288 02	*	*	*	*	*	93,288 02
8,534 90	*	*	*	*	*	8,534 90
68,518,878 15	355,041 92	207,296 57	1,200,359 56	385,041 92	*	68,518,878 15
FINANCES.						
1,148,999 58	*	*	0 42	*	*	1,148,999 58
5,469,459 72	440 31	*	82,933 97	440 31	*	5,469,459 72
808,712 18	57 70	*	1,230 12	57 70	*	808,712 18
271,618 85	22,739 10	11,787 95	*	22,739 10	*	271,618 85
5,323,151 85	*	*	*	*	240,264 77	5,323,151 85
2,501,388 34	*	*	98,611 66	*	*	2,501,388 34
5,183,793 34	9,284 13	7,077 47	*	9,284 13	*	5,183,793 34
976,255 52	*	*	3,744 48	*	*	976,255 52
1,363,783 01	*	*	1,065 28	*	*	1,363,783 01
26,745 45	*	*	*	*	*	26,745 45
21,994 88	*	*	5 12	*	*	21,994 88
54,599 76	*	*	0 24	*	*	54,599 76
29,680 80	*	*	*	*	*	29,680 80
5,390 94	118 91	*	4,490 15	118 91	*	5,390 94
23,188,024 31	32,640 15	18,865 42	142,081 44	32,640 15	240,264 77	23,188,024 31
19,606,666 52	*	*	*	*	*	19,606,666 52
42,551,690 83	32,640 15	18,865 42	142,081 44	32,640 15	240,264 77	42,551,690 83
EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.						
3,693,854 06	57 87	*	28,351 48	57 87	*	3,693,854 06
11,338,419 79	8,787 66	7,098 51	*	8,787 66	*	11,338,419 79

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits.  Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

## Suite des FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION E

	fr. c.	fr. c.
<i>Enregistrement, timbre et domaines.</i>		
Service administratif et de perception dans les départements.	9,806,846 85	9,784,269 3
Timbre.....	770,950 00	727,075 7
<i>Forêts.</i>		
Service administratif et de surveillance dans les départements.	2,904,500 00	2,847,588 9
Avances recouvrables (frais divers, commune aux bois de l'État et à ceux des communes).....	669,000 00	570,974 1
<i>Douanes.</i>		
Service administratif et de perception dans les départements.	23,302,932 00	23,270,601 2
<i>Contributions indirectes.</i>		
Service administratif et de perception dans les départements.	20,404,700 00	20,224,653 2
Poudres à feu.....	2,341,300 00	2,327,723 4
<i>Tabacs.</i>		
Frais d'exploitation et achats de tabacs indigènes et exotiques.....	20,908,000 00	20,434,418 0
<i>Postes.</i>		
Service administratif et de perception dans les départements.	9,439,900 00	9,509,295 8
Transport des dépêches.....	10,081,481 00	9,658,194 6
Service des paquebots à vapeur dans la Méditerranée.....	2,971,600 00	2,971,378 5
<i>Loterie.</i>		
Service administratif dans les départements.....	50,667 00	46,239 4
Salines et mines de sel de l'Est.....	165,500 00	152,729 7
<i>Services extraordinaires.</i>		
Frais relatifs à l'établissement d'un projet de répartition des contributions personnelle et mobilière.....	208,400 00	69,156 0
Suppression des distilleries dans les villes de Bordeaux et Toulouse, et indemnité aux distillateurs.....	90,000 00	90,000 0
Indemnités aux fabricants et débitants de tabacs factices....	40,000 00	40,000 0
	119,277,549 20	117,765,417 75

## REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS

Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes...	31,437,321 59	30,812,749 21
Restitutions de sommes indûment perçues sur produits indirects et divers.....	3,091,500 00	3,078,649 10
Restitutions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers. ....	3,420,656 37	3,603,369 33
Primes à l'exportation des marchandises.....	11,500,000 00	11,289,913 21
Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes.....	2,200,000 00	2,145,289 13
	51,649,477 96	50,929,969 98

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
PAYEMENTS	RESTE	CRÉDITS	CRÉDITS ANNULÉS.		CRÉDITS	CRÉDITS
effectués	à payer	complémentaires	Crédits non consommés	Crédits non consommés	transportés aux budgets de 1837 et 1838	définitifs égaux
sur	à	accordés	consommés	par les paiements représentant les dépenses restant à payer	pour dépenses départementales ou spéciales.	aux paiements effectués
les ordonnances	la clôture	pour l'excédant des dépenses	par les dépenses, annulés	la clôture de l'exercice.	tales ou	sur l'exercice 1836.
des ministres.	de l'exercice.	sur les crédits.	définitive-ment.			
EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.						
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2,762,143 75	22,119 61	"	22,577 49	22,119 61	"	2,762,149 75
796,871 40	204 35	"	43,874 25	204 35	"	726,871 40
2,845,372 99	2,215 99	"	56,911 02	2,215 99	"	2,845,372 99
568,644 44	2,329 73	"	98,025 83	2,329 73	"	568,644 44
23,262,760 87	7,840 40	"	32,330 73	7,840 40	"	23,262,760 87
20,224,037 37	615 91	"	180,046 72	615 91	"	20,224,037 37
2,327,723 40	"	"	13,576 60	"	"	2,327,723 40
20,430,984 23	3,433 77	"	473,582 00	3,433 77	"	20,430,984 23
2,496,180 79	13,115 04	9,395 83	"	13,115 04	"	2,496,180 79
2,573,589 90	84,604 75	"	423,286 35	84,604 75	"	2,573,589 90
2,971,182 30	196 20	"	221 50	196 20	"	2,971,182 30
46,239 47	"	"	4,427 53	"	"	46,239 47
152,729 75	"	"	12,770 25	"	"	152,729 75
60,156 00	"	"	139,244 00	"	"	60,156 00
48,995 63	41,704 37	"	"	41,704 37	"	48,995 63
24,694 17	15,305 83	"	"	15,305 83	"	24,694 17
117,562,886 31	202,531 48	17,094 34	1,529,225 75	202,531 48	"	117,562,886 31
EN VALEURS ET PRIMES.						
30,767,048 93	45,700 28	"	360,581 37	45,700 28	263,991 01	30,767,048 93
3,077,993 39	655 71	"	12,850 90	655 71	"	3,077,993 39
3,602,729 15	640 18	182,712 96	"	640 18	"	3,602,729 15
11,281,610 72	8,302 49	"	210,086 79	8,302 49	"	11,281,610 72
2,145,289 13	"	"	54,710 87	"	"	2,145,289 13
50,874,671 39	55,298 66	182,712 96	638,229 93	55,298 66	263,591 01	50,874,671 39

## SITUATION DES DÉPENSES.

MINISTÈRES  et  services.	CRÉDITS  accordés  par le budget  primitif  et par des lois spéciales.	DÉPENSES  résultant des services faits.  —  Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	SITUATION DES DÉPENSES.		
			PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres		
			pour  les dépenses propres à l'exercice 1835.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL  des payements.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE					
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dette publique.....	334,347,763 45	332,424,029 79	331,485,823 34	"	331,485,823 34
Dotations.....	16,763,000 00	16,743,897 18	16,743,897 18	"	16,743,897 18
Ministère de la justice et des cultes.....	54,543,010 45	54,013,624 46	53,755,002 46	102,690 78	53,857,693 24
Ministère des affaires étrangères.....	7,580,719 05	7,558,804 51	7,493,473 62	55,019 05	7,548,492 67
Ministère de l'instruction publique.....	13,437,486 11	12,964,538 07	12,914,622 99	28,158 72	12,942,781 71
Ministère de l'intérieur..	82,750,398 59	72,089,229 72	71,768,731 53	64,048 82	71,832,780 35
Ministère des travaux pu- blics, de l'agriculture et du comm. rec.....	56,743,224 62	54,360,773 48	54,164,726 97	85,650 44	54,250,377 41
Ministère de la guerre..	226,189,007 28	218,500,160 73	218,398,640 71	33,296 15	218,433,936 86
Ministère de la marine...	69,876,983 06	68,883,920 07	68,425,504 13	93,374 02	68,518,878 15
Ministère des finances...	23,593,145 25	23,220,664 46	21,112,741 10	1,375,283 21	23,188,024 31
Frais de régie, de per- ception et d'exploita- tion des impôts et re- venus.....	119,277,549 20	117,765,417 79	117,562,886 31	"	117,562,886 31
Remboursements et res- titutions, non-valeurs et primes.....	51,649,477 96	50,929,969 98	50,874,671 32	"	50,874,671 32
Créance des États-Unis. ( Traité du 4 juillet 1831 et loi du 14 juin 1835 ).....	1,056,751,765 02	1,029,455,030 26	1,025,400,721 66	1,839,521 19	1,027,240,242 85
	19,666,666 52	19,666,666 52	19,666,666 52	"	19,666,666 52
	1,076,418,431 54	1,049,121,696 78	1,045,067,388 18	1,839,521 19	1,046,906,909 37

(a) Cette somme comprend celle de 3,521,238, francs 78 centimes, montant des crédits affectés à des

[illegible]

**TABLEAU B.** *TABLEAU des Modifications que les évaluations et les Crédits du budget des départements, des communes et autres services locaux*

## ÉVALUATIONS DES RECETTES

NATURE DES RECETTES.		MODIFICATIONS.	
		AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
<i>Contributions directes (4,454,426<sup>f</sup> 82<sup>c</sup>).</i>			
Centimes additionnels pour dépenses fixes.....		25,321 <sup>f</sup> 40 <sup>c</sup>	"
pour dépenses variables spéciales à chaque département.....		35,020 71	"
pour dépenses variables. (Fonds commun.)		21,548 97	"
pour secours en cas de grêle, incendie, etc.		2,242 41	"
Centimes facultatifs votés par les conseils généraux pour dépenses départementales.....		2,948,236 98	"
pour dépenses de l'instruction primaire ...		102,686 47	"
pour dépenses cadastrales.....		"	222,591 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup>
Centimes pour dépenses ordinaires des communes.....		30,909 96	"
extraordinaires des communes.....		1,532,641 77	"
des communes pour l'instruction primaire.....		"	112,470 39
Fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière.....		2,242 40	"
des portes et fenêtres.....		2,440 89	"
Fonds de non-valeurs des patentes.	13 centimes pour non-valeurs, dégrèvements et attributions aux communes.....		101,297 87
	Dégrèvements et non-valeurs ordinaires... Attributions aux communes.....	260,351 46	"
	Fonds de non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce.....	107,350 76	"
Fonds de réimpositions.....		"	188,979 65
Taxe de premier avertissement.....		8,772 35	"
<i>Douanes (148,152<sup>f</sup> 96<sup>c</sup>).</i>			
Produits de taxes locales affectés à des travaux de navigation....		148,152 96	"
<i>Contributions indirectes (162,263<sup>f</sup> 69<sup>c</sup>).</i>			
Produits de droits de péage pour travaux de navigation.....		"	162,263 69
<i>Produits divers (4,221,316<sup>f</sup> 62<sup>c</sup>).</i>			
Produits extraordinaires pour dépenses des écoles normales primaires.....		92,721 55	"
Ressources locales extraordinaires pour dépenses variables des départements.....		3,554,888 09	"
Fonds avancés par divers propriétaires pour dépenses cadastrales.		15,050 61	"
Produit d'amendes et confiscations en matière de douanes.....		169,293 51	"
de contributions indirectes.....		389,362 86	"
		<b>9,449,236 11</b>	<b>787,603 40</b>
<b>Excédant des augmentations.....</b>		<b>8,661,632 71</b>	



limitatif de l'Exercice 1835 (loi du 17 août 1835) ont éprouvées, pour les dépenses  
Exécution de l'article 10 de la loi du 4 mai 1834.)

## CRÉDITS OUVERTS AUX MINISTRES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
<i>Ministère de l'instruction publique (195,408<sup>f</sup> 02<sup>c</sup>).</i>		
Dépenses de l'instruction primaire.....	102,686 <sup>f</sup> 47 <sup>c</sup>	"
des écoles normales primaires sur produits extraordinaires.....	92,721 55	"
<i>Ministère de l'intérieur (6,585,016<sup>f</sup> 16<sup>c</sup>).</i>		
Dépenses fixes du matériel des cours royaux, des maisons de détention, etc.....	25,321 40	"
variables des départements sur le produit des centimes additionnels aux contributions directes.....	56,569 68	"
sur les ressources extraordinaires des départements.....	3,554,888 09	"
facultatives d'utilité départementale votées par les conseils généraux.....	2,948,236 98	"
<i>Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (11,868<sup>f</sup> 32<sup>c</sup>).</i>		
Secours pour pertes résultant d'incendie, grêle, etc.....	2,242 41	"
Travaux de navigation et ports, sur produits de droits spécialisés.	"	14,110 <sup>f</sup> 73 <sup>c</sup>
<i>Ministère des finances (207,541<sup>f</sup> 19<sup>c</sup>).</i>		
Dépenses du cadastre sur centimes facultatifs votés par les conseils généraux.....	"	322,591 80
sur fonds avancés par divers propriétaires.....	15,050 61	"
<i>Frais de régie et de perception des impôts et revenus (8,772<sup>f</sup> 35<sup>c</sup>).</i>		
Service administratif des contributions directes dans les départements. ( <i>Frais de premier avertissement.</i> ).....	5,263 41	"
Frais de perception des contributions directes. ( <i>Frais de premier avertissement.</i> ).....	3,508 94	"
<i>Remboursements et restitutions (2,091,845<sup>f</sup> 70<sup>c</sup>).</i>		
Remises et modérations sur les contributions foncière, personnelle et mobilière.....	2,242 40	"
des portes et fenêtres.....	2,440 89	"
Décharges et réductions { Dégrèvement ordinaire sur les 13 centimes.....	"	101,297 87
sur la contribution des { Attributions aux communes sur <i>idem.</i>	260,351 46	"
patentes.....	107,350 76	"
Non-valeurs extraordinaires sur patentes pour cessation de commerce.....	1,563,551 73	"
Dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.....	"	112,470 39
pour l'instruction primaire.....	"	188,979 65
Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions.....	"	"
Restitutions de produits des { Douanes.....	169,293 51	"
amendes et confiscations.. { Contributions indirectes.....	389,362 86	"
	9,301,083 15	639,450 44
Excédant des augmentations.....	8,661,632 71	

TABLEAU C.

TABLEAU des Crédits accordés sur l'Exercice 1836

DÉSIGNATION DES CRÉDITS ET DES LOIS QUI LES ONT ACCORDÉS.		MONTANT DES CRÉDITS.
Crédits accordés par le budget primitif. ( <i>Loi du 17 août 1835.</i> )	993,861,073 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	
Crédit additionnel accordé par l'article 5 de ladite loi pour le service de la guerre.....	606,000 00	
	999,467,073 00	
Modifications aux crédits ouverts pour les dépenses départementales, afin de les accorder avec les ressources qui leur sont attribuées par la loi des recettes du même jour :		
A déduire.....	50,000 <sup>f</sup>	
A ajouter.....	1	
	49,999 à déduire.	49,999 00
	999,417,076 00	999,417,076 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Crédits reportés des exercices 1834 et 1835, pour dépenses départementales ou spéciales, et pour les non-valeurs sur les contributions directes, savoir :		
Exercice 1834. ( <i>Loi du 8 juillet 1837.</i> ).....	6,349,047 <sup>f</sup> 28 <sup>c</sup>	6,511,713 63
Exercice 1835. ( <i>Loi de règlement de l'exercice 1835.</i> ).....	162,666 35	
Crédits pour dépenses spéciales reportés de l'exercice 1835. ( <i>Loi de règlement de l'exercice 1835.</i> ).....		456,438 20
Suppléments de crédits résultant de la plus-value réalisée sur les ressources spéciales affectées aux dépenses de l'exercice 1836. ( <i>Voir le tableau B qui précède.</i> ).....		8,661,632 71
Crédits supplémentaires ou extraordinaires accordés par diverses lois spéciales, savoir :		
Loi du 30 ju'n 1835.. Perfectionnement de la navigation des fleuves et rivières. (Port on affectée à l'exercice 1836 du crédit de 6 millions ouverts par l'article 4 <sup>er</sup> de la loi.).....	3,750,000 00	
— du 2 juillet..... Transport des dépêches dans le Levant par paquebots à vapeur.....	2,971,600 00	
— du 15 avril 1836. Armements extraordinaires de la marine.	7,557,759 00	
— du 26 idem..... Secours aux étrangers réfugiés en France	500,000 00	
— du 26 idem..... Dépenses secrètes du ministère de l'intérieur.....	1,200,000 00	
— du 23 idem..... Subvention au fonds de retraite du ministère des finances.....	4,620,000 00	
— du 23 idem..... Traitement et frais d'installation du cardinal de Cheverus.....	55,000 00	
— du 24 mai..... Acquisition d'un terrain affecté au service du musée d'histoire naturelle.	48,000 00	
— du 25 idem..... Continuation des travaux des lacunes des routes royales.....	3,000,000 00	
— du 25 idem..... Nouvelles créances constatées sur les exercices 1830 et antérieurs, pour fournitures et livraisons de bois de fascinage employés aux travaux du Rhin. ( <i>Dépenses des exercices primitifs.</i> ).....	210,286 34	

ar la loi de finances et par diverses lois spéciales.

DÉSIGNATION DES CRÉDITS ET DES LOIS QUI LES ONT ACCORDÉS.		MONTANT DES CRÉDITS.
Loi du 4 juin 1836... Divers services du ministère des finances	3,563,716' 00"	
— du 6 idem..... Construction d'un bassin à flot entre les villes de Saint-Malo et de Saint-Servan.....	100,000 00	
— du 6 idem..... Reconstruction de la jetée du port de Fécamp.....	140,000 00	
— du 9 idem..... Pensions militaires.....	000,000 00	
— du 15 idem..... Complément des dépenses de la salle provisoire et construction de la salle définitive de la Chambre des Pairs...	1,905,000 00	
— du 4 juillet..... Paiement d'une créance de l'arriéré antérieur à 1816 (guerre).....	56,569 81	
— du 5 idem..... Réparation de la cathédrale de Chartres.	400,000 00	
— du 6 idem..... Achèvement des monuments de la capitale.....	2,500,000 00	
— du 8 idem..... Paiement d'une créance de l'arriéré antérieur à 1816 (marine).....	35,742 06	
— du 9 idem..... Célébration des journées de juillet 1830.	200,000 00	
— du 9 idem..... Rétablissement des communications interrompues par les inondations.....	1,200,000 00	
— du 9 idem..... Travaux d'amélioration du port de Bordeaux.....	00,000 00	
— du 12 idem..... Subvention à la caisse des retraites du ministère des affaires étrangères.....	100,000 00	
— du 17 juillet 1837. Crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts aux divers ministères..	18,942,076 23	
	53,751,749 43	
A déduire les crédits annulés sur les divers services des ministères ci-après, par les lois des 17 et 18 juillet 1837, .		
SAVOIR :		
Ministère de la guerre. (Loi du 17 juillet 1837.)..	8,786,641' 11"	13,856,360 14
— des finances. (Idem.).....	4,766,758 65	
— de la justice et des cultes. (Loi du 18 juillet 1837.).....	332,990 48	
	39,865,383 29	39,865,383' 29"
Crédits pour dépenses des exercices clos payés pendant l'année 1836. (Art. 8 de la loi du 23 mai 1834.).....		1,839,521 19
		1,056,751,765 02
Créance des États-Unis. (Traité du 4 juillet 1831 et loi du 14 juin 1835.).....		10,666,666 52
TOTAL des crédits accordés sur l'exercice 1836, par la loi de finances et par des lois spéciales.....		1,076,418,431 54

TABLEAU D.

BUDGET DÉFINITIF de

PRODUITS ET REVENUS.		SITUATION	
		ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.
Contributions directes.	Foncière.....	253,079,413 <sup>65</sup>	253,339,507 <sup>02</sup>
	Personnelle et mobilière.....	53,882,943 85	53,883,000 80
	Portes et fenêtres.....	27,431,413 40	27,525,754 62
	Patentes.....	30,967,156 57	32,145,105 83
	Taxe de premier avertissement.....	693,772 35	693,772 35
	Taxe additionnelle sur les bois des communes et établissements publics.....	1,034,644 00	1,035,329 00
Enregistrement, timbre et domaines.	Droits d'enregistrement, de greffes, d'hypo- thèques et perceptions diverses.....	168,330,000 00	176,175,058 79
	Droit de timbre.....	31,000,000 00	31,723,503 79
	Revenus et prix de ventes de domaines.....	3,820,000 00	4,473,914 27
Coupes de bois..	Domaines et bois engagés ou échangés.....	800,000 00	790,631 30
	Principal des adjudications.....	19,400,000 00	26,256,281 00
Douanes.....	Décime et produits accessoires.....	3,570,000 00	6,716,690 96
	Droits de douanes, droits de navigation, et re- cettes accidentelles des douanes.....	108,148,152 96	110,797,984 70
	Droit de consommation des sels.....	54,000,000 00	54,992,696 79
Contributions indirectes.	Boissons et droit de fabrication des bières.....	76,380,000 00	81,701,597 03
	Droits divers et recouvrements d'avances pour divers services.....	34,877,736 31	37,632,266 92
	Produit de la vente des tabacs.....	72,608,000 00	72,285,242 83
	Produit de la vente des poudres à feu.....	4,560,000 00	4,565,742 59
Produits des postes.	Taxe des lettres.....		33,732,060 08
	Service rural.....		1,932,498 93
	Droit de 5 p. 0/0 sur les envois d'argent.....		772,437 51
	Produit des places dans les malles-postes et les paquebots.....	36,600,000 00	1,887,333 91
	Produit des offices étrangers.....		638,566 06
	Recettes accidentelles.....		28,901 10
Versement au trésor par la ville Paris. (Produit des jeux.).....		5,500,000 00	5,500,000 00
Produit de la rétribution et des droits universitaires.....		3,415,500 00	3,821,427 66
Versement du produit des rentes et domaines appartenant à l'Uni- versité.....		586,993 00	542,467 00
Salines et mines de sel de l'Est.....		1,465,000 00	1,580,173 26
PRODUITS DIVERS.			
Produits de divers revenus publics.	Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....		54,403 51
	Produit des mines.....		255,093 50
	Droits de vérification des poids et mesures.....	850,000 <sup>00</sup>	1,018,086 67
	Produit de la taxe des brevets d'invention.....	240,000 00	356,892 05
	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départemen- tales.....	4,485,958 09	4,435,258 09
	Produits extraordinaires affectés aux dépenses des écoles nor- males primaires.....	292,721 53	292,721 55
	Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.....	650,000 00	486,516 85

## Recettes de l'Exercice 1836.

S RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES			OBSERVATIONS.
RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDANT des évaluations sur les produits recouvrés.	EXCÉDANT des produits recouvrés sur les évaluations.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1836.	
233,339,507 <sup>f</sup> 02 <sup>c</sup>	"	"	260,093 <sup>f</sup> 37 <sup>c</sup>	233,339,507 <sup>f</sup> 02 <sup>c</sup>	
53,883,000 80	"	"	56 95	53,883,000 80	
27,525,754 62	"	"	94,311 22	27,525,754 62	
32,145,105 83	"	"	1,177,949 26	32,145,105 83	
693,772 35	"	"	"	693,772 35	
1,035,329 00	"	"	685 00	1,035,329 00	
175,463,847 95	711,910 <sup>f</sup> 84 <sup>c</sup>	"	12,113,847 95	175,463,847 95	
31,723,691 89	205 00	"	723,694 89	31,723,691 89	
4,147,219 15	326,695 12	"	327,219 15	4,147,219 15	
448,199 34	342,431 96	351,860 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	"	448,199 34	
26,256,281 00	"	"	6,856,281 00	26,256,281 00	
4,716,690 96	"	"	1,146,690 96	4,716,690 96	
110,797,984 70	"	"	2,649,831 74	110,797,984 70	
54,992,696 79	"	"	992,696 79	54,992,696 79	
81,598,513 03	103,084 00	"	5,218,513 03	81,598,513 03	
37,187,896 37	444,370 55	"	2,310,160 06	37,187,896 37	
78,285,242 83	"	"	5,677,242 83	78,285,242 83	
4,565,741 09	1 50	"	5,741 09	4,565,741 09	
33,732,060 08	"	"	"	"	
1,932,498 93	"	"	"	"	
772,437 54	"	"	"	"	
1,587,333 91	"	"	2,391,200 62	38,991,200 62	
638,566 06	"	"	"	"	
28,304 10	600 00	"	"	"	
5,500,000 00	"	"	"	5,500,000 00	
3,821,427 66	"	"	405,927 66	3,821,427 66	
542,467 00	"	44,526 00	"	542,467 00	
1,580,373 26	"	"	115,373 26	1,580,373 26	
54,403 84	"	"	"	"	
255,693 50	"	"	"	"	
1,018,686 67	"	"	"	"	
356,892 05	"	"	"	"	
4,435,958 09	"	"	"	"	
291,721 55	"	"	42,485 85	8,658,216 10	
486,516 85	"	"	"	"	



PRODUITS ET REVENUS.		SITUATION	
		ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.
	Produit de l'ancienne dotation de l'hôtel des invalides de la guerre.....	800,000' 00 <sup>c</sup>	877,606' 37 <sup>c</sup>
	Produit de la moitié de la retenue de 3 p. 0/0 exercée au profit de la caisse des invalides de la marine sur les dépenses du ma- tériel de ce département.....	540,000 00	395,244 65
	Recettes de diverses natures....	737,030 61	434,402 53
Produits divers provenant des ministères.....		2,463,000' 00 <sup>c</sup>	2,534,245 70
	Produit { Année 1835	1,000,000 00	1,000,000 00
	de la rente de l'Inde. { Année 1836	"	1,000,000 00
	Intérêts de la créance sur l'Es- pagne .....	2,014,417 00	2,014,417 00
	Recouvrements sur prêts faits en 1830 au commerce et à l'in- dustrie .....	1,500,000 00	1,824,533 44
Produits extraordinaires.	Complément des bénéfices réa- lisés par la caisse des dépôts et consignations au 31 décembre 1834 .....	-	2,586,164 25
	Prélèvement sur les bénéfices de ladite caisse pour l'année 1836.	1,000,000 00	1,302,821 06
	Produits et revenus d'Alger et droit de la pêche du corail sur la côte d'Afrique.....	2,000,000 00	1,435,239 45
	Recouvrement sur l'avance faite aux adjudicataires de l'emprunt d'Haiti .....	"	763,000 00
	Recettes de diverses natures....	"	164,232 16
Recettes de diverses origines.....		240,000 00	333,309 68
PRODUITS D'AMENDES, SAISIES ET CONFISCATIONS.			
Amendes de police simple et de police correctionnelle.....			981,269 02
Amendes en matière { Solde des amendes non encore réparties au			
de douanes..... { 31 décembre 1836.....			259,858 50
	Recettes de l'année 1836.....	3,358,656 37	1,369,293 51
Amendes en matière { Solde des amendes non encore réparties au			
de contributions in- { 31 décembre 1836.....			186,175 39
directes..... { Recettes de l'année 1836.....			1,139,362 86
FONDS SPÉCIAUX		1,009,362,529 71	1,058,728,734 98
REPORTÉS DES EXERCICES 1834 ET 1835.			
Recette, à l'exercice 1835, des fonds non employés à l'époque de clôture des exercices 1834 et 1835 sur des crédits affectés à des dépenses spéciales.....		6,511,713 63	6,511,713 63
		1,015,874,243 34	1,065,240,448 61

Excédant de recette du budget de l'exercice 1835, transporté à l'exercice 1836. ( Loi de règlement d



LES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés	RESTE à recouvrer sur les droits co. statés.	EXCÉDANT des évaluations sur les produits recouvrés.	EXCÉDANT des produits recouvrés sur les évaluations.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1936.	
677,600 <sup>f</sup> 37 <sup>c</sup>	.				
395,244 65	.				
434,402 53	.				
2,534,245 70	.	.	71,245 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup>	2,534,245 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup>	
1,000,000 00	.				
1,000,000 00	.				
.	2,014,417 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>				
1,824,593 44	.				
.					
2,586,164 98	.	.	2,562,634 09	10,077,051 09	
1,302,821 06	.				
1,436,239 45	.				
763,000 00	.				
164,232 16	.				
338,599 68	.	.	98,599 08	338,599 68	
981,269 02	.				
250,558 50	.	.			
1,369,293 51	.	.	577,002 91	3,935,659 28	
186,175 39	.				
1,130,302 86	.				
1,054,785,718 11	3,943,016 87	396,326 <sup>f</sup> 60 <sup>c</sup>	45,819,515 06	1,054,785,718 11	
6,511,713 63	.	.	.	6,511,713 63	
1,061,297,431 74	3,943,016 87	396,326 66	45,819,515 06	1,061,297,431 74	
		45,423,188 <sup>f</sup> 40 <sup>c</sup>			
				24,334,220 32	
				1,035,631,652 06	
exercice 1935. ....					

TABLEAU E.

*RÉSULTAT général du Budg*

RECETTES.....	
Fonds transportés aux budgets des exercices ci-après, avec affecté soldées sur l'exercice 1836, savoir :	
Exercice 1837.....	
Exercice 1838.....	
RESTE pour recettes applicables à l'exercice 1836.....	
DÉPENSES de l'exercice 1836.....	
	Excédant de recette reporté

TABLEAU F.

*TABLEAU des Crédits reportés de l'exercice 1836 à l'exercice public, de l'agriculture et du commerce. ( Lois de*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés, sur l'exercice 1836, par les lois des 17 août 1835 et 9 juillet 1836.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.	
Travaux de canalisation.....	9,000,000 00
Achèvement des lacunes de routes royales.....	2,000,000 00
Exécution des routes stratégiques dans l'Ouest.....	5,500,000 00
Achèvement des phares ou fanaux.....	300,000 00
Études de chemins de fer.....	"
Pont de la Roche-Bernard.....	215,000 00
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	17,015,000 00
Achèvement des monuments de la capitale.....	"
	17,015,000 00

*définif de l'exercice 1836.*

.....	1,085,631,652 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>
.....	
..... 436,329 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	8,107,943 53
..... 7,671,614 47	
.....	1,077,523,708 53
.....	1,046,906,909 37
.....	
..... l'exercice 1837 pour..... 4,568,135 <sup>f</sup> 39 <sup>c</sup>	30,616,799 16
..... l'exercice 1838 pour..... 26,048,663 77	

*1837, sur le Budget annexe du ministère de l'intérieur et du ministère des travaux  
27 juin 1833 et 3 juin 1834.)*

CRÉDITS reportés de l'exercice 1835. (Loi de règlement de cet exercice.)	TOTAL  des crédits.	DÉPENSES constatées sur l'exercice 1836, et payées jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice.	CRÉDITS restés disponibles sur l'exercice 1836, reportés à l'exercice 1837.	OBSERVATIONS.
8,164,428 <sup>f</sup> 46 <sup>c</sup>	18,164,428 <sup>f</sup> 46 <sup>c</sup>	10,418,440 <sup>f</sup> 53 <sup>c</sup>	7,745,987 <sup>f</sup> 93 <sup>c</sup>	
721,379 51	2,721,379 51	2,264,207 98	457,171 53	
200,933 49	5,700,933 49	3,806,883 46	1,894,050 03	
1,075,270 08	1,375,270 08	339,424 18	1,035,845 90	
19,893 30	19,893 30	19,893 30	"	
693,512 18	708,512 18	228,551 54	479,960 64	
11,675,417 02	28,690,417 02	17,077,400 99	11,613,016 30	
2,496,513 03	2,496,513 03	1,914,848 59	581,664 44	
14,171,930 05	31,186,930 05	18,992,249 58	12,194,680 47	

TABLEAU G.

## RÉSULTATS définitifs des services spéciaux

## SITUATION ET RÈGLE

MINISTÈRES.	SERVICES.	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.
JUSTICE .....	Légion d'honneur.....	9,423,824' 00 <sup>c</sup>	9,470,684' 50 <sup>c</sup>
	Imprimerie royale.....	2,060,000 00	2,167,996 14
GUERRE.....	Poudres et salpêtres.....	3,133,300 00	3,279,841 08
MARINE.....	Caisse des invalides de la marine.....	8,100,000 00	7,891,072 41
FINANCES.....	Monnaies et médailles.....	937,394 00	962,674 39
		23,656,518 00	23,772,268 52

## SITUATION ET RÈGLE

MINISTÈRES.	SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par la loi du 17 juillet 1837.	DÉPENSES résultant de services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.
JUSTICE .....	Légion d'honneur.....	9,447,557' 00 <sup>c</sup>	9,303,374' 17 <sup>c</sup>
	Imprimerie royale.....	2,151,200 00	2,118,607 61
GUERRE.....	Poudres et salpêtres.....	3,133,575 00	2,981,275 23
MARINE.....	Caisse des invalides de la marine.....	8,100,000 00	7,854,573 86
FINANCES.....	Monnaies et médailles .....	837,394 00 <sup>c</sup>	908,180 53
		23,669,726 00	23,106,011 44

portés pour ordre au budget de l'exercice 1836.

# MENT DES RECETTES.

RECOURS- MENTS effectués.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDANT des évaluations sur les produits recouvrés.	EXCÉDANT des produits recouvrés sur les évaluations.	RECETTES définitives de l'exercice 1836.	OBSERVATIONS.
9,450,482 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	20,202 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	"	24,658 <sup>f</sup> 30 <sup>c</sup>	9,450,482 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	
2,134,355 93	33,640 16	"	74,355 98	2,134,355 98	
3,279,841 03	"	"	146,541 08	3,279,841 08	
7,891,072 41	"	208,927 <sup>f</sup> 59 <sup>c</sup>	"	7,891,072 41	
962,674 39	"	"	25,280 39	962,674 39	
23,718,426 36	53,842 16	208,927 59	270,835 95	23,718,426 36	
		61,908 36			

# MENT DES DÉPENSES.

PAYEMENTS effectués.	RESTE à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédant des dépenses sur les crédits.	CRÉDITS non consommés par les dépenses et annulés définitivement.	DÉPENSES définitives de l'exercice 1836.	OBSERVATIONS.
9,303,374 <sup>f</sup> 17 <sup>c</sup>	"	"	144,182 <sup>f</sup> 83 <sup>c</sup>	9,303,374 <sup>f</sup> 17 <sup>c</sup>	
2,118,607 61	"	"	32,592 39	2,118,607 61	
2,981,275 25	"	"	152,299 75	2,981,275 25	
7,854,573 86	"	"	245,426 14	7,854,573 86	
908,180 55	"	70,786 <sup>f</sup> 55 <sup>c</sup>	"	908,180 55	
23,166,011 44	"	70,786 55	574,501 11	23,166,011 44	
		503,714 50			

## RÉSULTAT GÉNÉRAL DE

MINISTÈRES.	SERVICES.	RECETTE.
		— Produits recouvrés pendant l'exercice 1836.
JUSTICE.....	Légion d'honneur.....	9,450,482 <sup>f</sup> 50
	Imprimerie royale.....	2,134,355 98
GUERRE.....	Poudres et salpêtres.....	3,279,841 08
MARINE.....	Caisse des invalides de la marine.....	7,891,072 41
FINANCES.....	Monnaies et médailles.....	962,674 39
		23,718,426 36

Certifié conforme

N° 8093. — *Loi qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire de deux millions, destiné à suppléer à l'insuffisance du produit du Centime de non-valeurs.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Un crédit extraordinaire de deux millions ( 2,000,000<sup>f</sup> ), destiné à suppléer à l'insuffisance du produit du centime de non-valeurs ajouté au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1839, afin de pourvoir aux remises et modérations que nécessiteront, pendant cet exercice, les pertes de



## RECETTES ET DES DÉPENSES.

DÉPENSE.			AFFECTATION DES EXCÉDANTS DE RECETTE de l'exercice 1835.
Payements effectués pendant l'exercice 1836.	Excédants de recette de l'exercice 1836 appliqués comme il est indiqué ci-contre.	TOTAL égal à celui de la recette.	
9,303,374 <sup>f</sup> 17 <sup>c</sup>	147,108 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup>	9,450,482 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	Porté en atténuation du déficit de l'ordre sur les exercices antérieurs à 1830.
2,118,607 61	15,748 37	2,134,355 98	Porté en recette aux produits divers du budget général de l'État.
2,931,275 25	298,565 83	3,279,841 03	Appliqué au compte représentant les valeurs et matières composant l'actif de l'administration.
7,854,573 86	36,498 55	7,891,072 41	Transporté au budget du même service pour l'exercice 1837.
908,180 55	51,493 84	962,674 39	Porté en recette aux produits divers du budget général de l'État.
23,166,011 44	552,414 92	23,718,426 36	

le *Ministre Secrétaire d'état au département des finances*, signé H. PASSY.

revenus imposables occasionnées par les orages, grêles et autres sinistres.

## ARTICLE 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

( 186 )

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4<sup>e</sup> jour du mois d'Août,  
l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au  
Ministre Secrétaire d'état au dé- département des finances,  
partement de la justice et des Signé H. PASSY.  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8094. — *Lot qui ouvre un Crédit additionnel au Budget  
de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et  
ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert un crédit de onze mille six cent cinquante-trois francs cinquante-trois centimes ( 11,653<sup>f</sup> 53<sup>c</sup> ), en addition au budget de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838.

#### ARTICLE 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée ci-dessus, au moyen des ressources accordées par la loi des finances du 20 juillet 1837 pour les besoins de l'exercice 1838.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent

publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

Signé H. PASSY.

Signé J. B. TESTE.

**N° 8095. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation  
du septième Collège électoral de la Gironde.**

Au palais des Tuileries, le 30 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;

Vu l'extrait des procès-verbaux des séances de la Chambre des Députés, duquel il résulte que la Chambre a reçu, dans sa séance du 24 de ce mois, la démission de M. Guestier, député de la Gironde,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le septième collège électoral du département de la Gironde est convoqué à Lesparre, pour le 25 août prochain, à l'effet d'élire un député.

**2** Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

**N° 8096. — ORDONNANCE DU ROI qui crée, au quatrième département de la Bibliothèque royale, une place de conservateur-**

adjoint pour la section des cartes géographiques et plans. (*Paris, 2 Juillet 1839.*)

N° 8097. — ORDONNANCE DU ROI qui crée, au premier département de la Bibliothèque royale, une nouvelle place de conservateur-adjoint. (*Saint-Cloud, 25 Juillet 1839.*)

N° 8098. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que l'académie royale des sciences est autorisée à accepter l'offre faite par la commission des souscripteurs pour la statue de *G. Cuvier* d'une somme de sept mille francs, destinée à la fondation d'un prix qui portera le nom de *Cuvier* ;

2° Que cette somme de sept mille francs sera placée en rentes sur l'État au profit de l'académie, et que le produit servira à former le montant de ce prix, qui sera distribué, tous les trois ans, à l'auteur de l'ouvrage le plus remarquable, soit sur le règne animal, soit sur la géologie. (*Saint-Cloud, 25 Juillet 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 9<sup>e</sup> Août 1839,  
J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 669.

---

N° 8099. — *Loi qui accorde des Pensions à MM. Daguerre et Niepce fils, pour la cession, faite par eux, du procédé servant à fixer les images de la Chambre obscure.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La convention provisoire conclue, le 14 juin 1839, entre le ministre de l'intérieur, agissant pour le compte de l'État, et MM. Daguerre et Niepce fils, et annexée à la présente loi, est approuvée.

## ARTICLE 2.

Il est accordé à M. Daguerre une pension annuelle et viagère de six mille francs ; à M. Niepce fils, une pension annuelle et viagère de quatre mille francs.

## ARTICLE 3.

Ces pensions seront inscrites au livre des pensions civiles du trésor public, avec jouissance à partir de la promulgation de la présente loi. Elles ne seront pas sujettes aux lois prohibitives du cumul. Elles seront réversibles par moitié sur les veuves de MM. Daguerre et Niepce.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Prefets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes

*LX<sup>e</sup> Série.*

13

ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes.*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

Entre les soussignés, M. le comte *Duchâtel*, ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, d'une part ;

Et MM. *Daguerre* ( *Louis-Jacques-Mandé* ) et *Niepee* fils ( *Joseph-Isidore* ), d'autre part,

A été convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

MM. *Daguerre* et *Niepee* fils font cession à M. le ministre de l'intérieur, agissant pour le compte de l'État, du procédé de M. *Niepee* père, avec les améliorations de M. *Daguerre*, et du dernier procédé de M. *Daguerre*, servant à fixer les images de la chambre obscure. Ils s'engagent à déposer entre les mains de M. le ministre de l'intérieur un paquet cacheté renfermant l'historique et la description exacte et complète desdits procédés.

#### ARTICLE 2.

M. *Arago*, membre de la Chambre des Députés et de l'académie des sciences, qui a déjà pris connaissance desdits procédés, vérifiera préalablement toutes les pièces dudit dépôt et en certifiera la sincérité.

#### ARTICLE 3.

Le dépôt ne sera ouvert et la description des procédés livrée à la publicité qu'après l'adoption du projet de loi dont il sera parlé ci-dessous ; alors M. *Daguerre* devra, s'il en est requis, opérer en présence d'une commission nommée par M. le ministre de l'intérieur.

#### ARTICLE 4.

M. *Daguerre* fait en outre cession et s'engage à donner de la même manière communication des procédés de peinture et de physique qui caractérisent son invention du Diorama.

#### ARTICLE 5.

Il sera tenu de livrer à la publicité tous les perfectionnements de l'une et l'autre invention qu'il pourra trouver par la suite.



## ARTICLE 6.

Pour prix des présentes cessions, M. le ministre de l'intérieur s'engage à demander aux Chambres, pour M. *Daguerre*, qui accepte, une pension annuelle et viagère de six mille francs ;

Pour M. *Niepce*, qui accepte pareillement, une pension annuelle et viagère de quatre mille francs.

Ces pensions seront inscrites au livre des pensions civiles du trésor public. Elles ne seront pas sujettes aux lois prohibitives du cumul. Elles seront réversibles, par moitié, sur les veuves de MM *Daguerre* et *Niepce*.

## ARTICLE 7.

Dans le cas où les Chambres n'adopteraient pas, dans la session actuelle, le projet de loi portant concession desdites pensions, la présente convention deviendrait nulle de plein droit, et il serait fait remise à MM. *Daguerre* et *Niepce* de leur dépôt cacheté.

## ARTICLE 8.

La présente convention sera enregistrée moyennant un droit fixe d'un franc.

Fait triple à Paris, le 14 juin 1839.

Approuvé l'écriture.

Signé *T. Duchâtel*.

Approuvé l'écriture.

Signé *Daguerre*.

Approuvé l'écriture.

Signé *J. Niepce*.

Va pour être annexé à la loi du 7 août 1839.

*Le Ministre de l'intérieur,*

Signé *T. DUCHÂTEL*.

N° 8100. — *Loi qui autorise la Reconstruction de la salle Favart.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le ministre de l'intérieur est autorisé à mettre en adjudication, avec publicité et concurrence, la reconstruction de la salle Favart pour y établir l'Opéra-Comique, sous les condi-

tions et les clauses du cahier des charges annexé à la présente loi.

Le rabais portera sur la durée de la jouissance à concéder à l'adjudicataire.

ARTICLE 2.

A l'expiration du terme fixé par l'adjudication, la salle reconstruite et ses dépendances feront retour à l'État.

ARTICLE 3.

L'adjudicataire pourra employer les matériaux provenant de l'ancienne salle.

Il recevra en outre une somme de trois cent mille francs, égale à l'indemnité versée au trésor par la compagnie d'assurance du Phénix, pour le sinistre de l'ancienne salle, et qui demeure définitivement acquise à l'État.

Cette somme sera payée à l'adjudicataire après la réception des travaux.

ARTICLE 4.

Pour subvenir à la dépense énoncée en l'article précédent, il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire de trois cent mille francs.

ARTICLE 5.

L'autorisation donnée par la présente loi cessera de plein droit, si dans les trois mois, à partir de sa promulgation, l'adjudication définitive des travaux n'a pas eu lieu.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

B. n° 669. ( 193 )

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août,  
l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau.

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

*Cahier des charges pour l'adjudication de la reconstruction de la salle  
Favart.*

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

L'adjudicataire s'engage à reconstruire un théâtre à ses frais sur l'emplacement de l'ancienne salle Favart, et à le faire garnir des équipes, du matériel en décorations, accessoires et meubles nécessaires à l'exploitation de l'Opéra-Comique.

ARTICLE 2.

Les plans et devis seront approuvés par le ministre des travaux publics, avant la mise en adjudication.

ARTICLE 3.

Les travaux auront lieu sous la surveillance d'un architecte délégué par le ministre des travaux publics, et l'adjudicataire sera garant de la bonne exécution, ainsi que de la bonne qualité des matériaux.

Toute contestation qui pourra s'élever, soit sur l'exécution des travaux, soit sur l'interprétation du devis descriptif, sera jugée en dernier ressort par trois arbitres nommés à cet effet par le ministre des travaux publics.

ARTICLE 4.

Les plans et devis qui devront être annexés au présent cahier des charges seront seulement indicatifs des travaux à exécuter. L'administration n'entend nullement garantir que les dépenses prévues ne seront pas excédées. Ce cas échéant, aucune indemnité ne sera due à l'adjudicataire.

ARTICLE 5.

Tous les travaux, sans exception, devront être terminés au 1<sup>er</sup> avril 1840, sous peine, par l'adjudicataire, de payer, à titre d'indemnité, une somme de mille francs par chaque jour de retard, au directeur actuel de l'Opéra-Comique.

ARTICLE 6.

La réception des travaux sera faite par trois experts nommés par le ministre des travaux publics, qui évalueront contradictoirement la dépense faite par l'adjudicataire, dresseront, en double expédition, un état descriptif des lieux, et un inventaire estimatif du matériel et du mobilier.

ARTICLE 7.

Les frais d'arbitrage, d'expertises, de réception de travaux, d'état de lieux et d'inventaires, seront à la charge de l'adjudicataire.

## ARTICLE 8.

L'adjudicataire ne pourra, après la réception des travaux et pendant toute la durée de sa jouissance, faire opérer aucun changement dans les dispositions et la décoration du théâtre, sans l'autorisation du ministre de l'intérieur.

## ARTICLE 9.

A partir du 1<sup>er</sup> mai 1840, l'adjudicataire jouira, pendant le nombre d'années qui sera fixé par l'adjudication, du théâtre par lui reconstruit et de ses dépendances, et, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1840, du bâtiment de la rue de Louvois qui sert aujourd'hui de magasin de décorations et d'atelier de peinture.

Les constructions qui existent encore sur le terrain Favart, et les matériaux provenant de l'ancienne salle, lesquels ont été évalués à une somme de trente-sept mille soixante-et-douze francs quarante-neuf centimes, appartiendront à l'adjudicataire. Néanmoins il ne pourra maintenir ou employer dans les constructions nouvelles que ce qui sera de nature à ne pas nuire à leur solidité.

## ARTICLE 10.

Une somme de trois cent mille francs, représentant l'indemnité reçue par le trésor pour le sinistre de l'ancienne salle sera allouée à l'adjudicataire. Toutefois il ne pourra la toucher qu'après la réception des travaux.

## ARTICLE 11.

L'adjudicataire devra louer la salle reconstruite avec ses dépendances au directeur actuel de l'Opéra-Comique, pendant les cinq années que doit encore courir son privilège, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1840 jusqu'au 30 avril 1845, et la mettre à sa disposition le 1<sup>er</sup> avril 1840, entièrement reconstruite, décorée et garnie des équipes, du matériel et du mobilier nécessaires, le tout conformément aux devis, moyennant un loyer annuel fixé à l'avance à la somme de soixante et dix mille francs, toutes charges comprises.

Le magasin de la rue de Louvois fait partie de cette location.

## ARTICLE 12.

A partir du 1<sup>er</sup> mai 1840 jusqu'à l'expiration de l'emphytéose, le privilège du théâtre royal de l'Opéra-Comique ne pourra être exploité que dans la salle Favart.

Les directeurs qui seront nommés par le ministre de l'intérieur, après l'expiration de la concession dont jouit le directeur actuel, payeront à l'adjudicataire, ou à ses ayants cause, un loyer qui sera réglé par trois arbitres nommés par le ministre de l'intérieur, mais qui ne pourra, dans aucun cas, être au-dessous de soixante et dix mille francs.

Dans cette location seront compris le magasin de la rue de Louvois, ainsi que le matériel et le mobilier inventoriés conformément à l'article 6. Pour garantir la conservation de ce matériel et de ce mobilier, dont l'adjudicataire restera responsable, il pourra être exigé des locataires un cautionnement, qui sera fixé par le ministre de l'intérieur, si les parties ne peuvent s'arranger à l'amiable.

## ARTICLE 13.

L'adjudicataire s'engage à supporter tous les droits réels, charges et servitudes qui peuvent grever la salle Favart et le magasin de la rue de

Louvois ; et il sera personnellement responsable de toutes celles qu'il pourrait laisser créer sur lesdits immeubles.

## ARTICLE 14.

Pendant la durée de sa jouissance, l'adjudicataire ou ses ayants droit seront tenus ,

1° Au paiement de toutes les contributions publiques et aux charges locales particulières aux théâtres ;

2° A toutes les dépenses de garde, de surveillance, de réparations et d'entretien.

## ARTICLE 15.

L'adjudicataire sera tenu de faire assurer le théâtre et ses dépendances pour la somme la plus élevée à laquelle peuvent ou pourront être assurées les salles de théâtre dans la ville de Paris, soit par les compagnies françaises, soit par les compagnies étrangères. Il sera personnellement responsable jusqu'à concurrence du capital assuré.

L'assurance devra être continuée sans interruption, jusqu'à l'expiration de l'emphytéose. Justification sera faite au ministère de l'intérieur du paiement de la prime, chaque année et d'avance.

## ARTICLE 16.

En cas d'incendie du théâtre, l'adjudicataire aura droit de le faire reconstruire ou de renoncer à la jouissance.

S'il y renonce, ce qui sera constaté soit par sa déclaration, soit par une mise en demeure restée sans effet durant un mois, l'État rentrera dans la jouissance du terrain Favart et du magasin de la rue de Louvois. Le capital assuré et les matériaux lui appartiendront.

Si l'adjudicataire veut faire reconstruire, il devra préalablement provoquer une estimation contradictoire de la dépense nécessaire pour réparer le sinistre.

Si cette dépense ne doit pas excéder le capital assuré, la durée de la jouissance ne sera pas prolongée.

Dans le cas contraire, l'adjudicataire aura droit à une prolongation de jouissance proportionnée à la dépense qui excédera le capital assuré. Cette prolongation sera fixée par le ministre de l'intérieur, sauf recours au Conseil d'état.

On prendra pour base de la proportion à établir, d'une part, l'évaluation des dépenses de première construction exigée par l'article 6, et, d'autre part, la durée totale de la concession soumissionnée au rabais.

L'adjudicataire n'aura droit à aucune prolongation si l'incendie a lieu durant le dernier quart de la durée de sa jouissance ; mais s'il veut faire reconstruire, il jouira de son droit pendant le temps qui restera à courir.

Un second sinistre ne donnerait pas lieu à une seconde prolongation de jouissance.

## ARTICLE 17.

Le bâtiment de la rue de Louvois sera assuré par une police spéciale aux frais de l'adjudicataire, qui devra pareillement justifier de cette assurance et du paiement annuel de la prime. En cas d'incendie, quelle qu'en soit l'époque, il sera tenu de faire reconstruire ledit bâtiment à ses frais. Le capital assuré lui appartiendra, mais il ne pourra en toucher le montant qu'après la reconstruction.



ARTICLE 18.

Toutes les polices d'assurance prescrites par les articles 15 et 17 seront faites au nom et au profit de l'État.

ARTICLE 19.

A la fin de l'emphytéose, l'adjudicataire ou ses ayants droit seront tenus de remettre à l'administration le théâtre de la salle Favart, ses dépendances et le bâtiment de la rue de Louvois en bon état de réparations, conformément à l'état des lieux qui sera dressé contradictoirement lors de la réception des travaux, selon l'article 6.

Les embellissements et les améliorations de toute nature opérés dans lesdits immeubles par l'adjudicataire ou ses ayants droit appartiendront à l'État, sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

L'adjudicataire ou ses ayants droit remettront parcellément en bon état tout le matériel et le mobilier du théâtre, que l'article 1<sup>er</sup> impose l'obligation de créer, conformément à l'inventaire estimatif prescrit par l'article 6.

ARTICLE 20.

L'adjudicataire pourra céder tout ou partie de ses droits; mais s'il veut former une société, le mode de la société en commandite par actions lui est formellement interdit.

ARTICLE 21.

Un inspecteur de la salle et du matériel, et deux gardiens nommés par le ministre de l'intérieur, resteront attachés au théâtre et au magasin de la rue de Louvois.

ARTICLE 22.

Nul ne sera admis à se porter adjudicataire, s'il ne justifie du dépôt préalable à la caisse des dépôts et consignations d'une somme de 200,000 francs en espèces, ou en inscriptions de rentes sur l'État, à titre de cautionnement.

Le dépôt de l'adjudicataire ne lui sera restitué qu'après la réception des travaux.

ARTICLE 23.

Une indemnité qui sera fixée par le ministre des travaux publics sera due par l'adjudicataire à l'auteur des plans et devis qui auront servi de base à l'adjudication, dans le cas où il ne serait pas chargé de l'exécution des travaux.

ARTICLE 24.

L'adjudication ne sera définitive qu'autant qu'elle aura été approuvée par le ministre de l'intérieur.

ARTICLE 25.

Si l'adjudicataire ne fait pas commencer les travaux dans le délai d'un mois à partir de l'adjudication, ou s'il les laisse inachevés, son cautionnement et les constructions faites, quel que soit le degré de leur avancement, appartiendront à l'État, qui aura le droit de procéder à une nouvelle adjudication, après une seule mise en demeure restée sans effet durant quinze jours.

En ce cas, l'adjudicataire sera passible de tous dommages-intérêts au profit de qui de droit.



## ARTICLE 26.

La présente concession ne sera soumise, lors de l'enregistrement, qu'à un droit fixe d'un franc.

Vu pour être annexé à la loi du 7 août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8101. — *Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un Emprunt.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à contracter un emprunt de deux cent soixante-quatre mille francs, pour le produit en être affecté aux frais d'acquisition et de construction de divers bâtimens.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence. Le taux de l'intérêt ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

Néanmoins le préfet est autorisé à traiter de gré à gré, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra excéder quatre et demi pour cent, et en se conformant aux autres conditions imposées par la délibération du conseil général.

Il sera pourvu au remboursement de l'emprunt et au paiement des intérêts, au moyen des ressources du budget annuel du département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes

ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8102. — *Loi qui autorise la ville de Marseille à contracter un Emprunt.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, la somme de dix millions, pour être affectée à la construction du canal dit *de Marseille*, qui doit apporter dans cette ville l'eau de la Durance, conformément à la concession qui lui en a été faite par la loi du 4 juillet 1838.

Le remboursement dudit emprunt aura lieu, au plus tard, dans un délai de vingt années, après l'achèvement du canal et au moyen des excédants de recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, de la ville de Marseille.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Signé* J. B. TESTE.

N° 8103. — *Lois qui autorisent les départements de l'Ardèche, des Ardennes et de la Charente-Inférieure, à s'imposer extraordinairement.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

#### **PREMIÈRE LOI.**

( Ardèche. )

#### **ARTICLE UNIQUE.**

Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la délibération prise par son conseil général le 27 août 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant deux années, à partir de 1841, un centime additionnel aux quatre contributions directes, pour le produit en être affecté aux frais de construction des bâtiments d'une école normale primaire, à Privas.

#### **DEUXIÈME LOI.**

( Ardennes. )

#### **ARTICLE UNIQUE.**

Le département des Ardennes est autorisé, conformément

à la demande exprimée par son conseil général dans sa délibération du 31 août 1838, à s'imposer extraordinairement un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, pendant les années 1840, 1841, 1842, pour le produit être affecté aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'instruction primaire.

### TROISIÈME LOI.

( Charente-Inférieure. )

### ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement un centime par franc sur les quatre contributions directes, pendant les années 1840, 1841 et 1842, pour en affecter le produit à la dépense d'acquisitions et de travaux pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Lafond.

Les présentes lois, discutées, délibérées, et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Signé* J. B. TESTE.

---

N° 8104. — *Lois relatives à des changements de Circonscriptions territoriales.*

Au palais de Saint-Cloud, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## PREMIÈRE LOI.

( Aveyron. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La section de Saint-Roch est distraite de la commune de Levignac-le-Haut, canton d'Aubin, arrondissement de Villefranche, département de l'Aveyron, et réunie à la commune de Decazeville, même canton. En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée dans la direction indiquée au plan ci-annexé par la rivière du Lot, du point A au point B.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

## ARTICLE 2.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

## DEUXIÈME LOI.

( Cantal. )

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

La commune de Mallet, canton de Chaudesaigues, arrondissement de Saint-Flour, département du Cantal, est supprimée et réunie, savoir : la portion cotée B sur le plan ci-annexé, à la commune de Faverolles, canton de Ruines, arrondissement de Saint-Flour, et la portion cotée A, à la commune de Sarrus, canton de Chaudesaigues, même arrondissement. En conséquence, la rivière de Bex servira de limite aux communes de Faverolles et de Sarrus.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui seraient respectivement acquis.



**ARTICLE 2.**

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

**TROISIÈME LOI.**

( Lozère. )

**ARTICLE UNIQUE.**

L'enclave circonscrite par un liséré jaune, sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Rimeize, canton de Saint-Chély, arrondissement de Marvejols, département de la Lozère, et réunie, savoir : le polygone coté F, à la commune d'Aumont, et le polygone coté H, à la commune de Javols, toutes deux canton d'Aumont, même arrondissement. La limite entre les communes d'Aumont et de Javols est, en conséquence, fixée dans la direction indiquée par la ligne rose du même plan.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

**QUATRIÈME LOI.**

( Yonne. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La limite entre la commune de Ligny, chef-lieu du canton de ce nom, arrondissement d'Auxerre, département de l'Yonne, et la commune de Vergigny, canton de Saint-Florentin, même département, est fixée dans la direction indiquée par un liséré bleu sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, la portion du territoire du hameau de Lordonnois, situé entre cette ligne et l'ancienne limite, est distraite de la commune de Vergigny et réunie à celle de Ligny.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

**ARTICLE 2.**

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.



**CINQUIÈME LOI.**

( Lot-et-Garonne. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Les sections de Trentel, de Ladignac et de Laval, sont distraites de la commune de Pennes, arrondissement de Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, et érigées en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Trentel.

En conséquence, la limite entre la commune de Pennes et la commune de Trentel est fixée conformément au tracé de la ligne jaune du plan annexé à la présente loi.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

**ARTICLE 2.**

Les conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

**SIXIÈME LOI.**

( Mayenne. )

**ARTICLE UNIQUE.**

La limite entre la commune de Charchigné, canton du Horps, arrondissement de Mayenne, département de la Mayenne, et la commune de Chevaigné, canton de Couptrain, même arrondissement, est fixée dans la direction indiquée par un liseré bleu sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, la portion de territoire lavée en bleu et désignée par la lettre A est distraite de la commune de Charchigné et réunie à celle de Chevaigné, et celles lavées en jaune et désignées par les lettres B, C, D, E, sont distraites de la commune de Chevaigné et réunies à celles de Charchigné.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Signé* J. B. TESTE.



**CERTIFIÉ conforme par nous**

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 10 \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 10 Août 1839.

# BULLETIN DES LOIS.

N° 670.

---

N° 8105. — *Loi relative à l'amélioration des Ports.*

*Au palais des Tuileries, le 9 Août 1839.*

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

## ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Une somme de deux millions quatre cent mille francs ( 2,400,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction d'une écluse de chasse et au prolongement des jetées de Calais.

## ARTICLE 2.

Une somme d'un million deux cent mille fr. ( 1,200,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction de quais en maçonnerie au port de Boulogne.

## ARTICLE 3.

Une somme de deux millions trois cent mille francs ( 2,300,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'établissement d'un bassin à flot au port de Dieppe.

## ARTICLE 4.

Une somme de six millions ( 6,000,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'élargissement du bassin Vauban et à la construction d'un bassin à flot dans la retenue de la Floride, au port du Havre.

## ARTICLE 5.

Une somme d'un million trois cent quinze mille francs

*IX<sup>e</sup> Série.*

( 1,315,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction de quais au port de Rouen.

ARTICLE 6.

Une somme de trois cent mille francs ( 300,000<sup>f</sup> ) est affectée à la reconstruction des quais du port de commerce de Brest.

ARTICLE 7.

Une somme de quatre millions ( 4,000,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'établissement d'un bassin à flot au port de Redon , et à la jonction de ce port avec les canaux de Bretagne.

ARTICLE 8.

Une somme de neuf cent cinquante mille fr. ( 950,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction d'une jetée au port du Croisic.

ARTICLE 9.

Une somme de six cent soixante mille francs ( 660,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction de quais au port de Nantes.

ARTICLE 10.

Une somme de trois millions ( 3,000,000<sup>f</sup> ) est affectée au perfectionnement du port de la Rochelle.

ARTICLE 11.

Une somme de cinq cent trente-cinq mille fr. ( 535,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'établissement de perrés et d'appontements au port de commerce de Rochefort.

ARTICLE 12.

Une somme de trois cent mille francs ( 300,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction d'une écluse de chasse au port du Château ( île d'Oléron ).

ARTICLE 13.

Une somme de deux millions cinq cent mille francs ( 2,500,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'exécution des travaux de défense de la rade de Verdon.

## ARTICLE 14.

Une somme de sept millions ( 7,000,000<sup>f</sup> ) est affectée aux travaux d'amélioration et d'agrandissement du port de Cette.

## ARTICLE 15.

Une somme de sept millions deux cent mille francs ( 7,200,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction et à l'élargissement des quais, ainsi qu'à l'approfondissement du port de Marseille.

## ARTICLE 16.

Une somme de deux cent mille francs ( 200,000<sup>f</sup> ) est affectée à la construction d'un môle et d'une cale de radoub au port d'Ajaccio.

## ARTICLE 17.

Une somme de huit cent mille francs ( 800,000<sup>f</sup> ) est affectée à l'établissement d'un môle au port de l'Île-Rousse ( Corse ).

## ARTICLE 18.

Sur les allocations déterminées par les articles précédents, et s'élevant ensemble à la somme de quarante millions six cent soixante mille francs ( 40,660,000<sup>f</sup> ), il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice de 1839, un crédit de deux millions sept cent cinquante mille francs ( 2,750,000<sup>f</sup> ), et sur l'exercice de 1840, de dix millions six cent cinquante mille francs ( 10,650,000<sup>f</sup> ).

Ces crédits seront répartis de la manière suivante :

## EXERCICE 1839.

Calais .....	100,000 <sup>f</sup>
Boulogne.....	100,000
Dieppe .....	100,000
Le Havre.....	600,000
Rouen.....	100,000
Brest.....	50,000
Redon.....	100,000

Le Croisic.....	100,000 <sup>f</sup>
Nantes.....	100,000
La Rochelle.....	100,000
Rochefort.....	100,000
Oléron.....	50,000
Verdon.....	200,000
Cette.....	200,000
Marseille.....	600,000
Ajaccio.....	50,000
Ile-Rousse.....	100,000
<b>TOTAL.....</b>	<b>2,750,000</b>

**EXERCICE 1840.**

Calais.....	650,000
Boulogne.....	300,000
Dieppe.....	500,000
Le Havre.....	1,200,000
Rouen.....	300,000
Brest.....	200,000
Redon.....	800,000
Le Croisic.....	250,000
Nantes.....	300,000
La Rochelle.....	500,000
Rochefort.....	250,000
Oléron.....	200,000
Verdon.....	800,000
Cette.....	1,000,000
Marseille.....	3,000,000
Ajaccio.....	100,000
Ile-Rousse.....	300,000
<b>TOTAL.....</b>	<b>10,650,000</b>

**ARTICLE 19.**

**Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi,**



au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par la loi du 17 mai 1837.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,

Le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé J. DUFAYRE.

Signé J. B. TESTE.

N° 8106. — *Loi qui ouvre un Crédit pour la continuation des travaux relatifs aux Canaux entrepris en vertu des lois de 1821 et 1822.*

Au palais des Tuileries, le 9 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit de huit millions (8,000,000<sup>f</sup>), pour la continuation des travaux relatifs aux canaux entrepris en vertu des lois des 5 août 1821 et 14 août 1822.

## ARTICLE 2.

Sur ce crédit, un million (1,000,000<sup>f</sup>) est applicable à la liquidation et au solde des dépenses, autres que celles d'entretien, des huit canaux terminés (canaux du Rhône au Rhin, de la Somme, des Ardennes, d'Ille-et-Rance, du Blavet, d'Arles à Bouc; rivières canalisées de l'Isle et de l'Oise);

Sept millions (7,000,000<sup>f</sup>), augmentés de ce qui resterait disponible sur la somme mentionnée au paragraphe précédent, sont applicables aux travaux relatifs aux cinq canaux non terminés (canaux de Bourgogne, de Nantes à Brest, du Nivernais, du Berry, canal latéral à la Loire).

## ARTICLE 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par la loi du 17 mai 1837.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signe LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N° 8107. — *Loi sur les Modifications à apporter dans les Cahiers de charges annexés aux concessions de Chemins de fer.*

An palais des Tuileries, le 9 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ARTICLE UNIQUE.**

Les compagnies concessionnaires des chemins de fer concédés jusqu'à ce jour sont autorisées à proposer des modifications au tracé général de ces chemins et à leur largeur, au maximum des pentes, au minimum du rayon des courbes, au nombre des gares d'évitement, à la hauteur ou à la largeur des ponts sur les chemins vicinaux et d'exploitation, au mode de construction des ponts à la rencontre des routes royales et départementales, des rivières ou canaux de navigation et de flottage, enfin à la pente des routes royales et départementales déplacées; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'autorité compétente.

L'administration est également autorisée à statuer provisoirement sur les modifications que les compagnies pourraient demander aux tarifs réglés par les cahiers de charges.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce**

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état des  
travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8108. — *Loi qui autorise le département de la Vienne  
à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 9 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Vienne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter une somme de quinze cent mille francs (1,500,000<sup>f</sup>), pour l'établissement des huit nouvelles routes départementales à classer et l'achèvement des routes déjà classées.

L'emprunt aura lieu par portions successives déterminées annuellement par le conseil général. Il sera passé avec publicité et concurrence, à un maximum d'intérêt de quatre et demi pour cent. Néanmoins le préfet est autorisé à traiter directement, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra excéder la limite ci-dessus indiquée.

Il sera pourvu au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt,

1° Par la prorogation jusqu'au 31 décembre 1860 de l'imposition extraordinaire de cinq centimes additionnels au principal de la contribution foncière, déjà établie par les lois des 28 juin 1833 et 9 juillet 1836 ;

2° Et par une imposition extraordinaire de trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840 jusqu'au 31 décembre 1860.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jour d'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état des  
travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

Signé J. B. TESTE.

---

N° 8109. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique un Crédit extraordinaire pour Dépenses relatives à la publication des documents inédits de l'Histoire nationale.*

▲u palais des Tuileries, le 9 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.



Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état de l'instruction publique un crédit extraordinaire de cinquante-cinq mille francs sur l'exercice 1838, et de quatre-vingt-quinze mille francs sur l'exercice 1839, pour dépenses relatives au recueil et à la publication des documents inédits de l'histoire nationale.

### ARTICLE 2.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par les lois de finances des 20 juillet 1837 et 14 juillet 1838.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique,*

*Signé* VILLEMAIN.

*Signé* J. B. TESTE.

---



N° 8110. — *Lor qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique un Crédit extraordinaire pour le service des Souscriptions.*

Au palais des Tuileries, le 9 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état de l'instruction publique, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de cent dix mille francs, pour le service des souscriptions (chapitre XVII du budget).

**ARTICLE 2.**

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de l'instruction publi-  
que,*

*Signé VILLEMMAIN.*

*Signé J. B. TESTE.*

---

N° 8111. — *Loi relative aux réparations de la Cathédrale de Chartres.*

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le crédit de sept cent cinquante mille francs, ouvert sur l'exercice 1838, par la loi du 18 juillet 1837, pour réparations de la cathédrale de Chartres, est réduit d'une somme de deux cent trente-neuf mille sept cent seize francs un centime, et demeure fixé à celle de cinq cent dix mille deux cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-dix-neuf centimes.

ARTICLE 2.

Un crédit de deux cent trente-neuf mille sept cent seize francs un centime, somme égale à celle qui est annulée sur l'exercice 1838, est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, sur l'exercice 1839, pour les réparations de la cathédrale de Chartres.

La valeur des matériaux provenant des démolitions de la cathédrale est attribuée aux travaux de restauration.

Ceux qui n'auront pas été réemployés en nature seront vendus par les préposés des domaines, et le produit en sera versé au trésor public.

Il est ouvert au ministre des cultes un crédit égal à la recette qui aura été encaissée par le trésor.

ARTICLE 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France ,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Garde des sceaux de France ,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

Signé J. B. TESTE.

---

N° 8112. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit supplémentaire pour le traitement d'un Directeur de l'administration des Cultes.*

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le crédit de quatre cent trente-deux mille huit cents francs, porté au chapitre I<sup>er</sup> du budget des dépenses du ministère de la justice sur l'exercice 1839, est réduit d'une somme de sept mille cinq cents francs.

#### ARTICLE 2.

Un supplément de crédit de sept mille cinq cents francs est ouvert sur l'exercice 1839, au chapitre I<sup>er</sup> du budget du mi-

nistère des cultes, pour le traitement d'un directeur de l'administration des cultes pendant le second semestre de l'année courante.

### ARTICLE 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8113. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation  
des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement.*

An palais de Saint-Cloud, le 8 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838 ;

Vu notre ordonnance du 25 juin dernier (1), qui a fixé du 21 au 30 juillet la durée de la première partie de la session des conseils d'arrondissement,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La session des conseils généraux de département s'ouvrira le 26 août présent mois et sera close le 9 septembre dans tout le royaume, à l'exception du département de la Seine.

La session du conseil général de la Seine aura lieu du 15 au 29 octobre.

2. La seconde partie de la session des conseils d'arrondissement commencera le 15 septembre et se terminera le 19 du même mois, excepté dans le département de la Seine, où elle aura lieu du 3 au 7 novembre.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8114. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait remise des Peines de discipline prononcées contre des Gardes nationaux des bataillons de Sèvres, Meudon, Chaville et Saint-Cloud (Seine-et-Oise.)*

Au palais de Saint-Cloud, le 31 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est fait remise de toutes les peines prononcées contre des gardes nationaux des bataillons de Sèvres, Meudon, Chaville et Saint-Cloud (Seine-et-Oise), par les

---

(1) Bull. 657, n° 8017.



conseils de discipline desdits bataillons , jusqu'au 18 juillet 1839 inclusivement , et qui n'auraient point encore reçu leur exécution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite contre les gardes nationaux des quatre bataillons ci-dessus dénommés , à raison de faits commis par eux antérieurement à la date précitée , et qui les rendraient justiciables des conseils de discipline.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes ,*

A Paris , le 13 \* Août 1839 ,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois , à raison de 9 francs par an , à la caisse de l'imprimerie royale , ou chez les Directeurs des postes des départements.



---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 671.

---

N° 8115. — *Loi qui accorde des Crédits supplémentaires et extraordinaires pour les Dépenses des exercices 1838 et 1839 et des exercices clos.*

Au palais de Saint-Cloud, le 9 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

## TITRE I<sup>er</sup>.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1838, ET ANNULATIONS DE CRÉDITS SUR LE MÊME EXERCICE.

### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est alloué, sur les fonds du budget de 1838, au delà des crédits accordés pour les dépenses ordinaires de cet exercice par la loi de finances du 20 juillet 1837 et par diverses lois spéciales, des suppléments montant à la somme de huit millions deux cent trente-neuf mille quatre cent dix francs soixante et douze centimes ( 8,239,410<sup>f</sup> 72<sup>c</sup> ).

Ces suppléments de crédits demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément aux tableaux A et A bis ci-annexés.

### ARTICLE 2.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1838, des crédits extraordinaires montant à la somme de neuf millions trois cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent quatre-vingt-seize francs vingt-trois centimes ( 9,395,996<sup>f</sup> 23<sup>c</sup> ).

*IX<sup>e</sup> Série.*

15

Ces crédits demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément au tableau B ci-annexé.

#### ARTICLE 3.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1838, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de deux cent quarante-quatre mille cinq cent quarante francs vingt-deux centimes ( 244,540<sup>f</sup> 22<sup>c</sup> ).

Ces crédits extraordinaires spéciaux demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément au tableau C ci-annexé.

#### ARTICLE 4.

Les crédits ouverts au ministre de l'intérieur, sur le budget de l'exercice 1837, par les lois des 15 juin et 6 juillet 1836, sont réduits d'une somme de deux millions six cent quatre-vingt-sept mille francs ( 2,687,000<sup>f</sup> ), conformément au tableau D ci-annexé.

#### ARTICLE 5.

Les crédits accordés sur l'exercice 1838, par la loi de finances du 20 juillet 1837, sont réduits d'une somme de six cent cinquante mille francs ( 650,000<sup>f</sup> ).

Ces annulations de crédits demeurent fixées, par ministère et par chapitre, conformément au tableau E ci-annexé.

#### ARTICLE 6.

Les crédits accordés pour les services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1838 sont augmentés de la somme de cinq cent vingt-deux mille quatre cent soixante et dix-sept francs ( 522,477<sup>f</sup> ), conformément au tableau F ci-annexé.

### TITRE II.

#### CRÉDITS EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1839.

#### ARTICLE 7.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1839, des crédits extraordinaires montant à la somme de deux millions

sept cent soixante et un mille sept cent soixante-trois francs trente-huit centimes (2,761,763<sup>f</sup> 38<sup>c</sup>).

Ces crédits demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément au tableau G ci-annexé.

#### ARTICLE 8.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1839, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux, s'élevant à la somme de cinq mille cent quatre-vingt-quatorze francs quatre centimes (5,194<sup>f</sup> 04<sup>c</sup>).

Ces crédits extraordinaires spéciaux demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément au tableau H ci-annexé.

#### TITRE III.

##### CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AUX RESTES À PAYER DES EXERCICES CLOS.

#### ARTICLE 9.

Il est accordé, en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de règlement des exercices 1834, 1835, 1836 et 1837, des crédits supplémentaires pour la somme de quatre cent vingt-quatre mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs soixante-quatre centimes (424,399<sup>f</sup> 64<sup>c</sup>), montant des nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant le tableau I ci-annexé.

Les ministres sont en conséquence autorisés à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

#### TITRE IV.

##### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

#### ARTICLE 10.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit d'un million cinquante mille francs (1,050,000<sup>f</sup>), pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1839.

## ARTICLE 11.

Sont et demeurent approuvées les émissions supplémentaires de bons du trésor que le ministre des finances a été autorisé à créer pour le service des années 1838 et 1839, en vertu des articles 21 de la loi du 20 juillet 1837, et 15 de la loi du 14 juillet 1838, et en excédant du crédit de cent cinquante millions ouvert, pour chacune de ces deux années, par les mêmes articles de lois, savoir : pour 1838, six millions, et pour 1839, cinquante millions.

## ARTICLE 12.

Les pensions de retraite des artistes de l'académie royale de musique seront liquidées dans la même forme que celles accordées sur les caisses de retraite des ministères.

## ARTICLE 13.

Les nouvelles demandes de pensions ne seront admises, à l'exception de celles qui pourraient être formées par des veuves, que dans la proportion des extinctions.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes.*

*Le Ministre Secrétaire d'état au département des finances,*

*Signé* H. PASSY.

*Signé* J. B. TESTE.

TABLEAU A. *CRÉDITS supplémentaires ouverts par ordonnances royales.*

EXERCICE 1838.

MINISTÈRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT des crédits.
Justice.....	12	Frais de justice criminelle ...	840,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Affaires étrangères.	11	Missions extraordinaires.....	65,000 00
Instruction publique.	5	Traitements éventuels et frais de concours.....	145,000 00
	11	Prix de l'Institut.....	4,500 00
Commerce et travaux publics....	8	Encouragements aux pêches maritimes. ....	1,500,000 00
	1	Rentes 5 p. 0/0.....	65,904 00
		Rentes 4 p. 0/0.....	1 00
	4	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	405,162 72
	5	Dette flottante.....	1,000,000 00
	7	Pensions de la pairie.....	4,167 00
	8	Pensions civiles.....	100,000 00
	11	Pensions militaires.....	1,400,000 00
	13	Pensions de donataires.....	7,108 00
	26	Frais de trésorerie.....	60,000 00
	31	Taxations sur contributions directes.....	55,000 00
	32	Taxations sur produits divers.	65,000 00
	33	Remises des percepteurs.....	163,000 00
Finances.....	33	Taxations des receveurs d'enregistrement.....	450,000 00
	34	Achats de papiers.....	50,000 00
	35	Réparations de chemins vicinaux.....	90,000 00
		Remises aux entreposeurs....	6,000 00
	39	Achat de poudres.....	430,700 00
		Frais de transport.....	54,000 00
	41	Remises aux directeurs des postes.....	130,000 00
		Achat de lettres.....	70,420 00
	42	Transport des dépêches par paquebots.....	171,220 00
		Non - valeurs extraordinaires sur patentes.....	150,000 00
	44	Dégrèvements sur les rétributions universitaires.....	10,000 00
		Remise sur la taxe additionnelle des bois des communes....	140,000 00
		TOTAL.....	7,632,182 72



TABLEAU A bis.

*TABLEAU des Crédits qui n'ont pas dû être ouverts  
par ordonnances royales.*

EXERCICE 1838.

MINISTÈRES.	CHAPITRES.	DEUXIÈME ARTICLE.	MONTANT des crédits.
Instruction publique.	5	Remise sur les droits d'inscriptions, d'examens et de diplômes dans les facultés. . . . .	13,073 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	11	École des chartes. . . . .	1,600 00
Intérieur. . . . .	2	Frais d'impression. (Chauffage)	7,450 00
	19	Subvention à la caisse des pensions de l'Opéra. . . . .	39,500 00
Guerre. . . . .	2	Administration centrale. (Matériel.) . . . . .	9,500 00
	2	Frais généraux { Divisions territoriales de l'intérieur. . . . .	97,600 00
		d'impressions. { Afrique. . . . .	5,000 00
	10	Lits militaires. . . . .	276,750 00
Marine. . . . .		Frais de bureau. (Chauffage.)	17,000 00
	2	Frais d'impressions et de reliures. . . . .	21,400 00
		Impressions pour les ports. . .	54,600 00
Finances. . . . .	23	Frais généraux d'impressions.	30,000 00
	31	Rôles des poids et mesures. . .	2,000 00
	33	Impressions de l'enregistrement	15,000 00
	41	Chauffage et éclairage des bureaux des postes dans les départements . . . . .	16,755 00
TOTAL du Tableau A bis. . . .			607,228 00
REPORT du total du Tableau A.			7,632,182 72
TOTAL GÉNÉRAL. . . . .			8,239,410 72



EXERCICE 1836.

MINISTÈRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT des crédits.
Instruction publique.	#	Dépenses à la charge du legs de M. de Janson (de Sailly).	47,329 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup>
	#	Fêtes et cérémonies à l'occasion de la naissance du comte de Paris. ....	45,000 00
Intérieur. ....	#	Achèvement des monuments de la capitale. (Loi du 6 juillet 1836.) ....	1,487,000 00
	#	Dépenses de constructions à la Chambre des Pairs. (Loi du 15 juin 1836.) ....	1,200,000 00
Guerre. ....	8	Service de marche. ....	28,000 00
	10	Lits militaires. ....	1,600 00
		Solde des équipages embar- qués. ....	992,000 00
	4	Hôpitaux. ....	310,000 00
		Vivres. ....	2,730,000 00
		Matériel naval. Salaires. ....	350,000 00
Marine. ....	5	— Achat de ma- tières. ....	1,700,000 00
	7	Artillerie. Salaires. ....	30,000 00
		— Achat de matières. .	70,000 00
	12	Dépenses diverses. ....	40,000 00
	13	Colonies. Services accessoires. .	3,915 00
		Service des monnaies. Pertes sur les tolérances en fort. . .	4,263 72
	24	Travail extraordinaire de la re- fonte des ouvrages d'or et d'argent. ....	15,850 00
Finances. ....	45	Paiement d'indemnités dues à des Français par le gouver- nement des États-Unis. ....	310,902 61
	37	Marques et instruments pour le jaugeage des navires du com- merce. ....	30,135 00
		TOTAL. ....	9,395,996 23

**TABEAU C.** *TABEAU des Crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'Exercice 1838, pour des créances des Exercices périmés.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits extraordinaires par ministère.
Ministère de la Justice et des Cultes. ( Dépenses des cultes. ).....	11,180 <sup>f</sup> 23 <sup>c</sup>
Ministère des Affaires étrangères.....	2,484 00
Ministère de l'Intérieur.....	21,381 35
Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce.....	73,807 01
Ministère de la Guerre.....	15,423 31
Ministère de la Marine.....	1,263 52
Ministère des Finances.....	119,080 00
<b>TOTAL des crédits extraordinaires spéciaux....</b>	<b>244,540 22</b>

**TABEAU D.** *TABEAU des Crédits annulés sur l'Exercice 1837.*

MINISTÈRES.	SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par service.	par ministère.
Intérieur.....	Achèvement des monuments de la capitale. ( Église de la Madeleine, Muséum d'histoire naturelle, Hôtel du quai d'Orsay, Collège de France, placement de l'Obélisque. ) ( Loi du 6 juillet 1836. ).....	1,487,000 <sup>f</sup>	2,687,000 <sup>f</sup>
	Dépenses de constructions à la Chambre des Pairs. ( Loi du 15 juin 1836. ).....	1,200,000 <sup>f</sup>	
<b>TOTAL des crédits annulés sur l'exercice 1837....</b>			<b>2,687,000</b>

TABLEAU E.

TABLEAU des Crédits annulés sur l'Exercice 1838.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT DES CRÉDITS annulés.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Constructions et grosses réparations d'intérêt général à Paris. (Reconstruction de la flèche de l'église royale de Saint-Denis.) .....		50,000 <sup>f</sup>
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
1 <sup>re</sup> SECTION.	Dépenses temporaires....	450,000 <sup>f</sup>
Divisions territoriales de l'intérieur.	}	
		600,000
TOTAL des annulations de crédits.....		650,000

TABLEAU F. TABLEAU des Suppléments de Crédits accordés sur les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'Exercice 1838.

MINIS- TÈRES.	SERVICES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par cha- pitre.	par service.
Justice et cultes.	Légion- d'hon- neur.	Maison royale de Saint-Denis.....	Matériel.....	fr. 25,154	fr. 25,154	fr. 73,477
		Travaux pour l'a- grandissement des bâtiments de la succursale des Loges.....	.....	48,323	48,323	
	Imprimerie royale.	Dépenses d'explo- itation non sus- ceptibles d'une évaluation fixe ..	Salaires et indem- nités de travaux extraordinaires ..	149,000	149,000	449,000
			Approvisionnemen- ts et achats pour le service des at- eliers.....	300,000	300,000	
TOTAL.....						522,477

**TABLEAU G. TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour les Dépenses non prévues au budget de l'Exercice 1839.**

CHA- PITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS extraordinaires par ministère.
<b>MINISTÈRE DE LA MARINE.</b> (Service des colonies.)		
	<b>ARTICLES.</b>	
21 (bis).	Secours aux colons de la Marti- nique.....	800,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
21	Inspection extraordinaire des douanes, aux Antilles.....	24,175 00
20 (bis).	Reconstruction des bâtiments de l'État, à la Martinique.....	500,000 00
21 (bis).	Secours à la colonie de la Marti- nique, pour couvrir le déficit de 1839.....	800,000 00
	<b>MINISTÈRE DES FINANCES.</b>	
	Indemnités de résiliation de baux à des ad- judicataires de la pêche fluviale.....	30,000 00
	Rachat de malles-postes affectées aux rou- tes de 1 <sup>re</sup> section.....	436,248 45
	Renfort du service des douanes sur la fron- tière des Pyrénées.....	150,000 00
	Payements d'indemnités dues à des Fran- çais, par le gouvernement des États- Unis.....	21,339 93
	<b>TOTAL des crédits extraordinaires...</b>	<b>2,761,763 38</b>

**TABLEAU H. TABLEAU des Crédits extraordinaires spéciaux accordés, sur l'Exercice 1839, pour des créances des Exercices périmés.**

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS extraordinaires par ministère.
Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.....	4,186 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup>
Ministère de la marine.....	868 13
Ministère des finances.....	139 75
<b>TOTAL des crédits extraordinaires spéciaux.....</b>	<b>5,194 04</b>

## TABLEAU I.

## EXERCICES CLOS.

*TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des Exercices clos.*

EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES. ( Dépenses des cultes. )			
1834.	Traitements et indemnités des mem- bres des chapitres et du clergé pa- roissial.....	550 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	550 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	<i>Idem</i> .....	664 43	
1835.	Acquisitions, constructions et entre- tien des édifices diocésains.....	5 05	669 48
	Traitements et indemnités des mem- bres des chapitres et du clergé pa- roissial.....	1,061 08	
1836.	Acquisitions, constructions et entre- tien des édifices diocésains.....	8,108 24	9,169 32
TOTAL.....			10,388 80
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			
1834.	Frais de service.....	303 83	303 83
	Traitements des agents politiques et consulaires.....	4,277 77	
1835.	Frais de service des résidences poli- tiques et consulaires.....	881 56	9,384 83
	Missions extraordinaires et dépenses imprévues.....	4,225 50	
	Traitements des agents politiques et consulaires.....	29,854 15	
	Frais de voyages et de courriers.....	6,445 99	
1836.	Frais de service.....	23,577 84	66,578 65
	Présents diplomatiques.....	289 44	
	Missions extraordinaires et dépenses imprévues.....	6,411 23	
TOTAL.....			76,267 31

EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
1834.	Matériel et dépenses diverses de l'ad- ministration centrale.....	64 <sup>f</sup> 79 <sup>c</sup>	7,278 <sup>f</sup> 45 <sup>c</sup>
	Établissements des beaux-arts.....	6,500 00	
	Subventions aux théâtres royaux et aux caisses des pensions de l'Opéra et du Conservatoire.....	713 66	
1835.	Matériel et dépenses diverses de l'ad- ministration centrale. ....	65 52	9,499 86
	Dépenses générales du matériel des gardes nationales.....	186 02	
	Ouvrages d'art et décorations d'édifices publics .....	41 12	
	Subventions aux théâtres royaux et aux caisses des pensions de l'Opéra et du Conservatoire.....	8,666 68	
	Dépenses relatives aux maisons cen- trales de détention et aux bâtiments des cours royales.....	540 52	
1836.	Matériel et dépenses diverses de l'ad- ministration centrale.....	64 87	9,805 07
	Constructions des maisons centrales de détention.....	945 49	
	Conservation d'anciens monuments his- toriques, et travaux d'intérêt gé- néral dans les départements.....	160 85	
	Établissements des beaux-arts.....	66 66	
	Subventions aux théâtres royaux et aux caisses des pensions de l'Opéra et du Conservatoire.....	8,108 81	
	Secours aux étrangers réfugiés en France.....	4 00	
	Dépenses relatives aux maisons cen- trales de détention et aux bâtiments des cours royales.....	454 39	
TOTAL.....		26,583 38	



EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.			
1834.	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale..	62 <sup>f</sup> 84 <sup>c</sup>	16,251 <sup>f</sup> 21 <sup>c</sup>
	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	6 40	
	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts.).....	52 23	
	Travaux à entretenir ou à continuer. (Navigation intérieure.).....	15,707 70	
	Poids et mesures.....	422 04	
1835.	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale..	63 59	3,072 61
	Haras, dépôts d'étalons, primes, etc..	362 98	
	Poids et mesures.....	1,158 92	
	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	11 20	
	Travaux à entretenir ou à continuer (Routes royales et ponts.).....	937 99	
	Travaux à entretenir ou à continuer (Navigation intérieure.).....	409 68	
	Études de chemins de fer.....	38 25	
1836.	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale..	426 82	31,453 87
	Encouragements aux pêches maritimes	6,627 72	
	Poids et mesures.....	710 94	
	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts.).....	2,985 94	
	Travaux à entretenir ou à continuer (Navigation intérieure.).....	10,480 14	
	Travaux à entretenir ou à continuer (Ports maritimes et services divers.)	10,210 31	
	Études de chemins de fer.....	12 00	
1837.	Navigation intérieure. (Travaux à entretenir ou à continuer.).....	.....	40 00
TOTAL.....			50,817 69

EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
1834.	Solde et entretien des troupes.....	1,177 <sup>f</sup> 37 <sup>c</sup>	13,030 <sup>f</sup> 36 <sup>c</sup>
	Lits militaires.....	1,608 00	
	Fourrages.....	322 63	
	Matériel de l'artillerie.....	7,143 15	
	Matériel du génie.....	2,779 21	
1835.	Recrutement.....	154 98	20,844 14
	Justice militaire.....	177 00	
	Solde et entretien des troupes.....	8,690 14	
	Lits militaires.....	47 92	
	Remontes générales.....	600 00	
	Fourrages.....	322 63	
	Transports généraux.....	711 04	
1836.	Matériel de l'artillerie.....	521 29	37,556 82
	Service administratif en Afrique....	9,619 14	
	Recrutement.....	10 00	
	Justice militaire.....	228 85	
	Solde et entretien des troupes.....	19,678 46	
	Fourrages.....	4,685 73	
	Transports généraux.....	695 26	
1836.	Matériel de l'artillerie.....	518 90	5,033 04
	Matériel du génie.....	5,847 53	
	Dépenses temporaires.....	859 05	
	Service administratif en Afrique.....	5,033 04	
	TOTAL.....		
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
1834.	Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués (hôpitaux et vivres compris).....	404 78	1,693 34
	Travaux de l'artillerie. (Ports.)....	618 56	
	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	870 00	
	Chiourmes.....	100 00	
1835.	Service général de la marine.....	788 60	2,843 91
	Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués (hôpitaux et vivres compris).....	2,055 31	

MINISTÈRES ET CHAPITRES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)			
1835.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	208 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup>	392 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>
	Affrètements et transports par mer..	76 38	
	Colonies. (Dépenses des services militaires.).....	107 53	
1836.	Corps d'agents entretenus, traitements fixes, abonnements, etc.....	686 39	27,659 12
	Solde des corps organisés à terre et des équipages embarqués (hôpitaux et vivres compris).....	22,674 83	
	Travaux du matériel naval. (Ports.)..	241 04	
	Travaux de l'artillerie. (Ports.).....	595 74	
	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	56 25	
	Affrètements et transports par mer...	285 44	
	Dépenses diverses.....	418 92	
	Sciences et arts maritimes. (Matériel.)	6 08	
	Colonies. — Personnel.....	2,444 81	
	Colonies. — Matériel.....	249 62	
TOTAL.....		32,589 03	
MINISTÈRE DES FINANCES.			
1834.	Dette flottante.....	315 82	3,156 88
	Enregistrement. — Service administratif et de perception dans les départements.....	2,248 48	
	Timbre.....	61 40	
	Forêts. — Service administratif et de surveillance dans les départements.	196 19	
	Forêts. — Avances recouvrables (frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes).....	152 24	
	Postes. — Transport des dépêches...	182 75	
1835.	Rentes 5 pour 100.....	1,099 00	7,905 35
	Dette flottante.....	1,949 44	
	Enregistrement. — Service administratif et de perception dans les départements.....	4,856 91	

EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)			
1835.	Timbre.....	291 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup>	12,919 76
	Forêts. — Service administratif et de surveillance dans les départements.	3,424 45	
	Forêts.—Avances recouvrables. (Frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes.).....	405 51	
	Contributions indirectes. — Service administratif et de perception dans les départements.....	199 69	
	Contributions indirectes. — Poudres à feu.....	52 00	
	Postes. — Service administratif et de perception dans les départements..	101 81	
	Postes. — Transport des dépêches...	539 95	
1836.	Rente 5 pour 100.....	1,099 00	131,610 28
	Dette flottante.....	3,791 22	
	Subvention au fonds de retraites du ministère.....	1,100 00	
	Enregistrement. — Service administratif et de surveillance dans les départements.....	6,140 09	
	Timbre.....	3 00	
	Forêts. — Service administratif et de surveillance dans les départements.	4,049 80	
	Forêts.—Avances recouvrables. (Frais divers, communs aux bois de l'État et à ceux des communes.).....	221 69	
	Douanes. — Service administratif et de perception dans les départements.	13 34	
	Contributions indirectes. — Service administratif et de perception dans les départements.....	407 23	
	Contributions indirectes. — Poudres à feu.....	149 50	
	Postes. — Service administratif et de perception dans les départements..	548 85	
	Postes. — Transport des dépêches...	112,543 84	
	Primes à l'exportation des marchandises.....	1,542 72	

EXERCICES.	MINISTÈRES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par EXERCICE.
	MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)		
1837.	Rentes 5 pour 100.....	1,099 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	8,635 <sup>f</sup> 19 <sup>c</sup>
	Dette flottante.....	224 52	
	Subvention au fonds de retraites du ministère.....	1,111 05	
	Enregistrement. — Service adminis- tratif et de perception dans les dé- partements.....	2,064 79	
	Forêts. — Service administratif et de surveillance dans les départements.	115 13	
	Forêts. — Avances recouvrables. (Frais de poursuites et d'instances.).....	76 20	
	Postes. — Service administratif et de perception dans les départements..	32 50	
	Postes. — Transport des dépêches...	3,912 00	
	TOTAL.....	156,322 11	

## RÉCAPITULATION

DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ACCORDÉS POUR LES EXERCICES CLOS.

MINISTÈRES.	EXERCICES				TOTAUX par MINISTÈRE.
	1834.	1835.	1836.	1837.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Justice et cultes. (Dépenses des cultes.).....	550 00	669 48	9,169 32	„	10,388 80
Affaires étran- gères.....	303 83	9,384 83	66,578 65	„	76,267 31
Intérieur.....	7,278 45	9,499 86	9,805 07	„	26,583 38
Travaux publics, agriculture et commerce....	16,251 21	3,072 61	31,453 87	40 00	50,817 69
Guerre.....	13,030 36	20,844 14	37,556 82	„	71,431 32
Marine.....	1,693 34	3,236 57	27,059 12	„	32,589 03
Finances.....	3,156 88	12,919 76	131,610 28	8,635 19	156,322 11
TOTAL....	42,264 07	59,627 25	313,833 13	8,675 19	424,399 64

Certifié conforme : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,  
Signé H. PASSY.

N° 8116.—*Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État et la ville de Besançon.*

Au palais de Saint-Cloud, le 9 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ARTICLE UNIQUE.**

L'échange de propriétés immobilières conclu sans soulte ni retour, entre l'État et la ville de Besançon, est approuvé, sous les conditions stipulées dans le contrat administratif qui en a été passé le 1<sup>er</sup> février 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejour d'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

Signé H. PASSY.

Signé J. B. TESTE.

---



N° 8117. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un Crédit extraordinaire pour les Dépenses des Armements dirigés contre le Mexique et contre Buenos-Ayres.*

A Paris, le 10 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

#### ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert au département de la marine et des colonies, au titre de l'exercice 1838, et sur les ressources de cet exercice, un crédit extraordinaire de huit cent cinquante mille francs ( 850,000<sup>f</sup> ), pour acquitter les dépenses restant dues par suite des armements dirigés contre le Mexique et contre Buenos-Ayres.

Ce crédit sera réparti de la manière suivante :

Chapitre IV, solde et entretien des corps organisés à terre, et des équipages embarqués . . . . .	700,000 <sup>f</sup>
Chapitre X, affrètements et transports par mer . . . . .	150,000
<b>ENSEMBLE . . . . .</b>	<b>850,000</b>

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*L'Amiral Pair de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département  
de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

Signé J. B. TESTE.

---

N<sup>o</sup> 8118. — *LOI portant concession d'une Pension en faveur d'un  
Matelot au service de Sa Majesté Britannique.*

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS  
AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Une pension de treize cent soixante et quinze francs est ac-  
cordée au sieur *Matheus Harper*, matelot à bord du steamer  
de guerre *la Médée*, appartenant à Sa Majesté Britannique,  
lequel a eu la cuisse fracassée, et a subi l'amputation, par  
suite de l'accident arrivé lors de la rencontre de ce steamer  
avec le brick français *le Griffon*.

ARTICLE 2.

Cette pension, dont la jouissance courra à dater du  
11 avril 1839, sera inscrite au trésor public sur le registre  
des pensions civiles.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la  
Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée  
par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs; et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

*Signé* H. PASSY.

*Signé* J. B. TESTE.

---

N° 8119. — *Lois qui autorisent quinze Départements à s'imposer extraordinairement ou à contracter des Emprunts.*

Au palais des Tuileries, le 6 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**PREMIÈRE LOI.**

( Corrèze. )

**ARTICLE UNIQUE.**

Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, savoir :

1° Quatre centimes pendant cinq années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841 ;

2° Deux centimes et demi de plus sur l'exercice 1841 ;

3° Et cinq nouveaux centimes pendant quatre ans, à partir de 1842.

Le produit de ces impositions sera consacré exclusivement aux travaux des routes départementales.

## DEUXIÈME LOI.

(Côtes-du-Nord.)

### ARTICLE UNIQUE.

Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1840, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté à l'achèvement des routes départementales classées.

## TROISIÈME LOI.

(Dordogne.)

### ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter une somme d'un million de francs (1,000,000<sup>f</sup>), pour les travaux des routes départementales classées, et de celles dont le classement a été demandé par le conseil général antérieurement au vote de l'emprunt.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence; le taux de l'intérêt ne pourra dépasser cinq pour cent.

Néanmoins le préfet est autorisé à traiter directement, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre et demi pour cent.

Il sera pourvu au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt, au moyen d'une imposition extraordinaire de cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841, jusqu'à parfait remboursement.

La partie du produit de l'imposition extraordinaire qui restera libre, chaque année, après le prélèvement des intérêts et de la prime d'amortissement, sera affectée aux travaux des routes départementales ci-dessus désignées.

#### QUATRIÈME LOI.

( Finistère. )

##### ARTICLE UNIQUE.

Le maximum du taux de l'intérêt de l'emprunt que le département du Finistère a été autorisé à contracter, par la loi du 6 juin 1838, est élevé de quatre à quatre et demi pour cent.

Il n'est pas d'ailleurs dérogé aux autres dispositions de ladite loi du 6 juin 1838.

#### CINQUIÈME LOI.

( Gironde. )

##### ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter jusqu'à concurrence d'une somme totale d'un million quatre cent mille francs, laquelle somme sera consacrée exclusivement aux travaux des routes départementales.

Cet emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, par portions successives, réglées sur les besoins du service. Le maximum de l'intérêt ne pourra dépasser cinq pour cent.

Toutefois le préfet est autorisé à traiter directement de cet emprunt, ou des portions de cet emprunt, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder quatre et demi pour cent.

L'imposition extraordinaire d'un centime et demi au principal des quatre contributions directes, établie pour six années consécutives, à dater de 1839, par une loi du 6 juin 1838, et affectée au service des routes départementales, sera prorogée jusqu'au 31 décembre 1845.



Le département est autorisé, en outre, à s'imposer extraordinairement deux centimes et demi additionnels au principal des mêmes contributions directes, pendant sept années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1839.

Le produit de ces deux impositions réunies sera employé au remboursement des sommes empruntées, jusqu'à concurrence de quatorze cent mille francs, ainsi qu'au service des intérêts. La portion de ces impositions qui ne serait pas nécessaire pour l'amortissement des sommes empruntées sera exclusivement affectée aux travaux des routes départementales.

### SIXIÈME LOI.

(Jura.)

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département du Jura est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1840, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affectée aux travaux d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

### SEPTIÈME LOI.

(Loir-et-Cher.)

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pour l'achèvement des routes départementales classées et à classer, la construction d'un hospice d'aliénés et d'un palais de justice à Blois :

1° Trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes de 1840 ;

2° Huit centimes additionnels au principal des mêmes



contributions, pendant neuf années consécutives, à partir de 1841.

Il est également autorisé à contracter pour le même objet un emprunt de six cent cinquante mille francs.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence; le taux de l'intérêt ne pourra excéder quatre et demi pour cent.

Il sera remboursé, en capital et intérêts, au moyen d'une partie du produit des impositions extraordinaires ci-dessus énoncées.

Quant au montant de l'emprunt et au surplus du produit desdites impositions extraordinaires, ils seront répartis entre les routes départementales, l'hospice des aliénés et le palais de justice de Blois, dans les proportions réglées par la délibération du conseil général.

## HUITIÈME LOI.

( Lot. )

### ARTICLE UNIQUE.

Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter, par portions successives, une somme d'un million cent quarante et un mille huit cent soixante et dix francs (1,141,870<sup>f</sup>), exclusivement applicable aux routes départementales désignées dans la délibération du conseil général.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence; le taux de l'intérêt ne pourra dépasser cinq pour cent.

Néanmoins le préfet est autorisé à traiter directement, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra excéder quatre et demi pour cent.

Il sera pourvu au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt, ainsi qu'aux travaux restant à exécuter sur les susdites routes, au moyen;

1° D'une imposition extraordinaire de quatre centimes additionnels au principal des contributions directes pendant l'année 1840;

2° D'une imposition extraordinaire de dix centimes sur les mêmes contributions, pendant treize années consécutives, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841.

**NEUVIÈME LOI.**

( Meuse. )

**ARTICLE UNIQUE.**

Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant trois années, à partir de 1840, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affectée aux travaux des routes départementales.

**DIXIÈME LOI.**

( Pas-de-Calais. )

**ARTICLE UNIQUE.**

Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement pendant quatre années, à partir de 1840, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté à l'achèvement des cinq routes départementales désignées dans la délibération du conseil général.

**ONZIÈME LOI.**

( Bas-Rhin. )

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Le département du Bas-Rhin est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1840, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté, pour moitié, aux travaux d'achèvement des

routes départementales classées, et pour moitié, aux travaux de restauration et d'appropriation des édifices départementaux.

## ART. 2.

Le département est autorisé, en outre, à affecter aux travaux des routes départementales ci-dessus désignées la somme de quarante mille francs, restée sans emploi sur les fonds de l'emprunt de deux cent cinquante mille francs, autorisé par la loi du 19 avril 1835.

## DOUZIÈME LOI.

( Rhône. )

## ARTICLE UNIQUE.

Le département du Rhône est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à emprunter une somme de sept cent mille francs (700,000<sup>f</sup>), qui sera exclusivement consacrée aux travaux des routes départementales.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, par portions successives, au fur et à mesure des besoins; le maximum de l'intérêt ne pourra excéder cinq pour cent.

Toutefois le préfet est autorisé à traiter directement avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

Il sera pourvu au service des intérêts ainsi qu'au remboursement du capital emprunté, au moyen d'une imposition extraordinaire de deux centimes et un tiers additionnels au principal des quatre natures de contributions directes.

Cette imposition sera établie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1842, jusqu'à complète extinction de la dette.

## TREIZIÈME LOI.

( Seine-et-Marne. )

## ARTICLE UNIQUE.

Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans

sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1840 et 1841, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté aux travaux d'amélioration des routes départementales désignées dans la délibération du conseil général.

### QUATORZIÈME LOI.

( Vaucluse. )

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années consécutives, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement aux travaux neufs des routes départementales, sauf prélèvement, sur les années 1840 et 1841, d'une somme totale de trente-huit mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-dix centimes, pour acquitter une partie des frais de translation de l'hôtel et des bureaux de la préfecture dans un nouveau local.

### QUINZIÈME LOI.

( Yonne. )

#### ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1838, à s'imposer extraordinairement cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes de 1840, et dix centimes sur les mêmes contributions, pendant six années consécutives, à dater de 1841.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales classées et à classer, et il sera réparti entre les cinq arrondissements de l'Yonne, proportionnellement au montant des contributions directes payées par chacun d'eux.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous cejourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 6<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des travaux publics,  
Signé J. DUFAYRE.*

Signé J. B. TESTE.

N° 8120. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction d'un Pont suspendu sur la Loire, dans la commune des Rosiers (Maine-et-Loire).*

Au palais de Saint-Cloud, le 27 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil municipal des Rosiers, département de Maine-et-Loire, sur le projet de construction d'un pont suspendu sur la Loire, dans cette commune;

Vu notamment la délibération, en date du 5 mai 1839, par laquelle ledit conseil municipal vote, pour subvenir à l'exécution de ce projet, une somme de deux cent mille francs;

Vu les divers avis du préfet de Maine-et-Loire, et notamment celui du 9 septembre 1835, duquel il résulte que le projet a été soumis à toutes les formalités d'enquête exigées par la loi, et qu'il



a été de plus communiqué aux tribunaux de commerce et aux chambres consultatives d'Angers, de Saumur et de Chollet ;

Vu les autres pièces de l'affaire ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le projet de construction d'un pont suspendu sur la Loire, dans la commune des Rosiers, est approuvé aux clauses et conditions du cahier des charges de cette entreprise, présenté par le préfet de Maine-et-Loire, le 22 mai 1839, et conformément au plan rédigé, le 19 avril 1837, par l'ingénieur en chef du département.

Une expédition de chacune de ces deux pièces restera annexée à la présente ordonnance.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen,

1° D'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera déterminé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté ;

2° D'une subvention de soixante et quinze mille francs sur les fonds du trésor ;

3° D'une subvention de deux cent mille francs votée par le conseil municipal des Rosiers.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des propriétés nécessaires à l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé pour l'adjudication, il y sera perçu un péage, conformément au tarif ci-après :



Une personne à pied, chargée ou non, ou un enfant en âge de marcher seul.....	0 05
Un cavalier monté sur un cheval ou mulet.....	0 15
Cheval, mulet ou âne chargé.....	0 10
<i>Idem</i> non chargé.....	0 05
Bœuf, vache, taureau.....	0 05
Veau, porc, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait.....	0 02 1/2
Oie ou dindon.....	0 01
Cabriolet à un cheval, conducteur compris.....	0 40
Chaque cheval en sus.....	0 10
Voiture de ville, à plus de deux roues, à un cheval et le conducteur.....	0 50
Chaque cheval en sus.....	0 10
Chaise de poste ou diligence à deux roues et à deux chevaux, postillon compris, et retour des chevaux à pied levé.....	0 75
Chaque cheval en sus.....	0 20
Chaise de poste ou diligence à quatre roues et à deux chevaux, postillon compris, et retour des chevaux à pied levé.....	1 00
Chaque cheval en sus.....	0 20
Char à banes, attelé d'un cheval, conducteur compris.....	0 40
Chaque cheval en sus.....	0 10

*Nota.* Toute personne passant en voiture ne devra la taxe que pour l'équipage.

Charrette ordinaire ou de campagne, à un cheval ou mulet, ou une paire de bœufs, conducteur compris.....	0 20
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 05
Charrette attelée d'un âne ou ânesse, chargée ou non chargée, conducteur compris.....	0 10
Voiture de roulage chargée, à deux roues et à un cheval, conducteur compris.....	0 30
Chaque cheval en sus.....	0 15
Voiture de roulage, chargée, à quatre roues et à un cheval, conducteur compris.....	0 40
Chaque cheval en sus.....	0 15
Charrette de campagne, à vide, à un cheval ou mulet ou une paire de bœufs, conducteur compris.....	0 10
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 05
Voiture de roulage à deux ou quatre roues, à vide, à un cheval, et le conducteur.....	0 20
Chaque cheval en sus.....	0 05
Traineau, attelé d'un cheval, d'un mulet ou d'une paire de bœufs, conducteur compris.....	0 20
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus.....	0 05
Charrette à bras ou brouette, trainée par un homme.....	0 10
Chaque homme en sus.....	0 05

*Nota.* Les droits seront réduits de moitié pour les bestiaux allant au pâturage, ou employés au labour.

6. Seront exempts des droits de péage, le préfet du départe-

tement, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade, voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés, conduits par la force publique.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 14 \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 14 Août 1839.

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 672.

N° 8121. — *Loi portant fixation du Budget des Dépenses de l'exercice 1840.*

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence d'un milliard quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent treize mille quatre cent quatre-vingt-sept francs (1,099,913,487<sup>f</sup>), pour les dépenses de l'exercice 1840, conformément à l'état A ci-annexé, applicables, savoir :

A la dette publique (I <sup>re</sup> partie du budget) . . . . .	325,500,164 <sup>f</sup>
Aux dotations (II <sup>e</sup> partie) . . . . .	16,735,420
Aux services généraux des ministères (III <sup>e</sup> partie) . . . . .	573,612,988
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus directs et indirects (IV <sup>e</sup> partie) . . . . .	124,701,485
Aux remboursements et restitutions à faire sur les produits desdits impôts, aux non-valeurs et aux primes à l'exportation (V <sup>e</sup> partie) . . . . .	59,363,430
<b>TOTAL GÉNÉRAL . . . . .</b>	<b>1,099,913,487</b>

IX<sup>e</sup> Série.

16

Des crédits montant à la somme de vingt millions six cent quarante-six mille six cent quatre-vingt-douze francs (20,646,692<sup>f</sup>), sont également ouverts, pour l'exercice 1840, aux services spéciaux portés pour ordre au budget, conformément à l'état B ci-annexé.

#### ARTICLE 2.

Un crédit spécial de quarante-cinq millions de francs (45,000,000<sup>f</sup>) est ouvert au ministre des travaux publics, pour être employé, sur l'exercice 1840, aux travaux publics extraordinaires, conformément aux allocations fixées pour chaque chapitre dans l'état C annexé à la présente loi.

#### ARTICLE 3.

Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente loi, et dans les tableaux y annexés, par les voies et moyens de l'exercice 1840.

#### ARTICLE 4.

Il sera rendu un compte spécial et distinct de l'emploi de chacun des crédits ouverts au titre des chapitres XVIII, XIX, et à chacun des paragraphes du chapitre XXIII *bis* de la deuxième section du budget du ministère de la guerre, pour travaux extraordinaires, civils et militaires, à exécuter en 1840, sur divers points des possessions françaises du nord de l'Afrique. Ces crédits ne pourront recevoir aucune autre affectation.

#### ARTICLE 5.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit d'un million cinquante mille francs (1,050,000<sup>f</sup>), pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1840.

#### ARTICLE 6.

La faculté d'ouvrir, par ordonnance du Roi, des crédits supplémentaires, accordée par l'article 3 de la loi du 24 avril 1833, pour subvenir à l'insuffisance dûment justifiée d'un

service porté au budget, n'est applicable qu'aux dépenses concernant un service voté, et dont la nomenclature suit :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

Frais de justice criminelle ;  
Indemnités pour frais d'établissement des évêques, des archevêques et des cardinaux ;  
Frais de bulles d'information ;  
Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Frais d'établissement des agents politiques et consulaires ;  
Frais de voyage et de courriers ;  
Missions extraordinaires.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Traitements éventuels des professeurs des facultés ;  
Frais de concours dans les facultés ;  
Prix de l'Institut et de l'Académie royale de médecine.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Dépenses départementales.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE.

Encouragements aux pêches maritimes.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Travaux sur les produits spéciaux.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Frais de procédure des conseils de guerre et de révision ;  
Achats des fourrages de la gendarmerie ;  
Achats de grains et de rations toutes manutentionnées ;  
Achats de liquides ;  
Achats de fourrages ;  
Nouvelle solde de non-activité (*loi du 19 mai 1834*) ;  
Service des poudres et salpêtres.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Frais de procédure des tribunaux maritimes ;



Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition des rations.

MINISTÈRE DES FINANCES.

- Dette publique ( dette perpétuelle et amortissement );**
- Intérêts, primes et amortissement des emprunts pour ponts et canaux;**
- Intérêts de la dette flottante;**
- Intérêts de la dette viagère;**
- Intérêts de cautionnements;**
- Pensions (chapitres X, XI, XII, XIII, XIV, XV et XVI);**
- Frais judiciaires de poursuites et d'instances, et condamnations prononcées contre le trésor public;**
- Frais de trésorerie;**
- Frais de perception, dans les départements, des contributions directes et des taxes perçues en vertu de rôles;**
- Remises pour la perception, dans les départements, des droits d'enregistrement;**
- Contributions des bâtiments et des domaines de l'État et des biens sequestrés;**
- Frais d'estimation, d'affiche et de vente de mobilier et de domaines de l'État;**
- Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants;**
- Achat de papier pour passe-ports et permis de port d'armes;**
- Achat de papier à timbrer; frais d'emballage et de transport;**
- Avances recouvrables et frais judiciaires;**
- Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux;**
- Remises pour la perception des contributions indirectes dans les départements;**
- Achat de papier filigrané pour les cartes à jouer;**
- Contribution foncière des bacs, canaux et francs-bords**
- Service des poudres à feu;**
- Achat de tabacs et frais de transport;**
- Primes pour saisies de tabacs et arrestations de colporteurs;**
- Remises des directeurs des bureaux de poste aux lettres;**



Achat de lettres venant de l'étranger ;

Remises sur le produit des places dans les paquebots et malles-postes ;

Droits de tonnage et de pilotage des paquebots employés au transport des dépêches ;

Réparations et frais de combustibles des mêmes paquebots ;

Transport des dépêches par entreprises ;

Remboursements, restitutions, non-valeurs, primes et escomptes ;

Travaux d'abattage et de façon des coupes et bois à exploiter par économie.

#### ARTICLE 7.

Les crédits ordinaires alloués, pour souscriptions, dans les budgets des divers ministères, ne pourront, dans aucun cas, être engagés, pour plus des deux tiers de leur chiffre total, en souscriptions à des ouvrages dont la publication embrasse plusieurs années.

#### ARTICLE 8.

Il sera établi, au 31 décembre de chaque année et par chaque ministère, un état de l'emploi, fait pendant l'année, des fonds consacrés,

1° A l'impression et à la gravure des livres et ouvrages publiés aux frais du Gouvernement ;

2° Aux souscriptions pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts.

Cet état contiendra :

A l'égard des ouvrages imprimés ou gravés aux frais du Gouvernement, la liste de ces ouvrages, le nom des auteurs ou éditeurs, l'évaluation de la dépense totale, le montant de la dépense de l'année ;

A l'égard des ouvrages auxquels le Gouvernement aura souscrit, leur titre, le nom de l'auteur ou éditeur, le nombre des exemplaires achetés, le prix total de chacun d'eux, les époques de paiements pour ceux qui doivent embrasser plusieurs années, et les sommes acquittées pendant l'année.

Cet état contiendra, en outre, à l'égard de tous les ouvrages,

la liste nominative des bibliothèques et établissements publics nationaux ou étrangers auxquels ils auront été distribués, et celle des distributions individuelles qui pourraient avoir été faites en vertu de la loi du 23 mai 1834.

Cet état sera distribué aux Chambres en même temps que la situation provisoire de l'exercice courant; il remplacera la liste prescrite par l'article 10 de la loi du 31 janvier 1833, lequel est abrogé.

#### ARTICLE 9.

L'obligation imposée aux débitants de tabac de fournir un cautionnement en numéraire est abrogée.

Les cautionnements de cette origine actuellement existant au trésor seront remboursés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840.

Les cautionnements qui ne seraient pas réclamés ou dont le remboursement n'aurait pas eu lieu par quelque cause que ce fût, à la clôture de l'exercice 1840, seront versés à la caisse des dépôts et consignations.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

**DONNONS EN MANDEMENT** à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

*Signé* H. PASSY.

*Signé* J. B. TESTA.

## Budget général des Dépenses pour l'Exercice 1840.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
1 <sup>re</sup> PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
1 <sup>o</sup> Dette consolidée et amortissement.		
1	Rentes 5 p. 0/0.....	147,119,749
2	Rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,026,600
3	Rentes 4 p. 0/0.....	11,978,766
4	Rentes 3 p. 0/0.....	35,791,786
5	Fonds d'amortissement :	
	Dotation annuelle..... 44,616,463 <sup>f</sup>	44,616,463
	Rentes appartenant à la caisse d'amortissement comprises dans les crédits ci-dessus (par approximation)..... 30,500,000	
	Montant du fonds d'amortissement 75,116,643	
TOTAL pour la dette consolidée et l'amortissement.		210,533,364
2 <sup>o</sup> Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.		
6	Intérêts, primes et amortissement des emprunts spéciaux contractés pour ponts, canaux et travaux divers.....	10,683,300
7	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,000,000
8	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	9,000,000
TOTAL pour les intérêts de capitaux remboursables à divers titres.....		28,683,300
3 <sup>o</sup> Dette viagère.		
9	Rentes viagères.....	3,727,000
10	Pensions de la Pairie, des veuves de Pairs et d'anciens Sénateurs.....	880,000
11	Pensions civiles. ( Décret du 13 septembre 1806 )..	1,461,500
12	Pensions à titre de récompenses nationales.....	560,000
13	Pensions aux vainqueurs de la Bastille.....	15,000
14	Pensions militaires.....	43,700,000
15	Pensions ecclésiastiques.....	1,830,000
16	Pensions de donataires dépossédés.....	1,360,000
17	Pensions accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile. ( Loi du 29 juin 1835. ).....	600,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la 1<sup>re</sup> PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.</i>		
18	Subvention aux fonds de retraite des finances; pen- sions et indemnités temporaires.....		1,730,000 <sup>f</sup>
19	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.		400,000
	TOTAL pour la dette viagère.....		56,283,500
	<b>RÉCAPITULATION DE LA 1<sup>re</sup> PARTIE.</b>		
	<i>DETTE PUBLIQUE.</i>		
	1 <sup>o</sup> Dette consolidée et amortissement.....		240,533,364
	2 <sup>o</sup> Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.....		38,683,300
	3 <sup>o</sup> Dette viagère.....		56,283,500
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> Partie.....		325,500,164
	<b>II<sup>e</sup> PARTIE. — DOTATIONS.</b>		
20	Liste civile.....		14,000,000
21	Chambre des Pairs.....		720,000
22	Chambre des Députés.....		696,920
23	Légion d'honneur (supplément à sa dotation).....		1,318,500
	TOTAL de la II <sup>e</sup> Partie.....		16,735,420
	<b>III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</b>		
	<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.</b>		
	<b>1<sup>re</sup> PARTIE. — DÉPENSES DE LA JUSTICE.</b>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....		417,800
2	Administration centrale. (Matériel.).....		107,000
3	Conseil d'état. (Personnel.).....		514,200
4	Conseil d'état. (Matériel.).....		17,000
5	Cour de cassation.....		970,500
6	Cours royales.....		4,232,600
7	Cours d'assises.....		154,400
8	Tribunaux de première instance.....		6,215,495
9	Tribunaux de commerce.....		179,900
10	Tribunaux de police.....		62,400
11	Justices de paix.....		3,106,130
12	Frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle et du conseil d'état.....		4,030,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
<i>Suite du MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.</i>		
13	Pensions. — Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice.....	200,000 <sup>f</sup>
14	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'an- ciens magistrats et employés, etc.....	45,000
15	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la I <sup>re</sup> Partie...		20,252,425
<i>II<sup>e</sup> PARTIE. — DÉPENSES DES CULTES.</i>		
<i>Administration centrale.</i>		
1	Personnel des bureaux des cultes....	171,500 <sup>f</sup>
2	Matériel et dépenses diverses des bu- reaux des cultes.....	27,000
3	Subvention au fonds des retraites des employés des cultes.....	21,059
<i>Culte catholique.</i>		
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.	1,027,000
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	28,270,000
6	Chapitre royal de Saint-Denis.....	112,000
7	Bourses des séminaires.....	1,000,000
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'an- ciennes religieuses.....	1,070,000
9	Dépenses du service intérieur des édi- fices diocésains.....	445,000
10	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.....	1,600,000
11	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.	800,000
12	Secours à divers établissements ecclé- siastiques.....	162,300
13	Dépenses accidentelles.....	5,000
<i>Cultes non catholiques.</i>		
14	Dépenses du personnel des cultes pro- testants.....	843,000
15	Dépenses du matériel des cultes pro- testants.....	100,000
		943,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
	<i>Suite du MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.</i>		
16	Frais d'administration du directoire gé- néral de la confession d'Augsbourg.	16,000 <sup>f</sup>	100,000 <sup>f</sup>
17	Dépenses du culte israélite.....	90,000	
18	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	TOTAL de la II <sup>e</sup> Partie..		35,759,859
	RÉCAPITULATION.		
	I <sup>re</sup> PARTIE. Dépenses de la justice.....		20,252,425
	II <sup>e</sup> PARTIE. Dépenses des cultes.....		35,763,859
	TOTAL.....		56,016,284
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	<i>Administration centrale.</i>		
1	Personnel.....	527,122 <sup>f</sup>	676,122
2	Matériel.....	149,000	
	<i>Traitements des agents du service extérieur.</i>		
3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	4,316,300	4,346,300
4	Traitements des agents en inactivité..	30,000	
	<i>Dépenses variables.</i>		
5	Frais d'établissement.....	300,000	2,521,578
6	Frais de voyages et de courriers.....	600,000	
7	Frais de service.....	762,000	
8	Présents diplomatiques.....	50,000	
9	Indemnités et secours.....	52,500	
10	Dépenses secrètes.....	650,000	
11	Missions extraordinaires et dépenses imprévues.....	100,000	
12	Indemnités temporaires accordées en exécution de l'article 4 de la loi du 1 <sup>er</sup> mai 1822.....	7,078	
	<i>Service extraordinaire.</i>		
13	Indemnités aux incendiés de Péra.....		60,000
14	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	TOTAL.....		7,604,000



CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<b>MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.</b>		
	<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
	<i>Administration centrale.</i>		
1	Personnel.....	406,000 <sup>f</sup>	521,600 <sup>f</sup>
2	Matériel.....	115,600	
	<i>Université.</i>		
3	Conseil royal, inspecteurs généraux de l'université.....	208,000	11,790,980
4	Services généraux de l'université....	296,700	
5	Services spéciaux des ressorts académiques.....	1,033,900	
6	Instruction supérieure.—Facultés....	2,481,380	
7	Instruction publique.—Collèges royaux	1,914,000	
8	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.).....	1,600,000	
9	Idem. (Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels votés par les conseils généraux.).....	3,957,000	
10	Idem. (Dépenses imputables sur la portion des 5 centimes facultatifs spéciaux votés par les conseils généraux.)	100,000	
11	Écoles normales primaires. (Dépenses imputables sur des ressources spéciales.).....	200,000	
	<i>Établissements scientifiques et littéraires.</i>		
12	Institut.....	562,000	2,174,077
13	Collège de France.....	144,044	
14	Muséum d'histoire naturelle.....	480,450	
15	Bureau des longitudes.....	121,760	
16	Bibliothèque royale.....	381,000	
17	Service des bibliothèques publiques...	167,223	
18	Établissements divers.....	117,600	
19	Souscriptions. { Crédit ordinaire. 50,000 <sup>f</sup> Crédit extraordinaire pour l'acquittement des souscriptions antérieures au 1 <sup>er</sup> juin 1839..... 150,000	200,000	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite du</i> MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
	<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES</i>	
20	Encouragements et secours aux savants et hommes de lettres.....	243,800 <sup>f</sup>
21	Recueil et publications des documents inédits relatifs à l'histoire nationale.....	150,000
22	Subvention aux fonds de retraite.....	280,000
23	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
	TOTAL.....	15,160,457
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
	<i>Administration centrale.</i>	
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.....	776,200
2	Matériel et dépenses diverses des bu- reaux.....	195,000
3	Archives du Royaume.....	86,000
	<i>Services généraux.</i>	
4	Dépenses secrètes et ordinaires de po- lice générale.....	957,990
5	Dépenses du personnel des lignes télé- graphiques.....	658,078
6	Dépenses du matériel des lignes télé- graphiques.....	153,206
7	Dépenses du service extraordinaire des lignes télégraphiques.....	96,800
8	Dépenses générales du personnel des gardes nationales.....	132,000
9	Dépenses générales du matériel des gardes nationales.....	26,000
10	Subvention aux caisses de retraites de l'administration centrale et du Con- servatoire de musique.....	74,886
	<i>Beaux-arts.</i>	
11	Établissements des beaux-arts.....	437,500
12	Ouvrages d'art et décorations d'édifices publics.....	400,000
13	Conservation d'anciens monuments his- toriques.....	400,000
14	Encouragements et souscriptions.....	311,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
<i>Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.</i>		
15	Indemnités ou secours à des artistes, auteurs dramatiques, compositeurs, et à leurs veuves.....	197,700 <sup>f</sup>
16	Subventions aux théâtres royaux.....	1,134,500
17	Subvention à la caisse des pensions de l'Académie royale de musique....	196,000
<i>Secours généraux.</i>		
18	Secours aux établissements généraux de bienfaisance.....	501,000
19	Secours généraux aux bureaux de cha- rité, institutions de bienfaisance et autres.....	320,000
19bis.	Secours à des personnes dans l'indi- gence, et qui ont des droits à la bien- veillance du Gouvernement.....	200,000
20	Subventions aux compagnies pour exé- cution, par voie de concession de péage, de travaux de ponts sur les chemins communaux.....	400,000
21	Secours aux sociétés de charité mater- nelle.....	120,000
22	Secours aux étrangers réfugiés en France.....	2,350,000
23	Secours aux condamnés politiques...	270,000
24	Secours aux orphelins et aux combat- tants de Juillet et de Juin.....	22,000
<i>Services départementaux à la charge des fonds généraux de l'État.</i>		
25	Traitements et indemnités aux fonc- tionnaires administratifs des départe- tements.....	3,044,409
25bis.	Traitements et indemnités des commis- saires de police.....	86,610
26	Abonnements pour frais d'administra- tion des préfectures et des sous-pré- fec ures.....	4,690,300
27	Inspections administratives des services départementaux.....	120,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
<i>Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.</i>		
28	Dépenses ordinaires des maisons cen- trales de force et de correction . . . . . 3,600,000	
29	Transport des condamnés aux travaux forcés, indemnités de leur séjour tem- poraire dans les prisons, reprises d'é- vadés, frais de rapatriement, etc... 610,000	4,770,000 <sup>f</sup>
30	Bâtiments des cours royales . . . . . 460,000	
31	Grosses réparations des maisons cen- trales de force et de correction . . . . . 100,000	
<i>Dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.</i>		
DÉPENSES ORDINAIRES.		
	Dépenses ordinaires sur centimes additionnels concedés aux départe- ments. . . . . 8 cent. $\frac{5}{10}$ 16,115,150 <sup>f</sup>	
32	Dépenses sur fonds com- mun réparti par ordon- nances royales. . . 4 c. $\frac{9}{10}$ 9,289,910	25,425,000 <sup>f</sup>
	Dépenses sur produits éventuels ordinaires (sauf règlement dé- finitif) . . . . . 20,000	
DÉPENSES FACULTATIVES.		
	Dépenses facultatives d'u- tilité départementale (maximum 5 cent.) . . . 9,400,000	36,173,010
33	Dépenses sur fonds com- mun à répartir en se- cours par le règlement des budgets départe- mentaux . . . . . $\frac{5}{10}$ 947,950	10,747,950
	Dépenses sur produits éventuels facultatifs et sur subventions com- munales et particu- lières pour travaux de route (sauf règlement définitif) . . . . . 400,000	

## MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT  
des crédits  
accordés.*Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES  
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.**Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.*

## DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

34	Dépenses sur le produit de centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales (sauf règlement) 14,620,000	
	Dépenses sur fonds d'emprunts autorisés par des lois particulières (sauf règlement) . . . 4,200,000	18,820,000 <sup>f</sup>

## DÉPENSES SPÉCIALES.

	Dépenses des chemins vicinaux sur centimes additionnels spéciaux (maximum 5 cent.) 8,465,000 <sup>f</sup>	
	Dépenses sur subventions communales et souscriptions particulières (sauf règlement) . . . . . 6,080,000	89,885,180 <sup>f</sup>
35	Dépenses sur produits spéciaux non indiqués dans la loi du 10 mai 1838, et versés dans les caisses départementales pour y conserver leur affectation spéciale . . . 20,000	14,565,000
36	Dépenses des exercices clos . . . . .	Mémoire.
	TOTAL . . . . .	89,885,180

## MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE.

*Administration centrale.*

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale . . . .	465,300 <sup>f</sup>	
1	Matériel et dépenses diverses des bureaux . . . . .	103,000	579,408
3	Subvention à la caisse des retraites de l'administration centrale . . . .	19,180	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<b>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</b>		
	<b>Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE.</b>		
	<i>Agriculture et haras.</i>		
4	Écoles vétérinaires et bergeries...	625,000 <sup>f</sup>	3,425,000
5	Encouragements à l'agriculture....	800,000	
6	Haras, dépôts d'étalons, primes, achats d'étalons.....	2,000,000	
	<i>Manufactures, commerce intérieur et extérieur.</i>		
7	Conservatoire et écoles des arts et métiers. ....	788,000	5,688,000
8	Encouragements aux manufactures et au commerce, publication des brevets d'invention, travaux sta- tistiques.....	200,000	
9	Encouragements aux pêches mari- times.....	4,000,000	
10	Poids et mesures.....	700,000	
	<i>Établissements thermaux et sanitaires.</i>		
11	Établissements thermaux, lazarets et service sani- taire .....		244,500
	<i>Secours.</i>		
12	Secours aux colons .....	880,000 <sup>f</sup>	2,775,900
13	Secours spéciaux pour pertes résul- tant d'incendie, de grêle, inon- dations ou autres cas fortuits.....	1,895,900	
14	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	<b>TOTAL.....</b>		<b>12,712,868</b>
	<b>MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.</b>		
	<i>Administration centrale.</i>		
1	Traitement du ministre, et personnel de l'administration centrale.....	475,400 <sup>f</sup>	540,400
2	Matériel et dépenses diverses des bu- reaux.....	65,000	



CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
<i>Suite du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.</i>		
<i>Ponts et chaussées et mines.</i>		
3	Personnel du corps des ponts et chaussées .....	2,837,500
4	Personnel des officiers et maîtres de ports du service maritime et des inspecteurs de la navigation.....	180,000
5	Personnel des conducteurs embri- gadés.....	1,050,000
6	Personnel du corps des mines, ensei- gnement, écoles .....	492,400
7	Matériel des mines. ( Services di- vers. ).....	140,000
8	Subvention à la caisse des retraites des ponts et chaussées et des mines.	355,000
9	Routes royales et ponts.....	26,395,000
10	Navigation intérieure. (Rivières, quais et bacs. ).....	7,260,000
11	— (Canaux. ).....	4,030,000
12	Ports maritimes et services divers...	5,057,000
13	Chemins de fer.....	80,000
14	Frais généraux du service des départe- ments et secours.....	56,000
15	Subventions aux compagnies pour travaux par voie de concession de péage.....	500,000
<i>Bâtiments civils et Monuments publics.</i>		
16	Entretien des bâtiments et édifices publics d'inté- rêt général à Paris.....	465,000 <sup>f</sup>
17	Constructions et grosses réparations d'intérêt général à Paris.....	625,000
18	Achèvement d'édifices publics. ( Loi du 18 juillet 1838. ).....	2,620,000
19	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL.....		52,653,300

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>		
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Divisions territoriales de l'intérieur.</i>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,345,100
2	Administration centrale. (Matériel.).....	237,750
3	Frais généraux d'impressions.....	180,000
4	Etats-majors.....	14,672,611
5	Gendarmerie.....	17,085,077
5 bis.	Subvention de la ville de Paris pour accroissement de la garde municipale.....	1,487,396
6	Recrutement.....	474,750
7	Justice militaire.....	176,750
8	Solde et abonnement payable comme la solde..... Vivres et chauffage..... Hôpitaux..... Service de marche.....	112,293,201
9	Habillement et campement.....	10,109,481
10	Lits militaires.....	4,533,601
11	Transports généraux.....	832,750
12	Remonte générale.....	3,119,984
13	Harnachement.....	204,500
14	Fourrages.....	17,954,453
15	Solde de non-activité.....	355,325
16	Dépenses temporaires.....	2,484,292
16 bis.	Subvention aux fonds de retraite des employés.....	548,400
17	Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France.....	377,000
18	Matériel de l'artillerie.....	5,761,550
18 bis.	Poudres et salpêtres. (Personnel.).....	407,619
18 ter.	Poudres et salpêtres. (Matériel.).....	2,262,841
19	Matériel du génie.....	10,134,000
20	Ecoles militaires.....	1,363,210
21	Invalides de la guerre.....	2,612,120
25	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....		212,213,761
III <sup>e</sup> SECTION. — <i>Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.</i>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	66,000
2	Administration centrale. (Matériel.).....	6,000

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
<i>Suite de la III<sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>		
<i>Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.</i>		
3	Frais généraux d'impressions.....	10,000
3 bis.	Gouvernement d'Afrique.....	396,000
4	États-majors.....	891,925
5	Gendarmerie.....	675,360
7	Justice militaire.....	72,069
	Solde et abonnements payables comme la solde...	
	Vivres et chauffage.....	
8	Hôpitaux.....	17,643,402
	Service de marche.....	
9	Habillement et campement.....	2,094,885
10	Lits militaires.....	397,002
11	Transports généraux.....	189,315
12	Remonte générale.....	315,270
13	Harnachement.....	43,000
14	Fourrages.....	4,186,454
17	Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France...	4,000
18	Matériel de l'artillerie.....	350,000
19	Matériel du génie.....	2,796,000
22	Services militaires irréguliers en Afrique.....	1,943,000
23	Services civils en Afrique.....	1,355,000
	Dessèchements..... 300,000 <sup>f</sup>	
	Routes..... 500,000	
23 bis.	Travaux publics extraordinaires. { Prolongation du môle d'Alger et travaux maritimes à Stora et à Philippeville. 900,000 Lazaret d'Alger. ...	1,800,000
24	Dépenses accidentelles et secrètes.....	250,000
TOTAL de la III <sup>e</sup> section.....		35,487,709
RÉCAPITULATION.		
I <sup>re</sup> SECTION. — Divisions territoriales de l'intérieur.		212,213,761
II <sup>e</sup> SECTION. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.....		35,487,709
TOTAL GÉNÉRAL.....		247,701,470

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
Suite de la III <sup>e</sup> PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.			
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
Service central.			
1	Administration centrale. ( <i>Personnel.</i> )	688,500 <sup>f</sup>	892,500
2	Administration centrale. ( <i>Matériel.</i> )..	204,000	
Service général.			
3	Officiers militaires et civils.....	6,711,200	60,381,700
4	Maistrance, gardiennage et surveil- lance.....	1,367,600	
5	Solde et entretien des équipages et des troupes.....	16,630,000	
6	Hôpitaux.....	998,000	
7	Vivres.....	8,526,900	
8	Travaux du matériel naval. ( <i>Ports.</i> )	18,001,500	
9	Travaux du matériel naval. ( <i>Établis- sements hors des ports.</i> ).....	1,100,000	
10	Travaux de l'artillerie. ( <i>Ports.</i> )....	1,262,000	
11	Travaux de l'artillerie. ( <i>Établis- sements hors des ports.</i> ).....	500,000	
12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	4,454,200	
13	Affrètements et transports par mer...	93,000	
14	Chiourmes.....	222,800	
15	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	170,000	
16	Matériel des services d'administration des ports et objets divers.....	344,500	
Service scientifique.			
17	Sciences et arts maritimes. ( <i>Personnel.</i> )	418,400	755,400
18	Sciences et arts maritimes. ( <i>Matériel.</i> )	337,000	
19	Dépenses temporaires.....		66,200
Service colonial.			
20	Colonies. — Services militaires.....	6,990,000 <sup>f</sup>	9,920,000
21	Colonies. — Services accessoires....	2,130,000	
21 b.	Secours à la colonie de la Martinique pour couvrir, s'il y a lieu, le déficit de son budget de 1840.....	800,000	Mémoire.
22	Dépenses des exercices clos.....		
TOTAL.....			72,015,800

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
Suite de la III <sup>e</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.			
MINISTÈRE DES FINANCES.			
Cour des comptes.			
24	Personnel.....	1,084,200 <sup>f</sup>	1,151,500 <sup>f</sup>
25	Matériel et dépenses diverses.....	67,300	
Administration centrale des finances.			
26	Personnel.....	5,500,600	6,432,600
27	Matériel.....	637,400	
28	Dépenses diverses.....	294,600	
Monnaies et médailles. ( Service des établisse- ments monétaires. )			
29	Personnel.....	152,000 <sup>f</sup>	242,529
30	Matériel et dépenses diverses.....	90,529	
Cadastre.			
31	Fonds commun.....	1,000,000	3,300,000
	Dépenses à la charge du produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux de département..	2,300,000	
Service de trésorerie.			
32	Frais de trésorerie.....	2,680,000	8,741,000
33	Traitement et frais de service des rece- veurs généraux et particuliers des finances.....	5,081,000	
34	Traitements et frais de service des payeurs.....	980,000	
35	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
TOTAL.....			19,867,620

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
RÉCAPITULATION DE LA III <sup>e</sup> PARTIE.			
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère de la jus- tice et des cultes.	Dépenses de la justice.....	20,252,425 <sup>f</sup>	
	Dépenses des cultes.....	35,759,859	
Ministère des affaires étrangères.....		7,604,000	
Ministère de l'instruction publique.....		15,160,457	
Ministère de l'intérieur.....		89,885,180	
Ministère du commerce et de l'agriculture.....		12,712,368	
Ministère des travaux publics.....		52,653,300	
Ministère de la guerre.	1 <sup>re</sup> SECTION — Divisions territoriales de l'intérieur.....	212,213,761 <sup>f</sup>	
	II <sup>e</sup> SECTION — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.....	35,487,709	
			247,701,470
Ministère de la marine et des colonies.....		72,015,800	
Ministère des finances.....		19,867,629	
TOTAL de la III <sup>e</sup> partie.....		573,612,988	
IV <sup>e</sup> PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PER- CEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES.			
(Service administratif et de perception dans les départements.)			
36	Personnel.....	2,014,800 <sup>f</sup>	
37	Matériel et dépenses diverses.....	1,755,500	
38	Frais de per- ception.	Remises des percepteurs. 10,735,400 <sup>f</sup> Frais de pre- mier avertis- sement.... 280,000	11,015,400
			14,785,700
ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.			
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)			
Enregistrement et domaines.			
39	Personnel.....	8,822,800 <sup>f</sup>	
40	Matériel.....	384,500	
41	Dépenses diverses.....	741,300	
		9,948,600 <sup>f</sup>	
			10,849,550
Timbre.			
42	Personnel.....	379,750	
43	Matériel.....	521,200	
		900,950	



CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la IV<sup>e</sup> PARTIE.</i>		
	<b>FORÊTS.</b>		
	(Service administratif et de surveillance dans les départements.)		
44	Personnel.....	3,168,700 <sup>f</sup>	4,721,200 <sup>f</sup>
45	Matériel.....	973,000	
46	Dépenses diverses.....	579,500	
	<b>DOUANES.</b>		
	(Service administratif et de perception dans les départements.)		
47	Personnel.....	22,978,450 <sup>f</sup>	24,370,800
48	Matériel.....	505,300	
49	Dépenses diverses.....	887,050	
	<b>CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET POUDRES À FEU.</b>		
	(Service administratif et de perception dans les départements.)		
	<i>Contributions indirectes.</i>		
50	Personnel.....	18,503,300 <sup>f</sup>	20,905,400 <sup>f</sup>
51	Matériel.....	580,100	
52	Dépenses diverses.....	1,822,000	
	<i>Poudres à feu.</i>		23,172,800
53	Personnel.....	51,000 <sup>f</sup>	2,267,400
54	Matériel.....	2,216,400	
	<b>TABACS.</b>		
	(Exploitation.)		
55	Personnel.....	950,000 <sup>f</sup>	22,690,891
56	Matériel.....	21,454,000	
57	Dépenses diverses.....	286,891	
	<b>POSTES.</b>		
	(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
	<i>Administration et perception.</i>		
58	Personnel.....	8,475,300 <sup>f</sup>	10,393,750
59	Matériel.....	636,050	
60	Dépenses diverses.....	1,282,400	
	<i>Transport des dépêches.</i>		
61	Personnel.....	2,221,956 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	13,577,783
62	Matériel.....	8,082,711 50	
63	Dépenses diverses.....	3,273,115 00	
64	Salines et mines de sel de l'Est.....		139,011
	<b>TOTAL de la IV<sup>e</sup> Partie.....</b>		<b>124,701,485</b>

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<b>V<sup>e</sup> PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.</b>	
65	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les autres taxes perçues en vertu de rôles.....	38,860,430 <sup>f</sup>
66	Remboursements sur produits indirects et divers..	2,366,000
67	Répartitions des produits de plombage, d'estampillage, etc., en matière de douanes.....	1,000,000
68	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations, attribuées à divers.....	3,307,000
69	Primes à l'exportation de marchandises. ....	11,500,000
70	Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes.....	2,200,000
71	Escompte sur le droit de fabrication du sucre indigène.....	130,000
	<b>TOTAL de la V<sup>e</sup> Partie.....</b>	<b>59,363,430</b>

### RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.

I <sup>re</sup> PARTIE. Dette publique .....	325,500,164 <sup>f</sup>
II <sup>e</sup> ——— Dotations.....	16,735,420
III <sup>e</sup> ——— Services généraux des ministères.....	573,612,988
IV <sup>e</sup> ——— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	124,701,485
V <sup>e</sup> PARTIE. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. ....	59,363,430
<b>TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'exercice 1840...</b>	<b>1,099,913,487<sup>f</sup></b>

ÉTAT B. *Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1840, aux services spéciaux portés pour ordre au budget.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de la justice et des cultes. { Légion d'honneur.	8,358,198 <sup>f</sup>
Ministère des affaires étrangères. { Imprimerie royale	2,418,000
Chancelleries consu- lares. ....	250,000
Ministère de la marine et des colonies. Caisse des Inva- lides. ....	8,270,000
Ministère des finances. Service de la fabrication des monnaies et médailles. ....	1,350,494
<b>TOTAL.....</b>	<b>20,646,692</b>

ÉTAT C. *Tableaux des crédits ouverts pour l'exercice 1840, sur le budget extraordinaire des travaux publics.*

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES TRAVAUX.	MONTANT des crédits accordés.
1	Routes royales classées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1837. .	12,200,000 <sup>f</sup>
2	Routes royales classées depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1837. .	424,000
3	Routes royales et ports maritimes de la Corse. ....	1,500,000
6	Amélioration des rivières. ....	13,471,700
9	Amélioration des ports maritimes. ....	5,404,300
10	Chemins de fer. ....	2,000,000
11	Établissements de nouveaux canaux. ....	10,000,000
	<b>TOTAL.....</b>	<b>45,000,000</b>

Certifié conforme : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

**N° 8122. — Loi portant fixation du Budget des Recettes de l'exercice 1840.**

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.**

**IMPÔTS AUTORISÉS POUR L'EXERCICE 1840.**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues, pour 1840, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A ci-annexé, et aux dispositions des lois existantes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé en principal aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

**ARTICLE 2.**

En exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme d'un million six cent dix-sept mille sept cent cinquante-neuf francs (1,617,759<sup>f</sup>), montant des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics, sera ajoutée, pour 1840, à la contribution foncière établie sur ces bois.

Cette somme sera répartie, par une ordonnance royale, entre les différents départements du royaume, à raison des dépenses effectuées pour l'administration desdits bois dans chaque département.

A dater de 1841, cette répartition sera faite par la loi d'impôt, conformément à l'état qui y sera annexé.

## ARTICLE 3.

L'article 21 de la loi du 17 juillet 1819 est abrogé.

Les fileurs de cocons de soie payeront un droit fixe d'un franc cinquante centimes par chaque bassine ou tour, quelle que soit la population de leur domicile, jusqu'au maximum de trois cents francs, qui ne pourra être dépassé, et sans préjudice du droit proportionnel.

## ARTICLE 4.

Lorsqu'en exécution du paragraphe 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837 il y aura lieu par le Gouvernement d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

## ARTICLE 5.

En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, pour 1840, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

## ARTICLE 6.

En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1840, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.



## ARTICLE 7.

Continuera d'être faite, pour 1840, conformément aux lois existantes, la perception

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de port d'armes, et des droits de sceau à percevoir, pour le compte du Trésor, en conformité des lois des 17 août 1828 et 29 janvier 1831;

Des droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Des contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs, autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

De la taxe des lettres et du droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Des rétributions établies sur les élèves des collèges, des institutions et des pensions, par les décrets des 17 mars (1), 17 septembre 1808 (2), et 15 novembre 1811 (3); du droit annuel imposé aux chefs d'institution et aux maîtres de pension, par le décret du 17 septembre 1808; des rétributions imposées par les décrets du quatrième jour complémentaire an XII (4) et du 17 février 1809 (5), sur les élèves des facultés et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;

Du produit des monnaies et médailles;

Des redevances sur les mines;

Des droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 17 avril 1839 (6);

Des taxes des brevets d'invention;

(1) IV<sup>e</sup> série, Bull. 185, n<sup>o</sup> 3179.

(2) IV<sup>e</sup> série, Bull. 206, n<sup>o</sup> 3775.

(3) IV<sup>e</sup> série, Bull. 402, n<sup>o</sup> 7452.

(4) IV<sup>e</sup> série, Bull. 15, n<sup>o</sup> 239.

(5) IV<sup>e</sup> série, Bull. 226, n<sup>o</sup> 4133.

(6) IX<sup>e</sup> série, Bull. 645, n<sup>o</sup> 7909.



Du produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères;

Des droits de chancellerie et de consulat, perçus en vertu des tarifs existants;

D'un décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826 (1), par le secrétaire général du Conseil d'état.

#### ARTICLE 8.

Continuera d'être faite, pour 1840, conformément aux lois existantes, la perception

Des taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et des taxes d'affouages, là où il est d'usage et utile d'en établir;

Des droits de péage qui seraient établis conformément à la loi du 4 mai 1802, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art, à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes royales ou départementales;

Des droits d'examen et de réception imposés par l'arrêté du Gouvernement du 20 prairial an XI (2), sur les candidats qui se présentent devant les jurys médicaux pour obtenir le diplôme d'officiers de santé ou de pharmaciens;

Des droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Des rétributions imposées en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) (3), et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802) (4), sur les établisse-

---

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 73, n° 2483.

(2) III<sup>e</sup> série, Bull. 289, n° 2831.

(3) III<sup>e</sup> série, Bull. 22, n° 149.

(4) III<sup>e</sup> série, Bull. 239, n° 2227.

ments d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements ;

Des droits d'octroi; des droits de pesage, mesurage et jaugeage ;

Des droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes (*loi du 18 juillet 1837*) ;

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles ;

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant ;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce<sup>1</sup>, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissements et aux établissements sanitaires ;

Des droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (*loi du 18 juillet 1837*) ;

Des droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières, et autres lieux publics (*loi du 18 juillet 1837*) ;

Des taxes de frais de pavage des rues, dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII et du décret de principe du 25 mars 1807*) (1) ;

Des frais de travaux intéressant la salubrité publique (*loi du 16 septembre 1807*) ;

Des droits d'inhumations et de concession de terrains dans les cimetières (*décrets organiques du 23 prairial an XII et du 18 août 1811*) (2).

#### ARTICLE 9.

Pour subvenir au traitement des médecins-inspecteurs des bains, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales, le Gou-

(1) IV<sup>e</sup> série, Bull. 140, n<sup>o</sup> 2270.

(2) IV<sup>e</sup> série, Bull. 5 et 386, n<sup>os</sup> 25 et 7169.

vernement est autorisé à imposer, sur lesdits établissements, des contributions qui ne pourront excéder mille francs pour l'établissement de Tivoli, à Paris, deux cent cinquante francs pour une fabrique, et cent cinquante francs pour un simple dépôt.

Le recouvrement de ces rétributions sera poursuivi comme celui des contributions directes.

#### ARTICLE 10.

Est maintenu, pour 1840, au profit de la caisse des invalides de la marine, où le produit continuera d'en être versé, le prix de la vente exclusive des feuilles de rôles d'équipages des bâtiments de commerce, tel qu'il est fixé par le tarif du 27 juin 1803.

#### ARTICLE 11.

La dépense relative au service de perception et de surveillance des entrepôts de douanes créés en vertu de la loi du 27 février 1832, est mise à la charge de l'État, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840.

#### ARTICLE 12.

Le délai dans lequel doivent être convertis en lois les règlements d'administration publique que le Gouvernement est autorisé à faire pour l'exécution de la loi du 18 juillet 1837, qui établit un impôt sur le sucre indigène, est prorogé jusqu'à la fin de la session de 1840.

Les contraventions prévues par l'article 3 de ladite loi seront, indépendamment de l'amende, punies de la confiscation des sucres, sirops et mélasses, fabriqués, enlevés ou transportés en fraude.

#### ARTICLE 13.

Les dispositions de l'ordonnance royale du 17 janvier 1830, relatives au traité passé entre l'État et la compagnie des salines et mines de sel de l'Est, sont prorogées jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1841.

## ARTICLE 14.

Les dispositions de l'article 3 de la loi du 4 juillet 1837 , sur les poids et mesures , ne seront appliquées aux monnaies en circulation qu'en vertu d'une loi spéciale.

## ARTICLE 15.

A partir de la promulgation de la présente loi , les propriétaires qui distillent exclusivement les cerises et prunes provenant de leur récolte seront ajoutés à la nomenclature des bouilleurs de cru de l'article 8 de la loi du 20 juillet 1837 , et comme tels dispensés de la licence et de l'exercice.

## ARTICLE 16.

Les ouvrages d'or et d'argent pourront être exportés sans marques des poinçons français et sans paiement du droit de garantie , pourvu qu'après avoir été soumis à l'essai et reconnus au titre légal , ils restent déposés au bureau de la régie , ou placés sous la surveillance de ses préposés , jusqu'au moment où l'exportation en sera constatée.

Le Gouvernement déterminera par un règlement d'administration publique le mode d'exécution de la présente disposition.

La restitution des deux tiers du droit de garantie continuera d'être accordée pour les ouvrages d'or et d'argent qui ne seront exportés qu'après avoir été marqués des poinçons français.

## TITRE II.

## ÉVALUATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1840.

## ARTICLE 17.

Les voies et moyens ordinaires sont évalués , pour l'exercice 1840 , à la somme d'un milliard cent quinze millions

sept cent soixante-cinq mille deux cent vingt-deux francs (1,115,765,222 <sup>f</sup>), conformément à l'état C ci-annexé.

Les ressources affectées aux services spéciaux portés pour ordre au budget, sont évaluées, pour l'exercice 1840, à la somme de vingt millions six cent soixante et seize mille six cent quatre-vingt-douze francs (20,676,692 <sup>f</sup>), conformément à l'état D ci-annexé.

#### ARTICLE 18.

Les ressources spécialement attribuées au service départemental par la loi du 10 mai 1838 sont évaluées à la somme de soixante et douze millions neuf cent quinze mille dix francs (72,915,010 <sup>f</sup>) pour l'exercice 1840, et leur affectation par section spéciale est et demeure déterminée conformément au tableau F annexé à la présente loi.

#### ARTICLE 19.

Une somme de quarante-cinq millions (45,000,000 <sup>f</sup>), à prélever sur le fonds extraordinaire créé pour les travaux publics, par la loi du 17 mai 1837, est mise à la disposition du ministre des finances, avec affectation au paiement des dépenses de travaux publics dont l'imputation a été autorisée pour une somme égale sur l'exercice 1840.

### TITRE III.

#### MOYENS DE SERVICE.

#### ARTICLE 20.

Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions. Ne sont pas compris dans cette limite les bons royaux émis en vertu de la loi du 10 juin 1833.



Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seront insérées au Bulletin des lois, et soumises à la sanction législative à l'ouverture de la plus prochaine session des Chambres.

#### TITRE IV.

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

#### ARTICLE 21.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonnent, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatif aux centimes que les conseils généraux sont autorisés à voter pour les opérations cadastrales, non plus qu'aux dispositions des lois du 10 mai 1838, sur les attributions départementales; du 18 juillet 1837, sur l'administration communale; du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, et du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les pré-



sentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

*Signé* H. PASSY.

*Signé* J. B. TESTE.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		CONTRIBUTIONS			
		FONCIÈRE.		PERSONNELLE et mobilière.	
		Centimes addi- tionnels.	fr.	Centimes addi- tionnels.	Fr.
Fonds pour dépenses générales.	Principal des contributions.....	.....	155,590,000	.....	34,000,000
	Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....	21 1/10	32,829,490	21 1/10	7,174,000
	Fonds applicables à ix dépenses ordinaires de chaque département.....	8 5/10	13,225,150	8 5/10	2,890,000
	Fonds communs pour dépenses ordinaires des départements.....	4 9/10	7,623,902	4 9/10	1,666,000
	Fonds à répartir entre les départements pour dépenses facultatives d'utilité départementale.....	0 5/10	777,950	0 5/10	170,000
Fonds pour dépenses départementales.	pour dépenses facultatives d'utilité départementale. (Maximum 5 centimes.)...	.....	7,796,000	.....	1,704,000
	pour dépenses extraordinaires approuvées par des lois spéciales.....	.....	8,027,000	.....	1,621,000
	Centimes votés par les conseils généraux pour subvention aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres chemins vicinaux. (Maximum 5 centimes.).....	.....	5,558,000	.....	1,202,600
	pour dépenses de l'instruction primaire. (Maximum 2 centimes.).....	.....	2,638,000	.....	550,000
	pour dépenses du cadastre. (Maxim. 5 c.).....	.....	2,300,000	.....	.....
Fonds pour secours en cas de grêle, incendie, inondation ou autres cas fortuits, etc.....		1 "	1,555,900	1 "	340,000
	Centimes ordinaires. (Maximum 5 centimes.).....	.....	7,796,000	.....	1,704,000
	Centimes extraordinaires et centimes pour frais de bourses et chambres de commerce. (Approuvés par des ordonnances royales ou arrêtés des préfets.).....	.....	9,926,000	.....	464,000
Fonds pour dépenses communales.	Centimes extraordinaires imposés d'office pour dépenses obligatoires à la charge des communes. (Article 39 de la loi du 18 juillet 1837.) Mémoire...	"	"	.....	"
	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux. (Maximum 5 centimes.).....	.....	3,829,000	.....	862,000
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire. (Maximum 3 centimes.).....	.....	2,368,000	.....	515,000
	Centimes pour frais de perception des diverses impositions communales. (3 centimes du montant de ces impositions.).....	.....	717,570	.....	100,350
Fonds de non-valeurs.	Foncière, personnelle et mobilière. (Non-valeurs, remises et modérations.).....	1 "	1,555,900	1 "	340,000
	Portes et fenêtres. (Non-valeurs.).....	.....	"	.....	"
	Patentes: Réductions, décharges, non-valeurs.....	.....	"	.....	"
	Attributions aux communes.....	.....	"	.....	"
	Non-valeurs extraordinaires pour cessation de commerce.....	.....	"	.....	"
Fonds de réimpositions.....		.....	700,000	.....	400,000
TOTAUX.....		37	264,813,870	37	55,708,900
Cotisations en principal et centimes additionnels des propriétés nouvellement bâties et imposables à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1840, déduction faite des dégrèvements résultant de celles qui ont été détruites ou démolies. (Loi du 17 août 1835.)..		.....	140,000	.....	.....
TOTAUX.....		37	264,953,870	37	55,708,900
Taxe de premier avertissement. (Article 51 de la loi du 15 mai 1818.).....		.....	.....	.....	.....

principal et en centimes additionnels pour l'exercice 1840.

PORTES et fenêtres.				TOTAUX		OBSERVATIONS.
Centimes addi- tionnels.	fr.	PATENTES.	fr.	par nature de contrib.	p' affectation de contrib.	
Centimes addi- tionnels.	fr.	Centimes addi- tionnels.	fr.	fr.	fr.	
.....	22,449,000	..... (a)	26,740,000	238,779,000	284,335,432	(a) Le principal de la contri- bution des patentes est évalué à..... 29,500,000 mais il doit en être déduit :
15 8/10	3,546,942	6 8/10	2,000,000	43,556,432		1° Les 8 centimes que la loi du 2 ventôse an xiii attribue aux communes pour for- mer, avec l'imposition spéciale de 5 centimes, un fonds de 13 cen- times sur lequel s'im- putent d'abord les ré- ductions, décharges et non-valeurs, et dont l'excédant disponible vient ensuite accroître les ressources commu- nales, ci... 2,360,000
.....	"	.....	"	16,115,150		2° Les
.....	"	.....	"	9,289,910		non-valeurs extraordi- naires ré- sultant de cessat <sup>on</sup> de commerce avant le 1 <sup>er</sup> janvier de l'année p <sup>r</sup> laquelle les rôles sont établis, et dont la loi autorise le prélèvem <sup>ent</sup> sur le prin- cipal de la contribut <sup>ion</sup> des paten- tes, ci.... 4,000,000
.....	"	.....	"	947,950		
.....	"	.....	"	9,500,000	62,195,910	
.....	974,000	.....	998,000	11,620,000		
.....	794,000	.....	910,400	8,403,000		
.....	359,000	.....	410,000	3,957,000		
.....	"	.....	"	2,300,000		
.....	"	.....	"	1,895,900	1,895,900	
.....	"	.....	"	9,500,000		
.....	91,000	.....	369,000	10,850,000		
.....	"	.....	"	"	30,902,060	
.....	561,000	.....	748,000	6,000,000		
.....	343,000	.....	426,000	3,652,000		
.....	29,850	.....	46,290	900,060		
.....	"	.....	"	1,895,900		
3	673,470	.....	"	673,470	6,804,370	
.....	"	5	1,475,900			
.....	"	..... (b)	2,360,000	4,235,000		
.....	"	..... (b)	400,000	1,100,000	1,100,000	
.....	"	.....	"			
15 8/10	23,821,262	11 8/10	36,888,690	387,232,772	387,232,772	Reste pour la por- tion de la contribution des patentes, qui est appliquée aux dépen- ses générales du bud- get..... 26,740,000
.....	60,000	.....	"	200,000	200,000	
15 8/10	23,881,262	11 8/10	36,888,690	387,432,772	387,432,772	(b) Voir la note (a) ci-dessus.
.....	.....	.....	.....	.....	700,000	
TOTAL GÉNÉRAL.....				388,132,772		

**ÉTAT B.** *Fixation du contingent de chaque département, en principal, dans les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres.*

( État de répartition pour 1840. )

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL,		
	foncière.	personnelle et mobilière.	portes et fenêtres.
Ain.....	1,225,186 <sup>f</sup>	255,800 <sup>f</sup>	171,081 <sup>f</sup>
Aisne.....	2,674,644	502,200	444,953
Allier.....	1,320,918	222,800	133,430
Alpes ( Basses- ).....	610,104	117,000	63,657
Alpes ( Hautes- ).....	501,308	83,300	59,763
Ardeche.....	886,159	213,600	102,279
Ardenes.....	1,257,318	273,786	192,760
Ariège.....	594,627	166,300	101,969
Aube.....	1,408,417	278,200	173,886
Aude.....	1,758,321	277,800	142,925
Aveyron.....	1,444,966	267,700	174,850
Bouches-du-Rhône...	1,556,307	645,600	543,424
Calvados.....	3,754,260	652,700	465,221
Cantal.....	1,112,214	184,500	75,664
Charente.....	1,797,285	324,555	179,708
Charente-Inférieure..	2,387,454	471,394	270,430
Cher.....	1,007,436	201,200	103,328
Corrèze.....	858,946	174,427	101,465
Corse.....	170,549	55,500	34,492
Côte-d'Or.....	2,591,179	446,000	270,349
Côtes-du-Nord.....	1,687,728	367,525	155,105
Creuse.....	718,757	156,773	68,787
Dordogne.....	2,110,726	351,000	167,031
Doubs.....	1,200,703	272,900	190,227
Drôme.....	1,204,610	264,548	161,243
Eure.....	3,148,168	478,451	454,746
Eure-et-Loir.....	2,164,870	335,800	205,130
Finistère.....	1,434,346	409,100	221,628
Gard.....	1,788,320	383,100	221,727
Garonne ( Haute- )...	2,257,984	459,120	342,536
Gers.....	1,646,894	286,900	146,648
Gironde.....	2,919,472	756,500	495,926
Hérault.....	2,281,280	446,100	238,068
Ille-et-Vilaine.....	1,921,597	448,575	216,343
Indre.....	1,002,010	210,000	97,611
Indre-et-Loire.....	1,581,608	307,300	182,764
Isère.....	2,390,262	441,004	266,791
Jura.....	1,328,428	261,100	159,055
Landes.....	754,671	160,000	139,044
Loir-et-Cher.....	1,307,000	228,300	130,335
Loire.....	1,451,932	347,007	248,181
Loire ( Haute- ).....	1,021,422	184,362	105,221

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL,		
	foncière.	personnelle et immobilière.	portes et fenêtres.
Loire-Inférieure.....	1,599,441 <sup>f</sup>	510,655 <sup>f</sup>	256,745 <sup>f</sup>
Loiret.....	1,846,503	381,700	270,869
Lot.....	1,256,608	255,417	123,803
Lot-et-Garonne.....	2,096,360	347,400	152,864
Lozère.....	590,517	85,000	54,363
Maine-et-Loire.....	2,534,638	415,500	291,543
Manche.....	3,359,243	577,600	337,977
Marne.....	1,843,310	400,800	329,732
Marne ( Haute- ).....	1,387,190	260,990	146,988
Mayenne.....	1,548,944	271,365	119,229
Meurthe.....	1,728,229	365,358	267,917
Meuse.....	1,532,632	296,709	175,936
Morbihan.....	1,453,464	316,045	130,035
Moselle.....	1,671,443	370,801	301,409
Nievre.....	1,273,023	249,700	123,253
Nord.....	4,137,878	983,300	978,739
Oise.....	2,705,340	458,988	398,308
Orne.....	2,349,417	405,941	235,188
Pas-de-Calais.....	2,987,648	607,300	524,384
Puy-de-Dôme.....	2,364,411	488,700	246,735
Pyrénées ( Basses- )...	870,442	289,000	230,229
Pyrénées ( Hautes- )..	572,033	147,100	99,597
Pyrénées-Orientales..	702,348	118,600	67,674
Rhin ( Bas- ).....	1,887,273	549,046	547,795
Rhin ( Haut- ).....	1,569,975	381,000	339,388
Rhône.....	2,110,412	742,625	513,055
Saône ( Haute- ).....	1,482,333	277,700	184,404
Saône-et-Loire.....	2,865,865	458,400	264,045
Sarthe.....	2,189,912	382,898	216,035
Seine.....	7,056,850	3,695,800	2,215,731
Seine-Inférieure.....	4,755,975	1,130,114	815,698
Seine-et-Marne.....	2,840,075	440,800	258,134
Seine-et-Oise.....	3,382,738	679,200	528,521
Sèvres ( Deux- ).....	1,464,372	248,357	123,551
Somme.....	3,080,052	568,343	561,902
Tarn.....	1,644,213	294,480	171,772
Tarn-et-Garonne.....	1,648,798	252,383	140,712
Var.....	1,406,060	328,900	214,259
Vaucluse.....	897,764	254,348	204,109
Vendée.....	1,570,227	253,000	115,134
Vienne.....	1,212,162	227,894	163,568
Vienne ( Haute- )....	913,918	208,500	149,112
Vosges.....	1,185,653	270,400	195,907
Yonne.....	1,773,724	352,100	210,500
<b>TOTAL.....</b>	<b>155,590,000</b>	<b>34,000,000</b>	<b>22,449,000</b>



ÉTAT C. *BUDGET général des voies et moyens de l'exercice 1840.*

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues pour le budget de 1840.
Contributions directes.	Foncière . . . . .	264,953,870 <sup>f</sup>
	Personnelle et mobilière . . . . .	55,708,950
	Des portes et fenêtres . . . . .	29,881,263
	Des patentes . . . . .	36,888,690
	Taxe de premier avertissement . . . .	700,000
Enregistre- ment, timbre et domaines.	Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions di- verses . . . . .	186,439,000
	Droit de timbre . . . . .	33,297,000
	Revenus et prix de vente de do- maines . . . . .	3,980,000
	Prix de vente d'effets mobiliers et immobiliers provenant des minis- tères . . . . .	1,317,000
Produits des forêts et de la pêche.	Produits des coupes de bois . . . . .	29,139,000
	Produits divers des forêts . . . . .	4,054,000
	Droits de pêche . . . . .	321,000
Douanes.	Droits de douanes, de navigation, et recettes diverses . . . . .	111,022,000
	Droit de consommation des sels . . .	57,168,000
	Droits sur les boissons . . . . .	86,998,000
	Sels (droits à l'extraction dans les départements de l'intérieur) . . . .	7,933,000
Contributions indirectes.	Sucre indigène (droit de fabrication)	6,600,000
	Droits divers et recettes à différents titres . . . . .	32,395,000
	Produit de la vente des tabacs . . . .	85,451,000
	Produit de la vente des poudres à feu.	5,050,000
	Produit de la taxe des lettres . . . .	38,771,000
Produits des postes.	Droit de 5 p. 0/0 sur les envois d'ar- gent . . . . .	847,000
	Droit sur le transport des matières d'or et d'argent par les paquebots de la Méditerranée . . . . .	287,000
	Produit des places dans les malles- postes . . . . .	2,403,000
	Produit des places dans les paquebots	1,302,000
	Droits de transit des correspondances étrangères . . . . .	698,000
	Recettes accidentelles . . . . .	42,000



DÉSIGNATION DES PRODUITS.			MONTANT des recettes prévues pour le budget de 1840.
Produits universitaires.	Rétributions et droits divers.....	3,720,000 <sup>f</sup>	4,320,000 <sup>f</sup>
	Produit des rentes et domaines....	600,000	
Salines et mines de sel de l'Est.....			1,655,000
Produits éventuels affectés aux dépenses ordinaires et extraordinaires des départements.....			10,720,000
Produits et revenus de l'Algérie.....			2,321,000
	Bénéfice sur la fabrication et la vente des monnaies et médailles.....	70,100	
	Redevances et produits extraordinaires des mines.....	318,000	
	Droit de vérification des poids et mesures.....	1,050,000	
	Produit de la taxe des brevets d'invention.....	621,000	
	Solde non employé du fonds commun des chancelleries consulaires....	20,000	
	Ressources extraordinaires pour dépenses des écoles normales primaires.....	200,000	
	Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.....	678,800	
	Moitié de la retenue de 3 p. 0/0 au profit de la caisse des invalides sur les dépenses du matériel de la marine.....	470,000	13,102,450
Produits divers.	Retenue de 2 p. 0/0 pour l'hôtel des invalides sur les dépenses du personnel de la guerre.....	312,000	
	Revenus de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, bergeries, haras et dépôts d'étalons, écoles des arts et métiers, établissements thermaux).....	1,156,900	
	Produit de compensation de valeurs données en paiement de dépenses publiques, versements de fonds et autres recettes attribuées au trésor public par l'ordonnance royale du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique.....	1,713,000	
	Produit de vente de cartes des dépôts de la guerre et de la marine.....	43,000	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues pour le budget de 1840.
Produits divers. (Suite.)	Produit de la valeur des poudres consommées par le département de la marine.	203,250 <sup>f</sup>
	Produit de la valeur des poudres vendues par le département des finances...	2,046,400
	Produit de la rente de l'Inde.....	1,000,000
	Bénéfices de la caisse des dépôts et consignations.....	1,000,000
	Recouvrements sur prêts faits en 1830 au commerce et à l'industrie.....	400,000
	Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances.....	200,000
	Produit des valeurs et créances de l'ancienne régie des poudres et salpêtres, remis au trésor, en exécution de l'article 32 de l'ordonnance royale du 26 février 1839.	500,000
	Recettes de différentes origines...	500,000
	TOTAL des voies et moyens de l'exercice 1840..	1,115,765,222 <sup>f</sup>

## RÉSULTAT GÉNÉRAL

DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU BUDGET DE L'EXERCICE 1840.

Les recettes présumées sont de.....	1,115,765,222 <sup>f</sup>
Les dépenses de.....	1,099,913,487
EXCÉDANT présumé de recette.....	15,851,735

ÉTAT D. *TABLEAU des recettes affectées, pour l'exercice 1840, aux services spéciaux portés pour ordre au budget.*

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des recettes prévues pour le budget de 1840.
Justice et cultes. . . . .	Légion d'honneur. . . . .	8,358,198 <sup>f</sup>
	Imprimerie royale. . . . .	2,418,000
Affaires étrangères. . . . .	Chancelleries consulaires. . . . .	250,000
Marine et colonies. . . . .	Caisse des invalides. . . . .	8,300,000
Finances . . . . .	Service de la fabrication des monnaies et médailles. . . . .	1,350,494
TOTAL . . . . .		20,676,692
RÉSULTAT		
DES RECETTES ET DES DÉPENSES DES SERVICES SPÉCIAUX PORTÉS POUR ORDRE AU BUDGET.		
Recettes. . . . .		20,676,692 <sup>f</sup>
Dépenses . . . . .		20,646,692
Excédant de recette . . . . .		30,000

ÉTAT E. *TABLEAU des ressources affectées au budget extraordinaire des travaux publics pour l'exercice 1840.*

NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT des ressources.
Prélèvement sur le fonds extraordinaire créé pour les travaux publics par l'article 2 de la loi du 17 mai 1837. . . . .	45,000,000 <sup>f</sup>
RÉSULTAT	
DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE POUR L'EXERCICE 1840.	
Recettes. . . . .	45,000,000 <sup>f</sup>
Dépenses. . . . .	45,000,000

RECETTES.			MONTANT des recettes par section
DÉSIGNATION DES RECETTES AFFECTÉES AUX DÉPENSES DE CHAQUE SECTION.			
MINISTÈRE			
I <sup>re</sup> SECTION — DÉPENSES ORDINAIRES			
Produit des 8 centimes 5/10 <sup>es</sup> additionnels imposés par la loi.....	16,115,150 <sup>f</sup>	25,405,069 <sup>f</sup>	
Produit des 4 centimes 9/10 <sup>es</sup> additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements.....	9,289,910		
Produits éventuels ordinaires.	Produits d'expéditions d'actes des préfectures ou d'anciennes pièces déposées aux archives.....	20,000 <sup>f</sup>	25,425,000 <sup>f</sup>
	Revenus particuliers des prisons départementales.....		
	Produits d'arbres abattus ou élagués sur les routes départementales.		
	Ventes de matériaux de démolition ou de rebut, ou d'autres objets provenant des routes départementales ou d'établissements publics des départements.....		
	Vente de mobilier des préfectures et des bureaux de sous-préfectures reconnu hors de service.....		
	Produit de moins-value de mobilier acquitté par les préfets.....		
	Remboursement d'avances faites par les départements pour les tables décennales de l'état civil.....		
	Remboursement d'avances faites par les départements, sur les cen- times additionnels ordinaires, pour paiement de diverses dépenses imputables sur les fonds généraux.....		
Produit du droit de péage et de tous autres autorisés au profit des départements.....			
II <sup>e</sup> SECTION. — DÉPENSES FACULTATIVES			
Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses facultatives d'utilité départementale ( <i>maximum 5 centimes</i> ).....	9,400,000 <sup>f</sup>	10,347,950 <sup>f</sup>	
Produit des 5/10 <sup>es</sup> de centimes additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements.....	947,950		
Produits éventuels extra- ordinaires.	Produit des propriétés des départements non affectées aux services départementaux.....	400,000 <sup>f</sup>	10,747,950 <sup>f</sup>
	Subventions communales pour travaux neufs des routes départemen- tales classées.....		
III <sup>e</sup> SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES			
Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spé- ciales.....	11,620,000	15,820,000 <sup>f</sup>	
Produit des emprunts autorisés par des lois spéciales.....	4,200,000		

pour l'exercice 1840.

( du 10 mai 1838. )

## AFFECTATION DES RECETTES.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES COMPRISES DANS CHAQUE SECTION.		MONTANT des dépenses par section.
DE L'INTÉRIEUR.		
Articles 12, 13, 14 et 15 de la loi du 10 mai 1838. )		
Travaux ordinaires des bâtiments civils.....		25,425,060 <sup>f</sup>
Contributions dues par les propriétés des départements.....		
Loyers des hôtels de préfectures.....		
Mobilier des préfectures et des bureaux des sous-préfectures.....		
Casernement de la gendarmerie.....		
Prisons départementales.....		
Cours et tribunaux.....		
Corps de garde des établissements départementaux.....		
Entretien des routes départementales.....		
Enfants trouvés ou abandonnés.....		
Aliénés.....		
Impressions.....		
Archives départementales.....		
Frais de translation, de route et autres.....		
Articles 16, 17 et 18 de la loi du 10 mai 1838. )		
Travaux neufs des édifices départementaux.....		10,747,950
Travaux des routes départementales.....		
Subventions aux communes.....		
Encouragements.....		
Clergé et édifices diocésains.....		
Secours contre la mendicité.....		
Dépenses diverses.....		
Dettes départementales extraordinaires.....		
Article 19 de la loi ci-dessus indiquée.)		
Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires.	<div>Travaux.....</div> <div>Intérêts des emprunts.....</div> <div>Remboursement des emprunts.....</div> <div>Réserves destinées aux indemnités proportionnelles aux ingénieurs.....</div> <div>Traitements ou honoraires des architectes.....</div>	<div>11,620,000<sup>f</sup></div> <div>15,820,000</div>
Travaux divers imputables sur le produit des emprunts autorisés par les lois.....	4,200,000	

## RECETTES.

## DÉSIGNATION

DES RECETTES AFFECTÉES AUX DÉPENSES DE CHAQUE SECTION.

MONTAN  
des recet  
par section

Suite du MINISTÈRE

IV<sup>e</sup> SECTION.—DÉPENSES SPÉCIALES

Produits spéciaux non indiqués dans la loi du 10 mai 1838.	Produit des centimes additionnels spéciaux votés par les conseils généraux pour dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et autres chemins vicinaux. ( <i>Maximum 5 centimes.</i> ).....	8,465,000 <sup>f</sup>	14,565,000 <sup>f</sup>
	Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication.....	6,080,000	
	Revenus des établissements d'eaux minérales appartenant aux départements.....		
	Produit des rétributions payées par les pharmaciens, les épiciers, les droguistes et les herboristes, pour la visite de leur établissement.....		
	Revenus des pépinières des départements.....	20,000	
	Vente de chevaux ou taureaux étalons appartenant aux départements.....		
	Subventions et revenus particuliers des sociétés d'agriculture et des comités agricoles.....		
	Produit des bourses, des secours ou souscriptions pour les cours d'accouchement.....		66,558,000 <sup>f</sup>

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

V<sup>e</sup> SECTION.—INSTRUCTION PRIMAIRE

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses de l'instruction primaire. ( <i>Maximum 2 centimes.</i> ).....	2,957,000 <sup>f</sup>	4,057,000 <sup>f</sup>
Portion des centimes facultatifs pour les dépenses d'utilité départementale, affectée par les conseils généraux aux dépenses de l'instruction primaire.....	100,000	

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

VI<sup>e</sup> SECTION.—CADASTRE

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses du cadastre. ( <i>Maximum 5 centimes.</i> ).....	2,000,000 <sup>f</sup>
---	------------------------

RÉCAPITULATIF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....  
 — DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.....  
 — DES FINANCES.....

Certifié conforme



Départemental pour l'exercice 1840.

AFFECTATION DES RECETTES.			
DÉSIGNATION DES DÉPENSES COMPRISES DANS CHAQUE SECTION.		MONTANT des recettes par section.	
DE L'INTÉRIEUR.			
Article 19 de la loi du 10 mai 1838.)			
Dépenses sur le produit des centimes additionnels spéciaux pour les chemins vicinaux de grande communication et autres chemins vicinaux.....		8,465,000 <sup>f</sup>	
Dépenses pour les chemins vicinaux de grande communication, sur le produit des subventions communales et des souscriptions particulières.....		6,080,000	
Dépenses imputables sur des produits spéciaux non indiqués dans la loi du 10 mai 1838.	Dépenses pour les établissements thermaux appartenant aux départements.....	14,565,000 <sup>f</sup>	
	Frais de visite des pharmaciens, des boutiques et magasins des droguistes et épiciers-herboristes.....		
	Portion de l'entretien des pépinières départementales.....		20,000
	Encouragements à l'agriculture.....		
	Bourses, secours ou souscriptions pour les cours d'accouchement.....		
		66,558,010	
INSTRUCTION PUBLIQUE.			
Article 19 de la loi ci-dessus indiquée.)			
Dépenses ordinaires et obligatoires.....		4,057,000	
Dépenses extraordinaires.....			
DES FINANCES.			
Article 19 de la loi ci-dessus indiquée.)			
Frais d'arpentage.....		2,300,000	
Frais d'expertise.....			
Frais de mutation des propriétés foncières.....			
BILAN.			
RESSOURCES	DÉPENSES.		
66,558,010 <sup>f</sup>	66,558,010 <sup>f</sup>		
4,057,000	4,057,000		
2,300,000	2,300,000		
72,915,010	72,915,010		

Ministre Secrétaire d'état des finances, signé H. PASSY.



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

**A Paris, le 15 \* Août 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 15 Août 1839.**

## BULLETIN DES LOIS.

N° 673.

N° 8123. — *Loi qui ouvre au Ministre des Finances des Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1838 et 1839.*

Au palais des Tuileries, le 10 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>.

## CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES, EXERCICE 1839.

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Des crédits montant ensemble à quatre cent vingt-quatre mille cinq cent quatre-vingt-neuf francs soixante et dix-sept centimes ( 424,589<sup>f</sup> 77<sup>c</sup> ) sont ouverts au ministre des finances, par supplément au budget de l'exercice 1839, pour les services dont le détail suit, savoir :

## ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.

CHAPITRE 24. — *Matériel.*

ART. 2. Impressions..... 78,000<sup>f</sup> 00<sup>c</sup>

CHAPITRE 32. Dépenses des exercices clos..... 26,589 77

## FORÊTS.

*Service administratif et de surveillance  
dans les départements.*

CHAPITRE 42. — *Personnel.*

ART. 1<sup>er</sup>. Traitements..... 25,000 00

CHAPITRE 43. — *Matériel.*

ART. 3. Travaux d'abattage et de façonnage des bois à exploi-  
ter par économie..... 170,000 00

IX<sup>e</sup> Série.

19

## POSTES.

*Service administratif de perception et d'exploitation.*CHAPITRE 57. — *Matériel.*ART. 1<sup>er</sup>. Entretien du mobilier et réparations des bâtiments. 46,000<sup>f</sup> 00<sup>c</sup>*Transport des dépêches.*CHAPITRE 60. — *Matériel.*

ART. 2. Transport en paquebots..... 75,000 00

CHAPITRE 61. — *Dépenses diverses.*

ART. 2. Transport en paquebots (échanges de monnaies étrangères)..... 4,000 00

TOTAL ÉGAL..... 424,589 77

## TITRE II.

## CRÉDITS EXTRAORDINAIRES, EXERCICE 1839.

## ARTICLE 2.

Des crédits extraordinaires montant à quinze cent quarante et un mille sept cent vingt-sept francs soixante-deux centimes (1,541,727<sup>f</sup> 62<sup>c</sup>) sont ouverts au ministre des finances, et applicables, dans les proportions déterminées ci-après, aux dépenses de l'exercice 1839 dont suit l'énonciation, savoir :

1 <sup>o</sup> Au rachat des malles-postes affectées aux routes de deuxième section.....	100,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
2 <sup>o</sup> A la construction des malles-postes à deux places de voyageurs (routes de 1 <sup>re</sup> section, 1 <sup>re</sup> division).....	63,000 00
3 <sup>o</sup> A la construction de malles pour de nouvelles lignes à desservir en poste à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 1840.....	352,000 00
4 <sup>o</sup> Au paiement de créances françaises sur les États-Unis de l'Amérique du Nord.....	996,727 62
5 <sup>o</sup> Aux dépenses de la Cour des Pairs.....	30,000 00
TOTAL ÉGAL.....	1,541,727 62

## ARTICLE 3.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1839, pour le paiement de créances des exercices périmés, un crédit extraordinaire spécial de la somme de quatre cent trente-trois francs cinquante-six centimes, suivant le tableau ci-annexé.

## TITRE III.

CRÉDIT EXTRAORDINAIRE, EXERCICE 1838.

## ARTICLE 4.

Un crédit extraordinaire de deux cent trente mille francs est ouvert au ministre des finances sur l'exercice 1838, et affecté aux frais d'abattage et de façonnage des bois qui ont été exploités, pour le compte de l'État, par voie d'économie.

## TITRE IV.

*Dispositions générales.*

## ARTICLE 5.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les dépenses de l'exercice 1838, et par celle du 14 juillet 1838 pour les besoins de l'exercice 1839.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 10<sup>e</sup> jour du mois d'Août, l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes.*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-  
partement des finances,*

Signé H. PASSY.

Signé J. B. TESTE.

IX<sup>e</sup> Serie.

19.

*Crédits extraordinaires spéciaux accordés pour les créances des exercices périmés.*

EXERCICE 1839.

DÉSIGNATION des créances		MONTANT de créances			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont pas passibles de la déchéance.
par services.	par articles.	par article.	par service.	par exercice.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
<b>EXERCICE 1829.</b>					Le non paiement pro- vient du fait de l'ad- ministration.
Enregistre- ment et do- maines.	Frais de pour- suites et d'ins- tances.	104 03	104 03	104 03	
<b>EXERCICE 1830.</b>					<i>Idem.</i>
Enregistre- ment et do- maines.	Frais de pour- suites et d'ins- tances.	303 33	303 33	303 33	
<b>EXERCICE 1831.</b>					<i>Idem.</i>
Enregistre- ment et do- maines.	Frais de pour- suites et d'ins- tances.	21 15	21 15	21 15	
<b>EXERCICE 1832.</b>					<i>Idem.</i>
Enregistre- ment et do- maines.	Frais de pour- suites et d'ins- tances.	5 05	5 05	5 05	
	<b>TOTAL..</b>	<b>433 56</b>	<b>433 56</b>	<b>433 56</b>	

Certifié conforme :

*Le Ministre Secrétaire d'état au département des finances,*

Signé H. PASSY.

**N° 8124. — ORDONNANCE DU ROI** qui maintient M. le Lieutenant général Comte d'Anthouard dans la première section du Cadre de l'État-major général.

Au palais des Tuileries, le 13 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** M. le lieutenant général comte d'Anthouard



( *Charles-Nicolas* ) est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8125. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient M. le Lieutenant général Comte Pajol dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

Au palais des Tuileries, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général comte *Pajol* ( *Claude-Pierre* ) est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8126. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient M. le Lieutenant général Comte Guilleminot dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

A Paris, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général comte *Guilleminot (Amand-Charles)* est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*  
Signé SCHNEIDER.

---

N<sup>o</sup> 8127. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient M. le Lieutenant général Baron Delort dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

Au palais des Tuileries, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général baron *Delort (Jacques-Antoine-Adrien)* est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*  
Signé SCHNEIDER.

---

N<sup>o</sup> 8128. — *Ordonnance du Roi qui maintient M. le Lieutenant général Baron Brun de Villeret dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

Au palais des Tuileries, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général baron *Brun de Villeret* (*Louis-Bertrand-Pierre*) est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi ; Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

N° 8129. — *Ordonnance du Roi qui maintient provisoirement neuf Lieutenants généraux dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

Au palais des Tuileries, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1839 ;

Considérant que le bien du service exige que les inspections générales ne soient pas interrompues ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les lieutenants généraux dont les noms suivent sont maintenus provisoirement dans la première section du cadre de l'état-major général, savoir :

INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'INFANTERIE.

MM. le comte *Harispe*,

le baron *Aymard*,

le vicomte *Pelleport*,

le baron *Hulot*.

INSPECTEURS GÉNÉRAUX DE CAVALERIE.

MM. le baron *Subervic*,  
le vicomte *Cavaignac*,  
le vicomte *Bonnemains*.

INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'ARTILLERIE.

MM. le baron *Neigre*,  
le baron *Corda*.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
Signé SCHNEIDER.

---

N° 8130. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction d'un Pont suspendu sur la Seine, à Conflans ( Marne ).*

Au palais de Saint-Cloud, le 27 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil municipal de Conflans, les 9 novembre 1836, 9 février, 10 mai, 18 novembre 1838, et les deux délibérations du 12 avril 1839, sur le projet de construction, au moyen de la concession d'un péage, d'un pont suspendu sur la Seine, à Conflans, en remplacement du bac actuellement existant;

Le procès-verbal d'enquête qui a eu lieu sur le projet, conformément à la loi;

L'avis du commissaire délégué pour y procéder;

L'article 63 de la loi du 7 juillet 1833;

L'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838;

L'avis du préfet du département de la Marne et les autres pièces de l'affaire;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'un pont suspendu sur la Seine, en remplacement du bac de Conflans, départe-

ment de la Marne, est approuvé aux clauses et conditions exprimées dans le cahier des charges de cette entreprise, rédigé le 23 octobre 1838 par l'ingénieur en chef du département, approuvé le 24 du même mois par le préfet, et dont une copie restera annexée à la présente ordonnance.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen, 1° d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession : le maximum de cette durée sera déterminé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté; 2° d'une subvention de cinquante mille francs votée par le conseil municipal de la commune de Conflans, aux clauses et conditions exprimées dans ses délibérations du 12 avril 1839; ledit conseil municipal s'étant également engagé à construire la chaussée conduisant à Romilly et à la route royale de Troyes à Paris, et à la livrer au bout d'une année, laquelle courra à dater du jour où le procès-verbal de l'adjudication du pont aura été approuvé par notre ministre de l'intérieur.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des propriétés dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal en aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera ouvert au public, et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

Une personne à pied, chargée ou non chargée.....	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
Cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	0 10
<i>Idem</i> chargé.....	0 07 1/2
<i>Idem</i> non chargé.....	0 05
Ane ou ânesse chargé.....	0 05
<i>Idem</i> non chargé.....	0 02 1/2



Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0 <sup>f</sup> 02 <sup>c</sup> 1/2
Bœuf ou vache appartenant à des marchands, destiné à la vente..	0 01 1/2
Veau ou porc.....	0 02
Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	0 01

*Nota.* Lorsque les moutons, brebis, etc., seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart; lorsqu'ils iront au pâturage, on ne payera que moitié droit.

Les conducteurs de chevaux, mulets, etc., payeront.....	0 05
Voiture suspendue ou non, à deux roues, à un cheval ou mulet, ou une litière à deux chevaux, et le conducteur.....	0 15
<i>Idem</i> suspendue ou non, à quatre roues, à un cheval ou mulet, et le conducteur.....	0 40
<i>Idem</i> suspendue ou non, à quatre roues, à deux chevaux, et le conducteur.....	0 50

*Nota.* Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Charrette chargée, à un cheval ou mulet, et le conducteur.....	0 20
<i>Idem</i> chargée, à deux chevaux ou mulets, et le conducteur....	0 30
<i>Idem</i> chargée, à trois chevaux ou mulets, et le conducteur.....	0 40
<i>Idem</i> à vide, à un cheval ou mulet, et le conducteur.....	0 10
<i>Idem</i> chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval et le conducteur.....	0 10
<i>Idem</i> à vide, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval et le conducteur.....	0 07 1/2
<i>Idem</i> chargée ou non, attelée d'un âne, conducteur compris...	0 07 1/2
Chariot de roulage ou voiture non suspendue à quatre roues, chargé, attelé d'un cheval, et le conducteur.....	0 25
<i>Idem</i> , attelé de deux chevaux, et le conducteur.....	0 40
<i>Idem</i> , attelé de trois chevaux, et le conducteur.....	0 60
<i>Idem</i> à vide, à un cheval, et le conducteur.....	0 15

*Nota.* Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Chaise de poste ou diligence à deux roues et à deux chevaux, retour des chevaux au pied levé, postillon et conducteur compris.....	0 75
<i>Idem</i> , à trois chevaux, <i>idem</i> .....	1 00
Chaise de poste ou diligence à quatre roues et à deux chevaux, retour des chevaux au pied levé, postillon et conducteur compris.....	1 00
<i>Idem</i> , à trois chevaux, <i>idem</i> .....	1 35
<i>Idem</i> , à quatre chevaux, <i>idem</i> .....	0 50
<i>Idem</i> , à cinq chevaux, <i>idem</i> .....	1 65
<i>Idem</i> , à six chevaux, <i>idem</i> .....	2 00

*Nota.* Les personnes passant dans ces voitures ne payeront que pour l'équipage.



Traineau attelé d'un cheval ou mulet, conducteur compris.....	0 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>
Petite brouette trainée à bras par un homme.....	0 07 1/2
Idem par deux hommes.....	0 10

*Nota.* Chaque paire de bœufs, mais attelés au même joug, comptera pour un cheval ou mulet.

6. Seront exempts des droits de péage, le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique, et enfin tous les habitants de la commune de Conflans passant à pied.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

N° 8131. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 12, de Paris à Brest, dans la partie comprise entre la sortie de Landerneau et le pont de Mesgrall (Finistère);

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 11 Juin 1839.* )

N° 8132. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 95,

de Brignolles à Antibes, dans la partie comprise entre la sortie de Brignolles et le chemin de Cabasse ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833. (*Paris, 11 Juin 1839.*)

**N° 8133. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 181, d'Évreux à Breteuil, entre la sortie du bois de Belloy et la ville de Beauvais (Oise), suivant un tracé qui contournera la base du coteau de Belloy en laissant à gauche les villages des Marais et de Goincourt, franchira l'Avelon en aval du moulin situé sur cette rivière, et ira s'embrancher sur la route royale n° 31, de Rouen à Reims, vers les Briqueteries ;

2° Qu'aussitôt que la partie de route neuve à ouvrir aura été livrée à la circulation, la partie de la route actuelle qu'elle aura remplacée cessera d'être entretenue par l'État ;

3° Que l'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de ce projet, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 26 Juin 1839.*)



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

**A Paris, le 15<sup>\*</sup> Août 1839,**

**J. B. TESTE.**

**\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.**

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

**IMPRIMERIE ROYALE. — 15 Août 1839.**

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 674.

---

N° 8134. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la publication du Traité de paix et d'amitié conclu à la Vera-Cruz, le 9 Mars 1839, entre la France et la République du Mexique.*

Au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Savoir faisons qu'entre Nous et le Président de la République du Mexique il a été conclu à la Vera-Cruz, le 9 mars de la présente année 1839, un Traité de paix et d'amitié entre la France et ladite République ;

Traité dont les ratifications respectives ont été échangées à Paris, le 6 du présent mois, et dont la teneur suit :

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTÉ TRINITÉ.

Sa Majesté le Roi des Français et le Président de la République du Mexique, désirant terminer la guerre qui a malheureusement éclaté entre les deux pays, ont choisi pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, M. *Charles Baudin*, Contre-Amiral, Officier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur ;

Et Son Excellence le Président de la République du Mexique, MM. *Emmanuel-Édouard de Gorostiza*, Ministre des Affaires étrangères, et *Guadalupe Victoria*, Général de division ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs

pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté le Roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République du Mexique, d'autre part, et entre les citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

2. Dans le but de faciliter le prompt rétablissement d'une bienveillance mutuelle entre les deux nations, les Parties contractantes conviennent de soumettre à la décision d'une tierce Puissance les deux questions de savoir :

1° Si le Mexique est en droit de réclamer de la France, soit la restitution des navires de guerre Mexicains capturés par les forces Françaises subséquemment à la reddition de la forteresse d'Ulua, soit une compensation de la valeur desdits navires, dans le cas où le Gouvernement Français en aurait déjà disposé;

2° S'il y a lieu d'allouer les indemnités que réclameraient, d'une part, les Français qui ont éprouvé des dommages par suite de la loi d'expulsion, de l'autre, les Mexicains qui ont eu à souffrir des hostilités postérieures au 26 novembre dernier.

3. En attendant que les deux Parties puissent conclure entre elles un Traité de commerce et de navigation qui règle, d'une manière définitive, et à l'avantage réciproque de la France et du Mexique, leurs relations à venir, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et marchandises de chacun des deux pays, continueront de jouir, dans l'autre, des franchises, privilèges et immunités quelconques qui sont ou qui seront accordés, par les traités ou par l'usage à la nation étrangère la plus favorisée; et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec les mêmes compensations, si elle est conditionnelle.

4. Aussitôt qu'un des originaux du présent Traité et de la Convention du même jour, dûment ratifiés l'un et l'autre par le Gouvernement Mexicain, comme il sera dit en l'article



ci-après, auront été remis entre les mains du Plénipotentiaire Français, la forteresse d'Ulua sera restituée au Mexique, avec son artillerie, dans l'état où elle se trouve aujourd'hui.

5. Le présent traité sera ratifié par le Gouvernement Mexicain, en la forme constitutionnelle, dans les douze jours de sa date, ou plus tôt, si possible, et par Sa Majesté le Roi des Français, dans le terme de quatre mois, également comptés de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Vera-Cruz, en trois originaux, dont deux pour Sa Majesté le Roi des Français, et un pour Son Excellence le Président de la République du Mexique, le 9<sup>e</sup> jour du mois de mars de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Signé CHARLES BAUDIN.

(L. S.) M. E. DE GOROSTIZA.

(L. S.) GUADALUPE VICTORIA.

MANDONS et ORDONNONS qu'en conséquence les présentes Lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au Bulletin des lois, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Saint-Cloud, le 14<sup>e</sup> jour du mois d'Août de l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre et Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

Signé J. B. TESTE.

Par le Roi :

*Le Ministre et Secrétaire d'état au  
département des affaires étran-  
gères, Président du Conseil,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

N<sup>o</sup> 8135. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la publication de la Convention conclue à la Vera-Cruz, le 9 mars 1839, relativement aux Indemnités à régler entre la France et la République du Mexique.*

Au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Savoir faisons qu'entre Nous et le Président de la République du Mexique il a été conclu à la Vera-Cruz, le 9 mars de la présente année 1839, une Convention relative aux indemnités à régler entre la France et ladite République;

Convention dont les ratifications ont été échangées à Paris, le 6 du présent mois, et dont la teneur suit :

#### CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Français et Son Excellence le Président de la République du Mexique, désirant, d'un commun accord, mettre fin aux différends qui se sont malheureusement élevés entre leurs Gouvernements respectifs, et qui ont amené des hostilités réciproques, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, M. *Charles Baudin*, Contre-Amiral, Officier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur ;

Et Son Excellence le Président de la République du Mexique, MM. *Emmanuel-Édouard de Gorostiza*, Ministre des Affaires étrangères, et *Guadalupe Victoria*, Général de division ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Pour satisfaire aux réclamations de la France, relatives aux dommages éprouvés par ses nationaux antérieurement au 26 novembre 1838, le Gouvernement Mexicain payera au Gouvernement Français une somme de six cent mille piastres fortes, espèces métalliques. Ce paiement



aura lieu en trois délégations de deux cent mille piastres chaque, sur l'administrateur principal de la douane de Vera-Cruz, à deux, quatre et six mois de date, du jour de la ratification de la présente Convention par le Gouvernement Mexicain. Lorsque lesdites délégations auront été acquittées, le Gouvernement de la République demeurera libre et dégagé envers la France de toute réclamation pécuniaire antérieure au 26 novembre 1838.

2. La question de savoir si les navires Mexicains et leurs cargaisons, séquestrés pendant le cours du blocus, et postérieurement capturés par les Français, à la suite de la déclaration de guerre, doivent être considérés comme légalement acquis aux capteurs, sera soumise à l'arbitrage d'une tierce Puissance, ainsi qu'il est dit en l'article 2 du Traité de ce jour.

3. Le Gouvernement Mexicain s'engage à n'apporter et à ne laisser mettre désormais aucune entrave à l'acquittement ponctuel et régulier des créances Françaises qu'il a déjà reconnues, et qui se trouvent en cours de paiement.

4. La présente Convention sera ratifiée avec les mêmes formalités et dans les mêmes délais que le Traité de paix de ce jour, auquel elle demeurera annexée.

*En foi de quoi*, les Plénipotentiaires ci-dessus l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Vera-Cruz, en trois originaux, dont deux pour Sa Majesté le Roi des Français, et un pour Son Excellence le Président de la République du Mexique, le 9<sup>e</sup> jour du mois de mars de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Signé CHARLES BAUDIN.

(L. S.) M. E. DE GOROSTIZA.

(L. S.) GUADALUPE VICTORIA.

MANDONS et ORDONNONS qu'en conséquence les présentes Lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au Bulletin des lois, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et notre ministre et se-

crétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Saint-Cloud, le 14<sup>e</sup> jour du mois d'Août de l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

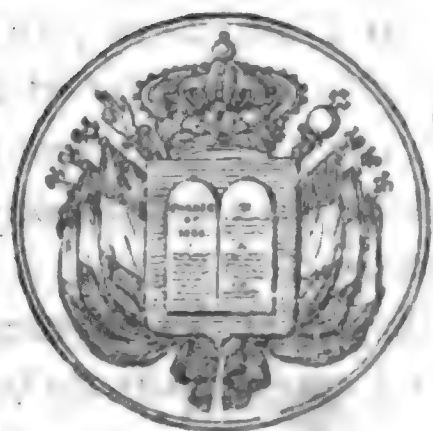
Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre et Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre et Secrétaire d'état au  
département des affaires étran-  
gères, Président du Conseil,*

Signé J. B. TESTE.

Signé M<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 17 \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des Postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 17 Août 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 675\*.

---

N° 8136. — *LETTRES de grande Naturalisation  
accordées à M. Ransonnet.*

Au palais des Tuileries, le 7 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Vu la demande par laquelle le sieur *Jacques-Joseph Ransonnet*, né le 18 avril 1778 à Liège en Belgique, capitaine de frégate, nous a exposé que son père est mort, à la suite de ses blessures, en 1796, général de brigade, commandant la subdivision de l'aile gauche de l'armée des Alpes; que trois de ses frères ont trouvé une fin glorieuse, l'un à *Essling*, l'autre à *Friedland*, et le dernier dans l'expédition de *Saint-Domingue*; que lui-même a rendu des services dans la carrière des armes; qu'entré dans la marine le 15 novembre 1798, en qualité d'aspirant, il a dû à des actions d'éclat et à sa conduite les différents grades qu'il a successivement obtenus; qu'à ses titres dans la marine et dans les armées de terre il en joint de scientifiques, et a contribué, dans un voyage de découverte aux terres australes, au succès des opérations géographiques; qu'enfin il a été l'un des premiers, lorsque les événements de 1814 séparèrent la Belgique de la France, à invoquer les dispositions de la loi du 14 octobre 1814; qu'il a obtenu, le 20 décembre de la même année, des lettres de déclaration de naturalité, et qu'il désire aujourd'hui obtenir des lettres de grande naturalisation;

---

\* Voyez un *Erratum* à la fin de ce Numéro.

Vu notre ordonnance en date du 18 juin 1839, rendue en faveur de l'exposant, sous la condition de la vérification à faire par la Chambre des Pairs et par la Chambre des Députés;

Vu les mentions des vérifications faites par la Chambre des Pairs, le 24 juin 1839, et par la Chambre des Députés, le 22 juillet suivant;

A CES CAUSES, voulant traiter favorablement l'exposant, nous avons DÉCLARÉ et DÉCLARONS par ces présentes, signées de notre main, que ledit sieur *Jacques-Joseph Ransonnet* sera tenu et réputé, ainsi que nous le tenons et réputons, pour naturel de France et regnicole; qu'il pourra demeurer et s'établir dans tel lieu du royaume qu'il désirera, et y jouir des droits civils et politiques dont jouissent les naturels français, sans qu'au moyen des lois, ordonnances et règlements, il lui soit fait aucun empêchement dans la pleine et libre jouissance des droits que nous trouvons à propos de lui accorder, à la charge de fixer pour toujours son domicile en France.

VOULONS et ORDONNONS que les présentes soient insérées au Bulletin des lois.

MANDONS et ORDONNONS à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que ces présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, les fassent publier et enregistrer toutes les fois qu'ils en seront requis; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait apposer notre sceau.

Donné au palais des Tuileries, le 7<sup>e</sup> jour d'Août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu au sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

*Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

Signé J. B. TESTE.

En suite de ladite ordonnance du 18 juin 1839 sont les mentions suivantes :

La Chambre des Pairs, après avoir entendu la lecture des lettres de grande naturalisation, avec plénitude des droits de citoyen français, obtenues par le sieur *Ransonnet* ( *Jacques-Joseph* ), conformément à l'ordonnance du 4 juin 1814, relative aux étrangers; Oûi le rapport de sa commission spéciale, et après en avoir délibéré en la manière accoutumée, déclare lesdites lettres vérifiées, et ordonne qu'elles seront transcrites sur ses registres.

A Paris, le Lundi 24 Juin 1839.

*Les Président et Secrétaires :*

Signé Comte DE BASTARD; le Comte DUROSNEI,  
Comte TURGOT, E. HALGAN.

La Chambre des Députés, après avoir entendu la lecture des lettres de grande naturalisation, avec plénitude des droits de citoyen français, obtenues par le sieur *Ransonnet* ( *Jacques-Joseph* ), conformément à l'ordonnance du 4 juin 1814, relative aux étrangers; Oûi le rapport de sa commission spéciale, et après en avoir délibéré en la manière accoutumée, déclare lesdites lettres vérifiées, et ordonne qu'elles seront transcrites sur ses registres.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juillet 1839.

*Les Président et Secrétaires :*

Signé P. SAUZET; HAVIN, F. BIGNON, DE MALEVILLE,  
P. F. DUBOIS.

N° 8137. — *PROCLAMATIONS DU ROI qui prononcent la clôture de la Session de 1839 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.*

Au palais des Tuileries, le 6 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

La session de 1839 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés est et demeure close.

*IX<sup>e</sup> Série.*

21.



La présente proclamation sera portée à la Chambre des Pairs par notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil; par notre ministre secrétaire d'état au département du commerce et de l'agriculture, par notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et par notre ministre secrétaire d'état au département des finances.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état des affaires étrangères, Président du Conseil,*

*Signé M<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.*

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

La session de 1839 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés est et demeure close.

La présente proclamation sera portée à la Chambre des Députés par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, par notre ministre secrétaire d'état au département de la marine, par notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, par notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics et par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,*

*Signé T. DUCHÂTEL.*

N° 8138. — *ORDONNANCE DU ROI concernant les Épreuves à faire subir aux Chaudières des Machines locomotives tubulaires.*

*Au palais des Tuileries, le 22 Juillet 1839.*

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;



**Vu** les ordonnances royales des 29 octobre 1823 (1) et 7 mai 1828 (2), concernant les appareils à vapeur à haute pression ;

**Vu** l'avis de la commission des machines à vapeur du 13 juin 1839, relatif aux épreuves à faire subir aux chaudières des machines locomotives tubulaires ;

**Considérant** qu'il importe de pourvoir aux mesures de sûreté qu'exige l'emploi des machines locomotives ;

**Considérant** qu'il est possible, sans inconvénient, de les soumettre à des épreuves moins rigoureuses que celles qui sont prescrites par les ordonnances susvisées pour les appareils à vapeur à haute pression,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les chaudières des machines locomotives tubulaires ne seront reçues, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, pour faire le service d'un chemin de fer, qu'après avoir été éprouvées à une pression double de la pression effective que la chaudière est appelée à supporter, et ce, au lieu de la pression triple qui est prescrite pour l'épreuve des chaudières en tôle ou en cuivre des autres machines par l'ordonnance du 7 mai 1828.

2. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1840 les épreuves de réception des nouvelles machines de ce genre pourront être faites à une pression de moitié en sus seulement de la pression effective ; mais passé ce délai, les machines mêmes qui auront été ainsi reçues devront, lorsqu'elles auront subi une réparation importante, être éprouvées à la pression double.

3. La circulation de toutes machines qui, par suite de l'épreuve, auraient subi des altérations de nature à compromettre leur solidité, sera interdite.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 637, n° 15,898.

(2) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 231, n° 8462.

N° 8139. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise la publication de la Bulle d'institution canonique de M. Lanneluc pour la Coadjutorerie d'Aire, sous le titre d'Évêque d'Agathopolis (*in partibus*).

A Paris, le 9 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes;

Vu les articles 1<sup>er</sup> et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses du royaume, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre ordonnance du 22 janvier 1839 qui, sur la demande de l'évêque d'Aire, nomme le sieur *Lanneluc*, vicaire général de Toulouse, coadjuteur dudit évêque avec future succession;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté *Grégoire XVI* audit coadjuteur;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** La bulle donnée à Rome, le 5 des ides de juillet (11 juillet) de l'année de l'incarnation 1839, portant institution canonique du sieur *Lanneluc* (*François-Adélaïde-Adolphe*) à la coadjutorerie d'Aire, sous le titre d'évêque d'Agathopolis (*in partibus*), est reçue et sera publiée dans le royaume en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique sera reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

4. Notre garde des sceaux ministre secrétaire d'état au

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 570, n° 13,866.

département de la justice et des cultes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8140. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la publication de la Bulle d'institution canonique de M. Morlot pour l'Evêché d'Orléans.*

A Paris, le 9 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,

Vu les articles 1<sup>er</sup> et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x);

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses du royaume, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre ordonnance du 10 mars 1839, qui nomme le sieur *Morlot*, vicaire général de Dijon, au siège épiscopal d'Orléans, vacant par la démission de M. *Brumauld de Beauregard*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Grégoire XVI audit évêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit .

ART. 1<sup>er</sup>. La bulle donnée à Rome le 8 des ides de juillet (8 juillet) de l'année de l'incarnation 1839, portant institution canonique du sieur *Morlot* (*Nicolas-Madeleine*), pour l'évêché d'Orléans, est reçue et sera publiée en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique sera reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 570, n° 13,866.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8141. — *ORDONNANCE DU ROI qui transfère au Massegro  
le Chef-lieu de la Justice de paix du canton de Saint-George  
de Levejac (Lozère).*

A Paris, le 11 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Sur le rapport du comité de législation et de justice administrative ;

Vu la proposition du préfet du département de la Lozère, tendant à ce que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Saint-George de Levejac, arrondissement de Florac, soit transféré au Massegro ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes composant ledit canton, desquelles délibérations il résulte que la translation proposée est conforme au vœu de la majorité des habitants ;

Vu les avis émis en faveur de ladite translation par le sous-préfet et le conseil d'arrondissement de Florac, par le conseil général du département de la Lozère, par le premier président de la cour royale de Nîmes et par notre procureur général près la même cour ;

Vu la lettre de notre ministre de l'intérieur du 26 octobre 1838 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**



**ART. 1<sup>er</sup>.** Le chef-lieu de la justice de paix du canton de Saint-George de Levejac, arrondissement de Florac, département de la Lozère, sera transféré au Massegro, commune du même nom.

**2.** Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et notre ministre de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

**N° 8142. — ORDONNANCE DU ROI** qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire pour le traitement des Officiers généraux composant la seconde section du Cadre de l'État-major général de l'Armée.

A Paris, le 13 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation des dépenses de l'exercice 1839, et celle du 24 juillet 1839, relative aux crédits supplémentaires accordés au ministère de la guerre au titre du même exercice;

Vu l'article 12 de la loi du 23 mai 1834, ainsi conçu :

« La faculté accordée par l'article 152 de la loi du 25 mars 1817, d'ouvrir des crédits par ordonnance du Roi pour des cas urgents et extraordinaires, est applicable seulement à des services qui ne pouvaient pas être prévus et réglés par le budget, et à la charge de se conformer aux dispositions des articles 4, 5 et 7 de la loi du 24 avril 1833 »;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 4 août 1839 sur le cadre de l'état-major général de l'armée;

Considérant que cette dernière loi, en fixant la composition du cadre de l'état-major général de l'armée, a créé des droits nouveaux dont l'effet doit être immédiat, et que, dès lors, il est urgent de pourvoir aux moyens de paiement du traitement des officiers

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

généraux composant la section de réserve dudit cadre, d'après les bases déterminées par la loi précitée ;

Considérant, en outre, qu'en raison de cette urgence et de ce que la dépense nouvelle ne pouvait être prévue ni réglée par le budget de 1839, il y a lieu d'user de la faculté réservée par l'article 12 de la loi du 23 mai 1834 ;

Considérant, enfin, qu'une portion des crédits accordés à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, au titre du chapitre XV (*solde de non-activité*), doit rester sans emploi par suite des dispositions de la nouvelle loi qui appellent à faire partie de la deuxième section du cadre de l'état-major général de l'armée les officiers généraux provisoirement placés en non-activité par notre ordonnance du 28 août 1836 (1) ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de deux cent cinq mille deux cents francs ( 205,200<sup>f</sup> ), pour subvenir à la dépense du traitement des officiers généraux composant la deuxième section dite *de réserve* du cadre de l'état-major général de l'armée.

Cette dépense sera portée au chapitre IV (*états-majors*) de la 1<sup>re</sup> section du budget de la guerre.

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session, en même temps que l'annulation d'une somme de cent soixante et dix mille cinq cents francs ( 170,500<sup>f</sup> ) sur les crédits ouverts par les lois des 14 juillet 1838 et 24 juillet 1839, au titre du chapitre XV de la 1<sup>re</sup> section du budget de la guerre, pour la solde des officiers généraux en non-activité.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

---

(1) Bull. 453, n° 6478.



*Bases de l'évaluation du Crédit extraordinaire demandé au titre de 1839 pour subvenir au paiement des Officiers généraux de la section de réserve créée par la Loi sur l'État-major général de l'armée.*

OFFICIERS GÉNÉRAUX PRÉCÉDEMMENT EN NON-ACTIVITÉ.

30 lieutenants généraux à 9,000 francs par an ou 750 francs par mois, ci, pour 4 mois 24 jours, du 7 août au 31 décembre. 108,000 <sup>f</sup>	} 206,400 <sup>f</sup>
41 maréchaux de camp à 6,000 francs par an ou 500 francs par mois, ci, pour le même temps. 98,400	

OFFICIERS GÉNÉRAUX DE L'ANCIEN CADRE DE RÉSERVE.

6 lieutenants généraux portés de 7,500 francs à 9,000 francs par an, différence 1,500 francs par an ou 125 francs par mois, ci, pour 4 mois 24 jours. . . . . 3,600 <sup>f</sup>	} 9,600
15 maréchaux de camp de 5,000 à 6,000 francs, différence 1,000 francs par an ou 83 francs 33 centimes par mois, ci, pour le même temps. . . . . 6,000	

TOTAL . . . . . 216,000

A déduire la portion applicable à 3 lieutenants généraux qui reçoivent une pension comme pairs de France. . . . . 10,800

RESTE. . . . . 205,200

N° 8143. — *ORDONNANCE DU ROI concernant la Solde des Officiers généraux de la seconde section du Cadre de l'État-major général de l'Armée.*

A Paris, le 13 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 4 août courant sur l'organisation de l'état-major général de l'armée, portant que les officiers généraux de la deuxième section du cadre reçoivent les trois cinquièmes de la solde de leur grade, sans les accessoires ;

Vu le tarif n° 1 annexé à notre ordonnance du 25 décembre 1837 (1), portant règlement sur le service de la solde et sur les revues, lequel tarif détermine, entre autres choses, le montant de la solde attribuée aux grades de lieutenant général et de maréchal de camp ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

(1) Bull. 561, n° 7319.

**ART. 1<sup>er</sup>.** La solde des officiers généraux de la deuxième section du cadre de l'état-major général sera payée conformément aux fixations portées dans le tarif ci-annexé.

2. Les officiers généraux placés dans la deuxième section, en exécution de l'article 9 de la loi, jouiront de la solde affectée à cette position à partir du 7 août, jour de la promulgation de ladite loi.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
Signé SCHNEIDER.

*TARIF de la Solde des officiers généraux formant la 2<sup>e</sup> section (réserve) du cadre de l'état-major général. (Exécution de l'article 8 de la loi du 4 août 1839.)*

DÉSIGNATION des grades.	FIXATION			OBSERVATIONS.
	par an.	par mois.	par jour.	
Lieutenant général.	9,000 <sup>f</sup>	750 <sup>f</sup>	25 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	
Maréchal de camp.	6,000	500	16 66 6	

Paris, le 13 août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
Signé SCHNEIDER.

**N° 8144. — ORDONNANCE DU ROI** portant convocation  
du premier Collège électoral du Cantal.

Au palais de Saint-Cloud, le 13 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831;

Vu la décision du 31 juillet dernier, qui a nommé directeur de l'administration des cultes au ministère de la justice et des cultes M. *Dessauret*, député du Cantal,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral d'arrondissement du département du Cantal est convoqué à Saint-Flour pour le 7 septembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8145. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire pour les Frais de premier établissement alloués au Garde des sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.*

Au palais des Tuileries, le 30 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

secrétaire d'état de la justice et des cultes, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de douze mille francs, pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui feront l'objet du chapitre spécial désigné ci-après :

CHAPITRE II *BIS* DU BUDGET DE LA JUSTICE.

*Administration centrale (matériel).*

Frais de premier établissement alloués à notre garde des sceaux par notre ordonnance de ce jour.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre garde des sceaux et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8146. — *ORDONNANCE DU ROI qui alloue au Ministre de la Guerre une somme de douze mille francs pour Frais de premier établissement, et ouvre à cet effet un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.*

A Paris, le 20 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 31 janvier 1833 dont l'article 11 est ainsi conçu : «Aucune somme ne pourra être allouée aux ministres, à titre de «frais de premier établissement, que par exception, et en vertu «d'une ordonnance nominative et motivée, rendue conformément «aux dispositions de la loi du 25 mars 1817» ;

Vu la loi du 23 mai 1834, article 12, et celle du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839 ;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

Considérant qu'il y a lieu de faire à M. le lieutenant général *Schneider*, ministre secrétaire d'état au département de la guerre, l'application de la disposition exceptionnelle de l'article 11 de la loi du 31 janvier 1833 ci-dessus rappelée;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Une somme de douze mille francs (12,000 fr.) est allouée à M. le lieutenant général *Schneider*, notre ministre secrétaire d'état de la guerre, à titre de frais de premier établissement.

A cet effet, un crédit extraordinaire de ladite somme est ouvert au ministère de la guerre sur l'exercice 1839.

2. La régularisation du crédit ouvert par l'article précédent sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé* SCHNEIDER.

---

**N° 8147. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'importation des Sucres.**

Au palais de Saint-Cloud, le 21 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture et du commerce, et au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**



**ART. 1<sup>er</sup>.** A partir du 10 septembre prochain le tarif des sucres, à leur importation, sera réglé ainsi qu'il suit :

SUCRES	des colonies françaises, importé par navires français,	brut,	autre que blanc,	de Bourbon.....	26 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	les 100 kilogrammes.
			blanc,	d'Amérique.....	33 00	
		terré, de toutes nuances,	blanc,	de Bourbon.....	33 10	
				d'Amérique.....	39 60	
	étranger,	brut, autre que blanc,	par navires français,	de Bourbon.....	49 00	
				d'Amérique.....	58 00	
		brut, blanc ou terré, sans distinction de nuances, ni du mode de fabrication,	par navires étrangers,	de l'Inde.....	55 00	
				d'ailleurs, hors d'Europe.....	60 00	
			par navires étrangers,	des entrepôts.....	70 00	
					75 00	

2. Jusqu'au 10 octobre prochain le remboursement des droits sur les sucres raffinés exportés s'effectuera à raison des anciens droits, dont on justifiera le paiement; passé ce délai, il ne sera plus admis que des quittances reçues pour les droits du nouveau tarif.

3. Nos ministres de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sera soumise aux Chambres dans leur prochaine session.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8148. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. Billas (Guillaume-Marie), né le 3 septembre 1788 à Toulouse (Haute-Garonne), est autorisé à ajouter à son nom celui de *Estadens*, et à s'appeler à l'avenir *Billas-Estadens*;



2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 10 Mai 1839. )

---

N° 8149. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. Coquu ( *Mario-Antoine-Jules* ), commis négociant, demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom celui de *Dumont*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 21 Juillet 1839. )

---

N° 8150. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. Lepel ( *Aimé-Honoré* ), né à Paris le 6 vendémiaire an V, agent de change, demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Cointet*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 30 Juillet 1839. )

---

N° 8151. — ORDONNANCE DU ROI portant autorisation de la communauté des sœurs de la Présentation de Marie établie à Chaudesaigues ( Cantal ), et dépendant de la congrégation existant à Bourg-Saint-Andéol ( Ardèche ). ( Paris, 5 Août 1839. )

---

N° 8152. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. L'académie française et l'académie royale des beaux-

arts sont autorisées à accepter le legs qui leur a été fait par M. le comte de Maillé de Latour-Landry, dans son testament du 25 mars 1839, d'un capital de trente mille francs, pour la fondation d'un secours à accorder, chaque année, au choix de chacune de ces deux académies alternativement, à un jeune écrivain ou à un artiste pauvre, dont le talent paraîtra mériter cet encouragement.

2. Cette somme de trente mille francs sera placée en rentes sur l'état, et le produit formera, chaque année, le prix à décerner, qui devra être désigné par les deux académies légataires, sous le nom de *prix comte de Maillé de Latour-Landry*. (Paris, 6 Août 1839.)

---

N° 8153. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Le conseil général du département de la Nièvre est autorisé à créer, dans le collège communal de Nevers, vingt-cinq demi-bourses, du prix de deux cent cinquante francs l'une.

2. Pendant tout le temps que le conseil général s'engagera à entretenir ces demi-bourses, le paiement en sera assuré par une allocation de six mille deux cent cinquante francs portée chaque année au budget des dépenses départementales; et, dans le cas où le conseil général supprimerait les demi-bourses ainsi créées, les enfants qui seraient titulaires desdites bourses, au moment où la suppression serait votée, auraient droit d'en conserver la jouissance jusqu'à la fin de leurs études. La somme nécessaire pour l'acquittement de cette dépense serait maintenue jusqu'à cette époque au budget départemental.

3. Une des vingt-cinq demi-bourses est affectée à chacun des vingt-cinq cantons du département. Dans le cas où, soit un, soit plusieurs cantons, n'offriraient pas de candidats aptes à profiter de cette faveur, il y aurait vacance des demi-bourses jusqu'au moment où la difficulté qui aurait empêché d'y nommer n'existerait plus.

4. Les candidats aux bourses départementales de la Nièvre devront justifier des connaissances exigées des élèves qui ont fait leur quatrième. Nul élève boursier ne pourra être admis dans le collège communal de Nevers, s'il a moins de dix ans.

5. Les dispositions de l'ordonnance du 31 janvier 1837 (1), qui sont contraires à celles que renferme la présente, sont et demeurent rapportées. (Paris, 6 Août 1839.)

---

(1) Bull. 484, n° 6730.

**N° 8154. — ORDONNANCE DU ROI portant :**

1° M. *Meynadier*, préfet du Puy-de-Dôme, est nommé préfet du département de la Moselle, en remplacement de M. *Jayr*, nommé à la préfecture du Rhône;

2° M. *Germeau*, préfet de l'Oise, est nommé préfet du département du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. *Meynadier*;

3° M. *de Crèvecœur*, ancien préfet, est nommé préfet du département de l'Oise, en remplacement de M. *Germeau*;

4° M. *Thomas*, préfet de la Sarthe, est nommé préfet du département du Jura, en remplacement de M. *Lepasquier*, décédé;

5° M. *Bruley-Desvarannes*, ancien préfet, est nommé préfet du département de la Sarthe, en remplacement de M. *Thomas*;

6° M. *Barthélemy*, préfet de la Haute-Saône est nommé préfet du département de la Loire, en remplacement de M. *Faye*;

7° M. *Mazères*, préfet de l'Aveyron, est nommé préfet du département de la Haute-Saône, en remplacement de M. *Barthélemy*;

8° M. *de Guizard*, ancien préfet, membre de la Chambre des Députés, est nommé préfet du département de l'Aveyron, en remplacement de M. *Mazères*;

9° M. *Bonnet*, préfet de l'Ain, est nommé préfet du département de l'Indre, en remplacement de M. *de Freulleville*;

10° M. *de Jussieu (Alexis)*, ancien préfet, est nommé préfet du département de l'Ain, en remplacement de M. *Bonnet*. ( *Paris, 10 Août 1839.* )

---

**N° 8155. — ORDONNANCE DU ROI** qui autorise l'établissement, à Lille (Nord), de quatre sœurs de la congrégation de Saint-Vincent de Paul, établie à Paris (Seine). ( *Paris, 11 Août 1839.* )

---

**N° 8156. — ORDONNANCE DU ROI portant ,**

1° Que M. *Meynadier*, préfet de la Moselle, est nommé préfet du département du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. *Germeau*;

2° Que M. *Germeau*, préfet du Puy-de-Dôme, est nommé préfet du département de la Moselle, en remplacement de M. *Meynadier*. ( *Saint-Cloud, 18 août 1839.* )

---

**N° 8157. — ORDONNANCE DU ROI** portant création d'un commissariat de police dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme). ( *Saint-Cloud, 19 Août 1839.* )

---

**ERRATUM.** Bulletin des lois, v<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 84, page 188, 2<sup>e</sup> ligne, au lieu de à ajouter à leuys noms celui de la Peyrouse, lisez à ajouter à leurs noms celui de Lapérouse.



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

A Paris, le 29 \* Août 1839,

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 676.

---

N° 8158. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la Publication de la Convention conclue à Paris, le 2 août 1839, entre la France et la Grande-Bretagne, pour la délimitation des Pêcheries sur les côtes respectives des deux Pays.*

A Eu, le 27 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Savoir faisons qu'entre Nous et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, il a été conclu à Paris, le 2 du présent mois d'août, une Convention relative à la délimitation des pêcheries sur les côtes respectives de la France et de la Grande-Bretagne ;

Convention dont les ratifications ont été échangées à Paris le 17 de ce mois, et dont la teneur suit :

## CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Français et feu Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant, en l'année 1837, nommé une commission mixte pour établir et déterminer les limites en dedans desquelles les sujets des pays respectifs pourront librement exercer la pêche des huîtres, entre l'île de Jersey et les côtes avoisinantes de France ;

Les membres de ladite commission étant convenus de certaines lignes (tracées sur une carte à laquelle il sera référé plus loin) pour déterminer lesdites limites, et étant aussi tombés d'accord sur certains arrangements qui leur semblent devoir prévenir le renouvellement des disputes qui se sont souvent élevées entre les pêcheurs des deux nations ;

*IX<sup>e</sup> Série.*



Il a paru opportun à Sa Majesté le Roi des Français et à Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande que les limites dont sont convenus lesdits commissaires, et les arrangements qu'ils ont proposés, fussent reconnus et sanctionnés par une Convention qui sera conclue entre Leursdites Majestés;

Et comme les Hautes Parties contractantes ont aussi considéré qu'il était à désirer que les limites, en dedans desquelles le droit général de pêche sur toutes les parties des côtes des deux pays sera exclusivement réservé aux sujets respectifs de la France et de la Grande-Bretagne, fussent définies et réglées, lesdites Hautes Parties contractantes ont, à cet effet, nommé pour Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français,  
le sieur *Jean de Dieu Soult*, duc de *Dalmatie*, maréchal et pair de France, grand-croix de son Ordre royal de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'état au département des affaires étrangères, Président de son Conseil des ministres;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

le très-honorable *Granville*, comte *Granville*, pair du Royaume-Uni, chevalier grand-croix du très-honorable Ordre du Bain, membre du Conseil privé, et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près de Sa Majesté le Roi des Français;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est convenu que les lignes tracées entre les points indiqués par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, K, sur la carte annexée à la présente Convention et signée par les Plénipotentiaires respectifs, seront reconnues par les Hautes Parties contractantes comme déterminant les limites entre lesquelles et les côtes de France la pêche des huîtres sera



exclusivement réservée aux sujets Français; ces lignes sont comme suit :

La première ligne se dirige du point A à trois milles de la aisse de basse mer (*la pointe du Menga* restant au Sud), jusqu'au point B, dont les amers sont *la tour d'Agon*, par *la touffe d'arbres sur le mont Huchon*, et *le sommet de Gros-Mont*, en ligne avec le signal sur *Grand'Île*.

La seconde ligne court dudit point B vers *la tour d'Agon* et *la touffe d'arbres sur le mont Huchon*, dans la direction Nord, soixante-quatre degrés Est, jusqu'à relever au point C *le moulin de Lingreville*, à l'Est du monde.

Partant du point C, la troisième ligne court, Est du monde, vers *le moulin de Lingreville*, jusqu'à ramener au point D le rocher *l'État* par *le Grand Huguenant*.

La quatrième ligne se dirige du point D vers le Nord (relevant toujours *l'État* par *le Grand Huguenant*), jusqu'à la section en E d'une ligne ayant pour amers *la tour d'Agon* par *la cathédrale de Coutances*.

La cinquième ligne court, dans la direction de l'Est, du point E au point F, où *le clocher de Piron* se relève par *le rocher le Sennequet*.

La sixième ligne, partant du point F, se dirige vers Nord du monde, jusqu'au point G, dont les amers sont *le clocher de Blainville* par *le Sennequet*.

La septième ligne court du point G vers *le clocher de Piron*, jusqu'au point H, où *le phare du cap Carteret* reste au Nord, vingt-quatre degrés Ouest.

La huitième ligne court du point H au point I, qui est à peu près par le travers de *Port-Bail*, et qui a pour amers *le fort de Port-Bail*, en ligne avec *le clocher de Port-Bail*.

La neuvième ligne enfin court du point I aux *Trois-Grues*, point K, où *le cap Carteret* reste à l'Est, dix degrés Nord, par *le clocher de Barneville*.

Il est en outre convenu que tous les relèvements désignés au présent article sont corrigés de la variation du compas, et non calculés d'après le méridien magnétique.

Ces règlements seront soumis par lesdits commissaires à leurs Gouvernements respectifs, pour être approuvés et confirmés; et les Hautes Parties contractantes s'engagent à proposer à la législature de leurs nations les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des règlements qui seront ainsi approuvés et confirmés.

12. La présente Convention sera ratifiée, et la ratification en sera échangée dans l'espace de six semaines.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 2<sup>e</sup> jour du mois d'Août de l'an de grâce 1839.

( L. S. ) Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

( L. S. ) GRANVILLE.

MANDONS ET ORDONNONS qu'en conséquence les présentes Lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au Bulletin des lois, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais d'Eu, le 27<sup>e</sup> jour du mois d'Août de l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau:

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,  
Ministre et Secrétaire d'état au  
département de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre et Secrétaire d'état au  
département des affaires étran-  
gères, Président du Conseil,*

Signé J. B. TESTE.

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

N° 8159. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'un Pont suspendu sur la Seine, devant Suresnes.*

Au palais de Neuilly, le 6 Juillet 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département de la Seine pour l'établissement d'un pont suspendu sur la Seine, devant le village de Suresnes;

Vu le projet de tarif des droits de péage à concéder pour couvrir les frais de l'entreprise;

Vu les pièces constatant que cet avant-projet a été soumis, dans l'arrondissement de Saint-Denis, aux formalités d'enquête prescrites par notre ordonnance réglementaire du 18 février 1834 (1), en exécution de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la délibération du conseil municipal de Suresnes, du 10 mai 1838;

Vu l'avis de la commission d'enquête, du 11 juin 1838;

Vu l'avis du préfet, du 7 décembre 1838;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 6 février 1839;

Vu le cahier de charges proposé par le conseiller d'état directeur général des ponts et chaussées et des mines;

Vu l'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838, qui autorise l'établissement de péages pour couvrir la dépense des ouvrages d'art d'utilité publique;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé, par voie de publicité et de concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur la Seine, devant Suresnes, conformément aux clauses et conditions du cahier de charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 286, n° 5212.

péage, dont l'administration déterminera le maximum dans un billet cacheté, qui ne sera ouvert qu'après le dépôt des soumissions.

## 2. Le tarif du péage est fixé comme il suit :

Une personne à pied, chargée ou non.....	05 <sup>c</sup>
Un cheval et son cavalier, chargé ou non.....	15

### *Voitures suspendues.*

Une voiture suspendue ou sur ressort à deux roues, attelée d'un cheval, mulet ou autre bête de trait, voyageurs et conducteurs compris....	30
Une voiture suspendue ou sur ressort à quatre roues, attelée d'un cheval, mulet ou toute autre bête de trait, voyageurs et conducteurs compris.....	35
Une voiture suspendue ou sur ressort à quatre roues, attelée de deux chevaux, mulets ou autres bêtes de trait, voyageurs et conducteurs compris.....	60
Chaque cheval, mulet ou autre bête de trait en sus, pour les voitures suspendues ou sur ressort à deux ou quatre roues.....	10
Un cheval ou mulet employé à l'agriculture ou au transport des récoltes, légumes et laitage, chargé ou non, compris le conducteur..	10
Une bête asine chargée ou non, compris le conducteur.....	05

### *Voitures d'agriculture.*

Une charrette à deux roues ou chariot à quatre roues, chargés, attelés d'un cheval, mulet ou autre bête de trait, conducteur compris.....	25
Les mêmes non chargés, conducteur compris.....	20
Chaque cheval, mulet ou autre bête de trait en sus, pour les susdits chariots et charrettes.....	10
Une charrette chargée ou non, attelée d'un âne, conducteur compris.	10
Chaque bête asine en sus.....	05
Chaque bœuf ou vache, non compris le conducteur.....	10
Chaque veau à pied, non compris le conducteur.....	05
Chaque mouton, brebis, bouc, chèvre, non compris le conducteur...	01
Chaque porc, non compris le conducteur.....	02

*Nota.* Les animaux ci-dessus, transportés vivants en voiture, payeront le droit comme s'ils étaient à pied ; la voiture qui les transporte payera le droit d'une voiture de roulage à vide.

### *Voitures de roulage.*

Charrettes ou chariots à deux ou quatre roues, chargés et attelés d'un cheval, mulet ou mule, conducteur compris.....	35
Les mêmes non chargés, conducteur compris.....	25
Chaque cheval, mulet ou mule en sus, pour les charrettes et chariots..	15

### *Diligences publiques.*

Diligence à deux roues et deux chevaux, mules ou mulets, voyageurs et conducteurs compris.....	50
--	----

Diligence à quatre roues et deux chevaux, mules ou mulets, voyageurs  
et conducteurs compris..... 80<sup>c</sup>  
Chaque cheval, mule ou mulet en sus, postillon compris..... 15

Sont exempts de droits,

Le préfet du département de la Seine, le préfet de police, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Denis, le maire de Suresnes, dans l'exercice de leurs fonctions; les ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées; les juges de paix, les agents des contributions directes et indirectes, les inspecteurs de la navigation, la gendarmerie, les gardes champêtres, les employés des lignes télégraphiques, les corps militaires, les sous-officiers et soldats voyageant isolément et porteurs d'ordres ou de feuilles de route; les malles faisant le service des postes de l'État, les courriers du Gouvernement, les facteurs ruraux et les voitures cellulaires.

3. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été homologuée par notre ministre secrétaire d'état des travaux publics.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

N° 8160. — *ORDONNANCE DU ROI qui reporte au Budget de 1839 les Fonds départementaux restant libres sur l'exercice 1837.*

Au palais de Saint-Cloud, le 6 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 mai 1838, art. 21;

Vu les articles 93 et 94 de notre ordonnance du 31 dudit mois (1);

Considérant qu'il est nécessaire de rattacher aux chapitres spéciaux de 1839 les fonds départementaux de 1837, dont les comptes de cet exercice opèrent le transport au budget de 1839, afin de compléter les dispositions de notre ordonnance du 30 octobre 1838 (2), qui règle le service départemental de 1839, suivant les prescriptions de la loi du 10 mai 1838;

(1) Bull. 579, n° 7437.

(2) Bull. 608, n° 7645.



Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;  
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les fonds affectés aux dépenses départementales de 1837 restant libres sur cet exercice au 31 octobre 1838, et montant à sept millions huit cent cinquante-huit mille cinq cent soixante et seize francs trente-quatre centimes, savoir :

CHAP. 41. — Dépenses variables sur centimes ordinaires et fonds commun.....	1,377,779 <sup>f</sup> 82 <sup>c</sup>
42. — Mêmes dépenses sur ressources éventuelles.....	445,986 37
43. — Dépenses facultatives et extraordinaires sur centimes facultatifs ordinaires, extraordinaires et spéciaux.....	6,034,810 15
	<hr/>
	7,858,576 34
	<hr/>

Sont reportés au budget de 1839, pour être rattachés, par forme de supplément, aux subdivisions de crédits consacrées par notre ordonnance du 30 octobre 1838, savoir :

CHAPITRE 35. — *Dépenses ordinaires.*

Art. 1 <sup>er</sup> . Dépenses sur centimes additionnels ordinaires et premier fonds commun.....	1,377,779 <sup>f</sup> 82 <sup>c</sup>	} 1,649,458 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>
Art. 2. Dépenses sur produits éventuels.....	271,678 29	

CHAPITRE 36. — *Dépenses facultatives.*

Art. 1 <sup>er</sup> . Dépenses facultatives d'utilité départementale sur centimes facultatifs et second fonds commun.....	1,697,043 <sup>f</sup> 59 <sup>c</sup>	} 1,776,814 16
Art. 2. Dépenses sur produits particuliers.....	74,490 41	
Art. 3. Dépenses sur subventions communales et particulières pour routes.....	5,280 16	

CHAPITRE 37. — *Dépenses extraordinaires.*

Art. 1 <sup>er</sup> . Dépenses extraordinaires sur le produit des centimes d'impositions extraordinaires.....	2,234,473 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>	} 2,246,629 42
Art. 2. Dépenses sur fonds d'emprunt..	12,156 22	



CHAPITRE 38. — *Dépenses spéciales.*

Art. 1 <sup>er</sup> . Dépenses des chemins vicinaux sur centimes d'impositions spéciales.....	2,103,293 <sup>f</sup> 36 <sup>c</sup>	}	2,185,674 <sup>f</sup> 65 <sup>c</sup>
Art. 2. Dépenses sur subventions communales et souscriptions particulières.....	82,381 29		
Art. 3. Dépenses sur produits spéciaux non indiqués dans la loi.....	"		
TOTAL ÉGAL des reports de 1837 distribués sur 1839.			7,858,576 34

2. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8161. — *ORDONNANCE DU ROI* qui alloue au *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* une somme de douze mille francs pour *Frais de premier établissement*, et ouvre à cet effet un *Crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.*

An palais de Saint-Cloud, le 20 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 31 janvier 1833, dont l'article 11 est ainsi conçu : « Aucune somme ne pourra être allouée aux ministres, à titre de « frais de premier établissement, que par exception et en vertu « d'une ordonnance nominative et motivée, rendue conformément « aux dispositions de la loi du 25 mars 1817 » ;

Vu la loi du 23 mai 1834, article 12, et celle du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839 ;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considerant qu'il y a lieu de faire à M. *Cunin-Gridaine*, ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce, l'application de la disposition exceptionnelle de l'article 11 de la loi du 31 janvier 1833 ci-dessus rappelée ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

(1) Bull. 579, n° 7437.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Une somme de douze mille francs ( 12,000<sup>f</sup> ) est allouée à M. *Cunin-Gridaine*, notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, à titre de frais de premier établissement.

A cet effet, un crédit extraordinaire de ladite somme est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce sur l'exercice 1839.

2. La régularisation du crédit ouvert par l'article précédent sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

N<sup>o</sup> 8162. — *ORDONNANCE DU ROI qui répartit entre les Départements du Royaume les quatre-vingt mille Hommes appelés sur la classe de 1838, et rapporte les Ordonnances des 30 Juin et 19 Juillet 1839.*

A Eu, le 23 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 juin 1839, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de la classe de 1838, pour le recrutement des troupes de terre et de mer;

Vu nos ordonnances des 30 juin (1) et 19 juillet 1839 (2), qui ont réglé la répartition de ce contingent et les opérations relatives à sa formation;

Vu la lettre, en date du 14 août 1839, par laquelle le préfet d'Eure-et-Loir adresse à notre ministre secrétaire d'état de la guerre un état rectifié, d'après lequel le nombre des jeunes gens de la classe de 1838 qui ont tiré au sort dans ce département est réellement de deux mille cinq cent quinze au lieu de deux mille quatre cent soixante et douze porté au relevé qu'il avait établi le

(1) Bull. 658, n<sup>o</sup> 8020.

(2) Bull. 662, n<sup>o</sup> 8042.

25 mars précédent, et reproduit dans la répartition du 19 juillet dernier ;

Vu notre ordonnance du 8 août 1839 (1), portant convocation des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838 sont répartis entre les départements du royaume suivant le tableau ci-joint, dressé en conformité des dispositions de l'article 2 de la loi du 26 juin 1839.

2. Aux termes de l'article 3 de la même loi, la sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu entre les cantons proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de chaque canton pour la classe appelée.

Elle sera faite par le préfet en conseil de préfecture, et rendue publique par voie d'affiches avant l'ouverture des opérations du conseil de révision.

3. Les opérations des conseils de révision commenceront le 23 septembre prochain, et la réunion des listes du contingent de chaque canton, pour former la liste du contingent départemental, sera effectuée le 11 novembre suivant.

4. Après cette dernière opération, et ainsi qu'il est prescrit par l'article 29 de la loi du 21 mars 1832, les jeunes gens définitivement appelés ou ceux qui auront été admis à les remplacer seront inscrits sur les registres matricules des corps pour lesquels ils seront désignés.

5. Conformément à l'article 4 de la loi du 26 juin 1839, les jeunes soldats qui feront partie du contingent seront, d'après l'ordre de leurs numéros de tirage, partagés en deux classes de quarante mille hommes chacune, composées, la première, des jeunes soldats susceptibles d'être mis en activité immédiatement ; la seconde, de ceux qui seront laissés dans leurs foyers et ne pourront être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale.

---

(1) Bull. 670, n° 8113.

6. Nos ordonnances précitées des 30 juin et 19 juillet 1839, relatives à la classe de 1838, sont rapportées, et les états de répartition qui les accompagnent sont annulés.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

*Tableau annexé à l'Ordonnance royale du 23 août 1839, et présentant la Répartition de quatre-vingt mille Hommes appelés sur la Classe de 1838, établie conformément à l'article 2 de la Loi du 26 juin précédent.*

NUMÉROS D'ORDRE.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le département.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTINGENT de chaque département.	OBSERVATIONS.
1	7	Ain .....	2,918	809	
2	1	Aisne.....	4,678	1,296	
3	19	Allier.....	3,251	901	
4	8	Alpes (Basses-).....	1,627	423	
5	7	Alpes (Hautes-).....	1,191	330	
6	9	Ardèche.....	3,499	970	
7	2	Ardennes.....	2,380	660	
8	21	Ariège.....	2,310	640	
9	18	Aube.....	1,988	551	
10	21	Aude.....	2,152	596	
11	5	Aveyron.....	3,116	864	
12	8	Bouches-du-Rhône....	2,891	801	
13	14	Calvados.....	3,795	1,052	
14	19	Cantal.....	2,064	572	
15	11	Charente.....	3,422	948	
16	11	Charente-Inférieure...	3,903	1,082	
17	15	Cher.....	2,630	729	
18	15	Corrèze.....	2,801	776	
19	17	Corse.....	1,830	507	
20	19	Côte-d'Or.....	3,147	872	
21	13	Côtes-du-Nord.....	5,440	1,508	
22	15	Creuse.....	2,682	743	
23	11	Dordogne.....	3,940	1,092	
24	6	Doubs.....	2,327	615	
25	7	Drôme.....	2,804	777	
26	14	Eure.....	3,455	957	
27	1	Eure-et-Loir.....	2,515	697	

NUMÉRO D'ORDRE.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le département.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTIN- GENT de chaque département.	OBSERVATIONS.
28	13	Finistère.....	4,657	1,291	
29	9	Gard.....	2,984	827	
30	10	Garonne (Haute-)....	3,815	1,057	
31	20	Gers.....	2,496	692	
32	11	Gironde.....	4,679	1,297	
33	9	Hérault.....	2,941	815	
34	13	Ille-et-Vilaine.....	5,082	1,408	
35	15	Indre.....	2,640	732	
36	4	Indre-et-Loire.....	2,710	751	
37	7	Isère.....	5,382	1,492	
38	6	Jura.....	2,505	694	
39	20	Landes.....	2,577	714	
40	4	Loir-et-Cher.....	2,244	622	
41	7	Loire.....	4,011	1,112	
42	19	Loire (Haute-).....	2,825	783	
43	12	Loire-Inférieure.....	4,375	1,212	
44	1	Loiret.....	2,695	747	
45	10	Lot.....	2,442	677	
46	11	Lot-et-Garonne.....	2,742	760	
47	9	Lozère.....	1,144	317	
48	12	Maine-et-Loire.....	4,613	1,278	
49	14	Manche.....	5,441	1,508	
50	2	Marne.....	2,795	775	
51	18	Marne (Haute-).....	1,945	539	
52	4	Mayenne.....	3,395	941	
53	3	Meurthe.....	3,637	1,008	
54	2	Meuse.....	2,611	724	
55	13	Morbihan.....	4,305	1,193	
56	3	Moselle.....	3,688	1,022	
57	15	Nièvre.....	3,025	838	
58	16	Nord.....	8,719	2,416	
59	1	Oise.....	3,411	945	
60	14	Orne.....	3,627	1,005	
61	16	Pas-de-Calais.....	5,951	1,649	
62	19	Puy-de-Dôme.....	5,377	1,490	
63	20	Pyrénées (Basses-)....	3,944	1,093	
64	20	Pyrénées (Hautes-)...	2,019	560	
65	21	Pyrénées-Orientales...	1,366	379	
66	5	Rhin (Bas-).....	5,275	1,462	
67	5	Rhin (Haut-).....	3,952	1,095	
68	7	Rhône.....	3,835	1,063	
69	6	Saône (Haute-).....	2,762	765	



NUMÉROS D'ORDRE.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le départe- ment.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe de 1838.	CONTIN- GENT de chaque département.	OBSERVATIONS.
70	18	Saône-et-Loire.....	4,853	1,345	
71	4	Sarthe.....	4,285	1,188	
72	1	Seine.....	6,009	1,665	
73	14	Seine-Inférieure.....	5,703	1,581	
74	1	Seine-et-Marne.....	2,859	792	
75	1	Seine-et-Oise.....	3,696	1,024	
76	12	Sèvres ( Deux- ).....	2,864	794	
77	16	Somme.....	4,941	1,369	
78	10	Tarn.....	2,843	788	
79	10	Tarn-et-Garonne.....	1,897	526	
80	8	Var.....	2,548	706	
81	8	Vaucluse.....	2,151	596	
82	12	Vendée.....	3,358	931	
83	4	Vienne.....	2,513	696	
84	15	Vienne ( Haute- ).....	2,843	788	
85	3	Vosges.....	3,228	895	
86	18	Yonne.....	2,780	770	
TOTAUX.....			283,666	80,000	La proportion entre le nombre total des inscrits et le contingent est de 27 1/30 pour cent.

Paris, le 23 août 1839.

Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

CERTIFIÉ conforme par nous

Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,

A Paris, le 30 \* Août 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

IMPRIMERIE ROYALE. — 30 Août 1839.





## BULLETIN DES LOIS.

N° 677.

N° 8163. — *TABEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26. Avril 1833, arrêté le 31 Août 1839.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or. .	Toulouse. .... Gray. .... Lyon. .... Marseille. ....	18 <sup>f</sup> 76 <sup>c</sup> 22 10 25 27 26 83	19 <sup>f</sup> 59 <sup>c</sup> 22 11 25 12 26 83	20 <sup>f</sup> 04 <sup>c</sup> 22 18 25 52 26 70	23 <sup>f</sup> 42 <sup>c</sup>
	Aude. ....					
	Hérault. ....					
	Gard. ....					
	Bouches-du-R.					
	Var. ....					
	Corse. ....					
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Gironde. ....	Marans. .... Bordeaux. .... Toulouse. ....	18 22 20 70 18 76	18 33 21 33 19 59	19 00 21 60 20 04	19 73
	Landes. ....					
	Bes.-Pyrénées..					
	Htes. Pyrénées..					
	Ariège. ....					
	Haute-Garonne					
2 <sup>e</sup>	Jura. ....	Gray. .... Saint-Laurent. Le Grand-Lemps..	22 10 25 88 23 79	22 11 25 65 24 02	22 18 25 67 24 15	23 95
	Doubs. ....					
	Ain. ....					
	Isère. ....					
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

IX<sup>e</sup> Série.

23

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régula- teur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin.....	Mulhausen....	28 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 08 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 68 <sup>c</sup>	25 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	25 12	24 31	23 95	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	23 84	24 59	25 29	24 91
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 23	24 72	25 75	
	Somme.....	Roye.....	23 75	24 72	26 50	
	Seine-Infér....	Soissons.....	25 60	25 80	25 89	
	Eure.....	Paris.....	26 34	25 82	27 60	
	Calvados.....	Rouen.....	22 53	23 05	24 01	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér. ...	Saumur.....	21 25	21 22	"	20 30
	Vendée.....	Nantes.....	20 45	21 94	22 02	
	Charente-Infér.)	Marans.....	18 22	18 33	19 00	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	22 94	23 48	23 02	23 24
	Meuse.....	Verdun.....	21 13	21 17	21 25	
	Ardennes.....	Charleville....	21 93	23 06	23 62	
	Aisne.....	Soissons.....	25 60	25 80	25 89	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	22 45	22 98	22 44	20 53
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	17 14	16 88	17 29	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	21 08	Pas de vente.	21 51	
	Finistère.....	Hennebon....	22 81	20 81	17 58	
	Morbihan.....	Nantes.....	20 45	21 94	22 02	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 31 Août 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8164. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'un Pont suspendu sur l'Allier, à Costet (Haute-Loire).*

Au palais des Tuileries, le 22 Juillet 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Vu l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département de la Haute-Loire pour l'établissement d'un pont suspendu sur l'Allier, en remplacement du bac de Costet, et au moyen de la concession d'un péage ;

Vu les pièces constatant que cet avant-projet, ainsi que le tarif des droits de péage à concéder, a été soumis, dans l'arrondissement de Brioude, aux formalités d'enquête prescrites par notre ordonnance réglementaire du 18 février 1834 (1) ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes intéressées, et l'avis de la commission d'enquête en date du 22 décembre 1837 ;

Vu l'avis du préfet en date du 6 février 1839, et les délibérations du conseil des ponts et chaussées en date des 16 juin 1838 et 17 avril 1839 ;

Vu l'article 10 de la loi des recettes du 14 juillet 1838, qui autorise l'établissement de péages pour couvrir la dépense des ouvrages d'art d'utilité publique ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il sera procédé, avec publicité et concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur l'Allier, à Costet, pour le service de la route départementale n° 4, de Brioude à Langogne, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un péage, qui sera perçu au profit du concessionnaire d'après le tarif ci-dessous fixé.

Le maximum de durée de la concession sera déterminé par

---

(1) 3<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 286, n° 5212.

l'administration dans un billet cacheté, avant le dépôt des soumissions, et qui ne sera ouvert qu'après leur lecture.

2. Le tarif du péage est fixé comme il suit :

1 <sup>o</sup> Une personne à pied.....	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
2 <sup>o</sup> Une personne à cheval.....	0 10
3 <sup>o</sup> Un cheval ou mulet chargé.....	0 10
4 <sup>o</sup> Un cheval ou mulet non chargé.....	0 05
5 <sup>o</sup> Un âne chargé ou non chargé.....	0 05
6 <sup>o</sup> Chaque bœuf, vache, cheval, mulet et âne, destiné à la vente ou en étant le produit.....	0 10
7 <sup>o</sup> Chaque veau, porc, bouc et chèvre, destiné aussi à la vente....	0 05
8 <sup>o</sup> Chaque mouton, brebis, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	0 05
9 <sup>o</sup> Et dans tous les cas le conducteur.....	0 05

Lorsque les animaux portés aux articles 7 et 8 dépasseront le nombre de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque ceux portés aux articles 6, 7 et 8, iront au pâturage ou en reviendront, le droit sera diminué de moitié.

10 <sup>o</sup> Une voiture à deux roues, suspendue ou non, cheval et conducteur compris.....	0 30
11 <sup>o</sup> Une voiture à deux roues, suspendue ou non, attelée de deux chevaux, conducteur compris.....	0 40
12 <sup>o</sup> Une voiture à deux roues, suspendue ou non, attelée de trois chevaux, conducteur compris.....	0 50
13 <sup>o</sup> Une voiture à quatre roues, suspendue ou non, attelée de deux chevaux, conducteur compris.....	0 60

En sus du droit porté aux articles 10, 11, 12 et 13, les voyageurs payeront séparément et par tête le droit d'une personne.

14 <sup>o</sup> Une charrette chargée, attelée d'un cheval, conducteur compris.....	0 40
15 <sup>o</sup> Une charrette chargée, attelée de deux chevaux, conducteur compris.....	0 75
16 <sup>o</sup> Une charrette chargée, attelée de trois chevaux, conducteur compris.....	1 00

Lorsque les charrettes mentionnées aux articles 14, 15 et 16, seront à vide, le droit sera diminué d'un quart.

17 <sup>o</sup> Une charrette ou char à deux roues, chargé et attelé d'un cheval, d'une paire de bœufs ou de vaches, employé au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, attelage et conducteur compris.....	0 30
18 <sup>o</sup> Un char ou chariot de ferme à quatre roues, chargé et attelé de chevaux ou d'une paire de bœufs ou de vaches, attelage et conducteur compris.....	0 50

Lorsque les chars et charrettes mentionnés aux articles 17 et 18 seront à vide, le droit sera diminué de moitié.

19 <sup>o</sup> Chaque cheval, mulet, paire de bœufs ou de vaches, excédant	
---	--

Les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, payeront en sus du droit,

Dans les cas des articles 13, 14, 15 et 16.....	0 <sup>f</sup> 15 <sup>c</sup>
Dans ceux des articles 17 et 18.....	0 10

*Exemptions.*

Sont exempts du péage

Le préfet et le sous-préfet en tournée; les ingénieurs, conducteurs et agents des ponts et chaussées de l'arrondissement; les employés des contributions indirectes et des douanes, dans l'exercice de leurs fonctions; les ministres du culte de la commune, les gendarmes, dans l'exercice de leurs fonctions; les soldats et marins voyageant isolément avec une feuille de route ou ordre de service; les enfants des deux sexes obligés de traverser le pont pour aller recevoir l'instruction primaire ou religieuse, et rentrer à leur domicile; les facteurs ruraux, les courriers du Gouvernement, les malles-postes employées au transport des dépêches; les voitures affectées au transport des forçats et autres prisonniers dans les maisons de force et de correction.

3. L'adjudication sera soumise à l'homologation de notre ministre des travaux publics.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

N° 8165. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction d'un Pont suspendu sur la Garonne, au lieu dit le Fourq, commune de Roquefort (Haute-Garonne).*

An palais de Saint-Cloud, le 6 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil municipal de Roquefort, sur le projet de construction d'un pont suspendu sur la Garonne, au hameau du Fourq, dans ladite commune de Roquefort, au moyen de la concession d'un péage;

Le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu sur ce projet, et l'avis du commissaire qui y a procédé;



Le procès-verbal de la délibération prise le 15 juin 1835 par la commission mixte des travaux publics, portant qu'il y a lieu de donner suite audit projet, délibération approuvée par nos ministres de la guerre et de l'intérieur;

L'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, et l'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838;

L'avis du préfet de la Haute-Garonne et les autres pièces de l'affaire;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'un pont suspendu sur la Garonne, au lieu dit *le Fourq*, commune de **Roquefort**, département de la Haute-Garonne, en remplacement du bac actuel, est approuvé, aux clauses et conditions du *cahier* de charges annexé à la présente ordonnance.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen d'un péage qui sera concédé par adjudication publique, au soumissionnaire qui aura offert le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera fixé d'avance par le préfet dans un billet cacheté.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration, pour ce qui concerne l'acquisition des propriétés dont l'occupation sera nécessaire à l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage, conformément au tarif ci-après :

Une personne en voiture, à cheval ou à pied, chargée ou non chargée, les voitures et les chevaux payant séparément. . . .	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
Cheval ou mulet, chargé ou non chargé, monté ou non monté, pourvu qu'il ne soit pas attelé, non compris le conducteur ou cavalier. . . . .	0 05
Bœuf ou vache non attelé. . . . .	0 10



<b>Ane ou ânesse, veau ou porc, non compris le conducteur. . . .</b>	<b>0<sup>f</sup> 02<sup>c</sup> 1/2</b>
<b>Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons ou autres volailles. . . . .</b>	<b>0 01 1/4</b>
<i>Nota.</i> Le droit sera diminué de moitié pour ceux de ces animaux qui excéderont le nombre de vingt-cinq dans chaque troupeau.	
<b>Voiture suspendue à deux roues, non compris le conducteur. .</b>	<b>0 40</b>
<b>Idem. . . . . à quatre roues, idem. . . . .</b>	<b>1 00</b>
<b>Charrette à deux roues, chargée ou non chargée, idem. . . . .</b>	<b>0 30</b>
<b>Chariot ou charrette à quatre roues, idem. . . . .</b>	<b>0 30</b>

Lorsque les chevaux ou bœufs iront au pâturage ou au labour et qu'ils seront plus de quatre, le prix du passage de ceux qui seront en sus de ce nombre sera diminué de moitié.

6. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées; les préposés des douanes, les employés des contributions indirectes; les agents forestiers, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade, voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8166. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du troisième Collège électoral de l'Aveyron.*

Au château d'Eu, le 24 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 10 de ce mois, qui a nommé préfet de l'Aveyron M. *de Guizard*, député de ce département,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le troisième collège électoral d'arrondissement du département de l'Aveyron est convoqué à Espalion pour le 21 septembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 678.

---

N° 8167. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition du Fonds commun affecté aux Dépenses ordinaires des Départements pendant l'exercice 1840.*

Au palais de Saint-Cloud, le 8 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 13 et 17 de la loi du 10 mai 1838 ;

Vu la loi des dépenses de 1840, budget du ministère de l'intérieur, chapitre XXXII ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La répartition du fonds commun de quatre centimes neuf dixièmes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1840, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

IX<sup>e</sup> Série.

24

*État de répartition entre les Départements du Fonds commun affecté par la Loi des Dépenses de 1840 (chapitre 32 du Budget de l'intérieur), au complément des Dépenses ordinaires des Départements pendant cet exercice.*

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION des dépenses ordinaires des départements pendant 1840.	MONTANT des 8 <sup>e</sup> 5/10 <sup>e</sup> attribués spécialement à chaque département pour ses dépenses ordinaires.	DIFFÉRENCE entre l'évaluation des dépenses et le montant des 8 <sup>e</sup> 5/10 <sup>e</sup> spéciaux ou répartition du fonds commun de 4 <sup>e</sup> 9/10 <sup>e</sup> .
Ain.....	217,884 <sup>f</sup>	125,884 <sup>f</sup>	92,000 <sup>f</sup>
Aisne.....	343,032	270,032	73,000
Allier.....	206,216	131,216	75,000
Alpes (Basses-)... ..	211,804	61,804	150,000
Alpes (Hautes-)... ..	111,692	49,692	62,000
Ardèche.....	200,480	93,480	107,000
Ardennes.....	202,144	130,144	72,000
Ariège.....	179,679	64,679	115,000
Aube.....	216,362	143,362	73,000
Aude.....	241,070	173,070	68,000
Aveyron.....	273,577	145,577	128,000
Bouches-du-Rhône.....	419,162	187,162	232,000
Calvados.....	447,592	374,592	73,000
Cantal.....	158,221	110,221	48,000
Charente.....	200,356	180,356	20,000
Charente-Inférieure.....	318,002	243,002	75,000
Cher.....	236,734	102,734	134,000
Corrèze.....	111,837	87,837	24,000
Couze.....	167,214	19,214	148,000
Côte-d'Or.....	308,160	258,160	50,000
Côtes-du-Nord.....	240,696	174,696	66,000
Creuse.....	149,420	74,420	75,000
Dordogne.....	260,247	209,247	51,000
Doubs.....	249,256	123,256	124,000
Drôme.....	220,878	124,878	96,000
Eure.....	320,263	308,263	12,000
Eure-et-Loir.....	287,557	212,557	75,000
Finistère.....	281,693	156,693	125,000
Gard.....	277,571	184,571	93,000
Garonne (Haute-)... ..	405,954	230,954	175,000
Gers.....	233,372	164,372	69,000
Gironde.....	488,458	312,458	176,000
Hérault.....	313,827	231,827	82,000
Ille-et-Vilaine.....	302,465	201,465	101,000

<div>DÉPARTEMENTS.</div>	<div>ÉVALUATION des dépenses ordinaires des départements pendant 1840.</div>	<div>MONTANT des 8<sup>e</sup> 5/10<sup>e</sup> attribués spécialement à chaque département pour ses dépenses ordinaires.</div>	<div>DIFFÉRENCI entre l'évaluation des dépenses et le montant des 8<sup>e</sup> 5/10<sup>e</sup> spéciaux ou répartition du fonds commun de 4<sup>e</sup> 9/10<sup>e</sup>.</div>
Indee.....	229,021 <sup>f</sup>	103,021 <sup>f</sup>	126,000 <sup>i</sup>
Indre-et-Loire.....	286,557	160,557	126,000
Isère.....	304,658	240,658	64,000
Jura.....	227,110	135,110	92,000
Landes.....	147,747	77,747	70,000
Loir-et-Cher.....	215,350	131,350	84,000
Loire.....	245,910	152,910	93,000
Loire (Haute-).....	190,492	102,492	88,000
Loire-Inférieure.....	303,358	179,358	124,000
Loiret.....	327,397	189,397	138,000
Lot.....	162,522	128,522	34,000
Lot-et-Garonne.....	239,720	207,720	32,000
Lozère.....	160,436	57,436	103,000
Maine-et-Loire.....	326,762	230,762	76,000
Manche.....	347,632	334,632	13,000
Marne.....	317,749	190,749	127,000
Marne (Haute-).....	215,088	140,088	75,000
Mayenne.....	252,726	154,726	98,000
Meurthe.....	342,655	179,655	163,000
Meuse.....	249,494	155,494	94,000
Morbihan.....	240,408	150,408	90,000
Moselle.....	273,591	173,591	100,000
Nièvre.....	212,431	129,431	113,000
Nord.....	591,300	435,300	156,000
Oise.....	325,968	268,968	57,000
Orne.....	291,205	234,205	57,000
Pas-de-Calais.....	345,571	305,571	40,000
Puy-de-Dôme.....	276,514	212,514	64,000
Pyrénées (Basses-).....	300,553	98,553	202,000
Pyrénées (Hautes-).....	140,126	61,126	79,000
Pyrénées-Orientales.....	133,781	69,781	64,000
Rhin (Bas-).....	417,087	207,087	210,000
Rhin (Haut-).....	259,833	165,833	94,000
Rhône.....	499,508	242,508	257,000
Saône (Haute-).....	198,603	149,603	49,000
Saône-et-Loire.....	352,563	282,563	70,000
Sarthe.....	266,689	218,689	48,000
Seine.....	2,201,986	913,986	1,288,000
Seine-Inférieure.....	585,318	500,318	85,000

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION des dépenses ordinaires des départements pendant 1840.	MONTANT des 8 <sup>e</sup> 5/10 <sup>e</sup> attribués spécialement à chaque département pour ses dépenses ordinaires.	DIFFÉRENCI entre l'évaluation des dépenses et le montant des 8 <sup>e</sup> 5/10 <sup>e</sup> spéciaux ou répartition du fonds commun de 4 <sup>e</sup> 9/10 <sup>e</sup>
Seine-et-Marne.....	353,874 <sup>f</sup>	278,874 <sup>f</sup>	75,000 <sup>f</sup>
Seine-et-Oise.....	456,265	345,265	111,000
Sèvres (Deux-).....	201,568	145,568	56,000
Somme.....	312,114	310,114	2 000
Tarn.....	232,789	164,789	68,000
Tarn-et-Garonne.....	198,600	161,600	37,000
Vur.....	314,472	147,472	167,000
Vaucluse.....	244,930	97,930	147,000
Vendée.....	217,974	154,974	63,000
Vienne.....	226,405	122,405	104,000
Vienne (Haute-).....	214,406	95,406	119,000
Vosges.....	218,764	123,764	95,000
Yonne.....	247,695	180,695	67,000
	25,278,150	16,115,150	9,163,000
Réserve pour impressions des modèles de budgets et comptes départementaux, et pour être répartie, l'ar- du règlement des budgets, entre les départements qui auraient droit à des suppléments d'allocation. . .			126,910
			9,289,910

Approuvé pour être annexé à notre ordonnance en date de ce jour.  
Au palais de Saint-Cloud, le 8 août 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8168. — *ORDONNANCE DU ROI* qui alloue au Ministre de  
l'Instruction publique une somme de douze mille francs pour  
Frais de premier établissement, et ouvre à cet effet un Crédit  
extraordinaire sur l'exercice 1839.

Au palais des Tuileries, le 20 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.



Vu la loi du 31 janvier 1833, dont l'article 11 est ainsi conçu :  
« Aucune somme ne pourra être allouée aux ministres, à titre de  
« frais de premier établissement, que par exception et en vertu  
« d'une ordonnance nominative et motivée, rendue conformément  
« aux dispositions de la loi du 25 mars 1817 » ;

Vu la loi du 23 mai 1834, article 12, et celle du 14 juillet 1838,  
portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839 ;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai  
1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant qu'il y a lieu de faire à M. *Villemain*, ministre  
secrétaire d'état au département de l'instruction publique, l'appli-  
cation de la disposition exceptionnelle de l'article 11 de la loi du  
31 janvier ci-dessus rappelée ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'instruction  
publique,

Et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Une somme de douze mille francs ( 12,000<sup>f</sup> )  
est allouée à M. *Villemain*, notre ministre secrétaire d'état  
de l'instruction publique, à titre de frais de premier établis-  
sement.

A cet effet, un crédit extraordinaire de ladite somme est  
ouvert au ministère de l'instruction publique sur l'exercice  
1839.

2. La régularisation du crédit ouvert par l'article précé-  
dent sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine  
session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'instruction pu-  
blique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le  
concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera  
insérée au **Bulletin des lois**.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'instruction  
publique,*

*Signé* VILLEMAIN.

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

N° 8169. — *ORDONNANCE DU ROI, sur l'organisation du Régime financier en Algérie.*

A Paris, le 21 août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu nos ordonnances des 22 juillet 1834 (1), 31 octobre 1835 (2), 31 mai (3), et 31 octobre 1838 (4);

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le service et la comptabilité des finances, en Algérie, sont et demeurent soumis aux dispositions ci après :

CHAPITRE I<sup>er</sup>.

DES RECETTES.

§ 1<sup>er</sup>. *Division des revenus.*

2. Les droits, produits et revenus, sont divisés en deux catégories :

Revenus de l'État,  
Revenus coloniaux.

§ 2. *Revenus de l'État.*

3. Sont revenus de l'État :

Les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque ; les droits et demi-droits en sus, et les amendes de contravention aux lois, ordonnances ou arrêtés sur ces matières ;

Les revenus et prix de vente du domaine, tel qu'il est fixé par l'article 137 de la présente ordonnance ;

Les successions et les épaves dévolues à l'État ;

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 324, n° 5450.

(2) Bull. 391, n° 6036.

(3) Bull. 579, n° 7437.

(4) Bull. 609, n° 7654.

Les droits de douane et de navigation; les droits accessoires et les droits sur les sels;

Les taxes et redevances imposées à la pêche du corail;

Le prix de la vente des poudres à feu;

Les droits de garantie des matières d'or et d'argent;

Le produit de la taxe des lettres, celui de 5 p. 0/0 des articles d'argent, celui des places sur les bateaux à vapeur de l'État;

Les contributions extraordinaires de guerre;

Les recouvrements sur frais d'instance, frais de justice criminelle et tous autres recouvrements effectués, pour compte de l'État, par le trésorier payeur ou par les comptables des administrations financières.

4. Ces revenus et tous autres qui seraient créés à l'avenir, au profit du trésor, seront compris dans le budget général des voies et moyens, sous le titre : *Produits et revenus de l'Algérie.*

### § 3. Revenus coloniaux.

5. Sont revenus coloniaux :

Les taxes d'octroi colonial à l'entrée par mer et par terre, y compris celle sur les sucres et les cafés;

Les taxes imposées à l'exercice des professions industrielles;

Les rétributions pour le poids public et la vérification des poids et mesures;

Les droits sur les places et les marchés;

Les taxes de voirie sur les propriétés bâties et non bâties;

Les dîmes, redevances et autres taxes ou contributions habituelles, payées par les Arabes soumis à l'administration de la France;

Les revenus, loyers et prix de vente de la portion du domaine fixée par l'article 138 de la présente ordonnance;

Le produit des biens séquestrés;

Celui de la vente des arbres et des fruits des pépinières, jardins d'essai ou plantations sur la voie publique;

Le prix des concessions d'eau;

Celui des abonnements au *Moniteur Algérien* et aux autres publications administratives;

Celui des passe-ports, permis de port d'armes, diplômes, livrets d'hôteliers ou gens de service;

Les recouvrements d'avances faites sur fonds coloniaux;

Les amendes et le prix des autorisations de police;

Les droits sanitaires et d'attache des navires;

Les dons, legs et recettes extraordinaires autorisées.

6. Ces produits et tous autres qui seraient rangés ultérieurement parmi les revenus de la colonie formeront un fonds commun affecté, sans distinction d'origine, à l'acquittement des dépenses à la charge de l'Algérie.

Ils donneront lieu à la formation d'un budget particulier soumis aux prescriptions de la présente ordonnance.

## CHAPITRE II.

### DES DÉPENSES.

#### § 1<sup>er</sup>. *Division des dépenses.*

7. Les dépenses sont divisées en deux catégories :

Dépenses à la charge du trésor;

Dépenses à la charge de la colonie.

#### § 2<sup>e</sup>. *Dépenses à la charge du trésor.*

8. Les dépenses à la charge du trésor sont de deux espèces :

Celles des services spéciaux;

Celles des services généraux.

9. Les services spéciaux comprennent :

1<sup>o</sup> Le gouvernement d'Afrique; 2<sup>o</sup> les services militaires irréguliers; 3<sup>o</sup> ceux des services civils qui ne sont pas mis par l'article 11 à la charge du budget colonial, et qui concernent :

INTÉRIEUR . . .	{	Le personnel, le matériel et les frais administratifs de la direction et des sous-directions de l'intérieur;
		Les cultes, l'instruction publique, le commerce, les travaux publics ordinaires et extraordinaires, pour les dépenses qui sont supportées en France par le budget de l'État.

**JUSTICE.....** { Les dépenses supportées en France par le budget de l'État.

**FINANCES....** { Le personnel, le matériel, les frais administratifs et les remboursements relatifs à l'administration et à la perception des revenus du trésor.

**10. Les services généraux comprennent :**

Tous les services qui, portés au budget de la guerre (2<sup>e</sup> section, *Algérie*), ne figurent pas dans la nomenclature de l'article précédent.

*§ 3. Dépenses à la charge de la colonie.*

**11. Sont dépenses à la charge de la colonie, celles qui concernent :**

L'administration des villes et des circonscriptions administratives;

Le personnel, le matériel, les frais administratifs et les remboursements relatifs à l'administration et à la perception des revenus coloniaux;

Le commandement et l'administration des tribus arabes;

L'acquisition et l'expropriation des immeubles dans l'intérêt colonial;

Les indemnités dues pour occupation, expropriation ou démolition d'immeubles autrement que pour service militaire;

L'administration des biens séquestrés et les remboursements à effectuer sur leur produit;

La construction et l'entretien des bâtiments civils, des ports, môles, égouts, canaux, aqueducs, routes et chemins, pour la partie qui est, en France, à la charge des communes et des départements;

Le nettoiemnt, l'éclairage et le pavage de la voie publique dans les villes;

Les bureaux de santé et le service des ports;

Les dépenses de la chambre de commerce;

Les hospices civils et établissements de bienfaisance;

Les secours aux indigents et dans les cas de calamités publiques;



Le service des inhumations;

La milice africaine;

Le casernement de la gendarmerie;

Les prisons civiles;

Les dépenses des tribunaux, des cultes, de l'instruction publique, du commerce et de l'agriculture, qui sont, en France, à la charge des communes et des départements;

Les frais d'impression du *Moniteur algérien*, des publications administratives, des passe-ports, permis de port d'armes, diplômes et livrets;

Les bibliothèques, musées et beaux-arts;

Les pépinières, jardins d'essai et encouragements à l'agriculture et à l'industrie;

Les fêtes et réjouissances publiques;

Et généralement toutes les dépenses qui sont, en France, à la charge des communes ou des départements, et auxquelles il n'aurait pas été ouvert un crédit au budget de la guerre (*section de l'Algérie*).

### CHAPITRE III.

#### DISPOSITIONS COMMUNES AUX SERVICES SPÉCIAUX CONCERNANT LE TRÉSOR ET AUX SERVICES COLONIAUX.

##### § 1<sup>er</sup>. Assiette et perception des produits.

12. Les taxes, perceptions ou revenus, ne peuvent être établis, modifiés ou supprimés, savoir :

Ceux au profit de l'État, qu'en vertu d'une ordonnance royale;

Ceux au profit de la colonie, qu'en vertu d'arrêtés rendus par le ministre de la guerre, ou par le gouverneur général, avec l'approbation préalable du ministre.

13. Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables :

1° Aux contributions extraordinaires qui seraient accidentellement imposées par les chefs militaires pour fait de guerre;



**2° Aux recouvrements à effectuer par suite de jugements des tribunaux ou des décisions administratives.**

**14.** Le mode de liquidation, de recouvrement et de poursuites, relatifs à chaque nature de perception, est déterminé par les ordonnances et arrêtés mentionnés en l'article 12; à leur défaut, le directeur des finances prescrira provisoirement, et sous forme administrative, les règles qui devront être suivies.

**15.** Toutes contributions directes ou indirectes, toutes taxes ou perceptions autres que celles qui sont autorisées dans la forme prescrite par la présente ordonnance, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires.

**16.** Les recettes de toute nature, au profit du trésor ou de la colonie, les dépenses de l'un et l'autre service, ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un titre légalement établi et par des comptables régulièrement institués, cautionnés et placés sous la surveillance du directeur des finances.

Les ministres de la guerre et des finances régleront de concert, sur la proposition du directeur des finances et les observations du gouverneur général, le taux des cautionnements auxquels les comptables seront assujettis.

**17.** Les droits sanitaires, les rétributions payées par les élèves admis au collège, les droits sur l'expédition des actes civils, le prix des autorisations de police et autres produits analogues, qui ne pourraient être perçus directement par les comptables des services financiers, continueront à être perçus par ceux des agents de ces services qui seront désignés à cet effet.

Ces agents seront, pour le fait de leur gestion, en cette

qualité, soumis aux mêmes obligations et à la même surveillance que les autres préposés aux recettes.

18. Toute recette et tout paiement fait sans l'intervention des comptables donnera lieu aux poursuites autorisées par l'article 258 du Code pénal.

19. Tout agent qui opère un maniement de deniers appartenant au trésor ou à la colonie est constitué comptable par le fait seul de la réception desdits fonds sur sa quittance ou son récépissé. Ne sont pas compris dans cette disposition les agents qui, à raison de leur service, reçoivent sur leur quittance les fonds destinés au paiement des appointements et salaires.

## § 2. Des budgets.

20. Les produits et revenus attribués au trésor sont l'objet d'un état des recettes présumées, lequel est adressé au ministre de la guerre et transmis par lui au ministre des finances. Les résultats qu'il présente prennent place, chaque année, dans le projet de loi des recettes.

21. Les crédits législatifs portés aux chapitres spéciaux du budget de la guerre (deuxième section, *Algérie*), énoncés en l'article 9 ci-dessus, donnent lieu à la formation d'un tableau de répartition entre les divers services : ce tableau prend, pour ordre, le nom de *budget des services spéciaux*.

22. Les recettes et les dépenses coloniales donnent lieu à la formation d'un budget distinct appelé : *budget général des services coloniaux*.

23. Ces budgets, délibérés en conseil d'administration et arrêtés par le gouverneur général, sont approuvés définitivement par le ministre de la guerre, aux époques et dans les formes déterminées aux chapitres 4 et 5 de la présente ordonnance.

24. Les recettes à réaliser pour compte de l'État ou de la colonie, les dépenses coloniales et celles des services spéciaux à la charge du trésor, ne peuvent être faites que conformément aux budgets ci-dessus mentionnés, ou aux autorisations

extraordinaires qui seraient données ultérieurement par le ministre de la guerre.

25. Dans le cas où ces budgets n'auraient pas été approuvés avant le commencement de l'exercice auquel ils s'appliquent, les recettes et les dépenses ordinaires continuent, jusqu'à l'approbation de ces budgets, et sauf décision contraire du ministre, à être faites conformément à ceux de l'année précédente.

### *§ 3. Durée des exercices.*

26. L'exercice pour les services spéciaux et pour les services coloniaux commence au 1<sup>er</sup> janvier et finit au 31 décembre de l'année qui lui donne son nom.

Néanmoins la durée de la période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recette et de dépense de chaque exercice se prolonge pendant la seconde année, savoir :

1° Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu, d'après une déclaration motivée de l'ordonnateur, être terminés avant le 31 décembre;

2° Jusqu'au 30 septembre, pour la délivrance des ordonnances ministérielles concernant les services spéciaux à la charge du trésor;

3° Jusqu'au 31 octobre, pour l'acquittement de ces dépenses;

4° Jusqu'au 31 mai, pour la délivrance des mandats des ordonnateurs locaux, tant en ce qui concerne les services spéciaux à la charge du trésor qu'en ce qui concerne les services coloniaux;

5° Jusqu'au 30 juin, pour l'acquittement de ces mandats.

### *§ 4. Des crédits.*

27. Les crédits ouverts pour un exercice, aux budgets mentionnés dans le paragraphe précédent, sont affectés au paiement des dépenses qui résultent des services faits pendant l'année qui donne son nom à l'exercice.

Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les services faits et les droits acquis du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année qui donne sa dénomination audit exercice.

28. Les crédits ouverts pour les dépenses de chaque exercice ne peuvent être employés aux dépenses d'un autre exercice.

29. Les crédits extraordinaires qui pourraient être reconnus nécessaires après l'approbation des budgets sont délibérés et approuvés comme le sont les budgets.

30. Les changements d'imputation de crédit ne peuvent être effectués que sur l'autorisation du ministre.

31. Les crédits portés aux budgets pour dépenses imprévues peuvent, dans les limites déterminées par le ministre, être employés par les ordonnateurs, à la charge d'en rendre compte immédiatement.

#### *§ 5. De la liquidation des dépenses.*

32. Aucune dépense à la charge du trésor ou de la colonie ne peut être définitivement liquidée que par le ministre : l'établissement du droit constaté avec paiement par les ordonnateurs ne dispensant, dans aucun cas, de la liquidation ministérielle.

33. Les titres de chaque liquidation doivent offrir la preuve des droits acquits aux créanciers de l'État ou de la colonie, et être rédigés dans la forme prescrite par le règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1838, sur la comptabilité de la guerre.

34. Aucune stipulation d'intérêts ou commission de banque ne peut être consentie par les ordonnateurs au profit d'un fournisseur, d'un régisseur ou d'un entrepreneur, à raison d'emprunts temporaires ou d'avances de fonds pour l'exécution et le paiement des services civils ou des services coloniaux.

35. Aucun marché, aucune convention pour travaux et fournitures, ne doit stipuler d'à-compte que pour un service fait.

Les à-compte ne doivent, en aucun cas, excéder les onze



douzièmes des droits constatés par pièces régulières présentant le décompte en quantités et en deniers du service fait.

*§ 6. De l'ordonnancement.*

36. Les fonctions d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable.

37. Aucune dépense des services à la charge de l'État ne peut être acquittée si elle n'a été précédemment ordonnancée soit par le ministre de la guerre, soit par les ordonnateurs secondaires, en vertu de ses délégations.

38. Sont ordonnateurs secondaires des dépenses à la charge du trésor (*services spéciaux*), le directeur de l'intérieur, le directeur des finances, l'intendant militaire, chacun dans la limite des délégations qui leur sont faites par le ministre.

39. Aucune dépense coloniale ne peut être acquittée si elle n'a été préalablement mandatée conformément aux règles tracées par la présente ordonnance.

40. Sont ordonnateurs des dépenses à la charge des fonds coloniaux, le directeur de l'intérieur et le directeur des finances, conformément aux répartitions arrêtées par le ministre.

41. Les mandats sont délivrés au profit et au nom des créanciers directs, sur les caisses qui seront désignées à cet effet.

42. Les dépenses ne peuvent être ordonnancées que sur les crédits ouverts à chacune d'elles.

43. Les mandats doivent énoncer l'exercice et le crédit auquel la dépense s'applique, et être accompagnés, pour justifier de la réalité de la dette et valider le paiement, savoir :

Ceux qui concernent le trésor, des pièces indiquées par la nomenclature annexée au règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1838 ;

Ceux qui concernent les dépenses coloniales, des pièces qui seront indiquées dans une nomenclature spéciale arrêtée par le ministre de la guerre.

Les pièces justificatives des dépenses sont fournies en double expédition.

44. Les ordonnateurs demeurent chargés, sous leur res-

ponsabilité, de la remise aux ayants droit des mandats qu'ils délivrent sur les fonds du trésor ou de la colonie.

*§ 7. Règles pour l'ordonnancement de diverses dépenses.*

45. Les frais d'administration, les traitements et frais de bureau et autres dépenses analogues payables par douzième, sont ordonnancés à la fin de chaque mois.

46. Les fonds alloués pour dépenses ordinaires des hospices et établissements de bienfaisance peuvent être ordonnancés par douzième, et de mois en mois, au profit des trésoriers de ces établissements, qui en deviennent comptables.

47. Les dépenses de ces établissements pour travaux, acquisitions ou réparations, peuvent être ordonnancées au nom des mêmes comptables, mais les mandats ne sont délivrés qu'en raison des services faits.

48. Pour faciliter l'exploitation de services régis par économie, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les ordonnances du ministre de la guerre ou sur les mandats des ordonnateurs secondaires, des avances dont le total ne doit pas excéder vingt mille francs, sauf à ces agents à produire au payeur, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels.

Il ne pourra être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes, qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant des nouvelles avances demandées, n'excéderont pas vingt mille francs.

## CHAPITRE IV.

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RECETTES À RÉALISER POUR COMPTE DU TRÉSOR ET AUX SERVICES SPÉCIAUX.

*§ 1<sup>er</sup>. Recettes au profit du trésor.*

49. L'aperçu des recettes à réaliser au profit du trésor, dressé par le directeur des finances, est soumis au conseil d'administration et transmis par le gouverneur général au ministre de la guerre, dix-huit mois avant l'ouverture de l'exercice auquel il s'applique.



50. L'extrait de la loi des recettes en ce qui concerne l'Algérie est adressé par le ministre de la guerre au gouverneur général, qui le transmet au directeur des finances chargé d'assurer le recouvrement.

§ 2. *Budget des services spéciaux à la charge du trésor.*

51. Le budget des services spéciaux à la charge du trésor (*tableau de sous-répartition des crédits législatifs*), est subdivisé en autant de sections qu'il y a de services distincts.

52. Le gouverneur général procède en conseil d'administration, sur la proposition des chefs de service, à la sous-répartition des crédits législatifs.

Les propositions relatives à la fixation des dépenses sont soumises, avant le 15 septembre de chaque année, à l'approbation du ministre.

53. Les dépenses de personnel des directions de l'intérieur et des finances, à la charge des fonds coloniaux, sont proposées et discutées en conseil d'administration en même temps que les dépenses de même nature imputables sur les fonds du trésor.

Les états en sont annexés aux tableaux de sous-répartition concernant les directions de l'intérieur et des finances.

54. Le tableau général de sous-répartition des crédits législatifs formant le budget des services spéciaux à la charge du trésor, approuvé par le ministre, est renvoyé avant l'ouverture de l'exercice au gouverneur général, qui en transmet une expédition au directeur des finances et une au trésorier payeur.

Des extraits certifiés sont adressés aux autres ordonnateurs, chacun en ce qui le concerne.

§ 3. *Ouverture et clôture des crédits de sous-répartition.*

55. Les crédits de sous-répartition ne sont ouverts aux ordonnateurs secondaires des services spéciaux qu'en vertu des délégations qui leur sont faites par le ministre de la guerre, conformément au règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1838.

56. Les crédits de délégation cumulés sont valables jusqu'au 31 mai seulement de l'année qui suit l'exercice pour lequel ils ont été ouverts.

En conséquence, à partir du 1<sup>er</sup> juin, les ordonnateurs secondaires ne peuvent plus ordonnancer aucune dépense sur les fonds de l'exercice précédent.

§ 4. *Mode de comptabilité des services spéciaux.*

57. En tout ce qui n'est pas prévu par la présente ordonnance, les règles de comptabilité prescrites par le règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1838 sont applicables aux services spéciaux à la charge du trésor et aux ordonnateurs de ces services.

## CHAPITRE V.

### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SERVICES COLONIAUX.

§ 1<sup>er</sup>. *Budget général des services coloniaux.*

58. Le projet de budget des recettes et dépenses coloniales, délibéré en conseil d'administration, est soumis à l'approbation du ministre avant le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard.

59. Le budget approuvé est renvoyé, avant l'ouverture de l'exercice, au gouverneur général, qui en remet expédition au directeur de l'intérieur, au directeur des finances et au trésorier payeur.

§ 2. *Partie des recettes.*

60. Le budget des recettes coloniales, préparé et soumis au conseil d'administration par le directeur des finances, comprend tous les impôts, produits ou revenus réalisables, à un titre quelconque, au profit de la colonie.

§ 3. *Partie des dépenses.*

61. Les propositions relatives à la fixation des dépenses coloniales doivent être renfermées dans les limites du montant présumé des recettes à réaliser.

Le budget est divisé en deux chapitres principaux, savoir :

1<sup>o</sup> Frais d'administration et de perception des revenus coloniaux ;

**2° Crédits alloués aux divers services coloniaux.**

62. Il peut être porté au budget un fonds variable de réserve et de prévoyance destiné à faire face, dans le cours de l'exercice, aux dépenses coloniales résultant de circonstances extraordinaires, ou à l'insuffisance des crédits alloués lors de la formation du budget.

Ce fonds de réserve dont le montant est déterminé provisoirement en conseil d'administration, figure en un seul chiffre au budget des dépenses, dont il forme le troisième chapitre.

Il ne peut en être disposé en totalité ou en partie que sur l'autorisation expresse du ministre.

63. Le crédit relatif aux frais d'administration et de perception des revenus coloniaux est ouvert au directeur des finances, qui en est l'ordonnateur.

Il est destiné à couvrir toutes les dépenses en personnel, matériel, frais administratifs et remboursements concernant l'administration et la perception des revenus de la colonie.

Il figure en un seul chiffre au budget des dépenses coloniales dont il forme le premier chapitre : les détails en sont développés dans les tableaux mentionnés article 53, et dont extrait reste annexé au budget colonial.

64. L'excédant du montant présumé des recettes, déduction faite des frais d'administration et de perception des revenus coloniaux, et, s'il y a lieu, du fonds de réserve et de prévoyance, est affecté aux services coloniaux placés dans les attributions du directeur de l'intérieur, qui en est l'ordonnateur.

65. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Les services généraux sont divisés en autant de sections qu'il y a de localités où le budget doit recevoir son application.

Ces sections sont elles-mêmes subdivisées en articles, et les articles en paragraphes.

Les dépenses du commandement et de l'administration du pays et des populations arabes forment une section spéciale.

66. Un tableau récapitulatif présente, par chapitre et section du budget et par nature de dépense, les sommes allouées à chaque localité, et l'ensemble de la dépense.

*§ 4. Ouverture et clôture des crédits coloniaux.*

67. L'ouverture des crédits coloniaux résulte de l'approbation du budget colonial par le ministre de la guerre.

Les ordonnateurs peuvent en disposer à l'ouverture de l'exercice, mais seulement dans la proportion des recouvrements effectués, déduction faite de la portion affectée au fonds de réserve.

68. Les crédits coloniaux restent à la disposition des ordonnateurs, jusqu'au 31 mai de l'année suivante, mais seulement pour compléter les dépenses auxquelles ils sont affectés.

69. Passé le 30 juin, l'exercice est clos, les crédits demeurés sans emploi sont annulés, et les restes à recouvrer et à payer sont reportés de droit, et sous un titre spécial, au budget de l'exercice pendant lequel la clôture a eu lieu : il en est de même de l'excédant final que présenterait l'exercice clos.

Le conseil d'administration propose et le ministre arrête l'emploi de cet excédant final.

70. Aucune dépense coloniale affectée à l'exercice écoulé ne peut être ordonnancée passé le 31 mai, et les mandats non payés au 30 juin sont annulés, sauf réordonnancement, s'il y a lieu, avec imputation sur les reliquats de l'exercice clos reportés au budget de l'année courante.

*§ 5. Des exercices clos.*

71. Les paiements à effectuer pour solder les dépenses des exercices clos sont mandatés sur l'exercice courant.

72. Les ordonnateurs sont tenus de renfermer les mandats à délivrer sur l'exercice courant, pour rappel sur les exercices clos, dans les limites des crédits par chapitre, qui ont été annulés pour les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.

Ces mandats sont imputés sur un chapitre spécial ouvert, pour mémoire et pour ordre, au budget particulier de chaque ordonnateur, sans allocation spéciale.

Le montant des paiements effectués pendant le cours de chaque année, pour des exercices clos, est porté au crédit de ce chapitre, et la dépense est régularisée par l'arrêté du compte d'exercice.

73. Dans le cas où des créances dûment constatées sur un exercice clos n'auraient pas fait partie des restes à payer arrêtés lors du règlement de compte, il ne peut y être pourvu qu'au moyen de crédits supplémentaires, suivant les formes prescrites.

74. Les comptes annuels des ordonnateurs et le compte général des recettes et dépenses coloniales contiennent un tableau spécial qui présente, pour chacun des exercices clos et par chapitre de dépense, les crédits annulés pour les dépenses restant à payer, les nouvelles créances qui auraient fait l'objet de crédits supplémentaires, et les paiements effectués jusqu'au terme de déchéance.

### *§ 6. Écritures et comptes des ordonnateurs des services coloniaux.*

75. Au fur et à mesure de la délivrance des mandats, il doit en être tenu écriture sur les registres ouverts dans les bureaux des ordonnateurs.

Ces livres présentent, dans l'ordre des divisions du budget, par service et par localité, la fixation des crédits ouverts, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses.

Ils sont appuyés de registres auxiliaires, au nombre et dans la forme prescrits par les instructions.

76. A l'expiration de chaque mois, les ordonnateurs transmettent au ministre de la guerre les bordereaux détaillés des mandats délivrés, et le duplicata de toutes les pièces justificatives des dépenses.

77. A l'expiration de chaque exercice, et indépendamment des comptes à rendre par chaque ordonnateur, il est rendu,



par le directeur des finances, un compte général de l'administration des finances coloniales.

Ce compte présente par exercice, en suivant l'ordre des divisions du budget colonial :

En recette,

- 1° La désignation de la nature des recettes;
- 2° Les évaluations admises au budget;
- 3° La fixation définitive de la somme à recouvrer, d'après les titres justificatifs;
- 4° Les recouvrements effectués pendant l'exercice;
- 5° Les restes à recouvrer.

En dépense :

- 1° La désignation des chapitres de dépenses admises par le budget;
- 2° Le montant des crédits;
- 3° Les sommes payées sur ces crédits pendant la durée des exercices;
- 4° Les restes à payer à reporter au budget de l'exercice courant;
- 5° Les crédits ou portions de crédits à annuler, faute d'emploi dans le délai prescrit.

78. A ce compte général sont joints les comptes partiels de dépense ci-après, à l'aide desquels il est formé :

- 1° Compte des frais d'administration et de perception des revenus coloniaux, dressé par le directeur des finances;
- 2° Compte des dépenses des services coloniaux de l'intérieur, dressé par le directeur de l'intérieur;
- 3° Compte d'emploi du fonds de réserve : ce compte, formé pour mémoire par le directeur des finances, présente,  
Le montant des crédits;

Le montant des sommes qui, en vertu d'autorisations spéciales, ont été ajoutées aux crédits spéciaux ouverts à chaque ordonnateur;

Le crédit restant disponible sur le fonds de réserve à reporter, sous le même titre, au budget de l'exercice suivant.

79. Les comptes prescrits aux n° 1 et 2 de l'article pré-



**cèdent** présentent , par année, par exercice et par nature de dépense :

- 1° Les crédits ouverts à chaque service ;
- 2° Les droits constatés au profit des créanciers ;
- 3° Les paiements effectués ;
- 4° Les paiements restant à faire.

Ces comptes sont accompagnés de tous les développements propres à faire apprécier la gestion des administrateurs.

80. Les comptes d'exercice sont présentés au conseil d'administration, et soumis avant le 1<sup>er</sup> septembre à l'approbation du ministre.

81. Une copie conforme des comptes d'administration, formée par chacun des ordonnateurs appelés à rendre ces comptes, doit être, comme élément de contrôle, jointe aux comptes de gestion des comptables soumis au jugement de la Cour des comptes.

## CHAPITRE VI.

### COMPTABILITÉ DES PRÉPOSÉS COMPTABLES. DISPOSITIONS COMMUNES.

#### § 1<sup>er</sup>. *Des préposés aux recettes.*

82. La recette des deniers publics dans l'Algérie, tant pour compte du trésor que pour compte de la colonie, est confiée aux receveurs de l'enregistrement et des domaines, des douanes et des contributions diverses, aux préposés aux recettes placés sous leur surveillance immédiate, à l'entreposeur des poudres à feu, au trésorier payeur et à ses préposés.

83. Les receveurs de l'enregistrement et des domaines *perçoivent au compte du trésor,*

Les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques ;

Les amendes de contravention aux lois, ordonnances ou arrêtés sur ces produits ;

Les loyers, fermages et prix de vente de la partie du domaine dont les produits sont revenus de l'État ;

Les produits de la vente des chevaux réformés, des denrées, matières et effets appartenant à l'État ;

Les recouvrements de frais d'instances avancés pour compte du trésor ;

Les recouvrements des avances des frais de justice ;

Les successions et les épaves dévolues à l'État.

*Ils perçoivent au compte de la colonie ,*

Les loyers , fermages et *prix de vente* de la partie du domaine dont les produits sont revenus coloniaux ;

Le produit des biens séquestrés ;

Le prix des abonnements au *Moniteur algérien* et aux autres publications administratives, le prix des passe-ports, permis de port d'armes, diplômes et livrets ;

Les recouvrements d'avances faites sur fonds coloniaux ;

Le prix des autorisations et amendes de police, les droits sur l'expédition des actes civils, ceux d'inhumation, les rétributions dues par les élèves admis au collège ;

Les recettes extraordinaires et accidentelles se rattachant à ces produits.

*Ils reçoivent comme opérations de trésorerie ,*

Les dépôts provisoires auxquels les soumissionnaires des fournitures de la guerre et de la marine, et les entrepreneurs de divers travaux publics, peuvent être assujettis en garantie des cautionnements qu'ils sont tenus de faire s'ils deviennent adjudicataires ;

Les cautionnements exigés pour la sûreté des marchés passés avec l'État ou avec la colonie, lorsque l'entrepreneur renonce aux intérêts accordés par l'article 2 de l'ordonnance du 4 mars 1835 (1) ;

Les dépôts et consignations judiciaires, administratifs et volontaires faits en vertu des lois et règlements, et le produit des successions vacantes ;

Les sommes revenant aux corporations ou aux particuliers, pour les propriétés indivises entre eux et l'État ou la colonie ;

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 355, n<sup>o</sup> 3713.

Le produit des ventes d'effets appartenant aux individus décédés dans les hospices civils ;

Les amendes de consignation ;

Les fonds de retenue pour la caisse des retraites, sur les salaires hypothécaires, etc.

84. Les receveurs des douanes et des contributions diverses

*Perçoivent, au compte du trésor, -*

Les droits de douane et de navigation ;

Les droits sur les sels ;

Les droits accessoires, etc. ;

Les taxes et redevances imposées à la pêche du corail ;

Les droits de garantie des matières d'or et d'argent.

*Ils perçoivent, au compte de la colonie ,*

Les droits d'octroi colonial à l'entrée par mer et par terre, y compris la taxe sur les sucres et les cafés ;

Les taxes imposées à l'exercice des professions industrielles ;

Les rétributions pour la vérification des poids et mesures, le pesage public ;

Les taxes de voirie sur les propriétés bâties et non bâties ;

Les dîmes, redevances et autres contributions payées par les tribus arabes ;

Les droits de vente dans les marchés ;

Les droits de place et d'abattoirs ;

*Ils reçoivent, comme opérations de trésorerie,*

Les produits de la taxe de plombage et d'estampillage à répartir entre les employés après l'acquittement des frais d'achat ;

Les fonds de saisie à répartir ;

Les fonds de masse d'habillement, de casernement et de santé des préposés ;

Les consignations en garantie de paiement de droits, quand elles sont autorisées ;

Les fonds déposés appartenant à divers ;

**Les cautionnements imposés aux débitants de boissons et autres assujettis;**

**Les fonds de retenue pour la caisse des retraites sur le produit des saisies, etc.**

85. L'entreposeur des poudres à feu perçoit le prix de vente des poudres livrées à son entrepôt.

86. Les préposés aux recettes effectuent, sous la surveillance des receveurs de l'enregistrement et des domaines, des douanes et contributions diverses, les perceptions qui leur sont confiées par le directeur des finances. Les faits de leur gestion se rattachent, au fur et à mesure des versements, à la comptabilité des receveurs ci-dessus désignés, suivant la nature des recettes.

87. Dans les localités où l'importance des recettes n'exige pas le concours de ces divers comptables, le même receveur pourra recevoir l'ensemble des produits.

88. Le trésorier payeur et les préposés payeurs remplissent, dans la colonie, les fonctions de receveur des finances et caissier central de la colonie. Les autres comptables leur versent le produit de leurs recettes.

Le trésorier payeur et ses préposés sont office de directeurs des postes, et, à ce titre, ils sont chargés directement de la perception des produits de toute nature provenant de ce service; la comptabilité en est centralisée entre les mains du trésorier payeur.

En conséquence, il reçoit, tant par lui que par ses préposés :

*Au compte du trésor, sous le titre Produits et revenus du trésor, réalisés directement par le trésorier payeur ou par ses préposés,*

**Le produit de la taxe des lettres;**

**Celui de 5 p. 0/0 des articles d'argent déposés;**

**Celui des places sur les bateaux à vapeur de l'État;**

**Les contributions extraordinaires de guerre;**

**Le produit des saisies faites sur l'ennemi;**

Le reliquat de compte des débets des comptables de l'administration militaire en Afrique ;

Le prix des effets militaires dégradés ou perdus ;

Les indemnités de remplacement ;

Les recouvrements sur créances du trésor, poursuivies à la requête de l'agent judiciaire du trésor public ;

Et les autres produits qui, par leur nature, n'entrent pas dans les recouvrements des comptables des administrations financières.

Le trésorier payeur reçoit, à titre d'opérations de trésorerie,

Les versements des comptables de l'enregistrement et des domaines, des douanes, des contributions diverses et de l'entreposeur des poudres à feu ;

Les produits des retenues sur les traitements et émoluments au profit de la caisse des retraites ;

Les produits appartenant à la caisse des invalides de la marine ;

Les cautionnements à inscrire au trésor ou reçus pour le compte de la caisse des dépôts et consignations ;

Les produits des successions et des ventes d'effets des militaires décédés ;

Les fonds de masse des militaires congédiés ;

Les retenues au profit de divers ;

Les retenues exercées par suite de délégation ou d'opposition sur les traitements.

89. Le recouvrement des impôts et revenus pour compte du trésor et de la colonie, non compris dans les nomenclatures précédentes, ou qui seront créés à l'avenir, seront confiés à ceux des comptables ci-dessus désignés qui sont chargés des perceptions analogues.

90. Sont justiciables directs de la cour des comptes, pour toutes les recettes et dépenses faites pour eux ou pour leur compte,

Le trésorier payeur, les receveurs de l'enregistrement et des domaines, des douanes et des contributions diverses, les



conservateurs des hypothèques et l'entreposeur des poudres à feu.

91. Les préposés aux recettes rendent leurs comptes au comptable supérieur à la gestion duquel se rattachent leurs perceptions.

## *§ 2. Des recouvrements.*

92. Les rôles des contributions attribuées soit au trésor, soit à la colonie, sont rendus exécutoires par le directeur des finances.

Les recouvrements à effectuer par suite des décisions judiciaires ou administratives s'opèrent, à la diligence des receveurs de l'enregistrement et des domaines, sur les extraits de jugement ou les arrêtés en forme exécutoire.

93. Indépendamment des budgets qui déterminent les recettes à effectuer par les receveurs, ces comptables doivent recevoir les rôles de taxes, de sous-répartitions ou de prestations.

Ils reçoivent en outre une expédition en forme, de tous les arrêtés, baux, contrats, jugements, déclarations, titres nouveaux et autres concernant les revenus dont la perception leur est confiée.

94. Les receveurs recouvrent les produits aux échéances déterminées par les titres de perception ou par l'administration.

Ils sont tenus de faire, sous leur responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus, legs, donations, amendes et recouvrements d'avances; de faire faire contre les débiteurs en retard de payer, et à la requête du directeur des finances, les exploits, significations, poursuites et commandements nécessaires; d'avertir les administrateurs à l'expiration des baux; d'empêcher les prescriptions; de veiller à la conservation du domaine, des droits, privilèges et hypothèques; de requérir à cet effet l'inscription, au bureau des hypothèques, de tous les titres qui en sont susceptibles; enfin, de tenir registre de ces inscriptions et autres poursuites et diligences.



95. Ils ne peuvent accorder ni crédit, ni escompte, en ce qui concerne les droits de douane et autres produits attribués au trésor, qu'en vertu d'un règlement spécial concerté entre les ministres de la guerre et des finances.

*§ 3. Droits et produits constatés.*

96. Tous les droits et produits constatés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, ainsi que les droits et produits payables comptant, dont le recouvrement est effectué dans le même intervalle, appartiennent à l'exercice auquel l'année donne son nom.

97. Les droits et produits constatés pour chaque exercice, tant ceux au profit du trésor que ceux au profit de la colonie, doivent être entièrement recouverts dans le cours de dix-huit mois à partir de l'ouverture de l'exercice.

En conséquence, les comptables sont déclarés responsables des droits et produits constatés qu'ils n'auraient pas recouverts au 30 juin de la deuxième année de l'exercice.

98. Néanmoins les comptables peuvent être déchargés de cette responsabilité, en justifiant qu'ils ont été dans l'impossibilité de recouvrer les sommes qui resteraient dues à la clôture de l'exercice.

99. A cet effet, le trésorier payeur, les receveurs de l'enregistrement et du domaine, des douanes et des contributions diverses, dressent, le 1<sup>er</sup> juillet de la deuxième année de l'exercice, le relevé des articles non recouverts, indiquant, par chaque article, les motifs du défaut de recouvrement; ils y joignent les certificats délivrés par l'autorité locale et constatant que les débiteurs sont insolvables, absents ou inconnus; les décisions portant remises ou modérations des créances, et toutes autres pièces destinées à justifier des obstacles qui ont empêché la réalisation des sommes restant dues.

100. Ces relevés et les pièces à l'appui, vérifiés et visés par le chef du service dans chaque localité, sont adressés, avant le 15 juillet, au directeur des finances, qui arrête provisoirement l'état des sommes dont le comptable doit être déchargé,

de celles qui doivent être mises, à sa charge et de celles qu'il y a lieu de reporter à l'exercice courant.

Cet état est soumis à l'approbation du ministre de la guerre.

L'état indicatif du résultat final de ces liquidations est adressé, le 15 août, au ministre des finances.

#### § 4. *Versements et récépissés.*

101. Les comptables sont tenus de verser, les 10, 20, et dernier jour de chaque mois, et plus souvent si les instructions du directeur des finances le prescrivent, le montant total des recouvrements qu'ils ont effectués, tant pour compte du trésor que pour compte de la colonie, au trésorier payeur ou à ses préposés.

102. Le trésorier payeur et ses préposés délivrent immédiatement, pour chacun des versements qui leur sont faits en exécution de l'article précédent, et pour toutes sommes qu'ils reçoivent des particuliers et débiteurs envers l'État ou la colonie, un récépissé à talon.

Ce récépissé est libératoire et forme titre envers le trésor ou la colonie, à la charge par la partie versante de le faire viser et séparer de son talon, dans les vingt-quatre heures de sa date, savoir : à Alger, par le directeur des finances, et dans les autres localités, par les sous-directeurs de l'intérieur.

A l'égard des envois faits par des comptables à d'autres comptables qui n'habitent pas la même résidence, le visa à apposer sur les récépissés est requis par celui qui a reçu les fonds et valeurs. Les récépissés revêtus du visa, après que le talon en a été détaché, sont immédiatement rendus aux parties.

103. Les talons de récépissés délivrés par les préposés du trésorier payeur et soumis au visa des sous-directeurs de l'intérieur, seront adressés par ces fonctionnaires au trésorier payeur.

Le trésorier payeur, après les avoir vérifiés et certifiés,

les adressera immédiatement au ministre des finances, avec les talons de récépissé qu'il aura lui-même délivrés.

104. A la fin de chaque mois les préposés du trésorier payeur dresseront un relevé de tous les récépissés qu'ils auront délivrés pendant le mois expiré; ils remettront ce relevé au sous-directeur de l'intérieur de leur résidence qui, après les avoir vérifiés et certifiés, les transmettra au directeur des finances.

105. Le trésorier payeur remettra, chaque mois, au directeur des finances, un état des récépissés délivrés à Alger.

Le directeur des finances le transmettra au ministre des finances, en même temps que les relevés qui lui auront été adressés par les sous-directeurs de l'intérieur.

*§ 5. Des paiements et des préposés chargés de les acquitter.*

106. Les dépenses, soit à la charge du trésor, soit à la charge de la colonie, sont acquittées par le trésorier payeur ou par ses préposés; les mandats sont délivrés sur leur caisse; ils peuvent néanmoins, pour la facilité des parties prenantes, les faire payer en leur nom, par les receveurs des administrations financières. Dans ce cas, les mandats sont revêtus d'un visa daté et signé par le trésorier payeur ou par son préposé, qui indique le receveur auquel il délègue le paiement.

107. Toute saisie-arrêt ou opposition sur des sommes dues par l'État ou par la colonie, toute signification de cession ou transport desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent, pour être valables, être faites conformément à la loi du 9 juillet 1836 et à l'ordonnance du 31 mai 1838.

108. Les paiements et remboursements qui concernent les opérations de trésorerie sont effectués, conformément aux instructions propres aux différents services, sur mandats du directeur des finances, par chacun des agents à la caisse desquels ces opérations appartiennent.

109. Le trésorier payeur et ses préposés ne peuvent se

refuser à acquitter les mandats ou ordonnances, ni en retarder le paiement que dans les seuls cas :

1° Où la somme ordonnancée ne porterait pas sur un crédit régulièrement ouvert ou l'excéderait ;

2° Où les pièces produites seraient insuffisantes ou irrégulières ;

3° Où il y aurait eu opposition dûment signifiée, contre le paiement réclamé, entre les mains du comptable.

Tout refus, tout retard doit être motivé dans une déclaration écrite, immédiatement délivrée par le payeur au porteur du mandat, lequel se retire devant l'ordonnateur pour que ce dernier avise aux mesures à prendre ou à provoquer.

110. Si, malgré cette déclaration, et sauf les cas prévus dans les n° 1 et 3 de l'article précédent, l'ordonnateur requiert par écrit, et sous sa responsabilité, qu'il soit passé outre au paiement, le comptable y procédera sans autre délai et il annexera au mandat, avec copie de sa déclaration, l'original de l'acte de réquisition qu'il aura reçu.

Il en rendra compte immédiatement au directeur des finances.

111. Dans le cas où le porteur d'un mandat ne saurait pas signer, le comptable peut effectuer le paiement en présence de deux témoins notoirement connus, qui signent avec lui, sur le mandat, la déclaration faite par la partie prenante.

112. Dans les paiements faits aux indigènes, leur signature ou l'apposition de leur cachet seront certifiées par une déclaration écrite et signée d'un interprète assermenté ou commissionné par l'administration.

## CHAPITRE VII.

DIRECTION, SURVEILLANCE, ÉCRITURES ET COMPTES ANNUELS.

### § 1<sup>er</sup>. Direction et surveillance.

113. La direction de tous les agents des administrations financières du trésor ou de la colonie appartient au directeur des finances.



Il dirige et surveille également la gestion du trésorier payeur et de ses préposés, en ce qui concerne le recouvrement des contributions et revenus publics et coloniaux, et les services spéciaux classés dans sa comptabilité, comme opérations de trésorerie, par l'article 88 de la présente ordonnance.

114. Les comptables, sans exception, et les employés de tout grade des services administratifs financiers sont soumis aux vérifications des inspecteurs des finances attachés aux services financiers en Afrique, et, en outre, à toutes les vérifications extraordinaires que le ministre des finances jugerait à propos de prescrire.

115. Les inspecteurs des finances attachés aux services financiers en Afrique ont les mêmes attributions que les inspecteurs des finances sur le continent.

Leurs rapports sont adressés au directeur des finances, qui leur donne la suite convenable et les transmet au ministre de la guerre, lequel en donne communication au ministre des finances.

Ceux de ces rapports qui concernent le service de la trésorerie sont adressés directement par le directeur au ministre des finances.

116. Les comptables des divers services et les préposés aux recettes sont soumis à toutes les vérifications des agents supérieurs de ces administrations ou de ceux auxquels se rattachent les faits de leur gestion.

## *§ 2. Vérifications mensuelles et en fin d'année.*

117. Les chefs de chaque service, dans les différentes localités, vérifient le plus souvent possible, et au moins à la fin de chaque mois, les registres de perception et ceux qui sont relatifs au travail et aux opérations du service actif; ils en vérifient la concordance, se font représenter les valeurs de caisse et de portefeuille, et arrêtent les recettes du mois.

Ils contrôlent les bordereaux au vu des pièces de recette et de dépense, et constatent leurs vérifications par un arrêté,



tant sur les registres que sur les bordereaux et les pièces à l'appui.

Les erreurs, négligences, irrégularités ou manquements reconnus dans le cours des vérifications, soit pendant le mois, soit lors des arrêts mensuels, sont constatés sur un registre spécial, et mentionnés dans les journaux de travail avec les recommandations auxquelles ils donnent lieu.

118. Le 31 décembre de chaque année, après la fermeture des bureaux, le directeur des finances ou l'inspecteur des finances délégué constate, par un procès-verbal en double expédition, les espèces et valeurs existant dans la caisse du trésorier payeur.

La même opération a lieu, savoir :

Pour les préposés du payeur, par le fonctionnaire ou l'agent désigné à cet effet par le directeur des finances;

Pour les autres comptables, par le chef du service actif sous la surveillance duquel ils sont placés.

119. L'une des expéditions du procès verbal des sommes et valeurs en caisse ou en portefeuille est laissée au comptable pour être jointe à son compte de fin d'année; l'autre est envoyée au directeur des finances.

### § 3. *Livres et écritures.*

120. Chaque comptable tient, selon les ordonnances, règlements et instructions, des sommiers des droits et produits constatés à la charge des redevables de l'État ou de la colonie, à l'égard de ceux de ces droits et produits dont la perception n'a pas lieu au comptant.

121. Tout comptable chargé de la perception des droits et revenus de l'État ou de la colonie, est tenu d'enregistrer les faits de sa gestion sur les livres ci-après :

1° Un livre-journal de caisse et de portefeuille où sont consignés les entrées, les sorties d'espèces et valeurs et le solde de chaque journée;

Ce livre présente le total général des valeurs de caisse et de portefeuille, quelle qu'en soit l'origine.

2° Des registres auxiliaires destinés à présenter les développements propres à chaque nature de service;

3° Des sommiers ou livres récapitulatifs présentant par service, par nature de produits et par article, les entrées et les sorties de chaque jour.

122. Tout préposé à la perception des deniers publics est tenu de procéder,

1° A l'enregistrement en toutes lettres, aux rôles, états de produits ou autres titres légaux, quelle que soit leur dénomination et leur forme, de la somme reçue et de la date du recouvrement;

2° A son inscription immédiate en chiffres sur son livre récapitulatif ou sur les autres sommiers de recette;

3° A la délivrance d'une quittance à souche.

Le total de chaque journée au journal à souche est reporté, à la fin du jour, au journal général, lorsque celui-ci n'est pas complètement suppléé par le journal à souche.

Sont néanmoins exceptés de la formalité d'une quittance à souche, les recettes des droits d'enregistrement, de timbre, de gabelle et d'hypothèques, le produit de la taxe des lettres et les menues recettes qui, par leur nature, ne peuvent être soumises à cette formalité.

#### § 4. *Bordereaux mensuels et trimestriels.*

123. Le trésorier payeur ad hoc, à la fin de chaque mois, au directeur des finances, en simple expédition, un bordereau présentant par exercice, pour le mois qui vient de finir et pour les mois antérieurs,

1° Le montant des recettes directes du trésorier payeur et de ses préposés, en qualité de receveur des finances et directeur des postes;

2° Le montant des recettes et dépenses sur les opérations de trésorerie désignées à l'article 88;

3° Le montant des dépenses sur produits coloniaux.

A ce bordereau est joint l'état détaillé des dépenses coloniales acquittées pendant le mois.

124. Les receveurs de l'enregistrement et du domaine, des douanes et des contributions diverses, et l'entreposeur des poudres, adressent également, le 1<sup>er</sup> de chaque mois, au directeur des finances, chacun en ce qui le concerne, un bordereau présentant, pour le mois et pour les mois antérieurs,

1° Le montant des recouvrements qu'ils ont effectués pour le trésor, pour la colonie, et sur opérations de trésorerie;

2° Les versements qu'ils ont faits, les dépenses qu'ils ont acquittées comme opérations de trésorerie, et la situation de leurs caisses.

Ils joignent à ces bordereaux les pièces justificatives des versements et des dépenses.

125. Le directeur des finances fait la vérification et le dépouillement des bordereaux mentionnés en l'article précédent, au fur et à mesure de leur réception, et dresse, dans la même forme, pour chaque service, un bordereau général récapitulatif, qu'il adresse au ministre des finances.

Les pièces au soutien font partie de cet envoi.

126. Les bordereaux mensuels contiennent tous les développements qui sont exigés, en France, par le ministre des finances, et ceux que comportent les services spéciaux de la colonie.

127. A l'expiration de chaque trimestre, chacun des comptables ci-dessus dénommés adresse au directeur des finances un état des droits constatés, présentant pour chaque nature de droits,

1° Les droits restant à recouvrer à l'expiration de l'exercice précédent;

2° Les droits constatés pendant le trimestre expiré et les trimestres antérieurs;

3° Les recouvrements effectués sur ces droits;

4° Les restes à recouvrer.

128. Les états des droits constatés, vérifiés et dépouillés comme les bordereaux mensuels, donnent lieu également à la formation d'un état général par service, que le directeur des finances transmet au ministre des finances.

129. En fin de trimestre, le directeur des finances adresse au ministre de la guerre un état général présentant, par service et par nature de droits,

Le montant général des droits constatés;

Celui des recouvrements effectués;

Celui des dépenses acquittées;

Le reste en caisse.

Cet état est divisé en trois parties : *Revenus de l'État, revenus coloniaux, opérations de trésorerie.*

#### *§ 5. Des comptes annuels.*

130. Le trésorier payeur adresse au ministre des finances, dans les délais prescrits par les instructions, le compte de sa gestion annuelle. Il remet en même temps au directeur des finances un extrait de ce compte, en ce qui concerne les contributions et revenus qu'il perçoit et les opérations de trésorerie mentionnées en l'article 88.

131. Le 1<sup>er</sup> janvier, chacun des receveurs de l'enregistrement et des domaines, des douanes et des contributions diverses, et l'entreposeur des poudres à feu, dresse, en présence de l'employé supérieur désigné par le directeur des finances, le compte des droits et produits constatés, ainsi que des recettes et des versements effectués à son bureau pendant l'année écoulée.

Ce compte, affirmé et signé par le receveur, est vérifié et certifié par l'employé supérieur qui assiste à sa rédaction.

Il est formé en triple expédition, dont une reste entre les mains du comptable.

L'employé supérieur qui a vérifié et arrêté le compte envoie immédiatement les deux autres expéditions, avec les pièces à l'appui, au directeur des finances.

132. Ces comptes sont vérifiés par le directeur des finances; il en dresse un bordereau récapitulatif en triple expédition, appose un visa sur les comptes et les adresse sans délai au ministre des finances, avec deux expéditions du bordereau récapitulatif.

133. Les pièces justificatives adressées périodiquement

au ministère des finances par le directeur, en ce qui concerne les opérations de trésorerie des receveurs; par le trésorier payeur, en ce qui concerne les dépenses qu'il acquitte, sont jointes aux comptes annuels par le directeur de la comptabilité générale, et adressées à la cour des comptes avec ces comptes et une expédition des bordereaux récapitulatifs.

134. Dans la première quinzaine de septembre, les comptables dressent, d'après leurs écritures, un état de situation de l'exercice clos, en ce qui concerne le revenu colonial; cet état doit faire ressortir les recouvrements effectués et les restes à recouvrer, les dépenses faites et celles à payer ainsi que les crédits annulés, et enfin l'excédant définitif des recettes.

Il est remis par les comptables au directeur des finances, pour être joint comme pièce justificative au compte d'administration, et pour servir au règlement définitif des recettes et des dépenses de l'exercice clos.

135. Les expéditions ou extraits des arrêts de la cour des comptes sont transmis par le ministre des finances au directeur des finances, qui les fait notifier aux comptables.

136. En cas de mutation dans les emplois de comptables, il est procédé, pour la remise du service et la reddition des comptes, selon les règles prescrites par l'ordonnance du 31 mai 1838 et par les instructions données pour son exécution.

## CHAPITRE VIII.

### DU DOMAINE.

#### § 1<sup>er</sup>. *Domaine de l'État.*

137. Le domaine de l'État comprend,

Les immeubles qui, en vertu de décisions régulières, ont été ou seront affectés à un service public rétribué sur les fonds de l'État;

Ceux qui ont été ou seront acquis, en rentes ou en capitaux, sur les fonds du trésor;

Ceux dont le revenu n'avait pas, sous l'ancienne administration, une affectation spéciale à des besoins locaux des villes, douairs, outhans, tribus ou provinces, ou qui n'étaient



pas la propriété de communautés, associations ou agglomérations d'habitants ;

Les propriétés en déshérence ;

Les biens reconnus vacants et sans maîtres.

## § 2. *Domaine colonial.*

138. Le domaine colonial comprend,

Les immeubles qui, en vertu de décisions régulières, ont été ou seront affectés à un service public rétribué sur les fonds coloniaux ;

Ceux qui seront acquis, en rentes ou en capitaux, sur les fonds coloniaux ;

Ceux dont le revenu était affecté à des dépenses locales concernant les villes, douairs, outhans, tribus ou provinces, ou qui étaient la propriété de communautés, associations ou agglomérations d'habitants ;

Les terres vaines et vagues, landes, bruyères, pacages, marais et autres énoncés en l'article 1<sup>er</sup>, titre IV de la loi du 10 juin 1793.

139. La colonie est tenue d'acquitter, comme charge de la propriété,

Les frais d'administration, d'entretien et de surveillance du domaine colonial ;

Les indemnités dues pour démolition, occupation ou expropriation d'immeubles dans l'intérêt public, à l'exception toutefois de ceux qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1835, auraient été ou seraient affectés aux services militaires ;

Et généralement toutes les dépenses de police, de salubrité, d'assainissement, de construction d'égouts, fontaines et abreuvoirs, auxquelles des revenus spéciaux étaient autrefois affectés.

140. La colonie est tenue, en outre, d'abandonner à l'État, quand il y aura lieu, et sans indemnité, les terrains et bâtiments dont l'expropriation serait reconnue nécessaire dans l'intérêt d'un service public de l'État, sauf toutefois le remboursement des dépenses de construction ou d'appropriation effectuées sur les fonds coloniaux.

Le montant du remboursement sera fixé par le ministre de la guerre, au vu des pièces de dépense ou, à défaut, sur expertises contradictoires.

*§ 3. Dispositions communes.*

141. Il sera formé et arrêté en conseil d'administration, sur la proposition des chefs de service, des états distincts,

Du domaine de l'État,

Du domaine colonial,

Des biens séquestrés.

Ces états seront transmis au ministre et serviront de bases aux sommiers généraux tenus à la direction des finances, qui présenteront les mêmes divisions.

142. Aucune propriété ne peut cesser de figurer sur les états mentionnés en l'article précédent, ni être transportée d'un état à l'autre, qu'en vertu d'une décision du ministre.

Les changements résultant de ces décisions donneront lieu, chaque année, à la formation d'un tableau de mutation qui sera transmis au ministre.

*§ 4. Administration du domaine.*

143. Le domaine de l'État et le domaine colonial, lorsque les immeubles ne sont pas affectés à un service public, sont administrés, sous les ordres du directeur des finances, conformément aux règlements sur la matière, par les agents du domaine nommés par le ministre de la guerre.

Les immeubles affectés à des services publics sont administrés et gérés par les chefs des services auxquels ils sont affectés; il est pourvu à leur entretien et à leur conservation sur les fonds de ces services.

144. Aucun immeuble appartenant à l'État ou à la colonie ne peut être affecté à un service public, même dans les cas d'urgence, qu'en vertu d'une décision du gouverneur, prise sur l'avis du chef de service qui réclame l'immeuble et du directeur des finances : il est immédiatement rendu compte de cette disposition au ministre.

145. Aucun immeuble administré par le domaine ne peut être aliéné qu'en exécution d'un arrêté du gouverneur, déli-

**Étéré** en conseil d'administration, sur la proposition du directeur des finances, et approuvé par le ministre.

L'arrêté détermine le mode d'aliénation,

Un plan des immeubles aliénés et une expédition du cahier des charges sont joints au projet d'arrêté transmis au ministre.

146. Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux échanges.

147. La location des immeubles gérés par le domaine aura lieu par adjudication publique et aux enchères; néanmoins, et dans les cas qui seront déterminés, les baux de gré à gré, dont la durée n'excédera pas trois ans, ou la prolongation pour le même espace de temps des baux expirés, pourront être autorisés par le gouverneur général, sur la proposition du directeur des finances.

Les baux de gré à gré d'une plus longue durée seront approuvés par le ministre.

Les baux de gré à gré sont personnels et ne peuvent être cédés à peine de résiliation.

148. Lorsque des immeubles ou partie d'immeubles affectés à des services publics seront jugés, par les chefs de ces services, susceptibles d'être mis en location, l'adjudication s'en fera en présence du receveur des domaines, et les produits seront versés au compte du trésor ou de la colonie, suivant la nature des immeubles.

## CHAPITRE IX.

### DU PERSONNEL.

#### § 1<sup>er</sup>. *Dispositions générales.*

149. Nul ne peut exercer un emploi dans les administrations financières en Afrique ou dans les services qui en dépendent qu'en vertu d'une lettre de service délivrée par le ministre de la guerre ou en son nom.

Nul ne peut exercer un emploi dans le service de la trésorerie et des postes qu'en vertu d'une commission du ministre des finances.

Les payeurs et les employés de tout grade attachés à ce

service, sous les ordres et la direction du trésorier payeur, sont nommés, sur sa proposition, par le ministre des finances : ils sont portés sur les contrôles du ministère et assimilés, pour l'avancement et la retraite, aux agents employés sur le continent.

150. Le personnel est composé,

1° Des employés du service de la trésorerie et des postes ;  
2° Des employés détachés des administrations continentales qui, sur la demande du ministre de la guerre, sont mis à sa disposition par le ministre des finances, pour les services financiers ;

3° Des auxiliaires ou agents des services spéciaux nommés directement par le ministre de la guerre ;

4° Des préposés, agents de surveillance ou sous-employés nommés par le directeur des finances conformément aux règles propres à chaque service.

151. Seront choisis parmi les employés et surnuméraires des administrations continentales,

1° Les membres de l'inspection des finances attachés à la direction des finances ;

2° Les agents supérieurs, comptables et commis de l'enregistrement, du timbre, des hypothèques, des douanes, des contributions directes et indirectes, des forêts et du cadastre ;

3° Les autres agents des services financiers dont le ministre de la guerre jugera à propos de faire la demande au ministre des finances.

152. Le nombre des surnuméraires attachés à chacun des services financiers en Afrique est déterminé de concert par les ministres de la guerre et des finances.

Ils reçoivent un traitement de douze cents francs.

153. Nul ne peut être admis comme surnuméraire en Afrique que sur la demande du ministre de la guerre et en vertu d'une nomination du ministre des finances.

154. Les employés détachés des administrations continentales, et ceux qui y seront rattachés en vertu de l'article 161 ci-après, prennent le nom d'*employés commissionnés*.

Les auxiliaires et agents des services spéciaux étrangers aux administrations continentales prennent le nom d'*employés entretenus*.

Les uns et les autres exercent au même titre.

## *§ 2. Des Employés commissionnés.*

155. La lettre de service délivrée aux employés commissionnés par le ministre de la guerre ne confère que l'autorisation d'exercer et le traitement.

156. Aucun employé commissionné attaché aux services financiers ne peut être porté à un nouveau grade que par le ministre des finances, sur la proposition du ministre de la guerre, d'après les règles adoptées par les administrations continentales, en ayant égard à leur rang d'ancienneté sur le tableau de ces administrations et aux notes qui seront remises tous les six mois sur leur travail et leur conduite.

157. Les employés commissionnés continuent à figurer sur les registres matricules du personnel des administrations continentales dont ils sont détachés, soit avec le grade dont ils ont été pourvus par le ministre des finances au moment de leur départ de France, soit avec celui qu'il leur a accordé, sur la demande du ministre de la guerre, pendant la durée de leur service en Algérie.

Le grade conféré, soit au départ, soit ultérieurement, est toujours constaté par une commission du ministre des finances.

Le rang d'ancienneté dans les administrations dont les employés sont détachés date du jour de leur nomination.

158. Les employés commissionnés sont aptes à rentrer en France avec le grade indiqué sur la dernière commission qui leur aura été donnée par le ministre des finances, pourvu qu'ils aient au moins cinq ans de service en Algérie, dont une année dans l'exercice du dernier grade obtenu, si c'est un emploi inférieur, et deux années, si c'est un emploi supérieur.

Avant l'expiration de ces délais, les employés qui rentrent en France, pour quelque cause que ce fût, ne pour-



ront être réadmis dans leur administration qu'avec le grade et le traitement dont ils étaient pourvus avant leur dernière nomination, sauf examen des droits qu'à l'époque de leur retour ils pourraient avoir à l'avancement.

### § 3. *Des Employés entretenus.*

159. Nul ne peut être nommé employé entretenu s'il ne réunit les conditions exigées d'aptitude et de moralité.

160. Les employés entretenus n'ont point droit à être placés dans les administrations continentales.

161. Néanmoins, et pour cette fois seulement, les employés étrangers aux administrations continentales, autres que les administrations des douanes et de l'enregistrement, pourront, s'ils réunissent d'ailleurs les conditions prescrites par les règlements, être admis parmi les employés commissionnés.

Le ministre des finances déterminera,

1° La division du ministère ou l'administration à laquelle ils seront attachés ;

2° Le grade et le traitement avec lesquels ils seront portés sur les registres matricules de ces administrations.

Cette position sera immédiatement constatée par une commission émanée du ministère des finances. Ces agents prendront rang parmi les employés commissionnés et jouiront des mêmes avantages.

### § 4. *Des Retraites.*

162. Les employés commissionnés subissent, sur quelques fonds qu'ils soient payés, les retenues au profit de la caisse des retraites, telles qu'elles sont fixées par les règlements du ministère des finances.

Seront comptés pour la retraite, aux agents désignés en l'article précédent, les services rendus pendant tout le temps pour lequel les retenues prescrites auront été versées.

163. Ces retenues sont effectuées par le trésorier payeur, qui en passe écriture en dépense au compte du trésor ou de la colonie, suivant les cas, et en recette au compte de la caisse des dépôts et consignations, au vu des états d'appointements mandatés au brut.

164. Les droits à la retraite des employés entretenus seront, s'il y a lieu, l'objet d'un règlement particulier.

§ 5. *États de signalement.*

165. Tous les six mois le directeur des finances adresse au gouverneur, pour être transmis au ministre de la guerre, les états de signalement des employés des services financiers.

Des extraits certifiés relatifs aux employés commissionnés sont adressés aux mêmes époques au ministre des finances.

## CHAPITRE X.

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

166. La présente ordonnance recevra son exécution à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840.

167. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

168. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,  
*Signé* SCHNEIDER.

N° 8170. — *ORDONNANCE DU ROI qui augmente le nombre des Courtiers près de la Bourse de Marseille.*

Au château d'Eu, le 26 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département du commerce et de l'agriculture;

Vu la loi du 28 ventôse an ix (1) et l'arrêté réglementaire des consuls du 29 germinal de la même année (2);

L'arrêté des consuls du 13 messidor an ix (3);

Le décret du 22 janvier 1813 (4) et l'ordonnance royale du 15 octobre 1817 (5), qui ont successivement élevé le nombre des

---

(1) III<sup>e</sup> série, Bull. 76, n° 592.

(2) III<sup>e</sup> série, Bull. 79, n° 642.

(3) III<sup>e</sup> série, Bull. 89, n° 733.

(4) IV<sup>e</sup> série, Bull. 472, n° 8612.

(5) VII<sup>e</sup> série, Bull. 179, n° 2977.

courtiers de commerce de la ville de Marseille à cinquante-quatre et à soixante et dix ;

Vu les demandes de la chambre de commerce de Marseille, signalant l'insuffisance de ce dernier nombre et la nécessité de l'augmenter dans une proportion considérable ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le nombre des courtiers près de la bourse de Marseille, fixé à soixante et dix par l'ordonnance du 15 octobre 1817, est porté à cent quarante.

2. Pour cette fois seulement, un candidat pourra être présenté à notre agrément par chacun des soixante et dix courtiers en exercice.

3. Un délai de trois mois, à partir de la promulgation de la présente ordonnance, leur est accordé pour user de cette faculté, dont l'exercice sera, d'ailleurs, soumis aux formes et conditions établies par l'ordonnance royale du 3 juillet 1816 (1) pour les présentations admises par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816.

4. Il sera pourvu par le Gouvernement, sur des listes de présentation dressées conformément à l'arrêté du 29 germinal an IX, aux places pour lesquelles il n'aura pas été présenté de candidat admissible dans les formes et les délais fixés par les articles 2 et 3 de la présente ordonnance.

5. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN GRIDAINÉ.

**N° 8171. — ORDONNANCE DU ROI relative aux Douanes.**

Au château d'Eu, le 27 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 99, n° 882.

**Vu** nos ordonnances des 17 mars (1), 31 octobre (2) et 4 décembre 1836 (3), 25 juillet (4) et 25 novembre 1837 (5), 23 juillet (6), 2 septembre (7) et 8 octobre 1838 (8), portant modification, soit du tarif d'importation et d'exportation à l'égard de diverses marchandises, soit d'autres règlements de douanes;

**Vu** nos ordonnances des 10 octobre 1835 (9), 1<sup>er</sup> novembre 1836 (10) et 4 août 1838 (11), relatives au tarif d'entrée et de sortie applicable aux Antilles françaises;

**Vu** l'ordonnance du 8 août 1836 (12), qui règle l'exécution de la loi du 26 juin 1835, relative à la Corse;

**Vu** nos ordonnances des 23 juillet (13), 8 août 1838 (14) et 3 mai 1839 (15), relatives aux mesures de police temporaires qui s'exercent sur la frontière et la partie des côtes touchant à l'Espagne;

**Vu** notre ordonnance du 13 février 1839 (16);

**Vu** l'exposé de motifs du 8 juillet 1839, par lequel ces diverses dispositions ont été présentées, en notre nom, à la Chambre des Députés, sous forme de projet de loi;

**Au**endu que ce projet n'a pu être discuté avant la clôture de la session;

**Vu** l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les ordonnances ci-dessus visées sont prorogées et renouvelées en tant que de besoin, pour continuer à être exécutées selon leur forme et teneur.

**2.** Nos ministres de l'agriculture et du commerce, et des

(1) Bull. 411, n° 6209.

(2) Bull. 465, n° 6559.

(3) Bull. 470, n° 6607 et 6608.

(4) Bull. 525 et 526, n° 6975 et 6977.

(5) Bull. 544, n° 7174.

(6) Bull. 590, n° 7491 et 7492.

(7) Bull. 598, n° 7542.

(8) Bull. 604, n° 7599.

(9) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 388, n° 6001.

(10) Bull. 465, n° 6561.

(11) Bull. 595, n° 7521.

(12) Bull. 451, n° 6450.

(13) Bull. 590, n° 7490.

(14) Bull. 593, n° 7507.

(15) Bull. 646, n° 7919.

(16) Bull. 627, n° 7794.

finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINÉ.

N° 8172. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient provisoirement M. le Lieutenant général Baron Blancard dans la première section du Cadre de l'État-major général.*

A Eu, le 28 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT :

Vu la loi du 4 août 1839 ;

Considérant que le bien du service exige que les inspections générales ne soient pas interrompues ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général baron *Blancard*, inspecteur général de gendarmerie, est maintenu provisoirement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

Signé SCHNEIDER.



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

A Paris, le 7 \* septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

IMPRIMERIE ROYALE. — 7 Septembre 1839.



---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 679.

---

N° 8173. — *ORDONNANCE DU ROI concernant le Corps des Zouaves.*

A Paris, le 4 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu nos ordonnances des 7 mars 1833 (1), 25 décembre 1835 (2) et 20 mars 1837 (3), sur l'organisation du corps des zouaves;

Vu notre décision du 21 décembre 1838, qui réduit ledit corps à deux bataillons;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le corps des zouaves, réduit à deux bataillons, en exécution de notre décision du 21 décembre 1838, pourra être reconstitué à trois bataillons lorsque son recrutement en soldats indigènes nécessitera cette augmentation de cadres.

**2.** En attendant qu'il y ait lieu de rétablir son troisième bataillon, ce corps conservera son organisation actuelle, qui, d'après les dispositions de nos ordonnances des 7 mars 1833 et 25 décembre 1835, comporte un complet de quarante-six officiers de troupe et de treize cent vingt-six sous-officiers, caporaux et soldats, tant pour l'état-major et la section hors rang, que pour les douze compagnies dont se composent les deux bataillons.

**3.** Il sera pourvu à l'emploi de lieutenant-colonel dans le corps des zouaves lorsque le troisième bataillon en sera organisé.

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 215, n° 4711.

(2) Bull. 403, n° 6146.

(3) Bull. 488, n° 6755.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8174. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'une Banque dans la ville de Dijon.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 24 germinal an XI et les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. L'établissement d'une banque, constituée en société anonyme, est autorisé dans la ville de Dijon (Côte-d'Or), conformément à l'article 31 de la loi du 24 germinal an XI.

Cette banque jouira du privilège exclusif d'émettre des billets de banque dans ladite ville.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 18 juillet 1839, devant M<sup>re</sup> Norès et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. La banque sera soumise, pour l'exécution de ses statuts, à une surveillance dont les formes seront déterminées par une ordonnance royale : elle pourra être appelée, suivant ses offres, à contribuer aux frais de cette surveillance jusqu'à la concurrence de trois mille francs.

3. Le préfet du département de la Côte-d'Or est chargé de veiller à l'exécution desdits statuts et d'en rendre compte à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du com-

merce. La société lui présentera, tous les six mois, et plus souvent s'il le requiert, l'état de situation de la banque.

4. Pour l'exécution de l'article 31 de la loi du 24 germinal an XI et de l'article 18 de ses statuts, la société sera tenue, en outre, de remettre au préfet les états hebdomadaires comparatifs de la somme en numéraire existant en caisse, et du montant, tant des billets en circulation que des sommes dues en compte courant par la banque.

Le préfet pourra s'assurer, par toutes vérifications qu'il jugera nécessaires, de l'exactitude des états qui lui seront fournis.

5. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

6. L'état semestriel de situation sera remis également au greffe du tribunal de commerce de Dijon ; il en sera adressé copie à notre ministre de l'agriculture et du commerce.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Bulletin des lois, insérée au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Côte-d'Or.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINE.

Par devant M<sup>e</sup> *Louis-Pierre-Adolphe Norès* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

A comparu

M. *Ferdinand Charles-Honoré-Philippe* comte d'*Esterno*, propriétaire, demeurant ordinairement à Lavesvre près Autun ( Saône-et-Loire ), momentanément logé à Paris, au palais du Luxembourg,

Agissant dans les qualités qui vont être établies, savoir :

1<sup>o</sup> En son nom personnel ;

2<sup>o</sup> Comme mandataire, aux termes des procurations qui lui ont été données dans deux actes passés devant M<sup>es</sup> *Chevalier* et *Lapertot*, notaires à Dijon ( Côte-d'Or ), le premier, les 22, 23 et 25 juillet 1836, et le second, les 16, 20, 23, 24 et 25 juillet 1837, dont des expéditions en bonne forme, dûment légalisées, sont demeurées annexées à la minute des présentes,

après avoir été, de M. le comte d'Esterno, certifiées véritables et signées en présence des notaires soussignés, et après mention faite dessus de leur annexe par lesdits notaires, etc., etc.;

Mondit sieur le comte d'Esterno, tous ses mandants et les personnes dont ces derniers sont eux-mêmes mandataires ou se sont portés fort, formant comme actionnaires l'association de la banque de Dijon;

Lequel comparant, en ses noms et qualités, a par ces présentes déclaré adopter et fixer, pour l'établissement de la banque de Dijon, les statuts ci-après, vus et approuvés par le Conseil d'état dans la séance du 4 juillet 1838.

## STATUTS DE LA BANQUE DE DIJON.

### TITRE I<sup>er</sup>.

#### SECTION I<sup>re</sup>.

##### *Constitution et Durée de la Société.*

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera établi à Dijon, aussitôt que l'autorisation en aura été obtenue du Gouvernement, une banque publique d'escompte, de dépôt et de comptes courants, sous la dénomination de *Banque de Dijon*.

2. Elle sera constituée en société anonyme.

Le siège de la société sera à Dijon.

3. La durée de la société sera de vingt ans, à partir de la date de l'ordonnance royale qui l'aura autorisée.

#### SECTION II.

##### *Capital social, Actions et Transferts.*

4. Le capital de la banque de Dijon sera d'un million de francs, et divisé en mille actions de mille francs chacune.

Ce capital sera versé au moment de l'entrée en exercice de la banque.

5. Les actions de la banque seront nominatives et ne pourront être au porteur.

Elles seront représentées par une inscription sur les registres de la banque.

Il sera délivré aux propriétaires desdites actions un certificat de cette inscription.

6. La transmission des actions s'opérera par la déclaration du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs, signée sur les registres de la banque.

S'il y a opposition signifiée à la banque, le transfert ne pourra s'opérer qu'après la levée de l'opposition.

7. Les actionnaires de la banque ne seront responsables de ses engagements que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, après le versement desquelles il ne pourra être fait aucun appel de fonds.

#### SECTION III.

##### *Des Opérations de la Banque.*

8. La banque escomptera les lettres de change et autres effets de com-

**merce payables à Dijon, Paris, Lyon, dont l'échéance n'excédera pas trois mois.**

**Lesdits effets devront être timbrés et revêtus de trois signatures notoirement solvables, dont deux au moins de personnes résidant, l'une à Dijon, et l'autre dans l'étendue du département de la Côte-d'Or, à Gray ou à Châlons : l'escompte sera perçu à raison du nombre de jours à courir et même d'un seul jour, s'il y a lieu.**

**9. Les effets garantis par deux signatures notoirement solvables de personnes résidant, l'une à Dijon, l'autre dans le département de la Côte-d'Or, à Gray ou à Châlons, seront admissibles lorsque le paiement en sera garanti par un transfert d'effets publics français ou de la ville de Dijon.**

**10. La banque pourra faire des avances remboursables dans un délai de trois mois au plus, sur dépôts de lingots, monnaies françaises ou étrangères, et transferts d'effets publics français, en se conformant pour les avances sur ces dernières valeurs à la loi du 17 mai 1834 et à l'ordonnance du Roi du 15 juin de la même année.**

**11. En cas de non paiement des effets de commerce ou des avances garanties, comme il est dit aux deux articles précédents, par des dépôts et des transferts d'effets, la banque pourra, après la simple dénonciation de l'acte du protêt, faire procéder immédiatement à la vente des valeurs déposées ou transférées en garantie, sans que, jusqu'à l'entier remboursement du montant des effets protesté, en capital, intérêts et frais, cette vente puisse suspendre les autres poursuites.**

**12. La banque fera, pour le compte des particuliers et des établissements publics, l'encaissement des effets de commerce payables à Dijon.**

**13. Elle tiendra une caisse de dépôts volontaires pour tous titres, lingots, monnaies et matières d'or ou d'argent.**

**Elle fournira des récépissés des dépôts volontaires qui lui seront faits; le récépissé exprimera la nature et la valeur des objets déposés, le nom et la demeure du déposant, et la date du jour où le dépôt a été fait et de celui où il devra être retiré, le montant des frais de dépôt et le numéro du registre d'inscription.**

**14. Elle pourra recevoir en compte courant, sans intérêts, les fonds qui lui seront confiés.**

**15. Elle ouvrira aux déposants des valeurs spécifiées dans les articles 8, 9, 10, 11, 12 et 14, des comptes courants, et payera pour eux tous mandats et assignations jusqu'à concurrence des valeurs reçues.**

**16. Le taux de l'escompte, le cours du papier sur Paris et Lyon, le taux de l'intérêt des avances sur dépôts, les frais de garde des objets confiés à la banque, seront réglés par le conseil général.**

**17. La banque pourra recevoir des billets des banques de France et de Lyon.**

**18. La banque émettra des billets payables au porteur et à vue; ces billets seront de mille francs, de cinq cents francs ou de deux cent cinquante francs, au choix des administrateurs.**

**Elle pourra aussi émettre des billets à ordre de deux cent cinquante francs et au-dessus, payables au siège de l'établissement, à vue ou à un certain nombre de jours de vue.**

**La quotité des émissions sera déterminée par le conseil général.**



Le montant des billets de toute nature en circulation, cumulé avec celui des sommes dues par la banque en comptes courants, et payables à volonté, ne pourra jamais excéder le triple du numéraire existant matériellement en caisse.

Les billets au porteur seront confectionnés à Paris, conformément à l'article 31 de la loi du 24 germinal an XI.

19. La banque refusera d'escompter des effets qui résulteraient d'un commerce prohibé et les effets de circulation créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle.

Toute opération autre que celles qui sont ci-dessus déterminées lui est formellement interdite.

#### SECTION IV.

##### *Dividende et Fonds de réserve.*

20. Il sera, s'il y a lieu, réparti tous les six mois aux actionnaires un dividende imputable sur les bénéfices acquis pendant le semestre.

Lorsque ces bénéfices s'élèveront à plus de deux pour cent du capital, il sera exercé sur l'excédant une retenue de vingt-cinq pour cent, dont le montant sera employé à former un fonds de réserve.

Le fonds de réserve formé, si le dividende d'un ou de plusieurs semestres n'atteignait pas deux pour cent du capital primitif, la somme nécessaire pour le porter à cette proportion sera prise sur le fonds de réserve.

Lorsque le fonds de réserve s'élèvera au cinquième du capital, c'est-à-dire à deux cent mille francs, la retenue cessera, et la totalité des bénéfices acquis pendant le semestre sera alors distribuée aux actionnaires.

La retenue sera rétablie lorsque le prélèvement des compléments de dividendes ou d'autres causes auront réduit la réserve à moins d'un cinquième du capital, et jusqu'à ce qu'elle y ait été reportée.

Les fonds mis en réserve seront employés en effets publics français.

### TITRE II.

#### SECTION 1<sup>re</sup>.

##### *De l'Assemblée générale des Actionnaires.*

21. La réunion des actionnaires qui composeront l'association de la banque de Dijon sera représentée par l'assemblée générale.

Cette assemblée sera composée de tous les actionnaires propriétaires depuis plus de trois mois de cinq actions au moins.

Pour être membre de l'assemblée générale, il faudra être citoyen français ou naturalisé, ou domicilié depuis deux ans, soit dans le département de la Côte-d'Or, soit à Gray, soit à Châlons.

Les membres de l'assemblée devront y assister et y voter en personne, sans pouvoir se faire représenter.

Chacun d'eux n'aura qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Les délibérations seront prises à la majorité des membres présents.

Elles ne seront valables qu'autant qu'un tiers des actionnaires ayant droit d'y assister seront présents.

Si ce nombre n'était pas atteint au jour indiqué par la convocation, une nouvelle réunion serait convoquée, et cette fois ses délibérations seraient valables, en quelque nombre que fussent les assistants; néanmoins, en ce cas, on ne pourra délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour de la première convocation.

22. L'assemblée générale se réunira une fois par année, à l'époque qui sera déterminée par le règlement.

Elle sera convoquée par le conseil général de la banque, et présidée par le régent président de ce conseil.

Le régent secrétaire du conseil général y remplira les fonctions de secrétaire.

Il sera rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque.

Elle arrêtera les comptes de l'année et réglera les dividendes à répartir.

Elle procédera ensuite, au scrutin secret et individuel, à la majorité des suffrages, à l'élection des régents et censeurs qu'il y aura lieu de nommer en remplacement de ceux dont les fonctions seront devenues vacantes.

23. Si, par retraite ou décès, le nombre des régents se trouvait réduit à quatre, ou celui des censeurs à deux, l'assemblée générale serait extraordinairement convoquée pour le compléter.

Les régents ou censeurs élus en remplacement ne le seraient que pour le temps qui restait à courir à leurs prédécesseurs.

24. L'assemblée générale, indépendamment des cas prévus par les articles 22 et 23, pourra être convoquée extraordinairement par le conseil général ou par les trois censeurs, s'ils sont unanimes.

Dans tous les cas, les convocations se feront par lettres à domicile, et, en outre, par la voie des journaux de la localité qui seront désignés par le conseil général; elles devront mentionner les objets sur lesquels il sera délibéré.

## SECTION II.

### *Du Conseil général.*

25. Le conseil général sera composé de six régents et de trois censeurs.

Les régents auront voix délibérative et les censeurs auront voix consultative.

26. Les régents et les censeurs seront nommés pour trois ans; ils seront renouvelés par tiers chaque année; ils seront rééligibles.

Les régents et les censeurs sortants seront désignés par le sort pour les deux premières années, et ensuite par le rang d'ancienneté de leur nomination.

27. Les fonctions des régents et des censeurs sont gratuites; il leur sera attribué seulement des jetons de présence.

28. Les régents et les censeurs seront tenus de justifier, avant leur entrée en fonctions, qu'ils sont propriétaires de douze actions de la banque, lesquelles devront être libres et demeureront inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

29. Chaque année, aussitôt après l'installation de ses nouveaux membres, le conseil général élira parmi les régents son président et son secrétaire; l'un et l'autre seront rééligibles.

30. Le conseil général est chargé de la gestion de l'établissement; il

nomme le directeur et le caissier principal, et fixe leurs traitements ; il autorise toutes les opérations permises par les statuts, et en détermine les conditions ; il fait choix des effets qui doivent être pris à l'escompte, en la forme prescrite par l'article 8 ; il fixe le taux de cet escompte et le montant des sommes qu'il conviendra d'y employer aux diverses époques de l'année, d'après la situation de la banque ; il délibère les règlements de son régime intérieur ; il arrête tous les traités, conventions et transactions, lesquels seront signés en son nom par le président, le secrétaire et le directeur ; il statue sur la création, l'émission, le retrait ou l'annulation des billets, la forme qui leur sera donnée et les signatures dont ils seront revêtus ; il fixe, sur la proposition du directeur, l'organisation des bureaux, les traitements et salaires affectés à chaque emploi, et toutes les dépenses de l'administration, lesquelles devront être fixées chaque année et d'avance.

31. Le conseil général se réunira au moins une fois par semaine, et de plus, toutes les fois que le président le jugera nécessaire ou que la demande en sera faite par un des censeurs.

32. Aucune résolution ne pourra être prise sans le concours de trois régents et la présence d'un censeur ; les délibérations auront lieu à la simple majorité : la voix du président ou du régent qui le remplacera dans la présidence sera prépondérante en cas de partage.

33. Toute délibération ayant pour objet la création ou l'émission des billets devra être approuvée par deux censeurs au moins.

34. Le compte annuel des opérations de la banque, qui devra être soumis à l'assemblée générale le jour de sa réunion périodique, sera établi par le conseil général et présenté en son nom par le président.

Le compte approuvé sera imprimé et remis au préfet, au tribunal de commerce et à chacun des actionnaires de la banque.

#### SECTION III.

##### *Des Censeurs.*

35. Les censeurs veilleront spécialement à l'exécution des statuts et des règlements de la banque ; ils exerceront leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement ; ils se feront représenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles de la banque, toutes les fois qu'ils le jugeront convenable ; ils proposeront toutes les mesures qu'ils croiront utiles, et si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils pourront en requérir la transcription sur le registre des délibérations.

Ils rendront, chaque année, à l'assemblée générale, un compte spécial de la surveillance qu'ils auront exercée.

#### SECTION IV.

##### *Du Conseil d'escompte.*

36. Le conseil général de la banque nommera, chaque année, un comité d'escompte spécialement chargé de déterminer la valeur des signatures et la solvabilité des personnes dont le papier pourra être présenté à la banque.

#### SECTION V.

##### *Du Directeur.*

37. Le directeur administrera, sous l'autorité du conseil général, les affaires de la banque et dirigera ses bureaux.

38. Il présentera à tous emplois ; il signera la correspondance, les acquits d'effets sur Dijon et les endossements de papier sur le dehors ; il assistera de droit, avec voix consultative, aux séances du conseil général, excepté dans le cas où il se formera en comité secret, et aux séances du comité d'escompte.

39. Les actions judiciaires seront exercées au nom du conseil général, poursuites et diligences du directeur.

40. Avant d'entrer en fonctions, le directeur sera tenu de justifier de la possession de vingt actions libres de la banque, lesquelles demeureront inaliénables pendant toute la durée de sa gestion.

41. Le directeur pourra être révoqué par une délibération prise par quatre régents et approuvée par deux censeurs.

### TITRE III.

#### *Dispositions générales.*

42. En cas de perte de moitié du capital de la banque, la dissolution aura lieu de plein droit. Si le capital se réduisait aux trois quarts, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet d'examiner s'il y a lieu de procéder à la liquidation de la société, et la dissolution pourrait être prononcée à la simple majorité des membres présents.

Dans tout autre cas, le conseil général pourra, par une convocation spéciale de l'assemblée générale, faite au moins un mois à l'avance, provoquer la dissolution de la société.

Hors le cas de perte du quart du capital, la dissolution de la société ne pourra être prononcée que par une majorité possédant les trois quarts des actions de la banque.

Le conseil général en exercice au moment de la dissolution ou du renouvellement de la société sera chargé de la liquidation.

43. Les modifications aux présents statuts, dont l'expérience aura fait reconnaître la nécessité, ne pourront être sollicitées du Gouvernement qu'après avoir été proposées par le conseil général à l'assemblée générale extraordinairement convoquée à cet effet, et délibérées à la majorité des porteurs des trois quarts en somme des actions de la société.

44 et dernier. M. le comte d'Esterno déclare que sur les mille actions représentant le capital social, cinq cents ont été souscrites par l'acte précité, passé devant M<sup>e</sup> Chevalier, notaire à Dijon, les 22, 23 et 25 juillet 1836, et qu'il souscrit présentement pour son compte personnel les cinq cents autres.

En conséquence, la liste des actionnaires est arrêtée de la manière suivante :

M. le comte d'Esterno, six cents actions, ci.....	600
M. le marquis de Saint-Seine, vingt actions, ci.....	20
M. Dessertenne, cinquante actions, ci.....	50
M. Edmond de Bretenières, cinq actions, ci.....	5
M. Grasset, cinq actions, ci.....	5
M. Amédée de Surget, trois actions.....	3
M. Darbaumont, cinq actions.....	5
M. Bonneviot, deux actions.....	2



M. de Champy, deux actions .....	2
M. Magnin-Philippon, une action.....	1
M. Borne, quinze actions.....	15
M <sup>me</sup> veuve Drugne, dix actions.....	10
M. le marquis de Courtipron, une action.....	1
M <sup>me</sup> veuve de Meursault, une action.....	1
M. Chauvelot, une action.....	1
M. Marandet, deux actions.....	2
M. Dupoizet, cinq actions.....	5
M. le comte de Broissia, cinq actions.....	5
M. de Cléry, dix actions.....	10
M. Louis de Berbis, dix actions.....	10
M. le vicomte d'Archiac, vingt actions.....	20
M. Mongin, trois actions.....	3
M. le baron de Romeuf, dix actions.....	10
M. le marquis de Clermont-Montoison, dix actions, ci.....	10
M. David, dix actions.....	10
M. Alexandre de Meillonas, cinq actions.....	5
M. Moussier, vingt actions.....	20
M. le comte des Ulmes, dix actions.....	10
M. le comte de Sarcus, dix actions.....	10
M. Bourgeois, trois actions.....	3
M. Baudot, quatre actions.....	4
M. Lagier, dix actions.....	10
M. D'achère, une action.....	1
M. Cugnotet, cinq actions.....	5
M. Bordet, cinq actions.....	5
M. Noiret, deux actions.....	2
M. Bussat, quatre actions.....	4
M. de Lachapelle, deux actions.....	2
M. Debrye, deux actions.....	2
M. Ragonneau-Legeret, deux actions.....	2
M. Poupier, deux actions.....	2
M. de Lahorie, une action.....	1
M. Jean-Baptiste Mollerat, deux actions.....	2
M. Laverne, deux actions.....	2
M. Adolphe de Lachadenède, quatre actions.....	4
M. Belost-Jolimont, six actions.....	6
M. Moïse Lévy, deux actions.....	2
M. Joseph Lévy, deux actions.....	2
M. Salomon Israel, deux actions.....	2
M. Lorain, deux actions.....	2
M. Victor Ladey, deux actions.....	2
M. Thiebault-Meutien, une action.....	1
M. Prosper Gillet de Thorey, deux actions.....	2
M. Alfred Surget, cinq actions.....	5
M. Bouchard, cinq actions.....	5
M. Chabeuf, deux actions.....	2
M. Gaulot, deux actions.....	2



M. de Torcy, cinq actions .....	5
M. Passier, trois actions .....	3
M. Bollenot-Messenet, une action .....	1
M <sup>me</sup> veuve Lejeas, une action .....	1
M. Guinche, deux actions .....	2
M. Théodore de Morelet, vingt actions .....	20
M. David-Samuel Blum, quinze actions .....	15
M. le marquis d'Agrain, deux actions .....	2
M. Mairat, cinq actions .....	5
M. Barthélemy, une action .....	1
M. Marion, au nom de sa maison de commerce, cinq actions .....	5
MM. Ratisbonne, cinq actions .....	5
<hr/>	
Total des actions, mille .....	1000
<hr/>	

Dont acte,

Fait et passé à Paris, en l'étude dudit M<sup>c</sup> Norès,

L'an 1839, le 18 juillet,

En présence de M. Jean-Louis Guidou, avoué au tribunal de première instance de la Seine, demeurant à Paris, rue de la Vrillière, n° 2, conseil de M. le comte d'Esterno.

Et le comparant et M. Guidou ont signé avec les notaires, après lecture faite.

En marge est écrit :

« Enregistré à Paris, cinquième bureau, le 18 juillet 1839, folio 59 verso, case 123. Reçu cinq francs, et cinquante centimes pour décime. Signé Morin. »

Des deux actes ci-devant datés et énoncés,

Il appert

Que M. Belost-Jolimont, M. Laverne, M. Moussier, M. Bollenot-Messenet, M. de Berbis, M. Mollerat, M. Bordet, M. Cugnotet, M. Borne, M. Meillonas, M. de Sarcus, M. Poupier, M. Loran, M. Ragonneau-Legere, M. Grasset, M. Chabeuf, M. Lagier, M. Debrye, M. Bouchard, M. Ladey, M. David, M. Chauvelot, M. de Lachapelle, MM. Leman Lévy, M. Israël, M. Noirot, M. Delachère, M. de Lachadenède, M. Barthélemy, M<sup>me</sup> veuve Drugne, M. de Torcy, M. Busset, M. le marquis d'Agrain, M. de Cléry, M. Mavandet, M. Guinche, M. de Champy, M. de Bretenières, M. Baudot et M. Marion,

Ayant agi tant en leurs noms personnels que comme se portant fort des personnes dénommées en l'acte dont expédition précède,

Ont donné à M. le comte d'Esterno, entre autres pouvoirs, ceux de, pour eux, en leurs noms et qualités,

Présenter par devant les autorités compétentes toutes demandes tendantes à obtenir l'autorisation requise pour l'établissement de la société dont il s'agit; faire toutes les démarches et diligences qu'il jugerait nécessaires;

Faire tous autres changements aux statuts arrêtés par les actes sus-énoncés, soit relativement aux statuts de la banque de Dijon, soit relativement aux statuts des comptoirs d'escompte établis; donner toute adhésion

aux additions, retranchements et modifications qui pourraient être demandés, et que M. le comte d'Esterno jugerait utiles et convenables à l'intérêt de la société, sans que, dans aucun cas, il eût besoin de demander d'autres pouvoirs à l'assemblée générale.

Il appert, en outre,

Que les cinq cents premières actions ont été souscrites de la manière, par les personnes et pour les quotités indiquées en l'acte dont expédition précède.

Extrait par ledit M<sup>e</sup> Norès, notaire à Paris, soussigné, des expéditions dûment légalisées desdits actes, certifiées véritables, signées et annexées à la minute de l'acte précité, dont expédition est en tête des présentes, le tout étant en la possession dudit M<sup>e</sup> Norès.

Signé Norès.

Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 4 août 1839, enregistrée sous le n<sup>o</sup> 5618.

*Le Ministre de l'agriculture et du commerce,*  
Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N<sup>o</sup> 8175. — *ORDONNANCE DU ROI relative au Jaugeage des Bateaux à vapeur.*

Au palais de Saint-Cloud, le 18 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 nivôse an II, sur le jaugeage des navires de commerce ;

Vu l'article 6 de la loi du 5 juillet 1836, portant que le mode prescrit par la loi du 12 nivôse an II pourra être modifié par des ordonnances royales ;

Vu la loi du 4 juillet 1837, sur l'emploi des mesures métriques ;

Vu l'ordonnance du 8 août 1821 (1), sur le jaugeage des bateaux à vapeur ;

Vu l'ordonnance du 18 novembre 1837 (2), qui a modifié, pour les navires à voiles français, le mode établi par la loi du 12 nivôse an II ;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1838, qui a provisoirement réglé le jaugeage des bateaux à vapeur d'après le nouveau système ;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, et au département des finances,

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 471, n<sup>o</sup> 11,114.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 544, n<sup>o</sup> 7170.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les bateaux à vapeur seront jaugés d'après le mode déterminé par notre ordonnance du 18 novembre 1837, sauf les modifications suivantes :

1° La plus grande largeur sera mesurée au-dessous du pont, dans la chambre des machines, sur le vaigrage, auprès de l'arbre des roues ;

2° Le produit des trois dimensions sera divisé par trois quatre-vingts, et les soixante centièmes du quotient exprimeront le tonnage légal du bâtiment.

2. Le mode déterminé pour le jaugeage des bâtiments français de toute espèce, soit par l'ordonnance du 18 novembre 1837, soit par la présente ordonnance, s'appliquera également pour percevoir les droits de navigation aux navires des pays étrangers où le mode d'établir la jauge ne fait pas ressortir, pour les navires français, un plus fort tonnage que le mode prescrit par nosdites ordonnances.

3. Les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 18 novembre 1837 seront communes aux bâtiments à vapeur.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

---

N° 8176. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait remise des Peines de discipline prononcées contre des Gardes nationaux de la ville de Bordeaux.*

Au château d'Eu, le 25 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est fait remise de toutes les condamnations prononcées par les conseils de discipline contre des gardes nationaux de la ville de Bordeaux antérieurement au 24 août 1839, et qui n'auraient point encore reçu leur exécution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite contre les gardes nationaux de ladite ville, à raison de faits commis par eux antérieurement à l'époque précitée, et qui les rendraient justiciables des conseils de discipline.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8177. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe les Traitements des Magistrats composant les Tribunaux de première instance y désignés, et des Juges de paix et Greffiers de justice de paix de la ville de Strasbourg.*

A Paris, le 8 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi de finances du 10 août 1839, portant fixation du budget des dépenses pour l'année 1840 ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le traitement des juges et substituts près les tribunaux de première instance placés dans les villes ci-après désignées est fixé à la somme de dix-huit cents francs, savoir :

<b>Agen.</b>	<b>Contances.</b>	<b>Pau.</b>
<b>Ajaccio.</b>	<b>Digne.</b>	<b>Périgueux.</b>
<b>Alais.</b>	<b>Dôle.</b>	<b>Perpignan.</b>
<b>Albi.</b>	<b>Draguignan.</b>	<b>Privas.</b>
<b>Alençon.</b>	<b>Épinal.</b>	<b>Puy (le).</b>
<b>Angoulême.</b>	<b>Évreux.</b>	<b>Quimper.</b>
<b>Auch.</b>	<b>Falaise.</b>	<b>Rambouillet.</b>
<b>Aurillac.</b>	<b>Foix.</b>	<b>Riom.</b>
<b>Autun.</b>	<b>Fontainebleau.</b>	<b>Rochefort.</b>
<b>Auxerre.</b>	<b>Gap.</b>	<b>Rodez.</b>
<b>Bar-le-Duc.</b>	<b>Grasse.</b>	<b>Saint-Brieuc.</b>
<b>Bastia.</b>	<b>Guéret.</b>	<b>Saintes.</b>
<b>Bayeux.</b>	<b>Issoudun.</b>	<b>Saint-Flour.</b>
<b>Beaune.</b>	<b>Laon.</b>	<b>Saint-Lô.</b>
<b>Beauvais.</b>	<b>Laval.</b>	<b>Saint-Malo.</b>
<b>Blois.</b>	<b>Lisieux.</b>	<b>Saint-Mihiel.</b>
<b>Bourbon-Vendée.</b>	<b>Lodeve.</b>	<b>Saint-Quentin.</b>
<b>Bourg.</b>	<b>Lons-le-Saulnier.</b>	<b>Saumur.</b>
<b>Cahors.</b>	<b>Louviers.</b>	<b>Schelestadt.</b>
<b>Carcassonne.</b>	<b>Lunéville.</b>	<b>Sedan.</b>
<b>Carpentras.</b>	<b>Mâcon.</b>	<b>Tarascon.</b>
<b>Castelnaudary.</b>	<b>Mayenne.</b>	<b>Tarbes.</b>
<b>Castres.</b>	<b>Melun.</b>	<b>Thiers.</b>
<b>Châlon.</b>	<b>Mende.</b>	<b>Tulle.</b>
<b>Châlons.</b>	<b>Moissac.</b>	<b>Valenciennes.</b>
<b>Charleville.</b>	<b>Montbrison.</b>	<b>Vannes.</b>
<b>Chartres.</b>	<b>Mont-de-Marsan.</b>	<b>Verdun.</b>
<b>Châteauroux.</b>	<b>Morlaix.</b>	<b>Vesoul.</b>
<b>Châtellerault.</b>	<b>Moulins.</b>	<b>Vienne.</b>
<b>Chaumont.</b>	<b>Narbonne.</b>	<b>Villeneuve-d'Agen.</b>
<b>Colmar.</b>	<b>Nevers.</b>	<b>Yvetot.</b>
<b>Compiègne.</b>	<b>Niort.</b>	

2. Les présidents et procureurs du Roi près ces tribunaux recevront, avec le traitement de juge, un supplément de moitié en sus; les vice-présidents, un supplément du quart en sus, et les juges d'instruction, un supplément du cinquième en sus.

Il n'est rien changé au traitement des président et procureur du Roi près le tribunal de Rochefort, qui demeure fixé à trois mille francs.

3. Le traitement des quatre juges de paix de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin) est fixé à douze cents francs, et celui des greffiers au tiers de cette somme.

4. Ces traitements et suppléments de traitement courront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1840.



5. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8178. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. *Coquin (Jean-Baptiste)*, étudiant en médecine, demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom celui de *Renier*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 9 Janvier 1839. )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

A Paris, le 12 \* Septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 12 Septembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 680.

---

N° 8179. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction d'un Pont suspendu sur la Garonne, en face du chef-lieu de la commune de Boussens ( Haute-Garonne ).*

Au palais de Saint-Cloud, le 6 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil municipal de Boussens, département de la Haute-Garonne, sur le projet de construction d'un pont sur la Garonne, en face du village de Boussens, en remplacement du bac actuel, et au moyen de la concession d'un péage;

Le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu sur ce projet et l'avis du commissaire qui y a procédé;

Le procès-verbal de la délibération prise, le 12 novembre 1838, par la commission mixte des travaux publics, portant qu'il y a lieu de donner suite audit projet, délibération approuvée par nos ministres de la guerre et de l'intérieur;

L'article 63 de la loi du 7 juillet 1833 et l'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838;

Vu l'avis du préfet de la Haute-Garonne, et les autres pièces de l'affaire;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le projet de construction d'un pont suspendu sur la Garonne, en face du chef-lieu de la commune de Boussens, en remplacement du bac actuel, est approuvé aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

*IX<sup>e</sup> Série.*

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen d'un péage, qui sera concédé, par adjudication publique, au soumissionnaire qui aura offert le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera déterminé d'avance par le préfet, dans un billet cacheté.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour ce qui concerne l'acquisition des propriétés dont l'occupation sera nécessaire à l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage, conformément au tarif ci après :

Une personne à pied, chargée ou non chargée.....	0 03 <sup>2</sup>
Cheval ou mulet et son conducteur.....	0 12
Idem..... chargé.....	0 10
Idem..... non chargé.....	0 08
Ane ou ânesse chargé.....	0 08
Idem..... non chargé.....	0 05
Bœuf ou vache destiné à la vente.....	0 10
Cheval, mulet, bœuf, vache ou veau employé au labour ou allant au pâturage.....	0 05
Veau ou porc.....	0 03
Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	0 01
Le droit sera réduit d'un quart pour ceux de ces animaux dont le nombre excédera cinquante dans chaque troupeau.	
Lorsqu'ils iront au pâturage, ce droit sera réduit de moitié.	
Les conducteurs payeront.....	0 03
Voiture suspendue, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur.....	0 60
Voiture suspendue, à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris.....	0 75
Voiture suspendue, à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	0 90
Charrette attelée d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, conducteur compris.....	0 40

Charrette attelée de deux chevaux, mulets, ou d'une paire de bœufs, conducteur compris.....	0 50
Charrette attelée de trois chevaux ou mulets, conducteur compris.....	0 60
Charrette à vide, attelée d'un cheval, conducteur compris.....	0 20
Charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, attelée d'un cheval ou de deux bœufs, conducteur compris.....	0 20
Idem à vide.....	0 10
Charrette chargée ou non, attelée seulement d'un âne ou d'un mulet, conducteur compris.....	0 10
Chariot de ferme, à quatre roues, ou char de montagne chargé, attelé de deux chevaux ou bœufs, et le conducteur.....	0 60
Idem à vide.....	0 40
Chariot de roulage, attelé d'un cheval, conducteur compris.....	0 80
Idem..... de deux chevaux.....	1 00
Idem..... de trois chevaux.....	1 50
Chariot à quatre roues, non chargé, attelé d'un cheval, conducteur compris.....	0 60

Les chevaux, mulets, bœufs ou ânes attelés aux voitures, chariots et charrettes, en sus du nombre porté au tarif, payeront comme s'ils passaient non chargés.

6. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tous grades, voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

**N° 8180. — ORDONNANCE DU ROI relative au Traitement des Conservateurs des Forêts.**

Au palais de Saint-Cloud, le 12 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu notre ordonnance du 9 juillet 1833 (1), qui a statué sur le classement des conservations forestières;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le traitement de chaque classe, pour les conservateurs des forêts, est attaché aux personnes et non aux résidences.

L'ordonnance du 9 juillet 1833 est rapportée, seulement en ce qu'elle a de contraire à cette disposition.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

**N° 8181. — ORDONNANCE DU ROI relative aux Vacances de la Cour des comptes pour l'année 1839.**

Au palais de Saint-Cloud, le 13 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Notre cour des comptes prendra vacances en la présente année depuis et compris le 1<sup>er</sup> septembre jusques et compris le 31 octobre.

2. Il y aura pendant ce temps une chambre des vacations composée d'un président de chambre et de six conseillers.

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 239, n° 4889.



**maîtres, qui tiendra ses séances au moins trois jours de chaque semaine.**

**Le premier président présidera toutes les fois qu'il le jugera convenable.**

**3. La chambre des vacations connaîtra de toutes les affaires attribuées aux trois chambres, sauf celles qui seront exceptées par un comité composé du premier président, des trois présidents de chambre et de notre procureur général, et desquelles le jugement sera suspendu jusqu'à la rentrée.**

**4. Nous nommons pour former cette année la chambre des vacations de notre cour des comptes, savoir :**

**Pour y remplir les fonctions de président,**

**M. d'Abancourt, président de la troisième chambre ;**

**Pour y remplir les fonctions de conseillers-maîtres,**

**MM. de Riberolles,**

**Gavot,**

**Sapcy,**

**Jard Pauvillier,**

**Goussard,**

**Savalète.**

**En cas d'absence de notre procureur général, M. Goussard en remplira les fonctions.**

**En cas d'absence du greffier en chef, autorisée par M. le premier président, M. Robert pourra, de l'agrément du président de la chambre des vacations, suppléer ledit greffier en chef.**

**M. Robert tiendra la plume aux séances de la chambre des vacations.**

**5. Nous autorisons le premier président à donner aux conseillers-référendaires, pour la durée du temps où la chambre des vacations sera en activité, les congés qui pourront être accordés sans préjudicier au service, et sans que, dans aucun cas, il puisse donner des congés à plus de moitié des conseillers-référendaires.**

**6. L'absence qui aura lieu en vertu des dispositions qui**

précédent sera comptée comme temps d'activité pour tous les magistrats de tous les ordres de notre cour des comptes.

7. Notre ministre secrétaire d'état des finances et notre ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

N° 8182. — *ORDONNANCE DU ROI qui crée un second emploi de Lieutenant-colonel dans la Garde municipale de Paris.*

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance du 26 juillet dernier (1);

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est créé un second emploi de lieutenant-colonel dans la garde municipale de Paris.

2. Le traitement attribué à cet officier supérieur est déterminé par le tarif annexé à notre ordonnance du 26 juillet dernier.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

---

(1) Bull. 666, n° 8077.

**N° 8183. — ORDONNANCE DU ROI qui augmente le nombre des Capitaines de corvette, des Lieutenants de vaisseau et des Enseignes de vaisseau.**

Au palais de Saint-Cloud, le 21 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu notre ordonnance du 29 décembre 1836 (1), qui a modifié celle du 1<sup>er</sup> mars 1831 (2), portant réorganisation du corps royal de la marine ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le nombre des capitaines de corvette est porté de cent cinquante à cent soixante, dont

53 de première classe,  
et 107 de deuxième classe.

2. Le nombre des lieutenants de vaisseau est porté de quatre cent cinquante à cinq cents, dont

100 de première classe,  
et 400 de deuxième classe.

3. Le nombre des enseignes de vaisseau est porté de cinq cent cinquante à six cents.

4. Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance sont et demeurent rapportées.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

*Signé* DUPERRÉ.

---

(1) Bull. 476, n° 6667.

(2) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 62, n° 1581.

N° 8184. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le Bataillon dont la formation provisoire a été prescrite par Décision du 14 novembre 1838 sera définitivement constitué sous la dénomination de Bataillon de Tirailleurs.*

A Eu, le 28 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 24 juillet 1839, qui alloue au ministre de la guerre des suppléments de crédits pour les dépenses de l'exercice 1839 ;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le bataillon dont notre décision du 14 novembre 1838 a prescrit la formation provisoire sera définitivement constitué comme corps isolé, s'administrant séparément, sous la dénomination de *bataillon de tirailleurs*.

2. Ce corps sera composé d'un état-major, d'une section hors rang, et de six compagnies, ainsi qu'il suit, savoir :

ÉTAT-MAJOR.		PETIT ÉTAT-MAJOR.	
Chef de bataillon.....	1	Adjudant sous-officier.....	1
Capitaine faisant fonctions de major.....	1	Sergent clairon.....	1
Capitaine adjudant-major.....	1	Caporal.....	1
Officier faisant fonctions de trésorier.....	1		<u>3</u>
Officier faisant fonctions d'officier d'habillement.....	1		
Chirurgien aide-major.....	1		
	<u>6</u>		
SECTION HORS RANG.			
Sergent-major vaguemestre.....			1
Sergents.....	{ Garde-magasin d'habillement..... 1 { Maîtres..... { armurier..... 1 { tailleur..... 1 { cordonnier..... 1		4
Fourrier.....			1
Caporaux.....	{ Premier secrétaire du trésorier..... 1 { Conducteur des équipages..... 1		2

Soldats .....	Secrétaire du chef de bataillon.....	1	} 27
	Deuxième secrétaire du trésorier.....	1	
	Secrétaire de l'officier d'habillement.....	1	
	Ouvriers armuriers.....	2	
	Ouvriers tailleurs.....	12	
	Ouvriers cordonniers.....	10	

TOTAL ..... 35

## COMPAGNIE.

OFFICIERS.		SOUS-OFFICIERS, CAPORAUX ET SOLDATS.	
Capitaine.....	1	Sergent-major.....	1
Lieutenant.....	1	Sergents.....	5
Sous-lieutenant.....	1	Fourrier.....	1
	<u>3</u>	Caporaux.....	10
		Carabiniers.....	22
		Chasseurs.....	88
		Clairon.....	1
			<u>131</u>

## COMPLET DU BATAILLON.

État-major .....

Section hors rang.....

Six compagnies.....

OFFICIERS.	TROUPE.
0	3
//	35
18	786
<u>24</u>	<u>824</u>
848	

3. Le service auquel le bataillon de tirailleurs sera affecté en campagne, et les manœuvres appropriées à la spécialité de ce service, seront déterminés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

4. Le bataillon se recrutera, comme les autres corps de l'armée, par la voie des engagements volontaires et des appels.

Un quart de son effectif, en sous-officiers, en caporaux, en soldats et en clairons, pourra être de première classe, et touchera, à ce titre, le supplément de solde attribué, dans les régiments d'infanterie, aux militaires des compagnies d'élite. Les simples soldats ne passeront à cette classe qu'aux conditions déterminées pour l'admission dans les compagnies d'élite.



Ils porteront les marques distinctives des cavaliers de première classe.

5. Le nouveau corps sera traité, sous le rapport de l'avancement, de la solde et des prestations de toute nature, de la même manière que les régiments d'infanterie.

— Le chef de bataillon recevra annuellement une somme de six cents francs, à titre d'indemnité de représentation et de frais de bureau.

Les capitaines concourront pour l'admission à la première classe avec ceux des régiments d'infanterie; ils seront en conséquence compris dans le nombre des capitaines d'infanterie dont le quart doit être de première classe, conformément aux dispositions de l'article 171 de notre ordonnance du 16 mars 1838 (1).

La moitié des lieutenants de compagnies sera de première classe.

6. L'armement, l'habillement, le grand et le petit équipement du bataillon des tirailleurs seront déterminés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

N° 8185. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait remise des Peines de discipline prononcées contre des Gardes nationaux de la ville d'Eu.*

Au château d'Eu, le 2 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

---

(1) Bull. 566, n° 7344.

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il sera fait remise de toutes les peines prononcées contre des gardes nationaux du bataillon de la ville d'Eu ( Seine-Inférieure ) par le conseil de discipline dudit bataillon, jusqu'à ce jour 2 septembre inclusivement, et qui n'auraient pas encore reçu leur exécution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite contre les gardes nationaux dudit bataillon, à raison de faits commis par eux antérieurement à la date précitée, et qui les rendraient justiciables du conseil de discipline.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : pour le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

*Le Ministre Secrétaire d'état de l'instruction publique,*

Signé VILLEMAIN.

N° 8186. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait remise des Peines de discipline prononcées contre des Gardes nationaux de la ville de Nevers.*

Au château d'Eu, le 5 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est fait remise de toutes les condamnations prononcées par les conseils de discipline de la garde nationale de Nevers ( Nièvre ) contre les gardes nationaux de la légion de cette ville, antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance, et qui n'auraient point encore reçu leur exécution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite contre des gardes nationaux de la même ville, à raison de faits commis par eux antérieurement à la promulgation de la présente ordon-

nance, et qui les rendraient justiciables des conseils de discipline.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8187. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition du Crédit accordé par la loi du 10 Août 1839 pour les Dépenses du Ministère de la Justice pendant l'année 1840.*

A Paris, le 10 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi de finances du 10 août 1839, qui a ouvert un crédit de vingt millions deux cent cinquante-deux mille quatre cent vingt-cinq francs pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1840;

Vu les articles 151 de la loi du 23 mars 1817 et 11 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu enfin les articles 35 et 36 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838 (1);

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le crédit de vingt millions deux cent cinquante-deux mille quatre cent vingt-cinq francs, accordé par la loi du 10 août 1839 pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1840, est réparti ainsi qu'il suit :

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Administration centrale.* (Personnel.)

ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitement du garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes .....	80,000 <sup>f</sup>	} 417,800 <sup>f</sup>
— 2.	Traitements des chefs et commis des bureaux .....	302,600	
— 3.	Gages des gens de service .....	35,200	

CHAPITRE 2. — *Administration centrale.* (Matériel.)

ART. 1 <sup>er</sup> .	Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau. ....	100,000 <sup>f</sup>	} 107,000
— 2.	Frais de sceau et contre-scel. ....	7,000	

CHAPITRE 3. — *Conseil d'état.* (Personnel.)

ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitements des conseillers d'état et maîtres des requêtes .....	418,000 <sup>f</sup>	} 514,200
— 2.	Traitements des chefs et commis des bureaux .....	82,050	
— 3.	Gages des gens de service. ....	14,150	

CHAPITRE 4. — *Conseil d'état.* (Matériel.)

ART. unique.	Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau...	17,000
--------------	--	--------

CHAPITRE 5. — *Cour de cassation.*

ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitements des membres de la cour...	882,000 <sup>f</sup>	} 970,500
— 2.	Traitements du greffier en chef, de ses commis, et fournitures du greffe.....	42,500	
— 3.	Traitements des secrétaires du parquet et du bibliothécaire.....	14,400	
— 4.	Traitements des huissiers et gages des gens de service.....	19,600	
— 5.	Menues dépenses de la cour.....	12,000	

CHAPITRE 6. — *Cours royales.*

ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitements des membres des cours.....	3,936,400 <sup>f</sup>	} 4,207,400 <sup>f</sup>
	Traitements des greffiers et commis assermentés...	271,000	
— 2.	Secrétariat de la première présidence de la cour royale de Paris	2,000 <sup>f</sup>	} 4,232,600
	Secrétariat du parquet de la même cour.....	22,000	
	Secrétariat du parquet de la cour royale de Rennes. ( <i>Article 26 du décret du 30 janvier 1811.</i> ) .....	1,200	

CHAPITRE 7. — *Cours d'assises.*

ART. 1 <sup>er</sup> .	Indemnité accordée aux conseillers délégués pour présider les cours d'assises autres que celles des chefs- lieux de cour royale.....	118,000 <sup>f</sup>	
— 2.	Secrétariats de parquet des tribunaux de première instance chefs-lieux de cour d'assises, autres que ceux où siègent les cours royales.....	36,400	154,400 <sup>f</sup>

CHAPITRE 8. — *Tribunaux de première instance.*

	Traitements des membres des tribunaux.....	5,433,020 <sup>f</sup>	
ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitements des greffiers et commis assermentés....	729,900	6,192,495 <sup>f</sup>
	Traitements des membres des chambres tempori- res.....	29,575	
— 2.	Secrétariat de la présidence du tribu- nal de première instance de Pa- ris.....	2,000 <sup>f</sup>	6,215,495
	Secrétariat du parquet du même tribunal.....	21,000	23,000

CHAPITRE 9. — *Tribunaux de commerce.*

ART. 1 <sup>er</sup> .	Traitements des greffiers de commerce.....	177,900	
— 2.	Secrétariat de la présidence du tribunal de commerce de Paris.....	2,000	179,900

CHAPITRE 10. — *Tribunaux de police.*

ART. unique.	Traitements des greffiers de police.....	62,400
--------------	--	--------

CHAPITRE 11. — *Justices de paix.*

ART. unique	Traitements des juges de paix.....	2,329,600	
	Traitements des greffiers.....	776,530	3,106,130

CHAPITRE 12. — *Frais de justice.*

ART. unique.	Frais de justice criminelle et des statistiques ci- vile, criminelle et du Conseil d'état. (Crédit pro- visoire.).....	4,030,000
--------------	--	-----------

CHAPITRE 13. — *Pensions.*

ART. unique.	Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice.....	200,000
--------------	--	---------



CHAPITRE 14. — *Dépenses diverses.*

ART. 1<sup>er</sup>. Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins, n'ayant pas droit à pension; dépenses extraordinaires et imprévues..... 30,000f

— 2. Indemnité au Journal des Savants..... 15,000f

45,000f

CHAPITRE 15. — *Dépenses des exercices clos.*

Art. unique. Dépenses des exercices clos dont le paiement pourrait être réclamé pendant l'année 1840. (*Article 8 de la loi du 23 mai 1834.*) *Mémoire*.....

CHAPITRE 16. — *Dépenses des exercices périmés.*

Art. unique. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (*Article 8 de la loi du 10 mai 1838.*) *Mémoire*.....

TOTAL ÉGAL..... 20,252,425

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

N° 8188. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat de police dans la commune de Sérignan, département de Vaucluse. (*Saint-Cloud, 5 Août 1839.*)

N° 8189. — ORDONNANCES DU ROI portant création d'un quatrième commissariat de police dans la ville de Versailles (Seine-et-Oise), et d'un commissariat spécial de police pour la surveillance du chemin de fer de Montpellier à Cette (Hérault). (*Saint-Cloud, 10 Septembre 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 16 \* Septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 16 Septembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 681.

---

N° 8190. — *ORDONNANCE DU ROI sur l'organisation  
du Conseil d'État.*

Au palais de Saint-Cloud, le 18 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire  
d'état au département de la justice et des cultes, et de l'avis de  
notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

## **TITRE PREMIER.**

### **DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT.**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Notre Conseil d'état est composé,  
Indépendamment de nos ministres secrétaires d'état,

1° Des conseillers d'état;

2° Des maîtres des requêtes;

3° Des auditeurs;

4° D'un secrétaire général ayant titre et rang de maître  
des requêtes.

2. Notre garde des sceaux, ministre de la justice, est  
président du Conseil d'état.

Un conseiller d'état est nommé par nous vice-président.

3. Les membres du Conseil d'état sont en service ordi-  
naire ou en service extraordinaire.

4. Le service ordinaire se compose,

1° De trente conseillers d'état, y compris le vice-prési-  
dent;

2° De trente maîtres des requêtes;

*IX<sup>e</sup> Série.*

3<sup>e</sup> De quatre-vingts auditeurs.

5. Les membres du service ordinaire prennent part aux travaux et aux délibérations du Conseil d'état, dans toutes les matières administratives ou contentieuses.

6. Les fonctions de conseiller d'état et de maître des requêtes en service ordinaire sont incompatibles avec tout autre emploi administratif ou judiciaire.

7. Les conseillers d'état et les maîtres des requêtes en service ordinaire ne peuvent être révoqués qu'en vertu d'une ordonnance spéciale et individuelle, rendue par nous, sur le rapport du ministre président du Conseil d'état, et sur l'avis du Conseil des ministres.

8. Le service extraordinaire se compose de ceux qui auront été appelés par nous à en faire partie comme conseillers d'état ou maîtres des requêtes.

Les membres du Conseil d'état en service extraordinaire ne pourront prendre part aux travaux et délibérations qu'autant qu'ils y seront autorisés par ordonnance royale, dans les limites établies par les deux articles suivants.

9. Pourront seuls recevoir cette autorisation :

Les sous-secrétaires d'état,

Les membres des conseils administratifs placés auprès des ministères,

Les chefs préposés à la direction d'une branche de service dans les départements ministériels,

Le préfet de la Seine,

Le préfet de police.

Cette autorisation pourra être néanmoins conservée par nous à ceux des maîtres des requêtes actuellement en exercice qui ne rempliraient aucune des fonctions énoncées au paragraphe précédent.

10. Le nombre des conseillers d'état autorisés à participer aux travaux et délibérations ne pourra excéder les deux tiers du nombre des conseillers d'état en service ordinaire.

11. Les conseillers d'état et maîtres des requêtes qui cesseraient leurs fonctions ou prendraient leur retraite peuvent

être nommés par nous conseillers d'état et maîtres des requêtes honoraires.

12. Les auditeurs au Conseil d'état sont divisés en deux classes.

La première classe ne peut en comprendre plus de quarante.

Nul ne peut être nommé auditeur de première classe, s'il n'a été pendant deux ans au moins auditeur de seconde classe.

Le tableau des auditeurs est arrêté par nous, sur le rapport de notre garde des sceaux, au commencement de chaque année; ceux qui ne sont pas compris sur le tableau cessent de faire partie du Conseil d'état.

Toutefois les auditeurs ayant plus de trois ans d'exercice ne peuvent être révoqués que par une ordonnance spéciale.

Nul ne peut être auditeur pendant plus de six années. Après ce temps, ceux qui ne sont point placés dans le service public cessent d'appartenir au Conseil d'état.

Cette dernière disposition ne sera applicable aux auditeurs actuellement en exercice qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1842.

13. Avant d'entrer en fonctions, les membres du Conseil d'état prêtent, en assemblée générale, le serment prescrit par la loi.

14. Nul ne peut être nommé conseiller d'état, s'il n'est âgé de trente ans accomplis; maître des requêtes, s'il n'est âgé de vingt-sept ans; auditeur, s'il n'est âgé de vingt et un ans et licencié en droit.

## TITRE II.

### § 1<sup>er</sup>. MATIÈRES ADMINISTRATIVES NON CONTENTIEUSES.

15. Pour l'examen des affaires non contentieuses, notre Conseil d'état est divisé en cinq comités, savoir :

- 1° Le comité de législation;
- 2° Le comité de la guerre et de la marine;
- 3° Le comité de l'intérieur et de l'instruction publique;
- 4° Le comité du commerce, de l'agriculture et des travaux publics;



## 5° Le comité des finances.

16. Les comités délibèrent, pour en faire le rapport à l'assemblée générale du Conseil d'état, sur les projets de loi qui leur sont renvoyés par les ministres, ainsi que sur les ordonnances et règlements d'administration publique et les ordonnances qui doivent être rendues dans la même forme, lorsque ces projets de loi, ordonnances et règlements rentrent dans les attributions spéciales des départements ministériels auxquels ils correspondent.

Ils connaissent des affaires administratives sur lesquelles les ministres jugent à propos de les consulter.

Conformément à l'article 3 du règlement du 20 juin 1817 (1), ils revisent le travail des liquidations pour les pensions liquidées dans les ministères sur les fonds de l'État ou sur les fonds de retenue.

17. Le comité de législation correspond aux départements de la justice et des cultes et des affaires étrangères. Outre les attributions qui lui sont conférées à ce titre, il prépare tous les projets de lois d'intérêt général qui lui sont renvoyés par nos ministres.

Il est chargé de continuer les travaux de la commission instituée par l'ordonnance du 20 août 1824 (2), à l'effet de colliger et classer les lois et règlements encore en vigueur et de les réunir en recueil.

Il fait l'instruction des prises maritimes.

Il prépare les projets d'ordonnance sur les naturalisations, les changements de noms, les mises en jugement des fonctionnaires publics, les autorisations de plaider demandées par les communes, les appels comme d'abus et les vérifications de bulles.

Il dirige l'instruction et prépare le rapport des conflits; ce rapport continuera à être fait à l'assemblée générale du Conseil d'état en séance publique, et la délibération continuera à être prise conformément aux articles 29 et suivants.

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 161, n° 2335.

(2) ——— Bull. 691; n° 17,538.

18. Notre garde des sceaux arrête la répartition des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs dans chaque comité, selon les besoins du service.

19. Les rapports aux comités sur les projets de lois ou d'ordonnances portant règlement d'administration publique, sur les prises maritimes, les appels comme d'abus et les conflits, seront faits par les conseillers d'état et maîtres des requêtes.

Les autres rapports pourront être faits par les auditeurs.

20. Nos ministres secrétaires d'état président les comités attachés à leur ministère. Un conseiller d'état est en outre nommé vice-président par notre garde des sceaux, et il est chargé, sous les ordres de chaque ministre, de diriger en son absence les délibérations du comité, d'en convoquer les membres et de distribuer le travail.

21. Les délibérations du Conseil d'état sont prises en assemblée générale et à la majorité des voix.

L'assemblée générale est composée des ministres secrétaires d'état, des conseillers d'état en service ordinaire, et des conseillers d'état en service extraordinaire autorisés à participer aux travaux et délibérations.

Elle est présidée, en l'absence du garde des sceaux, par l'un des ministres présents à la séance.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

22. Les maîtres des requêtes en service ordinaire, et les maîtres des requêtes en service extraordinaire autorisés à participer aux travaux assistent à l'assemblée générale.

Ils ont voix consultative dans toutes les affaires, et voix délibérative dans celles dont ils sont rapporteurs.

23. Les auditeurs assistent aux séances des comités auxquels ils sont attachés. Ils ont voix délibérative dans les affaires qu'ils y rapportent.

Ils assistent également aux assemblées générales du Conseil d'état; ils ont voix consultative dans les affaires qu'ils y rapportent.

24. Le Conseil d'état ne peut délibérer si, non compris les

ministres, quinze au moins de ses membres ayant voix délibérative ne sont présents.

Les projets et avis sont signés par le président, le rapporteur et le secrétaire général. Ils sont transcrits sur le procès-verbal des délibérations, lequel fera mention des membres présents.

25. Les ordonnances rendues après délibération de l'assemblée générale du Conseil mentionnent que le Conseil d'état a été entendu. Cette mention n'est insérée dans aucune autre ordonnance.

Les ordonnances rendues après les délibérations d'un ou plusieurs des comités indiquent les comités qui ont été entendus.

#### § 2. MATIÈRES ADMINISTRATIVES CONTENTIEUSES.

26. Indépendamment des comités administratifs énoncés en l'article 15, un comité spécial est chargé de diriger l'instruction écrite et de préparer le rapport de toutes les affaires contentieuses. Ce comité est présidé par le conseiller d'état vice-président du Conseil d'état, et, en son absence, par le plus ancien conseiller d'état membre du comité. Il est composé de quatre conseillers d'état, de six maîtres des requêtes avec voix délibérative, et de douze auditeurs avec voix consultative.

27. Le rapport des affaires est fait au comité du contentieux et au Conseil d'état par celui des maîtres des requêtes ou des auditeurs qui a été désigné à cet effet par le président du comité.

Les auditeurs ont voix délibérative au comité et voix consultative à l'assemblée générale dans les affaires qu'ils y rapportent.

28. Trois maîtres des requêtes en service ordinaire sont désignés tous les six mois par notre garde des sceaux pour remplir les fonctions de commissaires du Roi dans toutes les affaires contentieuses.

Ils assistent aux séances du comité du contentieux.

29. Les affaires contentieuses sont rapportées au Conseil

d'état en assemblée générale et en séance publique ; les conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire siègent seuls à ces assemblées générales : les auditeurs y sont admis.

Après les rapports, les avocats des parties peuvent présenter des observations orales.

Le commissaire du Roi donne son avis.

30. Le maître des requêtes, rapporteur, a voix délibérative.

Le Conseil d'état ne peut délibérer, s'il n'est en nombre impair, et si au moins quinze de ses membres ayant voix délibérative ne sont présents.

Si les membres présents sont en nombre pair, le plus ancien des maîtres des requêtes présents est appelé avec voix délibérative.

Les membres du Conseil qui n'ont point entendu le rapport, les observations des avocats et l'avis du commissaire du Roi, ne peuvent prendre part à la délibération.

31. La délibération n'est point publique. Elle est prise à la majorité des suffrages, signée du président et du rapporteur et contresignée par le secrétaire général.

32. L'ordonnance qui intervient ensuite est lue en séance publique.

Les expéditions de cette ordonnance mentionnent les noms des membres du Conseil ayant voix délibérative qui ont composé l'assemblée générale lors de la délibération.

33. Les membres du Conseil ne peuvent participer aux délibérations relatives aux recours dirigés contre une décision d'un ministre, lorsque cette décision a été préparée par une délibération spéciale à laquelle ils ont pris part.

34. Le procès-verbal des séances du Conseil d'état délibérant sur les affaires contentieuses mentionne l'accomplissement des dispositions des articles 27, 29, 30 et 31 de la présente ordonnance.

Dans les cas où ces dispositions n'auraient pas été observées, l'ordonnance pourra être l'objet d'une demande en ré-



vision, laquelle sera introduite dans les formes de l'article 33 du règlement du 22 juillet 1806 (1).

35. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,*

*Signé* J. B. TESTE.

---

N° 8191. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition du Crédit ouvert par la Loi du 10 Août 1839 pour les Dépenses du Ministère de la Guerre, exercice 1840.*

A Paris, le 9 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 35 et 36 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (2), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi des dépenses du 10 août 1839, qui ouvre au département de la guerre, pour le service de l'exercice 1840, des crédits montant à deux cent quarante-sept millions sept cent un mille quatre cent soixante et dix francs, dont deux cent douze millions deux cent treize mille sept cent soixante et un francs applicables aux divisions territoriales de l'intérieur, et trente-cinq millions quatre cent quatre-vingt-sept mille sept cent neuf francs aux possessions françaises dans le nord de l'Afrique ;

Vu l'article 4 de la même loi, qui impose l'obligation de rendre un compte spécial et distinct de l'emploi de chacun des crédits ouverts pour travaux extraordinaires, civils et militaires, à exécuter en 1840 sur divers points de l'Algérie ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le crédit de deux cent quarante-sept millions sept cent un mille quatre cent soixante et dix francs ( 247,701,470<sup>f</sup> ), ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 août 1839 pour les dépenses du ministère de la guerre, exercice 1840, est et demeure réparti comme il suit entre les divers articles dont se composent les chapitres spéciaux du budget de ce département, savoir :

---

(1) IV<sup>e</sup> série, Bull. 107, n° 1793.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 579, n° 7437.



	1 <sup>re</sup> SECTION.	2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits législatifs.
	Divisions territoriales de l'intérieur.	Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinares civils et militaires	TOTAL.	
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>.</b> <i>Administration centrale.</i> (Personnel.)	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
ART. 1 <sup>er</sup> . Traitement du ministre	100,000	"	"	"	"	100,000
— 2. Appointements des chefs et commis.....	1,154,100	63,000	"	"	63,000	1,217,100
— 3. Gages des gens de ser- vice.....	91,000	3,000	"	"	3,000	94,000
<b>TOTAL du chapitre 1<sup>er</sup>...</b>	<b>1,345,100</b>	<b>66,000</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>66,000</b>	<b>1,411,100</b>
<b>CHAPITRE 2.</b> <i>Administration centrale.</i> (Matériel.)						
ART. 1 <sup>er</sup> . Fournitures générales.	183,750	6,000	"	"	6,000	189,750
— 2. Entretien de bâtiments et hôtels.....	54,000	"	"	"	"	54,000
<b>TOTAL du chapitre 2...</b>	<b>237,750</b>	<b>6,000</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>6,000</b>	<b>243,750</b>
<b>CHAPITRE 3.</b> <i>Frais généraux d'impres- sions.</i>						
ARTICLE unique.....	180,000	10,000	"	"	10,000	190,000
<b>CHAPITRE 3 bis.</b> <i>Gouvernement d'Afrique.</i>						
ARTICLE unique.....	"	396,000	"	"	396,000	396,000
<b>CHAPITRE 4.</b> <i>Etats - majors.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Traitement des maré- chaux de France, offi- ciers généraux supé- rieurs et autres d'état- major.....	6,753,524	507,850	"	"	507,850	7,261,374
— 2. Traitement de l'inten- dance militaire.....	2,140,842	183,355	"	"	183,355	2,324,197
— 3. Traitement de l'état- major des places....	1,250,245	21,460	"	"	21,460	1,271,705
— 4. Traitement de l'état- major particulier de l'artillerie.....	2,240,354	93,690	"	"	93,690	2,334,044
— 5. Traitement de l'état- major particulier du génie.....	2,287,646	86,570	"	"	86,570	2,374,216
<b>TOTAL du chapitre 4....</b>	<b>14,672,611</b>	<b>892,925</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>892,925</b>	<b>15,565,536</b>
<b>CHAPITRE 5.</b> <i>Gendarmerie.</i>						
ARTICLE unique.....	17,085,077	675,360	"	"	675,360	17,760,437

	1 <sup>re</sup> SECTION.	2 <sup>e</sup> SECTION.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits légitimes
	Divisions territoriales de l'intérieur.	Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				
		Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinaires civils et militaires	TOTAL.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
<b>CHAPITRE 5 bis.</b> <i>Subvention à la ville de Paris pour accroissement de la garde municipale.</i>						
ARTICLE unique.....	1,487,396	"	"	"	"	1,487,396
<b>CHAPITRE 6.</b> <i>Recrutement.</i>						
ARTICLE unique.....	474,750	"	"	"	"	474,750
<b>CHAPITRE 7.</b> <i>Justice militaire.</i>						
ARTICLE unique.....	176,750	70,269	2,000	"	72,069	248,419
<b>CHAPITRE 8.</b> <i>Solde et entretien des troupes.</i>						
<b>1<sup>re</sup> PARTIE.</b> <i>Solde et abonnement.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Solde de l'infanterie...	53,960,020	5,098,946	620,111	"	5,719,057	59,679,077
— 2. Solde de la cavalerie...	15,572,398	1,908,101	"	"	1,908,101	17,480,499
— 3. Solde de l'artillerie...	10,288,493	661,648	"	"	661,648	10,950,141
— 4. Solde du génie.....	1,764,810	493,902	"	"	493,902	2,258,712
— 5. Solde des équipages mili- taires.....	511,465	399,585	"	"	399,585	911,050
— 6. Solde des vétérans de l'armée.....	1,575,467	"	"	"	"	1,575,467
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> partie...	83,672,653	8,562,182	620,111	"	9,182,293	92,854,946
<b>2<sup>e</sup> PARTIE.</b> <i>Vivres et chauffage.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Personnel.....	594,832	187,000	"	"	187,000	781,832
— 2. Vivres.....	14,107,839	4,070,680	441,425	"	4,512,105	18,619,944
— 3. Chauffage et éclairage.	1,938,657	566,414	55,441	"	621,855	2,560,511
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> partie...	16,641,328	4,824,094	496,866	"	5,320,960	21,962,288
<b>3<sup>e</sup> PARTIE.</b> <i>Hôpitaux.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Personnel.....	1,848,988	781,211	"	"	781,211	2,630,199
— 2. Traitement des ma- lades dans les établis- sements.....	6,806,862	1,858,993	207,198	"	2,066,191	8,865,053
— 3. Approvisionnement de réserve.....	125,000	"	"	"	"	125,000
TOTAL de la 3 <sup>e</sup> partie...	8,780,850	2,640,204	207,198	"	2,847,402	11,628,252
<b>4<sup>e</sup> PARTIE.</b> <i>Service de marche.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Convois militaires....	739,757	28,253	"	"	28,253	768,010
— 2. Indemnités de route...	2,182,389	247,799	"	"	247,799	2,430,188
— 3. Frais de gîte et de logement.	276,224	15,880	842	"	16,722	292,946
TOTAL de la 4 <sup>e</sup> partie...	3,198,370	291,932	842	"	292,771	3,491,142
TOTAL du chapitre 8....	112,293,201	16,318,412	1,325,017	"	17,643,429	129,936,640

	1 <sup>re</sup> SECTION. — Divisions territoriales de l'intérieur.	2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits législatifs.
		Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinaires civils et militaires	TOTAL.	
<b>CHAPITRE 9.</b> <i>Habillement et campement.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Personnel.....	fr. 103,880	fr. 56,000	fr. "	fr. 56,000	fr. 159,880	
— 2. Matériel.....	10,005,601	1,885,364	153,521	"	2,038,885	12,044,486
TOTAL du chapitre 9....	10,109,481	1,941,364	153,521	"	2,094,885	12,204,366
<b>CHAPITRE 10.</b> <i>Lits militaires.</i>						
ART. unique. Lits militaires, loyer d'entretien et dépenses accessoires.....	4,533,601	354,785	42,217	"	397,002	4,930,603
<b>CHAPITRE 11.</b> <i>Transports généraux.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Transports directs....	615,750	151,366	2,179	"	153,545	769,295
— 2. Equipages militaires....	67,000	23,300	470	"	23,770	90,770
— 3. Frais de poste et de courriers.....	150,600	12,000	"	"	12,000	162,000
TOTAL du chapitre 11....	832,750	186,666	2,649	"	189,315	1,022,065
<b>CHAPITRE 12.</b> <i>Remonte générale.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Achat de chevaux de troupe.....	2,606,191	274,720	"	"	274,720	2,970,911
— 2. Achat de chevaux d'offi- ciers.....	549,400	25,550	"	"	25,550	574,950
— 3. Dépenses accessoires....	74,393	15,000	"	"	15,000	89,393
TOTAL du chapitre 12....	3,419,984	315,270	"	"	315,270	3,435,254
<b>CHAPITRE 13.</b> <i>Harnachement.</i>						
ART. unique. Harnache- ment des chevaux de cava- lerie.....	152,000	30,000	"	"	30,000	182,000
des chevaux d'artil- lerie.....	45,000	3,000	"	"	3,000	48,000
des chevaux du gé- nie.....	4,500	4,000	"	"	4,000	8,500
des chevaux d'équi- pages militaires..	6,000	6,000	"	"	6,000	12,000
TOTAL du chapitre 13....	207,500	43,000	"	"	43,000	247,500
<b>CHAPITRE 14.</b> <i>Fourrages.</i>						
ART. unique.....	17,954,453	4,175,035	11,419	"	4,186,454	22,140,997

	1 <sup>re</sup> SECTION.	2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits législatifs
	Divisions territoriales de l'intérieur.	Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinares civils et militaires	TOTAL.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
<b>CHAPITRE 15.</b>						
<i>Solde de non-activité.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Officiers généraux (A)...	417,500	"	"	"	"	417,500
— 2. Officiers supérieurs et autres.....	537,825	"	"	"	"	537,825
TOTAL du chapitre 15...	955,325	"	"	"	"	955,325
<b>CHAPITRE 16.</b>						
<i>Dépenses temporaires.</i>						
ART. 1 <sup>er</sup> . Ancienne solde de non-activité.	1 <sup>re</sup> . Solde de non-activité régies par les ordonnances des 20 mai 1818 et 5 mai 1824.....	40,000	"	"	"	40,000
	2. Solde de congé aux officiers des corps licen- ciés avant la loi du 19 mai 1834...	880,000	"	"	"	880,000
ART. 2. Traitements de réforme.	565,000	"	"	"	"	565,000
— 3. Secours.....	997,000	"	"	"	"	997,000
— 4. Traitements temporaires aux employés réformés.	2,292	"	"	"	"	2,292
TOTAL du chapitre 16...	2,484,292	"	"	"	"	2,484,292
<b>CHAPITRE 16 bis.</b>						
<i>Subvention aux caisses de retraite.</i>						
ART. unique.....	548,400	"	"	"	"	548,400
<b>CHAPITRE 17.</b>						
<i>Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France.</i>						
ART. unique..	Dépôt de la guerre.....	177,000	4,000	"	4,000	181,000
	Nouvelle carte de France...	200,000	"	"	"	200,000
TOTAL du chapitre 17...	377,000	4,000	"	"	4,000	381,000

(A) Cet article figure ici pour ordre, attendu que par l'effet de la loi du 4 août 1839 les officiers généraux en non-activité sont maintenant partie de la 2<sup>e</sup> section du cadre de l'état-major général, et doivent, par conséquent, être payés au titre du chapitre 4.

	1 <sup>re</sup> SECTION.		2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits législatifs.
	Divisions territoriales de l'intérieur.		Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinares civils et militaires	TOTAL.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
<b>CHAPITRE 18.</b> <i>Matériel de l'artillerie.</i>							
ART. 1 <sup>re</sup> . Arse- naux, direc- tions, écoles et dépôt cen- tral de l'artil- lerie .....	§ 1 <sup>re</sup> . Dépenses ordinaires...	1,832,760	150,000	"	"	150,000	1,982,760
	§ 2. Travaux ex- traordinaires en Afrique..	"	"	"	200,000	200,000	200,000
ART. 2. Armes portatives.....		3,193,500	"	"	"	"	3,193,500
— 3. Fonderies et forges....		735,290	"	"	"	"	735,290
<b>TOTAL du chapitre 18...</b>		5,761,550	150,000	"	200,000	350,000	6,111,550
<b>CHAPITRE 18 bis.</b> <i>Poudres et salpêtres.</i> (Personnel.)							
ART. unique.....		407,619	"	"	"	"	407,619
<b>CHAPITRE 18 ter.</b> <i>Poudres et salpêtres.</i> (Matériel.)							
ART. unique.....		2,262,841	"	"	"	"	2,262,841
<b>CHAPITRE 19.</b> <i>Matériel du génie.</i>							
ART. 1 <sup>re</sup> . Fortifications.....		4,180,000	500,000	"	"	500,000	4,680,000
ART. 2. Bâtimens militaires.	§ 1 <sup>re</sup> . Dépenses ordinaires...	5,659,500	1,150,000	"	"	1,150,000	6,809,500
	§ 2. Travaux ex- traordinaires en Afrique..	"	"	"	1,000,000	1,000,000	1,000,000
ART. 3. Établissements du ser- vice du génie et dépenses accessoires.....		294,500	146,000	"	"	146,000	440,500
<b>TOTAL du chapitre 19...</b>		10,134,000	1,796,000	"	1,000,000	2,796,000	12,930,000
<b>CHAPITRE 20.</b> <i>Écoles militaires.</i>							
ART. 1 <sup>re</sup> . École polytechnique..		668,010	"	"	"	"	668,010
— 2. École spéciale militaire de Saint-Cyr.....		441,000	"	"	"	"	441,000
— 3. Collège royal militaire.		326,000	"	"	"	"	326,000
— 4. École de cavalerie.....		174,000	"	"	"	"	174,000
— 5. École spéciale d'état- major.....		55,200	"	"	"	"	55,200
— 6. École d'application de l'artillerie et du génie à Metz.....		120,000	"	"	"	"	120,000
<i>A reporter.....</i>		1,784,210	"	"	"	"	1,784,210



	1 <sup>re</sup> SECTION.	2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits légitimes.
	Divisions territoriales de l'intérieur.	Troupes	Corps	Travaux extraor- dinares civils et militaires	TOTAL.	
		françaises.	étrangers			
	fr.	fr.	frs	fr.	fr.	fr.
Report.....	1,784,210	"	"	"	"	1,784,210
— 7. Gymnases militaires....	44,000	"	"	"	"	44,000
— 8. Écoles régimentaires de l'infanterie et de la ca- valerie .....	135,000	"	"	"	"	135,000
TOTAL du chapitre 20...	1,963,210	"	"	"	"	1,963,210
CHAPITRE 21.						
Invalides de la guerre.						
ART. 1 <sup>er</sup> . Frais d'administration.	276,017	"	"	"	"	276,017
— 2. Solde et entretien.....	2,201,103	"	"	"	"	2,201,103
— 3. Bâtimens et mobilier..	135,000	"	"	"	"	135,000
TOTAL du chapitre 21...	2,612,120	"	"	"	"	2,612,120
CHAPITRE 22.						
Services militaires irréguliers en Afrique.						
ART. 1 <sup>er</sup> . Services militaires in- digènes.....	"	"	1,755,000	"	1,755,000	1,755,000
— 2. Service maritime.....	"	190,000	"	"	190,000	190,000
TOTAL du chapitre 22...	"	190,000	1,755,000	"	1,945,000	1,945,000
CHAPITRE 23.						
Services civils en Afrique.						
ART. unique.....	"	1,355,000	"	"	1,355,000	1,355,000
CHAPITRE 23 bis.						
Travaux publics extraordinaires en Afrique.						
ART. unique..	Dessèchemens.	"	"	300,000	300,000	300,000
	Routes.. ..	"	"	500,000	500,000	500,000
	Prolongation du môle d'Alger,	"	"			
	travaux mari- times à Stora	"	"	900,000	900,000	900,000
	et Philippe- ville.....	"	"	100,000	100,000	100,000
	Lazaret d'Alger	"	"			
TOTAL du chapitre 23 bis.	"	"	"	1,800,000	1,800,000	1,800,000
CHAPITRE 24.						
Dépenses accidentelles et secrètes.						
ART. unique.....	"	250,000	"	"	250,000	250,000

RÉCAPITULATION.	1 <sup>re</sup> SECTION.	2 <sup>e</sup> SECTION. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.				TOTAL GÉNÉRAL des crédits législatifs.
	Divisions territoriales de l'intérieur.	Troupes françaises.	Corps étrangers	Travaux extraor- dinaires civils et militaires	TOTAL.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
CHAP. 1 <sup>re</sup> . Administration cen- trale. (Personnel.) . . .	1,345,100	66,000	"	"	66,000	1,411,100
— 2. Administration cen- trale. (Matériel.) . . .	237,750	6,000	"	"	6,000	243,750
— 3. Frais généraux d'im- pressions . . . . .	180,000	10,000	"	"	10,000	190,000
— 3 bis. Gouvernement d'Afrique . . . . .	"	396,000	"	"	396,000	396,000
— 4. États-majors . . . . .	14,672,611	893,925	"	"	893,925	15,565,536
— 5. Gendarmerie . . . . .	17,085,077	675,360	"	"	675,360	17,760,437
— 5 bis. Subvention à la ville de Paris pour accroissement de la garde municipale . . .	1,487,396	"	"	"	"	1,487,396
— 6. Recrutement . . . . .	474,750	"	"	"	"	474,750
— 7. Justice militaire . . .	176,750	70,069	2,000	"	72,069	248,819
— 8. Solde et entretien des troupes . . . . .	112,293,201	16,318,412	1,325,017	"	17,643,429	129,936,630
— 9. Habillement et cam- pement . . . . .	10,109,481	1,941,364	153,521	"	2,094,885	12,204,366
— 10. Lits militaires . . . .	4,533,601	354,785	42,217	"	397,002	4,930,603
— 11. Transports généraux .	832,750	186,666	2,649	"	189,315	1,022,065
— 12. Remonte générale . .	3,119,984	315,270	"	"	315,270	3,435,254
— 13. Harnachement . . . .	204,500	43,000	"	"	43,000	247,500
— 14. Fourrages . . . . .	17,954,453	4,175,035	11,419	"	4,186,454	22,140,907
— 15. Solde de non-acti- vité . . . . .	955,325	"	"	"	"	955,325
— 16. Dépenses temporai- res . . . . .	2,484,292	"	"	"	"	2,484,292
— 16 bis. Subvention aux caisses de retraites . . .	548,400	"	"	"	"	548,400
— 17. Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France . . . . .	377,000	4,000	"	"	4,000	381,000
— 18. Matériel de l'artille- rie . . . . .	5,761,550	150,000	"	200,000	350,000	6,111,550
— 18 bis. Poudres et sal- pêtres. (Personnel.) . . .	407,619	"	"	"	"	407,619
— 18 ter. Poudres et sal- pêtres. (Matériel.) . . .	2,262,841	"	"	"	"	2,262,841
— 19. Matériel du génie . .	10,134,000	1,796,000	"	1,000,000	2,796,000	12,930,000
— 20. Ecoles militaires . . .	1,963,210	"	"	"	"	1,963,210
— 21. Invalides de la guerre	2,612,120	"	"	"	"	2,612,120
— 22. Services militaires ir- réguliers en Afrique . .	"	190,000	1,755,000	"	1,945,000	1,945,000
— 23. Services civils en Afrique . . . . .	"	1,355,000	"	"	1,355,000	1,355,000
— 23 bis. Travaux publics extraordinaires en Afrique . . . . .	"	"	"	1,800,000	1,800,000	1,800,000
— 24. Dépenses accidentel- les et secrètes . . . . .	"	250,000	"	"	250,000	250,000
TOTAUX GÉNÉRAUX . . .	212,213,761	29,195,886	3,291,823	3,000,000	35,487,709	247,701,470

2. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8192. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Guerre, par suite du renchérissement des Denrées, un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1839.*

A Paris, le 14 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1839, par suite du renchérissement des denrées, un crédit supplémentaire de deux millions six cent quarante-trois mille francs, applicable aux sections, chapitres et articles ci-après, savoir :

1<sup>re</sup> SECTION. *Divisions territoriales de l'intérieur.*

CHAPITRE 8, 2<sup>e</sup> partie, article 2, vivres. . . . . 1,834,910<sup>f</sup>

III<sup>e</sup> SECTION. *Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.*

CHAPITRE 8, 2<sup>e</sup> partie, article 2, vivres. . . . . 808,090

TOTAL ÉGAL. . . . . 2,643,000

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres dans leur prochaine session.

(1) Bull. 579, n° 7437.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé* SCHNEIDER.

---

N° 8193. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit supplémentaire pour Encouragements aux Pêches maritimes.*

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature détaillée des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de un million de francs (1,000,000<sup>f</sup>), applicable au chapitre X du budget de ce ministère (*encouragements aux pêches maritimes*).

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés,

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

chacun en ce qui le concerne , de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINÉ.

---

N° 8194. — *ORDONNANCE DU ROI* qui ajoute le Port de Saint-Valéry-sur-Somme à ceux désignés pour l'Entrepôt des Marchandises prohibées, et accorde à la ville d'Abbeville l'Entrepôt réel des Marchandises non prohibées.

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 8 floréal an XI, 9 et 27 février 1832, relatives à l'établissement des entrepôts aux frontières et dans l'intérieur du royaume ;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le port de Saint-Valéry-sur-Somme est ajouté à ceux que l'article 17 de la loi du 9 février 1832 désigne pour l'entrepôt des marchandises prohibées de toute espèce.

2. L'entrepôt réel des marchandises non prohibées est accordé à la ville d'Abbeville, sous les conditions déterminées par les lois et règlements, et spécialement par l'article 25 de la loi du 8 floréal an XI.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINÉ.

---

N° 8195. — *ORDONNANCE DU ROI* portant :

1° Les communes de Miran et de Rozès, canton de Valence, arrondissement de Condom ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Rozès ;



2° Les communes de Saint-Jean-Poutgé et de Pléhaut, canton de Vic-Fezensac, arrondissement d'Auch ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Jean-Poutgé;

3° Les communes de Peyrigué et de Seysses-Savès, canton de Samatan, arrondissement de Lombez ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Seysses-Savès;

4° Les communes de Saint-Saury et de Lucvielle, canton de Gimont, arrondissement d'Auch ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Saury;

5° Les communes de Bazian et de Saint-Yors, canton de Vic-Fezensac, arrondissement d'Auch ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Bazian;

6° Les communes de Pouyloubrin et de Lamothe, canton de Saramon, arrondissement d'Auch ( Gers ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Pouyloubrin;

7° Les communes de la Poterie des Vignats et de Gueprey, canton de Trun, arrondissement d'Argentan ( Orne ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Gueprey;

8° La commune de Congé, canton d'Alençon ( est ), arrondissement d'Alençon ( Orne ), est supprimé et réunie, partie à la commune de Valframbert, et partie à celle de Semallé dépendant toutes deux du même canton; en conséquence, la limite entre les communes de Valframbert et de Semallé, est fixée dans la direction du ruisseau du pont de pierre et du chemin de Semallé au moulin d'Haché, selon le tracé de la ligne ponctuée en rouge sur le plan ci-annexé;

9° Les communes de Livet et de Beaufay, canton de Laigle ( Orne ), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Beaufay;

10° Les communes de Ternant et de Monnai, canton de la Ferté-Fresnel, arrondissement d'Argentan ( Orne ), sont réunies en une seule dont le chef-lieu est fixé à Monnai;

11° Les communes de Livers et de Cazelles, canton de Cordes, arrondissement de Gaillac ( Tarn ), sont réunies en une seule, qui prendra le nom de *Livers-Cazelles*, et dont le chef-lieu est fixé à Cazelles;

12° La commune de Marnhagues et Latour, canton de Cornus, arrondissement de Saint-Affrique ( Aveyron ), est distraite de la municipalité de Saint-Jean et Saint-Paul, même canton, et rétablie telle qu'elle était avant l'arrêté préfectoral du 5 messidor an VIII;

13° La section de Loupiac est distraite de la commune de Payrac, canton de Payrac, arrondissement de Gourdon ( Lot ), et est érigée en municipalité distincte, dont le chef-lieu est fixé à Loupiac;

14° La section de Frébuans est distraite de la commune de Chilly, canton et arrondissement de Lons-le-Saulnier ( Jura ), et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Frébuans ;

15° La section de Kerfourne est distraite de la commune de Noyal-Pontivy, arrondissement de Pontivy ( Morbihan ), et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Kerfourne ;

16° La section de Saint-Thuriau est distraite de la commune de Noyal-Pontivy et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Thuriau ;

17° La section de Saint-Gérand est distraite de la commune de Noyal-Pontivy et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Gérand ;

18° La section de Gueltas est distraite de la commune de Noyal-Pontivy et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Gueltas ;

19° Il est déclaré que la limite entre les communes de Brughéas, canton d'Escurolles, arrondissement de Gannat (Allier), et de Bas et Lezat, canton de Randans, arrondissement de Riom ( Puy-de-Dôme ), est fixée dans la direction de la ligne A H G F du plan ci-annexé, et qu'en conséquence les terrains compris audit plan entre cette limite et la ligne jaune A F font partie de la commune de Bas et Lezat. ( *Saint-Cloud, 5 Août 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 25 \* Septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 25 Septembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 682.

---

N° 8196. — *ORDONNANCE DU ROI portant fixation du Prix des Tabacs.*

Au château d'Eu, le 27 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816 sur les tabacs ;

Vu la loi du 12 février 1835, qui proroge le régime exclusif jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1842 ;

Vu la loi du 4 juillet 1837 sur les poids et mesures ;

Vu les ordonnances des 24 août 1830 (1), 18 mars 1832 (2), 14 juillet 1833 (3), 17 janvier 1834 (4) et 19 septembre 1836 (5), qui fixent les prix de différentes espèces de tabacs et la délimitation des lignes où la vente des tabacs à prix réduits est autorisée ;

Voulant mettre le prix du tabac dit *de cantine*, sur l'extrême frontière, en rapport avec celui du tabac vendu à l'étranger, et régler les prix de tous les tabacs de manière que les sous-divisions de ces prix correspondent, autant qu'il est possible, aux fractions décimales des nouveaux poids dont il sera fait usage en 1840 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, le prix des tabacs scaferlati et des rôles vendus comme tabac dit *de cantine* sera porté, dans les subdivisions de la première ligne où la vente en est autorisée, de un franc trente-cinq centimes le kilogramme à un franc soixante et dix centimes pour les débi-tants, et de un franc soixante centimes à deux francs pour les consommateurs.

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 8, n° 117.

(2) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 145, n° 4083.

(3) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 241, n° 4898.

(4) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 281, n° 5164.

(5) Bull. 458, n° 6508.

2. Au 1<sup>er</sup> janvier 1840, les prix des tabacs de toute espèce seront fixés, tant pour les livraisons aux entrepreneurs et aux débitants que pour la vente aux consommateurs, conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé

*Tableau du Prix de vente*

DÉSIGNATION des ESPÈCES ET QUALITÉS DE TABACS.		PRIX DE VENTE par KILOGRAMME (a),		OBSERVATIONS.		
		dont il est compté au trésor.	payé par les consom- mateurs.			
TABACS VENDUS PAR LES ENTREPOSEURS.						
Tabacs étrangers.	{ Cigares fabriqués à la Havane.....	Régalia...	48 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	50 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	20 c. par cigare. }	
		Ordinaires.	36 50	37 50	15 c. par cigare. }	
		Carottes à pulvériser.....	9 50	10 00		
TABACS VENDUS PAR LES DÉBITANTS.						
Tabacs étrangers.	{ Cigares fabriqués à la Havane.....	Régalia...	43 50 <sup>c</sup>	50 00	20 c. par cigare. }	
		Ordinaires.	32 50	37 50	15 c. par cigare. }	
	Cigares fabriqués en France...		22 00	25 00	10 c. par cigare. 250 cig. pour un kil.	
	Poudres.....		11 10	12 00		
	Scaferlati.....		11 10	12 00		
Tabacs ordinaires.	Rôles menu-filés.....		9 80	11 00	Diminution de 20 c. pour le consomm.	
	{ Cigares.....		11 00	12 50	5 c. par cigare. 250 cig. pour un kil.	
			7 00	8 00		
	Poudres.....		7 00	8 00		
	Scaferlati.....		7 00	8 00		
	Rôles.....		7 00	8 00	(a) Tous les prix en regard desquels n'est placée aucune observation sont les mêmes qu'en 1839.	
	Carottes à fumer.....		7 00	8 00	(b) Il n'y a aucun changement des prix de vente de ces tabacs; seulement on comptera 250 cigares au kilogramme au lieu de 224 pour les cigares fabriqués en France, mais le prix de chaque cigare restera le même pour le consommateur.	

Pour être annexé à l'ordonnance royale du 27 août 1839.

de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

acs au 1<sup>er</sup> janvier 1840.

DÉSIGNATION des ESPÈCES ET QUALITÉS de tabacs.		PRIX DE VENTE par KILOGRAMME (a),		LIGNES ET SUBDIVISIONS où il peut être vendu des tabacs à prix réduits.			OBSERVATIONS.
		dont il est compté au trésor.	payé par les consom- mateurs.				
Suite des TABACS ACHETÉS PAR LES DÉBITANTS.							
Intermédiaires.....	Poudres....	5 <sup>f</sup> 55 <sup>c</sup>	6 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	2 <sup>e</sup> ligne.	2 <sup>e</sup> subdiv.	Part. nord.	Augmentation de 10 cent. par kilogramme pour le consommateur.
	Scaferlati...	5 55	6 50	3 <sup>e</sup> ligne.	Partie est. ....		
	Rôles.....	5 55	6 50	4 <sup>e</sup> ligne.			
				3 <sup>e</sup> ligne.	(Partie nord. .... Partie est. ....)		
Sdits de fine.....	Poudres....	3 40	4 00	1 <sup>re</sup> ligne	2 <sup>e</sup> subdiv.	Partie est.	Diminution de 20 cent. pour le consommateur.  Augmentation de 10 cent. pour le consommateur.
				2 <sup>e</sup> ligne.	(1 <sup>re</sup> subdivision. .... 2 <sup>e</sup> subdiv. ....)		
		2 55	3 00	1 <sup>re</sup> ligne	1 <sup>re</sup> subdiv.	Partie est.	
		2 15	2 50	1 <sup>re</sup> ligne	1 <sup>re</sup> subdiv.	Part. nord.	
		3 40	4 00	3 <sup>e</sup> ligne.	(Partie nord. .... Partie est. ....)		
		2 55	3 00	2 <sup>e</sup> ligne.	2 <sup>e</sup> subdiv.	Part. nord.	
						Partie est.	
				1 <sup>re</sup> ligne	2 <sup>e</sup> subdiv.	Partie est.	
				2 <sup>e</sup> ligne.	1 <sup>re</sup> subdivision. ....		
		1 70	2 00	1 <sup>re</sup> ligne	1 <sup>re</sup> subdiv.	Part. nord.	
						Partie est.	
					2 <sup>e</sup> subdiv.	Part. nord.	
Sdits de fine.....	Scaferlati...	3 40	4 00	2 <sup>e</sup> ligne.	2 <sup>e</sup> subdiv.	Part. nord.	Diminution de 20 cent. pour le consommateur.  Augmentation de 10 cent. pour le consommateur.
						Partie est.	
		2 55	3 00	1 <sup>re</sup> ligne	2 <sup>e</sup> subdiv.	Partie est.	
		2 15	2 50	2 <sup>e</sup> ligne.	1 <sup>re</sup> subdivision. ....		
		1 70	2 00	1 <sup>re</sup> ligne	1 <sup>re</sup> subdiv.	Part. nord.	
Sdits de fine.....	Rôles.....	3 40	4 00	2 <sup>e</sup> ligne.	2 <sup>e</sup> subdiv.	Part. nord.	Diminution de 20 cent. pour le consommateur.  Augmentation de 10 cent. pour le consommateur.
						Partie est.	
		2 55	3 00	1 <sup>re</sup> ligne	2 <sup>e</sup> subdiv.	Partie est.	
		2 15	2 50	2 <sup>e</sup> ligne.	1 <sup>re</sup> subdivision. ....		
		1 70	2 00	1 <sup>re</sup> ligne	1 <sup>re</sup> subdiv.	Part. nord.	

Ministre des finances, signé H. PASSY.



**N° 8197. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe les Droits à percevoir au passage des Bacs y désignés.**

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS.**

Vu l'article 10, titre IV de la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an X) qui autorise le Gouvernement à déterminer les taxes à percevoir au passage des bacs et bateaux, et l'article 10, titre I<sup>er</sup> de la loi du 14 juillet 1838, qui maintient l'exercice de ce droit ;

Vu le tarif arrêté le 11 juillet 1804 (22 messidor an XII) pour la perception des taxes aux passages de Canet et autres, situés dans le département de l'Aude ;

Vu la proposition du préfet de ce département, ayant pour objet de rendre ce tarif applicable au passage du bac établi sur l'Aude, au-dessus du moulin de Saint-Nazaire ;

Vu le tarif arrêté le 21 janvier 1804 (30 nivôse an XII), pour la perception des taxes aux passages de Saint-Hubert et autres, situés dans le département des Côtes-du-Nord ;

Vu la proposition du préfet de ce département, tendant à faire l'application de ce tarif au passage du bac du Châtelier, établi sur la Rance ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** 1° La perception des droits au passage du bac établi sur l'Aude, à Saint-Nazaire, département de l'Aude, aura lieu conformément au tarif arrêté le 11 juillet 1804 (22 messidor an XII), pour les passages de Canet et autres, situés dans ce département ;

2° La perception des droits au passage du bac du Châtelier, sur la Rance, département des Côtes-du-Nord, aura lieu conformément au tarif arrêté le 21 janvier 1804 (30 nivôse

an XII), pour les passages d'eau de Saint-Hubert et autres, situés dans ce département.

2. Sont affranchis de toutes taxes les fonctionnaires publics, agents de l'administration et autres qui, d'après les dispositions du cahier des charges de l'adjudication des droits, sont appelés à jouir de la franchise du péage.

3. Le batelier n'est tenu de passer avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou officiers de police, agents des douanes et des contributions indirectes et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

---

N° 8198. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation d'un Brevet d'importation et de perfectionnement.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le certificat de demande du brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 20 juillet 1838, au sieur *de Pebrer (Paul)*, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 7, pour un appareil calorifère économique se réglant par lui-même, qu'il nomme *calorifère à manomètre* ;

Vu les certificats de demandes de deux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre qui lui ont été délivrés les 12 octobre et 22 décembre suivants ;

Vu les observations contenues dans sa requête du 7 juin 1839,

desquelles il résulte qu'il aurait demandé dans un délai utile la prolongation à la durée du brevet principal, et que c'est par erreur qu'il n'a pas été fait droit à cette demande ;

Vu l'article 8 de la loi du 7 janvier 1791, et l'article 8 du titre II de celle du 25 mai de la même année ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans pris, le 20 juillet 1838, par le sieur *de Pebrer*, pour un appareil calorifère économique se réglant par lui-même, qu'il nomme *calorifère à manomètre*, ainsi que les deux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, pris par le même, les 12 octobre et 22 décembre suivants, sont prorogés de dix ans, en sorte qu'ils conserveront leur force et leur valeur, et sortiront leur plein et entier effet, jusqu'au 20 juillet 1853.

2. La présente prorogation est accordée à la charge par le demandeur de compléter le paiement de la taxe établie par le tarif annexé à la loi du 25 mai 1791, pour la délivrance des brevets de quinze ans.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

---

**N° 8199. — ORDONNANCE DU ROI** qui affecte au service du *Ministère des Travaux publics l'ancien Hôtel Molé, sis rue Saint-Dominique, n° 58.*

Au palais des Tuileries, le 10 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;**

**Vu l'ordonnance réglementaire du 14 juin 1833 (1) ;**

**Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ;**

**Considérant que les bureaux du ministère des travaux publics se trouvent aujourd'hui dans un état de dissémination essentiellement contraire au bien du service ; qu'il est nécessaire de les réunir autant que possible dans un seul et même local, et que l'ancien hôtel Molé, sis rue Saint-Dominique, n° 58, qui va devenir vacant par suite de la translation prochaine des bureaux du Conseil d'état dans les bâtiments du quai d'Orsay, peut être utilement affecté à cette destination,**

**AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** L'ancien hôtel Molé, sis rue Saint-Dominique, n° 58, est affecté avec ses dépendances au service du ministère des travaux publics.

**2.** Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

*Signé J. DUFAURE.*

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 234, n° 4853.

**N° 8200. — ORDONNANCE DU ROI portant répartition, pour l'exercice 1839, des Crédits appartenant au Budget extraordinaire des Travaux publics.**

**Au palais des Tuileries, le 17 Septembre 1839.**

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Vu la loi du 17 mai 1837 portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaires de travaux publics;**

**Vu les diverses lois rendues pendant les sessions législatives de 1837, 1838 et 1839, qui ont autorisé des dépenses imputables sur ce fonds extraordinaire et réalisables en plusieurs années;**

**Vu l'article 7 de la loi précitée du 17 mai 1837, permettant le report, sur l'exercice courant, des sommes non dépensées sur les crédits antérieurs;**

**Vu notre ordonnance du 28 avril 1839 (1), qui joint les reports provisoires de 1838 aux crédits de 1839 et établit une répartition du tout par entreprises ou articles;**

**Considérant que le résultat de la liquidation des dépenses de l'exercice 1838 a dû changer le chiffre des reports provisoires; qu'il importe de joindre les reports de cet exercice actuellement connus, non-seulement aux crédits de 1839, existant à l'époque de notre ordonnance précitée, mais encore aux nouveaux crédits résultant pour l'exercice 1839 des diverses lois des 26 juillet, 1<sup>er</sup> et 9 août derniers.**

**Voulant établir une répartition générale, basée sur les fonds réellement disponibles pour l'exercice 1839 et calculée d'après les dépenses faites ou à faire en 1839, par entreprises ou articles, mais dans la limite des crédits généraux qui leur sont affectés par des lois;**

**Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;**

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

---

(1) Bull. 649, n° 7943.



ART. 1<sup>er</sup>. La somme de soixante et onze millions huit cent trente-sept mille francs, appartenant au budget extraordinaire des travaux publics et composée des reports de 1838 et des crédits de 1839, est répartie par articles sur l'exercice 1839, conformément au tableau ci-annexé.

2. Notre ordonnance précitée du 28 avril 1839 est et demeure abrogée en ce qu'elle peut avoir de contraire à la présente ordonnance.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

Signé J. DUFAURE.

*Répartition par Articles, pour l'exercice 1239, des Crédits par Chapitres*

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	REPORTS de 1838 sur 1839.	CRÉDITS de 1839.	TOTAUX des reports de 1838 et des crédits de 1839.
1 <sup>er</sup>	Routes royales classées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1837.	2,400,000 <sup>f</sup>	13,500,000 <sup>f</sup>	15,900,000 <sup>f</sup>
2	Routes royales classées depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1837.	260,000	850,000	1,110,000
3	Routes royales et ports maritimes de la Corse.	45,000	1,400,000	1,445,000
4	Routes stratégiques de l'Ouest. . . .	78,000	1,000,000	1,078,000
5	Ponts. . . . .	639,000	280,000	919,000
6	Amélioration de rivières . . . . .	2,832,000	11,850,000	14,682,000
	<i>A reporter</i> . . . . .	6,254,000	28,880,000	35,134,000

et même exercice réunis aux Reports par Chapitres de l'exercice 1838.

## NOUVELLE RÉPARTITION POUR L'EXERCICE 1839.

Dates des lois.	Désignation des articles.	Crédits pour 1839.
Loi du 14 mai 1837.	Achèvement des lacunes et rectification des rampes .....	10,700,000 <sup>f</sup>
	Réparations extraordinaires .....	5,200,000
		<u>15,900,000</u>
<i>Idem.</i> Loi du 26 juill. 1839.	Route de Marseille en Italie .....	250,000
	— de Montpellier à Digne .....	247,000
	— de Nevers à Dijon .....	250,000
	— de Rennes à Brest .....	263,000
	— de Metz à Trèves par Sierck .....	100,000
		<u>1,110,000</u>
Loi du 14 mai 1837.	Achèvement des routes royales de la Corse...	1,000,000
Loi du 26 juill. 1839.	Ports maritimes de la Corse .....	245,000
	Construction de nouvelles routes royales....	200,000
		<u>1,445,000</u>
Lois des 25 juin 1837 et 26 juillet 1839.	Achèvement des routes stratégiques de l'Ouest.	1,078,000
Loi du 2 juin 1837.	Reconstruction de ponts .....	639,000
Loi du 26 juill. 1839.	Pont de la Roche-Bernard .....	280,000
		<u>919,000</u>
Loi du 19 juill. 1837.	Navigation de l'Aa .....	500,000
	— de la Meuse .....	1,400,000
	— de la Marne .....	2,000,000
	— de la Seine .....	1,372,000
	— de l'Yonne .....	400,000
	— de la Vilaine .....	230,000
	— de la Charente .....	400,000
	— de la Dordogne .....	600,000
	— du Tarn .....	600,000
	— du Lot .....	1,500,000
	des cinq rivières désignées dans la loi du 30 juin 1835 .....	1,537,000
	<i>A reporter</i> .....	<u>10,539,000</u>

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	REPORTS de 1838 sur 1839.	CRÉDITS de 1839.	TOTAUX des reports de 1838 et des crédits de 1839.
	<i>Report.....</i>	6,254,000 <sup>f</sup>	28,880,000 <sup>f</sup>	35,134,000 <sup>f</sup>
7	Service des canaux de 1821 et 1822.	2,070,000	8,000,000	10,070,000
8	Études de navigation.. . . . .	183,000	"	183,000
9	Amélioration de ports maritimes..	2,180,000	9,520,000	11,700,000
	<i>A reporter.....</i>	10,687,000	46,400,000	57,087,000

## NOUVELLE RÉPARTITION POUR L'EXERCICE 1839.

Dates des lois.	Désignation des articles.	Crédits pour 1839.
	<i>Report</i> .....	10,539,000 <sup>f</sup>
Loi du 19 juill. 1837.	Navigation de la Saône.....	2,100,000
	— de l'Aisne.....	2,000,000
	Quai Saint-Bernard.....	43,000
		14,682,000
Loi du 12 juill. 1837.	Canaux de 1821 et 1822.....	2,070,000
Loi du 9 août 1839.	Canaux de 1821 et 1822 terminés.....	1,000,000
	— de 1821 et 1822 non terminés.....	7,000,000
		10,070,000
Loi du 12 juill. 1837.	Études de navigation.....	183,000
Loi du 19 juill. 1837.	Port de Dunkerque.....	440,000
	— de Calais.....	840,000
	— de Boulogne.....	150,000
	Baie de Somme.....	140,000
	Port de Tréport.....	160,000
	— de Granville.....	350,000
	Bassin à flot de Saint-Malo.....	1,299,100
	Port de Landerneau.....	90,000
	— de Lorient.....	360,000
	— de Vannes.....	140,000
	— de Palais à Belle-Ile-en-Mer.....	160,000
	— de Saint-Gilles.....	130,000
	— de la Ciotat.....	130,000
	— de Cannes.....	319,900
Loi du 19 juill. 1837.	Port d'Honfleur.....	800,000
	Canal maritime de Caen à la mer.....	860,000
	Port de Dieppe.....	600,000
Loi du 19 juill. 1837.	— de Vendres.....	450,000
	Port de Fécamp.....	140,000
Loi du 21 juin 1838.	Port de Cherbourg.....	280,000
	— de Saint-Georges-du-Douhet.....	120,000
	— de la Perrotine.....	150,000
	— de Riberou.....	200,000
	— de Bayonne.....	365,000
	— de Toulon.....	276,000
	<i>A reporter</i> .....	8,950,000



NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	REPORTS de 1838 sur 1839.	CRÉDITS de 1839.	TOTAUX des reports de 1838 et des crédits de 1839.
	<i>Report.....</i>	10,687,000 <sup>f</sup>	46,400,000 <sup>f</sup>	57,087,000 <sup>f</sup>
10	Chemins de fer.....	2,000,000	6,000,000	8,000,000
11	Établissement de nouveaux ca- naux.....	750,000	6,000,000	6,750,000
	TOTAUX GÉNÉRAUX....	13,437,000	58,400,000	71,837,000

## NOUVELLE RÉPARTITION POUR L'EXERCICE 1839.

Dates des lois.	Désignation des articles.	Crédits pour 1839.
	<i>Report</i> .....	8,950,000 <sup>1</sup>
Loi du 9 août 1839.	Port de Calais.....	100,000
	— de Boulogne.....	100,000
	— de Dieppe.....	100,000
	— du Havre.....	600,000
	— de Rouen.....	100,000
	— de Brest.....	50,000
	— de Redon.....	100,000
	— du Croisic.....	100,000
	— de Nantes.....	100,000
	— de la Rochelle.....	100,000
	— de Rochefort.....	100,000
	— du Château (île d'Oléron).....	50,000
	— de Verdon.....	200,000
	— de Cette.....	200,000
	— de Marseille.....	600,000
	— d'Ajaccio.....	50,000
	— d'Ile-Rousse (Corse).....	100,000
		<hr/> 11,700,000 <hr/>
Loi du 17 juill. 1837.	Chemins d'Alais à Beaucaire, et d'Alais à la Grand'Combe.....	4,000,000
Loi du 1 <sup>er</sup> août 1839.	Chemins de Paris à Versailles (rive gauche de la Seine).....	4,000,000
		<hr/> 8,000,000 <hr/>
Loi du 3 juill. 1838.	Canal de la Marne au Rhin.....	3,700,000
	— latéral à la Garonne.....	3,050,000
		<hr/> 6,750,000 <hr/>

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 17 septembre 1839, n° 322.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,*

Signé J. DUFAURE.

N° 8201. — ORDONNANCE DU ROI qui crée à Saint-Gilles-sur-Vie, arrondissement des Sables-d'Olonne ( Vendée ), deux places de courtiers interprètes et conducteurs de navires, et fixe à quatre mille francs le cautionnement affecté à ces emplois. ( *Eu, 26 Août 1839.* )

---

N° 8202. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. *Persil*, membre de la Chambre des Députés, est nommé président de la commission des monnaies et médailles, en remplacement de M. le baron *Méchin*, admis à faire valoir ses droits à la retraite. ( *Saint-Cloud, 20 Septembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 28 \* Septembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 28 Septembre 1839.

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 683.

N° 8203. — *TABEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 30 Septembre 1839.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	( Pyrénées-Or. . )	Toulouse. .... Gray. .... Lyon. .... Marseille. ....	22 <sup>f</sup> 10 <sup>c</sup> 23 00 26 07 27 79	22 <sup>f</sup> 21 <sup>c</sup> 23 04 26 02 27 65	22 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup> 23 31 25 83 27 86	24 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup>
	Aude. ....					
	Hérault. ....					
	Gard. ....					
	Bouches-du-R. .					
	Var. ....					
( Corse. .... )						
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	( Gironde. .... )	Marans. .... Bordeaux. .... Toulouse. ....	20 01 21 87 22 10	20 06 22 00 22 21	19 75 21 75 22 11	21 32
	Landes. ....					
	B <sup>ss</sup> es-Pyrénées..					
	H <sup>tes</sup> es-Pyrénées..					
	Ariège. ....					
( Haute-Garonne )						
2 <sup>e</sup>	( Jura. .... )	Gray. .... Saint-Laurent. Le Grand-Le mps..	23 00 26 14 25 49	23 04 26 32 24 52	23 31 26 08 24 52	24 71
	Doubs. ....					
	Ain. ....					
	Isère. ....					
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (*Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.*)

IX<sup>e</sup> Série.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin....	Mulhausen....	24 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 10 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 08 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	23 65	23 71	23 85	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	25 57	25 09	25 24	25 85
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 88	23 74	24 53	
	Somme.....	Roye.....	24 10	24 40	25 65	
	Seine-Infér....	Soissons.....	26 24	27 47	28 27	
	Eure.....	Paris.....	26 73	27 71	29 38	
	Calvados.....	Rouen.....	25 51	25 77	26 01	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér...	Saumur.....	20 06	20 44	20 43	20 89
	Vendée.....	Nantes.....	22 11	22 40	22 78	
	Charente-Infér.	Marans.....	20 01	20 06	19 75	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	21 34	21 61	21 63	23 55
	Meuse.....	Verdun.....	21 21	21 32	21 31	
	Ardennes.....	Charleville...	23 95	23 53	24 69	
	Aisne.....	Soissons.....	26 24	27 47	28 27	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	22 42	22 34	23 83	20 37
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	18 24	18 18	17 80	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	20 04	19 19	18 41	
	Finistère.....	Hennebon....	17 62	20 61	18 71	
	Morbihan.....	Nantes.....	22 11	22 40	22 78	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 30 Septembre 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.



N° 8204. — *ORDONNANCE DU ROI portant proclamation des Brevets d'invention délivrés pendant le premier trimestre de 1839.*

Au château d'Eu, le 26 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'article 6 du titre I<sup>er</sup>, et les articles 6 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois;

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement :

1<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Casaubon ( *Égérie-Anne* ), négociante, et M. Granal ( *Jean-Pierre-Hyacinthe* ), propriétaire, demeurant tous deux à Paris, la première, rue Saint-Fiacre, n° 20, et le deuxième, rue Laffitte, n° 24, auxquels il a été délivré, le 9 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un nouveau procédé propre à la préparation et à la fabrication des tabacs à fumer, à priser et à chiquer.

2<sup>o</sup> M. Duclos ( *Pierre-Louis* ), homme de lettres, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 114, auquel il a été délivré, le 9 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle selle élastique avec arçons en fer.

3<sup>o</sup> M. Morin ( *Jean-Henri* ), négociant à Bordeaux, représenté à Paris par M. Richon, demeurant rue Montmartre, n° 53, auquel il a été délivré, le 9 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour un nouveau système de poêle calorifère à maximum d'effet utile.

4<sup>o</sup> M. Beaulard ( *Alexandre-Edme* ), parfumeur, demeurant à Paris, passage du Ponceau, n° 12, auquel il a été délivré, le 14 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour l'extraction de quatre produits différents des eaux de savon, jusque-là perdues et inutiles.

5<sup>o</sup> M. Brunier ( *Louis* ), architecte et ingénieur civil, demeurant à Paris, place Dauphine, n° 29, auquel il a été délivré, le 14 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 novembre 1837, pour un nouveau système propre à faire le vide, au moyen d'un principe hydropneumatique ou gazopneumatique, suivant que l'appareil fonctionne par l'eau ou par la vapeur.

6<sup>o</sup> M. Casaubon ( *Jean* ), entrepreneur de charpente et de couverture, demeurant à Bayonne, département des Basses-Pyrénées, auquel il a été

délivré, le 14 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau procédé propre à éclairer les maisons obscures au moyen d'une charpente couverte en verres à crochet.

7<sup>o</sup> M. *Ganilh (André)*, bombeur de verres, demeurant à Paris, rue du Cimetière-Saint-Nicolas, n<sup>o</sup> 16, auquel il a été délivré, le 14 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 5 décembre précédent, pour un nouveau système de machine à vapeur.

8<sup>o</sup> M. *Priot (Napoléon)*, négociant à Paris, faisant élection de domicile chez M. *Lejars*, ancien notaire, rue Saint-Sauveur, n<sup>o</sup> 7, auquel il a été délivré, le 14 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 3 octobre précédent, pour la composition de bitumes communs, ordinaires et fins, diversement colorés, appliqués aux pavages, aux pierres dures, trottoirs, dallages, murs, et même à la construction.

9<sup>o</sup> M. *Sorel (Stanislas)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue des Trois-Bornes, n<sup>o</sup> 14, auquel il a été délivré, le 16 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 octobre précédent, pour de nouveaux alliages métalliques propres à remplacer avec avantage la fonte de fer et celle de cuivre.

10<sup>o</sup> M. *Carville (Félix-Auguste-Joachim)*, fabricant de bandages et d'instruments en gomme élastique, demeurant à Paris, rue des Arcis, n<sup>o</sup> 2, auquel il a été délivré, le 18 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 5 septembre précédent, conjointement avec MM. *Roucon* et *Reclus*, dont il est cessionnaire, pour un moyen mécanique d'opérer le jet continu en tous sens et sans soubresauts, appliqué aux seringues de tous usages et dimensions, et applicable aux jets d'eau portatifs, pompes, tuyaux de conduite, et généralement à tous les emplois qui comportent la continuité d'un jet.

11<sup>o</sup> M. *Jollat (Jean-Baptiste)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue des Filles-Dieu, n<sup>o</sup> 6, auquel il a été délivré, le 18 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une presse à double effet et à piston.

12<sup>o</sup> M. *Buffet (Jean-Louis-Auguste)*, luthier, demeurant à Paris, rue du Bouloi, n<sup>o</sup> 4, auquel il a été délivré, le 22 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une nouvelle flûte et pour l'application de son système à la petite flûte et à tous les autres instruments à vent.

13<sup>o</sup> MM. *Légé (Jean)*, imprimeur lithographe, et *Praux (Edme-Noël-David)*, peintre, demeurant, le premier, Allées de Tourny, n<sup>o</sup> 46, et le deuxième, quai de Bacalan, à Bordeaux, département de la Gironde, auxquels il a été délivré, le 22 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un moyen d'opérer le transport des impressions lithographiques sur les poteries en général.

14<sup>o</sup> M. *Letestu (Marie)*, demeurant à Paris, rue J.-J. Rousseau, n<sup>o</sup> 18, auquel il a été délivré, le 22 janvier dernier, le certificat de sa demande

d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une pompe universelle, sans clapets ni piston, pouvant être entièrement construite en métal.

15° MM. *Winkel* (*Alexandre-Nicolas-Mathurin*), ébéniste, et *Volhaber* (*Gustave-Adolphe*), tapissier, demeurant à Paris, le premier, rue du Faubourg-Montmartre, n° 61, et le deuxième, impasse Boni, n° 13, rue Saint-Lazare-d'Antin, auxquels il a été délivré, le 22 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un mécanisme propre à la fermeture et à l'ouverture des persiennes.

16° M. *Baillet de Malpière* (*David*), demeurant rue du Chemin-Neuf, n° 13, à Montmartre, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 9 mars précédent, pour des appareils mécaniques destinés à extraire la pierre à plâtre et en obtenir la cuisson.

17° M. *Bechade* fils (*Simon*), négociant, demeurant rue Bouquière, n° 17, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une machine à égrainer le raisin, qu'il nomme *égrappoir à godets*.

18° MM. *Bidreman* frères (*Nicolas* et *Philibert*), fabricants de plâtre, demeurant place de la Pyramide, à Vayse, canton de Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 30 juillet 1836, pour de nouveaux procédés de fabrication de plâtre.

19° M. *Brisbart* (*Édouard-Antoine*), fabricant à Montmirail, représenté à Paris par M. *Boquillon*, bibliothécaire du conservatoire royal des arts et métiers, demeurant rue Neuve-Saint-Martin, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des sous-pieds qu'il nomme *articlides*.

20° M. *Durant-Morimban* (*Pierre-Jean-François-Henri*), avocat, demeurant à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 7, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un procédé propre à émailler le fer, la fonte et le cuivre rouge.

21° M. *Jacquemynes* (*Auguste*), docteur en médecine, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 277, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans, pour un appareil à vapeur propre à chauffer les appartements.

22° M. *Pourrageand* (*Jean*), géomètre, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 26 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 30 janvier 1838, pour une machine ou voiture propre au déblai et au remblai des terres.

23° MM. *Winkel* (*Alexandre-Nicolas-Mathurin*), ébéniste, et *Vollhaber* (*Gustave-Adolphe*), tapissier à Paris, demeurant, le premier, rue du Faubourg-Montmartre, n° 61, et le deuxième, impasse Boni, n° 13, rue Saint-Lazare-d'Antin, auxquels il a été délivré, le 26 janvier dernier, le

certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 22 du même mois, pour un mécanisme propre à la fermeture et à l'ouverture des persiennes.

24<sup>o</sup> M. *Chaillot (André-Étienne)*, fabricant de harpes, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n<sup>o</sup> 336, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé applicable à la fabrication des harpes.

25<sup>o</sup> M. *Dunod (Jean-Baptiste)*, marchand fabricant d'étoffes de soie, demeurant rue des Capucins, n<sup>o</sup> 29, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour une mécanique propre à filer la soie, la sécher, tordre et dévider, par une seule opération, et un moulin propre à organiser les soies, qui complète son système de filature.

26<sup>o</sup> MM. *Durand frères*, négociants, demeurant à Grasse, département de la Drôme, auxquels il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine à battre les cocons.

27<sup>o</sup> M. *Paine (Elizah)*, de New-York, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n<sup>o</sup> 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans, pour un nouveau moteur fondé sur le galvanisme.

28<sup>o</sup> M. *Gerish (Francis-William)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Molinard (Claude-Marie-Hilaire)*, rentier, demeurant rue de Chaillot, n<sup>o</sup> 54, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des mécanismes qu'il nomme *réacteurs*, parce qu'ils servent à faire fermer d'elles-mêmes toutes les fermetures auxquelles ils sont convenablement adaptés, telles que portes, fenêtres, volets, etc.

29<sup>o</sup> M. *Huet (Antoine-Jean-Louis)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n<sup>o</sup> 5, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système de mouvement appliqué aux locomotives des chemins de fer.

30<sup>o</sup> M. *Irroy (Stanislas)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Saint-Mandé, près Paris, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un calorifère.

31<sup>o</sup> M. *Leda (Antoine-François-Marie)*, plombier, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n<sup>o</sup> 61, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une pompe ayant une poulie à deux engrenages, en remplacement du balancier.

32<sup>o</sup> M. *Luszelewski (Adam)*, demeurant à Paris, rue de Ponthieu, n<sup>o</sup> 5, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un nouveau système de pavage, de dallages et de travaux hydrauliques.



33° M. *Pelouse* ( *Théophile-Jules* ), membre de l'Institut, demeurant à Paris, à l'hôtel des Monnaies, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau procédé de fabrication de l'acide sulfurique.

34° M. *Polonceau* ( *Antoine-Rémy* ), inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, demeurant à Paris, rue Castiglione, n° 8, auquel il a été délivré, le 31 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 12 mai 1838, pour divers procédés de bitumage et pour la préparation des chaussées en cailloutis bitumés.

35° M. *Barraud* ( *Félix-André* ), mécanicien, demeurant à Antony, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 6 février, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour la clarification, en grande quantité, de l'eau vaseuse et de tous autres liquides.

36° *Brisset* ( *Aignan-Placide* ), entrepreneur de travaux, demeurant à Paris, chez M. *Jarry*, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 1, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système de transport des terres.

37° M. *Cooper* ( *Richard-Bellin* ), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 2, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour divers perfectionnements ajoutés aux fusils de chasse et de guerre, pistolets et autres armes à feu portatives.

38° M. *Crompton* ( *Thomas-Bousor* ), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 5 septembre précédent, pour un nouveau procédé de fabrication de blanc de plomb (carbonate de plomb).

39° M. *Davies* ( *John* ), de Manchester, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements dans les moyens employés pour brûler la fumée et économiser ainsi le combustible ou augmenter la chaleur dans les fourneaux de générateurs ou autres fourneaux ou foyers, lesquels perfectionnements sont aussi propres à prévenir l'explosion des chaudières ou générateurs à vapeur.

40° M. *Éveillard* ( *Casimir-Alexandre-Jules-Pierre* ), horloger-mécanicien, demeurant au Pré-Saint-Gervais, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour plusieurs appareils propres à prévenir les vols qui se commettent dans les appartements pendant l'absence des personnes qui les habitent.

41° M. *Hamond* ( *Charles* ), ingénieur civil, représenté par M. *Renaud de Vilback*, demeurant à Charenton, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet



d'invention de dix ans, pour la construction des machines à vapeur locomotives.

42° M. *Laury* (*Gabriel-Jean-Julien*), fabricant de cheminées, demeurant à Paris, rue Tronchet, n° 15, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 décembre 1836, pour de nouvelles dispositions de cheminées et de poêles ou fourneaux calorifères rendus applicables à toute espèce de localité.

43° M. *Locatelli* (*Louis-Melchior-Balthazard*), ingénieur, demeurant à Paris, rue Amelot, n° 60, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour une nouvelle lime.

44° M. *Lukehebert*, ingénieur civil de Londres, représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 112, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et d'importation de dix ans qu'il a pris, le 19 août 1836, pour des perfectionnements apportés aux machines propres à moudre le grain et bluter la farine en même temps.

45° MM. *Michotte* et compagnie, demeurant à Paris, rue du Bac, n° 38, auxquels il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une nouvelle machine à double pression, propre à la fabrication des briques.

46° M. *Perlet* (*Jean*) fils, horloger, demeurant à Trans, département du Var, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine propre à faire arriver les eaux à une hauteur indéterminée, et à les utiliser, soit à l'arrosage des terres, soit pour le mouvement d'autres machines ou usines employées dans l'industrie et le commerce.

47° M. *Perrot* (*Louis-Jérôme*), ingénieur civil, demeurant rue Saint-Patrice, n° 1, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un septième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 11 septembre 1835, pour des machines à imprimer les tissus et les papiers.

48° M. *Raulin* (*Jean-Baptiste*), mécanicien, demeurant à Paris, rue Grange-aux-Belles, impasse Saint-Opportune, n° 3, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour l'application d'un système de ressort à compression d'air, propre à suspendre toute espèce de voitures ainsi que pour tout autre objet où l'élasticité serait nécessaire.

49° M. *Rigolet* (*Pierre-Félix*), bottier, demeurant à Paris, rue Haute-Feuille, n° 5, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 12 octobre précédent, pour un compas dit *compas Rigolet*, propre à donner exactement la mesure du pied.

50° M. *Roy* (*Blimond*), demeurant à Saint-Blimond, arrondissement

d'Abbeville, département de la Somme, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau mécanisme de serrures.

51° M. *Ryland* (*John*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour la construction de nouvelles presses à vis.

52° MM. *Sterlingue* et compagnie, demeurant à Paris, rue Mouffetard, n° 321, auxquels il a été délivré, le 6 février dernier, certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 6 juin 1838, pour des procédés propres à battre mécaniquement les cuirs forts.

53° M. *Truffaut* (*Louis-Henri-Jules*), demeurant à Paris, rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 6 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des procédés propres à user et polir le verre à vitres et les feuilles de verre blanc (*crown glass*).

54° MM. *Achet* (*Jean-Jacques*), négociant, *Sanford* (*Henri*) et *Varral* (*William*), fabricants de papiers, demeurant à Paris, le premier, rue Jacob, n° 26, et les deux autres, rue de Rochechouart, n° 61, auxquels il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de quinze ans qu'ils ont pris, le 29 septembre précédent, pour une machine propre 1° à pulvériser les noyaux de coton et les chènevottes qui se trouvent dans les grosses toiles et dans les étoupes de lin et de chanvre; 2° à nettoyer les déchets de coton, les chiffons de grosse toile employés dans la fabrication du papier et les étoupes de lin et de chanvre.

55° M. *Badon* (*Jean-Jacques-Alexandre*), docteur en médecine, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 373, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 août 1838, pour 1° un nouveau procédé de pavage, 2° une composition de briques asphaltiques.

56° M. *Baudrimont* (*Alexandre-Édouard*), docteur en médecine, demeurant à Paris, rue des Mathurins-Saint-Jacques, n° 10, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 13 avril précédent, pour des machines et appareils propres à la fabrication des tonneaux et autres vases formés de pièces réunies par des cercles.

57. MM. *Grégoire* et compagnie, demeurant à Saint-Évroux, département de l'Orne, représentés à Paris par M. *Langlois*, demeurant rue Saint-Méry, n° 9, auxquels il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des procédés de fabrication du verre marbre.

58° M. *Grimoux* (*Julien-François*), de Saumur, représenté à Paris par M. *Grimaud*, demeurant rue Christine, n° 2, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 juillet 1837, pour un nouveau système de progression de véhicules.

59° M. *Lacroix (Élie)*, demeurant à Morey, département du Jura, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un arbre en fer sur lequel est adapté un cylindre d'horlogerie, cannelé en spirale, servant à rouler la corde du poids; cette cannelure empêche de croiser la corde, ce qui arrivait fréquemment d'après les anciens procédés, où les cylindres étaient unis.

60° M. *Hussenet (Marie-Ange)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 80, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une pompe à rotation excentrisée.

61° M. *Nicolet (François-Antoine)*, demeurant à Paris, rue d'Enfer-Saint-Michel, n° 7, auquel il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un coupoir par platine sur des emporte-pièces.

62° MM. *Sorlin (François)*, et *Maire (Pierre)*, demeurant à Paris, rue de Jarente, n° 6, auxquels il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour la substitution du zinc doré avec ornements, au bois et au cuivre, dans la fabrication des pendules, vases et autres objets de fantaisie.

63° M. *Trotin fils (François-Angé-Eugène)*, et Mme *Vignié (Françoise Catherine-Marie)*, femme *Trotin*, sa mère, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 368, auxquels il a été délivré, le 12 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau système de laminoir propre à remplacer la façon de la forge dans divers instruments tranchants, tels que lames de couteaux, de rasoirs, de canifs, de bistouris et même de poignards.

64° MM. *Arrault (Henry)* et *Sotteau (Louis-Jacques)*, demeurant rue du Chemin-Neuf, n° 1, à Montmartre, banlieue de Paris, auxquels il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un bitume qu'ils nomment *bitume de fer et bitume de fer mosaïque*.

65° M. *Baudelier de Béfort*, propriétaire, représenté à Paris par M. *Charles Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des moyens et procédés appliqués à l'affichage.

66° M. *Burle (Louis-Charles-Simon)*, de Toulon, représenté par M. *Ardoïn*, docteur en médecine, demeurant à Draguignan, département du Var, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système de bassin propre à recevoir les navires à flot et à les y mettre à sec pour les réparer.

67° M. *Chautriaux (Joseph-Pierre)*, retordeur en double, demeurant à Reims, département de la Marne, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un bobinoir propre à dévider les échets et les pochets tant en soie qu'en laine et en coton.

68° M. *Cody aîné (Pierre)*, fabricant de sucre, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 24 novembre précédent, pour un appa-



reil à concentrer les liquides, à plan incliné perfectionné, agissant par la vapeur à différentes pressions.

69° M. *Coquet (Nicolas)*, coiffeur parfumeur, demeurant rue Gobineau, n° 1, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une poudre propre à nettoyer entièrement la tête, et qu'il nomme *capophile*.

70° M. *Dulery (Renault)*, manufacturier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 176, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 24 novembre précédent, pour des procédés de fabrication des mastics bitumineux, dits *mastics Dulery*, et pour leurs diverses applications.

71° MM. *Fage (Vital)*, percepteur des contributions directes à Candrot, et *Lamarque (Pierre)*, architecte entrepreneur de travaux publics, rue de la Trésorerie, n° 111, à Bordeaux, département de la Gironde, auxquels il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 14 avril précédent, pour un lit mécanique à cadre sanglé ascendant.

72° M. *Leroy (Charles-Philippe)*, demeurant à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 57, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition du brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 6 janvier 1838, pour un appareil de chauffage dit *foyer Leroy*, à courant d'air intérieur et extérieur.

73° M. *Loysel (Jean-Baptiste-Michel-René)*, ingénieur des ponts et chaussées de Béziers, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour de nouveaux jeux de combinaison qu'il nomme *jeux Loyse*.

74° M. *Luszelewski (Adam)*, demeurant à Paris, rue de Ponthieu, n° 5, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de quinze ans qui lui a été délivré, le 31 janvier précédent, pour un nouveau système de pavage, de dallage et de travaux hydrauliques.

75° M. *Milne (James)*, fabricant d'appareils à gaz, à Édimbourg (Écosse), représenté à Paris par M. *Calla* fils, ingénieur-mécanicien, demeurant rue du Faubourg-Poissonnière, n° 92, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau régulateur à gaz.

76° M. *Mitfiot (François)*, négociant en soie, demeurant à Lorient, département de la Drôme, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau procédé qui doit empêcher la soie de casser dans les fabriques où on la dévide.

77° MM. *Nicole (Jean-Céleste)* et *Finbert (Louis-Severin)*, fabricants de bronzes, demeurant à Paris, rue Amelot, n° 64, auxquels il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil fumivore aspirant appliqué à l'éclairage, dit *appareil Finbert*.

78° M. *Pezerat (Pierre-Joseph)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue

des Vinaigriers, n° 17, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 24 novembre précédent, pour la confection et l'emploi d'un bitumé *granitique*.

79° M. *Pasquier (Jacques-Isidore)*, nourrisseur, demeurant à Paris, rue de Sèvres, n° 133, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une nouvelle disposition de voitures destinées au transport des ânesses laitières.

80° M. *Ragoneau (François-Marie)*, fabricant, demeurant à Paris, quai Malaquais, n° 15, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans, pour l'emploi du *cair* ou fibre de coco, tant comme remplaçant le crin pour les couchers, les meubles, voitures, etc., que pour la fabrication des tapis, brosses, et enfin pour tous les articles qui se feront avec cette matière.

81° M. *Rotch (Thomas-Dickason)*, négociant de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 22 novembre précédent, pour des perfectionnements dans la fabrication des savons.

82° M. *Saski (Dominique)*, capitaine d'infanterie, demeurant à Châlons-sur-Saône, département de Saône-et-Loire, faisant élection de domicile à Paris, rue Grange-Batelière, n° 18, auquel il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau fourneau qu'il nomme *fourneau Saski*.

83° MM. *Vigazzi Riva (Dominique)*, marchand de gravures, et *Doninelli (Auguste)*, mécanicien, demeurant, le premier, rue Saint-Dominique, n° 10, et le deuxième, place Bellecour, n° 8, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 19 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une mécanique propre à mouliner la soie en organsin et trame tout à la fois, et d'une manière plus parfaite que toutes celles connues.

84° M. *Auduc (Jean-Baptiste)*, fabricant à Lyon, représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour la combinaison de différents mécanismes, à l'effet de produire une machine propre à fabriquer des tissus unis, façonnés et variés, mélangés ou non avec le point de dentelle.

85° M. *Barral (Antoine)*, fabricant de parapluies, demeurant à Paris, galerie Vivienne, n° 11, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un coulant nouveau, solide, fort commode, dont le système permet d'éviter les entailles sur la caune du parapluie, et qu'il nomme *coulant Barral* ou double coulant à ressort intermédiaire.

86° MM. *Chavin (Julien-Étienne)* et D<sup>lle</sup> *Chavin (Marie-Louise-Augustine)*, fabricants de bretelles et brodequins, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 305, auxquels il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour l'application du



tricot à la chaîne, ou à maille fixe, à la confection des brodequins, bottines, et à l'usage des dames, des hommes et des enfants, nouvelles chaussures qu'ils nomment *neupodèmes*.

87° M. Cornu (*Eugène-Alfred*), horloger, demeurant quai des Casernes, n° 16, au Havre, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un treuil mécanique pour le déplacement des fardeaux.

88° M. Fillon (*Jean-Gabriel*), mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 112, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un septième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 14 mars 1838, pour de nouveaux procédés de terrassement ou de déblaiement et de remblaiement, dit *levier Fillon*, applicable à divers travaux de constructions, de fortifications, de canalisations, à tous les transports de commerce (voyageurs et marchandises), au chargement et déchargement des vaisseaux, ainsi qu'au déblaiement des terres et gravois qui encombrement les ports de mer, et notamment à l'établissement et au remplacement des chemins de fer.

89° M. Franchot (*Charles-Louis-Félix*) de Châteaudun, département d'Eure-et-Loir, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 27 décembre précédent, pour une machine à air propre à déterminer de rapides changements de température dans un milieu gazeux en vase clos, et à transmettre extérieurement la force motrice qui en résulte, sans contact du gaz, avec les surfaces flottantes et les clôtures.

90° M. Gerle (*Cyx-Pierre*), demeurant à Paris, quai d'Anjou, n° 31, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un moyen de fabrication du papier imperméable et transparent.

91° M. Jecker (*François-Antoine*), mécanicien, demeurant à Paris, rue de Bondy, n° 48, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour l'application du paradoxe hydrostatique comme puissance motrice provoquée par le moyen des gaz ou du mélange des gaz avec la vapeur, et pour une machine nouvelle propre à l'emploi de cette découverte.

92° M. Journet (*Pierre*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, chemin de ronde de la barrière des Martyrs, n° 3, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 juillet précédent, pour une machine dite *omnitolle* appelée *machine omnitolle Journet*, propre à l'enlèvement successif des terres, pierres, moellons et généralement de toutes les matières et matériaux sortant des entrailles de la terre, et à l'épuisement et attérissement des puits, puisards, etc.

93° M. Lhomme (*François*), menuisier, demeurant à Paris, chez M. Rouxel, rue Saint-Sébastien, n° 14, auquel il a été délivré, le 1<sup>er</sup> mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une nouvelle disposition d'escalier en fer dit *escalier Lhomme*.

94° M. Peuzoldt (*Gottfried*), ingénieur-mécanicien, demeurant rue Saint-Denis, n° 36, à Belleville, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le

moges, département de la Haute-Vienne, auquel il a été délivré, le 8 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des moyens et procédés de lutage, mise en œuvre, et établissement des tuyaux émaillés en terre cuite composée, de toute dimension, avec rapports de proportion entre les hauteurs, épaisseurs et diamètres, conducteur d'air, liquides, vapeur et gaz.

113° M. *Boudet (Félix-Henri)*, pharmacien, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 88, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 décembre précédent, conjointement avec M. *Domingue*, pour un procédé chimique propre à la fabrication de toute espèce de peaux d'animaux destinées au tannage et à la mégisserie.

114° M. *Chabert (Étienne)*, fabricant de peignes, demeurant rue des Bouchers, n° 13, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une nouvelle forme de peignes en fer.

115° M. *Claro (Augustin)*, lieutenant en premier au 7<sup>e</sup> régiment de lanciers, en garnison à Compiègne, département de l'Oise, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une eau qu'il nomme *eau de mars*, contre les maux de dents.

116° M. *Cousin (Emmanuel)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 6, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau wagon à train mobile, pouvant circuler sur chemins de fer et routes ordinaires.

117° *Degrand (Elzéard)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard du Temple, n° 38, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 juillet 1837, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

118° M. *Guerineau-Favre (Louis-Porchaire)*, fabricant de chandelles, à Poitiers, représenté à Paris par M. *Mendes*, demeurant rue Saint-Martin, n° 243, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 29 novembre précédent, pour la fonte et le raffinage des suifs à la vapeur.

119° MM. *Haddan (John-Coope)*, et *Johnston (John)*, de Londres, représentés à Paris par M. *Perpigna*, avocat, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auxquels il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour des perfectionnements dans les appareils propres au chauffage et à la ventilation des appartements, des maisons et d'autres édifices.

120° M. *Herbinot (Claude-Martin)*, serrurier-mécanicien, demeurant à Paris, passage Philibert, n° 7, faubourg du Temple, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle serrure.

121° M. *Hoyau (Louis-Alexandre-Désiré)*, fabricant d'étoffes, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 120, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionne-

ment et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 février 1827, pour une machine propre à fabriquer des agrafes.

122° M. le marquis de *Jouffroy* (*Achille-François-Léonor*), demeurant à Paris, rue de Verneuil, n° 5, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un appareil mécanique, au moyen duquel la puissance de la vapeur est rendue applicable à tous les navires et bâtiments qui servent à la navigation, sans les priver d'aucun de leurs avantages et sans changements aucuns à leur forme et à leurs agrès, et voilures et manœuvres.

123° M. *Kestener*, consul général de Hanovre, demeurant au Havre, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans, pour un nouveau système applicable à des constructions de différentes natures.

124° M. *Moinier-Legoux*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour la fabrication de la pâte à papier avec toute espèce de bois préalablement réduits en copeaux, écorces, racines, semilles, graminées, roseaux, pulpe de racines tuberculeuses, légumineuses, paille de froment, foin, herbes, mousses, herbes aquatiques, plantes marines, et enfin tous végétaux de quelque nature qu'ils soient, le tout au moyen d'appareils mécaniques et de procédés chimiques nouveaux ou de nouvelle application, ladite pâte servant à fabriquer le papier de toute espèce, le carton simple ou composé.

125° M. *Pillard* (*Philibert*), marchand, fabricant de chapeaux de soie, demeurant rue du Plat-d'Argent, n° 11, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un procédé propre à rendre les chapeaux de soie imperméables tant à l'eau qu'à la transpiration.

126° M. *Poole* (*Mosès*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des appareils ou vases propres à filtrer toute espèce de liquides.

127° M. *Poole* (*Mosès*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements ajoutés aux métiers à filer et doubler le coton, le lin, la laine, la soie, et autres matières filamenteuses.

128° M. *Simon* (*Nicolas*), chaudronnier-fondeur, demeurant à Saint-Dié, département des Vosges, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une chaudière portative et économique.

129° M. *White* (*James*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 12 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements apportés dans la construction des métiers à préparer et filer les bourres ou déchets de soie, soit pures, soit mélangées avec la laine, le lin et autres matières filamenteuses, etc.

130° M. *Ajasson* (*Jean-Baptiste-François-Étienne*), demeurant à Paris,



rue de la Cerisaie, n° 8, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour l'emploi d'une matière d'une dureté presque égale à celle du rubis et propre à confectionner les objets suivants et autres analogues : 1° coussinets de machines à vapeur et autres; 2° boîtes pour moyeux de roues de voitures et autres; 3° poulies, en général, anneaux par lesquels on fait passer les cordages à bord des navires, etc.; 4° crapaudines pour les pivots des portes cochères, etc.; 5° ustensiles pour la chimie et les arts.

131° MM. *Arrault (Henri)*, chimiste, et *Sotteau (Louis-Jacques)*, demeurant rue du Chemin-Neuf, n° 1, à Montmartre, banlieue de Paris, auxquels il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'ils ont pris, le 19 février précédent, pour un bitume qu'ils nomment *bitume de fer et bitume de fer mosaïque*.

132° M. *Bergeron (Pierre)*, fabricant de voitures, demeurant à Bordeaux, faisant élection de domicile à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 32, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouvel essieu de voiture qu'il nomme *essieu Bergeron*.

133° M. *de Bonnard (Arthur-Charles)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, chez M. *Richard*, quai de l'Horloge, n° 45, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, qu'il a pris, le 28 mars 1837, pour une ventouse mobile permanente et portative, s'appliquant sur partie ou totalité de la surface du corps et des muqueuses, procurant également la compression par l'accumulation dans son intérieur d'un gaz quelconque. A l'aide de cet appareil modifié, l'auteur crée des bains portatifs, des courants sur la peau et les muqueuses, enfin il établit tout un système de douches portatives, multiples et simultanées.

134° M. *Buran (Édouard)*, manufacturier, représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour de nouveaux moyens d'extraction du soufre des pyrites et d'autres sulfures.

135° M. *Carette (Jean-Pierre)*, tapissier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 31, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour les décors d'appartements sur châssis mobiles.

136° M. *Cornu (Eugène-Alfred)*, demeurant quai des Casernes, n° 16, au Havre, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un mécanisme propre à augmenter la force des machines à vapeur, et de tout autre moteur agissant sur terre et sur mer.

137° M. *Detrand (Pierre-Paul)*, propriétaire, demeurant à Laon, département de l'Aisne, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un brancard destiné à enlever un malade hors de son lit, le déposer sur un autre, un fauteuil, un siège, une chaise, le transporter d'une place dans une autre, et enfin lui

faire prendre des bains de vapeur ou autres, sans le toucher, et lui donner la position qu'il désire.

138° M. *Doguin-fils (Michel)*, négociant, demeurant place Croix-Pâques, n° 11, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une machine à fabriquer tous les genres de dentelles, quelle qu'en soit la maille, ainsi que le tulle bobin, avec accompagnement de quelque genre d'étoffes que ce soit, dans l'intérieur des fonds dentelles.

139° M. *Elkington (George-Richard)*, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour divers procédés propres à argenter tous les métaux, et pour couvrir et colorer d'une couche de zinc ceux qui en sont susceptibles, afin de les préserver de l'oxydation.

140° M. *Lhomme (François)*, menuisier, demeurant à Paris, chez M. *Rouxel*, rue Saint-Sébastien, n° 14, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, qu'il a pris, le 1<sup>er</sup> du même mois, pour une nouvelle disposition d'escalier en fer, dit *escalier Lhomme*.

141° M. le marquis de *Louvois*, pair de France, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 110, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, qu'il a pris, le 13 juin 1837, pour un procédé simple et économique propre à rendre navigables les rivières trop rapides ou les torrents dans les temps de sécheresse, au moyen d'un barrage mobile de pertuis à seuil tournant, qu'il nomme *barrage à la Louvois*.

142° MM. *Mareschal (Jules)* et compagnie, demeurant à Paris, rue de la Planche, n° 20 bis, auxquels il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de leur demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'ils ont pris, le 31 mars 1838, pour la manière de disposer les matières filtrantes, pour les moyens de les retirer et les renfermer dans les appareils de filtration hermétiquement fermés, soumis à toute espèce de pression aussi forte qu'on voudra, produits soit par une colonne verticale de liquide, soit par les pompes, presses hydrauliques, soit par la vapeur, soit par l'atmosphère, lorsqu'on l'équilibre en faisant le vide, et enfin par toute machine capable de produire de la pression.

143° M. *Mothes (François-Barnabé-Achille)*, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, n° 20, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, qu'il a pris, le 27 mars 1838, pour une préparation pharmaceutique qu'il nomme *gelée alimentaire et pectorale*.

144° M. *Paulet (George)*, ancien médecin, demeurant à Paris, rue de Poitou, n° 18, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans, qu'il a pris, le 8 août précédent, pour un procédé de blanchiment des sucres bruts, et d'extraction des sucres qui restent dans les mélasses.

145° M. *Petys (Jean-Constant)*, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 40, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier,



de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, délivré, le 31 octobre 1836, à M. le marquis de *Jouffroy*, dont il est cessionnaire, pour un appareil mécanique qu'il nomme *métier à sculpter et marqueter*, propre à la confection de tous objets de sculpture, mosaïque et marqueterie, tant en marbre qu'en bois fins ou toute autre matière.

146° M. *Whitaker* (*Jérémie*), négociant, demeurant au Vidion, près Mézières, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour la fabrication de cuirs factices destinés à remplacer le cuir animal pour le moulage des cardes.

147° M. *Jalasson* (*Jean-Dominique*), marchand papetier, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une nouvelle reliure à couverture métallique mobile.

148° M. *Moreau* (*Félix*), sculpteur, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 46, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des reliefs et sculptures factices par appliques et incrustations dans le marbre, de substances minérales autres que le marbre même et s'identifiant parfaitement avec lui.

149° Veuve *Petit* et fils, de Calais, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auxquels il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements apportés aux métiers à bas et à tricots.

150° MM. *Robertson* et compagnie, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n° 7, auxquels il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des procédés de composition et de fabrication de vieux oing artificiel.

151° M. *Selligne* (*Alexandre-François*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue de Bondy, n° 60, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, qu'il a pris, le 14 novembre précédent, pour l'application des huiles minérales à l'éclairage.

152° M. *Souchon* (*Jean-Marie*), chimiste-manufacturier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 106, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention, de perfectionnement et d'importation de cinq ans, qu'il a pris, le 8 du même mois, pour la clarification et la filtration de l'eau ordinaire pour les besoins domestiques, les fabriques, et généralement pour tous les besoins.

153° M. *Vaux* (*Christophe*), de Woodford-Bridges, comté d'Essex (Angleterre), représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour une ou plusieurs méthodes nouvelles de restreindre et de diminuer les dommages résultant du choc ou de la violence des vagues de l'Océan, et de les réduire à cet état, comparativement peu dangereux, connu sous le nom de va-

gues brisées, et par ce moyen de prévenir les dégâts qui peuvent en résulter pour les brise-lames, mûles, jetées, fortifications, digues, ponts fixes ou ponts de bateaux, et aussi d'augmenter la sécurité et la défense des ports, rades, ancrages, et autres localités exposées à l'action violente des vagues.

154° M. *Benoît Dulaurier (Jean-Pierre)*, entrepreneur de charpente, à Paris, rue Laffitte, n° 44, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système pour la construction des chemins de fer.

155° M. *Carville (Charles-Louis-Joseph)*, entrepreneur de constructions, demeurant à Paris, rue Saint-Louis, n° 47, chez M. *Astier*, libraire, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une machine propre à fabriquer les briques.

156° M. *Guyot (Jean-Marie)*, parfumeur, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 4 bis, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une petite oreille-cornet acoustique, fort légère, tenant sur la tête, et qui rend de suite l'ouïe, au moyen d'une vis qui resserre et relâche à volonté cet appareil.

157° M. *Laurent (Camille)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 7, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 14 novembre précédent, pour une nouvelle disposition de machine électro-magnétique.

158° M. *Lutcaud (Étienne)*, propriétaire, charpentier, demeurant à Loché, département de Saône-et-Loire, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau pressoir qu'il a nommé *pressoir à la Lutcaud*.

159° MM. *Manin-Luce* et compagnie, demeurant à Paris, rue Mauconseil, n° 4, auxquels il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans, qu'ils ont pris le 20 octobre précédent, pour un appareil à jet continu, piston mobile, soupapes en pierre, qu'il nomme *néoclysopompe*.

160° M. *Martin (Émile)*, chimiste, demeurant à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 28, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour la production d'un gaz économique d'éclairage.

161° M. *Rousseville (Aimé-François-Alphonse)*, fabricant de couverts, demeurant à Paris, passage du Renard, n° 12, rue Saint-Denis, n° 257, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un alliage imitant l'argent, dit *wolfram*, servant à la fabrication des couverts et autres objets d'économie domestique, tels que théières, vaisselle, et généralement tous les objets qui se font en poterie.

162° M. *Scaward (John)*, représenté à Paris par M. *Bloqué*, demeurant à Paris, place Dauphine, n° 12, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour un perfectionnement apporté aux machines à vapeur à condenser.

163° M. *Vauquelin (Louis-François)*, corroyeur, demeurant à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 40, auquel il a été délivré, le 30 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des procédés mécaniques pour l'art de la corroyerie.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet.

1<sup>o</sup> La cession faite, le 3 novembre 1838, à M. *Piet*, négociant, demeurant à Paris, rue du Paradis-Poissonnière, n<sup>o</sup> 45, par le sieur *Souteyran*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qui lui a été délivré, le 15 juin 1838, ainsi qu'à deux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre délivrés, le 16 août suivant, pour un nouveau procédé de terrassement au moyen d'une machine dite *tachygigfore*, capable d'être appliquée à toute espèce de travaux de déblai et de remblai relatifs aux chemins de fer et aux établissements situés loin des canaux, des rivières et des grandes routes. Ce système est applicable également aux chargements et déchargements des navires et bâtiments, à l'aide de chemins de fer mobiles et autres accessoires.

2<sup>o</sup> La cession faite, le 31 janvier dernier, à MM. *Rattier* et *Guibal*, négociants-manufacturiers, demeurant à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n<sup>o</sup> 4, par M. *Storrow* fils, de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 26 avril 1837, pour un appareil et un procédé propres à préparer, à colorer le caoutchouc, et à l'appliquer aux tissus de toutes espèces, aux peaux, aux cuirs et à d'autres substances, sans faire usage d'un dissolvant pour le dissoudre préalablement.

3<sup>o</sup> La cession faite, le 12 janvier dernier, à M. *Brocchi*, ingénieur, demeurant à Passy, près Paris, rue de la Pompe, n<sup>o</sup> 9, par M. *Taillebert*, de ses droits au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 13 décembre 1837, pour un appareil propre à la décomposition des matières oléagineuses, en gaz lits, et pour une voiture à distribution de ce gaz.

4<sup>o</sup> La cession faite, le 12 janvier dernier, à MM. *Burg* et *Harold-Potter*, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n<sup>o</sup> 2 ter, par M. *Ardouin* de ses droits, 1<sup>o</sup> au brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 5 septembre 1838, pour la conservation des matières animales et végétales en général, et en particulier pour la préservation des bois, toiles et cordages, contre la corruption, la pourriture et la carie sèche; 2<sup>o</sup> au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre, qui lui a été délivré le 22 décembre suivant.

5<sup>o</sup> La cession faite, le 17 janvier dernier, aux sieurs et dames *Robert*, *Laguerre*, *Félix* et *Minot*, et à la demoiselle *Caroline Werly*, fille majeure, demeurant à Bar-le-Duc, département de la Meuse, par le sieur *Werly* père, de tous ses droits au brevet de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 26 septembre 1837, pour des perfectionnements apportés aux procédés de fabrication des corsets sans couture dont il est inventeur.

6<sup>o</sup> La cession faite, les 17 et 30 janvier dernier, à MM. *Bienvenu*, négociant, et *Deroy-Pépin* dit *Blainville*, mécanicien, demeurant à Orléans, le premier rue du Four-à-Chaux, n<sup>o</sup> 22, et le second rue des Chats-Ferrés, n<sup>o</sup> 8, par M. *Hutinot*, de ses droits, dans toute l'étendue du département du Loiret, au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 12 juillet 1837, pour une pompe aspirante à puits.



7° La cession faite , le 19 janvier dernier, à M. *Érard*, facteur d'instruments, demeurant à Paris, rue du Mail, n° 13, par M. *Mahr*, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qui lui a été délivré, le 28 septembre 1836, pour une mécanique propre à faire disparaître tout à fait les chevilles dans les pianos, et à faciliter l'accord de cet instrument.

8° La cession faite, les 22 janvier et 16 février derniers, à M. *Cluet*, maréchal ferrant à Montescouet-Lizerolle, canton de Saint-Simon, arrondissement de Saint-Quentin, par M. *Hutinot*, de ses droits dans les cantons de Saint-Simon, Vermand, Bohain et le Catelet, arrondissement de Saint-Quentin, au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 12 juillet 1837, pour une pompe aspirante à puits.

9° La cession faite, les 5 septembre 1838 et 25 janvier dernier, à M. *Petty*, négociant, demeurant à Dunkerque, par M. le marquis de *Jouffroy*, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 31 octobre 1836, pour un appareil mécanique dit *métier à sculpter et marquer*, propre à la confection de tous objets de sculpture, mosaïque et marqueterie, tant en marbre qu'en bois fin ou toute autre matière. Ladite cession, faite seulement pour les objets de marqueterie, le cédant se réservant la jouissance exclusive de ses procédés relatifs à la sculpture et aux mosaïques en marbre.

10° La société en noms collectifs, formée le 26 janvier dernier, entre M. *Delpy* et MM. *Guiraud*, *Rocheport* et *Bourges*, demeurant tous à Toulouse, département de la Haute-Garonne, à l'effet d'exploiter en commun le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 4 juillet 1838, à M. *Delpy*, pour une Boite dite *économique*, à placer dans le moyeu de toute espèce de voiture, retenant l'huile, la versant à chaque révolution sur la fusée de l'essieu, et applicable au système de rotation, au moyen de galets qui diminuent le frottement.

11° La société formée le 31 janvier dernier, entre M. *Collas* et M. *Barbedienne*, fabricants de papiers peints, demeurant à Paris, boulevard Poissonnière, sous la raison commerciale *Collas et Barbedienne*, à l'effet d'exploiter, 1° le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 22 mars 1837, à M. *Collas*, pour des appareils et procédés propres à la reproduction mécanique de toute espèce de sculpture, sur quelque matière que ce soit; 2° le brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre délivré au même, le 13 juin 1838.

12° La cession faite le 4 février dernier, à M. *Caron* (*Louis-Victor*), négociant, demeurant à Paris, rue du Sentier, n° 12, par M. *Caron* (*Pierre-François*), capitaine d'artillerie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 3 mai 1836, pour un procédé de fabrication de tissus plissés à plis fixes.

13° La rétrocession faite, le 4 février dernier, à M. *Monfray*, fabricant, demeurant à Montville, arrondissement de Rouen, par MM. *Gondouin* et *Fauquet-Duflo*, des droits qu'il leur avait cédés au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 16 novembre 1832, pour une machine à encoller et sécher les chaînes de coton destinées au tissage.

14° La rétrocession faite, le 4 février dernier, à M. *Monfray*, fabricant, demeurant à Montville, arrondissement de Rouen, par MM. *Gondouin* et *Fauquet-Duflo*, des droits qu'il leur avait cédés au brevet d'invention de dix ans

qui lui a été délivré, le 18 août 1837, pour un métier à tisser à double chasseur et à plusieurs marches.

15° La cession faite, les 28 août et 13 février derniers, à MM. *Michel et Gottlob-Jenisch*, demeurant à Dijon, par M. *Revillon*, de ses droits, dans le département de la Côte-d'Or, et dans le canton de Chagny (Saône-et-Loire), au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 9 octobre 1835, pour un pressoir-cylindre, propre à la pression de tous les liquides.

16° La cession faite, le 15 février dernier, à M. *Stephens*, de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choseul, n° 2 ter, par M. *Milles-Berry*, de tous ses droits, 1° au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 25 octobre 1837, pour des perfectionnements dans la préparation ou la fabrication d'une certaine matière colorante, qui ont pour objet de la rendre propre à la teinture, à l'impression des tissus, et à l'écriture; 2° au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre qui lui a été délivré, le 2 mars 1838.

17° La cession faite, le 19 février dernier, à M. *Jcancler*, manufacturier de faïence, et dame *Elisabeth-Nicolas* son épouse, demeurant Grande-Rue-Mercièrè, n° 59, à Lyon, département du Rhône, par M. *Nicolas*, de ses droits dans un cercle dont le centre est à Lyon, et dont le rayon sera de 75 kilomètres, et, en outre, sur tous les bords de la Saône, depuis Lyon jusqu'à Châlons, 1° au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 15 décembre 1836, pour un four à cuire la faïence blanche à émail opaque et toute autre sorte de faïence, avec du charbon de terre, de la houille ou du coke; 2° au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre qui lui a été délivré, le 26 avril 1838.

18° Le partage fait, le 22 mars dernier, entre M. *Tallon-Ashley*, calligraphe, demeurant à Bayeux, et M. *Lemaître*, docteur-médecin, demeurant à Vire, département du Calvados, de leurs droits au brevet d'invention de dix ans qui leur a été délivré collectivement, le 13 août 1834, pour une nouvelle méthode d'écriture dite *calligraphie perfectionnée*. Ledit acte de partage réserve le privilège dont il s'agit à M. *Lemaître*, dans les départements de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, des Bouches-du-Rhône, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Corrèze, de la Corse, de la Creuse, de la Dordogne, de l'Indre, de l'Isère, des Landes, de Loir-et-Cher, de la Loire, de la Haute-Loire, du Lot, de Lot-et-Garonne, de la Lozère, de la Mayenne, du Puy-de-Dôme, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, du Rhône, de Saône-et-Loire, de Tarn-et-Garonne, du Var, de Vaucluse, de la Vienne, de la Haute-Vienne, de Maine-et-Loire et de la Seine, M. *Tallon-Ashley* conservant ses droits dans les autres départements de la France.

3. Il sera donné à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de



la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé L. CUNIN-GRIDAIN.*

N° 8205. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Conservateurs des Forêts.*

Au palais de Saint-Cloud, le 14 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu notre ordonnance du 9 juillet 1833 (1), relative au classement des conservations forestières;

Vu celle du 12 août 1839 (2), qui, en modifiant la précédente, porte que le traitement de chaque classe, pour les conservateurs, est attaché aux personnes et non aux résidences;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les conservateurs des forêts sont divisés en quatre classes.

2. Le traitement des conservateurs est fixé, savoir :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	9,000 <sup>f</sup>
2 <sup>e</sup> . . . . .	8,000
3 <sup>e</sup> . . . . .	7,000
4 <sup>e</sup> . . . . .	6,000

3. Le nombre des conservateurs de chaque classe sera déterminé par notre ministre des finances.

4. Notre ordonnance du 9 juillet 1833 est rapportée en ce qu'elle a de contraire à ces dispositions.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 239, n° 4889.

(2) Bull. 680, n° 8180.

N° 8206. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1838.*

Au palais de Saint-Cloud, le 20 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838, et contenant ( article 4 ) la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de soixante-neuf mille francs ( 69,000<sup>f</sup> ), applicable aux chapitres et articles de dépenses ci-après désignés, savoir :

*Service administratif et de surveillance des forêts dans les départements.*

CHAPITRE 35.

AVANCES RECOURABLES.

*Article unique.* Frais de poursuites et d'instances. . . . . 40,000<sup>f</sup>

CHAPITRE 46.

Primes à l'exportation des marchandises. . . . . 29,000

TOTAL. . . . . 69,000

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

**N° 8207. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.**

Au palais de Saint-Cloud, le 20 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu, 1° la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839 ;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834 ;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de trois cent soixante et dix mille cinq cent soixante neuf francs quarante-huit centimes ( 370,569<sup>f</sup> 48<sup>c</sup> ), pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui feront l'objet des chapitres spéciaux désignés ci-après, savoir :

Indemnité de révocation d'une concession domaniale et accessoires.....	108,127 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>
Remplacement des poids de vingt-cinq kilogrammes [ loi du 4 juillet 1837 et ordonnance royale du 16 juin 1839 (2) ].	85,500 00
Service des douanes.....	40,000 <sup>f</sup>
Service des contributions indirectes.....	45,500
<b>TOTAL.....</b>	<b>85,500</b>
<b>Complément d'intérêts aux créanciers français des États-Unis d'Amérique.....</b>	<b>176,942 28</b>
<b>TOTAL ÉGAL.....</b>	<b>370,569 48</b>

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé

(1) Bull. 579, n° 7437.

(2) Bull. 655, n° 8004.

de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

---

N° 8208. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1839, un Crédit supplémentaire applicable au chapitre des Missions extraordinaires et Dépenses imprévues.*

A Paris, le 24 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant ( article 6 ) la nomenclature détaillée des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de quatre cent cinquante mille francs, applicable au chapitre XI, missions extraordinaires et dépenses imprévues.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8209. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. La route départementale n° 12, de Pertuis à Aix, dans le département de Vaucluse, sera prolongée jusqu'à la Bastide des Jourdans, et de là se dirigera vers la limite du département des Basses-Alpes par deux embranchements qui tendront, l'un vers Forcalquier et l'autre vers Manosque.

La route départementale n° 12 prendra la dénomination de *route d'Aix à Forcalquier par Pertuis et la Bastide des Jourdans, avec embranchement sur Manosque.*

Dans le département des Basses-Alpes, le chemin de Forcalquier à Pertuis par le Grand-Logis de Monfaron et la Bastide des Jourdans, et le chemin de Manosque à Pertuis par Pierrevert et la Bastide des Jourdans, sont classés parmi les routes départementales, sous les n°s 20 et 21.

Le chemin de Montagnac à la limite du Var par le pont Sylvestre est également classé au nombre des routes départementales des Basses-Alpes, sous le n° 9 bis.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement de ces diverses routes, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 4 Août 1839.*)

---

N° 8210. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que le chemin compris entre Souillac et la limite du département de la Dordogne, au Pas du Rayse, est et demeure classé au rang des routes départementales du Lot comme prolongement de la route départementale n° 3 de Souillac à Aurillac;

2° Que cette route prendra désormais la dénomination de *route de Sarlat à Aurillac par Souillac.* (*Saint-Cloud, 4 Août 1839.*)

---

N° 8211. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que le chemin qui contourne au nord-ouest la ville de Dôle, en passant par les rues Bernard, Saint-Étienne et du Repos, est et



demeure classé parmi les routes départementales du Jura, sous le n° 28, et avec la dénomination de *route de communication entre les routes royales n°s 5 et 73 à Dôle* ;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à l'établissement et au perfectionnement de la nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Saint-Cloud, 4 Août 1839.* )

---

N° 8212. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 70, d'Avallon à Combeaufontaine, d'une part, entre Vitteaux et Sombernon, et d'autre part, entre la maison Jacob et le hameau de la République, dans le département de la Côte-d'Or ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 9 Août 1839.* )

---

N° 8213. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la rampe de Gaël, sur la route royale n° 166, de Vannes à Dinan, dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 9 Août 1839.* )

---

N° 8214. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification des rampes de Saint-Léonard et du Roquet, sur les routes royales n° 178, de Caen aux Sables d'Olonne, et n° 155, d'Orléans à Saint-Malo, aux abords de la ville de Fougères, dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ( *Paris, 9 Août 1839.* )

---

**N° 8215. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification des routes royales n° 164, d'Angers à Brest, et n° 177, de Caen à Redon, aux abords de la ville de Redon, dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 9 Août 1839.* )

---

**N° 8216. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Que le chemin de Nîmes à Orange, partant de la route royale n° 100, de Montpellier à Digne, près de la Bégude de Synargue, et venant aboutir à Roquemaure, est et demeure classé parmi les routes départementales du département du Gard sous le n° 27 et la dénomination de *route de Nîmes à Orange par les territoires des communes de Rochefort, Tavel et Roquemaure* ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement régulier de cette communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 9 Août 1839.* )

---

**N° 8217. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 143, de Clermont à Tours, entre Riom et la sortie de Saint-Bonnet, et entre l'aqueduc de Beauregard et la sortie de la ville de Combronde, dans le département du Puy-de-Dôme ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 16 Août 1839.* )

---

**N° 8218. — ORDONNANCE DU ROI portant :**

ART. 1<sup>er</sup>. La route royale n° 6, de Paris à Chambéry, sera rectifiée entre Auxerre et Avallon, suivant un nouveau tracé qui, abandonnant la route actuelle à l'Auberge-Neuve, ira la rejoindre à l'entrée d'Avallon en se développant dans les vallées de l'Yonne, de la Cure et du Cousin, et en passant par Champs, Vincelles, Cravant, Vermanton, Lucy-sur-Cure, Arcy-sur-Cure, Voutenay et Sermizelles.

2. Les offres faites par le conseil général du département de l'Yonne pour la construction de la nouvelle route sont et demeurent acceptées conformément à la délibération dudit conseil général.

3. L'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à l'établissement de cette nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 20 Août 1839.*)

---

N° 8219. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. La route royale n° 77, de Nevers à Sedan, entre Premery et Clamecy, sera dirigée par Champlemy et Varzy au lieu de passer par Brinon.

2. L'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction ou au perfectionnement de cette route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Les dispositions du décret du 16 décembre 1811, contraires à la présente ordonnance, sont rapportées. (*Paris, 20 Août 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Octobre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 684.

N° 8220. — *ORDONNANCE DU ROI sur l'organisation de la Cavalerie régulière d'Afrique.*

A Paris, le 31 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1831 (1), portant organisation de deux régiments de cavalerie légère, sous la dénomination de *chasseurs d'Afrique* ;

Vu notre décision du 27 novembre 1832, qui autorise la formation, à Bône, d'un régiment de chasseurs d'Afrique sous le n° 3 ;

Vu les ordonnances des 10 septembre 1834 (2), 10 juin 1835 (3) et 12 août 1836 (4), portant organisation de corps de cavalerie indigène, sous la dénomination de *spahis réguliers* ;

Vu la loi de finances du 24 juillet 1839 ;

Voulant apporter à ces ordonnances et décision les modifications que l'expérience a fait reconnaître nécessaires, notamment en ce qui concerne les corps de cavalerie indigène, et donner à la cavalerie française et indigène une organisation qui soit en rapport avec celle des corps de cavalerie de l'intérieur, autant que le comportent les nécessités du service en Afrique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** La cavalerie régulière sera composée, en Afrique, de quatre régiments de cavalerie légère, sous la dénomination de *chasseurs d'Afrique*, au moyen de la création, à Bône, d'un nouveau régiment portant le n° 4.

(1) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 126, n° 3506.

(2) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 327, n° 5474.

(3) ————— Bull. 365, n° 5800.

(4) Bull. 451, n° 6451.

2. Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments seront chacun de six escadrons de chasseurs français et de deux escadrons de spahis, composés d'indigènes et de Français.

Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments seront chacun de cinq escadrons de chasseurs français et d'un escadron de spahis, composé également d'indigènes et de Français.

Les escadrons de spahis prendront la gauche de leur régiment dans l'ordre habituel de bataille.

3. Les régiments de chasseurs d'Afrique seront organisés et composés conformément aux tableaux suivants.

1<sup>er</sup> ET 2<sup>e</sup> RÉGIMENT.

	OFFI- CIERS.	TROUPE	CHEVAUX		OBSERVATIONS.
			d'offi- ciers.	de troupe.	
Colonel.....	1	"	5	"	Le chef d'escadron commandant les deux escadrons de spahis devra parler la langue arabe.
Lieutenant-colonel.....	1	"	4	"	
Chefs d'escadron.....	4	"	16	"	
Major.....	1	"	2	"	A la faculté de ne pas se monter.
Capitaine instructeur.....	1	"	2	"	
Adjutants-majors.....	4	"	12	"	
Trésorier.....	1	"	2	"	<i>Idem.</i>
Adjoint au trésorier.....	1	"	2	"	
Officier d'habillement.....	1	"	2	"	
Porte-étendard.....	1	"	2	"	(a) 1 Maréchal des logis chef, premier secrétaire du bureau du major et du trésorier; 1 maréchal des logis, deuxième secrétaire du bureau du major et du trésorier. 1 maréchal des logis chargé du magasin; 1 maréchal des logis chargé des détails relatifs à l'éclairage et aux ustensiles d'écurie. 1 maréchal des logis maître d'armes.
Chirurgien-major.....	1	"	3	"	
Chirurgiens aides-majors...	3	"	6	"	
Adjutants sous-officiers....	"	4	"	4	
Adjudant-vaguemestre.....	"	1	"	1	
Vétérinaire en premier....	"	1	"	1	
Vétérinaires en second...	"	3	"	3	
Trompette-major.....	"	1	"	1	
Trompette-brigadier.....	"	1	"	1	
Trompettes.....	"	2	"	2	
Maréchaux ferrants.....	"	3	"	"	
PELTON HORS RANG.					
Maîtres ouvriers.....	"	4	"	"	
Maréchal des logis chef et maréchaux des logis.....	"	(a) 5	"	"	
Brigadier-fourrier d'état-major.....	"	1	"	"	
Brigadiers.....	"	6	"	"	
Cavaliers.....	"	38	"	"	
	20	70	58	13	
Enfants de troupe.....	"	1	"	"	



## ESCADRON DE CHASSEURS.

	OFFI- CIERS.	TROUPE	CHEVAUX		OBSERVATIONS.
			d'offi- ciers.	de troupe.	
Capitaine commandant....	1	"	3	"	
en second.....	1	"	3	"	
Lieutenant en premier....	1	"	2	"	
en second.....	1	"	2	"	
Sous-lieutenants.....	4	"	8	"	
Maréchal des logis chef....	"	1	"	1	
Maréchaux des logis.....	"	8	"	8	
Maréchal des logis fourrier..	"	1	"	1	
Brigadier élève fourrier....	"	1	"	1	
Brigadiers.....	"	16	"	16	
Cava- { de 1 <sup>re</sup> classe.....	"	32	"	32	
liers { de 2 <sup>e</sup> { montés....	"	108	"	108	
{ classe { non montés.	"	16	"	"	
Maréchaux ferrants.....	"	3	"	3	
Trompettes.....	"	3	"	3	
	8	189	18	173	
Enfants de troupe.....	"	2	"	"	

## ESCADRON DE SPAHIS.

	OFFICIERS		TROUPES		CHEVAUX		OBSERVATIONS.
	fran- çais.	indi- gènes.	fran- çaises.	indi- gènes.	d'offi- ciers.	de troupe	
Capitaine commandant....	1	"	"	"	3	"	
en second....	1	"	"	"	3	"	
Lieutenant en premier....	1	"	"	"	2	"	
en second....	"	1	"	"	2	"	
Sous-lieutenants.....	2	2	"	"	8	"	
Maréchal des logis chef....	"	"	1	"	"	1	
Maréchaux des logis....	"	"	4	4	"	8	
Maréchaux des logis fourriers.....	"	"	1	"	"	1	
Brigadier élève fourrier....	"	"	1	"	"	1	
Brigadiers.....	"	"	8	8	"	16	
Cavaliers de 1 <sup>re</sup> classe..	"	"	16	16	"	32	
de 2 <sup>e</sup> classe..	"	"	42	43	"	85	
Maréchaux ferrants....	"	"	3	"	"	3	
Trompettes.....	"	"	3	"	"	3	Français ou indigènes.
	5	3	79	71	18	150	
Enfants de troupe....	"	"	"	"	"	"	

## FORCE D'UN RÉGIMENT À 8 ESCADRONS.

	OFFI- CIERS.	TROUPE	CHEVAUX		OBSERVATIONS.
			d'offi- ciers.	de troupe.	
État-major et peloton hors rang.....	20	70	58	13	
6 escadrons de chasseurs...	48	1,134	108	1,038	
2 escadrons de spahis. ....	16	300	36	300	
Complet.....	84	1,504	202	1,351	
Enfants de troupe.....	"	17	"	"	

3<sup>e</sup> ET 4<sup>e</sup> RÉGIMENT.

	OFFI- CIERS.	TROUPE	CHEVAUX		OBSERVATIONS.
			d'offi- ciers.	de troupe.	
ÉTAT-MAJOR.					
Colonel.....	1	"	5	"	Le chef d'escadron sous les ordres duquel sera placé l'escadron de spahis devra parler la langue arabe.
Lieutenant-colonel.....	1	"	4	"	
Chefs d'escadron.....	3	"	12	"	
Major.....	1	"	2	"	A la faculté de ne pas se monter.
Capitaine instructeur.....	1	"	2	"	
Adjudants-majors.....	3	"	9	"	
Trésorier.....	1	"	2	"	<i>Idem.</i>
Adjoint au trésorier.....	1	"	2	"	
Officier d'habillement.....	1	"	2	"	
Porte-étendard.....	1	"	2	"	
Chirurgien-major.....	1	"	3	"	
Chirurgiens aides-majors..	2	"	4	"	
Adjudants sous-officiers....	"	3	"	3	
Adjudant-vaguemestre.....	"	1	"	1	
Vétérinaire en premier.....	"	1	"	1	
Vétérinaires en second....	"	2	"	2	
Trompette-major.....	"	1	"	1	
Trompette-brigadier.....	"	1	"	1	
Trompettes.....	"	2	"	2	
Maréchaux ferrants.....	"	3	"	"	
PELTON HORS RANG.					
Maîtres ouvriers.....	"	4	"	"	
Maréchaux des logis.....	"	4	"	"	
Brigadier fourrier d'état-ma- jor.....	"	1	"	"	
Brigadiers.....	"	6	"	"	
Cavaliers.....	"	38	"	"	
	17	67	49	11	
Enfants de troupe.....	"	1	"	"	

Escadron de chasseurs... { Ces escadrons ont la même composition que ceux  
Escadron de spahis... { des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments.

## FORCE D'UN RÉGIMENT À 6 ESCADRONS.

	OFFI- CIERS.	TROUPE	CHEVAUX		OBSERVATIONS.
			d'offi- ciers.	de troupe.	
État-major et peloton hors rang.....	17	67	49	11	
5 escadrons de chasseurs....	40	945	90	865	
1 escadron de spahis.....	8	150	18	150	
COMPLET.....	65	1,162	157	1,026	
Enfants de troupe.....	"	13	"	"	
Force des 4 régiments de chasseurs d'Afrique.....	298	5,332	718	4,754	Et 60 enfants de troupe.

4. Le recrutement des escadrons de chasseurs et de spahis, quant aux emplois dévolus aux Français, a lieu par des engagements volontaires contractés par des Français qui ont préalablement obtenu le consentement du chef du corps dans lequel ils désirent être admis, et subsidiairement par des militaires appartenant aux régiments de cavalerie de l'armée, soit à titre volontaire, soit à titre obligatoire, d'après les désignations des inspecteurs généraux. Ces engagements sont soumis aux dispositions des ordonnances des 28 avril 1832 (1) et 15 janvier 1837 (2).

Le recrutement des escadrons de spahis, quant aux emplois indigènes, a lieu par des engagements volontaires. Les indigènes âgés de seize ans au moins et de quarante ans au plus, qui demandent à faire partie des spahis et qui sont reconnus réunir les conditions d'aptitude à ce service, peuvent y être admis sur la présentation du chef du corps et l'approbation de l'autorité militaire supérieure.

Un acte d'engagement est dressé par le sous-intendant militaire, en présence du chef du corps ou de l'officier qui

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 155, n° 4155.

(2) Bull. 480, n° 7602.

commande en son absence, d'un interprète qui explique à l'indigène les conditions de son engagement, et de deux militaires indigènes qui lui servent de témoins.

L'engagé prête serment de fidélité au Roi des Français entre les mains du commandant du corps et sur le Coran, en présence du sous-intendant militaire, qui en dresse procès-verbal et en fait mention dans l'acte d'engagement.

La durée de l'engagement est de cinq ans au moins et de sept ans au plus : elle peut être prolongée par des rengagements de deux à cinq ans, contractés dans la même forme que les engagements.

5. La connaissance pratique de la langue arabe est une des conditions exigées pour l'avancement au choix des officiers et sous-officiers français qui font partie depuis deux ans des escadrons de spahis. La connaissance pratique de la langue française sera également une des conditions exigées pour l'avancement des sous-lieutenants et des sous-officiers indigènes, employés depuis deux ans dans les mêmes escadrons.

6. L'habillement, le harnachement et l'armement des régiments de chasseurs d'Afrique est déterminé par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre.

7. Les dispositions des tarifs annexés à nos ordonnances des 25 décembre 1837 (1) et 25 juillet 1839 (2), relatives à la solde et aux prestations des régiments de chasseurs et de hussards, sont applicables aux militaires français et indigènes des régiments de chasseurs d'Afrique. Toutefois, les sous-officiers, brigadiers et cavaliers indigènes des escadrons de spahis peuvent, d'après l'autorisation du gouverneur général ou du commandant de la province, recevoir, en remplacement de la ration de vin en nature, une indemnité représentative en argent. La quotité de cette indemnité est déterminée par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur la proposition du gouverneur général.

8. Les colonels des régiments de chasseurs d'Afrique re-

---

(1) Bull. 561, n° 7319.

(2) Bull. 666, n° 8076.

çoivent, à titre d'indemnités des frais de représentation et de bureau, une somme annuelle fixée à raison de trois cents francs par escadron.

9. Les indemnités de frais de bureau à allouer annuellement aux officiers comptables des régiments de chasseurs d'Afrique sont déterminées par notre ministre de la guerre, sur la proposition de l'intendant militaire de l'armée.

10. Le corps de spahis réguliers d'Alger, créé par notre ordonnance du 10 septembre 1834, est licencié.

11. Les officiers français appartenant à ce corps, et qui n'auront pu être compris dans la nouvelle organisation des quatre régiments de chasseurs d'Afrique, seront mis en non-activité par licenciement de corps, conformément à l'article 5 de la loi du 19 mai 1834.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

12. Il sera procédé, par voie d'extinction, à la suppression des emplois d'officiers indigènes compris dans l'organisation déterminée par la présente ordonnance.

En conséquence, il ne sera pourvu aux vacances d'emploi de lieutenant et de sous-lieutenant indigène des régiments de chasseurs d'Afrique, qu'autant que les réductions qu'il s'agit d'effectuer auront été réalisées.

13. Les sous-officiers, brigadiers et cavaliers indigènes appartenant au corps des spahis réguliers d'Alger, et qui désireront continuer à servir dans les escadrons de spahis du premier régiment de chasseurs d'Afrique, y seront admis avec leur grade et avec les avantages de solde dont ils sont actuellement en possession et qu'ils conserveront jusqu'à l'expiration de leur engagement.

Les sous-officiers, brigadiers et cavaliers français du même corps seront incorporés dans les escadrons de spahis du premier régiment de chasseurs d'Afrique, et y recevront la solde et les prestations déterminées par l'article 7 de la présente ordonnance.

14. Les officiers français qui appartiennent au corps des



spahis réguliers d'Alger, et qui seront compris dans la nouvelle organisation du premier régiment de chasseurs d'Afrique, ou dans la formation du quatrième régiment, y conserveront le supplément de solde qui leur a été alloué en raison de la durée de leurs services dans ce corps, mais ce supplément ne sera pas susceptible d'être accru.

15. Les corps de spahis réguliers d'Oran et de Bône, créés par nos ordonnances des 10 juin 1835 et 12 août 1836, sont conservés, savoir : celui d'Oran à quatre escadrons, et celui de Bône à trois escadrons seulement, jusqu'à ce que l'expérience ait démontré les avantages de la nouvelle organisation appliquée aux premier et quatrième régiments de chasseurs d'Afrique.

16. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

**N° 8221. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Gendarmerie d'Afrique.**

Au palais de Saint-Cloud, le 31 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 24 juillet 1839, portant allocation de crédits supplémentaires sur l'exercice 1839 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le corps de la gendarmerie d'Afrique est porté à sept cent huit officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes, et à quatre cent quarante-huit chevaux.

Il prend la dénomination de *Légion de gendarmerie d'Afrique*.

2. La composition de cette légion est déterminée ainsi qu'il suit :

OFFICIERS.	EFFECTIF.	
	Hommes.	Chevaux.
Colonel ou lieutenant-colonel, chef de légion.....	1	4
Chef d'escadron.....	1	3
Capitaines commandants de compagnie.....	4	8
Capitaine trésorier.....	1	2
Lieutenants.....	15	30
	22	47
TROUPE À CHEVAL.		
Maréchal des logis chef, adjoint au trésorier.....	1	1
Maréchaux des logis.....	25	25
Brigadiers.....	50	50
Gendarmes.....	325	325
	401	401
TROUPE À PIED.		
Maréchaux des logis.....	19	11
Brigadiers.....	38	11
Gendarmes.....	228	11
	285	11

3. La légion est formée de quatre compagnies.

Le chef-lieu de la première compagnie est à Alger,

Celui de la deuxième à Bouffaric,

Celui de la troisième à Constantine,

Et celui de la quatrième à Oran.

Chacune de ces compagnies est commandée par un capi-

taine; toutefois, le chef d'escadron a le commandement supérieur des deux premières.

4. La force, la composition particulière de chaque compagnie, sa subdivision en lieutenances et brigades, ainsi que la circonscription respective des compagnies, lieutenances et brigades, seront établies ultérieurement par nous sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et sur la proposition de notre gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique.

5. La solde, les allocations et les prestations en nature, sont fixées par le tarif annexé à la présente ordonnance, conformément aux dispositions de notre décision royale du 22 novembre 1833 et de notre ordonnance du 25 juillet 1839 (1).

6. Les quatre compagnies de la légion d'Afrique sont administrées par un seul et même conseil, lequel est composé,

Du chef de légion, président;

Du capitaine commandant la compagnie à Alger,

Du capitaine trésorier,

D'un lieutenant en résidence à Alger,

Du plus ancien maréchal des logis en résidence à Alger.

En cas d'absence, les membres du conseil d'administration sont remplacés par des militaires du même grade, et subsidiairement par des militaires du grade inférieur, sauf le capitaine trésorier, qui est remplacé par son adjoint.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

(1) Bull. 666, n° 8076.

DÉSIGNATION des grades.	COMPOSITION de la solde de présence en Afrique.					SOLDE d'absence par jour.				OBSERVATIONS.		
	Solde d'Europe par an.	Supplément en Afrique par an.	Total par an.	Par mois.	Par jour.	En congé.	A l'hôpital ou aux eaux.	En détention captivité.				
Officiers.	Colonel ou lieutenant-colonel.....	6,000 <sup>f</sup>	1,000 <sup>f</sup>	7,000 <sup>f</sup>	583 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup>	19 <sup>f</sup> 44 <sup>c</sup> 44 <sup>m</sup>	4	8 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup> 33 <sup>m</sup>	13 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	5 <sup>f</sup> 55 <sup>c</sup> 05 <sup>m</sup>	8 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup> 33 <sup>m</sup>	Les fractions du présent tarif ont applicables aux militaires de la gendarmerie d'Afrique, depuis le jour de leur débarquement en Afrique jusqu'à celui de leur embarquement pour rentrer en France.
	Chef d'escadron.....	4,570	1,030	5,600	458 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup>	15 <sup>f</sup> 27 <sup>c</sup> 77 <sup>m</sup>	3	6 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup> 83 <sup>m</sup>	9 <sup>f</sup> 41 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	13 <sup>f</sup> 38 <sup>c</sup>	6 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup> 83 <sup>m</sup>	Les suppléments d'accorder, à quelque titre que ce soit, aux troupes de l'armée d'occupation, ne sont pas dus à la gendarmerie d'Afrique.
	Capitaine commandant.	2,700	600	3,300	275 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	9 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	2	3 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	5 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	2 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	3 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	Les rations de vivres sont allouées, pour tous les grades, sur le même pied que pour les corps de cavalerie, employés en Afrique.
	Capitaine trésorier....	2,700	600	3,300	275 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	9 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	2	3 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	5 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	2 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	3 <sup>f</sup> 75 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	
	Lieutenant sous-lieutenant.....	1,950	600	2,550	212 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	7 <sup>f</sup> 03 <sup>c</sup> 33 <sup>m</sup>	2	2 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup> 83 <sup>m</sup>	3 <sup>f</sup> 91 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup> 55 <sup>m</sup>	2 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup> 83 <sup>m</sup>	
Troupe à cheval.	Maréchal des logis chef adjoint au trésorier..	1,135	265	1,400	116 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	3 <sup>f</sup> 88 <sup>c</sup> 89 <sup>m</sup>	1	1 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>	1 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 66 <sup>m</sup>	
	Maréchal des logis....	1,035	165	1,200	100 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	3 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup> 33 <sup>m</sup>	1	1 <sup>f</sup> 43 <sup>c</sup> 75 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 43 <sup>c</sup> 75 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 95 <sup>c</sup> 83 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 43 <sup>c</sup> 75 <sup>m</sup>	
	Brigadier.....	935	165	1,100	91 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	3 <sup>f</sup> 03 <sup>c</sup> 55 <sup>m</sup>	1	1 <sup>f</sup> 29 <sup>c</sup> 86 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 29 <sup>c</sup> 86 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 86 <sup>c</sup> 57 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 29 <sup>c</sup> 86 <sup>m</sup>	
	Gendarme.....	715	185	900	75 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	2 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	1	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup> 20 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> 00 <sup>m</sup>	
Troupe à pied.	Maréchal des logis....	750	100	850	70 <sup>f</sup> 83 <sup>c</sup>	2 <sup>f</sup> 36 <sup>c</sup> 10 <sup>m</sup>	-	1 <sup>f</sup> 04 <sup>c</sup> 16 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 04 <sup>c</sup> 16 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 69 <sup>c</sup> 44 <sup>m</sup>	1 <sup>f</sup> 04 <sup>c</sup> 16 <sup>m</sup>	
	Brigadier.....	650	100	750	62 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	2 <sup>f</sup> 08 <sup>c</sup> 33 <sup>m</sup>	-	0 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup> 47 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup> 47 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 60 <sup>c</sup> 19 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup> 47 <sup>m</sup>	
	Gendarme.....	550	100	650	54 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup>	1 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup> 55 <sup>m</sup>	-	0 <sup>f</sup> 76 <sup>c</sup> 38 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 76 <sup>c</sup> 38 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> 92 <sup>m</sup>	0 <sup>f</sup> 76 <sup>c</sup> 38 <sup>m</sup>	

Arrêté le présent tarif par nous, Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

**N° 8992. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.**

Au château d'Eu, le 3 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés pour les dépenses des cultes, par les comptes définitifs des exercices clos;

Considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de finances des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant est inférieur aux restants de crédit dont l'annulation a été prononcée pour ces services, par les lois de règlement desdits exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de quarante-huit mille cent trente-trois francs dix centimes, montant des créances détaillées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, à notre ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

<b>EXERCICE</b> 1835.....	<b>4,645<sup>f</sup> 24<sup>c</sup></b>
— 1836.....	<b>3,865 42</b>
— 1837.....	<b>30,622 44</b>
	<hr/>
	<b>48,133 10</b>
	<hr/>



2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des cha- pitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1835.			
19	Bourses des séminaires.....	4,644 <sup>f</sup> 45 <sup>c</sup>	4,645 <sup>f</sup> 24 <sup>c</sup>
22	Acquisitions, constructions et entre- tien des édifices diocésains.....	0 79	
EXERCICE 1836.			
7	Bourses des séminaires.....	3,136 12	3,865 42
10	Acquisitions, constructions et entre- tien des édifices diocésains.....	729 30	
EXERCICE 1837.			
7	Bourses des séminaires.....	3,424 99	39,622 44
10	Acquisitions, constructions et entre- tien des édifices diocésains.....	37,197 45	
			48,133 10

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

**N° 8223 — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.**

Au château d'Eu, le 3 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes, sur les exercices clos de 1836 et 1837, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de règlement de ces exercices ;

Considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans la loi de dépenses desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence des Chambres ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos, non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de règlement, ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de dix-sept cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-sept centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

EXERCICE 1836.....	1,215 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
<u>1837.....</u>	<u>573 87</u>
	<u>1,788 87</u>

2. Notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des cha- pitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
5	EXERCICE 1836.		
	Traitements et indemnités des mem- bres des chapitres du clergé paroissial.....	1,215 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	1,215 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
5	EXERCICE 1837.		
	Traitements et indemnités des mem- bres des chapitres du clergé pa- roissial.....	573 87	573 87
			1,788 87

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

**N° 8224. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.**

Au palais des Tuileries, le 21 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1835, 1836 et 1837 ;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédit dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de seize mille cent vingt-neuf francs six centimes ( 16,129,06<sup>c</sup> ), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838 portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

EXERCICE 1835.....	4,645 <sup>f</sup> 91 <sup>c</sup>
—— 1836.....	4,074 17
—— 1837.....	7,408 98
	<u>16,129 06</u>

2. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

*Signé* J. DUFAURE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1835.				
18	Routes royales et ponts.	Élargissement de routes	175 <sup>f</sup> 54 <sup>c</sup> 128 10 5 40	309 <sup>f</sup> 04 <sup>c</sup>	4,645 <sup>f</sup> 91 <sup>c</sup>
		Canal de Bourgogne...	681 73		
		Idem.....	15 00		
19	Navigation.....	Navigation de la Ga- ronne.....	6 25		
		Idem.....	51 74		
		Travaux du Rhône....	772 76		
20	Ports maritimes...	Port du Havre.....	2,809 39	2,809 39	
		A REPORTER....	4,645 91	4,645 91	4,645 91



NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		REPORT.....	4,645'91'	4,645'91'	4,645'91'
		EXERCICE 1836.			
15	Routes royales et ponts.	Élargissement de routes <i>Idem.</i> ..... <i>Idem.</i> ..... <i>Idem.</i> ..... Travaux d'entretien...	600 00 551 20 908 01 5 40 1,030 97	3,184 68	
16	Navigation.....	Navigation de la Ga- ronne..... <i>Idem.</i> ..... Travaux du Rhône.... Travaux divers.....	6 25 51 74 772 76 35 74	866 49	4,074 17
17	Ports maritimes...	Port de la Rochelle...	23 00	23 00	
		EXERCICE 1837.			
17	Routes royales et ponts.	Élargissement de routes Ponts à bascule..... Travaux d'entretien... <i>Idem.</i> ..... Service des bacs..... <i>Idem.</i> ..... <i>Idem.</i> .....	5 40 3,635 80 900 41 267 62 1,581 00 16 00 172 00	4,809 23	7,408 98
18	Navigation.....	Navigation de la Ga- ronne..... <i>Idem.</i> ..... <i>Idem.</i> ..... Travaux du Rhône....	6 25 51 74 772 76	2,599 75	
		TOTAL.....	16,129 06	16,129 06	16,129 06

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,

Signé J. DUFAURE.

N° 8225. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des  
Travaux publics un Crédit extraordinaire pour des Créances à  
solder sur des exercices périmés.

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des travaux publics sur les exercices périmés de 1829 à 1834 inclusivement et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres, qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics et de l'avis de notre Conseil des ministres ,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit extraordinaire spécial de dix mille neuf cent huit francs vingt centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des travaux publics sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

*Signé* J. DUFAURE.

Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1829 à 1834 inclusivement, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.

DÉSIGNATION des créances.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Ser- vices.	Parties prenantes.	par parties prenantes.	par services.	par exercices.	
EXERCICE 1829.					
Naviga- tion..	VIGNEAU.....	25 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	25 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	25 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	Le règlement a été re- tardé par des circonstances indépendantes de la vo- lonté du créancier, qui a réclamé dès le 19 février 1832.
EXERCICE 1830.					
Idem...	Idem.....	25 00	797 76	797 76	Idem.
Idem...	MAGGIA, repré- sentant les hé- ritiers DAU- MAIN.	772 76			La fixation de la quote- part de la ville de la Guil- lotière, de la ville de Lyon et de l'Etat, dans la dépense totale, a donné lieu à des difficultés qui ont retardé le règlement. L'entrepre- neur ne peut en souffrir, attendu qu'il a droit à des intérêts, en vertu de l'ar- ticle 70 d'un ancien mar- ché.
EXERCICE 1831.					
Idem...	Idem.....	772 76			Idem.
Idem...	VIGNEAU.....	6 25	1,865 60	1,865 60	Voir l'observation ci- dessus, à l'exercice 1829.
Idem...	DELLIA.....	1,086 39			Le créancier a réclamé le 24 mai 1834, et diverses cir- constances ont fait ajour- ner le règlement de cette créance portant sur un ca- pital de 1,334 fr. 85 cent., dont 300 fr. ont été mis à la charge d'un tiers par ar- rêté du conseil de préfec- ture du 8 avril 1837; l'Etat reste débiteur de 1,034 fr. 85 cent. avec intérêt.
EXERCICE 1832.					
Idem...	Idem.....	51 74			Idem.
Idem...	VIGNEAU.....	6 25	830 75	830 75	Voir l'observation ci- dessus à l'exercice 1829.
Idem...	MAGGIA, repré- sentant les hé- ritiers DAU- MAIN.	772 76			Idem à l'exercice 1830.
A reporter.....		3,519 11	3,519 11	3,519 11	

DÉSIGNATION des créances.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Ser- vices.	Parties prenantes.	par parties prenantes.	par services.	par exercices.	
<i>Report</i> .....		3,519 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>	3,519 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>	3,519 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>	
EXERCICE 1833.					
Routes et ponts.	LELIÈVRE....	5 40	5 40	.....	Intérêts oubliés lors du payement d'une somme de 108 fr. pour prix de vente d'un terrain.
Navigation.	VIGNEAU.....	6 25	.....	.....	Voir l'observation ci- dessus à l'exercice 1829.
<i>Idem</i> ...	DELLIA .....	51 74	830 75	6,080 37	<i>Idem</i> à l'exercice 1831.
<i>Idem</i> ...	MAGGIA, repré- sentant les hé- ritiers DAU- MAIN.	772 76	.....	.....	<i>Idem</i> .
Ports ma- ritimes.	MONGRAND...	5,244 22	5,244 22	.....	Le débiteur de cette créance est le sieur NEL, entrepreneur de lestage du port du Havre. Il a été condamné à payer par ar- rêt du Conseil d'état du 23 mars 1836; mais, vu son état d'insolvabilité et l'ordre direct donné au sieur MONGRAND d'exécu- ter les travaux en son lieu et place, l'administration se trouve débitrice envers ce dernier, sauf à consti- tuer le sieur NEL en débet vis-à-vis le trésor public.
EXERCICE 1834.					
Routes et ponts.	Dame POINOT.	105 00	.....	.....	Prix d'acquisition de terrains grevés d'hypo- thèques, consignation re- tardée par le fait de l'ad- ministration.
<i>Idem</i> ...	MARQUET ....	169 92	280 32	.....	
<i>Idem</i> ...	LELIÈVRE....	5 40	.....	.....	Voir l'observation ci- dessus à l'exercice 1833.
Navigation.	VIGNEAU.....	6 25	.....	1,308 72	<i>Idem</i> à l'exercice 1831.
<i>Idem</i> ...	DELLIA .....	51 74	830 75	.....	<i>Idem</i> à l'exercice 1833.
<i>Idem</i> ...	MAGGIA.....	772 76	.....	.....	<i>Idem</i> à l'exercice 1830.
Ports ma- ritimes.	MONGRAND...	197 65	197 65	.....	<i>Idem</i> à l'exercice 1833.
TOTAL.....		10,908 20	10,908 20	10,908 20	

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 24 septembre 1839, n° 324.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,

Signé J. DUFAURE.

N° 8226. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1838.*

Au palais de Saint-Cloud, le 25 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu, 1° la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1838;

2° Les lois des 9 et 10 août 1839, portant allocation de crédits extraordinaires au département de la marine et des colonies;

3° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

4° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire de trois cent quatre-vingt-quinze mille francs, pour subvenir à l'ordonnancement des dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues au budget dudit exercice, et qui s'appliquent aux chapitres ci-après :

CHAP. 4. Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués.....	150,000 <sup>f</sup>
— 5. Travaux de matériel naval. ( Ports.).....	180,000
— 10. Affrètement et transports par mer.....	50,000
— 12. Dépenses diverses.....	15,000

**SOMME ÉGALE..... 395,000**

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-



cution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8227. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation de cinq Collèges électoraux.*

Au palais de Fontainebleau, le 30 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 12 septembre 1830 et 19 avril 1831;

Vu nos ordonnances du 20 de ce mois qui ont nommé président de la commission des monnaies et médailles M. *Persil*, député du Gers, et conseillers d'état en service ordinaire MM. *Rivet*, *Tournouër*, *Lanyer* et *Mottet*, députés de la Corrèze, de la Côte-d'Or, de la Loire et de Vaucluse,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les collèges électoraux ci-après désignés sont convoqués, dans les villes et aux jours indiqués au tableau qui suit, à l'effet d'élire chacun un député.

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS électoraux.	VILLES où les collèges se réuniront.	JOUR de l'ouverture du collège.
Gers.....	2 <sup>e</sup> .....	Condom.....	26 octobre.
Corrèze.....	2 <sup>e</sup> .....	Brives.....	<i>Idem.</i>
Côte-d'Or.....	2 <sup>e</sup> .....	Dijon.....	<i>Idem.</i>
Loire.....	1 <sup>er</sup> .....	Saint-Étienne.....	<i>Idem.</i>
Vaucluse.....	4 <sup>e</sup> .....	Apt.....	<i>Idem.</i>

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de

L'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8228. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat spécial de police pour le chemin de fer de Saint-Vaas à Denain, et dont la juridiction comprendra toute la ligne qui parcourt ce chemin. ( *Fontainebleau, 30 Septembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

A Paris, le 7 \* Octobre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 7 Octobre 1839.

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 685.

N° 8229. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition des Crédits accordés au département de la Marine et des Colonies, par les Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839, pour les Dépenses de l'exercice 1838 (1).*

Au château d'Eu, le 25 Août 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,**

Vu la loi des dépenses du 20 juillet 1837, qui alloue au département de la marine et des colonies, pour le service de l'exercice 1838, un crédit de soixante-cinq millions;

Vu la loi du 9 août 1839, qui alloue des crédits supplémentaires et extraordinaires de six millions trois cent dix-huit mille neuf cent quinze francs;

Vu la loi du 10 août 1839, qui alloue un nouveau crédit extraordinaire de huit cent cinquante mille francs;

Vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822 (2), article 2;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (3), article 35;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le crédit accordé au département de la marine et des colonies par les lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839, pour le service de l'exercice 1838, lequel crédit s'élève, dans l'ensemble, à soixante et douze millions cent soixante-huit mille neuf cent quinze francs, est et demeure réparti conformément au tableau inséré ci-après :

(1) Une ordonnance du 17 août 1837 (Bull. 531, n° 7023) a déjà réparti par chapitres, sections et articles, le premier crédit de soixante-cinq millions accordé par la loi de finances du 20 juillet 1837.

(2) VII<sup>e</sup> série, Bull. 555, n° 13,379.

(3) IX<sup>e</sup> série, Bull. 579, n° 7437.

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>.</b>		
<i>Administration centrale. (Personnel.)</i>		
1	Traitement du ministre.....	80,000 <sup>f</sup>
2	Appointements des chefs et commis.....	570,000
3	Appointements de l'architecte chargé de la surveillance des bâtiments.....	2,000
4	Gages des gens de service.....	35,300
<b>TOTAL du chapitre 1<sup>er</sup>....</b>		<b>687,300</b>
<b>CHAPITRE 2.</b>		
<i>Administration centrale. (Matériel.)</i>		
1	Frais de bureau.....	128,500
2	Frais d'impressions et de reliures.....	51,400
3	Entretien des édifices.....	30,000
4	Frais de courriers et d'estafettes.....	3,000
<b>TOTAL du chapitre 2....</b>		<b>212,900</b>
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 3.</b>		
<i>Corps et agents entretenus, traitements fixes , abonnements, etc.</i>		
1	Conseil d'amirauté.....	49,400
2	Préfectures maritimes.....	60,000
3	Officiers de vaisseau.....	3,228,800
4	Inspection du matériel de l'artillerie et directions des ports.....	175,100
5	Génie maritime.....	273,800
6	Surveillance des fournitures de bois de la marine..	81,600
7	Commissariat de la marine.....	1,329,500
8	Commis entretenus et écrivains attachés au service des états-majors, des directions des constructions, des mouvements des ports et de l'artillerie....	126,500
9	Administration des subsistances.....	226,400
10	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	224,300
<b>A reporter.....</b>		<b>5,875,400</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
	<i>Report.....</i>	5,875,400 <sup>f</sup>
11	Aumôniers .....	14,800
12	Tribunaux maritimes.....	27,100
13	Officiers de santé.....	611,400
14	Maitres entretenus de toutes professions.....	312,000
15	Maitres entretenus de l'administration des subsis- tances.....	17,500
16	Divers agents.....	31,000
17	Escouades de gabiers de port.....	168,200
18	Escouades de gardiennage des vaisseaux.....	207,100
19	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, ron- diers et canotiers.....	409,200
20	Administration des forges de la Chaussade.....	38,300
21	Administration de l'établissement d'Indret.....	34,300
22	Administration des usines de l'artillerie.....	71,300
23	Indemnité de logement aux membres des conseils d'administration des ports militaires.....	33,800
24	Possessions françaises dans le nord de l'Afrique. (Service administratif.).....	29,400
	<b>TOTAL du chapitre 3....</b>	<b>7,780,800</b>
<b>CHAPITRE 4.</b>		
<i>Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués.</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Solde et accessoires de la solde.</b>		
1	Équipages.....	10,436,148
2	Troupes de la marine.....	812,200
3	Gendarmerie maritime.....	195,100
4	Compagnie de discipline.....	38,300
5	Sous-officiers et gardes-chiourmes.....	339,000
6	Habillement des équipages.....	2,806,752
7	Habillement des troupes de la marine.....	180,800
8	Habillement de la compagnie de discipline.....	11,900
9	Habillement des compagnies de gardes-chiourmes.....	50,400
10	Casernement.....	64,800
11	Frais de passage, frais de voyage, etc.....	810,800
12	Dépenses temporaires.....	50,000
	<b>TOTAL de la 1<sup>re</sup> section....</b>	<b>15,796,200</b>



NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839. )
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Hôpitaux.</b>		
1	Appointements et frais divers.....	120,300 <sup>f</sup>
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs au traitement des malades dans les établissements de la marine.....	687,700
3	Traitement de malades hors des établissements de la marine.....	450,500
4	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	30,000
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section....		1,288,500
<b>3<sup>e</sup> SECTION. — Vivres.</b>		
1	Appointements et frais divers (agents non entretenus).....	137,800
2	Achats spéciaux de rations dans les lieux où il n'existe point d'établissements de vivres.....	253,000
3	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition des rations.....	8,961,600
4	Fourniture d'eau douce aux bâtiments de l'État en pays étranger.....	36,200
5	Dépenses accessoires.....	1,225,000
TOTAL de la 3 <sup>e</sup> section.....		10,613,600
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 4.</b>		
<i>Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués.</i>		
1 <sup>re</sup> Section. — Solde et accessoires de la solde...		13,796,200
2 <sup>e</sup> Section. — Hôpitaux.....		1,288,500
3 <sup>e</sup> Section. — Vivres.....		10,613,600
TOTAL du chapitre 4....		27,698,300
<b>CHAPITRE 5.</b>		
<i>Travaux du matériel naval. ( Ports. )</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la journée ou à l'entreprise.....	5,691,100
A reporter.....		5,691,100

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Lois des 20 juillet 1837, <sup>1</sup> 9 et 10 août 1839. )
	<i>Report</i> .....	5,691,100 <sup>f</sup>
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports; frais de levée et de congédiement d'ouvriers, etc.) .....	199,800
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section....	5,890,900
	2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Achats de matières.</i>	
1	Bois de construction et autres.....	3,450,000
2	Machines à vapeur et autres.....	1,000,000
3	Métaux .....	2,260,000
4	Chanvres, toiles à voiles et autres .....	2,570,000
5	Matières colorantes, matières grasses, résineuses et combustibles.....	2,330,000
6	Ameublement, couchage et délivrances extraordinaires de vêtements.....	280,000
7	Marchandises diverses .....	430,000
8	Fournitures de bureau, des ports, etc.....	220,000
9	Confections à prix fait (matières et main-d'œuvre comprises) .....	130,000
10	Dépenses accessoires. (Sanvetage; transport de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits d'octroi et autres.).....	58,700
	TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section....	12,728,700
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 5.	
	<i>Travaux du matériel naval. (Ports.)</i>	
	1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers. ....	5,890,900
	2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....	12,728,700
	TOTAL du chapitre 5.....	18,619,600
	CHAPITRE 6.	
	<i>Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports.)</i>	
	1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>La Chaussée.</i>	
1	Salaires d'ouvriers .....	340,000
2	Achats de matières.....	760,000
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section....	1,100,000

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Indret.</b>		
1	Salaires d'ouvriers.....	165,000 <sup>f</sup>
2	Achats de matières.....	235,000
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section....		400,000
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 6.</b>		
<i>Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports.)</i>		
1	1 <sup>re</sup> Section. — La Chaussade.....	1,100,000
2	2 <sup>e</sup> Section. — Indret.....	400,000
TOTAL du chapitre 6....		1,500,000
<b>CHAPITRE 7.</b>		
<i>Travaux de l'artillerie. (Ports.)</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la journée ou à l'entreprise.....	384,900
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc.).....	10,000
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section....		394,900
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.</b>		
1	Bois de chêne et autres; ouvrages et ustensiles en bois.....	100,000
2	Fers et autres métaux; ustensiles en fer et en cuivre.....	240,000
3	Charbons de terre et de bois; matières grasses et résineuses.....	25,000
4	Armes blanches et à feu; platines à percussion...	145,000
5	Projectiles en fer coulé et en fer forgé.....	140,000
6	Poudres et matières inflammables; étoupilles et plumes pour étoupilles; amorces et poudres fulminantes; serge, parchemin et papier pour gargousses et cartouches.....	259,000
A reporter .....		909,000

NOMBRES des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. [ Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839. ]
	<i>Report</i> .....	969,000 <sup>f</sup>
7	Objets en cuir et effets de grand équipement. (Garde-feux, gibernes, baudriers, etc.)...	40,000
8	Chapvres, toiles, matières colorantes, broseries, instruments de précision, sable à mouler, etc...	56,500
9	Frais accessoires. (Sauvetage de munitions et de projectiles; abonnement pour l'entretien des armes, etc.; transport de matières dans l'inté- rieur du royaume, par terre et par eau; droits de douane, d'octroi et autres.).....	24,000
	TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....	1,029,500
RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 7.		
<i>Travaux de l'artillerie. (Ports.)</i>		
	1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....	394,900
	2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....	1,029,500
	TOTAL du chapitre 7.....	1,424,400
CHAPITRE 8.		
<i>Travaux de l'Artillerie.</i>		
(Établissements hors des ports.)		
1	Salaires d'ouvriers .....	128,000
2	Achats de matières .....	372,000
	TOTAL du chapitre 8.....	500,000
CHAPITRE 9.		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
1 <sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc.....	1,778,400
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'inté- rieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc.).....	50,000
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....	1,828,400

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.</b>		
1	Bois de charpente et autres.....	500,000
2	Fers, cuivres et autres métaux; ustensiles en fer et en cuivre.....	260,000
3	Pierres, briques, plâtre, chaux, sable et pozzolane.	750,000
4	Meubles, étoffes, passementerie, tapis et autres ar- ticles d'ameublement.....	25,000
5	Marchandises diverses.....	276,000
6	Éclairage des ports.....	80,000
7	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises).....	500,000
8	Achats et loyers de maisons et terrains.....	208,000
9	Dépenses accessoires. (Sauvetage; transports de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits de douane, d'octroi et autres.)	26,800
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....		2,625,800
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 9.</b>		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....		1,828,400
2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....		2,625,800
TOTAL du chapitre 9.....		4,454,200
<b>CHAPITRE 10.</b>		
<i>Affrètements et transport par mer.</i>		
1	Affrètements et surestaries pour transport d'hommes et de munitions par bâtiments du commerce..	250,000
2	Loyers de bateaux et de gabares pour le service intérieur des ports et des rades.....	18,000
TOTAL du chapitre 10.....		268,000
<b>CHAPITRE 11.</b>		
<i>Chiourmes.</i>		
1	Habillement et couchage des forçats dans les bagnes.....	193,500
2	Dépenses accessoires. (Façon et entretien des fers; achats et réparations d'ustensiles, etc.).....	51,500
TOTAL du chapitre 11.....		245,000



NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
<b>CHAPITRE 12.</b>		
<i>Dépenses diverses.</i>		
1	Frais de procédures civiles, de bannies, publications et affiches.....	22,000 <sup>f</sup>
2	Secours et gratifications précédemment sup- portés par les caisses des fonds libres sup- primées.....	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="margin-right: 10px;"> à la classe indigente des ports..... 28,000<sup>f</sup> à la maistrance. 14,000 pour faits de sau- vetage..... 9,600 à divers..... 8,400 </div> <div style="font-size: 4em; margin: 0 10px;">}</div> <div> 60,000 </div> </div>
3	Frais d'impressions et de reliures pour le service général des ports.....	144,600
4	Divers objets. (Abonnement au <i>Moniteur</i> et à divers journaux français et étrangers, pour les ports et les stations; perte sur les monnaies étrangères; frais de bureau de diverses commissions; frais d'emballages; divers frais de relâche dans les consulats; achats de médailles pour faits de sauvetage, etc.).....	114,300
5	Dépenses secrètes. (Escadre du Mexique.).....	30,000
	TOTAL du chapitre 12.....	370,900

**SERVICE SCIENTIFIQUE.****CHAPITRE 13.***Sciences et arts maritimes. (Personnel.)*

1	Dépôt des cartes et plans.....	115,200
2	Examineurs et professeurs d'hydrographie.....	145,700
3	Écoles de maistrance et écoles élémentaires des apprentis.....	21,300
4	Examineur des élèves de la marine royale; frais de tournées de quatre examineurs de l'école polytechnique, chargés d'examiner les candidats pour l'école navale.....	10,000
5	Boursiers au collège communal de Lorient.....	36,000
	<i>A reporter.....</i>	328,200

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
	<i>Report</i> .....	328,200 <sup>f</sup>
6	Reconnaisances hydrographiques des côtes de France (conduites, vacations, suppléments, etc., aux ingénieurs hydrographes), et observations de marées. ....	87,800
	TOTAL du chapitre 13. ....	416,000
CHAPITRE 14.		
<i>Sciences et arts maritimes. (Matériel.)</i>		
1	Reconnaisances hydrographiques des côtes de France. (Loyers de bateaux, transports d'instruments, etc.).....	25,000
2	Musée naval. ....	20,000
3	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation; gravures, impressions et reliures de cartes; publications de voyages. ....	237,000
4	Frais d'expériences et essais divers; matériel des écoles de navigation. ....	54,000
5	Achats de livres pour les bibliothèques des ports et des établissements de la marine. ....	30,000
	TOTAL du chapitre 14. ....	366,000
SERVICE COLONIAL.		
CHAPITRE 15.		
<i>Dépenses des services militaires aux colonies.</i>		
1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Personnel.</i>		
1	Solde.....	2,506,200
2	Accessoires de la solde. ....	747,200
3	Hôpitaux.....	1,067,800
4	Vivres.....	1,678,000
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section. ....	5,999,200

NUMÉROS	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS. accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
des articles.		
	2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Matériel.</i>	
1	Casernement.....	38,400 <sup>f</sup>
2	Artillerie et génie.....	538,000
3	Dépenses diverses.....	46,000
	TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....	622,400
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 15.	
	<i>Dépenses des services militaires aux colonies.</i>	
	1 <sup>re</sup> Section. — Personnel.....	5,999,200
	2 <sup>e</sup> Section. — Matériel.....	622,400
	TOTAL du chapitre 15.....	6,621,600
	CHAPITRE 16.	
	<i>Subvention au service intérieur des colonies.</i>	
	Personnel.	
1	Solde et accessoires de la solde.....	791,989
2	Hôpitaux.....	21,867
3	Vivres.....	58,658
	Matériel.	
4	Travaux et approvisionnements.....	78,126
5	Dépenses diverses.....	49,360
	TOTAL du chapitre 16.....	1,000,000
	CHAPITRE 19.	
	<i>Colonies. — Services accessoires.</i>	
Unique.	Dépenses de l'inspection générale et extraordinaire des douanes de la Martinique et de la Gua- deloupe.....	3,915
	CHAPITRE 17.	
	<i>Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)</i>	
	CHAPITRE 18.	
	<i>Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance. (Mémoire.)</i>	

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839.)
<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.</b>		
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	687,300
2	Administration centrale. (Matériel.).....	212,900
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
3	Corps et agents entretenus, traitements fixes, abonnements, etc. ....	7,780,800
4	Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués (hôpitaux et vivres compris).....	27,698,300
5	Travaux du matériel naval. (Ports.).....	18,619,600
6	Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports.).....	1,500,000
7	Travaux de l'artillerie. (Ports.).....	1,424,400
8	Travaux de l'artillerie. (Établissements hors des ports.).....	500,000
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	4,454,200
10	Affrètements et transports par mer.....	268,000
11	Chiourmes.....	245,000
12	Dépenses diverses.....	370,900
<b>SERVICE SCIENTIFIQUE.</b>		
13	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....	416,000
14	Sciences et arts maritimes. (Matériel.).....	366,000
<b>SERVICE COLONIAL.</b>		
15	Dépenses des services militaires aux colonies.....	6,621,600
16	Subvention au service intérieur des colonies.....	1,000,000
19	Colonies. — Services accessoires.....	3,915
17	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
18	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
<b>TOTAL GÉNÉRAL.....</b>		<b>72,168,915</b>

2. Nos ministres secrétaires d'état, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8230. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition des Crédits accordés au département de la Marine et des Colonies, par les Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839, pour les Dépenses de l'exercice 1839 (1).*

Au château d'Eu, le 27 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

Vu la loi des dépenses du 14 juillet 1838, qui alloue au département de la marine et des colonies, pour le service de l'exercice 1839, un crédit de soixante-six millions deux cent quinze mille neuf cent cinquante-sept francs ;

Vu la loi du 26 juillet 1839, qui alloue un crédit extraordinaire de dix millions ;

Vu la loi du même jour, qui alloue un nouveau crédit extraordinaire de quatre millions neuf cent douze mille huit cents francs ;

Vu la loi du même jour, qui alloue, pour le paiement d'une créance antérieure à 1816, un autre crédit de treize cent vingt-cinq francs ;

Vu la loi du 9 août 1839, qui accorde un nouveau crédit extraordinaire de deux millionscnt vingt-quatre mille cent soixante et quinze francs ;

Vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151 ;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822 (2), article 2 ;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (3), article 35 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le crédit accordé au département de la marine et

---

(1) Une ordonnance du 15 août 1838 (Bull. 598, n° 7538), a déjà réparti par chapitres, sections et articles, le premier crédit de soixante-six millions deux cent quinze mille neuf cent cinquante-sept francs, accordé par la loi de finances du 14 juillet 1838.

(2) VII<sup>e</sup> série, Bull. 555, n° 13,379.

(3) IX<sup>e</sup> série, Bull. 579, n° 7437.



des colonies par les lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839, pour le service de l'exercice 1839, lequel crédit s'élève, dans l'ensemble, à quatre-vingt trois millions deux cent cinquante-quatre mille deux cent cinquante-sept francs, est et demeure réparti conformément au tableau inséré ci-après :

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839. )
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>.</b>		
<i>Administration centrale. (Personnel.)</i>		
1	Traitement du ministre.....	80,000 <sup>f</sup>
2	Appointements des chefs et commis.....	570,000
3	Appointements de l'architecte chargé de la surveillance des bâtiments.....	2,000
4	Gages des gens de service.....	35,300
TOTAL du chapitre 1 <sup>er</sup> .....		687,300
<b>CHAPITRE 2.</b>		
<i>Administration centrale. (Matériel.)</i>		
1	Frais de bureau.....	111,500
2	Frais d'impressions et de reliures.....	30,000
3	Entretien des édifices dépendant du ministère....	30,000
TOTAL du chapitre 2.....		171,500
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 3.</b>		
<i>Officiers militaires et civils.</i>		
1	Conseil d'amirauté.....	49,400
2	Préfectures maritimes.....	60,000
3	Officiers de la marine.....	3,230,000
4	Inspection du matériel de l'artillerie... 32,993 <sup>f</sup>	176,508
	Directions des ports..... 114,313	
	Usines de l'artillerie. (Traitements de grade.)..... 29,200	
A reporter.....		3,515,908

N <sup>OS</sup> des articles,	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés.
		(Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
	<i>Report</i> .....	3,515,908 <sup>f</sup>
5	Génie maritime.....	273,800
6	Surveillance des fournitures de bois de la marine.	Mémoire.
7	Commissariat de la marine.....	1,329,500
8	Commis entretenus et écrivains attachés au service des états-majors et des directions des ports..	(a) 141,500
9	Administration des subsistances.....	226,400
10	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	220,700
11	Conseil des travaux de la marine.....	8,600
12	Aumôniers.....	14,800
13	Tribunaux maritimes.....	27,100
14	Officiers de santé.....	649,500
15	Établissement d'Indret.....	21,100
16	Forges de la Chaussade.....	30,800
16 bis	Usines de l'artillerie. (Suppléments et appointements divers.).....	37,124
17	Indemnité de logement aux membres des conseils d'administration des ports militaires.....	33,800
18	Possessions françaises du nord de l'Afrique.....	27,600
	<b>TOTAL du chapitre 3.....</b>	<b>6,558,232</b>
	<b>CHAPITRE 4.</b>	
	<i>Maistrance et gardiennage.</i>	
1	Maîtres entretenus de toutes professions.....	300,000
2	Maîtres entretenus de l'administration des subsistances.....	17,500
3	Divers agents.....	28,600
4	Escouades de gabiers de port.....	163,000
5	Escouades de gardiennage des vaisseaux.....	200,000
6	Gardiens de magasins et de bureaux; portiers, ronds et canotiers.....	409,200
	<b>TOTAL du chapitre 4...</b>	<b>1,118,300</b>
	<b>CHAPITRE 4 bis.</b>	
	<i>Dépenses de première formation d'un régiment d'infanterie de la marine.</i>	
1	Premières mises de casernement.....	306,675
	<i>A reporter</i> .....	306,675

(a) Dont 15,000 francs imputables sur le crédit spécial de 10 millions.

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés.
		( Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839. )
	<i>Report</i> .....	306,675 <sup>f</sup>
2	Premières mises d'habillement et de petit équipement.....	515,480
3	Solde de marche.....	75,684
	<b>TOTAL du chapitre 4 bis</b> .....	<b>897,839</b>
<b>CHAPITRE 5.</b>		
<i>Solde et entretien des troupes et des équipages.</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Solde et accessoires de la solde.</b>		
1	Équipages.....	(a) 13,230,375
2	Artillerie de la marine.....	812,200
3	Régiment d'infanterie de la marine.....	664,346
4	Gendarmerie maritime.....	195,100
5	Compagnie de discipline.....	38,300
6	Sous-officiers et gardes-chiourmes.....	338,700
7	Habillement des équipages.....	2,853,800
8	Habillement de l'artillerie de la marine.....	180,800
9	Habillement du régiment d'infanterie de la marine.....	55,133
10	Habillement de la compagnie de discipline.....	11,900
11	Habillement des compagnies de gardes-chiourmes.....	50,400
12	Frais de casernement.....	95,840
13	Frais de passage, frais de voyage, frais de rapatriement, etc.....	(b) 889,300
	<b>TOTAL de la 1<sup>re</sup> section</b> .....	<b>19,416,194</b>
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Hôpitaux.</b>		
1	Appointements et frais divers.....	117,300
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs au traitement des malades dans les établissements de la marine.....	(c) 822,793
3	Traitement de malades hors des établissements de la marine.....	(d) 356,000
4	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	30,000
	<b>TOTAL de la 2<sup>e</sup> section</b> .....	<b>1,326,093</b>

(a) Dont 2,191,500 francs imputables sur le crédit spécial de 10 millions.

(b) Dont 133,500 francs *idem*.

(c) Dont 60,000 francs *idem*.

(d) Dont 116,000 francs *idem*.

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
<b>3<sup>e</sup> SECTION. — Vivres.</b>		
1	Appointements et frais divers (agents non entretenus).....	(a) 156,500 <sup>f</sup>
2	Achats spéciaux de rations dans les lieux où il n'existe point d'établissements des vivres.....	(b) 225,500
3	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition des rations.....	(c) 8,440,407
4	Dépenses accessoires.....	(d) 1,413,400
TOTAL de la 3 <sup>e</sup> section....		10,235,807
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 5.</b>		
<i>Solde et entretien des troupes et des équipages.</i>		
1 <sup>re</sup>	Section. — Solde et accessoires de la solde....	19,416,194
2 <sup>e</sup>	Section. — Hôpitaux.....	1,326,093
3 <sup>e</sup>	Section. — Vivres.....	10,235,807
TOTAL du chapitre 5.....		30,978,094
<b>CHAPITRE 6.</b>		
<i>Travaux du matériel naval. (Ports.)</i>		
* 1 <sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la journée ou à l'entreprise.....	(e) 6,716,000
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports; frais de levée et de congédiement d'ouvriers, etc.).....	(f) 257,000
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section....		6,973,000
2 <sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.		
1	Bois de construction et autres.....	(g) 3,890,000
2	Machines à vapeur et autres.....	(h) 1,300,000
A reporter.....		5,190,000
(a) Dont 13,000 francs imputables sur le crédit spécial de 10 millions.		
(b) Dont 26,000 francs <i>idem</i> .		
(c) Dont 1,012,000 francs <i>idem</i> .		
(d) Dont 173,000 francs <i>idem</i> .		
(e) Dont 1,104,000 francs <i>idem</i> .		
(f) Dont 70,000 francs <i>idem</i> .		
(g) Dont 900,000 francs <i>idem</i> .		
(h) Dont 1,000,000 francs <i>idem</i> .		

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés.	
		(Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)	
	<i>Report</i> .....	5,190,000 <sup>f</sup>	
3	Métaux.....	(a) 4,010,000	
4	Chanvres, toiles à voiles et autres.....	(b) 3,890,000	
5	Matières colorantes, matières grasses, résineuses et combustibles.....	2,570,000	
6	Ameublement et couchage à bord.....	250,000	
7	Marchandises diverses.....	270,000	
8	Fournitures de bureau des ports, etc.....	200,000	
9	Confections à prix fait (matières et main-d'œuvre comprises).....	(c) 113,000	
10	Dépenses accessoires. (Sauvetage; transport de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits d'octroi et autres.).....	68,000	
	<b>TOTAL de la 2<sup>e</sup> section.</b> ....	<b>16,561,000</b>	
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 6.</b>			
<i>Travaux du matériel naval. (Ports.)</i>			
	1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....	6,973,000	
	2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....	16,561,000	
	<b>TOTAL du chapitre 6</b> .....	<b>23,534,000</b>	
<b>CHAPITRE 7.</b>			
<i>Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports : la Chaussade.)</i>			
1	Salaires d'ouvriers.....	(d) 390,000	
2	Achats de matières.....	(e) 860,000	
	<b>TOTAL du chapitre 7</b> .....	<b>1,250,000</b>	
<b>CHAPITRE 8.</b>			
<i>Travaux de l'artillerie. (Ports.)</i>			
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>			
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la journée ou à l'entreprise.....	(f) 561,000	
	<i>A reporter</i> .....	561,000	
(a)	Dont 1,300,000 francs imputables sur le crédit spécial de 10 millions.		
(b)	Dont 1,140,000 francs <i>idem</i> .		
(c)	Dont 33,060 francs <i>idem</i> .		
(d)	Dont 50,000 francs <i>idem</i> .		
(e)	Dont 100,000 francs <i>idem</i> .		
(f)	Dont 168,000 francs <i>idem</i> .		



NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés.
		(Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
	<i>Report</i> .....	561,000 <sup>f</sup>
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc.).....	(a) 12,000
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section...	573,000
	2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Achats de matières.</i>	
1	Bois de chêne et autres; ouvrages et ustensiles en bois.....	(b) 110,000
2	Fers et autres métaux; ustensiles en fer et en cuivre	(c) 360,000
3	Charbons de terre et de bois; matières grasses et résineuses.....	(d) 35,000
4	Armes blanches et à feu; platines à percussion....	(e) 225,000
5	Projectiles en fer coulé et forgé.....	80,000
6	Poudres et matières inflammables; étoupilles et plumes pour étoupilles; amorces et poudres fulminantes; serge, parchemin et papier pour gargousses et cartouches.....	(f) 429,000
7	Objets en cuir et effets de grand équipement. (Garde-feux; gibernes, baudriers, etc.).....	(g) 50,000
8	Marchandises diverses.....	(h) 65,000
9	Frais accessoires. (Sauvetage de munitions et de projectiles; abonnement pour l'entretien des armes, etc.; transport de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits de douane, d'octroi et autres.).....	25,000
	TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....	1,379,000
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 8.	
	<i>Travaux de l'artillerie. (Ports.)</i>	
	1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....	573,000
	2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....	1,379,000
	TOTAL du chapitre 8.....	1,952,000
(a) Dont 2,000 francs imputables sur le crédit spécial de 10 millions.		
(b) Dont 10,000 francs <i>idem</i> .		
(c) Dont 100,000 francs <i>idem</i> .		
(d) Dont 10,000 francs <i>idem</i> .		
(e) Dont 70,000 francs <i>idem</i> .		
(f) Dont 190,000 francs <i>idem</i> .		
(g) Dont 8,000 francs <i>idem</i> .		
(h) Dont 5,000 francs <i>idem</i> .		

N <sup>U</sup> MÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés.
		(Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
CHAPITRE 9.		
<i>Travaux de l'artillerie. (Établissements hors des ports.)</i>		
1	Salaires d'ouvriers . . . . .	128,000 <sup>f</sup>
2	Achats de matières . . . . .	372,000
TOTAL du chapitre 9 . . . . .		500,000
CHAPITRE 10.		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Salaires d'ouvriers.</i>		
1	Contre-maîtres, ouvriers, etc. . . . .	1,366,000
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'in- térieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc.) . . . . .	300,000
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section . . . . .		1,666,000
2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Achats de matières.</i>		
1	Bois de charpente et autres . . . . .	650,000
2	Fers, cuivres et autres métaux; ustensiles en fer et en cuivre . . . . .	436,000
3	Pierres, briques, plâtre, chaux, sable et pozzolane .	600,000
4	Meubles, étoffes, passementerie, tapis et autres ar- ticles d'ameublement . . . . .	25,000
5	Marchandises diverses . . . . .	232,400
6	Eclairage des ports . . . . .	80,000
7	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises) . . . . .	580,000
8	Achats et loyers de maisons et terrains . . . . .	158,000
9	Dépenses accessoires. (Sauvetage, transport de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits de douane, d'octroi et autres.)	26,800
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section . . . . .		2,788,200
RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 10.		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers . . . . .		1,666,000
2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières . . . . .		2,788,200
TOTAL du chapitre 10 . . . . .		4,454,200

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 14 juillet 1831 26 juillet et 9 août 1839.)
<b>CHAPITRE 11.</b>		
<i>Affrètements et transports par mer.</i>		
1	Affrètements et surestaries pour transport d'hommes et de munitions par bâtiments du commerce...	75,000
2	Loyers de bateaux et de gabares pour le service intérieur des ports et des rades.....	18,000
<b>TOTAL du chapitre 11.....</b>		<b>93,000</b>
<b>CHAPITRE 12.</b>		
<i>Chiourmes.</i>		
1	Habillement et couchage des forçats dans les bagnes	172,800
2	Dépenses accessoires. (Façon et entretien des fers; achats et réparations d'ustensiles, etc.).....	50,000
<b>TOTAL du chapitre 12.....</b>		<b>222,800</b>
<b>CHAPITRE 13.</b>		
<i>Dépenses diverses.</i>		
1	Frais de procédures civiles, de bannies, publications et affiches.....	15,000
2	Secours et gratifications, précédemment supportés par les caisses des fonds libres supprimées, { à la classe indigente des ports..... 28,000 <sup>f</sup> à la maistrance..... 14,000 pour faits de sauvetage.. 5,600 à divers..... 8,400 }	56,000
3	Frais d'impressions et de reliures pour le service général des ports.....	90,000
4	Divers objets. (Abonnement au <i>Moniteur</i> et à divers journaux français et étrangers, pour les ports et les stations; perte sur les monnaies étrangères; frais de bureau de diverses commissions; frais d'emballage; divers frais de relâche dans les consulats; achats de médailles pour faits de sauvetage, etc.).....	80,000
<b>TOTAL du chapitre 13.....</b>		<b>241,000</b>

NOMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
<b>SERVICE SCIENTIFIQUE.</b>		
<b>CHAPITRE 14.</b>		
<i>Sciences et arts maritimes. (Personnel.)</i>		
1	Dépôt des cartes et plans . . . . .	115,200 <sup>f</sup>
2	Examineurs et professeurs d'hydrographie . . . .	145,700
3	Écoles de maistrance, écoles élémentaires des ap- prentis et bibliothèques . . . . .	31,300
4	Examineur des élèves de la marine royale; frais de tournée de quatre examinateurs de l'école po- lytechnique, chargés d'examiner les candidats pour l'école navale . . . . .	10,000
5	Boursiers aux collèges communaux de Lorient et de Rochefort . . . . .	36,000
6	Reconnaissances hydrographiques des côtes de France (conduites, vacations, suppléments, etc., aux ingénieurs hydrographes), et observations de marées . . . . .	77,800
7	Indemnité viagère à l'inventeur d'un nouveau pro- cédé de conservation des caisses à eau . . . . .	2,400
<b>TOTAL du chapitre 14 . . . . .</b>		<b>418,400</b>
<b>CHAPITRE 15.</b>		
<i>Sciences et arts maritimes. (Matériel.)</i>		
1	Reconnaissances hydrographiques des côtes de France. (Loyers de bateaux, transports d'ins- truments, etc.) . . . . .	25,000
2	Musée naval . . . . .	20,000
3	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation; gravures, impressions et reliures de cartes; pu- blications de voyages . . . . .	237,000
4	Frais d'expériences et essais divers; matériel des écoles de navigation . . . . .	25,000
5	Achats de livres pour les bibliothèques des ports et des établissements de la marine . . . . .	30,000
<b>TOTAL du chapitre 15 . . . . .</b>		<b>337,000</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
	CHAPITRE 15 bis.	
	<i>Dépenses temporaires.</i>	
1	Solde de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine.....	50,000 <sup>f</sup>
2	Traitements temporaires par suite de suppression d'emplois .....	16,200
	TOTAL du chapitre 15 bis...	66,200
	SERVICE COLONIAL.	
	CHAPITRE 16.	
	<i>Dépenses des services militaires aux colonies.</i>	
	1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Personnel.</i>	
1	Solde .....	2,574,092
2	Accessoires de la solde .....	720,500
3	Hôpitaux.....	1,024,300
4	Vivres .....	1,721,600
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....	6,040,492
	2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Matériel.</i>	
1	Casernement.....	38,400
2	Artillerie et génie.....	538,000
3	Dépenses diverses.....	32,000
	TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....	608,400
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 16.	
	<i>Dépenses des services militaires aux colonies.</i>	
	1 <sup>re</sup> Section. — Personnel.....	6,040,492
	2 <sup>e</sup> Section. — Matériel.....	608,400
	TOTAL du chapitre 16.....	6,648,892
	CHAPITRE 17.	
	<i>Subvention au service intérieur des colonies.</i>	
	Personnel.	
1	Solde et accessoires de la solde.....	844,024
2	Hôpitaux.....	31,078
3	Vivres.....	55,344
	<i>A reporter.....</i>	930,446



NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839. )
	<i>Report</i> .....	930,446
	Matériel.	
4	Travaux et approvisionnements.....	47,726
5	Dépenses diverses.....	21,828
	TOTAL du chapitre 17.....	1,000,000
	CHAPITRE 20.	
	<i>Inspection extraordinaire des douanes aux Antilles.</i>	
Art. uniq.	Indemnités à l'inspecteur et à l'inspecteur adjoint; frais de route et de passage.....	24,175
	CHAPITRE 21.	
	<i>Reconstruction des bâtiments de l'État à la Martinique.</i>	
Art. uniq.	Journées d'ouvriers, achats de matériaux et d'ap- provisionnement; travaux à prix fait.....	500,000
	CHAPITRE 22.	
	<i>Secours à la colonie de la Martinique, pour couvrir le déficit de 1839.</i>	
Art. uniq.	Solde et allocations accessoires.....	800,000
	CHAPITRE 23.	
	<i>Secours aux colons de la Martinique.</i>	
Art. uniq.	Secours aux colons de la Martinique.....	800,000
	CHAPITRE 18.	
	<i>Dépenses des exercices clos.</i>	
	Mémoire.	
	CHAPITRE 19.	
	<i>Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.</i>	
	Mémoire.	
	CHAPITRE 24.	
	<i>Créance antérieure à 1816. (Loi du 26 juillet 1839.)</i>	
Art. uniq.	Créance de MM. Durand et Mouette ( 1 <sup>re</sup> série )...	1,325

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	CRÉDITS accordés. (Lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839.)
<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE (1).</b>		
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	687,300
2	Administration centrale. (Matériel.).....	171,500
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
3	Officiers militaires et civils.....	6,558,232
4	Maistrance et gardiennage.....	1,118,300
4 bis.	Dépenses de première formation d'un régiment d'infanterie de la marine.....	897,839
5	Solde et entretien des troupes et des équipages...	30,978,094
6	Travaux du matériel naval. (Ports.).....	23,534,000
7	Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports.).....	1,250,000
8	Travaux de l'artillerie. (Ports.).....	1,952,000
9	Travaux de l'artillerie. (Établissements hors des ports.).....	500,000
10	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	4,454,200
11	Affrètements et transports par mer.....	93,000
12	Chiourmes.....	222,800
13	Dépenses diverses.....	241,000
<b>SERVICE SCIENTIFIQUE.</b>		
14	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....	418,400
15	Sciences et arts maritimes. (Matériel.).....	337,000
15 bis	Dépenses temporaires.....	66,200
<i>A reporter</i> .....		12,479,856

(1) Répartition du crédit spécial de 10 millions.

CHAP. 3.....	15,000 <sup>f</sup>
— 5.....	3,725,000
— 6.....	5,547,000
— 7.....	150,000
— 8.....	563,000
<b>TOTAL.....</b>	<b>10,000,000</b>

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	CRÉDITS accordés.
		( Lois des 14 juillet 1838. 26 juillet et 9 août 1839. )
	<i>Report</i> .....	12,479,856 <sup>f</sup>
	SERVICE COLONIAL.	
16	Dépenses des services militaires aux colonies.....	6,648,892
17	Subvention au service intérieur des colonies.....	1,000,000
20	Inspection extraordinaire des douanes aux Antilles.	24,175
21	Reconstruction des bâtiments de l'État, à la Martinique.....	500,000
22	Secours à la colonie de la Martinique, pour couvrir le déficit de 1839.....	800,000
23	Secours aux colons de la Martinique.....	800,000
18	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
19	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
24	Créance antérieure à 1816. (Loi du 26 juillet 1839.)	1,325
	TOTAL GÉNÉRAL.....	83,254,257

2. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amital, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8231. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition du Crédit accordé au département de la Marine et des Colonies par la Loi du 10 août 1839, pour les Dépenses de l'exercice 1840.*

Au château d'Eu, le 25 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Vu la loi des dépenses du 10 août 1839, qui alloue au département de la marine et des colonies, pour le service de l'exer-

ice 1840, un crédit de soixante et douze millions quinze mille huit cents francs ;

Vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151 ;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822 (1), article 2 ;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (2), article 35 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le crédit accordé au département de la marine et des colonies par la loi des dépenses du 10 août 1839, pour le service de l'exercice 1840, lequel crédit s'élève à soixante et douze millions quinze mille huit cents francs, est et demeure réparti conformément au tableau inséré ci-après :

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839.)
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>.</b>		
<i>Administration centrale. ( Personnel. )</i>		
1	Traitement du ministre.....	80,000 <sup>f</sup>
2	Appointements des chefs et commis.....	570,000
3	Gages des gens de service et indemnités diverses..	38,500
<b>TOTAL du chapitre 1<sup>er</sup>.....</b>		<b>688,500</b>

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. § 555, n° 13,379.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. § 579, n° 7437.

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839.)
<b>CHAPITRE 2.</b>		
<i>Administration centrale. ( Matériel. )</i>		
1	Frais de bureau.....	124,000 <sup>f</sup>
2	Entretien des édifices dépendant du ministère....	80,000
TOTAL du chapitre 2.....		204,000
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
<b>CHAPITRE 3.</b>		
<i>Officiers militaires et civils.</i>		
1	Conseil d'amirauté.....	54,400
2	Préfectures maritimes.....	60,000
3	Officiers de la marine.....	3,312,300
4	Inspection du matériel de l'artillerie. . . . . 35,200 <sup>f</sup>	188,200
	Directions des ports..... 124,600	
	Usines de l'artillerie. (Traitements de grade.) ..... 28,400	
5	Génie maritime.....	283,300
6	Commissariat de la marine.....	1,329,500
7	Commis entretenus et écrivains attachés au ser- vice des états - majors et des directions des ports.....	126,500
8	Administration des subsistances.....	236,500
9	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	221,600
10	Conseil des travaux de la marine.....	9,500
11	Aumôniers.....	14,800
12	Justice maritime.....	27,100
13	Officiers de santé.....	683,100
14	Établissement d'Indret.....	21,100
15	Forges de la Chaussade.....	37,100
16	Usines de l'artillerie. (Suppléments et appointe- ments divers.).....	36,800
17	Indemnité de logement aux membres des conseils d'administration des ports militaires.....	33,800
18	Possessions françaises du nord de l'Afrique.....	27,600
19	Agent comptable des traites de la marine.....	8,000
TOTAL du chapitre 3.....		6,711,200



NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839.)
<b>CHAPITRE 4.</b>		
<i>Maistrance, gardiennage et surveillance.</i>		
1	Maitres entretenus de toutes professions.....	312,000 <sup>f</sup>
2	Maitres entretenus de l'administration des subsis- tances.....	17,500
3	Divers agents.....	28,600
4	Escouades de gabiers de port.....	163,000
5	Escouades de gardiennage des vaisseaux.....	200,000
6	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, ron- diers et canotiers.....	414,000
7	Compagnies de pompiers.....	174,500
8	Préposés à la recette et à la distribution, dans les magasins, d'objets confectionnés.....	58,000
<b>TOTAL du chapitre 4.....</b>		<b>1,367,600</b>
<b>CHAPITRE 5.</b>		
<i>Solde et habillement des équipages et des troupes.</i>		
1	Équipages.....	9,718,800
2	Artillerie de la marine.....	523,400
3	Troupes d'infanterie de la marine.....	1,314,500
4	Gendarmerie maritime.....	202,700
5	Compagnie de discipline.....	37,800
6	Sous-officiers et gardes-chiourmes.....	336,200
7	Habillement des équipages.....	2,611,000
8	Habillement de l'artillerie de la marine.....	201,400
9	Habillement des troupes d'infanterie de la marine.	726,100
10	Habillement de la compagnie de discipline.....	11,900
11	Habillement des compagnies de gardes-chiourmes.	50,700
12	Frais de casernement.....	137,700
13	Frais de passage, frais de voyage, frais de rapatrie- ment, etc.....	753,800
<b>TOTAL du chapitre 5.....</b>		<b>16,630,000</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Loi du 10 août 1839.)
<b>CHAPITRE 6.</b>		
<i>Hôpitaux.</i>		
1	Appointements et frais divers.....	117,000
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs au traitement des malades dans les établissements de la marine.....	589,300
3	Traitement de malades hors des établissements de la marine.....	261,700
4	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	30,000
TOTAL du chapitre 6.....		998,000
<b>CHAPITRE 7.</b>		
<i>Vivres.</i>		
1	Appointements et frais divers. ( Agents non entretenus. ).....	133,000
2	Achats spéciaux de rations dans les lieux où il n'existe point d'établissements des vivres.....	273,300
3	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition des rations.....	8,929,600
4	Dépenses accessoires.....	1,191,000
TOTAL du chapitre 7.....		8,526,900
<b>CHAPITRE 8.</b>		
<i>Travaux du matériel naval. ( Ports. )</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la-journée ou à l'entreprise.....	5,551,800
2	Dépenses accessoires. ( Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports; frais de levée et de congédiement d'ouvriers, etc. ).....	187,000
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....		5,738,800

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839.)
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.</b>		
1	Bois de construction et autres.....	3,060,000
2	Machines à vapeur et autres.....	300,000
3	Métaux.....	2,610,000
4	Chanvres, toiles à voiles et autres.....	2,870,000
5	Matières colorantes, matières grasses, résineuses et combustibles.....	2,570,000
6	Ameublement et couchage à bord.....	380,000
7	Marchandises diverses.....	374,700
8	Confections à prix fait (matières et main-d'œuvre comprises).....	30,000
9	Dépenses accessoires. (Sauvetage; transport de matières dans l'intérieur du royaume, par terre et par eau; droits d'octroi et autres.).....	68,000
<b>TOTAL de la 2<sup>e</sup> section.....</b>		<b>12,262,700</b>
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 8.</b>		
<b>Travaux du matériel naval. ( Ports. )</b>		
1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....		5,738,800
2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....		12,262,700
<b>TOTAL du chapitre 8.....</b>		<b>18,001,500</b>
<b>CHAPITRE 9.</b>		
<b>Travaux du matériel naval. ( Établissements hors des ports : la Chaussade. )</b>		
1	Salaires d'ouvriers.....	340,000
2	Achats de matières.....	760,000
<b>TOTAL du chapitre 9.....</b>		<b>1,100,000</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839. )
<b>CHAPITRE 10.</b>		
<i>Travaux de l'artillerie. ( Ports. )</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la journée ou à l'entreprise.....	356,000
2	Dépenses accessoires. ( Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc. ).....	10,000
<b>TOTAL de la 1<sup>re</sup> section.....</b>		<b>366,000</b>
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.</b>		
1	Bois, métaux, etc.....	400,000
2	Armes et projectiles.....	476,000
3	Frais accessoires.....	20,000
<b>TOTAL de la 2<sup>e</sup> section.....</b>		<b>896,000</b>
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 10.</b>		
<i>Travaux de l'artillerie. ( Ports. )</i>		
1 <sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....		366,000
2 <sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....		896,000
<b>TOTAL du chapitre 10.....</b>		<b>1,262,000</b>
<b>CHAPITRE 11.</b>		
<i>Travaux de l'artillerie. ( Établissements hors des ports. )</i>		
1	Salaires d'ouvriers.....	128,000
2	Achats de matières.....	372,000
<b>TOTAL du chapitre 11.....</b>		<b>500,000</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839. )
<b>CHAPITRE 12.</b>		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
<b>1<sup>re</sup> SECTION. — Salaires d'ouvriers.</b>		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc .....	1,366,000 <sup>l</sup>
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports; façons d'ouvrages hors des ports, etc.) .....	300,000
	<b>TOTAL de la 1<sup>re</sup> section.....</b>	<b>1,666,000</b>
<b>2<sup>e</sup> SECTION. — Achats de matières.</b>		
1	Achats de matières. (Bois, métaux, pierres, etc.).	1,983,400
2	Éclairage des ports.....	80,000
3	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises).....	540,000
4	Achats et loyers de maisons et terrains.....	158,000
5	Dépenses accessoires.....	26,800
	<b>TOTAL de la 2<sup>e</sup> section.....</b>	<b>2,788,200</b>
<b>RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 12.</b>		
<i>Travaux hydrauliques et bâtiments civils.</i>		
	<b>1<sup>re</sup> Section. — Salaires d'ouvriers.....</b>	<b>1,666,000</b>
	<b>2<sup>e</sup> Section. — Achats de matières.....</b>	<b>2,788,200</b>
	<b>TOTAL du chapitre 12.....</b>	<b>4,454,200</b>
<b>CHAPITRE 13.</b>		
<i>Affrètements et transports par mer.</i>		
Unique.	Affrètements et surestaries pour transport d'hommes et de munitions par bâtiments du commerce..... 75,000 <sup>f</sup>	93,000
	Loyers de bateaux et de gabares pour le service intérieur des ports et des rades. 18,000	
<b>CHAPITRE 14.</b>		
<i>Chiourmes.</i>		
Unique.	Habillement, couchage et dépenses accessoires des forçats dans les bagnes.....	222,800



N <sup>OS</sup> des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Loi du 10 août 1839.)
<b>CHAPITRE 15.</b>		
<i>Frais généraux d'impression.</i>		
Unique.	Frais généraux d'impressions et de reliures (budgets, comptes en deniers, comptes en matières, annuaires, nomenclatures, états de développement des dépenses, modèles, etc.); emballages et transports d'imprimés.....	160,000 <sup>f</sup>
	Abonnement au <i>Moniteur</i> et à divers journaux français et étrangers, pour les ports et les stations.....	10,000
<b>CHAPITRE 16.</b>		
<i>Matériel des services d'administration des ports et objets divers.</i>		
1	Fournitures de bureau des ports. (Registres, papiers, plumes, etc.).....	100,000 <sup>f</sup>
	Chauffage des bureaux et corps de garde.....	66,000
	Eclairage des bureaux et corps de garde.....	26,000
	Emballage et transport de papiers de comptabilité, ports de lettres, etc.....	8,000
2	Habillement des détenus dans les maisons d'arrêt des ports.....	6,000
3	Frais de procédures civiles, de bannies, de publications et d'affiches.....	15,000
4	Secours et gratifications précédemment supportés par les caisses de fonds libres supprimées.....	A la classe indigente des ports..... 28,000 <sup>f</sup>
		A la maistrance..... 14,000
		A divers..... 8,400
5	Récompenses pour faits de sauvetage.....	Gratifications..... 5,600
		Achats de médailles.... 6,000
6	Perte sur les monnaies étrangères; frais divers dans les consulats, etc.....	61,500
<b>TOTAL du chapitre 16.....</b>		<b>344,500</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. ( Loi du 10 août 1839.)
<b>SERVICE SCIENTIFIQUE.</b>		
<b>CHAPITRE 17.</b>		
<i>Sciences et arts maritimes. (Personnel.)</i>		
1	Dépôt des cartes et plans.....	115,200 <sup>f</sup>
2	Examineurs et professeurs d'hydrographie.....	145,700
3	Écoles de maistrance, écoles élémentaires des ap- prentis, et bibliothèques.....	31,300
4	Examineur des élèves de la marine royale; frais de tournée de quatre examineurs de l'école po- lytechnique, chargés d'examiner les candidats pour l'école navale.....	10,000
5	Boursiers aux collèges communaux de Lorient et de Rochefort.....	36,000
6	Reconnaissances hydrographiques des côtes de France (conduites, vacations, suppléments, etc. aux ingénieurs hydrographes), et observations de marées.....	77,800
7	Indemnité viagère à l'inventeur d'un nouveau pro- cédé de fabrication des caisses à eau.....	2,400
<b>TOTAL du chapitre 17.....</b>		<b>418,400</b>
<b>CHAPITRE 18.</b>		
<i>Sciences et arts maritimes. (Matériel.)</i>		
1	Reconnaissances hydrographiques des côtes de France. (Loyers de bateaux, transports d'instru- ments, etc.).....	25,000
2	Musée naval.....	20,000
3	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation. gravures, impressions et reliures de cartes; pu- blications de voyages.....	237,000
4	Frais d'expériences et essais divers; matériel des écoles de navigation.....	25,000
5	Achats de livres pour les bibliothèques des ports et des établissements de la marine.....	30,000
<b>TOTAL du chapitre 18.....</b>		<b>337,000</b>

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Loi du 10 août 1839.)
Unique.	CHAPITRE 19.	66,000
	<i>Dépenses temporaires.</i>	
	Solde de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine..... 50,000 <sup>f</sup>	
	Traitements temporaires par suite de suppression d'emplois..... 16,200	
SERVICE COLONIAL.		
CHAPITRE 20.		
<i>Colonies. — Services militaires.</i>		
1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Personnel.</i>		
1	Solde.....	2,714,900
2	Accessoires de la solde.....	383,500
3	Hôpitaux.....	1,042,800
4	Vivres.....	1,760,800
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....		5,902,000
2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Matériel.</i>		
1	Casernement.....	18,000
2	Artillerie et génie.....	538,000
3	Dépenses diverses.....	32,000
4	Reconstruction des bâtiments de la Martinique....	500,000
TOTAL de la 2 <sup>e</sup> section.....		1,088,000
RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 20.		
<i>Colonies. — Services militaires.</i>		
1 <sup>re</sup> Section. — <i>Personnel</i> .....		5,902,000
2 <sup>e</sup> Section. — <i>Matériel</i> .....		1,088,000
TOTAL du chapitre 20.....		6,990,000
CHAPITRE 21.		
<i>Colonies. — Services accessoires.</i>		
1 <sup>re</sup> SECTION. — <i>Subvention au service intérieur.</i>		
1	Allocation à la Guyane française.....	495,000
2	Allocation au Sénégal.....	300,000
3	Allocation à l'établissement de Saint-Pierre et Mi- quelon.....	120,000
<i>A reporter...</i>		915,000

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS accordés. (Loi du 10 août 1839.)
	<i>Report.....</i>	915,000 <sup>f</sup>
4	Allocation à l'établissement de Sainte-Marie de Madagascar.....	60,000
5	Allocation pour le service commun des colonies...	25,000
6	Etablissement d'un port à Bourbon.....	80,000
	TOTAL de la 1 <sup>re</sup> section.....	1,080,000
	2 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Etablissement d'écoles primaires ; augmentation du clergé et des églises ; frais de patronage des esclaves.</i>	
Unique.	Etablissement d'écoles primaires ; augmentation du clergé et des églises, etc.....	650,000
	3 <sup>e</sup> SECTION. — <i>Dépenses à la charge de la métropole pour le service des douanes.</i>	
Unique.	Dépenses à la charge de la métropole pour le service des douanes.....	400,000
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 21.	
	<i>Colonies. — Services accessoires.</i>	
	1 <sup>re</sup> Section. — Subvention au service intérieur....	1,080,000
	2 <sup>e</sup> Section. — Etablissement d'écoles primaires, augmentation du clergé, etc.....	650,000
	3 <sup>e</sup> Section. — Dépenses à la charge de la métropole pour le service des douanes.....	400,000
	TOTAL du chapitre 21.....	2,130,000
	CHAPITRE 21 bis.	
	<i>Secours à la colonie de la Martinique, pour couvrir, s'il y a lieu, le déficit de son budget de 1840.</i>	
Unique.	Secours à la colonie de la Martinique, etc.....	800,000
	CHAPITRE 22.	
	<i>Dépenses des exercices clos.</i>	
	Mémoire.	
	CHAPITRE 23.	
	<i>Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.</i>	
	Mémoire.	

NUMÉROS des chapitres	CHAPITRES.	CRÉDITS accordés. (Loi du 10 août 1839.)
<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.</b>		
<b>SERVICE CENTRAL.</b>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	688,500
2	Administration centrale. (Matériel.).....	204,000
<b>SERVICE GÉNÉRAL.</b>		
3	Officiers militaires et civils.....	6,711,200
4	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	1,367,600
5	Solde et habillement des équipages et des troupes..	16,630,000
6	Hôpitaux.....	998,000
7	Vivres.....	8,526,900
8	Travaux du matériel naval. (Ports.).....	18,001,500
9	Travaux du matériel naval. (Établissements hors des ports.).....	1,100,000
10	Travaux de l'artillerie. (Ports.).....	1,262,000
11	Travaux de l'artillerie. (Établissements hors des ports.).....	500,000
12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	4,454,200
13	Affrètements et transports par mer.....	93,000
14	Chiourmes.....	222,800
15	Frais généraux d'impressions.....	170,000
16	Matériel des services d'administration des ports et objets divers.....	344,500
<b>SERVICE SCIENTIFIQUE.</b>		
17	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....	418,400
18	Sciences et arts maritimes. (Matériel.).....	337,000
19	Dépenses temporaires.....	66,200
<b>SERVICE COLONIAL.</b>		
20	Colonies. — Services militaires.....	6,990,000
21	Colonies. — Services accessoires.....	2,130,000
21 bis	Secours à la colonie de la Martinique, pour couvrir, s'il y a lieu, le déficit de son budget de 1840....	800,000
22	Dépenses des exercices clos.....	"
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
<b>TOTAL GÉNÉRAL.....</b>		<b>72,015,800</b>



2. Nos ministres secrétaires d'État de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8232. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

Au château d'Eu, le 3 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes sur les exercices périmés de 1831, 1832, 1833 et 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont pas passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de sept mille neuf cent quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-quatre centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés, non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement des créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,

*Signé* J. B. TESTE.

*Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1831, 1832, 1833 et 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même Loi.*

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services.	Parties prenantes.	par partie prenante.	par service.	par exercice.	
EXERCICE 1831.					
Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	RAYARY, ancien desservant de la Chapelle-S'-André (Nièvre), pour complément de traitement, comme sexagénaire.....	100 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	100 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	100 <sup>f</sup> 00 <sup>s</sup>	Réclamation faite en 1835.
EXERCICE 1832.					
Idem.....	Le même.....	100 00	100 00	100 00	Idem.
EXERCICE 1833.					
Idem.....	Le même.....	100 00	100 00	.....	Idem.
Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.	BOY et BIRET, entrepreneurs, pour travaux intérieurs de la nouvelle cathédrale de Rennes (Ille-et-Vilaine).....	5,700 00	5,985 00	6,085 00	La liquidation définitive des travaux n'a pu être arrêtée qu'en juin 1839.
	RICHELOT, architecte, pour honoraires des mêmes travaux....	285 00		.....	
	A reporter.....	.....	.....	6,285 00	

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services.	Parties prenantes.	par partie prenante.	par service.	par exercice.	
	<i>Report</i> .....	.....	.....	6,285 <sup>00</sup>	
<b>EXERCICE 1834.</b>					
Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	RAVARY, ancien desservant de la Chapelle-S <sup>t</sup> -André ( <i>Nievre</i> ), pour complément de traitement, comme sexagénaire.....	100 <sup>00</sup>	.....	.....	Réclamation faite en 1835.
	BIGOT, curé de Dol ( <i>Ille-et-Vilaine</i> ), pour complément de traitement, comme septuagénaire.....	100 00	300 <sup>00</sup>	.....	Réclamation faite en 1838.
	DELAQUERETIERE, curé de Vitré ( <i>Ille-et-Vilaine</i> ), pour complément de traitement, comme septuagénaire.	100 00	.....	.....	<i>Idem.</i>
Bourses des séminaires.	Le séminaire de Toulouse ( <i>Haute-Garonne</i> ), pour complément des bourses et demi-bourses....	1,261 11	1,261 11	1,702 84	Suspension de paiement par l'administration.
Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.	M <sup>me</sup> veuve BODEZ, pour travaux de menuiserie, à la cathédrale de Châlons ( <i>Marne</i> ).	134 96	.....	.....	Ce créancier était en mesure de recevoir avant la fin de 1838, mais le crédit additionnel à obtenir ne laissait pas un temps suffisant pour payer avant le 31 décembre.
	MOSNIER, architecte, pour complément d'honoraires, concernant les mêmes travaux.....	6 77	.....	.....	<i>Idem.</i>
	<b>TOTAL</b> .....	.....	.....	7,987 84	

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

N° 8233. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition de Crédits entre les Ministères de l'Intérieur, du Commerce et de l'Agriculture, et des Travaux publics.*

An palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu notre ordonnance du 23 mai 1839 (1), qui a réglé les attributions des ministères de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture, et des travaux publics, et celle du 27 du même mois (2), qui a réparti entre les trois ministères les crédits de l'exercice 1839 ;

Considérant qu'il est également nécessaire de répartir entre ces ministères les crédits législatifs dont ils ont à disposer pour les créances non frappées de déchéance, restées à payer à l'époque de la clôture des exercices 1837 et antérieurs ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les crédits législatifs applicables au paiement de créances d'exercices clos, qui restaient à employer au 1<sup>er</sup> janvier 1839, et ceux qui ont été accordés pour des créances de même nature pendant la session de 1839, demeurent répartis entre les ministères de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture, et des travaux publics, conformément aux deux tableaux ci-annexés.

2. Les crédits extraordinaires spéciaux que la loi du 9 août 1839 a ouverts sur les budgets de 1838 et 1839 à l'ancien ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour le paiement de créances d'exercices périmés, sont attribués au ministère actuel des travaux publics, savoir :

Budget de 1838.....	73,807 01 <sup>c</sup>
1839.....	4,186 16

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture, des travaux publics, et des finances,

(1) Bull. 650, n° 7957.

(2) ———, n° 7962.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances.

Signé H. PASSY.

**TABEAU N° 1<sup>er</sup>. Répartition des Crédits législatifs ouverts pour paiement de créances d'exercices clos, qui restaient employer à l'époque du 1<sup>er</sup> janvier 1839.**

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION  des services.	MINISTÈRES auxquels les crédits ont été primitivement accordés.		NOUVEAUX MINISTÈRES auxquels les crédits demeurent attribués.	
		Ministère de l'intérieur.	Ancien ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.	Ministère du commerce et de l'agricul- ture.	Ministère des travaux publics.
	EXERCICE 1835.				
4	Haras, dépôts d'étalons; primes, etc.....	"	12,978' 71'	12,978' 71'	"
5	Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture.....	"	3,402 97	3,402 97	"
6	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	"	55 56	55 56	"
7	Brevets d'invention et encouragements aux manufactures.....	"	333 00	333 00	"
8	Établissements sanitaires.....	"	22 00	22 00	"
9	Encouragements aux pêches maritimes.....	"	138 12	138 12	"
10	Poids et mesures.....	"	1,171 12	1,171 12	"
11	Secours aux colons.....	"	603 50	603 50	"
15	Mesures à prendre pour combattre les épidémies.....	"	4 40	4 40	"
15 bis.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	"	1 58	"	1' 58
16	Personnel du corps et autres dépenses des mines.....	"	218 30	"	218 30
18	Travaux à entretenir ou à continuer (routes royales et ponts).....	"	11,314 34	"	11,314 34
19	Idem. (Navigation intérieure).....	"	4,083 52	"	4,083 52
20	Idem. (Ports maritimes et services divers).....	"	12,790 53	"	12,790 53
21	Travaux à entreprendre.....	"	1,000 00	"	1,000 00
		"	48,117 65	18,709 38	29,408 27
			48,117 65	48,117 65	



CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION  des services.	MINISTÈRES auxquels les crédits ont été primitivement accordés.		NOUVEAUX MINISTÈRES auxquels les crédits demeurent attribués.	
		Ministère  de l'intérieur.	Ancien ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.	Ministère du commerce et de l'agricul- ture.	Ministère  des travaux publics.
EXERCICE 1836.					
22	Entretien et réparations des bâ- timents et édifices publics d'intérêt général à Paris.....	3,944 <sup>f</sup> 65 <sup>c</sup>	"	"	3,944 <sup>f</sup> 65 <sup>c</sup>
"	Achèvement des monuments de la capitale (dépenses diverses et soldes des travaux de l'Arc de triomphe de l'Étoile).....	15,268 91	"	"	15,268 91
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	"	40 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	40 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	"
3	Travaux aux édifices thermaux et aux lazarets.....	"	754 00	754 00	"
4	Service sanitaire.....	"	73 00	73 00	"
5	Haras, dépôts d'étalons, primes, achats d'étalons.....	"	506 00	506 00	"
6	Écoles vétérinaires et encoura- gements à l'agriculture.....	"	100 00	100 00	"
7	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	"	43 66	43 66	"
8	Brevets d'invention et encoura- gements aux manufactures. ..	"	600 00	600 00	"
10	Poids et mesures.....	"	2,240 94	2,240 94	"
11	Secours aux colons.....	"	425 91	425 91	"
12 bis.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	"	0 51	"	0 51
13 bis.	Personnel du corps et autres dé- penses des mines.....	"	2 00	"	2 00
15	Travaux à entretenir ou à con- tinuer ( routes royales et ponts).....	"	17,602 65	"	17,602 65
15 bis.	Travaux de continuation de la- cunes de routes royales.....	"	2,320 99	"	2,320 99
16	Travaux à entretenir ou à con- tinuer (navigation intérieure).....	"	2,941 57	"	2,941 57
17	Idem (ports maritimes).....	"	10,691 06	"	10,691 06
		19,213 56	38,342 29	4,783 51	52,772 31
		57,555 85		57,555 85	
EXERCICE 1837.					
23	Entretien des bâtiments et édi- fices publics d'intérêt général à Paris.....	2,614 <sup>f</sup> 65 <sup>c</sup>	"	"	2,614 <sup>f</sup> 65 <sup>c</sup>
24 bis.	Achèvement des monuments de la capitale.....	10,882 42	"	"	10,882 42
A reporter.....		13,497 07	"	"	13,497 07

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION  des services.	MINISTÈRES auxquels les crédits ont été primitivement accordés.		NOUVEAUX MINISTÈRES auxquels les crédits demeurent attribués.	
		Ministère de l'intérieur.	Ancien ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.	Ministère du commerce et de l'agricul- ture.	Ministère des travaux publics.
	<i>Report</i> .....	13,497 07	"	"	13,497 07
21 ter	Constructions à faire à la Cham- bre des Pairs.....	187 30	"	"	187 30
"	Travaux à la Cour des Pairs....	16,835 41	"	"	16,835 41
3	Travaux aux établissements ther- maux et aux lazarets.....	"	1,116 <sup>f</sup> 10	1,116 <sup>f</sup> 10	"
4	Service sanitaire.....	"	35 97	35 97	"
5	Harnas, dépôts d'étalons, primes, achat d'étalons, etc.....	"	2,129 25	2,129 25	"
6	Écoles vétérinaires et encoura- gements à l'agriculture.....	"	17,678 87	17,678 87	"
8	Encouragements aux manufac- tures et au commerce.....	"	150 00	150 00	"
9	Encouragements aux pêches ma- ritimes.....	"	948 60	948 60	"
10	Poids et mesures.....	"	3 0 00	3 0 00	"
11	Secours aux colons.....	"	741 00	741 00	"
"	Mesures à prendre pour com- battre les épidémies.....	"	0 75	0 75	"
13	Administration centrale des ponts et chaussées.....	"	1,592 42	"	1,592 42
14	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	"	23,359 24	"	23,359 24
15	Personnel du corps des mines et dépendances relatives à ce service.	"	7,793 65	"	7,793 65
17	Routes royales et ponts. ( Tra- vaux à entretenir ou à conti- nuer).....	"	26,325 01	"	26,325 01
17 bis.	Lacunes de routes royales. ( Loi du 25 mai 1836).....	"	19,030 93	"	19,030 93
18	Navigation intérieure. ( Travaux à entretenir ou à continuer )..	"	3,813 61	"	3,813 61
19	Ports maritimes et services di- vers.....	"	23,061 34	"	23,061 34
"	Entretien des routes stratégiques dans l'Ouest. (Loi du 17 avril 1837).....	"	1,330 35	"	1,330 35
"	Acquisition d'un hôtel pour l'é- cole des mines. (Loi du 17 jan- vier 1837).....	"	7,678 07	"	7,678 07
		39,519 78	137,155 19	23,170 54	144,504 83
		167,674 97		167,674 97	

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances  
Signé H. PASSY.

**TABLERAU N° 2. Répartition des Crédits législatifs ouverts pendant la session 1839 pour paiement de Créances d'exercices clos à l'ancien Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce. (Loi du 9 août 1839.)**

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS ouverts à l'ancien ministère des travaux publics, de l'agricul- ture et du commerce, par la loi du 9 août 1839	NOUVEAUX MINISTÈRES auxquels les crédits demeurent attribués.	
			Ministère du commerce et de l'agricul- ture.	Ministère des travaux publics.
EXERCICE 1834.				
3	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	62 <sup>f</sup> 84 <sup>c</sup>	62 <sup>f</sup> 84 <sup>c</sup>	"
6	Personnel du corps des ponts et chaussées...	6 40	"	6 <sup>f</sup> 40
9	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts).....	52 23	"	52 23
10	Idem. (Navigation intérieure).....	15,707 70	"	15,707 70
29	Poids et mesures.....	422 04	422 04	"
		16,251 21	484 88	15,766 33
			16,251 <sup>f</sup> 21 <sup>c</sup>	
EXERCICE 1835.				
3	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	63 59	63 59	"
4	Haras, dépôts d'étalons, primes, etc.....	362 98	362 98	"
10	Poids et mesures .....	1,158 92	1,158 92	"
15 bis	Personnel du corps des ponts et chaussées...	11 20	"	11 20
18	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts).....	937 99	"	937 99
19	Idem. (Navigation intérieure).....	499 68	"	499 68
"	Études de chemins de fer.....	38 25	"	38 25
		3,072 61	1,585 49	1,487 12
			3,072 <sup>f</sup> 61 <sup>c</sup>	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS ouverts à l'ancien ministère des travaux publics, de l'agricul- ture et du commerce par la loi du 9 août 1839	NOUVEAUX MINISTÈRES auxquels les crédits demeurent attribués.	
			Ministère du commerce, et de l'agricul- ture.	Ministère des travaux publics.
EXERCICE 1836.				
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	426 <sup>f</sup> 82 <sup>c</sup>	426 <sup>f</sup> 82 <sup>c</sup>	"
9	Encouragements maritimes.....	6,627 72	6,627 72	"
10	Poids et mesures.....	710 94	710 94	"
15	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts).....	2,985 94	"	2,985 <sup>f</sup> 94 <sup>c</sup>
16	Idem. ( Navigation intérieure ).....	10,480 14	"	10,480 14
17	Idem. ( Ports maritimes et services divers )...	10,210 31	"	10,210 31
"	Études de chemins de fer.....	12 00	"	12 00
		31,453 87	7,765 48	23,688 39
		31,453 <sup>f</sup> 87 <sup>c</sup>		
EXERCICE 1837.				
18	Navigation intérieure. (Travaux à entretenir ou à continuer).....	40 00	40 00	40 00

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,  
Signé H. PASSY.

N° 8234. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Au palais de Saint-Cloud, le 20 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1835, 1836 et 1837;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été ou sera prononcée sur ces services par les lois de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation aux restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835 et 1836, ainsi que par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, un crédit supplémentaire de cinq mille sept cent trente-huit francs cinquante centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs ont été dressés en double expédition, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	543 <sup>f</sup> 42 <sup>c</sup>
— 1836.....	4,564 87
— 1837.....	630 21
TOTAL.....	<u>5,738 50</u>

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé



de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos 1835 et 1836, et par le Compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

N <sup>o</sup> DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
	EXERCICE 1835.				
31	<i>Enregistrement et Domaines.</i> Service administratif et de perception dans les départements.	Entretien et réparation des bâtiments et domaines..	154 82	439 40	543 42
		Frais d'estimation, d'affi- ches et de ventes, etc..	64 00		
		Dépenses relatives aux épa- ves, des hérences, etc..	156 58		
		Dépenses accidentelles ...	64 00		
37	<i>Contributions indirectes.</i> Service administratif et de perception dans les départements.	Contribution foncière des bacs, canaux, etc.. ....	104 02	104 02	
	EXERCICE 1836.				
32	<i>Enregistrement et Domaines.</i> Service administratif et de perception dans les départements.	Contribution des bâti- ments et domaines....	2 77	2,899 28	
		Entretien et réparation des bâtiments et domaines..	365 43		
		Frais d'estimation, d'affi- ches et de ventes, etc.	227 48		
		Dépenses relatives aux épa- ves, des hérences, etc..	2,303 60		
34	<i>Forêts.</i> Service administratif et de surveillance dans les départements.	Plantation et amélioration dans les forêts .....	290 00	290 00	
36	<i>Douanes.</i> Service administratif et de perception dans les départements.	Constructions, entretien et réparations.....	30 00	30 00	4,564 87
37	<i>Contributions indirectes.</i> Service administratif et de perception dans les départements.	Contribution foncière des bacs, canaux, etc.....	98 31	98 31	
54	.....	Indemnités aux distilla- teurs expulsés des villes.	1,247 28	1,247 28	
		<i>A reporter.....</i>	5,108 29	5,108 29	5,108 29

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report</i> .....	5,108 29	5,108 29	5,108 29
	<b>EXERCICE 1837.</b>				
35	Timbre.....	Matériel.....	65 00	65 00	
	<i>Forêts.</i>				
36	Service administratif et de surveillance dans les départements.	Plantation et amélioration des forêts.....	255 85	255 85	
	<i>Douanes.</i>				
38	Service administratif et de perception dans les départements.	Constructions, entretien et réparations.....	286 36	286 36	630 21
	<i>Contributions indirectes.</i>				
39	Service administratif et de perception dans les départements.	Dépenses diverses et acci- dentelles.....	23 00	23 00	
		<b>TOTAUX.....</b>	<b>5,738 50</b>	<b>5,738 50</b>	<b>5,738 50</b>

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,  
Signé H. PASSY.

N° 8235. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Au palais de Saint-Cloud, le 20 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances sur les exercices clos de 1835, 1836 et 1837, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de règlement des deux premiers exercices et par le compte définitif des dépenses du dernier ;

Considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans les lois de dépenses desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence des Chambres ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exer-

cices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de règlement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835 et 1836, ainsi que par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, un crédit supplémentaire de dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-seize francs trente-neuf centimes ( 19,296<sup>f</sup> 39<sup>c</sup> ), montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs ont été dressés en double expédition, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	7,058 <sup>f</sup> 48 <sup>c</sup>
—— 1836.....	2,872 01
—— 1837.....	9,365 90
	<hr/>
TOTAL.....	19,296 39
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos 1835 et 1836, et par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

N <sup>o</sup> DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
	EXERCICE 1835.				
31	Enregistrement et Domaines. Service administratif et de perception dans les départements.	Frais de poursuites et d'instances.....	571 81	571 81	7,058 48
35	Forêts. Avances recouvrables...	Idem .....	6,486 67	6,486 67	
	EXERCICE 1836.				
32	Enregistrement et Domaines. Service administratif et de perception dans les départements.	Frais de poursuites et d'instances.....	2,529 23	2,529 23	2,372 01
35	Forêts. Avances recouvrables...	Idem.....	342 78	342 78	
	EXERCICE 1837.				
34	Enregistrement et Domaines. Service administratif et de perception dans les départements.	Contributions des bâti- ments et domaines....	15 82		4,491 40
		Frais de poursuites et d'instances.....	3,504 78		
		Depenses relatives aux épa- ves, desherences, etc..	970 80		
36	Forêts. Service administratif et de perception dans les départements.	Portion contributive de l'Etat dans la réparation des chemins vicinaux...	4,061 17	4,061 17	9,365 90
37	Avances recouvrables...	Frais de poursuites et d'instances .....	694 05	720 55	
		Frais d'adjudication.....	26 50		
39	Contributions indirectes. Service administratif et de perception dans les départements.	Contribution foncière des bacs, canaux, etc .....	92 78	92 78	
	TOTAUX .....		19,296 39	19,296 39	19,296 39

APPROUVÉ : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances.

Signé H. PASSY.

**N° 8236. — ORDONNANCE DU ROI** qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Au palais des Tuileries, le 20 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'intérieur, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1836 et 1837;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de treize mille huit cent vingt-sept francs quatre-vingt-quinze centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1836.....	9,552 <sup>f</sup> 46 <sup>c</sup>
Exercice 1837.....	4,276 49
	<hr/>
	13,827 95
	<hr/>



2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur le Budget de l'exercice courant.*

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
	EXERCICE 1836.				
		Honoraires dus au sieur RICHELLOT, architecte, pour rédaction de plans relatifs à la reconstruction de la maison cen- trale de Rennes.....	3,600 00		
23	Construction de maisons centrales de détention.	Salde de retenues faites aux sieurs LE JANTEL et LECANU, sur le prix de travaux exécutés par eux à la maison centrale du Mont-Saint-Michel, en garantie de bonne exé- cution desdits travaux.		9,470 80	
			5,870 80		9,552 46
33	Secours aux réfugiés étrangers.	Nourriture de réfugiés es- pagnols prisonniers dans la maison d'arrêt du Puy (Haute-Loire).....	81 60	81 60	
		A reporter.....	.....	.....	9,552 46

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES			
			par article.	par chapitre.	par exercice.	
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	
		<i>Report</i> .....	.....	.....	9,552 46	
	EXERCICE 1837.					
25	Construction de maisons centrales de détention.	Honoraires et frais dus au sieur HARON ( Romain ), architecte, pour vérifica- tion de travaux exécutés à la maison centrale du Mont-Saint-Michel.....	661 00	1,177 88		
		Prix de terrain cédé par le sieur MODISSET, pour la maison centrale d'Eysses ( Lot-et-Garonne ).....	516 88			
28	Ouvrages d'art et décora- tion d'édifices publics.	Honoraires dus au sieur DUBAN, architecte, pour règlement de mémoires de travaux pour place- ment de statues, etc...	145 89	145 89	4,275 49	
35	Secours aux réfugiés étrangers.....	Nourriture de réfugiés es- pagnols prisonniers dans la maison d'arrêt du Puy ( Haute-Loire ).....	62 48	62 48		
		Condamnés à la reclu- sion nourris dans les prisons de l'Ariège... 1,413 00 <sup>2</sup>	1,991 74			
		Condamnés à la reclusion nour- ris dans les pri- sons du Doubs. 19 50				
40	Dépenses des maisons centrales de détention et bâtiments des cours royales.....	Condamnés à la reclusion nour- ris dans les pri- sons du Var... 559 24	697 50	2,889 24		
		Frais de mission dus au sieur CARISTIE, inspec- teur des bâtiments civils, pour vérification de tra- vaux à la cour royale d'Aix, etc.....				
		Arrière de traitement du sieur APPERT, architecte de la maison centrale du Mont-Saint-Michel....	200 00			
		TOTAL GÉNÉRAL...	.....	.....	13,827 95	

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 20 septembre 1839.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur*,

*Signé* T. DUCHÂTEL.

N° 8237. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur un exercice périmé.*

Au palais des Tuileries, le 20 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'intérieur sur l'exercice périmé 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par articles, leur auront été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 9 de la loi du 9 août dernier, qui accorde au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire de vingt-six mille cinq cent quatre-vingt-trois francs trente-huit centimes, en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de règlement des exercices 1834, 1835 et 1836, dans lequel l'exercice 1834 est compris pour sept mille deux cent soixante et dix-huit francs quarante-cinq centimes, de laquelle portion de crédit il ne peut plus être fait usage, attendu que l'exercice 1834 est périmé depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit extraordinaire spécial de sept mille deux cent soixante et dix-huit francs quarante-cinq centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances de l'exercice périmé 1834 non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

**2.** L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

*Tableau des Créances à solder sur l'exercice périmé 1834, qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.*

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS
Services ou chapitres.	Parties prenantes.	par parties pre- nantes.	par service.	par exercice.	pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
EXERCICE 1834.					
CHAP. 3. — Matériel et dépenses diverses.	FORBIN-JEANSON, propriétaire.....	64 79	64 79	....	Cette somme, récla- mée en 1838, est due en remboursement d'avanc- es faites pour contribu- tion des portes et fenê- tres; elle est l'objet d'un crédit supplémentaire dans la loi du 9 août dernier, mais dont il n'est plus possible de faire usage, attendu la péremp- tion de l'exercice 1834 au moment de la publi- cation de cette loi.
CHAP. 19. — Établisse- ment des Beaux-arts, Conserva- toire, etc.	BANDEREAU, pro- fesseur.....	6,500 00	6,500 00	.....	Cette somme, récla- mée en 1838, reste due pour traitement, et est l'objet d'un crédit su- plémentaire dans la loi du 9 août dernier, mais il n'a pas été possible d'en faire usage, attendu la péremption de l'exercice 1834 au moment de la publication de cette loi.
A reporter....		.....	6,564 79		

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services ou chapitres.	Parties prenantes.	par parties pre- nantes.	par service.	par exercice.	
	<i>Report</i> .....	fr. c. .....	fr. c. 6,574 79	fr. c. .....	
CHAP. 34.	La caisse des dé- pôts et consignations, pour M. Ci- cERI, peintre dé- corateur.....	286 80		7,278 45	Ces deux sommes, ré- clamées en 1838, sont dûes à titre d'augmenta- tion de pension; elles sont comprises dans le crédit supplémentaire ou- vert par la loi du 9 août dernier, mais il n'a pas été possible d'en faire usage, attendu la pé- remption de l'exercice 1834 au moment de la publication de cette loi.
Subven- tions aux théâtres royaux, etc.	La caisse des dé- pôts et consignations pour M. Pi- LATTE, artiste..	426 86	713 66	.....	
	TOTAL.....	.....	.....	7,278 45	

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 20 septembre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur*,  
Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8238. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture et du commerce sur les exercices périmés de 1829, 1833, 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par articles, leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,



NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de vingt-neuf mille neuf cent douze francs ( 29,912<sup>f</sup> ) est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1829, 1833, 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même Loi.

Services.	DÉSIGNATION des services.	MONTANT des créances			MOTIFS
		par parties prenantes	par services.	par exercices.	
	Parties prenantes.				pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
EXERCICE 1829.					
Hors et dépôts d'étalons.	Les sieurs DOUCERAIN- GODARD et LEROY, en- trepreneurs de travaux de maçonnerie au dé- pôt d'étalons du Bec ( Eure ).....	fr. c.	fr. c.	fr. c.	Sur les réclamations élevées par les entrepre- neurs dès le 29 mai 1831 et le 9 mai 1832, le con- seil de préfecture de l'Eure, après divers in- cidents, a statué défini- tivement par arrêtés des 8 juin et 11 décembre 1838. L'administration y a donné son adhésion.
		1,307 99			
	Le sieur LEVERNIÉ, en- trepreneur de travaux de toiture, <i>idem</i> ....	462 85	2,368 02	2,368 02	
	Le sieur LAVENAS, deuxième architecte, pour honoraires.....	597 18			
		2,368 02	2,368 02		
	A reporter....	.....	.....	2,368 02	

DÉSIGNATION des services.		MONTANT des créances			MOTIFS
Services.	Parties prenantes.	par parties prenantes.	par services.	par exercices.	pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
EXERCICE 1833.					
Poids et mesures.	Report .....	fr. c. ....	fr. c. ....	fr. c. ....	Somme réclamée avant le 31 décembre 1837, à la préfecture, qui n'a pu en recueillir et trans- mettre les pièces que pos- térieurement.
	Moselle, divers percep- teurs, décharges et ré- ductions.....	142 82	142 82	142 82	
EXERCICE 1834.					
Exposition des produits de l'industrie.	Aux ci-après nommés, pour solde des travaux exécutés par eux en 1834, aux pavillons de l'exposition des pro- duits de l'industrie :				Le 10 juin 1836 une instance a été ouverte par les entrepreneurs devant le conseil de préfecture de la Seine, qui a statué définitivement par deux arrêtés, en date du 30 mars 1839, auxquels l'ad- ministration a donné son adhésion.
	BRIANÇON, entrepreneur.	225 78			
	BOUDROT, <i>idem</i> .....	48 16			
	LUCAS, <i>idem</i> .....	100 63			
	ROUILLÉ, <i>idem</i> .....	1,153 00			
	DEVERNERESSE, <i>idem</i> ..	1,499 34			
	JOURNAULT, <i>idem</i> .....	1,440 95			
	GORET, <i>idem</i> .....	4,382 13			
	GREMY, <i>idem</i> .....	5,446 61			
	PAGÉ, <i>idem</i> .....	4,667 00			
	CAPIN, <i>idem</i> .....	4,966 29			
	VAUDET, <i>idem</i> .....	592 03	27,349 84	.....	
Poids et mesures.	Intérêts alloués par le conseil de préfecture, depuis le 30 janvier 1839 (par aperçu, sauf décompte).....	1,226 09			(a) Somme réclamée avant le 31 décembre 1838, à la préfecture, qui n'a pu en transmettre les pièces que postérieure- ment. Somme réclamée le 29 novembre 1838.
	MOREAU, architecte, pour honoraires.....	1,213 50		27,401 16	
	FÉRÉ, vérificateur, pour <i>idem</i> .....	388 33			
	Moselle, divers percep- teurs, décharges et ré- ductions.....	(a) 47 65			
			51 32		
	Seine-et-Marne, le per- cepteur de la Ferté- sous-Jouarre, déchar- ges et réductions.....	3 67	.....	.....	
TOTAL GÉNÉRAL....		.....	.....	29,912 00	

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 26 septembre 1839,  
n° 5672.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINÉ.

**N° 8239. — ORDONNANCE DU ROI** qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture et du commerce, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1835 et 1837 ;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835 et 1837, un crédit supplémentaire de cinq cent soixante-quatre francs trente-trois centimes ( 564<sup>f</sup> 33<sup>c</sup> ), montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	483 <sup>f</sup> 33 <sup>c</sup>
— 1837.....	81 00
	<hr/>
	564 33
	<hr/>

# DÉSIGNATION des services.

Services.

Parties prenantes.

MONTANT  
des créancespar  
parties  
prenantespar  
services.par  
exercices.MOT  
pour lequel  
ne sont pas  
de la

EXERCICE 1833.

Report.....

fr. c.

fr. c.

fr. c.

Moselle, divers percep-  
teurs, décharges et ré-  
ductions.....

142 82

142 82

142 82

Son-  
le 31  
préf-  
en  
met  
térie

EXERCICE 1834.

Aux ci-après nommés,  
pour solde des travaux  
exécutés par eux en  
1834, aux pavillons de  
l'exposition des pro-  
duits de l'industrie:

BRIANÇON, entrepreneur.

225 78

BOUDOT, idem.....

48 16

LUCAS, idem.....

100 63

ROUILLE, idem.....

1,153 00

DIVERNESE, idem.....

1,499 34

JOURNAULT, idem.....

1,440 95

GORET, idem.....

4,382 15

GREMY, idem.....

5,336 61

PAGE, idem.....

4,667 00

CAFEN, idem.....

4,966 29

VAUDET, idem.....

592 03

Intérêts alloués par le

27,349 84

conseil de préfecture,

depuis le 30 janvier

1839 (par aperçu, sauf

décompte).....

1,226 09

MOREAU, architecte,

pour honoraires.....

1,215 50

FESTÉ, vérificateur, pour

idem.....

388 33

Moselle, divers percep-

teurs, décharges et ré-

ductions.....

(n) 47 65

Seine-et-Marne, le per-

cepteur de la Feste-

municipale, déchar-

ges et réductions.....

2 67

TOTAL GÉNÉRAL.....

Approuvé pour être  
n° 5672.

N° 8239. — *ORDONNANCE DU ROI* qu  
l'Agriculture et du Commerce un Cr  
des Créances constatées sur des exere

Au palais de Saint-Cloud, le 26

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES F  
et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à  
l'agriculture et du commerce, addit  
constatés par les comptes définitifs  
1837 ;

Considérant que ces créances  
compris dans la nomenclature de  
dépenses des mêmes exercices et  
suppléments de crédits ;

Considérant toutefois qu'au  
23 mai 1834 et de l'article 100  
1838, portant règlement gé  
lesdites créances peuvent être  
portent à des services prévus  
et 1837, et que leur montant  
dont l'annulation a été pronon  
glement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre  
ture et du commerce, et

NOUS AVONS ORDONNÉ

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ordonné  
de l'agriculture et du  
à payer constatés par  
1835 et 1837. un  
soixante-quatre francs  
montant des créances  
de liquidées à la  
nomenclature de  
exercices et  
suppléments de  
crédits sur le



2. Notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINÉ.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les Budgets des exercices courants.*

N <sup>o</sup> . DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1835.				
10	Poids et mesures.....	{ Frais de perception des rôles ( <i>Aube</i> )..... Décharges et réductions ( <i>Moselle</i> ).....	{ 420 <sup>l</sup> 72 <sup>c</sup> 62 61 }	483 <sup>l</sup> 33 <sup>c</sup>	483 <sup>l</sup> 33 <sup>c</sup>
	EXERCICE 1837.				
10	Poids et mesures.....	Frais de déplacement du matériel du bureau de Dio ( <i>Drôme</i> ).....	81 00	81 00	81 00
		TOTAL.....	564 33	564 33	564 33

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 26 septembre 1839, n<sup>o</sup> 5671.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINÉ.

N° 8240. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'un Pont sur la Vézère, à Campagne, et de trois Ponts sur la Dordogne, à Domme, Siorac et Grolejac, département de la Dordogne.*

Au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Vu les délibérations prises par le conseil général du département de la Dordogne, dans ses sessions de 1835, 1836 et 1838, au sujet de l'établissement de quatre ponts, par voie de concession de péages, l'un sur la Vézère, à Campagne, et les trois autres sur la Dordogne, à Grolejac, Domme et Siorac, en remplacement des bacs établis dans ces communes pour le service des routes départementales n° 1, 11, 13 et 14 ;

Vu les pièces constatant que le projet de ces ouvrages et le tarif du péage proposé ont été soumis aux formalités d'enquête prescrites par notre ordonnance réglementaire du 18 février 1834 (1), en exécution de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'avis de la commission d'enquête, et celui du préfet, en date des 27 février 1837, et 6 avril 1839 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 3 mai 1839 ;

Vu l'article 10 de la loi de finances, du 14 juillet 1838, qui autorise l'établissement de péages pour subvenir à la dépense des ouvrages d'art d'utilité publique ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé par voie de publicité et de concurrence, et par concours séparés, aux adjudications des travaux d'établissement de deux ponts en maçonnerie, et d'un pont suspendu sur la Dordogne, à Domme, Siorac et Grolejac, et d'un pont en maçonnerie sur la Vézère, à Campagne, conformément aux clauses et conditions des cahiers de charges annexés à la présente ordonnance.

Les frais de chaque entreprise seront couverts au moyen de

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bulletin 286, n° 5212.

la concession d'un péage, dont le tarif est fixé ci-dessous, et des subventions ci-après, savoir :

Pour le pont de Domme, cinquante mille francs sur les fonds du département, et vingt-deux mille quatre cent trente et un francs provenant de souscriptions particulières, dont le paiement est garanti par le département, en vertu de la délibération de son conseil général (session de 1838).

Pour le pont de Siorac, quatre-vingt-dix mille francs sur les fonds du département, et pour le pont de Grolejac, trente-sept mille huit cent dix-neuf francs, montant de souscriptions particulières, également garanties par le département.

Les adjudications des ponts de Domme et de Siorac seront passées au rabais du montant de la subvention départementale, et subsidiairement au rabais de la durée du péage fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Les ponts de Grolejac et de Campagne seront adjugés au rabais de la durée d'un péage, dont le maximum sera déterminé par l'administration, dans un billet cacheté, avant le dépôt des soumissions, et qui ne sera ouvert qu'après leur lecture.

Les subventions souscrites, tant par le département que par les habitants des localités, seront payables aux époques stipulées par les cahiers des charges.

2. Le tarif des droits de péage sur les quatre ponts est fixé ainsi qu'il suit :

*Piétons.*

Par personne chargée ou non chargée (au-dessus de 5 ans) . . . . 0<sup>f</sup> 05<sup>c</sup>

*Chevaux et bestiaux.*

Par cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise . . . . .	0	15	
Par cheval ou mulet chargé, non compris le conducteur . . . . .	0	10	
Par cheval ou mulet non chargé, non compris le conducteur . . .	0	07	1/2
Par âne chargé ou non chargé, non compris le conducteur . . . .	0	05	
Par cheval de meunier, mulet ou âne chargé ou non chargé, non compris le conducteur . . . . .	0	05	
Par bœuf, vache, veau, porc gras destinés à la vente . . . . .	0	07	1/2
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons aussi destinés à la vente . . . . .	0	02	1/2
Par cochon, vulgairement dit <i>nourrain</i> , aussi destinés à la vente.	0	05	

*Nota.* Lorsque les chevaux, mulets, bœufs, vaches, veaux, porcs, moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, et

paire d'oies ou de dindons iront au pâturage , ils ne payeront que moitié ainsi que leurs conducteurs.

*Voitures particulières suspendues.*

Par cabriolet à un cheval.....	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Par cabriolet à deux chevaux.....	1 50
Par cabriolet à trois chevaux.....	2 00
Par voiture à quatre roues , à un cheval.....	1 50
Par voiture à quatre roues , à deux chevaux.....	2 00
Par voiture à quatre roues , à trois chevaux.....	2 50
Par voiture à quatre roues , à quatre chevaux.....	3 00

*Nota.* Pour chaque cheval en sus, cinquante centimes.

*Voitures particulières non suspendues.*

Par voiture à deux roues , trainée par un cheval.....	0 75
Par voiture à deux roues , trainée par deux chevaux.....	1 00
Par voiture à deux roues , trainée par trois chevaux.....	1 25
Par voiture à quatre roues , trainée par un cheval.....	1 00
Par voiture à quatre roues , trainée par deux chevaux.....	1 25
Par voiture à quatre roues , trainée par trois chevaux.....	1 50
Par voiture à quatre roues , trainée par quatre chevaux.....	2 00

*Nota.* Pour chaque cheval en sus, vingt-cinq centimes.

*Voitures de poste.*

Par chaise de poste à deux roues et deux chevaux , y compris le retour des chevaux pied levé.....	2 00
Par chaise de poste à deux roues et trois chevaux , y compris le retour des chevaux pied levé.....	3 00
Par voiture de poste à quatre roues et deux chevaux , y compris le retour des chevaux pied levé.....	3 00
Par voiture de poste à quatre roues et trois chevaux , y compris le retour des chevaux pied levé.....	4 00
Par voiture de poste à quatre roues et quatre chevaux , y compris le retour des chevaux pied levé.....	5 00

*Nota.* Pour chaque cheval en sus, un franc.

*Voitures publiques suspendues.*

Par voiture à deux roues et à un cheval.....	0 80
Par voiture à deux roues et à deux chevaux.....	1 20
Par voiture à deux roues et à trois chevaux.....	1 60
Par voiture à quatre roues et à un cheval.....	1 20
Par voiture à quatre roues et à deux chevaux.....	1 60
Par voiture à quatre roues et à trois chevaux.....	2 00
Par voiture à quatre roues et à quatre chevaux.....	2 40

*Nota.* Par chaque cheval en sus, quarante centimes.

*Voitures publiques non suspendues.*

Par voiture à deux roues et à un cheval.....	0 50
Par voiture à deux roues et à deux chevaux.....	0 75

**IX<sup>e</sup> Série.**

**37**

Par voiture à deux roues et à trois chevaux.....	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Par voiture à quatre roues et à un cheval.....	0 75
Par voiture à quatre roues et à deux chevaux.....	1 00
Par voiture à quatre roues et à trois chevaux.....	1 25
Par voiture à quatre roues et à quatre chevaux.....	1 50

*Nota.* Pour chaque cheval en sus, vingt-cinq centimes.

*Voitures de roulage ou de marchands.*

Par voiture à deux roues et à un cheval.....	0 90
Par voiture à deux roues et à deux chevaux.....	1 20
Par voiture à deux roues et à trois chevaux.....	1 50
Par voiture à deux roues et à quatre chevaux.....	1 80

*Nota.* Chaque cheval en sus, vingt centimes.

Par voiture à quatre roues et à un cheval.....	1 20
Par voiture à quatre roues et à deux chevaux.....	1 60
Par voiture à quatre roues et à trois chevaux.....	2 00
Par voiture à quatre roues et à quatre chevaux.....	2 50
Par voiture à quatre roues et à cinq chevaux.....	3 00
Par voiture à quatre roues et à six chevaux.....	3 50

*Nota.* Pour chaque cheval en sus, quarante centimes.

Quand ces voitures seront vides elles ne payeront que moitié prix.

*Charrettes servant à l'agriculture.*

Par charrette attelée de deux bœufs, d'un cheval ou d'un mulet..	0 30
--	------

*Nota.* Pour chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus, dix centimes.

Par charrette attelée de deux ânes.....	0 20
---	------

*Nota.* Pour chaque âne en sus, cinq centimes.

Quand ces charrettes seront à vide, elles ne payeront que moitié prix.

*Dispositions générales.*

Les conducteurs, postillons, rouliers ou charretiers ne payeront point la taxe portée à l'article 1<sup>er</sup>; les voyageurs et domestiques n'y seront assujettis qu'autant qu'ils passeront à pied.

*Exemptions.*

Sont exempts du péage :

Le préfet et les sous-préfets en tournée, les ingénieurs, conducteurs des ponts et chaussées et autres agents du même service employés dans la localité, les agents des contributions directes et indirectes, des douanes et des forêts, dans l'exercice de leurs fonctions; les inspecteurs et stationnaires des lignes télégraphiques, la gendarmerie, les corps militaires, les sous-officiers et soldats voyageant isolément avec feuille de route, les courriers du Gouvernement, les malles employées au transport des dépêches, les facteurs, les enfants des deux sexes obligés de traverser le pont pour aller recevoir l'instruction primaire ou religieuse, et pour retourner à leur domicile; les voitures cellulaires employées au transport des condamnés.



3. Chaque adjudication sera soumise à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. •

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

Signé J. DUFAURE.

N° 8241. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la Société de la Mine de houille du Plessis à exécuter un Canal pour mettre ladite Mine en communication avec le port de Carentan.*

Au palais des Tuileries, le 16 Août 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics,

Vu le projet de canal destiné à mettre la mine de houille du Plessis en communication avec Carentan, projet présenté, le 10 juillet 1838, par le sieur *Fautet*, gérant de la société de ladite mine, ensemble la demande faite, au nom de la société, par le même gérant, le 2 août suivant, et tendant à obtenir la concession, pendant quatre-vingt-dix ans, des droits de péage à percevoir sur tous les bateaux naviguant sur le canal, droits qui, d'après le projet de tarif présenté, seront fixés par tonneau de mille kilogrammes, et pour la partie quelconque du canal parcourue entre le Plessis et la chaussée de Béaupré, soit à la descente, soit à la remonte, savoir :

Pour marchandises quelconques, à.....	0 <sup>f</sup> 15 <sup>c</sup>
Pour la tangue et tout autre engrais, à.....	0 05
Pour les bateaux vides, par tonneau.....	0 01

Mais avec une exception de tout droit pour les bateaux employés par les riverains pour le transport, soit de leurs bestiaux, soit des instruments aratoires, soit des produits agricoles de leurs propriétés contiguës au canal;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1838, ordonnant les formalités de l'enquête prescrite par la loi du 7 juillet 1833;

Vu l'avis de la même date, annonçant l'ouverture de cette enquête;

Vu la feuille d'annonces de l'arrondissement de Coutances, du 15 suivant, mentionnant ledit avis ;

Vu le registre ouvert à la sous-préfecture de Coutances, du 15 septembre au 15 octobre ;

Vu les douze réclamations adressées dans cet intervalle à M. le sous-préfet, et dont il a été fait annotation au registre ;

Vu le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, ouvert le 15 et clos le 30 octobre, par l'avis favorable de la commission ;

Vu l'avis également favorable du sous-préfet de Coutances, du 31 octobre ;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef directeur, du 30 janvier 1839.

Vu l'arrêté du préfet, du 12 février suivant ;

Vu enfin l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 15 mars 1839 ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La société de la mine de houille du Plessis est autorisée à ouvrir un canal, pour mettre ladite mine en communication avec le port de Carentan.

2. Elle sera tenue de se conformer au projet présenté par son gérant, le sieur *Fautet*, le 10 juillet 1838, et visé par l'ingénieur en-chef directeur, le 30 janvier 1839, et de se soumettre, en outre, aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Les ponts existants sur les rivières de Maulaire et de Gorges seront conservés ou remplacés et entretenus ensuite par la société, pendant la durée de la concession.

2<sup>o</sup> Pour le maintien de la communication entre les deux parties du marais de Beauplois, qui seraient séparées l'une de l'autre par la coupure de quatorze cents mètres de longueur à faire d'après le projet, un pont sera établi à peu près au milieu de cette coupure.

3<sup>o</sup> L'abaissement du radier du pont de la chaussée de Beauplois sera exécuté d'après les indications des hommes de l'art, de manière à ne compromettre nullement la solidité de ce pont.

4<sup>o</sup> Pour éviter le dessèchement et l'ablitération de la partie abandonnée de la rivière de Gorges, par suite de cette

coupure, il sera établi une éclusette en tête de cette partie abandonnée, c'est-à-dire au point où cessera la partie canalisée de la rivière de Gorges et recommencera la coupure.

5° La facilité d'écoulement des eaux des marais traversés par le canal sera conservée, soit parce qu'il sera creusé un contre-fossé le long et à l'extérieur de chaque banquette, soit parce que ces banquettes n'intercepteront pas la communication des fossés et nouës de dessèchement avec le nouveau canal.

6° Et pour que les bestiaux pacageant dans les marais ne perdent pas la facilité qu'ils avaient de s'abreuver dans les rivières avant les travaux de canalisation, il devra être pratiqué quelques abreuvoirs commodes sur des points convenables, et fixés de concert entre la société du Plessis et les communes propriétaires des marais.

3. La société est autorisée à percevoir pendant quatre-vingt-dix ans, sur les bateaux parcourant, ou en la descendant, ou en la remontant, une partie quelconque du canal entre le Plessis et la chaussée de Béauple (excepté ceux qu'emploieront les riverains pour le service de la culture ou pour le transport des produits agricoles des terrains contigus au canal), des droits de péage fixés par tonneau de mille kilogrammes, savoir :

Pour toute marchandise quelconque.....	0 <sup>f</sup> 15 <sup>c</sup>
Pour la tanguie et tous autres engrais.....	0 05
Pour les bâtimens vides.....	0 01

4. Si, par suite du système qui sera adopté pour le grand canal projeté de Carentan à Portbail, et pour le dessèchement général des marais du Cotentin, il devenait nécessaire d'apporter quelques modifications au canal de la mine du Plessis, la société sera tenue d'exécuter ces modifications à la première réquisition qui lui en sera faite, et sans pouvoir, à ce sujet, réclamer aucune indemnité.

5. La société demeure responsable de tout effet de son canal qui serait préjudiciable à des tiers, et elle devra se

conformer aux règlements administratifs qui pourront intervenir pour la police de la navigation.

6. Les travaux devront être exécutés dans un délai de dix-huit mois. Le canal sera exécuté sous la surveillance des ingénieurs, et les contestations qui pourraient s'élever entre la société, les communes ou l'administration, au sujet, soit de l'exécution du canal et des travaux prescrits, soit de leur entretien, seront jugés administrativement par le conseil de préfecture.

7. A l'époque de l'expiration de la société, l'État, par le fait seul de cette expiration, sera subrogé à tous les droits des concessionnaires dans la propriété des terrains servant d'emplacement au canal. Le Gouvernement reprendra immédiatement la jouissance du canal, de toutes ses dépendances et de tous ses produits.

8. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,

Signé J. DUFAURE.

N° 8242. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le Maréchal de camp placé à la tête de l'École de Metz prendra désormais le titre de Commandant, au lieu de celui de Commandant en chef qui lui était attribué.*

A Paris, le 20 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'ordonnance du 5 juin 1831 (1), constitutive de l'école de Metz ;

Vu l'article 3 de ladite ordonnance qui confère le titre de *Commandant en chef* au maréchal de camp placé à la tête de cette école ;

Considérant que ce titre ne se trouve reproduit dans l'organisa-

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 101, n° 2834.

tion d'aucune des autres écoles militaires, et qu'il en résulte, par le fait, une situation anormale, exceptionnelle qui peut présenter des inconvénients, et à l'appui de laquelle on ne saurait invoquer de motifs plausibles;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le second paragraphe de l'article 3 de l'ordonnance du 5 juin 1831 est modifié en ce sens que le maréchal de camp placé à la tête de l'école de Metz prendra désormais le titre de commandant, au lieu de celui de commandant en chef qui lui était attribué.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

*Signé* SCHNEIDER.

**N° 8243. — ORDONNANCE DU ROI** qui ouvre au *Ministre de l'Instruction publique*, sur l'exercice 1839, un *Crédit supplémentaire pour un Prix décerné par l'Académie des Sciences morales et politiques*.

Au palais de Saint-Cloud, le 24 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'article 4 de la loi du 20 juillet 1837, relatif aux crédits supplémentaires destinés à tenir lieu des crédits non employés sur divers exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, et sur l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, au chapitre XI du budget de l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de quinze cents francs, pour servir à acquitter un prix que l'académie des sciences morales et politiques avait mis au concours pour 1834 et qui a été décerné le 27 avril 1839.



2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique*,

Signé VILLEMAIN.

---

N° 8244. — *ORDONNANCE DU ROI portant création de Volontaires de la Marine.*

A Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les jeunes marins qui se destinent à la navigation du commerce et aspirent à devenir capitaines au long cours pourront être employés à bord des bâtiments de l'état en qualité de volontaires.

2. Les fonctions de volontaire sont temporaires ; elles seront exercées à bord pendant l'armement, en cours de campagne et pendant le désarmement.

3. Pour être employé en cette qualité, tout candidat devra remplir les conditions ci-après :

Être proposé par un officier commandant un bâtiment de l'état ;

Être âgé de dix-huit ans au moins et de vingt-deux ans au plus, dans l'année de l'examen mentionné ci-après ;

Avoir complété dix-huit mois de navigation, soit sur les bâtiments de l'État, soit sur les navires du commerce naviguant au long cours ou au grand cabotage ;

Justifier devant une commission composée d'un officier supérieur et de deux lieutenants de vaisseau, et nommée,

dans les ports, par le préfet maritime ; hors de France, par un commandant d'escadre ou de division,

1° Qu'il parle et écrit correctement le français ;

2° Qu'il sâit observer la hauteur des astres, calculer la latitude par la hauteur mériidienne du soleil, et la variation par l'amplitude et par l'azimuth de cet astre ;

3° Enfin qu'il sâit faire usage des tables astronomiques et des cartes hydrographiques pour opérer la réduction des routes.

4. Chaque candidat sera tenu de produire avant l'examen,

1° Son acte de naissance ;

2° Un certificat délivré par l'autorité compétente, indiquant la durée de sa navigation et constatant qu'il est porté sur les registres matricules de l'inscription maritime ;

3° Des certificats de bonne conduite et d'aptitude délivrés par les officiers de la marine ou par les capitaines du commerce sous les ordres desquels il aura servi.

5. Pourront aussi être employés en qualité de volontaires les marins provenant du recrutement ou des enrôlements volontaires, qui auront complété dix-huit mois de navigation, soit à bord des bâtiments de l'État, soit à bord des navires du commerce.

Les marins provenant du recrutement seront seuls admissibles jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

6. Les candidats à l'emploi de volontaire seront choisis par les capitaines des bâtiments de l'État, soit parmi les jeunes marins embarqués sous leurs ordres, soit parmi ceux qui se présenteront volontairement ; et lorsqu'ils auront été déclarés admissibles par la commission d'examen, le préfet maritime, ou, s'il y a lieu, les commandants d'escadre ou de division navale, autoriseront leur destination immédiate.

Il sera rendu compte au ministre du résultat des examens, ainsi que de la destination des volontaires, et toutes les pièces à l'appui lui seront adressées.

7. Le nombre des volontaires qui pourront être employés

sur chacun des bâtimens de l'État ne devra pas dépasser la moitié de celui des élèves fixé par les réglemens.

Lorsque le nombre réglementaire sera impair, il sera augmenté d'une unité pour déterminer le nombre de ces volontaires.

8. Les volontaires prendront rang après les élèves de la marine de deuxième classe ; ils en rempliront les fonctions et en porteront l'uniforme, sans l'aiguillette ; ils prendront rang entre eux d'après la date de leur première destination en cette qualité sur les bâtimens de l'État.

Ils auront autorité sur toute personne de l'équipage d'un rang inférieur à celui de maître.

9. La solde des volontaires, pendant la durée de leur embarquement, sera fixée à quarante francs par mois. Ils seront admis à la table des élèves, et auront droit au même traitement de table, à la ration et aux objets de couchage.

Lorsqu'un volontaire aura été blessé au service de l'État ou aura contracté des infirmités par suite d'un service commandé, il lui sera fait application de la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre, et il sera assimilé aux élèves de la marine.

10. Le volontaire qui aura été signalé pour inconduite ou pour incapacité sera soumis à un conseil d'enquête qui sera présidé par le commandant ou par le second du bâtiment, et composé de deux officiers chefs de quart pris indistinctement à bord des bâtimens présents.

Ce conseil, formé et convoqué sur la demande du commandant du bâtiment, dans les ports, par le préfet maritime, et hors de France, par le commandant de l'escadre ou de la division, prononcera, s'il y a lieu, la révocation de l'emploi, et, dans ce cas, le marin rentrera dans la classe de l'inscription maritime à laquelle il appartenait au moment de son admission comme volontaire.

La décision du conseil d'enquête sera rendue exécutoire par le préfet maritime ou par le commandant de l'escadre ou

de la division ; elle sera ensuite adressée au ministre avec les pièces à l'appui.

11. Les volontaires qui auront été employés en cette qualité pendant une campagne, et qui auront obtenu de leurs commandants une attestation d'aptitude et de bonne conduite, seront, au retour, en cas de désarmement, et si les besoins du service le permettent, employés de préférence à tous autres candidats, et embarqués de nouveau sur les bâtiments de l'État. Dans le cas où ils ne seraient pas employés, ils seront dirigés sur leurs quartiers d'inscription maritime.

Les volontaires ne pourront continuer à servir en cette qualité lorsqu'ils auront atteint leur vingt-cinquième année, s'ils proviennent de l'inscription maritime, et leur vingt-huitième, s'ils proviennent de recrutement.

12. Les élèves de l'école navale qui, après deux années d'études, n'auront pas satisfait à l'examen de sortie, seront susceptibles d'être employés en qualité de volontaires à bord des bâtiments de l'État, sur la proposition d'un capitaine.

Dès qu'ils auront atteint leur dix-huitième année, ils seront portés comme matelots de troisième classe sur les registres matricules de l'inscription maritime du quartier qu'ils auront désigné au moment de leur admission.

13. Les volontaires qui auront servi en cette qualité pendant trois années au moins, et qui auront atteint l'âge de vingt-cinq ans, ne pourront plus être requis pour le service dans un grade inférieur à celui de second maître de première classe.

14. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état  
de la marine et des colonies,*

*Signé* DUPERRÉ.

---

N° 8245. — *ORDONNANCE DU ROI relative au Conservatoire royal des Arts et Métiers.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce;

Vu le rapport du ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, par nous approuvé le 15 décembre 1838 ;

Vu l'article 12 de l'ordonnance royale du 31 août 1828 (1),

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est établi au Conservatoire royal des arts et métiers cinq nouveaux cours publics et gratuits, savoir :

De mécanique appliquée à l'industrie,

De géométrie descriptive,

De législation industrielle,

D'agriculture,

Et un deuxième cours de chimie appliquée à l'industrie.

2. Au moyen du cours d'agriculture établi par l'article 1<sup>er</sup>, notre ordonnance du 25 août 1836 (2) est rapportée.

3. Sont nommés,

*Pour le cours de mécanique industrielle,*

M. Morin, capitaine d'artillerie ;

*Pour le cours de géométrie descriptive,*

M. Olivier, répétiteur de géométrie descriptive à l'école polytechnique ;

*Pour le cours de législation industrielle,*

M. Woloski, avocat à la cour royale de Paris ;

*Pour le cours d'agriculture,*

M. Oscar Leclerc, actuellement professeur du cours de culture au Conservatoire ;

---

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 256, n° 9442.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 459, n° 6511.



*Pour le deuxième cours de chimie industrielle,*

M. Payen, professeur à l'école centrale des arts et manufactures.

4. Les nouveaux professeurs jouiront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, du traitement annuel de cinq mille francs.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

---

N° 8246. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la formation d'un quatrième Bataillon dans la Légion étrangère.*

A Fontainebleau, le 1<sup>er</sup> Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 mars 1831 (1) et nos ordonnances des 16 décembre 1835 (2) et 18 juillet 1837 (3) ;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La légion étrangère ayant atteint le complet réglementaire que comporte son organisation actuelle à trois bataillons, il sera procédé immédiatement à la formation d'un quatrième bataillon, qui aura la même composition que chacun des trois premiers.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

Signé SCHNEIDER.

---

(1) 1<sup>re</sup> partie, Bull. 23, n° 88.

(2) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 399, n° 6111.

(3) Bull. 522, n° 6958.

N° 8247. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie celle du 26 juillet 1839, relative à la Garde municipale de Paris.*

A Fontainebleau, le 1<sup>er</sup> Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 18 juillet (1) portant accroissement de l'effectif de la garde municipale de Paris;

Vu l'ordonnance du 26 du même mois (2) qui en détermine la composition;

Considérant que, pour donner à l'infanterie de ce corps une forte organisation en officiers, il y a nécessité de modifier, pour cette première formation, l'article 6 de l'ordonnance précitée;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les lieutenants d'infanterie de l'armée qui n'ont pas servi dans un corps de troupe à cheval, mais qui satisfont aux autres conditions déterminées par l'article 374 de notre ordonnance du 16 mars 1838 (3), pourront être nommés à des emplois de leur grade dans la garde municipale de Paris.

2. Cette disposition exceptionnelle cessera d'être exécutoire aussitôt qu'il aura été pourvu aux emplois créés par notre ordonnance du 26 juillet 1839.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

---

(1) Bull. 661, n° 8034.

(2) Bull. 666, n° 8077.

(3) Bull. 566, n° 7344.

N° 8248. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Intendants militaires.*

Au palais de Fontainebleau, le 4 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 4 août 1839, qui fixe le cadre de l'état-major général de l'armée;

Vu les lois des 11 avril 1831, 21 mars et 14 avril 1832, et celle du 19 mai 1834;

Vu notre ordonnance du 10 juin 1835 (1), portant que l'intendance militaire fait partie de l'état-major général, et que le grade d'intendant correspond à celui de maréchal de camp;

Considérant que le nombre de vingt-cinq intendants militaires ne peut suffire aux besoins du service dans les circonstances ordinaires, qu'autant que tous les fonctionnaires de ce grade sont susceptibles d'être employés activement;

Considérant qu'il importe de ne pas priver l'armée des services d'intendants militaires dont l'expérience et le dévouement pourraient être encore si précieux, en temps de guerre, pour l'administration des divisions territoriales;

Considérant, enfin, qu'il convient d'assurer aux officiers des autres grades de l'intendance militaire une juste part d'avancement;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,  
**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le nombre des intendants militaires appartenant au cadre d'activité demeure fixé à vingt-cinq.

2. Les intendants qui auront accompli leur soixante-cinquième année d'âge seront mis en non-activité, jusqu'à ce que les dispositions de la loi du 4 août 1839 leur soient rendues applicables.

Toutefois les intendants militaires qui auront été pourvus de lettres de service leur conférant le titre d'intendant en chef pourront être maintenus dans le cadre d'activité jusqu'à l'âge de soixante-huit ans accomplis.

3. Les intendants qui cesseront d'appartenir au cadre d'ac-

---

(1) 1<sup>re</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 365, n° 5799.

tivité recevront, sur le fonds du chapitre xv, la moitié de la solde de leur grade.

4. Les dispositions de la présente ordonnance ne sont point applicables aux intendants militaires qui ne sont pas partie du cadre actuel d'activité.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,  
Signé SCHNEIDER.

N° 8249. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. Roux ( Antoine ), ancien officier, demeurant à Brochon ( Côte-d'Or ), est autorisé à substituer à son nom celui de Leroux ;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 3 Juillet 1838. )



CERTIFIÉ conforme par nous  
Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,

A Paris, le 12 \* Octobre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE ROYALE. — 12 Octobre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 686.

---

N° 8250. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la publication de la Convention conclue le 27 août 1839, entre la France et la Belgique, pour l'ouverture, sur le territoire belge, du Canal dit de l'Espierre, destiné à servir de prolongement au Canal français de Roubaix.*

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Savoir faisons qu'entre Nous et Sa Majesté le Roi des Belges il a été conclu à Paris, le 27 du mois d'août de la présente année, une Convention relative à l'ouverture, sur le territoire belge, du canal dit *de l'Espierre*, destiné à servir de prolongement au canal français de Roubaix;

Convention dont les ratifications respectives ont été échangées à Paris, le 16 de ce mois, et dont la teneur suit :

## CONVENTION.

Leurs Majestés le Roi des Français et le Roi des Belges, désirant, autant que possible, satisfaire aux réclamations élevées dans le département du Nord, au sujet des droits établis sur l'entrée des charbons étrangers, et considérant que ce but peut être atteint en créant une voie directe de communication entre le centre de ce département et le Hainaut, tout en écartant les dangers que cette voie pourrait offrir pour la navigation intérieure de la Belgique,

**Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :**

**2. IX<sup>e</sup> Série.**

**38**



Sa Majesté le Roi des Français, — le sieur *Jean-de-Dieu Soult*, duc de *Dalmatie*, maréchal et pair de France, grand-croix de son Ordre royal de la Légion d'honneur et de l'Ordre royal de Léopold, etc., etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'État au département des affaires étrangères, Président de son Conseil des Ministres;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, — le sieur *Charles-Ame-Joseph*, comte *Le Hon*, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Français, officier de l'Ordre royal de Léopold, grand officier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre de Charles III d'Espagne, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles qui suivent :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement belge décrétera l'exécution du canal dit *de l'Espierre*, destiné à servir de prolongement au canal français de Roubaix jusqu'à l'Escaut vers Warcoing.

2. Aussitôt et aussi longtemps que la nécessité en sera reconnue par le Gouvernement belge dans l'intérêt de la navigation belge sur Dunkerque, les conducteurs de tous bateaux venant de l'Escaut et entrant dans le canal de l'Espierre seront astreints à faire une consignation dont ils obtiendront la restitution en produisant la preuve que leurs cargaisons n'auront point été déchargées sur des parties du territoire français situées au delà de Watten, ou au delà de Cassel, dans l'hypothèse de l'ouverture d'un canal d'Hazebrouck à Bergues.

3. Cette preuve sera faite au moyen d'un certificat délivré par le maire de la commune où la cargaison aura été déchargée, et par le chef du poste de douane le plus voisin.

4. Dans le cas où le contrôleur de la navigation belge de l'Espierre, ou toute autre autorité belge déléguée à cet effet, aurait des doutes sur l'exactitude du certificat exigé par l'ar-

ticle précédent, il pourra être sursis à la restitution de la somme déposée, jusqu'à ce que les faits aient été vérifiés.

5. A partir de l'époque à laquelle le canal de Bossuyt sera livré à la navigation, les bateaux qui descendraient la Lys chargés de pierres, de houilles ou de chaux, seront tenus de payer, au profit du concessionnaire de ce canal, à leur passage à l'écluse de Commines, un droit spécial à fixer par le Gouvernement belge et destiné à assurer au canal de Bossuyt le marché des rives de la Lys, en aval de cette écluse.

6. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Paris, le 27<sup>e</sup> jour du mois d'Août de l'an de grâce 1839.

( L. S. ) Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

( L. S. ) Signé C<sup>te</sup> LE HON.

**MANDONS ET ORDONNONS** qu'en conséquence les présentes Lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au Bulletin des lois, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères, président de notre Conseil, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Saint-Cloud, le 17<sup>e</sup> jour du mois d'Octobre de l'an 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le garde des sceaux de France,  
Ministre et Secrétaire d'état au dé-  
partement de la justice et des  
cultes,*

*Le Ministre et Secrétaire d'état au  
département des affaires étran-  
gères, Président du Conseil,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

Signé J. B. TESTE.



**CERTIFIÉ** conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 19 \* Octobre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 19 Octobre 1839.**

---

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 687.

---

---

N° 8251. — *ORDONNANCE DU ROI portant concession des Mines de bitume d'Armentieu, commune de Bastènes (Landes).*

Au palais de Fontainebleau, le 10 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;

Vu les demandes tendant à obtenir la concession des gîtes de bitume dans le canton d'Amou, arrondissement de Saint-Sever, département des Landes, et présentées, savoir :

Le 25 mai 1835, par M. *Bertrand Geoffroy* ;

Le 14 juin, par MM. *Meyrac* et *Thore* ;

Le 13 novembre, par M. *Charles Lasserre* ;

Les plans fournis par les parties ;

Les affiches des 9 juillet et 10 août 1835, et les certificats de publications ;

Les oppositions respectivement signifiées à la requête de MM. *Meyrac* et *Thore*, et de M. *Lasserre*, les 13 août et 13 novembre 1835, et 19 novembre 1836 ;

Les réclamations des maires de Castel-Sarrazin, Bergouey et Bastènes, des 11 novembre 1835, 18 décembre 1836 et 17 janvier 1837 ;

L'acte extrajudiciaire du 29 mai 1837, notifié au nom de MM. *Jean-Victor* et *Adrien-Félix Lasserre*, annonçant qu'ils se présentent tant personnellement que comme héritiers de feu M. *Lasserre*, leur père, pour suivre les effets de la demande formée par ce dernier ;

Le mémoire joint à cet acte ;

La copie certifiée d'une demande adressée au préfet des Landes, le 29 octobre 1837, par MM. *Dubignon* ;

*IX<sup>e</sup> Série.*

39

Leur lettre du 23 novembre 1837, enregistrée à l'administration des mines le 13 janvier 1838 ;

Les procès-verbaux d'enquête des 30 et 31 mai 1838, dressés par les maires de Bastènes et de Gaujac ;

Les demandes en concurrence formées le 7 mai par M. *Dibar-rart d'Etchegoyen* ;

Le 16 du même mois, par divers propriétaires réunis sous le nom de *Société d'Amou* ;

Le 24, par M. le vicomte de *Galard* ;

Le 6 juin, par M. *d'Angoumeau* ;

Le 10, par M<sup>me</sup> veuve *Dufau* ;

Les pièces et mémoires produits, tant par les anciens demandeurs que par les nouveaux prétendants ;

Les rapports des ingénieurs des mines des 6 décembre 1837, 22 juin et 30 août 1838 ;

Les avis du préfet des Landes des 26 décembre 1837, 4 et 6 septembre 1838 ;

Les avis du conseil général des mines des 8 mars 1838 et 25 avril 1839, tendant à instituer deux concessions sur le territoire de Bastènes et à accorder l'une, sous le nom de *concession d'Armentieu*, à MM. *Meyrac* et *Thore*, et l'autre, sous le nom de *concession de l'Échalassière*, aux héritiers de M. *Charles Lasserre* ;

Notre Conseil d'état entendu ;

Considérant que, d'après l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 avril 1810, les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface sont classées, relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières ; qu'ainsi le législateur exprime, dès l'abord, qu'il distingue en trois classes ces masses de substances ; qu'il donne à chaque classe sa dénomination particulière ; qu'il prescrit à chaque classe ses règles particulières et légales d'exploitation ;

Que les articles 2, 3 et 4, énumèrent les substances minérales ou fossiles, renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, qui composent chaque classe ; qu'elles sont classées suivant leur importance, qui, elle-même, détermine les règles de l'exploitation ;

Qu'aux termes de l'article 2, sont considérées comme mines les masses de substances minérales ou fossiles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de



*terre ou de pierre, du bois fossile, du bitume, de l'alun et des sulfates à bases métalliques;*

Qu'ainsi des gîtes contenant du bitume en filons, couches ou amas, sont des mines, et ne peuvent être exploités que conformément aux règles prescrites pour l'exploitation des mines par les titres II, III, IV et V de la loi du 21 avril 1810;

Considérant que le législateur a établi cette classification pour les substances renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, sans avoir égard à la forme, aux difficultés et aux dangers de l'exploitation, comme il a compris ( article 4 ) toute une autre classe de substances sous la dénomination de *carrières*, soit qu'elles soient *exploitées à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines*;

Considérant que les distinctions de la loi ne sont point arbitraires; que leur objet réel est d'établir que les régimes divers d'exploitation se rapportent, non au mode de gisement des substances minérales, mais à leur nature; qu'autrement les classifications seraient complètement inutiles;

Que si on admettait une autre interprétation, une mine, tantôt serait non concessible, tantôt devrait être concédée, suivant qu'on l'exploiterait à ciel ouvert ou par puits et galeries, circonstances qui peuvent se trouver réunies à l'égard d'un même gîte;

Que le principe de la concessibilité des mines est fondé sur l'expérience, sur la nécessité de préserver leur exploitation des désordres qui, à diverses époques, avaient gravement compromis l'intérêt public, et dont une législation prévoyante devait empêcher le retour;

Considérant que si le fer et l'alun sont classés parmi les mines, il est vrai que les minerais de fer dits *d'alluvion* et les terres alumineuses constituent, suivant l'article 3, de simples minières, mais que cette disposition est spéciale au fer ou à l'alun classés dans certaines conditions, et n'est pas étendue au bitume; que la spécialité de cette disposition est indiquée avec précision par les développements qu'elle reçoit dans les sections 2 et 3 du titre VII, relatives, l'une à *la propriété et à l'exploitation des minerais de fer d'alluvion*, l'autre, aux *terres pyriteuses et alumineuses*;

Que l'article 69 se trouve également au nombre de ces dispositions spéciales aux minerais de fer, et s'applique à ces minerais exclusivement; que cette exception, dictée par des considérations particulières, consacre par cela même de plus fort le principe général de la concessibilité des mines, quel que soit le mode de leur exploitation;

Que c'est de cette manière que la loi a été appliquée jusqu'ici, notamment pour le *manganèse de la Romanèche*, département de

Saône-et-Loire, pour les schistes bitumineux de Menat, département du Puy-de-Dôme;

Qu'ainsi, bien que le gîte de Bastènes soit exploité à ciel ouvert, bien que tout autre mode d'exploitation y paraisse impraticable, il doit nécessairement être soumis au régime des concessions et vertu de la loi du 21 avril 1810;

Que l'opinion qui tendrait à le considérer comme une mine aurait pour résultat d'introduire dans l'article 2 de ladite loi une distinction arbitraire et périlleuse qui pourrait s'appliquer à toutes les substances que cet article énumère, et d'étendre l'article 3 par une assimilation que rien n'autorise;

Que le Gouvernement doit exécuter la loi et ne peut, par quelque considération que ce soit, la restreindre ni l'étendre;

Considérant, au surplus, que toutes les formalités prescrites pour les demandes en concession ont été observées,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est fait concession à MM. *Victor Meyrac et François-Honoré-Franklin Thore*, des mines de bitume comprises dans les limites ci-après définies, commune de Bastènes, département des Landes.

2. Cette concession, qui prendra le nom de *concession d'Armentieu*, est limitée, conformément au plan annexé à la présente ordonnance, ainsi qu'il suit, savoir :

A l'est et au sud, par une droite menée du point T du plan, prise à deux cent quatre-vingts mètres à l'est de Tourou, sur le chemin de Bastènes à Bergouey, jusqu'au point U où le ruisseau de Manhourat est coupé par une ligne menée de Tourou à Pinteou;

De ce point U, par le ruisseau de Manhourat, jusqu'au point V, où ledit ruisseau est coupé par le chemin de Mancestat à Bordenave;

De ce point V, par une droite menée au point X, confluent du ruisseau de Castenau avec le ruisseau de la tuilerie;

Au nord-ouest et à l'ouest, à partir du point X par le ruisseau de la tuilerie, jusqu'à sa rencontre G avec le chemin de Donzac à Baigts;

**Puis, par une ligne séparative entre les deux concessions**

d'*Armentieu* et de l'*Échalassière*, et déterminée ainsi qu'il suit :

Par une ligne droite menée du point G au sommet H de l'angle que fait le chemin de Bastènes à Bergouey, qui passe au-dessus des bituminières et par les habitations de *Patience*, de *Bordenave*, de *Lortigaloun*, de *Bitumé*, de *Tourou*, etc. ; ce sommet d'angle étant déterminé par le point d'intersection, sur le côté nord de ce chemin, de deux lignes droites dont l'une, passant par l'angle sud-ouest de la maison *Bordenave*, a, entre cet angle et le sommet H, une longueur d'environ cent vingt-cinq mètres, double de celle mesurée à partir de H, et menée jusqu'au point de rencontre des côtés nord des chemins de Bastènes à Bergouey et de Patience à Donzac ( ce dernier chemin étant celui qui traverse le ruisseau de la tuilerie près de la fontaine de Sourian ) ;

De ce point H, en suivant le premier de ces deux chemins jusqu'au point I, sommet de l'angle ouest-sud-ouest de la parcelle n° 446, à Bordenave ;

De ce point I, en suivant vers l'ouest les limites de cette parcelle, et de celle n° 445, au même, jusqu'au point K, extrémité de ces limites vers le nord ;

De ce point K, par une ligne droite menée au point L, commun à la parcelle n° 442, à MM. *Meyrac* et *Thore*, et à la parcelle n° 423, aux représentants *Lasserre*, ce point L étant situé au sud de l'une et l'autre parcelle ;

De ce point L, en descendant le lit du petit ruisseau ou le ravin qui sert de limite commune à ces deux dernières parcelles, jusqu'à sa jonction en M avec le ruisseau de la tuilerie, et remontant ensuite celui-ci jusqu'au point N, où il sort de la commune de Caupenne pour entrer dans celle de Bastènes ;

De ce point N, en suivant la limite N O vers l'est et O P vers le sud, de la parcelle n° 414, aux représentants *Dubignon*, et la limite P Q vers l'est de la parcelle n° 452, à MM. *Meyrac* et *Thore*, jusqu'au point Q, situé sur le chemin de Bastènes à Bergouey, indiqué plus haut ;

De ce point Q, en suivant ce même chemin jusqu'au point de départ T;

Lesdites limites renfermant une étendue superficielle de quatre-vingt-un hectares.

3. Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gîtes de tout minéral étranger au bitume qui peuvent exister dans l'étendue de la concession d'*Armentieu*. La concession de ces gîtes de minéral sera accordée, s'il y a lieu, après une instruction particulière, soit aux concessionnaires des mines d'*Armentieu*, soit à d'autres personnes. Les cahiers des charges des deux concessions régleront, dans ce dernier cas, les rapports des deux concessionnaires entre eux, pour la conservation de leurs droits mutuels et pour la bonne exploitation des deux substances.

4. Le droit attribué aux propriétaires de la surface, par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, sur le produit des mines concédées, est réglé à une redevance de 9 centimes par quintal de minéral extrait. Cette redevance sera payée chaque mois par les concessionnaires aux propriétaires sur les terrains desquels l'exploitation aura lieu.

Elle ne sera due que pour les minerais qui seront susceptibles par leur richesse d'être utilement employés. Ces propriétaires pourront placer à leurs frais un préposé pour vérifier la quantité de minéral sortie de la mine.

Cette rétribution sera applicable toutes les fois qu'il n'existera pas à ce sujet de conventions antérieures entre les concessionnaires et les propriétaires de la surface.

S'il existe de telles conventions, elles seront exécutées, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas en opposition avec les règles qui seront prescrites, en vertu de la présente ordonnance; pour la conduite des travaux souterrains, dans la vue d'une bonne exploitation. Dans le cas contraire, lesdites conventions ne pourront donner lieu, entre les parties intéressées, qu'à une action en indemnité, et la rétribution restera déterminée ainsi qu'il est dit au commencement du présent article.



5. Les concessionnaires payeront en outre aux propriétaires de la surface les indemnités déterminées par les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, pour les dégâts et non jouissance de terrains, occasionnés par l'exploitation des mines.

6. En exécution de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, toutes les questions d'indemnités à payer par les concessionnaires, à raison de recherches ou travaux antérieurs à la présente ordonnance, seront décidées par le conseil de préfecture.

7. Les concessionnaires payeront à l'État, entre les mains du receveur de l'arrondissement de Saint-Sever, les redevances fixe et proportionnelle établies par la loi du 21 avril 1810, conformément à ce qui est déterminé par le décret du 6 mai 1811.

8. Les concessionnaires se conformeront exactement aux dispositions du cahier des charges qui est annexé à la présente ordonnance, et qui est considéré comme en faisant partie essentielle.

9. Il y aura particulièrement lieu à l'exercice de la surveillance de l'administration des mines, en exécution des articles 47, 49 et 50 de la loi du 21 avril 1810 et du titre II du décret du 3 janvier 1813, si la propriété de la concession vient à être transmise d'une manière quelconque à d'autres personnes par les concessionnaires. Ce cas arrivant, les nouveaux propriétaires de la concession seront tenus de se conformer exactement aux conditions prescrites par la présente ordonnance et par le cahier des charges y annexé.

10. A toutes les époques où la concession sera possédée par une société, cette société, lorsqu'elle en sera requise par le préfet, devra justifier, aux termes de l'article 7 de la loi du 27 avril 1838, qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation soient soumis à une direction unique et coordonnée dans un intérêt commun.

Elle sera pareillement tenue de désigner par une déclaration authentique, faite au secrétariat de la préfecture, celui de ses membres ou toute autre personne à qui elle aura



donné les pouvoirs nécessaires pour correspondre en son nom avec l'autorité administrative, et, en général, pour la représenter vis-à-vis de l'administration, tant en demandant que défendant.

11. Dans le cas prévu par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, où l'exploitation serait restreinte ou suspendue sans cause reconnue légitime, le préfet assignera aux concessionnaires un délai de rigueur qui ne pourra excéder six mois. Faute par les concessionnaires de justifier, dans ce délai, de la reprise d'une exploitation régulière et des moyens de la continuer, il en sera rendu compte, conformément audit article 49, à notre ministre des travaux publics, qui prononcera, s'il y a lieu, le retrait de la concession, en exécution de l'article 10 de la loi du 27 avril 1838, et suivant les formes prescrites par l'article 6 de la même loi.

12. La présente ordonnance sera publiée et affichée, aux frais des concessionnaires, dans la commune de Bastènes, sur laquelle s'étend la concession.

13. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,*

*Signé J. DUFAURE.*

**N° 8252. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des Mines de bitume de l'Échalassière, commune de Bastènes (Landes).**

Au palais de Fontainebleau, le 10 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu les demandes tendant à obtenir la concession des gîtes de bitume dans le canton d'Amou, arrondissement de Saint-Sever, département des Landes, et présentées, savoir :

Le 25 mai 1835, par M. *Bertrand Geoffroy*;

Le 14 juin, par MM. *Meyrac et Thore*;

Le 13 novembre, par M. *Charles Lasserre*;

Les plans fournis par les parties;

Les affiches des 9 juillet et 10 août 1835, et les certificats de publications;

Les oppositions respectivement signifiées à la requête de MM. *Meyrac et Thore*, et de M. *Lasserre*, les 13 août et 13 novembre 1835, et 19 novembre 1836;

Les réclamations des maires de Castel-Sarrazin, Bergouey et Bastènes, des 11 novembre 1835, 18 décembre 1836 et 17 janvier 1837;

L'acte extrajudiciaire du 29 mai 1837, notifié au nom de MM. *Jean-Victor et Adrien-Félix Lasserre*, annonçant qu'ils se présentent tant personnellement que comme héritiers de feu M. *Lasserre*, leur père, pour suivre les effets de la demande formée par ce dernier;

Le mémoire joint à cet acte;

La copie certifiée d'une demande adressée au préfet des Landes, le 29 octobre 1837, par MM. *Dubignon*;

Leur lettre du 23 novembre 1837, enregistrée à l'administration des mines le 13 janvier 1838;

Les procès-verbaux d'enquête des 30 et 31 mai 1838, dressés par les maires de Bastènes et de Gaujac;

Les demandes en concurrence formées le 7 mai par M. *Dibar-rart d'Etchegoyen*;

Le 16 du même mois, par divers propriétaires réunis sous le nom de *Société d'Amou*;

Le 24, par M. le vicomte de *Galard*;

Le 6 juin, par M. d'*Angoumeau*;

Le 10, par M<sup>me</sup> veuve *Dufau*;

Les pièces et mémoires produits tant par les anciens demandeurs que par les nouveaux prétendants;

Les rapports des ingénieurs des mines des 6 décembre 1837, 22 juin et 30 août 1838;

Les avis du préfet des Landes des 26 décembre 1837, 4 et 6 septembre 1838;

Les avis du conseil général des mines des 8 mars 1838 et 25 avril 1839, tendant à instituer deux concessions sur le territoire de Bastènes et à accorder l'une, sous le nom de *concession d'Armentieu*,

à MM. *Meyrac et Thore*, et l'autre, sous le nom de *concession de l'Échalassière*, aux héritiers de M. *Charles Lasserre*;

Notre Conseil d'état entendu;

Considérant que, d'après l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 avril 1810, *les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface sont classées, relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières*; qu'ainsi le législateur exprime, dès l'abord, qu'il distingue en trois classes ces masses de substances; qu'il donne à chaque classe sa dénomination particulière; qu'il prescrit à chaque classe ses règles particulières et légales d'exploitation;

Que les articles 2, 3 et 4, énumèrent les substances minérales ou fossiles, renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, qui composent chaque classe; qu'elles sont classées suivant leur importance, qui, elle-même, détermine les règles de l'exploitation;

Qu'aux termes de l'article 2, *sont considérées comme mines les masses de substances minérales ou fossiles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, du bitume, de l'alun et des sulfates à bases métalliques*;

Qu'ainsi des gîtes contenant du bitume en filons, couches ou amas, sont des mines, et ne peuvent être exploités que conformément aux règles prescrites pour l'exploitation des mines par les titres II, III, IV et V de la loi du 21 avril 1810;

Considérant que le législateur a établi cette classification pour les substances renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, sans avoir égard à la forme, aux difficultés et aux dangers de l'exploitation, comme il a compris (article 4) toute une autre classe de substances sous la dénomination de *carrières*, soit qu'elles soient *exploitées à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines*;

Considérant que les distinctions de la loi ne sont point arbitraires; que leur objet réel est d'établir que les régimes divers d'exploitation se rapportent, non au mode de gisement des substances minérales, mais à leur nature; qu'autrement les classifications seraient complètement inutiles;

Que si on admettait une autre interprétation, une mine, tantôt serait non concessible, tantôt devrait être concédée, suivant qu'on

l'exploiterait à ciel ouvert ou par puits et galeries, circonstances qui peuvent se trouver réunies à l'égard d'un même gîte ;

Que le principe de la concessibilité des mines est fondé sur l'expérience, sur la nécessité de préserver leur exploitation des désordres qui, à diverses époques, avaient gravement compromis l'intérêt public, et dont une législation prévoyante devait empêcher le retour ;

Considérant que si le fer et l'alun sont classés parmi les mines, il est vrai que les minerais de fer dits *d'alluvion* et les terres aluminieuses constituent, suivant l'article 3, de simples minières, mais que cette disposition est spéciale au fer ou à l'alun classés dans de certaines conditions, et n'est pas étendue au bitume ; que la spécialité de cette disposition est indiquée avec précision par les développements qu'elle reçoit dans les sections 2 et 3 du titre VII, relatives, l'une, à *la propriété et à l'exploitation des minerais de fer d'alluvion*, l'autre, aux *terres pyritiques et aluminieuses* ;

Que l'article 69 se trouve également au nombre de ces dispositions spéciales aux minerais de fer, et s'applique à ces minerais exclusivement ; que cette exception, dictée par des considérations particulières, consacre par cela même de plus fort le principe général de la concessibilité des mines, quel que soit le mode de leur exploitation ;

Que c'est de cette manière que la loi a été appliquée jusqu'ici, notamment pour le manganèse de la Romanèche, département de Saône-et-Loire, pour les schistes bitumineux de Menat, département du Puy-de-Dôme ;

Qu'ainsi, bien que le gîte de Bastènes soit exploité à ciel ouvert, bien que tout autre mode d'exploitation y paraisse impraticable, il doit nécessairement être soumis au régime des concessions en vertu de la loi du 21 avril 1810 ;

Que l'opinion qui tendrait à le considérer comme une minière aurait pour résultat d'introduire dans l'article 2 de ladite loi une distinction arbitraire et périlleuse qui pourrait s'appliquer à toutes les substances que cet article énumère, et d'étendre l'article 3 par une assimilation que rien n'autorise ;

Que le Gouvernement doit exécuter la loi et ne peut, par quelque considération que ce soit, la restreindre ni l'étendre ;

Considérant, au surplus, que toutes les formalités prescrites pour les demandes en concession ont été observées,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est fait concession aux héritiers de M. *Charles Lasserre*, des mines de bitume comprises dans les limites



ci-après définies, commune de Bastènes, département des Landes.

2. Cette concession, qui prendra le nom de *concession de l'Échalassière*, est limitée ainsi qu'il suit, conformément au plan annexé à notre ordonnance de ce jour, relative à la concession des mines de bitume d'*Armentieu*, dans la même commune de Bastènes, savoir :

A l'est, par une droite menée du point T du plan pris à deux cent quatre-vingts mètres à l'est de Tourou, sur le chemin de Bastènes à Bergouey, jusqu'à la maison dite *le Grand-Lanusse* ;

Au nord, par deux droites menées du Grand-Lanusse à Capdoubosq, et de ce dernier point à Lonné ;

A l'ouest, par deux droites menées de Lonné à Castenau et de Castenau au point X, confluent du ruisseau de Castenau avec le ruisseau de la tuilerie ;

Au sud-ouest et au sud, à partir du point X, par le ruisseau de la tuilerie, jusqu'à la rencontre G avec le chemin de Donzac à Baigts ;

Puis, par une ligne séparative entre les deux concessions d'*Armentieu* et de *l'Échalassière*, et déterminée ainsi qu'il suit :

Par une ligne droite menée du point G au sommet H de l'angle que fait le chemin de Bastènes à Bergouey, qui passe au-dessus des bituminières et par les habitations de *Patience*, de *Bordenave*, de *Lortigaloun*, de *Bitumé*, de *Tourou*, etc.; ce sommet d'angle étant déterminé par le point d'intersection, sur le côté nord de ce chemin, de deux lignes droites, dont l'une, passant par l'angle sud-ouest de la maison *Bordenave*, a, entre cet angle et le sommet H, une longueur d'environ cent vingt-cinq mètres, double de celle mesurée à partir de H, et menée jusqu'au point de rencontre des côtés nord des chemins de Bastènes à Bergouey et de *Patience* à Donzac ( ce dernier chemin étant celui qui traverse le ruisseau de la tuilerie près de la fontaine de Sourian ) ;

De ce point H, en suivant le premier de ces deux che-



mins jusqu'au point I, sommet de l'angle ouest-sud-ouest de la parcelle n° 446, à Bordenave;

De ce point I, en suivant vers l'ouest les limites de cette parcelle, et de celle n° 445, au même, jusqu'au point K, extrémité de ces limites vers le nord;

De ce point K, par une ligne droite menée au point L, commun à la parcelle n° 442, à MM. *Meyrac* et *Thore*, et à la parcelle n° 423, aux représentants *Lasserre*, ce point L étant situé au sud de l'une et l'autre parcelle;

De ce point L, en descendant le lit du petit ruisseau ou le ravin qui sert de limite commune à ces deux dernières parcelles, jusqu'à sa jonction en M avec le ruisseau de la tuilerie, et remontant ensuite celui-ci jusqu'au point N, où il sort de la commune de Caupenne pour entrer dans celle de Bastènes;

De ce point N, en suivant la limite N O vers l'est et O P vers le sud, de la parcelle n° 414, aux représentants *Dubignon*, et la limite P Q vers l'est de la parcelle n° 452, à MM. *Meyrac* et *Thore*, jusqu'au point Q, situé sur le chemin de Bastènes à Bergouey, indiqué plus haut;

De ce point Q, en suivant ce même chemin jusqu'au point de départ T;

Lesdites limites embrassant une étendue superficielle de soixante-huit hectares.

3. Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gîtes de tout minerai étranger au bitume qui peuvent exister dans l'étendue de la concession d'*Armentieu*. La concession de ces gîtes de minerai sera accordée, s'il y a lieu, après une instruction particulière, soit aux concessionnaires des mines d'*Armentieu*, soit à d'autres personnes. Les cahiers des charges des deux concessions régleront, dans ce dernier cas, les rapports des deux concessionnaires entre eux, pour la conservation de leurs droits mutuels et pour la bonne exploitation des deux substances.

4. Le droit attribué aux propriétaires de la surface, par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, sur le produit

des mines concédées, est réglé à une redevance de 9 centimes par quintal de minerai extrait. Cette redevance sera payée chaque mois par les concessionnaires aux propriétaires sur les terrains desquels l'exploitation aura lieu.

Elle ne sera due que pour les minerais qui seront susceptibles par leur richesse d'être utilement employés. Ces propriétaires pourront placer à leurs frais un préposé pour vérifier la quantité de minerai sortie de la mine.

Cette rétribution sera applicable toutes les fois qu'il n'existera pas à ce sujet de conventions antérieures entre les concessionnaires et les propriétaires de la surface.

S'il existe de telles conventions, elles seront exécutées, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas en opposition avec les règles qui seront prescrites, en vertu de la présente ordonnance, pour la conduite des travaux souterrains, dans la vue d'une bonne exploitation. Dans le cas contraire, lesdites conventions ne pourront donner lieu, entre les parties intéressées, qu'à une action en indemnité, et la rétribution restera déterminée ainsi qu'il est dit au commencement du présent article.

5. Les concessionnaires payeront en outre aux propriétaires de la surface les indemnités déterminées par les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, pour les dégâts et non jouissance de terrains, occasionnés par l'exploitation des mines.

6. En exécution de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, toutes les questions d'indemnités à payer par les concessionnaires, à raison de recherches ou travaux antérieurs à la présente ordonnance, seront décidées par le conseil de préfecture.

7. Les concessionnaires payeront à l'État, entre les mains du receveur de l'arrondissement de Saint-Sever, les redevances fixe et proportionnelle établies par la loi du 21 avril 1810, conformément à ce qui est déterminé par le décret du 6 mai 1811.

8. Les concessionnaires se conformeront exactement aux dispositions du cahier des charges qui est annexé à la pré-

sente ordonnance, et qui est considéré comme en faisant partie essentielle.

9. Il y aura particulièrement lieu à l'exercice de la surveillance de l'administration des mines, en exécution des articles 47, 49 et 50 de la loi du 21 avril 1810 et du titre II du décret du 3 janvier 1813, si la propriété de la concession vient à être transmise d'une manière quelconque à d'autres personnes par les concessionnaires. Ce cas arrivant, les nouveaux propriétaires de la concession seront tenus de se conformer exactement aux conditions prescrites par la présente ordonnance et par le cahier des charges y annexé.

10. A toutes les époques où la concession sera possédée par une société, cette société, lorsqu'elle en sera requise par le préfet, devra justifier, aux termes de l'article 7 de la loi du 27 avril 1838, qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation soient soumis à une direction unique et coordonnée dans un intérêt commun.

Elle sera pareillement tenue de désigner par une déclaration authentique, faite au secrétariat de la préfecture, celui de ses membres ou toute autre personne à qui elle aura donné les pouvoirs nécessaires pour correspondre en son nom avec l'autorité administrative, et, en général, pour la représenter vis-à-vis de l'administration, tant en demandant que défendant.

11. Dans le cas prévu par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, où l'exploitation serait restreinte ou suspendue sans cause reconnue légitime, le préfet assignera aux concessionnaires un délai de rigueur qui ne pourra excéder six mois; faute par les concessionnaires de justifier, dans ce délai, de la reprise d'une exploitation régulière et des moyens de la continuer, il en sera rendu compte, conformément audit article 49, à notre ministre des travaux publics, qui prononcera, s'il y a lieu, le retrait de la concession, en exécution de l'article 10 de la loi du 27 avril 1838, et suivant les formes prescrites par l'article 6 de la même loi.

12. La présente ordonnance sera publiée et affichée, aux

frais des concessionnaires, dans la commune de Bastènes, sur laquelle s'étend la concession.

13. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,*

*Signé J. DUFAURE.*

**N° 8253. — ORDONNANCE DU ROI portant annulation de Brevets d'invention.**

Au palais de Saint-Cloud, le 25 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'article 4 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation ci-après rappelés, ainsi que les brevets de perfectionnement et d'addition qui s'y rattachent, sont déclarés nuls et comme non avenus, les personnes qui en avaient requis la délivrance ayant abandonné les droits qu'ils leur conféraient et ayant refusé d'en solder la taxe.

1<sup>o</sup> Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 9 février 1836, à MM. *Milan (Aristide)* et *Franchot (Charles-Louis-Félix)*, contrôleur des contributions directes à Châteaudun, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Milan*, l'un d'eux, demeurant rue du Roule, n° 7, pour une lampe *gazo-statique-pyrogène*.

2<sup>o</sup> Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 20 février 1836, à M. *Belon (Jean)*, horloger, demeurant au Havre, département de la Seine-Inférieure, pour un nouveau système de pompe applicable aux lampes mécaniques ou à tout autre usage, ainsi que le brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre délivré en même temps.

3<sup>o</sup> Le brevet de perfectionnement de cinq ans délivré, le 6 avril 1836, à M. *Jacquin (Julien-Joseph)*, horloger, demeurant à Troyes, département de l'Aube, pour une mécanique à rétrécir le tissu des bas sur le métier.



4° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 18 mai 1836, à M. *Pierard* (*Jean-Baptiste*), charpentier-mécanicien, demeurant faubourg Sainte-Anne, à Reims, département de la Marne, pour une nouvelle machine hydraulique propre à remplacer les pompes à feu et autres moteurs actuellement en usage.

5° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 17 juin 1836, à M. *Petit-Jean* (*Nicaise*), vannier emballleur, demeurant à Avize, arrondissement d'Épernay, département de la Marne, pour un nouveau genre de panier propre à emballer les vins de Champagne.

6° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 9 novembre 1836, à MM. *Garnier* (*Jacques-Louis-Remi*) et *Hadrot*, lampistes, demeurant à Paris, le premier, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 43, et le second, rue des Fossés-Montmartre, n° 14, pour une nouvelle lampe mécanique à dégorgeement continu.

7° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 16 novembre 1836, à M. *Carrière* (*Adolphe*), demeurant à Ganges, département de l'Hérault, pour un peigne propre à éviter les bouchons et mariages dans la filature de la soie.

8° Le brevet d'invention de cinq ans pris, le 16 septembre 1837, par M. *Aroux* (*Guillaume-Félix*), fabricant de draps, demeurant à Elbeuf-sur-Seine, département de la Seine-Inférieure, pour une étoffe nouvelle dite *tissu élastique en pure laine à côtes transversales*.

9° Le brevet d'invention de cinq ans, délivré, le 28 octobre 1837, à M. *Bertrand* (*Victor*), fabricant de tulle, à Saint-Pierre-lès-Calais, département du Pas-de-Calais, pour la fabrication du tulle à pois, dit *point-d'esprit*.

2. Sont également déclarés nuls et de nul effet, pour défaut de paiement de la seconde moitié de la taxe, les brevets dont suit la désignation, ainsi que les brevets de perfectionnement et d'addition qui s'y rattachent.

1° Le brevet d'importation de dix ans délivré, le 9 janvier 1835, à M. *Wolff* (*Simon*), négociant, demeurant à Paris, rue Vivienne, n° 14, pour un système de chauffage à l'esprit de vin, dit *poêle portatif de chambre et de voyage*, propre à chauffer dans un instant une chambre n'importe de quelle étendue.

2° Le brevet de perfectionnement de quinze ans délivré, le 31 janvier 1835, à MM. *Guigo* (*Charles*), mécanicien, et *Maniquet* (*Antoine-Marie*), marchand fabricant, demeurant, le premier, Montée-des-Carmélites, n° 3, et le second, rue Coustou, n° 6, à Lyon, département du Rhône, pour certains perfectionnements applicables à la machine dite *à la Jacquart*, dans le but de remplacer le lisage en carton par un lisage en papier continu.

3° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 27 février 1835, à M. *de la Morre* (*Charles-François-Hyacinthe*), demeurant rue Saint-Joseph-en-Ville, à Bordeaux, département de la Gironde, pour un nouveau mode de sécher la morue verte ou d'autres substances alimentaires, des matières et tissus quelconques, dans des étuves ignauriques, c'est-à-dire, à renouvellement et agitation continuels d'air chaud, à l'aide d'une machine



à vapeur formant en même temps calorifère, mode auquel sont joints des procédés d'épuration et de neutralisation d'odeur.

4° Le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 9 avril 1835, à M. *Marlaix* ( *Joseph* ), fabricant de cols, demeurant rue Clermont, n° 28, à Lyon, département du Rhône, pour un ressort élastique en caoutchouc, destiné à remplacer le rembourrage actuel des bandes de billard, ainsi que le brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre délivré en même temps.

5° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 16 juin 1835, à M. *Gois* ( *Quentin-François* ), demeurant à Saint-Quentin, département de l'Aisne, pour des procédés de fabrication de tulle-blond six points à maille large, en soie ou en coton, sur le métier à tulle circulaire de douze points.

6° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 15 janvier 1836, à M. *Létestu* ( *Jean-Marie* ), employé, demeurant à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, n° 18, pour une nouvelle serrure.

7° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 janvier 1836, à M. *Raymond* ( *Jean-Antoine* ), demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 271, pour un système de parquet dit *mosaïque*, en bois, à coulisse d'appui, assemblé métalliquement ou non, se posant sur lambourde et permettant, une fois posé, de resserrer les joints à volonté.

8° Le brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans délivré, le 20 février 1836, à M. *Mackie* ( *Patrick* ), de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 4, pour une machine à laver le linge et autres étoffes.

9° Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans délivré, le 20 février 1836, à M. *Lecour* ( *Jean-Jacques* ), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, à la pompe à feu du Gros-Caillou, pour un appareil portatif aspirateur d'eau, dévorateur de la fumée et de tous les gaz délétères.

10° Le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 26 février 1836, à M. *Keene* ( *William* ), ingénieur civil de Bordeaux, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 4, pour un nouveau système d'application de force motrice à la navigation, afin de remplacer les roues à aubes.

11° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 1<sup>er</sup> mars 1836, à M. *Pitay* ( *Hyacinthe* ), pharmacien, demeurant à Paris, rue Bar-du-Bec, n° 14, pour, 1° un noir factice en grain et en poudre simple et double, pouvant être revivifié à l'usage des raffineurs de sucre et des fabricants de sucre de betteraves; 2° un noir en poudre propre à désinfecter les fosses d'aisances, et à l'usage des fabricants d'engrais animalisés.

12° Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans délivré, le 1<sup>er</sup> mars 1836, à MM. *Duvoy* et compagnie, constructeurs d'appareils de chauffage, demeurant à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 81, pour une buanderie à circulation.

13° Le brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 11 mars 1836, à Mlle *Edwards* ( *Éliza-Caroline* ), de Biessard près Rouen, faisant élection de domicile à Paris, rue du Bac, n° 24, pour une nouvelle méthode d'attirer et de prendre le poisson, soit dans la mer, à l'embouchure des rivières, ou dans tous cours d'eau ou lac quelconque.

principes et méthodes pareillement applicables à tout ce qui vit dans l'eau.

14° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 15 mars 1836, à M. *Eboli* ( *Joseph* ), professeur de chimie, demeurant à Paris, chez M. *De-loche*, rue Beauregard, n° 6, pour un nouveau genre de bougie qu'il nomme *bougie éboline*.

15° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 31 mars 1836, à M. *Caïman-Duverger*, ingénieur à Soisy-sous-Étioles, représenté à Paris par M. *Cacotte*, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 3, pour un nouveau genre de lyons.

16° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 31 mars 1836, à M. *Nicot* ( *Étienne-Claude-Jean* ), fabricant lampiste, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, n° 18, pour un nouveau système d'appareils de lampes, tant pour l'éclairage des billards que pour celui des salons, magasins, etc.

17° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 31 mars 1836, à MM. *Légent* ( *Auguste* ), dit *Bonnet*, et *Treille* ( *Jean-Baptiste-Auguste* ), demeurant à Estrée-Saint-Denis, département de l'Oise, pour une machine propre à fabriquer la brique.

18° Le brevet de perfectionnement et d'invention de dix ans délivré, le 6 avril 1836, à M. *Selligue* ( *Alexandre-François* ), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 2, pour appareils de percussion et pour outils et appareils de haut sondage d'après le système de percussion faisant l'objet des brevets qu'il a pris le 3 octobre 1834 et le 5 mars 1835.

19° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 13 avril 1836, à M. *Trichon* ( *Claude-Auguste* ), sculpteur, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix d'Antin, n° 11, pour des accotoirs qu'il nomme *dormeuses*, destinés à être placés et fixés dans l'intérieur des voitures.

20° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 15 avril 1836, à MM. *Bernard* ( *Albert-Henri-Marie* ), canonnier, et *Duclos* ( *Claude* ), demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 156, pour un nouveau moteur hydraulique.

21° Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans délivré, le 15 avril 1836, à M. *Fillion* ( *Louis-Laurent-Jacques* ), gantier, demeurant à Paris, rue Rameau, n° 6, pour une machine propre à la fabrication des gants, servant à faire exécuter la théorie Deneastel.

22° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 21 avril 1836, à M. *Boulard* ( *Sylvain* ), gantier, demeurant à Paris, rue Neuve des Petits-Champs, n° 65, pour une machine nommée *chiromètre* ( modèle-main ), servant à prendre toutes les dimensions de la main.

23° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 29 avril 1836, à MM. *Chameroy* ( *Jean-Baptiste-Paul* ), fondeur-mécanicien, et *Jonbert* ( *Pierre-Denis* ), orfèvre, demeurant à Paris, quai des Orfèvres, n° 50, pour un appareil dit *moteur à levier circulaire*.

24° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 10 mai 1836, à M. *Morin* ( *Prosper-Henri* ), chef d'institution, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 29, pour une méthode dite *polytechnographie*, propre à enseigner simultanément, au moyen d'exemples composés d'une ma-

nière spéciale, le dessin, l'écriture, la rédaction, l'histoire, les sciences exactes, etc.

25° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 10 mai 1836, à M. *Vallod (Joseph)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Bernard, n° 13, faubourg Saint-Antoine, pour un procédé concernant la meunerie, qui consiste à annuler l'évaporation de la farine dans les moulins, et en même temps à la rafraîchir.

26° Le brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 18 mai 1836, à M. *Gobart-Pierart*, négociant de Dunkerque, agent de la compagnie des houillères, forges et fonderies de Decazeville, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 4, pour un camion bas à roues de chasse et essieu coudé, pour un ou deux chevaux, la charge d'un cheval pouvant être de trois mille cinq cents kilogrammes.

27° Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans délivré, le 18 mai 1836, à M. *Fichet (Alexandre)*, serrurier-mécanicien, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n° 77, pour une serrure à petite clef parfaitement incrochetable et sous secret, disposée de manière que toute tentative pour l'ouvrir avec fausses clefs ou rossignols la referme davantage, sans que néanmoins le porteur de la véritable clef éprouve plus de difficultés qu'au-paravant.

28° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 8 juin 1836, à M. *Boudin (Joseph-Alexandre)*, horloger à Avallon, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Lechevalier*, place Saint-Sulpice, n° 8, pour un nouveau système d'horlogerie.

29° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 10 juin 1836, à M. *Didier (Maximilien-Joseph)*, médecin dentiste, demeurant à Paris, place du Palais-Royal, n° 225, pour des pièces en dents minérales à plaque mobile.

30° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 29 juin 1836, à M. *Fremy (Édouard)*, chimiste, demeurant à Paris, rue Pavée-Saint-André des Arts, n° 12, pour un fourneau et des procédés propres, 1° à fabriquer les noirs d'os ou schistes; 2° à sécher et calciner les résidus de noir animal ayant servi à l'extraction et au raffinage des sucres; 3° à utiliser au besoin l'excédant de chaleur, à chauffer des appareils d'évaporation ou des ateliers, purgeries, greniers ou étuves.

31° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 29 juin 1836, à M. *Ranget (Auguste)*, marchand de papier de Versailles, faisant élection de domicile à Paris, rue Saint-Nicaise, hôtel de la Bibliothèque, pour un nouveau système de blanchiment des matières propres à la confection des pâtes de papier et les préparations de l'eau.

32° Le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 29 juin 1836, à M. *Eisnmenger (Michel)*, professeur de musique, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 4, pour un piano qu'il nomme *piano sténographe*.

33° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 13 juillet 1836, à M. *Crucq (François)*, fondeur, demeurant à Lille, département du Nord, pour une cuvette hermétique qu'il nomme *cuvette souterraine*.

34° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 13 juillet 1836, à M. *Esprit (Joseph)*, mécanicien, demeurant rue Dorée,

n° 3, à Lyon, département du Rhône, pour un nouveau système de montagne qu'il nomme *montagne circulaire aérienne*.

35° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 15 juillet 1836, à M. Pitay ( *Hyacinthe* ), pharmacien, demeurant plaine d'Ivry, barrière de la Gare, banlieue de Paris, pour un procédé propre à empêcher la production de la mélasse dans la fabrication et le raffinage du sucre.

36° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 23 juillet 1836, à M. Picard ( *Louis-Alexandre* ), médecin dentiste, demeurant à Paris, rue de la Bourse, n° 9, pour des procédés de fabrication, par le moulage, de dents minérales artificielles ayant forme naturelle.

37° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 5 août 1836, à M. Ay-mard de Beaulieu ( *Auguste* ), fabricant de vernis, demeurant à Paris, rue du Petit-Reposoir, n° 3, pour un vernis conservateur et pour une poudre dite d'*Origny*, servant à mettre les meubles à neuf en rendant au vernis son état primitif.

38° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 5 août 1836, à M. Elia ( *Nicolas-Veto-Marie* ), agent de la compagnie d'assurances générales, demeurant à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 4, pour une encre dite *merveilleuse*.

39° Le brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 5 août 1836, à M. Mordan ( *Sampson* ), ingénieur civil de Londres, représenté à Paris par M. Perpigna, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, pour une méthode perfectionnée et nouvelle pour faire des plumes, soit avec du métal, des plumes d'oie ou de toute autre matière employée ou susceptible d'être employée à cet usage.

40° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 23 août 1836, à MM. de Tressoz et compagnie, fabricants de pianos, demeurant à Paris, rue du Sentier, n° 18, pour un procédé à l'aide duquel on obtient un vernis laque applicable à toute espèce de pianos.

41° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 27 août 1836, à MM. Menier frères ( *Louis et Anacharsis* ), demeurant rue du Petit-Concert, n° 3, à Bordeaux, département de la Gironde, pour une machine fluidostatique.

42° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 30 août 1836, à M. Trementsuk ( *Charles-Auguste* ), inspecteur des bateaux à vapeur, demeurant aux bains nord des Quinconces, à Bordeaux, département de la Gironde, pour un nouveau mode de construction des bateaux à vapeur destinés à naviguer sur les fleuves peu profonds.

43° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 30 août 1836, à M. Thierry ( *Firmin-Louis* ), négociant, demeurant à Paris, rue d'Angoulême, n° 31, faubourg du Roule, pour un moyen de goupiller les boutons en cuivre ou en fer sans être obligé de percer des trous de goupille sur la tige en fer, et arriver à fixer son bouton suivant les épaisseurs de toutes les portes, ledit moyen applicable également aux boucles à bascule.

44° Le brevet d'invention et d'importation de cinq ans délivré, le 9 septembre 1836, à M. Debae ( *Pierre-Barthélemi-Guinibert* ), de Brixton près de Londres, représenté à Paris par M. Reynaud, demeurant rue du Temple, n° 119, pour un nouveau genre de peson dit *pondomètre*, pouvant conserver, pendant un temps donné, la trace de ses opérations.



45° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 9 septembre 1836, à M. Jean ( *Benoît* ), marchand de charbon, demeurant à Paris, quai Saint-Sabin, n° 20, pour la construction d'un four à cuire le plâtre, la chaux ou la brique.

46° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 16 septembre 1836, à MM. Courquin-Nicholls, Godin et Starr-Wood, faisant élection de domicile à Paris, chez ce dernier, rue des Jeûneurs, n° 8, pour une nouvelle vis d'Archimède qu'ils nomment *vis Courquin-Nicholls*.

47° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 24 septembre 1836, à MM. Salms ( *Frédéric-Joseph* ) et Radat ( *Antoine* ), négociants, demeurant à Paris, rue Montmartre, n° 171, pour un double fourneau propre à la fois à opérer la fabrication du coke, la carbonisation du bois, le dégagement du gaz, et dont la chaleur inférieure a pour effet de mettre en mouvement une pompe à vapeur.

48° Le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 28 septembre 1836, à M. Saint-Denis ( *Pierre* ), de Bastia, faisant élection de domicile à Paris, chez M. Begot, rue de Bondy, n° 42, pour une machine locomotrice qu'il nomme *locomotrice Saint-Denis*.

49° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 30 septembre 1836, à M. Gracie ( *François* ), demeurant à Paris, chez M. Dechaux, quai de la Mégisserie, n° 50, pour une préparation qu'il nomme *verniciine* et *négerine*, propre à l'entretien des meubles et des cuirs.

50° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 12 octobre 1836, à MM. Letault ( *Elzéard-Désiré* ), Caïro ( *Gaetano* ), Jourdan-Dupontillac et Robaglia, négociants, demeurant à Paris, rue de l'Echiquier, n° 15, pour un ciment-bitume dénommé *ciment Caïro*, principalement applicable à la stéréotypie.

51° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 19 octobre 1836, à M. Caïman-Duverger, ingénieur à Soisy-sous-Etioles, représenté à Paris par M. Delzons, rue Chanoinesse, n° 4, pour des appareils qu'il nomme *secrétoirs* à l'air et à l'eau, propres au nettoyage des grains et à plusieurs autres usages.

52° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 22 octobre 1836, à M. Brame-Chevalier ( *Narcisse* ), de Lille, représenté à Paris par M. Perpigna, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, pour l'application, en remplacement de l'argile, dont on s'est servi jusqu'à ce jour pour le blanchiment des sucres, d'une manière non encore adoptée à cet usage, et qui présente dans son emploi une économie notable et assure des résultats plus prompts et plus parfaits.

53° Le brevet de perfectionnement de dix ans délivré, le 23 octobre 1836, à M. Boyer ( *François-Régis* ), fabricant de rubans, demeurant rue de Roanne, à Saint-Etienne, département de la Loire, pour un battant brocheur propre à tisser toute espèce de rubans.

54° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 26 octobre 1836, à MM. Piatet ( *Pierre* ) et Benoît ( *Frédéric* ), facteurs d'instruments, demeurant rue Grenette, n° 12, à Lyon, département du Rhône, pour un mécanisme qui supprime et remplace les clefs et les pistons adaptés jusqu'à présent aux instruments en cuivre de toute espèce.

55° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 26 octobre 1836, à



M. *Dufaure de Montmirail* ( *Antoine-Aubin* ), de *Beaumont* ( *Dordogne* ), représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, pour une nouvelle giberne.

56° Le brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 26 octobre 1836, à M. *Goisier* ( *Didier* ) et *Hardouin* ( *Eugène-François* ), pharmaciens, demeurant à Paris, rue de la Jussienne, n° 11, pour une liqueur de table fortifiante et digestive qu'ils nomment *hypocras de menthe*.

57° Le brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 12 novembre 1836, à M. *Burden* ( *Henri* ), ingénieur de *Liverpool*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 4, pour des machines ou appareils propres à fabriquer mécaniquement des fers pour les chevaux et autres bêtes de trait ou de somme.

58° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 12 novembre 1836, à MM. *Guenau père et fils*, mécaniciens, demeurant à *Cosne*, département de la *Nièvre*, pour une machine propre à extraire le jus de betteraves.

59° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 12 novembre 1836, à M. *Gantillon* ( *Denis* ), apprêteur d'étoffes de soie, demeurant rue du Commerce, n° 28, à *Lyon*, département du *Rhône*, pour une terrasse ou chauffette économique servant à l'apprêt des étoffes de soie de toute espèce.

60° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 novembre 1836, à M. *Caccia* ( *Angelo* ), émigré italien, demeurant à Paris, place des Italiens, hôtel Favart, n° 5, pour un perfectionnement dans la chaussure.

61° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 novembre 1836, à MM. *Fargue* ( *Jean* ), *Formier* et *Ledoux* ( *Jean-Baptiste* ), demeurant à Paris, le premier, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 23, et le second, boulevard Montmartre, n° 8, pour un nouveau procédé mécanique adapté à toute espèce d'embouchoirs et de formes pour toutes chaussures quelconques.

62° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 21 novembre 1836, à M. *Hue* ( *Jules-Auguste* ), brossier, demeurant à Paris, rue de l'Arbre Sec, n° 26, pour des procédés propres à la confection des articles de broserie en sparte dit *jono d'Espagne*.

63° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 21 novembre 1836, à MM. *Galleux* ( *Alphonse* ), fabricant de draps de *Saint-Just-des-Maraix*; *Maillet* ( *Pierre-Bruno-Barbe* ), mécanicien, et *Fournier* ( *Pierre-Antoine* ), demeurant à *Beauvais*, département de l'*Oise*, pour une machine destinée à lainer ou broser les draps par un système continu qu'ils nomment *lainerie continue* et *broserie continue d'Alphonse Galleux et Maillet*.

64° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 26 novembre 1836, à M. *Lahausse* ( *François-Joseph* ), accordeur de pianos, demeurant à Paris, faubourg Poissonnière, n° 1, pour un mécanisme additionnel applicable à toute espèce de pianos, à l'effet de les rendre clavigrades élastiques; c'est-à-dire de varier la résistance du clavier de manière à l'approprier aux mains les plus faibles comme aux plus fortes, et faire ainsi que le même instrument soit d'étude et d'exécution pour tous les âges et pour toutes les forces.

65° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 30 novembre 1836, à M. *Joandet* ( *Félix* ), serrurier-mécanicien, faisant élection de domicile

chez M. *Maumen*, demeurant à Mont-de-Marsan, département des Landes, pour un nouveau système de roues et de construction applicable à toute espèce de voitures, et notamment aux diligences et voitures publiques.

66° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 30 novembre 1836, à MM. *Chuard* (*Michel*) et *Henry* (*Louis*), demeurant à Paris, le premier, rue Neuve-Saint-Étienne, n° 7, et le second, rue Feydeau, n° 34, pour une machine hydrargiro-dynamique qu'ils nomment *machine Chuard*, et destinée à remplacer les machines à vapeur.

67° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 3 décembre 1836, à M. *Truphème* (*François*), de Marseille, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Deguingaud*, employé, demeurant quai d'Anjou, n° 29, île Saint-Louis, pour des contrevents, persiennes et jalousies en fer, cuivre et zinc.

68° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 3 décembre 1836, à M. *de Lagarde* (*Jean-Baptiste-Félix-Victor*), demeurant à Paris, rue de la Charte, n° 8, faubourg Saint-Honoré, pour une composition chimique qui guérit presque de suite les arbres à fruits de toutes leurs maladies.

69° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 8 décembre 1836, à MM. *Haag* (*Isaac*) graveur sur bois, et *Mazoir* (*Martial*), de Puteaux, représentés à Paris par M. *Hédin*, demeurant rue Neuve-Samson, n° 1, pour de nouveaux procédés d'impression sur toiles peintes et papiers peints, au moyen desquels, avec la même planche, on imprime simultanément plusieurs couleurs qui se raccordent dans un même bouquet ou dessin.

70° Le brevet d'invention de cinq ans, délivré, le 10 décembre 1836, à M. *Martin* (*Nicolas*), ingénieur, demeurant à Paris, rue de Bussy, n° 16, pour une bascule propre à rendre inversables les voitures suspendues.

71° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 10 décembre 1836, à M. *Laville* (*Jean-Baptiste*), fabricant de chapeaux, demeurant à Paris, rue Simon-le-Franc, n° 8, pour un nouveau procédé de fabrication de chapeaux, qui présente une économie remarquable, soit dans la main-d'œuvre, soit dans la matière première.

72° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 10 décembre 1836, à M. *Delcambre*, entrepreneur de nettoyage de la ville de Paris, y demeurant, rue Saint-Georges, n° 34, pour un système de balais, qu'il nomme *triangle balayeur et balais à ressorts*, propre au balayage des rues et places publiques.

73° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 10 décembre 1836, à M. *Descroizilles* (*Paul*), manufacturier, demeurant à Saint-Quentin, département de l'Aisne, pour des blanchisseries expéditives incessantes.

74° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans délivré, le 15 décembre 1836, à M. *Bourgain* (*Nicolas*), mécanicien, demeurant à Paris, rue de Bondi, impasse de la Pompe, n° 4, pour un mécanisme qu'il nomme *mécanisme Bourgain*, propre à faire marcher les enfants, les infirmes et les malades, dans lequel on peut s'asseoir et suspendre une jambe à volonté.

75° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 15 décembre 1836, à M. *Fèvre* (*Gabriel-Didier*), négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 398, pour un gazogène mousseux, propre à fabriquer de l'eau de Seltz, vin mousseux, limonade gazeuse, etc., etc.

76° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 18 décembre 1836, à **M. Dietz (G. E.)** père, de Bruxelles, représenté à Paris par **M. Brossays**, agent d'affaires, à Paris, rue Grenelle-Saint-Honoré, n° 29, pour un nouveau remorqueur mù par la vapeur, marchant sur les routes ordinaires, et pouvant s'appliquer à toute espèce de voitures suspendues ou non suspendues.

77° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 décembre 1836, à **M. Souffletot (François)**, facteur de pianos, demeurant à Paris, Faubourg-Saint-Martin, n° 174, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des pianos.

78° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 décembre 1836, à **M. Crevel (Alexandre)**, homme de lettres, demeurant à Paris, rue Maçon, n° 6, pour des moyens et procédés de fabrication d'un nouveau savon mou et en pain.

79° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 décembre 1836, à **M. Dubœuf (Clément)**, ouvrier en soie, demeurant à la Guillotière, quartier des Brotteaux, rue Madame, n° 5, faubourg de Lyon, département du Rhône, pour un mécanisme propre à améliorer la fabrication des rubans façonnés, étoffes de soie et autres passementeries façonnées.

80° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 19 décembre 1836, à **M. Hubert (Séraphin-Joseph)**, employé, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 9, pour un appareil de sauvetage dans les incendies.

81° Le brevet d'invention de cinq ans délivré, le 21 décembre 1836, à **M. Züst (Jean-Jacques)**, mécanicien demeurant à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 79, pour une machine à piquer toute espèce de dessins et destinée à remplacer le travail à la main.

82° Le brevet d'invention de dix ans délivré, le 24 décembre 1836, à **MM. Lan (Charles)**, et **Monin (Hippolyte)**, fabricants, demeurant rue Saint-Laurent, à Belleville, près Paris, pour un instrument qu'ils nomment *compteur-mesureur des liquides*.

83° Le brevet d'invention de dix ans, délivré, le 30 décembre 1836, à **M. Monvoisin (Achille)**, employé, demeurant à Paris, place du Caire, n° 2, pour un piano à clavier mobile et à bascule dit *piano-écran*.

84° Le brevet d'invention de dix ans, délivré le 30 décembre 1836, à **MM. Larde (Gabriel)** et **Quinart (Jean-François)**, plombiers, demeurant à Paris, rue Saint-Antoine, n° 31, pour un appareil inodore destiné à intercepter le passage des gaz méphitiques des fosses d'aisances dans les sièges des latrines.

3. Les principes, moyens et procédés pour lesquels tous ces brevets ont été pris, deviendront d'un usage libre et commun. A cet effet, les mémoires où ils sont consignés et décrits, ainsi que les plans, dessins ou modèles qui les représentent, seront déposés au Conservatoire royal des arts et métiers, afin que les personnes qui désirent les connaître en obtiennent la communication, et pour rendre public, par

la voie de l'impression et de la gravure, ce qu'ils peuvent offrir d'utile à l'industrie.

4. Sera également renvoyé au conservatoire royal des arts et métiers, le brevet dont suit la désignation, les titulaires ayant renoncé à tous leurs droits par lettre du 12 janvier 1837.

Le brevet d'importation de dix ans, pris le 28 novembre 1833, par MM. *Scribe* et *Boyer*, négociants à Lille, département du Nord, pour un assortiment de machines propres à la filature des étoupes de lin dans les numéros les plus élevés.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8254. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation d'un Brevet d'importation.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le certificat de demande du brevet d'importation de cinq ans délivré, le 3 février 1838, au sieur *Pascal* (*Antoine-Noël*), demeurant alors à Paris, rue Faubourg-Poissonnière, n° 7, pour des procédés de fabrication de briques à la mécanique ;

Vu le procès-verbal dressé au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 décembre suivant, constatant l'enregistrement de la reconnaissance faite par le sieur *Pascal*, que tous les droits résultant dudit brevet appartiennent au sieur *Capouillet*, qui a toujours été propriétaire des procédés objet dudit brevet ;

Considérant qu'il est reconnu que le sieur *Pascal* avait mandat dudit sieur *Capouillet* de prendre le brevet pour quinze ans, à quoi ledit mandataire a contrevenu ;



Vu la requête du sieur *Capouillet*, tendant à ce que la durée de ce brevet soit portée à quinze ans, suivant son intention première et constatée;

Vu l'article 8 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le brevet d'importation de cinq ans pris, le 3 février 1838, par le sieur *Pascal*, pour des procédés de fabrication de briques, etc., à la mécanique, conformément au mémoire descriptif qu'il a déposé, étant la propriété du sieur *Capouillet*, est prorogé de dix ans, en sorte qu'il conservera sa force et sa valeur jusqu'au 3 février 1853.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée dans le Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

• N° 8255. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation d'un Brevet d'invention.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le certificat de demande du brevet d'invention de cinq ans délivré, le 24 novembre 1838, au sieur *Moreau*, sculpteur, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 46, pour des moyens d'exécution de sculptures, gravures, moulures, colonnes, bases, chapiteaux, vases, etc., etc., par des procédés mécaniques, dans des matières dures, telles que porphyres, granits, marbres, pierres, etc., ainsi que le certificat de demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre délivré au même le 15 décembre suivant;



Vu la requête du sieur *Moreau* tendant à ce que la durée de ce brevet, qui expire le 24 novembre 1843, soit prorogée de dix ans;

Vu l'article 8 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le brevet d'invention de cinq ans pris, le 24 novembre 1838, par le sieur *Moreau*, pour des moyens d'exécution de sculptures, gravures, moulures, colonnes, bases, chapiteaux, vases, etc., etc., par des procédés mécaniques, dans des matières dures, telles que porphyres, granits, marbres, pierres, etc., ainsi que le brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre, qu'il a pris, le 15 décembre suivant, sont prorogés de dix ans, en sorte qu'ils conserveront leur force et leur valeur jusqu'au 24 novembre 1853.

2. La présente prorogation est accordée, à la charge par le sieur *Moreau* de compléter le paiement de la taxe établie par le tarif annexé à la loi du 25 mai 1791, pour la délivrance des brevets de quinze ans.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

---

N° 8256. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait remise des Peines de discipline prononcées contre des Gardes nationaux de Lille (Nord) antérieurement au 21 septembre 1839.*

Au palais de Fontainebleau, le 5 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est fait remise de toutes les condamnations prononcées par les conseils de discipline contre des gardes nationaux de Lille (Nord), antérieurement à la date du 21 septembre dernier, et qui n'auraient point encore reçu leur exécution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite contre les gardes nationaux précités, à raison de faits commis par eux antérieurement au 21 septembre, et qui les rendraient justiciables des conseils de discipline.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, et notre garde des sceaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8257. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du cinquième Collège électoral de Lot-et-Garonne.*

Au palais des Tuileries, le 18 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 11 de ce mois, qui a nommé secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce M. *Paganel*, député de Lot-et-Garonne,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le cinquième collège électoral du département de Lot-et-Garonne est convoqué à Villeneuve pour le 16 novembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

---

N° 8258. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que M. *Lazare Lion*, négociant à Metz, est autorisé à substituer à son nom celui de *Liottel*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 10 Mai 1839. )

---

N° 8259. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. *Mancel*, préfet du département de la Vienne, est nommé préfet de la Sarthe, en remplacement de M. *Bruley-Desvarannes*, appelé à d'autres fonctions. ( *Saint-Cloud*, 18 Septembre 1839. )

---

N° 8260. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat de police dans la commune de Cucuron, département de Vaucluse. ( *Fontainebleau*, 4 Octobre 1839. )

---

N° 8261. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. *Camille Paganet*, maître des requêtes au Conseil d'état, membre de la Chambre des Députés, est nommé secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce, en remplacement de M. *J. Boulay* (de la Meurthe), nommé conseiller d'état en service ordinaire. ( *Paris*, 11 Octobre 1839. )

---

N° 8262. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. *Evrard de Saint-Jean*, intendant militaire, est nommé directeur de l'administration au ministère de la guerre. ( *Saint-Cloud*, 13 Octobre 1839. )

---

N° 8263. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement, dans la commune de Visseiche ( *Ille-et-Vilaine* ), de trois sœurs

de la congrégation des Sœurs hospitalières dites *de la Providence*, établie à Ruillé-sur-Loir ( Sarthe ). ( *Paris, 13 Octobre 1839.* )

---

N° 8264. — ORDONNANCE DU ROI portant autorisation de la maison chef-lieu de la congrégation des Sœurs dites *de la Miséricorde*, établie à Séez ( Orne ). ( *Paris, 13 Octobre 1839.* )

---

N° 8265. — ORDONNANCE DU ROI portant suppression du commissariat central de police municipale créé à Lyon par ordonnance du 11 septembre 1830 (1), et création d'un commissariat spécial de police près la préfecture du département du Rhône, et dont la juridiction comprendra les villes de Lyon, la Guillotière, la Croix-Rousse, Vaise et Caluire. ( *Paris, 14 Octobre 1839.* )

---

N° 8266. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1° qu'un adjoint au maire, en sus du nombre déterminé par l'article 2 de la loi du 21 mars 1831, sera nommé dans la commune de Boersch, arrondissement de Schelestadt ( Bas-Rhin ); 2° que cet adjoint sera choisi parmi les conseillers municipaux domiciliés dans la section de Klingenthal, et remplira les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant à ce qui est prescrit par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 8 mai 1802 [ 18 floréal an x ]. ( *Paris, 14 Octobre 1839.* )

---

N° 8267. — ORDONNANCE DU ROI portant :

1° M. *Gabriel*, préfet de l'Aube, est nommé préfet du département de la Charente-Inférieure, en remplacement de M. *de Pelet*;

2° M. *de Pelet*, préfet de la Charente-Inférieure, est nommé préfet du département de la Vienne, en remplacement de M. *Mancel*, appelé à la préfecture de la Sarthe;

3° M. *Darcy*, préfet de Tarn-et-Garonne, est nommé préfet du département de l'Aube, en remplacement de M. *Gabriel*, appelé à la préfecture de la Charente-Inférieure;

4° M. *Ménard*, préfet de la Creuse, est nommé préfet du département de Tarn-et-Garonne, en remplacement de M. *Darcy*, appelé à la préfecture de l'Aube;

5° M. *Fleury*, ancien préfet, membre du conseil de préfecture de la Seine, est nommé préfet du département de la Creuse, en

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, Bull. 15, n° 254.

remplacement de M. *Ménard*, appelé à la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

6° M. *Hénaut*, sous-préfet de Bayonne, est nommé préfet du département de la Haute-Loire, en remplacement de M. *Legoux*.  
( *Paris, 18 Octobre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 29 \* Octobre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE, — 29 Octobre 1839.



## BULLETIN DES LOIS.

N° 688.

N° 8268. — TABLEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 avril 1833, arrêté le 31 Octobre 1839.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	( Pyrénées-Or. . .	Toulouse.....	21 <sup>f</sup> 97 <sup>c</sup>	22 <sup>f</sup> 18 <sup>c</sup>	22 <sup>f</sup> 11 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 63 <sup>c</sup>
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-R.					
	Var.....					
Corse.....						
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	( Gironde.....	Marans.....	19 71	20 33	20 00	21 49
	Landes.....					
	B <sup>es</sup> -Pyrénées..					
	H <sup>es</sup> -Pyrénées..					
	Ariège.....					
Haute-Garonne	Toulouse.....	21 97	22 18	22 11		
2 <sup>e</sup>	( Jura... ..	Gray.....	23 51	23 47	23 47	24 19
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					
	Saint-Laurent.	25 16	Pas de marché.	26 05		
	Le Grand-Lemps..	24 03	23 99	23 87		

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. ( Article 8 de la loi du 16 juillet 1819. )

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. ( Article 8 de la loi du 16 juillet 1819. )

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régula- teur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin....	Mulhausen....	24 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 09 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 98 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	23 37	23 61	23 67	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	26 53	25 80	25 82	26 64
	Pas-de-Calais..	Arras.....	24 04	25 00	25 11	
	Somme.....	Roye.....	26 94	25 45	25 64	
	Seine-Infér....	Soissons.....	28 11	27 12	27 67	
	Eure.....	Paris.....	29 13	29 37	28 70	
	Calvados.....	Rouen.....	26 53	26 01	26 49	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér. . .	Saumur.....	20 45	20 44	20 82	21 01
	Vendée.....	Nantes.....	23 15	22 47	21 74	
	Charente-Infér.	Marans.....	19 71	20 33	20 00	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	22 56	22 63	22 56	24 13
	Meuse.....	Verdun.....	21 52	21 73	21 66	
	Ardenne.....	Charleville....	24 40	24 78	24 87	
	Aisne.....	Soissons.....	28 11	27 12	27 67	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	24 42	23 86	25 22	21 50
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	17 61	19 08	18 80	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	21 01	22 11	21 95	
	Finistère.....	Hennebon....	20 00	19 76	21 28	
	Morbihan.....	Nantes.....	23 15	22 47	21 74	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 31 Octobre 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 8269. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit extraordinaire pour une Créance à solder sur un exercice périmé.*

Au palais des Tuileries, le 16 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'intérieur sur l'exercice périmé 1827, dans lequel se trouve portée une créance de cinq cent seize francs quatre-vingt-huit centimes, pour prix de terrain cédé à la maison centrale d'Eysses ( Lot-et-Garonne ), et attendu que, pour les causes énoncées au tableau ci-annexé, cette créance n'est point passible de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après l'ouverture de crédits extraordinaires et spéciaux, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit extraordinaire spécial de cinq cent seize francs quatre-vingt-huit centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur sur le budget de l'exercice 1839, pour solder la créance de l'exercice 1827, périmé, non frappée de déchéance pour les causes détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de cette créance aura lieu avec imputation au chapitre spécial *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

*Tableau indicatif d'une Créance à solder sur l'exercice 1827 périmé, qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, n'est point passible de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.*

DÉSIGNATION des créances.		MONTANT des créances.			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Service ou chapitre.	Partie prenante.	par partie pre- nante.	par service.	par exercice.	
EXERCICE 1827.					
CHAP. 8.  Frais extraordinaires à la charge de l'Etat dans les départements.	Les héritiers MOUTSET.	516 <sup>f</sup> 88 <sup>c</sup>	516 <sup>f</sup> 88 <sup>c</sup>	516 <sup>f</sup> 88 <sup>c</sup>	Prix de terrain cédé pour la maison centrale d'Eysse (Lot-et-Garon- ne, non payé, parce que les propriétés du sieur MOUTSET étaient rap- portées d'une inscription générale au profit du tre- sor public, laquelle in- scription n'a été radiée que les 16 et 21 lévrier dernier, sur décision du ministre des finances et arrêté du préfet.

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 16 Octobre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8270. — *ORDONNANCE DU ROI concernant la sortie des Boissons expédiées à l'étranger, en franchise des Droits de circulation et de consommation.*

Au palais de Saint-Cloud, le 20 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Vu l'article 6 du titre III de la loi du 22 août 1791, sur les  
douanes;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, également sur les douanes ;

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816 sur les boissons ;

Vu les articles 2 et 3 de l'ordonnance royale du 11 juin de la même année (1), et les dispositions de celle du 28 décembre 1828 (2) ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il sera établi à Jeumont, arrondissement d'Avesnes, département du Nord, un bureau de vérification pour constater les sorties des boissons expédiées à l'étranger, en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. L'exportation des eaux-de-vie, esprits et liqueurs, en franchise du droit de consommation, ne pourra plus avoir lieu par le bureau de Ferney, arrondissement de Gex, département de l'Ain.

3. Tout conducteur de boissons expédiées d'un lieu en dehors du pays de Gex (département de l'Ain), à destination de l'étranger, et devant sortir de France par Saint-Genis ou Ferney, arrondissement de Gex, sera tenu de représenter son chargement et de faire viser son acquit-à-caution à l'un des bureaux de douanes établis à Bellegarde, aux Rousses, à Mijoux ou à Foureus. A défaut de ce visa, la décharge de l'acquit-à-caution sera refusée par les employés des contributions indirectes aux points de sortie de Ferney ou de Saint-Genis ci-dessus désignés.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé* H. PASSY.

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 93, n° 811.

(2) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 273, n° 10,523.



**N° 8271. — ORDONNANCE DU ROI portant que la Cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections pendant la seconde quinzaine du mois de Novembre et le mois de Décembre 1839.**

A Paris, le 27 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur ce qu'il nous a été représenté que la cour d'assises de la Seine, divisée en deux sections conformément à l'ordonnance du 30 juillet 1828 (1), ne pourrait expédier, dans le cours du quatrième trimestre de 1839, la totalité des procès renvoyés devant elle ;

Voulant prévenir des retards préjudiciables à la bonne administration de la justice ;

Vu les dispositions du Code d'instruction criminelle, concernant le service des cours d'assises, et l'article 5 de la loi du 20 avril 1810 ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes ;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Pendant la seconde quinzaine du mois de novembre et le mois de décembre 1839, la cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections, qui auront chacune une session pendant les mois de novembre et de décembre, et qui siégeront, la troisième en même temps que la première, et la quatrième en même temps que la seconde. Il sera, en conséquence, délégué, conformément à la loi, un nombre suffisant de conseillers de la cour royale pour la formation de ces quatre sections.

**2.** Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

*Signé J. B. TESTE.*

---

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 245, n° 8817.

**N° 8272. — ORDONNANCE DU ROI** qui autorise une nouvelle mise en adjudication du Pont suspendu projeté à Tonnay-Charente.

Au château d'Eu, le 5 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Vu notre ordonnance du 24 août 1838 (1), qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur la Charente, à Tonnay-Charente, pour le service de la route royale n° 137, de Bordeaux à Saint-Malo, au moyen de la concession d'un péage et d'une subvention de deux cent mille francs sur les fonds du trésor ;

Vu les pièces d'où il résulte qu'aucun soumissionnaire ne s'est présenté au concours ouvert pour l'adjudication de cette entreprise ;

Vu les propositions de l'ingénieur en chef du département de la Charente-Inférieure, sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux clauses et conditions du cahier des charges ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 9 juillet 1839 ;

Notre Conseil d'état entendu ,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le cahier des charges homologué par notre ordonnance du 24 août 1838 est et demeure supprimé.

Il sera procédé à une nouvelle mise en adjudication du pont suspendu projeté à Tonnay-Charente, sur les bases du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

La subvention à payer au concessionnaire éventuel, sur les fonds du trésor, est fixée à deux cent cinquante mille francs.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* **LOUIS-PHILIPPE.**

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

*Signé* **J. DUFAURE.**

---

(1) Bull. 600, n° 7560.

N° 8273. — ORDONNANCE DU ROI qui crée à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) deux places d'agents de change, et fixe à six mille francs le cautionnement affecté à ces emplois. ( Saint-Cloud, 13 Octobre 1839.)



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des Sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Novembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 689.

---

N° 8274. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.*

Au palais des Tuileries, le 5 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés sont convoquées pour le 23 décembre 1839.

Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé T. DUCHÂTEL.*

---

N° 8275. — *ORDONNANCE DU ROI concernant l'Avancement dans le Commissariat de la Marine, aux Colonies.*

Au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Sont appliquées au service des colonies les dispositions de notre ordonnance du 31 décembre 1838 (1) qui ont réglé les classes et les appointements, sur le pied

---

(1) Bull. 621, n° 7754.

d'Europe, des commis de marine, et l'avancement au grade de sous-commissaire.

2. Les dispositions de la même ordonnance, concernant l'avancement au grade de commis principal de la marine, seront appliquées au service des colonies, sous les modifications ci-après :

§ 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1840, des concours seront ouverts annuellement, dans chaque colonie, pour les places de commis principaux qui deviendront vacantes dans le service général des colonies, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année suivante.

Les époques de ces concours, la composition du jury d'examen pour chaque colonie, et celle du jury chargé de centraliser les résultats des concours, seront réglées par notre ministre de la marine.

§ 2. Avant l'expiration de l'année pendant laquelle auront eu lieu les concours, notre ministre de la marine, après examen des procès-verbaux et des documents y annexés, arrêtera la liste générale des concurrents par ordre de mérite. Cette liste servira de base aux propositions qui nous seront présentées pour les nominations au grade de commis principal à faire dans le service des colonies, à raison des vacances qui surviendront pendant l'année suivante, sous la réserve du droit attribué à l'ancienneté.

§ 3. Les avancements au grade de commis principal à accorder dans le service des colonies, à raison des vacances qui y existent actuellement ou qui pourront y survenir jusqu'à la fin de l'année 1840, auront lieu transitoirement d'après les règles aujourd'hui en vigueur.

3. Les matières des concours pour le grade de commis principal seront celles qui ont été précédemment déterminées par notre ordonnance du 31 juillet 1834 (1), à l'égard des concours pour le grade de sous-commissaire.

4. Les règles établies par l'article 2 de la présente ordon-

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 320, n<sup>o</sup> 5419.



nance seront appliquées aux concours à ouvrir, dans les colonies, pour les emplois de commis de la marine de deuxième classe.

Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur en ce qui se rapporte aux matières de ces concours.

5. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1841, l'avancement dans le service colonial, à l'ancienneté, au concours ou au choix, pour tous les emplois réservés au personnel de ce service, roulera entre tous les officiers et employés du commissariat, de même grade et de même classe, qui s'y trouveront affectés, sans distinction spéciale par colonie.

6. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre  
Secrétaire d'état de la marine et des  
colonies,*

*Signé* DUPERRÉ.

---

N° 8276. — *ORDONNANCE DU ROI sur le service du Pilotage  
dans les Canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm.*

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies ;

Vu la loi du 15 août 1792 sur le pilotage ;

Vu les articles 41 et 42 du décret du 12 décembre 1806 (1), portant règlement sur le service des pilotes lamaneurs,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il y aura, pour le service du pilotage dans les canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm, deux pilotes.

2. Les lettres à placer dans les voiles des embarcations des pilotes de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm, confor-

---

(1) IV<sup>e</sup> série, Bull. 129, n° 2074.

mément à ce qui est prescrit par les dispositions générales, seront les initiales P L M.

3. Les pilotes des canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm n'auront le droit que de piloter les bâtiments qui entrent dans ces canaux ou qui en sortent, et ils ne pourront les conduire que jusqu'à la rade de l'Aiguillon.

#### TARIF.

*Prix à raison du tirant d'eau des Bâtiments.*

QUARTIER des Sables-d'Olonne.	8 pieds et au- dessous.	8 à 9 pieds.	9 à 10 pieds.	10 à 11 pieds.	11 à 12 pieds.	12 à 13 pieds.	13 à 14 pieds.
<b>PILOTAGES.</b>							
De la rade d'Aiguillon à la Pointe-aux-Herbes et à Vi- riours.....	12 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	14 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	16 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	20 <sup>f</sup> 00	25 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	30 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	35 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
De la rade d'Aiguillon à la Pointe-aux-Herbes et à la charge ordinaire de Saint- Michel.....	12 00	14 00	16 00	20 00	25 00	30 00	35 00

Les navires étrangers non assimilés aux français payeront la moitié en sus des prix établis ci-dessus.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine  
et des colonies,*

*Signé DUPERRÉ.*

**N° 8277. — ORDONNANCE DU ROI qui rectifie l'article 12 de l'Ordonnance du 30 Août 1826, concernant le Système monétaire des Antilles françaises.**

Au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu l'article 12 de l'ordonnance du 30 août 1826 (1), concernant le système monétaire des Antilles françaises;

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bulletin 121, n° 4030.

Attendu qu'il s'est glissé dans le texte de cet article une erreur matérielle qu'il est nécessaire de rectifier, et qui consiste dans l'évaluation de soixante-deux centimes et demi donnée au huitième de gourde, au lieu de celle de soixante-sept centimes et demi, qui forme réellement le huitième de cinq francs quarante centimes, valeur de la piastre gourde ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. A compter du jour de la promulgation de la présente ordonnance à la Martinique et à la Guadeloupe, le huitième de gourde aura cours, dans ces deux colonies et dans leurs dépendances, pour la valeur de soixante-sept centimes et demi.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi: *l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

---

N° 8278. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

A Paris, le 18 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies sur les exercices périmés de 1830, 1832, 1833 et 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1832, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de trois cent vingt-sept francs vingt-trois centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8279. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

A Paris, le 18 Octobre 1839,

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos 1835, 1836 et 1837 ;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dé-

penses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de cinquante-cinq mille sept cent soixante-six francs, montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	37 <sup>f</sup> 72 <sup>c</sup>
— 1836.....	5,739 24
— 1837.....	49,989 04
	<hr/>
	55,766 00
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.



4. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine et des colonies,*

*Signé* DUPERRÉ.

---

N° 8280. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe le nombre des Elèves ecclésiastiques de chacun des quatre-vingts Diocèses du Royaume.*

A Paris, le 21 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance royale du 16 juin 1828 (1), concernant les écoles secondaires ecclésiastiques;

Vu l'ordonnance du 26 novembre de la même année (2) et les ordonnances postérieures, qui ont réparti entre les quatre-vingts diocèses les vingt mille élèves qui peuvent être admis dans lesdites écoles;

Vu les réclamations formées par plusieurs archevêques et évêques, à l'effet d'obtenir que cette première répartition soit modifiée,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le nombre des élèves ecclésiastiques de chacun des quatre-vingts diocèses du royaume est ou demeure fixé conformément au tableau ci-après :

---

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 236, n° 8404.

(2) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 205, n° 10,069.

DIOCÈSES.	NOMBRE des élèves.	DIOCÈSES.	NOMBRE des élèves.	DIOCÈSES.	NOMBRE des élèves.
		<i>Report...</i>	6,400	<i>Report...</i>	12,875
Agen.....	200	Digne.....	120	Poitiers.....	300
Aire.....	150	Dijon.....	220	Le Puy.....	320
Aix.....	120	Évreux.....	160	Quimper....	300
Ajaccio.....	200	Préjus.....	180	Reims.....	280
Alby.....	300	Gap.....	160	Rennes.....	300
Amiens.....	350	Grenoble....	350	La Rochelle..	200
Angers.....	400	Langres.....	220	Rodez.....	250
Angoulême..	100	Limoges.....	400	Rouen.....	270
Arras.....	240	Luçon.....	260	Saint-Brieuc..	480
Auch.....	210	Lyon.....	600	Saint-Claude..	260
Autun.....	360	Le Mans.....	300	Saint-Dié....	200
Avignon....	200	Marseille....	150	Saint-Flour..	200
Bayeux.....	300	Meaux.....	250	Séez.....	200
Bayonne....	160	Metz.....	260	Sens.....	200
Beauvais....	340	Mende.....	140	Soissons.....	340
Belley.....	300	Montauban..	200	Strasbourg...	330
Besançon....	400	Montpellier..	240	Tarbes.....	220
Blois.....	140	Moulins.....	250	Toulouse....	450
Bordeaux....	350	Nancy.....	250	Tours.....	200
Bourges....	260	Nantes.....	400	Troyes.....	200
Cahors.....	220	Nevers.....	185	Tulle.....	250
Cambrai....	150	Nîmes.....	200	Valence.....	200
Carcassonne..	260	Orléans.....	200	Vannes.....	180
Châlons.....	170	Pamiers.....	160	Verdun.....	190
Chartres....	Pas d'école.	Paris.....	250	Versailles...	180
Clermont....	200	Périgueux...	250	Viviers.....	210
Coutances...	320	Perpignan...	120		
<i>A reporter..</i>	6,400	<i>A reporter..</i>	12,875	<b>TOTAL...</b>	19,585

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,*

*Signé* J. B. TESTA.

N° 8281. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaires pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

A Paris, le 22 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, sur les exercices périmés de 1831, 1832, 1833 et 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de cinq mille quatre cent quatorze francs onze centimes (5,414<sup>f</sup> 11<sup>c</sup>) est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées, par articles, au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,  
Signé SCHNEIDER.

*Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1831, 1832, 1833 et 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même Loi.*

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		EXERCICES auxquels se rapportent les créances.				TOTAL	
Services.	Parties prenantes.	1831.	1832.	1833.	1834.	par partie prenante.	par service.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Vivres....	ROUX fils, négociant....	5 15	372 00	372 00	372 00	1,121 15	1,121 15(a)
	MARTY, ex-sergent....	200 00	"	"	"	200 00	
	BELOT DE LA DIGNÉ, ca- pitaine.....	"	"	588 00	"	588 00	
Dépenses temporaires.	Ministère des finances, son compte des Inva- lides.....	"	"	12 00	"	12 00	1,350 00 (b)
	BRETON, Lieutenant....	"	"	"	450 00	450 00	
	TARAILLE, ancien sol- dat.....	"	"	"	100 00	100 00	
	TOTAUX.....	200 00	"	600 00	550 00	1,350 00	
Matériel de l'artillerie.	MALLET-TROUILLE, en- trepreneur de travaux.	"	42 10	42 10	42 10	126 30	1,261 30 (c)
	TALABOT frères.....	"	"	1,000 00	135 00	1,135 00	
	TOTAUX.....	"	42 10	1,042 10	177 10	1,261 30	
Matériel du génie.	Héritiers PLASSARD et LEBASTARD.....	"	89 10	"	"	89 10	
	BARRAULT, notaire....	"	"	"	45 40	45 40	
	BRINDEJONC, avoué....	"	"	"	213 64	213 64	
	FENIGAS, idem.....	"	"	"	221 10	221 10	
	DUBRAENCQ, idem.....	"	"	"	817 14	817 14	
	BERTET, conservateur des hypothèques....	"	"	"	5 48	5 48	1,681 66 (d)
	TENAR, expert en bâti- ments.....	"	"	"	288 00	288 00	
	D <sup>lle</sup> RENARD et veuve PÉRICHARD.....	"	"	"	1 80	1 80	
	TOTAUX.....	"	89 10	"	1,592 56	1,681 66	

MOTIFS POUR LESQUELS LES CRÉANCES NE SONT POINT PASSIBLES  
DE LA DÉCHÉANCE.

(a) Créances litigieuses ayant donné lieu à des discussions prolongées qui ont amené une notable réduction sur le chiffre des réclamations primitives.

(b) Rappels d'arrérages de traitement de réforme dont le paiement a été réclamé en temps utile, mais dont la liquidation s'est trouvée retardée par divers incidents indépendants de la volonté des créanciers.

(c) Les 126<sup>fr</sup> 30<sup>c</sup>, dont le montant d'erreurs matérielles qui avaient été commises au préjudice du sieur MALLET-TROUILLE, qui en a, dès le principe, réclamé le redressement.

Quant aux 1,135<sup>fr</sup>, ils représentent la valeur de sables fournis par MM. TALABOT frères en 1833 et 1834, pour servir à des essais comparatifs qui n'ont eu lieu que successivement, d'après les ordres des officiers d'artillerie qui en avaient été chargés. Le retard dans le paiement provient donc du fait même de l'administration.

(d) La somme de 1,681<sup>fr</sup> 66<sup>c</sup> se partage comme suit :

Frais de justice et de transcriptions hypothécaires .....	1,371 <sup>fr</sup> 80 <sup>c</sup>
Frais de vacations d'un expert en bâtiments.....	288 00
Intérêts sur une créance relative à l'exercice 1834.....	1 80

TOTAL ÉGAL..... 1,681 66

Le retard qu'a éprouvé la liquidation de ces différentes créances est dû à des discussions et à des renvois de pièces nécessités par les régularisations dont ces pièces étaient suscep-  
tibles.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		EXERCICES auxquels se rapportent les créances.				TOTAL	
Services.	Parties prenantes.	1831.	1832.	1833.	1834.	par partie prenante.	par exercice.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	RÉCAPITULATION.						
	Vivres.....	5 15	372 00	372 00	372 00	.....	1,121 15
	Dépenses temporaires...	200 00	"	600 00	550 00	.....	1,800 00
	Matériel de l'artillerie..	"	42 10	1,042 10	177 10	.....	1,261 30
	Matériel du génie.....	"	89 10	"	1,592 56	.....	1,681 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	205 15	503 20	2,014 10	2,691 66	.....	5,414 11

APPROUVÉ pour être annexé à l'Ordonnance du 22 Octobre 1839 :

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

N° 8282. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde au Ministre de la Guerre un Crédit supplémentaire pour des Créances constatés sur des exercices clos.

A Paris, le 22 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre sur les exercices clos 1835, 1836 et 1837, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de règlement de ces exercices;

Considérant que lesdites créances s'appliquent à des services pour lesquels la nomenclature annexée aux lois de finances desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence des Chambres;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et l'article 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos, non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de règlement, ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833;



Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de dix-neuf mille cent vingt et un francs soixante et un centimes, montant des créances détaillées, par article, au tableau ci-annexé, lesquelles ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	6,226 <sup>f</sup> 60 <sup>c</sup>
—— 1836.....	686 00
—— 1837.....	12,209 01
	<hr/>
TOTAL ÉGAL.....	19,121 61
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos 1835, 1836, 1837, et qui sont à ordonnancer sur les Budgets des exercices courants (Créances appartenant à des services compris dans la nomenclature annexée aux lois de finances.)*

CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1835.				
Solde et entretien des troupes.	Vivres.....	788 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	788 <sup>f</sup> 66 <sup>c</sup>	6,236 <sup>f</sup> 60 <sup>c</sup>
Fourrages.....	Fourrages.....	5,437 94	5,437 94	
EXERCICE 1836.				
Solde et entretien des troupes.	Vivres.....	686 00	686 00	686 00
EXERCICE 1837.				
Solde et entretien des troupes.	Vivres.....	10,289 01	10,289 01	12,919 01
Fourrages.....	Fourrages.....	1,920 00	1,920 00	
TOTAUX....		19,121 61	19,121 61	19,121 61

Approuvé pour être annexé à l'Ordonnance royale du 22 Octobre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

N° 8283. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde au Ministre de la Guerre un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

A Paris, le 22 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1835, 1836 et 1837;

Considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de finances ont donné la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai

1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant est inférieur aux restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement de chacun desdits exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de trente-neuf mille six cent quatorze francs quatre-vingt-huit centimes, montant des créances détaillées, par article, au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance précitée, du 31 mai 1838, savoir :

Exercice 1835.....	1,532 <sup>f</sup> 83 <sup>c</sup>
———— 1836.....	19,837 84
———— 1837.....	18,244 21
<b>TOTAL ÉGAL.....</b>	<b><u>39,614 88</u></b>

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé* SCHNEIDER.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des Restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*  
( Créances appartenant à des services non compris dans la nomenclature annexée aux Lois de finances, mais pour lesquels il a été fait des annulations de crédits suffisantes. )

CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
EXERCICE 1835.				
6 Recrutement.....	Recrutement.....	58 58	58 58	1,532 83
15 Matériel de l'artillerie.	Arsenaux, directions, écoles, etc.....	42 10	574 25	
	Armes portatives.....	532 15		
18 Dépenses temporaires.	Traitements de réforme.	900 00	970 00	
EXERCICE 1836.				
8 Solde et entretien des troupes.....	Indemnité de route....	144 00	144 00	19,837 84
11 Remonte générale....	Remonte générale.....	349 00	349 00	
14 Transports généraux..	Transports directs.....	5,522 89	5,522 89	
16 Matériel de l'artillerie.	Arsenaux, directions, écoles, etc.....	139 46	8,161 83	
	Armes portatives.....	8,022 37		
	Fortifications.....	860 15		
	Bâtiments militaires....	2,191 99		
17 Matériel du génie....	Etablissements du service du génie et dépenses accessoires....	2,015 98	5,068 12	
19 Dépenses temporaires.	Traitements de réforme.	580 00	580 00	
21 Services administratifs en Afrique.....	Services civils.....	12 00	12 00	
EXERCICE 1837.				
3bis Gouvernement d'Afrique.....	Gouvernement d'Afrique	264 15	264 15	18,244 21
6 Recrutement.....	Recrutement.....	203 00	203 00	
8 Solde et entretien des troupes.....	Traitement des malades dans les établissements	102 40	222 40	
	Indemnité de route....	120 00		
9 Habillement et campement.....	Matériel.....	397 40	397 40	
10 Lits militaires.....	Lits militaires.....	771 20	771 20	
11 Transports généraux..	Transports directs.....	5,651 36	5,651 36	
12 Remonte générale....	Remonte générale.....	600 00	600 00	
15 Solde de non-activité.	Solde de non-activité...	133 33	133 33	
18 Matériel de l'artillerie	Arsenaux, directions, écoles, etc.....	178 26	2,337 72	
	Armes portatives.....	2,159 46		
A reporter.....				18,244 21

CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	<i>Report</i> .....	.....	.....	18,244 21
19 Matériel du génie.....	Fortifications.....	1,375 11	6,981 37	
	Bâtiments militaires....	547 45		
	Établissements du ser- vice du génie et dé- penses accessoires....	5,058 81		
	Écoles régimentaires de l'infanterie et de la cavalerie.....	453 41		
20 Écoles militaires.....	Services civils.....	228 87	453 41	
22 bis. Services civils en Afrique.....			228 87	
	TOTAUX.....	39,614 88	39,614 88	39,614 88

Approuvé pour être annexé à l'Ordonnance royale du 22 Octobre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

N° 8284. — *ORDONNANCE DU ROI portant fixation des Frais d'administration des Préfectures.*

Au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 10 août dernier, qui a fixé le budget des dépenses de l'État pour 1840 ;

Vu les ordonnances royales du 15 mai 1822 (1) et du 21 octobre 1836 (2),

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, les frais d'administration des préfectures sont fixés conformément au tableau qui suit :

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 530, n° 12,803.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 464, n° 6531.



DÉPARTEMENTS.	FRAIS d'adminis- tration des préfectures.	DÉPARTEMENTS.	FRAIS d'adminis- tration des préfectures.
	fr.		fr.
Ain.....	31,000	<i>Report.....</i>	1,430,000
Aisne.....	44,000	Loir-et-Cher.....	31,000
Allier.....	31,000	Loire.....	35,000
Alpes (Basses- ).....	25,000	Loire ( Haute- ).....	29,000
Alpes ( Hautes- ).....	25,000	Loire-Inférieure.....	55,000
Ardèche.....	29,000	Loiret.....	43,000
Ardennes.....	33,000	Lot.....	32,000
Ariège.....	28,000	Lot-et-Garonne.....	34,000
Aube.....	35,000	Lozère.....	25,000
Aude.....	32,000	Maine-et-Loire.....	40,000
Aveyron.....	33,000	Manche.....	45,000
Bouches-du-Rhône....	59,000	Marne.....	38,000
Calvados.....	51,000	Marne ( Haute- ).....	32,000
Cantal.....	26,000	Mayenne.....	33,000
Charente.....	33,000	Meurthe.....	46,000
Charente-Inférieure..	44,000	Meuse.....	33,000
Cher.....	31,000	Morbihan.....	33,000
Corrèze.....	26,000	Moselle.....	46,000
Corse.....	39,000	Nièvre.....	31,000
Côte-d'Or.....	48,000	Nord.....	64,000
Côtes-du-Nord.....	36,000	Oise.....	45,000
Creuse.....	26,000	Orne.....	39,000
Dordogne.....	35,000	Pas-de-Calais.....	51,000
Doubs.....	40,000	Puy-de-Dôme.....	45,000
Drôme.....	30,000	Pyrénées ( Basses- )...	42,000
Eure.....	44,000	Pyrénées ( Hautes- )...	29,000
Eure-et-Loir.....	38,000	Pyrénées-Orientales...	31,000
Finistère.....	36,000	Rhin ( Bas- ).....	61,000
Gard.....	43,000	Rhin ( Haut- ).....	43,000
Garonne ( Haute- )...	49,000	Rhône.....	56,000
Gers.....	33,000	Saône ( Haute- ).....	32,000
Gironde.....	63,000	Saône-et-Loire.....	43,000
Hérault.....	41,000	Sarthe.....	40,000
Ille-et-Vilaine.....	45,000	Seine.....	210,000
Indre.....	29,000	Seine-Inférieure.....	64,000
Indre-et-Loire.....	35,000	Seine-et-Marne.....	40,000
Isère.....	45,000	Seine-et-Oise.....	60,000
Jura.....	32,000	Sèvres ( Deux- ).....	31,000
Landes.....	27,000	Somme.....	49,000
<i>A reporter.....</i>	1,430,000	<i>A reporter.....</i>	3,166,000

DÉPARTEMENTS.	FRAIS d'adminis- tration des préfectures.	DÉPARTEMENTS.	FRAIS d'adminis- tration des préfectures.
	fr.		fr.
<i>Report</i> .....	3,166,000	<i>Report</i> .....	3,325,000
Tarn.....	32,000	Vienne.....	35,000
Tarn-et-Garonne.....	29,000	Vienne ( Haute-).....	33,000
Var.....	33,000	Vosges.....	33,000
Vaucluse.....	31,000	Yonne.....	37,000
Vendée.....	34,000		
<i>A reporter</i> .....	3,325,000	<i>TOTAL</i> .....	3,463,000

2. A partir de 1840, la portion des frais d'administration de chaque préfecture, destinée à payer les traitements des employés et gens de service dont se composent les bureaux, sera des sept dixièmes de l'allocation; la portion affectée aux dépenses matérielles sera des trois dixièmes.

Il n'est rien changé à la proportion de quatre cinquièmes pour les frais de bureau et de un cinquième pour les dépenses matérielles, établie par l'ordonnance du 15 mai 1822 pour la préfecture de la Seine.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

**N° 8285. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation du septième Collège électoral du Puy-de-Dôme.**

Au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831 ;

Vu notre ordonnance du 18 de ce mois, qui a nommé conseiller de préfecture de la Seine M. *Molin*, député du Puy-de-Dôme,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le septième collège électoral d'arrondissement du département du Puy-de-Dôme est convoqué à Ambert pour le 23 novembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N<sup>o</sup> 8286. — *ORDONNANCE DU ROI relative au Renouvellement triennal des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement.*

Au palais des Tuileries, le 26 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les articles 8, 25 et 34 de la loi du 22 juin 1833,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le renouvellement triennal d'un tiers des membres des conseils généraux et d'une moitié des membres des conseils d'arrondissement aura lieu, en 1839, du 20 novembre au 10 décembre.

2. Les préfets convoqueront les assemblées d'électeurs départementaux dans l'intervalle compris entre les limites déterminées par l'article précédent. Les arrêtés de convocation qu'ils prendront à cet effet devront être publiés dans toutes les communes des cantons où il y aura élection, quinze jours au moins avant l'ouverture des assemblées électORALES.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de

l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8287. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire sur les fonds affectés au service de l'Imprimerie royale, exercice 1839.*

A Paris, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les ordonnances des 19 et 26 novembre 1823;

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 17 de la loi du 9 juillet 1836;

Vu les articles 20, 21, 22 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la situation des dépenses de l'Imprimerie royale, exercice 1839, laquelle fait prévoir pour ledit exercice une insuffisance de trente-cinq mille francs, applicable au chapitre III, article 1<sup>er</sup>, du budget, ayant pour objet les salaires des ouvriers et les indemnités de travaux extraordinaires;

Considérant que les dépenses de ce chapitre sont variables et ne peuvent être évaluées à l'avance d'une manière certaine, puisqu'elles dépendent du nombre plus ou moins grand des commandes d'impressions;

Considérant, d'ailleurs, que la situation actuelle des travaux permet de prévoir un excédant des produits d'impressions au moins équivalent à l'excédant présumé des dépenses de salaires;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit supplémentaire de trente-cinq mille francs est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes sur les fonds affectés au service de l'Imprimerie royale, pour subvenir à l'excédant de dépense probable sur l'article 1<sup>er</sup> du chapitre III du budget de l'exercice 1839 (dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe), intitulé

*Salaires des ouvriers et indemnités de travaux extraordinaires.*

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8288. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation de la  
Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Bagnères.*

Au palais de Saint-Cloud, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

2° L'ordonnance du 14 juin 1837 (1), portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées);

3° L'ordonnance du 9 novembre 1838 (2), qui a prorogé cette chambre pour une année;

Considérant que l'intérêt des justiciables exige une nouvelle prorogation;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La chambre temporaire créée par notre ordonnance du 14 juin 1837 dans le tribunal de première instance de Bagnères, et déjà prorogée par l'ordonnance du 9 novembre 1838, continuera de remplir ses fonctions pen-

(1) Bull. 511, n° 6885.

(2) Bull. 608, n° 7648.



dant une année; à l'expiration de ce temps, elle cessera de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8289. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation de la Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Saint-Lô.*

Au palais de Saint-Cloud, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1<sup>o</sup> l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

2<sup>o</sup> L'ordonnance du 3 juin 1833 (1), portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Saint-Lô (Manche);

Considérant qu'il existe encore dans ce siège un arriéré qui exige la prorogation de cette chambre;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La chambre temporaire créée par notre ordonnance du 3 juin 1833 au tribunal de première instance de Saint-Lô continuera à remplir ses fonctions pendant une année; à l'expiration de ce temps, elle cessera de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

---

(1) 2<sup>o</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 232, n° 4832.

tion de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

*Signé J. B. TESTE.*

---

**N° 8290. — ORDONNANCE DU ROI portant prorogation des  
Chambres temporaires des Tribunaux de première instance de  
Bourgoin et de Saint-Marcellin.**

Au palais de Saint-Cloud, le 29 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

L'ordonnance du 29 octobre 1837 (1), portant création d'une chambre temporaire dans chacun des tribunaux de première instance de Bourgoin et de Saint-Marcellin (Isère), pour une année, à compter du jour de son installation;

L'ordonnance du 21 octobre 1838 (2), portant prorogation de ces chambres pour une année;

Considérant que l'intérêt des justiciables exige encore le secours d'une chambre temporaire pour l'expédition des affaires civiles soumises à ces tribunaux;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'état entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les chambres temporaires créées dans les tribunaux de première instance de Bourgoin et de Saint-Marcellin (Isère), par l'ordonnance du 29 octobre 1837, et déjà prorogées par l'ordonnance du 21 octobre 1838, continueront de remplir leurs fonctions pendant une année; à l'expiration de ce temps, elles cesseront de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

**2.** Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au

---

(1) Bull. 543, n° 7154.

(2) Bull. 606, n° 7622.

département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8291. — *ORDONNANCE DU ROI portant prorogation des  
Chambres temporaires des Tribunaux de première instance de  
Saint-Gaudens et de Saint-Girons.*

Au palais de Saint-Cloud, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Vu, 1° l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

2° L'ordonnance du 22 juillet 1836 (1), portant création d'une  
chambre temporaire dans chacun des tribunaux de Saint-Gaudens  
(Haute-Garonne) et de Saint-Girons (Ariège);

3° Les ordonnances des 13 octobre 1837 (2) et 21 octobre 1838 (3),  
qui ont successivement prorogé ces chambres jusqu'à ce jour;

Considérant que l'intérêt des justiciables exige encore pendant  
un an le secours d'une chambre temporaire pour l'expédition des  
affaires civiles arriérées dans ces deux sièges;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire  
d'état au département de la justice et des cultes;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les chambres temporaires créées par l'ordon-  
nance du 22 juillet 1836, dans les tribunaux de première  
instance de Saint-Gaudens et de Saint-Girons, et déjà pro-  
rogées par les ordonnances des 13 octobre 1837 et 21 oc-  
tobre 1838, continueront de remplir leurs fonctions pendant  
une année; à l'expiration de ce temps, elles cesseront de  
droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

---

(1) Bull. 449, n° 6440.

(2) Bull. 538, n° 7118.

(3) Bull. 606, n° 7623.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

N° 8292. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Budget du Ministère de la Guerre, exercice 1838, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.

A Paris, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 366 de l'ordonnance royale du 25 décembre 1837 (1), d'après lequel les sommes restant dues sur un exercice expiré, pour solde et autres dépenses y assimilées, doivent être acquittées sur les fonds de l'exercice pendant lequel le droit est constaté ;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages dont il s'agit continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial au moyen d'un virement de crédit autorisé, chaque année, par une ordonnance royale, qui sera soumise à la sanction des Chambres avec la loi de règlement de l'exercice expiré ;

Vu enfin l'article 102 de notre ordonnance royale du 31 mai 1838 (2) sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au budget du ministère de la guerre, pour l'exercice 1838, un nouveau chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice ; ce chapitre prendra le titre de

(1) Bull. 561, n° 7319.

(2) Bull. 579, n° 7437.

**Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1838 et non passibles de déchéance.**

2. Le crédit de ce chapitre sera formé, par compte de virement, de la somme de neuf cent mille cent trente-six francs vingt et un centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres 3 *bis*, 4, 5, 8, 15, 16, 21 et 22 du budget de 1838, suivant le tableau annexé à la présente ordonnance, et dont les résultats se partagent entre les exercices ci-après, savoir :

Exercice 1834.....	1,342 <sup>f</sup> 16 <sup>c</sup>
———— 1835.....	3,775 93
———— 1836.....	10,393 18
———— 1837.....	824,624 94
TOTAL ÉGAL.....	<u>900,136 21</u>

3. Les crédits ouverts par les lois des 20 juillet 1837, 11 mai et 12 juillet 1838, aux chapitres désignés dans l'article précédent, sont réduits des sommes dont le détail suit :

CHAPITRE 3 <i>bis</i> . Gouvernement d'Afrique.....	250 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
———— 4. États-majors.....	23,751 25
———— 5. Gendarmerie.....	13,906 97
———— 8. Solde et entretien des troupes.....	831,973 34
———— 15. Solde de non-activité... ..	7,529 10
———— 16. Dépenses temporaires.....	20,237 30
———— 21. Invalides de la guerre. ....	472 59
———— 22. Services militaires irréguliers en Afrique..	2,016 66
SOMME ÉGALE.....	<u>900,136 21</u>

4. La présente ordonnance sera annexée au projet de loi portant règlement du budget des dépenses de l'exercice 1838.

5. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

*Signé* SCHNEIDER.



N° 8293. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1839.*

Au palais des Tuileries, le 29 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu, 1° la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget de dépenses de l'exercice 1839 ;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 13 de celle du 23 mai 1834 ;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique, grand maître de l'université, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique, grand maître de l'université, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de quarante-quatre mille deux cent vingt-neuf francs quatre-vingt-dix centimes, pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui feront l'objet du chapitre spécial désigné ci-après, savoir : *Dépenses à la charge du legs fait à l'université par M. Janson de Sailly*,  
ci. . . . . 44,229<sup>f</sup> 90<sup>c</sup>

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Pair de France, Ministre de l'instruction publique,  
Grand Maître de l'Université,*

*Signé VILLENAIR.*

8294. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1839.*

Au palais des Tuileries, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
: à venir, SALUT.

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 11 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de cent soixante et douze mille huit cents francs, applicable aux chapitre et article ci-après, savoir :

#### CHAPITRE V.

##### *Instruction supérieure, Facultés.*

Traitements éventuels des professeurs et frais de concours dans les facultés,  
ci..... 172,800<sup>f</sup>

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état  
au département de l'instruction publique,  
Grand Maître de l'Université,

Signé VILLEMAIN.

N° 8295. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes, sur l'exercice 1839, un Crédit supplémentaire applicable au chapitre des Frais de Justice criminelle et des Statistiques civile et criminelle.*

A Paris, le 5 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de sept cent mille francs, applicable au chapitre des frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,*

*Signé J. B. TESTE.*

N° 8296. — *ORDONNANCES DU ROI portant,*

1° *Que le chemin vicinal de grande communication, de Cour-*

tenay à Villeneuve-la-Guyard, est et demeure classé parmi les routes départementales de l'Yonne sous le n° 23 et la dénomination de *route de Courtenay à Villeneuve-la-Guyard par Montacher, Chéroy et Vallery*;

2° Que le chemin vicinal de grande communication, de Saint-Aubin-Châteauneuf à Mézilles, est et demeure classé parmi les routes départementales de l'Yonne sous le n° 19 et la dénomination de *route de Saint-Aubin-Châteauneuf à Mézilles par Villiers-Saint-Benoît*;

3° Que le chemin de Montoire à Sargé, passant près de Valeron et des Trois-Bornes et par Savigny-sur-Braye, est et demeure classé parmi les routes départementales de Loir-et-Cher sous le n° 15 et la dénomination de *route de Montoire à Sargé par Savigny*;

4° Que le chemin ouvert dans la plaine de Passy, entre la barrière de Paris dite *Sainte-Marie* et la porte Maillot du bois de Boulogne, est et demeure classé parmi les routes départementales de la Seine sous le n° 9 et sous la dénomination de *route de la barrière Sainte-Marie à la porte Maillot*;

5° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction ou au perfectionnement de ces routes, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Eu, 5 Septembre 1839.* )

---

N° 8297. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Sont et demeurent classés parmi les routes départementales de la Vienne,

1° Le chemin de Civray à Ruffec par la vallée de Boisseguin, en prolongement de la route départementale n° 1, de Poitiers à Ruffec par Civray;

2° Sous le n° 9, la route de Poitiers à Richelieu s'embranchant sur la route royale n° 147, de Limoges à Saumur, près du pont d'Auzances, et passant par les territoires des communes de Vandœuvres, l'Encloître et Orches;

3° Sous le n° 10, la route de Poitiers à Confolens s'embranchant, à la sortie de Gençay, sur la route départementale n° 1, de Poitiers à Civray, passant par le territoire de la commune de Saint-Martin-Lars et venant rejoindre, aux abords du bourg de Pressac, la route royale n° 148, de Limoges à Nantes;

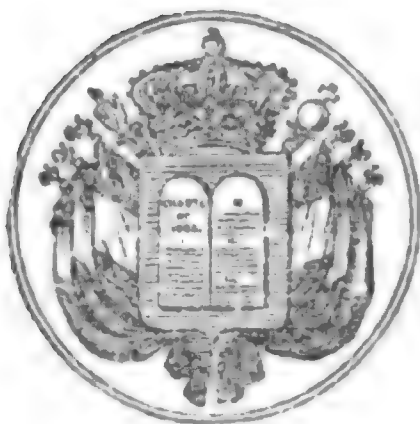
4° Sous le n° 11, la route de Montreuil-Bellay à Richelieu par le territoire des communes de Trois-Moutiers, Loudun, Messemé et Pouancé;

5° Sous le n° 12, la route de Saint-Maixent à Clan par le territoire des communes de Sanxay, Latillé et Neuville ;

6° Sous le n° 13, la route de Parthenay à Châtellerault passant près et au nord du bourg de Massognes, et sur les territoires des communes de Mirebeau, l'Encloître et Clairvaux ;

7° Sous le n° 14, la route du Blanc à Confolens par la Trimmouille et Montmorillon : une ordonnance ultérieure déterminera la direction de cette route entre Adriers et la limite du département de la Charente, vers Confolens.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement régulier de ces communications, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Eu*, 5 Septembre 1839. )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 11 \* Novembre 1839,

J. B. TESTE

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la suite de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 690.

---

N° 8298. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Aubert à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Aubert*, ancien député,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Aubert*, ancien député, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

*Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.*

---

N° 8299. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Béranger (de la Drôme) à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

*IX<sup>e</sup> Série.*

« Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient  
« au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui  
« auront six ans d'exercice ;

« Les conseillers de la Cour de cassation, après cinq ans d'exer-  
« cice ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Bérenger* (de la Drôme), député, conseiller de la Cour de cassation ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Bérenger* (de la Drôme), député, conseiller de la Cour de cassation, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état*  
au département des affaires étrangères,

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

N<sup>o</sup> 8300. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Comte*  
*Octave de Boissy à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appar-  
« tient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités sui-  
« vantes :

« Les propriétaires... payant trois mille francs de contributions  
« directes... à raison de leurs propriétés foncières, depuis trois  
« ans... lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un con-  
« seil général ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le comte *Octave de Boissy*, membre du conseil général du département du Cher,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

B. n° 690. ( 693 )

ART. 1<sup>er</sup>. Le comte *Octave de Boissy*, membre du conseil général du département du Cher, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8301. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Lieutenant général Vicomte Borrelli à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le vicomte *Borrelli*, lieutenant général,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le vicomte *Borrelli*, lieutenant général, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8302. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Lieutenant général Vicomte Cavaignac à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités savantes :

« Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le vicomte Cavaignac, lieutenant général ;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le vicomte *Cavaignac*, lieutenant général, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE

Par le Roi : le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Signé Mal<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8303. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Cordier à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités savantes :

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Cordier*, membre titulaire de l'académie des sciences,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Cordier*, membre titulaire de l'académie des sciences, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

N° 8304. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Daunou à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ; »

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Daunou*, ancien député, membre titulaire de l'Institut (académie des sciences morales et politiques),

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Daunou*, ancien député, membre titulaire de l'Institut, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des



affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état  
au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N<sup>o</sup> 8305. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Lieutenant général Despans-Cubières à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade ;

« Les ministres à département ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Despans-Cubières*, lieutenant général, ancien ministre à département,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Despans-Cubières*, lieutenant général, ancien ministre, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état  
au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8306. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Étienne à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient  
« au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui  
« auront six ans d'exercice ;

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par *M. Étienne*, député, membre titulaire de l'académie française,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** *M. Étienne*, député, membre titulaire de l'académie française, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état  
au département des affaires étrangères,*

*Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.*

---

N° 8307. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Lebrun à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient  
« au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par *M. Lebrun*, membre titulaire de l'académie française ;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Lebrun*, membre titulaire de l'académie française, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état*  
*au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N<sup>o</sup> 8308. — ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Marquis de Lusignan à la dignité de Pair de France.

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le marquis de *Lusignan*, député,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le marquis de *Lusignan*, député, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état*  
*au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8309. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Baron de Malaret à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT. .

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient  
« au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui  
« auront six ans d'exercice ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le baron de *Malaret*, ancien député,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le baron *de Malaret*, ancien député, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE. .

Par le Roi : *le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état  
au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8310 — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Lieutenant général Comte Eugène Merlin à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appar-  
« tient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités sui-  
« vantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui  
« auront six ans d'exercice ;

« Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre  
« et de mer, après deux ans de grade ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le comte *Eugène Merlin*, ancien député, lieutenant général,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le comte *Eugène Merlin*, ancien député, lieutenant général, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N<sup>o</sup> 8311. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Persil à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ; »

« Les ministres à département ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Persil*, ancien député, ancien ministre à département,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Persil*, ancien député, ancien ministre, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---



N° 8313. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Comte Jules de la Rochefoucauld à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ;

« Les propriétaires payant trois mille francs de contributions directes à raison de leurs propriétés foncières depuis trois ans. . . . lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un conseil général ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le comte *Jules de la Rochefoucauld*, ancien député, membre du conseil général du Loiret,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le comte *Jules de la Rochefoucauld*, ancien député, membre du conseil général du Loiret, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8313. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Rossi à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Rossi*, membre titulaire de l'Institut ( académie des sciences morales et politiques ),

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Rossi*, membre titulaire de l'Institut, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

N<sup>o</sup> 8314. — ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Comte de Sainte-Hermine à la dignité de Pair de France.

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ;

« Les préfets de département. . . . après dix ans de fonctions. . . ou qui auront été nommés dans l'année qui a suivi le 30 juillet 1830 ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le comte de *Sainte-Hermine*, ancien député, ancien préfet,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le comte de *Sainte-Hermine*, ancien député, ancien préfet, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des

affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état*  
*au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8315. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Lieutenant général Baron Teste à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. le baron *Teste*, lieutenant général,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le baron *Teste*, lieutenant général, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état*  
*au département des affaires étrangères,*

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8316. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. de Vandeuil à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ;

« Les ministres plénipotentiaires après six ans de fonctions ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Caroillon de Vandeul*, député, ancien ministre plénipotentiaire,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Caroillon de Vandeul*, député, ancien ministre plénipotentiaire, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,*

Signé Mal Duc DE DALMATIE.

N<sup>o</sup> 8317. — *ORDONNANCE DU ROI qui élève M. Viennet à la dignité de Pair de France.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Charte constitutionnelle, portant :

« La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

« Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ;

« Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ; »

Considérant les services rendus à l'État par M. *Viennet*, ancien député, membre titulaire de l'académie française,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Viennet*, ancien député, membre titulaire

de l'académie française, est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères.*

Signé M<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8318. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Sont et demeurent classées parmi les routes départementales de la Dordogne,

Sous le n° 17, la route d'Angoulême à Brives par les territoires des communes d'Excideuil, Cubas et Badefol d'Ans ;

Sous le n° 18, la route de Brives à Agen par le territoire de la commune de Salignac, la route départementale de Limoges à Cahors, le pont de Domme sur la Dordogne et les vallées de la Sceu, de la Lousse, de Besse et de la Lémance ;

Sous le n° 19, la route de Ribérac à Saint-Yrieix par les territoires des communes de l'Isle, Bourdeilles, Brantôme, Thiviers et Jumillac ;

Sous le n° 20, la route de Mussidan à Sainte-Foy par les territoires des communes de Saint-Géry et Fleix.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement de ces quatre routes, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Eu, 5 Septembre 1839.*)

---

N° 8319. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Les chemins du Blanc à la Trimouille et du Blanc au Dorat, par Bélabre et Lussac-les-Églises, sont et demeurent classés au rang des routes départementales de l'Indre sous les n°s 14 et 15 et la désignation de *routes de Blois à Angoulême par la Trimouille et Montmorillon, et de Blois à Limoges par le Blanc, Bélabre et Lussac-les-Églises.*

Le chemin du Dorat au Blanc par la Trimouille est et demeure classé parmi les routes départementales de la Vienne sous le n° 15.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement de ces communica-



tions, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Eu, 5 Septembre 1839.*)

N° 8320. — ORDONNANCE DU ROI qui rapporte la disposition du décret du 7 janvier 1813 qui classait parmi les routes départementales des Deux-Sèvres, sous le n° 3, la route de Thouars à Poitiers. (*Eu, 5 Septembre 1839.*)

N° 8321. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que le chemin de Montrichard à Loches (Indre-et-Loire) est et demeure classé parmi les routes départementales de Loir-et-Cher, en prolongement de la route départementale n° 2, de Blois à Montrichard par Chailles et Pontleroy, laquelle prendra désormais la dénomination de *route de Blois à Loches par Chailles, Pontleroy et Montrichard*;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction et au perfectionnement de la nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Eu, 5 Septembre 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 12 \* Novembre 1839.

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE ROYALE. — 12 Novembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 691.

---

N° 8322. — *ORDONNANCE DU ROI portant proclamation des Brevets d'invention délivrés pendant le deuxième trimestre de 1839.*

Au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 6 du titre I<sup>er</sup>, et les articles 6, 7, et 15 du titre II de la loi du 23 mai 1791;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement :

1<sup>o</sup> MM. *Aubrun (Nicolas-Michel-Baptiste)*, entrepreneur de charpente, et *Herr (Guillaume-Auguste)*, architecte, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auxquels il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour de nouvelles dispositions de combles à suspension.

2<sup>o</sup> M. *Bonnié (Bernard)*, tapissier, demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 2, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un divan contenant un lit de repos avec son baldaquin, le tout se brisant à volonté, pour rentrer dans sa forme première.

3<sup>o</sup> MM. *Brioude*, dit *Saurefas (André-Auguste-Victor)*, et *Messaud (Henri-Napoléon)*, négociants, demeurant rue Saint-Laurent, n° 23, à Belleville, banlieue de Paris, auxquels il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une *graisse accélérante blanche*, propre au service des voitures, moulins, usines, chemins de fer, et à toute espèce de machines et mécaniques.

4<sup>o</sup> M. *Clerx (Jean-Joseph)*, bottier, demeurant à Paris, rue Vivienne, n° 4, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande

d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des bottes, souliers, brodequins, et toute espèce de chaussures à tiges et semelles élastiques.

5° M. *Coursier (Pierre)*, mécanicien, demeurant à Paris, passage de l'Industrie, n° 5, faubourg Saint-Martin, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une presse propre à opérer tout genre d'impressions, notamment applicable à la lithographie, la zincographie, l'autographie, la gravure en taille-douce, etc.

6° MM. *Domingue (Louis-Alexandre)* et *Boudet (Félix-Henri)*, demeurant à Paris, le premier, rue Censier, n° 27, et le second, rue du Four-Saint-Germain, n° 88, auxquels il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 décembre précédent, pour un procédé chimique propre à la préparation de toutes espèces de peaux d'animaux destinées au tannage et à la mégisserie.

7° MM. *Fau (François)*, minéralogiste, et *Bernadac-Delarbre*, maître de forges, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n° 27, auxquels il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans, pour un procédé propre à rendre imperméables à l'eau, sans intercepter le passage de l'air, toutes les étoffes de laine, coton, chanvre et lin, et autres tissus ou feutres susceptibles d'en recevoir l'application.

8° M. *Gervais (Marc-François-Michel)*, manufacturier à Caen, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un terrasser locomoteur, propre au creusement des canaux et des terrassements des chemins de fer et autres.

9° M. *Lefebvre (Stanislas)*, charpentier, demeurant à Corbie, département de la Somme, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 18 novembre 1837, pour une nouvelle échelle aux incendies.

10° M. *Labarthe (Charles)*, demeurant à Paris, rue de la Michodière, n° 4, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 octobre précédent, pour 1° la découverte, dans toute espèce d'écorce d'arbre ou d'arbuste et dans plusieurs plantes herbacées, terrestres ou marines, d'une matière nouvelle applicable aux arts, qu'il nomme *cortésine*; 2° l'art de traiter lesdites plantes ou écorces, et d'extraire la matière dont il s'agit; 3° l'application de la *cortésine* à la fabrication du papier, à celle du feutre, des shakos militaires et de tissus de diverses natures.

11° M. *Laranza (Adolphe-Guillaume)*, négociant, demeurant à Paris, rue de Trévise, n° 9, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour des moyens mécaniques propres à la fabrication des becquets ou clous à souliers et des pointes de Paris.

12° M. *Lefranc (Pierre-Bernard)*, architecte, demeurant au château de Neuilly, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier,

le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour des constructions par encaissement, tant en fondation qu'en élévation, pour murs, piles, colonnes, plafonds et puits en plâtre.

13° M. *Mallet (Auguste)*, mécanicien, demeurant à Vizilles, département de l'Isère, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle balance à bascule, du calcul de un à vingt.

14° M. *Mesnard (Édouard)*, demeurant à Paris, rue Saint-George, n° 19, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système d'annonces ou de publicité.

15° M. *Miallet (Gilibert)*, coutelier, demeurant rue du Plâtre, n° 9, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un rabot régulateur avec son pince, propre à la fabrication des velours.

16° M. *Mille Berry*, ingénieur civil à Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour certains appareils perfectionnés, employés dans la fabrication du savon.

17° MM. *Oberwarth (Louis)* et compagnie, demeurant à Paris, rue des Trois-Pavillons, n° 3, auxquels il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un café rafraîchissant et dépuratif d'Allemagne.

18° M. *Roux (Magloire)*, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 31, auquel il a été délivré, le 6 avril dernier, le certificat de sa demande d'un neuvième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 27 avril 1838, pour la composition d'un bitume végo-minéral.

19° M. *Benoist (Pierre-Gabriel)*, fondeur en suif à Neubourg, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Dolbel*, demeurant rue du Bac, n° 48, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un appareil propre à la préparation des mèches de chandelles.

20° MM. *Dubosc frères*, manufacturiers, demeurant rue Saint-Gervais, n° 80, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un métier Jacquart mécanique, propre à tisser mécaniquement, sans le secours d'ouvriers expérimentés, des étoffes façonnées en laine, en soie et autres matières.

21° MM. *Dumouthier (Joseph-Célestin)* et *Guille (Ferdinand)*, demeurant à Houdan, département de Seine-et-Oise, auxquels il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la confection de ciseaux à branches en mailchort, adaptées à des lames d'acier, soudées au moyen de la soudure d'argent; ces ciseaux de toutes formes auront une dimension de deux à vingt pouces.

22° M. *Durios (Pascal-Orans)*, demeurant à Paris, rue de Ponthieu, n° 2, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de



quinze ans qu'il a pris, le 6 septembre précédent, pour des procédés propres à rendre incombustibles les étoffes et les papiers, en leur ôtant la faculté de s'enflammer.

23<sup>o</sup> M. *Grenier (Antoine)*, horloger-mécanicien, demeurant à Paris, rue de la Calandre, n<sup>o</sup> 54, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 23 octobre 1838, pour une machine à couper le papier.

24<sup>o</sup> MM. *Hemet frères (Michel-Denis et Cyr)*, manufacturiers, demeurant rue de la Petite-Chartreuse, n<sup>o</sup> 2, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 17 juillet 1837, pour une nouvelle machine propre à l'impression des étoffes en tous genres, et papiers peints, par le moyen de cylindres en bois gravés en relief.

25<sup>o</sup> M. *Mazon (Sauveur)*, négociant, demeurant à Paris, rue de Charonne, n<sup>o</sup> 97, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 juillet précédent, pour un parquet en marqueterie à la mécanique.

26<sup>o</sup> M. *Poole (Mosès)* de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n<sup>o</sup> 8, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour divers perfectionnements apportés dans la construction des lampes astrales et des garde-vue ou abat-jour.

27<sup>o</sup> M. *Ricord (Alexandre)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue de Seine-Saint-Germain, n<sup>o</sup> 56, auquel il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 octobre précédent, pour un essieu de renfort intérieur garde-roues.

28<sup>o</sup> MM. *Rolin (Antoine)* et *Peudecœur (Toussaint)*, fabricants de quincaillerie, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n<sup>o</sup> 2 ter, auxquels il a été délivré, le 11 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau genre de fermeture de croisées et de portes, dite *crémone parisienne*.

29<sup>o</sup> M. *Cabeu (François)*, lampiste, demeurant à Paris, rue de la Grande-Friperie, n<sup>o</sup> 21, auquel il a été délivré, le 15 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau genre de lampe qu'il nomme *lampe Cabeu*.

30<sup>o</sup> M. le comte de *Castelet (Adolphe)*, propriétaire, représenté par M. *Odde*, avoué, demeurant rue de Jérusalem, n<sup>o</sup> 23, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 15 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une boisson classée parmi les rafraichissements, qu'il nomme *limonade mousseuse champenoise*.

31<sup>o</sup> M. *Galy-Cazalat (Antoine)*, ingénieur-constructeur, demeurant à Paris, rue Folie-Méricourt, n<sup>o</sup> 23, auquel il a été délivré, le 15 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour



un appareil propre à l'assainissement d'un port ou le dessèchement d'un marais.

32° MM. *Ladeuze (Jean-Baptiste-Édouard)*, manufacturier, et *Simyan Jules-Napoléon*, mécanicien, le premier, demeurant à Paris, rue Rochecouart, n° 23, où ils font élection de domicile, auxquels il a été délivré, le 15 avril dernier, le certificat de leur demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 6 juin 1838, pour un appareil destiné à opérer très-promptement le blanchiment du sucre en pain, par l'insufflation du gaz atmosphérique comprimé.

33° M. *Moreau (Pierre)*, professeur de dessin, demeurant à Saint-Dizier, département de la Haute-Marne, élisant domicile à Paris, rue Popincourt, n° 35, auquel il a été délivré, le 15 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau mode de reliure des livres et registres, en bois et à charnières.

34° M. *Bordas (Frédéric)*, tapissier, représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 17 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système de chapeaux mécaniques.

35° M. *Lindsay-Ormsby (John)*, négociant, demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 29, auquel il a été délivré, le 17 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 24 novembre précédent, pour des perfectionnements apportés aux stores d'appartements, etc., et qu'il nomme *stores calorifères*.

36° MM. *Marchand (André)* et *Carbon (Cyr-François)*, ingénieurs-mécaniciens, demeurant à Reims, département de la Marne, auxquels il a été délivré, le 17 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qui leur a été délivré, le 11 août précédent, pour un fléau mécanique à battre les blés et autres grains.

37° M. *Paulin (Georges-Charles-Gustave)*, lieutenant-colonel, demeurant à Paris, quai des Orfèvres, n° 20, auquel il a été délivré, le 17 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 22 juillet 1837, pour un appareil antiméphitique, et son application aux arts industriels.

38° M. *Peyrels (Benjamin-Aaron)*, sellier, demeurant à Paris, rue de Provence, n° 52, auquel il a été délivré, le 17 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une selle de dame à fourche mécanique, dite *selle Peyrels*.

39° M. *Aubert (Paul-Grégoire-Valentin)*, distillateur, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n° 10, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle liqueur de table, composée avec les sucres des fruits les plus délicats, et qu'il nomme *parisienne*, ou ratafia blanc des six fruits.

40° M. *Chauvin (Antoine-Emmanuel-César)*, inspecteur des forêts, demeurant à Niort, département des Deux-Sèvres, faisant élection de domicile à Paris, rue de Valois-Batave, hôtel de Périgord, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris,

le 20 mars 1838, pour un moyen de prévenir les nombreux malheurs de l'usage des armes à feu ne cesse journellement d'être la cause.

41° M. *Coquard (Pierre)*, blanchisseur de coton, demeurant cours Trocadéro, n° 3, commune de la Guillotière, canton de Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de ses deux demandes, 1° d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un moyen de blanchir la feuille, la canne et la racine de maïs, propres à la fabrication du papier; 2° un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

42° M. *Demarest (Parfait)*, extracteur de tourbes, demeurant à Belloy-sur-Somme, département de la Somme, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des machines propres à l'extraction de la tourbe.

43° M. *Étard (Jean-Charles)*, emballleur, demeurant à Paris, rue Pavée, n° 4, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de ses deux demandes, 1° d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une boîte à emballage dite *boîte Étard perfectionnée*, 2° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

44° M. *Fabre d'Olivet (Jules-Antoine-Diocès)*, employé, demeurant à Paris, rue de Ponthieu, n° 12, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un nouveau système de pavage qu'il nomme *chaussées adhérentes mobiles*.

45° M. *Irroy (Stanislas)*, ingénieur mécanicien, demeurant à Paris, rue de Marivaux, n° 3, place des Italiens, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour deux nouvelles espèces de clous, fabriqués à la mécanique avec du fer chauffé dans un four couvert de sable.

46° M. *Lhuinte (Emmanuel-Antoine)*, tapissier, demeurant à Paris, rue Meslay, n° 50, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des *élastiques isographiques* applicables à toute espèce de meubles, et pour des matelas à élastiques sans charpente ni châssis.

47° M. *Mirial (Scipion)*, négociant, demeurant à Anduze, département du Gard, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un mode de perfectionnement de peignage applicable aux déchets de soie.

48° M. *Prévost (Charles-Désiré)*, fabricant de bonneteries en laine, demeurant à Paris, rue de la Tabletterie, n° 9, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de ses deux demandes, 1° d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une mécanique à tricot varié à carreaux, etc.; 2° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

49° M. *Richaud (Jean-Baptiste)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n° 60, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau procédé de panification, et pour une machine destinée à cet objet.

50° M. *Ricord (Alexandre)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue de Seine-Saint-Germain, n° 56, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement.

ment et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 octobre 1838, pour un essieu de renfort intérieur, garde-roues.

51° MM. *Royer-Truchelet*, demeurant à Nuits, et M. *Valson (Claude)*, demeurant à Gevrey, département de la Côte-d'Or, auxquels il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une machine destinée à débiter les arbres pris en grume, à les réduire en merrains, solives, madriers, quartiers, planches, échelas, lattes ou toute autre espèce de bois, quel qu'en soit l'usage, de toutes longueurs, épaisseurs et dimensions, et dans tous les sens quelconques, à dresser, languetter et graver les planches, y pratiquer des queues d'aronde, et à fabriquer des caisses, le tout par le moyen de scies circulaires, et pour un procédé qui prévient l'échauffement et la dilatation des scies, et permet de s'en servir avec succès, quelle que soit l'étendue de leur diamètre.

52° M. *Weber (Jacob)*, peintre en bâtiments, demeurant à Vervins, département de l'Aisne, auquel il a été délivré, le 25 avril dernier, le certificat de ses deux demandes, 1° d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un moulin à broyer les couleurs; 2° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

53° M. *Caill (Jacques)*, chaudronnier-mécanicien, demeurant à Paris, rue de Chaillot, n° 42, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un joint de tuyaux dans les chaudières à vapeur et autres appareils.

54° M. *Cambray (Antoine-Benoît)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Maur-du-Temple, n° 47, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de ses deux demandes, 1° d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil réunissant un hache-paille, un moulin à concasser les grains et un coupe-racines, le tout mù par un même moteur, et pouvant agir ensemble ou séparément; 2° un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

55° M. *Champavère (Florent)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de Marivaux des Italiens, n° 11, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour une machine à vapeur rotative.

56° M. *Crespy aîné (Pierre-Bélisaire)*, propriétaire, demeurant rue de Mirail, n° 17, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un remède antiophthalmique, qu'il appelle *eau Crespy*.

57° M. *Edwards (Joseph-Edouard)*, de Londres, représenté à Paris, par M. *Salomo Hermiz*, demeurant rue Ribouté, n° 1, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau genre de brosses, balais et pinceaux, dits à *variations*.

58° M. *Évrard Latron (Louis-Pierre-Marie)*, chaudronnier-poélier, demeurant à Soissons, département de l'Aisne, faisant élection de domicile à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 36, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des mesures de longueur rapporteurs.

59° M. *Faullain de Bauville (François-Édouard)*, maître d'hôtel, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Honoré, n° 33, auquel il a été délivré,



le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un parapluie à canne excentrique.

60° M. *Feuillatre (Étienne-Jacques)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 39, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un bidet hydraulique pouvant servir aux fumigations, lavements, douches ascendantes, injections et autres usages hygiéniques analogues.

61° M. *Godin (Nicolas-Pascal)*, fabricant de billards, demeurant rue Saint-Romain, n° 78, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des bandes de billards, qu'il nomme *bandes continues*.

62° M. *Grimoux (Julien-François)*, docteur en médecine, demeurant à Saumur, département de Maine-et-Loire, élisant domicile à Paris, chez M. *Grimaud*, rue Christine, n° 2, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une sonde et autres instruments de chirurgie et d'hippiatrie à hélice.

63° M. *Guenon de la Chanterie (Jean-Baptiste-Louis)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue de la Monnaie, n° 7, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil qu'il nomme *antiscatodique* ou garde-robe désinfectante, dite *indispensable*.

64° M. *Milleret (Jean-François)*, herboriste, demeurant à Paris, rue J. J. Rousseau, n° 21, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau produit intitulé *eau balsamique pour les dents*, du docteur J. W. Jackson.

65° M. *Mitifiot (François)*, négociant en soie, demeurant à Loriol, département de la Drôme, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 19 février précédent, pour un nouveau procédé qui doit empêcher la soie de casser, dans les fabriques où on la dévide.

66° M. *Touboulie (Pierre)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 46, auquel il a été délivré, le 29 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 décembre précédent, pour un système de translation aérienne, qu'il nomme *vélociposte*.

67° MM. *Boisselot et fils*, facteurs de pianos, demeurant rue Saint-Ferréol, n° 2, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auxquels il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un piano, dit *clédi harmonique*.

68° M. *Colin (Pierre-Jacques-Gabriel)*, ingénieur civil, représenté à Paris, par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements apportés aux formes à sucre.

69° M. *Dogliani (Siméon)*, demeurant à Paris, rue Dauphine, n° 45, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un

brevet d'invention de quinze ans, pour de nouveaux appareils propres à la superposition des formes à sucre.

70° MM. *Gateau (Jean-Baptiste)* et *Deon (Pierre-Isidore)*, bijoutiers de Sens, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Violet*, demeurant grande rue de Vaugirard, n° 22, auxquels il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des appareils acoustiques.

71° MM. *Havard* oncle (*Nicolas*) et *Havard* neveu (*Joseph-Michel*), demeurant à Paris, place du Louvre, n° 12, auxquels il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des gardes-robes hermétiques à bascule, destinées aux lieux publics.

72° M. *Kingdom (William)*, de Londres, représenté à Paris, par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements apportés aux échappements des montres, pendules et horloges.

73° M. *Legouge (Antoine)*, négociant, demeurant à Paris, rue Lepelletier, n° 6, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système de pavage en bois debout et une composition bitumineuse.

74° M. *Périnet (Étienne-François)*, facteur d'instruments en cuivre, demeurant à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 42, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des améliorations apportées au cornet à piston, et applicables aux trombones, cors, trompettes et autres instruments en cuivre et à piston.

75° M. *Petit (Jean-Constant)*, mécanicien, demeurant à Paris, petite rue de Renilly, n° 3, faubourg Saint-Antoine, auquel il a été délivré, le 6 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1836, par M. le marquis de *Jouffroy*, dont il est cessionnaire, pour un appareil mécanique, qu'il nomme *métier à sculpter et à marqueter*, propre à la confection de tous objets de sculpture, mosaïque et marqueterie, tant en marbre qu'en bois fins ou de toute autre matière.

76° M. *Alexandre (Jacob)*, facteur d'orgnes expressifs, demeurant à Paris, rue Transnonain, n° 6, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouvel instrument dit *concertina* ou *piano concertina*.

77° M. *Barbeau* jeune (*Pierre-Louis*), mécanicien, demeurant rue Saint-Denis, n° 29, à Montmartre, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système d'écluses de terre ou puits en spirale cylindrique pour chemins de fer, vallées et plateaux, houillères, carrières, dessèchement des marais, points de vue, réservoirs d'eau.

78° M. *Cavallier-Lions (Henry)*, négociant parfumeur, demeurant à Grasse, département du Var, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 12 mai 1838, pour des moyens de



perfectionnement apportés à l'étuve propre à l'étouffage des cocons, pour laquelle le sieur *Ventouillac* a pris un brevet, le 20 février 1835.

79° MM. *Cyboulle (Nicolas-Denis)*, menuisier, et *Pladis (Jean-Baptiste)*, charron, demeurant à Paris, rue du Bac, nos 121 et 123, auxquels il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine destinée à cintrer à froid les fers plats à l'usage du charonnage.

80° MM. *Doumergue et Velliet*, chaudronniers, demeurant à Amiens, département de la Somme, auxquels il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau pot à double fond propre à faire chauffer les peignes à peigner.

81° M. *Haley (Joseph)*, de Manchester, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements dans les appareils employés pour encoller les fils de chaîne.

82° MM. *Hall, Pauwels et Scott*, fabricants de Rouen, représentés à Paris par M. *Perpigna*, rue de Choiseul, n° 2 ter, auxquels il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements dans les machines à cylindres propres à souler les draps.

83° M. *Pilaud (Joseph)*, demeurant à Paris, rue de la Victoire, n° 2, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 29 septembre précédent, pour un système mécanique propre à décupler la force d'un cheval.

84° M. *Pavin de Courteville (Louis-Henry)*, directeur des contributions indirectes à Uzès, département du Gard, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une machine destinée à élever les eaux d'un cours d'eau régulier ou irrégulier, par la force motrice seule de ce cours d'eau.

85° M. *Rinaldi (Julien-Thomas)*, facteur de pianos, demeurant à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 11, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un changement notable apporté aux pianos.

86° M. *Lebrun (Alexandre)*, opticien, demeurant à Paris, rue du Temple, n° 30, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau microscope appliqué à une lunette de campagne.

87° M. *Wickham (John-Johnson)*, bandagiste, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour des moyens et procédés propres à fabriquer de nouveaux bandages applicables aux deux sexes, et qu'il appelle *ceinturons abdominaux pubisiens*.

88° M. *Bastiné (Charles-Victor)*, horloger, demeurant à Paris chez M. *Chalot*, rue d'Enghien, n° 10, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau mécanisme qui diminue considérablement le

frottement et la force de traction ou rotation dans presque toutes les machines locomotives, sur mer et sur terre.

89° M. *Chabert (Claude-Évariste-Ferdinand)*, négociant, demeurant boulevard Cauchoise, n° 2, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour le moyen de produire, avec la tige du colza (chou champêtre), une matière propre à remplacer le chiffon dans la fabrication du papier.

90° M. *Corbin de Boissières*, maître de forges, demeurant à Cheminon, département de la Marne, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un appareil qu'il nomme *sonderie à double effet*.

91° MM. *Molerat et compagnie*, ébénistes, demeurant à Paris, rue Geoffroy-Langevin, n° 7, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de leurs deux demandes, 1° d'un brevet d'invention de cinq ans, pour de nouvelles boîtes et étuis à rasoirs; 2° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre.

92° M. *Richard (François-Louis)*, chimiste, demeurant à Paris, rue Beaubourg, n° 29, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la composition d'une eau métalliterge, propre à nettoyer instantanément, sans odeur désagréable, les bois, les pierres, et les objets en doublé d'or ou d'argent, en cuivre, or et argent, tels que les chandeliers, les feux de cheminées, garnitures de meubles, batteries de cuisine, poignées de sabre, etc.

93° MM. *Roger et compagnie*, demeurant à Paris, Palais-Royal, n° 27, auxquels il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau réveil.

94° M. *Thibert (Philippe-Louis)*, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 100, auquel il a été délivré, le 11 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour la fabrication du carton-pierre appliqué aux sciences naturelles et à l'anatomie humaine et comparée, envisagé sous le rapport pathologique et normal.

95° M. *Adorni (Félix)*, géomètre, demeurant à Paris, rue de la Barouillère, n° 6, faubourg Saint-Germain, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine uranographique et astronomique, dite *sphère Adorni*.

96° *Arrault (Henri)*, pharmacien, demeurant rue du Chemin-Neuf, n° 1, à Montmartre, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 7 septembre 1838, pour une substance alimentaire, qu'il nomme *pâte de lait ou lait solidifié*.

97° M. *Beners (Pierre-Louis-Joseph)*, fabricant, demeurant chez Mlle *Victoire Beners*, rue Neuve-Saint-Denis, n° 11, à Paris, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour de nouveaux procédés propres à la fabrication des cartons perméables et imperméables.

98° M. *Deharbes (Jean-Baptiste-Joseph)*, demeurant à Paris, rue Meslay, n° 9, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un procédé de fabrication de chapeaux imperméables à la transpiration, dits *chapeaux à*

*la nouvelle France*, et pouvant être appliqué sur toute chose qu'on veut garantir de la sueur et de l'humidité, tels que feutres, tissus, peaux pour chaussures, etc.

99° M. *Delacroix* ( *René-Auguste* ), demeurant à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, n° 35, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 mars 1838, conjointement avec M. *Detrimont*, pour un procédé relatif à la fabrication du pain.

100° M. *Duval* ( *Amédée* ), demeurant à Paris, chez M. *Bourghelle*, rue du Temple, n° 29, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau genre de boucles à bascule et brides à ressorts pour fixer aux pieds les doubles chaussures.

101° M. *Eudé* ( *Nicolas-François* ), fabricant, demeurant rue Saint-Gervais, n° 47, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un procédé au moyen duquel la chaîne se trouve parée en tissant.

102° M. *Fradel* ( *Louis-Laurent-Henri* ), marchand de dentelles, demeurant à Caen, département du Calvados, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau genre de dentelle avec points à jour, sur tulle de coton, imitant les points à jour des dentelles en fil et blondes en soie, faits au fuseau.

103° M. *Hallette* ( *Louis-Alexis-Joseph* ), ingénieur civil et mécanicien, demeurant à Arras, département du Pas-de-Calais, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour une nouvelle machine à vapeur à épuisement, à haute pression et à simple effet, destinée principalement à l'épuisement des mines.

104° M. *Levasseur* ( *Florentin-Dieudonné* ), menuisier, demeurant rue de Bordeaux, n° 10, au Havre, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un appareil qu'il nomme *volets à engrenage*, au moyen duquel on peut de chez soi fermer sa boutique, si grande qu'elle soit, dans l'espace de trois minutes, avec la force d'un enfant de huit à dix ans.

105° M. *Maublanc* ( *Gilbert* ), avocat, demeurant à Paris, rue Saint-Étienne, n° 11, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une machine propre à remplacer la vapeur ou autre force motrice, pouvant servir à toutes machines ou usines fixes, et à la locomotion terrestre, fluviale et même maritime.

106° M. *Thivaud* ( *Jean* ), médecin, demeurant à Montpellier, département de l'Hérault, auquel il a été délivré, le 22 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la composition et l'application d'un médicament dans les maladies secrètes.

107° MM. *Verneau* ( *Siagrè-Marc-Antoine* ), et *Monroy* ( *Charles-Alphonse* ), demeurant à Paris, le premier, rue Marsollier, n° 13, et le second, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, n° 28, auxquels il a été délivré, le



22 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un appareil propre à la fabrication du sucre.

108° M. *Barbeau (Louis)*, plâtrier, demeurant à Châtillon près Paris, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Preschez*, avoué au tribunal de première instance, rue de Rivoli, n° 10 bis, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un système complet relatif à l'industrie plâtrière, comprenant l'extraction, le moutage, la cuisson, la pulvérisation, la conversion de la houille en coke et du bois en charbon épuré, distillant la fumée de la houille en sel ammoniac et essence de goudron, et tirant du bois l'acide pyroligneux formant l'acétate de chaux, et aussi l'essence de goudron.

109° M. *Boche (Michel)*, fabricant d'articles de chasse, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 89, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un amorçoir de fusil à percussion.

110° M. *Buchanan (James)*, de Glasgow, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 18 mai 1838, pour un nouveau système de filature du lin, du chanvre et autres matières filamenteuses, principalement applicable à la production du fil de caret, pour la confection des câbles, cordages, etc.

111° M. *Buchanan (James-Catrine)*, de Glasgow, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour perfectionnements apportés à la construction des voitures marchant sur les routes ordinaires et sur les rails-routes.

112° M. *Delaforge (Étienne-Charles)*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un soufflet de forge avec réservoir alimenté par deux ventilateurs simultanément.

113° M. *Delaunay (André-Hippolyte)*, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 47, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour une nouvelle méthode de fabriquer le carbonate de soude.

114° M. *Galy-Cazalat (Antoine)*, ingénieur, demeurant à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 23, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 24 août 1838, pour de nouvelles machines locomotives applicables aux transports sur les routes et sur l'eau.

115° MM. *Goldenberg* et compagnie, fabricants de grosse quincaillerie à Zorndorff, représentés par M. *Christmann*, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de faux laminées à dos rapportés.

116° M. le baron d'Ingrande ( *Adrien-Lancelot* ), officier de cavalerie en disponibilité, demeurant petite rue Nationale, n° 1 bis, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil d'éclairage à cheval qu'il nomme *lanternes-fontes*.

117° M. Robertson ( *William-Augus* ), de Londres, représenté à Paris par M. Bloqué, demeurant place Dauphine, n° 12, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements apportés aux cabestans de navires et vaisseaux.

118° M. Vivien Guérin ( *Pierre* ), représenté à Paris par M. Truffaut, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des moyens et procédés mécaniques propres à rendre les étoffes imperméables à l'air et à l'eau.

119° M. Beisson ( *Joseph-Honoré* ), demeurant rue Dumarsais, n° 6, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un filtre à l'usage des raffineurs de sucre, qu'il nomme *filtre Beisson*.

120° M. Beringer ( *Beatus* ), arquebusier, représenté à Paris par M. Reynaud, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 31 décembre 1834, pour des perfectionnements apportés aux fusils se chargeant par la culasse.

121° M. Delaunay ( *André-Hippolyte* ), propriétaire, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 47, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour des perfectionnements apportés dans la construction de fours et fourneaux.

122° M. Delaunay ( *André-Hippolyte* ), demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 47, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un système de combustion économique, provenant de perfectionnements apportés à la construction des fourneaux et foyers en général.

123° MM. le marquis de Larochefajaquelein et Gache fils aîné, demeurant rue de Vertais, n° 53, à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, qu'ils ont pris, le 16 novembre 1836, pour une machine à vapeur devant marcher à une plus basse température que les machines ordinaires.

124° M. Fischer ( *Frédéric* ), tabletier, demeurant à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 15, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un instrument de musique qu'il nomme *piano-lyre*.

125° M. Gamelin fils ( *Pierre-Pascal* ), négociant, demeurant à Bolbec, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une machine propre à réduire en poudre les bois de teinture.



126° M. *Huet (Antoine-Jean-Louis)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 5, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, qu'il a pris, le 31 janvier précédent, pour un nouveau système de mouvement appliqué aux locomotives des chemins de fer.

127° MM. *Jolly (Jean-Baptiste-Charles)*, teinturier, et *Fournier (François)*, demeurant à Paris, le premier, rue Saint-Martin, n° 228, et le second, rue Thévenot, n° 9, auxquels il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, pris le 24 janvier 1837, par le sieur *Jolly*, qui s'est associé le sieur *Fournier*, pour un nouveau moyen de teindre, reteindre et apprêter, à l'instar du neuf, toutes les étoffes et particulièrement celles de soie, en réservant entièrement la lisière, et en en créant à celles qui n'en ont pas.

128° M. *Letestu (Jean-Marie)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, n° 18, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des lits à bascule.

129° MM. *Malka (Joseph)* et *Arbib (Samuel)*, demeurant rue Breteuil, n° 55, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auxquels il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des procédés d'imitation d'ambre et du corail.

130° M. *Radat (Antoine)*, manufacturier, demeurant à la Gare d'Ivry, n° 30, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour l'utilisation du calorique provenant de la fabrication du coke, et pour un perfectionnement dans l'extraction des acides pyroligneux.

131° M. *Roche (Marc-Antoine)*, directeur des mines de Courinon, à Castres, département du Tarn, auquel il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un procédé propre à économiser dans les fabriques de laine la moitié des huiles qui y sont ordinairement employées.

132° MM. *Roger et compagnie*, négociants, demeurant à Paris, Palais-Royal, n° 7, auxquels il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une lampe mécanique, qu'ils nomment *lampe à échappement sans volant*.

133° MM. *Salmon et compagnie*, manufacturiers, représentés par M. *Fournel*, notaire, demeurant place des Carmes, n° 11, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 3 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'ils ont pris, le 12 octobre 1838, pour des fourneaux et appareils propres à l'extraction de l'ammoniaque, du bitume et du gaz hydrogène par la fabrication du coke et du moyen d'utiliser pour l'industrie le calorique qui se dégage de cette fabrication.

134° MM. *Arrault et Solteau*, demeurant rue du Chemin-Neuf, n° 1, à Montmartre, banlieue de Paris, auxquels il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de leur demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans, qu'ils ont pris, le 19 février précédent, pour un bitume qu'ils nomment *bitume de fer mosaïque*.

135° M. *Badin (Jean-Théophile)*, peintre décorateur, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 14, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système d'annonces par la voie des planchettes employées à tenir les journaux dans les cafés.

136° MM. *Barillot (Jean-Marie)* et *Savet (Benoît)*, fabricants de velours, place Neuve-Saint-Jean, n° 1, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour de nouveaux procédés, à l'aide desquels les velours sont exempts du défaut connu sous le nom des *aiguillages*.

137° M. *Behrend (Frédéric-Jacques)*, docteur en médecine, à Berlin, faisant élection de domicile à Paris, chez MM. *Brochhaus* et *Avénarius*, libraires, demeurant rue de Richelieu, n° 60, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une pierre artificielle destinée à remplacer les pierres lithographiques.

138° M. *Boucher (Pierre-Louis)*, blanchisseur à Ruelle, représenté à Paris par M. *Raynaud*, demeurant rue Bleue, n° 18, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau procédé applicable au blanchissage du linge au moyen d'un appareil dit *foulon coulant*.

139° M. *Bryan Doukin* et compagnie, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un appareil propre à être appliqué aux machines à fabriquer le papier, dans lequel la toile mécanique est tournante sans fin.

140° M. *Clostre (François)*, demeurant à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 23, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un métier propre à tisser les tresses de laine, de coton ou de soie, pour faire des chaussons unis ou de diverses couleurs, et pour une nouvelle manière de tisser ces tresses et ces chaussons.

141° M. *Cornu (Eugène-Alfred)*, demeurant quai des Casernes, n° 16, au Havre, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 mars 1838, pour un mécanisme propre à augmenter la force des machines à vapeur, et de tout autre moteur agissant sur terre et sur mer.

142° M. *Craven (James)*, mécanicien, demeurant à Saint-Quentin, département de l'Aisne, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un *excitateur thermique*, à vapeur, produisant une augmentation d'intensité de la flamme dans les fourneaux, avec économie de combustible et combustion d'une partie de la fumée.

143° M. *de Gabriel (Jean-Marie-Joseph)*, fabricant de tulle, rue Casati, n° 9, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour de

nouveaux moyens de perfectionnements ajoutés aux métiers des tulles, à l'aide desquels il imite les dentelles-blondes.

144° M. *François-Feuillet (Louis-Édouard)*, fabricant de clous à la mécanique, demeurant à Mézières, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un procédé propre à la fabrication des becquets et des pointes à bottes.

145° M. *Haumont (Nicolas)*, menuisier, demeurant à Paris, rue de Bourgogne, n° 14, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des parquets d'un nouveau système, dits *parquets mobiles*.

146° M. *Kuhlmann (Frédéric)*, professeur de chimie, de Lille, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Pelouze*, demeurant à l'hôtel des Monnaies, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 décembre précédent, pour un procédé nouveau de fabrication de l'acide sulfurique, acide sec, acide fumant et acide ordinaire.

147° MM. *Jules Maréchal* et compagnie, directeurs gérants de la compagnie Française du filtrage, demeurant à Paris, rue de la Planche, n° 20 bis, auxquels il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de leur demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'ils ont pris, le 20 octobre précédent, pour un moyen supplémentaire de maintenir, dans l'intérieur du filtre, les matières filtrantes.

148° M. *Painparé (François)*, représenté par M. *Truffaut*, demeurant à Paris, rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des procédés propres à fabriquer du vin de sucre.

149° MM. *Eugène Pavy* et compagnie, demeurant à Paris, rue Neuve-Vivienne, n° 41, auxquels il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 novembre 1833, pour de nouveaux tissus.

150° M. *Piot (Félix-Jean-Baptiste)*, avocat, demeurant Paris, rue de Choiseul, n° 1, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un cinquième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 25 octobre 1833, pour des procédés à l'usage des chemins de fer à une seule ornière, soit pour la confection des rails et points d'appui, soit pour l'établissement de voitures simples courant à une seule ornière.

151° M. *de Rathen (Antony-Bernhard)*, demeurant rue du Chemin-des-Dames, à Montmartre, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour, 1° un nouveau système de locomotive; 2° la fabrication d'un nouvel article de commerce essentiel pour l'application de ce système.

152° M. *Rosiez (Louis)*, orfèvre, demeurant à Montauban, département de Tarn-et-Garonne, auquel il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une lampe mécanique.

153° MM. *Vergnaud, Jobert et Guinaud*, faisant élection de domicile



rue Casati, n° 8, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 7 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour de nouveaux procédés de lisage et de repiquage des dessins adaptés aux métiers à la Jacquart.

154° MM. *Barbier et Daubrée*, demeurant à Clermont-Ferrand, département du Puy-de-Dôme, auxquels il a été délivré, le 12 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 octobre précédent, pour de nouveaux moyens de travailler et d'appliquer le caoutchouc.

155° M. *Bartleet (William)*, fabricant d'aiguilles, à Redditch, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 12 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour perfectionnement dans la fabrication des aiguilles et dans les machines ou appareils employés dans cette industrie.

156° MM. *Clerc (Joseph) et Archbald (William-Augustin)*, raffineurs de sucre, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Pochon*, rue du Helder, à la compagnie du Soleil, auxquels il a été délivré, le 12 juin dernier, le certificat de leur demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 15 juillet 1836, pour un nouveau moyen de fabrication du sucre ou du raffinage, soit que le sucre soit extrait de la canne, de la betterave ou de toute autre matière.

157° M. *Oberg (Johann-Éric)*, fabricant de draps à Stockholm, représenté à Paris par M. *Blum*, secrétaire particulier du ministre de Suède, demeurant rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 22, auquel il a été délivré, le 12 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans, pour une mécanique propre à la fabrication des draps et autres étoffes de laine.

158° M. *Truffaut (Louis-Henri-Joseph)*, demeurant à Paris, rue Faurt, n° 8, auquel il a été délivré, le 12 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour un mode de culture et de fertilisation des terres.

159° M. *Chesneaux (Aimé-François)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue de Navarin, n° 17, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements applicables aux wagons circulant sur les chemins de fer et dans toutes les courbes.

160° M. *Guebhard fils (Pierre-François)*, banquier, représenté à Paris par M. *Reynaud*, rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un procédé propre à extraire et recueillir des barriques, fûts et tonnes vides, les esprits, huiles et autres liquides ou matières quelconques, dont elles restent ordinairement imprégnées, servant aussi à les nettoyer et à les priver de l'odeur ou de la couleur que ces matières déposent dans les pores du bois.

161° M. *Mesnard (Édouard)*, demeurant à Paris, rue de Bréda, n° 32, chaussée d'Antin, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'inven-

tion de cinq ans qu'il a pris, le 6 avril précédent, pour un nouveau système d'annonce et de publicité.

162° M. *Perrot (Louis-Jérôme)*, ingénieur civil, demeurant rue Saint-Patrice, n° 1, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un huitième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 11 septembre 1835, pour des machines propres à imprimer les tissus et le papier.

163° M. *Sanderson (James)*, de *Sheffield*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des perfectionnements apportés aux procédés employés pour réduire les minerais de fer.

164° M. *Barker (Charles-Spakman)*, fabricant d'orgues, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour des perfectionnements apportés dans la construction des orgues d'église.

165° M. *Blondin (Fulgence-Hippolyte)*, limonadier, demeurant rue des Cobeus, n° 4, à Saint-Quentin, département de l'Aisne, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour, 1° une couchette à traversins élastiques; 2° un sommier traversin élastique, et un autre sommier perfectionné.

166° M. *Boquillon (Nicolas)*, bibliothécaire du Conservatoire royal des arts et métiers, demeurant rue Saint-Martin, n° 208, à Paris, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un système d'appareils et de procédés destinés à régulariser l'écoulement des liquides et du gaz à toutes les pressions, pour divers moyens destinés à prévenir les dangers résultant de la compression des fluides élastiques dans les récipients, ainsi que pour divers procédés relatifs à leur compression, procédés et appareils applicables à plusieurs industries, et spécialement à l'éclairage par le gaz portatif comprimé et non comprimé.

167° M. *de Cazenove (Charles-Claude)*, négociant à Épernay, représenté à Paris par M. *Wilhelm*, chimiste, demeurant rue du Faubourg-Saint Martin, n° 264, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour la fabrication du vernis copal, dissous par l'alcool absolu pur.

168° M. *Espie (Pierre-Jules)*, pharmacien, demeurant rue Foudan-dège, n° 55, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un médicament qu'il nomme *cigarille pectorale*, propre aux affections nerveuses des voies aériennes.

169° M. *Gemelle (François)*, lampiste, de Bourges, faisant élection de domicile à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 22, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une lampe à pression croissante.

170° MM. *Guibout (Auguste)*, *Saint-Germain (Marie)* et *Christòfle (Charles)*, négociants, représentés à Paris par M. *Reynaud*, demeurant



rue du Temple, n° 119, auxquels il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans pris le 27 janvier 1838, par MM. *Guibout, Saint-Germain et de Méritens*, ce dernier ayant cédé ses droits à M. *Christofle*, pour l'application du travail d'orfèvrerie, bijouterie, à la fabrication des épaulettes, aiguillettes et autres objets dits de *passenterie*.

171° M. *Haley (Joseph)*, de Manchester, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 *ter*, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai précédent, pour des perfectionnements dans les appareils employés pour encoller les fils de chaîne.

172° M. *Lenoir (Ambroise-Joseph)*, carrossier, demeurant à Beauvais, département de l'Oise, auquel il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle presse portative propre à faire du cidre et du vin, et qu'il nomme *presse Lenoir*.

173° M. *Gaudin (Augustin-Marc-Antoine)*, demeurant à Paris, rue Neuve-de-Bréda, n° 11, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau système d'éclairage.

174° MM. *Goldemberg* et compagnie, fabricants de grosse quincaillerie, demeurant à Zornhoff, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau procédé de fabrication de toutes sortes d'outils de menuisier, tels que rabots, ciseaux, fers de colombe, etc.

175° MM. *Joumar (Charles-Jules)* et *Joumar (Jean-Baptiste)*, demeurant à Paris, rue de la Sonnerie, n° 7, auxquels il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une bouilloire propre à empêcher l'effusion résultant de l'expansion des fluides en ébullition spécialement applicable à la cuisson du lait.

176° M. *Vigoureux (Simon)*, carrossier, demeurant à Paris, rue Grange-Batelière, n° 18, auquel il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau cric à vis.

177° M. *Vigoureux (Simon)*, carrossier, demeurant à Paris, rue Grange-Batelière, n° 18, auquel il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau tirage de voitures.

178° MM. *Tassin (Jean-Baptiste-Casimir)* et *Tassin son fils (Maurice)*, tous deux ferblantiers, demeurant à Paris, rue Phelippeaux, n° 32, auxquels il a été délivré, le 22 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle disposition de garde-feux en toiles métalliques, sans charnières ni tringles, s'appliquant très-avantageusement aux paravents dans l'intérieur des appartements.

179° M. *Fayet jeune*, fondeur-mécanicien, demeurant à Roanne, département de la Loire, auquel il a été délivré, le 20 juin dernier, le cer-

tficat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une machine hydrolocomotive, dont le principe aspirant, produit par le vide formé par la vapeur, n'avait pas reçu jusqu'à ce jour le développement que cette puissance méritait.

180° MM. *Alcan (Michel)*, ingénieur civil d'Elbeuf, et *Péligat (Eugène)*, répétiteur de chimie à l'École polytechnique, demeurant à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 12, auxquels il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau procédé de graissage et de dégraissage des laines et étoffes de laines, teintes ou non teintes.

181° M. *Baillie (Benjamin)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, de perfectionnement et d'importation de dix ans, pour un ventilateur perfectionné, qu'il nomme *ventilateur perfectionné de Baillie*.

182° M. *Bellenger-Picard (Guillaume-Florentin)*, mécanicien, demeurant commune de Caudebec-lès-Elbeuf, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système de verrou destiné à fermer toutes espèces de portes et fenêtres.

183° M. *Carljer (Édouard-Jean-Baptiste-Joseph)*, marchand de vins, demeurant à Paris, rue des Marais-du-Temple, n° 40, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour des moyens mécaniques propres à fabriquer les douves et fonds de tonneaux et autres objets de tonnellerie.

184° M. *Catez (Charles-François-Joseph)*, manufacturier, demeurant à Arras, département du Pas-de-Calais, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une lampe dite à niveau constant.

185° MM. *Ferguson et Bornèque*, fabricants, demeurant à Bavillers, département du Haut-Rhin, auxquels il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau procédé propre à l'application de tambours au tissage mécanique, à l'effet d'augmenter le nombre des marches en usage jusqu'à ce jour, et obtenir par là des tissus façonnés.

186° M. *Fisher (James)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements ajoutés aux métiers à faire la dentelle brochée à points d'esprit, dite *bobbin-net*.

187° M. le baron d'*Huart de Nothomb (Henri-Joseph)*, manufacturier, demeurant à Longwy, département de la Moselle, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un four à cuire la faïence.

188° M. *Irroy (Stanislas)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Saint-Mandé, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 janvier précédent, pour un calorifère.

189° MM. *Salmon et compagnie*, chimistes, manufacturiers, demeurant

chez M. *Fournel*, notaire, place des Carmes, n° 11, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de leur demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 12 octobre 1838, pour des fourneaux et appareils propres à l'extraction de l'ammoniaque du bitume et du gaz hydrogène par la fabrication du coke, et du moyen d'utiliser pour l'industrie le calorique qui se dégage de cette fabrication.

190<sup>o</sup> M. *Gemelle (François)*, lampiste, de Bourges, pour lequel domicile est élu à Paris, chez M. *Chertier*, tenant l'hôtel des Empereurs, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 22, auquel il a été délivré, le 26 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 20 du même mois, pour une lampe à pression croissante.

191<sup>o</sup> MM. *Callon (Georges-Antoine)*, entrepreneur de bâtiments, et *Pauwels (Louis-Antoine)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, le premier rue Grange-aux-Belles, n° 7 bis, et le second, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 109, auxquels il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour, 1<sup>o</sup> le mode de transport des matières fécales solides et liquides hors des villes où il existe un cours d'eau; 2<sup>o</sup> les dispositions des appareils de transport à ce destinés; 3<sup>o</sup> les dispositions de l'établissement destiné à recevoir lesdites matières et à les convertir en engrais.

192<sup>o</sup> M. *Colin (Pierre-Jacques-Gabriel)*, ingénieur civil, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai précédent, pour des perfectionnements apportés aux formes à sucre.

193<sup>o</sup> M. *Dailly (Louis)*, serrurier, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 86, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un système de serrure perfectionné et simplifié.

194<sup>o</sup> M. *Jacquot (Jacques-Antoine)*, employé à la préfecture de la Seine, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n° 330, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau jeu fondé sur des combinaisons géométriques, et qu'il nomme *jeu des cycloïdes*.

195<sup>o</sup> M. *de Lacoux (François-René)*, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Paris, rue de la Pépinière, n° 20, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 8 mai 1838, pour un nouveau genre de voitures inversables et à nouvel essieu.

196<sup>o</sup> M. *Leroy (Jean-Jacques-Joseph)*, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 164, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système de voiture et de charrue.

197<sup>o</sup> M. *Mangal (Pierre-Marie)*, lampiste-mécanicien, demeurant à Paris, rue de Ponthieu, n° 16, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le



certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une nouvelle lampe.

198° MM. *Muller (Michel)*, mécanicien, et *Coch (Pierre)*, serrurier, demeurant, le premier à Colmen, et le second à Nidaltroff, département de la Moselle, auxquels il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau moyen de profiter de l'action du vent s'orientant et se réglant spontanément.

199° M. *Tachouzin (Jean-Euphrosine)*, ancien capitaine de génie, demeurant à Paris, rue Sainte-Appolline, n° 20, auquel il a été délivré, le 29 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un appareil ou machine distillatoire appliqué particulièrement à la purification et à la distillation des matières résineuses, pour la fabrication de l'essence de térébenthine.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelées ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet.

1° La cession faite, le 2 mars dernier, à M. *Lefebvre*, demeurant à Paris, rue Neuve-du-Luxembourg, n° 18, par M. *de Rathen*, du cinquième de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a demandé le 9 février précédent, et qui lui a été délivré le 7 juin suivant, pour, 1° un nouveau système de locomotion, 2° la fabrication d'un nouvel article de commerce essentiel pour l'application de ce système.

2° La cession faite, le 15 mars dernier, à MM. *Hesty et Douillet*, demeurant à Paris, le premier, rue de l'Échiquier, n° 5, et le second, rue du Sentier, n° 10, par M. *Perpigna*, de ses droits dans les départements de la Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, qui lui a été délivré le 28 octobre 1837, ainsi qu'aux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre délivrés postérieurement, pour un nouvel appareil de fermeture permanente à soupape et à piston, facilitant l'introduction des liquides gazeux dans les vases destinés à les recevoir, les y retenant dans le même état de pression intérieure, et les laissant échapper à volonté, soit en totalité, soit en partie; ladite cession n'ayant pour objet que ce qui a rapport à la partie desdits brevets relative aux vases siphonides, et ne devant s'étendre en aucune manière aux autres portions.

3° La dissolution faite, le 20 mars dernier, de la société en participation formée entre les sieurs *Lemaistre, Chauvin et Boudet*, à l'effet d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans, délivré, le 5 décembre 1838, à MM. *Domingue et Boudet*, dont cette société est cessionnaire, pour un procédé chimique propre à la préparation de toutes espèces de peaux d'animaux destinées au tannage et à la mégisserie. Par suite de cette dissolution, M. *Boudet* se réserve l'exercice du privilège dans vingt départements, M. *Lemaistre* dans trente, et M. *Chauvin* dans trente-trois. Les trois autres départements ayant été réservés à M. *Domingue*, lorsqu'il s'est retiré de la société.

4° La cession faite, les 5 avril et 24 mai derniers, à M. *Heuzé*, négociant, demeurant rue de la Chaîne, n° 23, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, par M. *Jacob*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze

ans, qui lui a été délivré, le 8 août 1838, pour un procédé propre à transformer la fécule en dextrine blanche et pulvérisante.

59 La cession faite, les 5 avril et 10 mai derniers, à M. *Lamy* père, demeurant à Pont-sur-Yonne, département de l'Yonne, par M. *Jollat*, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, qui lui a été délivré, le 18 janvier précédent, pour une presse à double effet et à piston, à la charge par le cessionnaire de n'exercer ses droits que dans l'arrondissement de Sens (Yonne), et seulement en ce qui concerne l'application de ladite presse à la fabrication de carreaux de terre, briques, etc.

60 La cession faite, le 18 avril dernier, à MM. *de Lacresnaude et Waelterlot*, négociants, demeurant à Dunkerque, département du Nord, par le sieur *Capouillet*, de ses droits, dans l'arrondissement de Dunkerque, au brevet d'importation de cinq ans, délivré, le 3 février 1838, à M. *Pascal*, dont il est cessionnaire, pour des procédés de fabrication de briques à la mécanique.

70 La cession faite, les 16 avril et 20 mai derniers, à M. *Jouffray* cadet, mécanicien, demeurant à Vienne, département de l'Isère, par M. *Revillon*, de ses droits dans les arrondissements de Lyon, de Vienne, de Valence et de Die, au brevet d'invention de dix ans, qui lui a été délivré, le 9 octobre 1835, pour un pressoir cylindrique à chantepleurs propre à la pression de tous les liquides.

80 La cession faite, le 19 avril dernier, à M. *Guérin*, banquier, demeurant rue des Iroquois, n° 24, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, par M. *Julienne*, de ses droits, à titre de nantissement, au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, qui lui a été délivré, le 22 décembre 1838, pour la fabrication, par mécanique à demeure ou portative, des briques, avec ou sans scellement apparent, carreaux et tuiles de toutes formes, grandeurs, et dessins, et pour leur cuisson par le bois, le charbon de terre ou tout autre combustible. Ladite cession consentie seulement en ce qui concerne la confection des machines, les droits du cédant lui étant réservés par la fabrication des briques.

90 La cession faite, le 19 avril dernier, à M. *Leconte*, pharmacien, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, n° 22, par M. *Mialhe*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans, qui lui a été délivré, le 5 août 1837, pour un procédé propre à rendre les vins mousseux par l'emploi de l'acide carbonique.

100 La cession faite, le 25 avril dernier, à MM. *Gosse de Billy* et compagnie, demeurant à Paris, rue Chauveau-Lagarde, n° 5, par M. *Grimpé*, de ses droits, mais seulement à Paris et dans un rayon de douze myriamètres de cette ville ( trente lieues ), au brevet d'invention de quinze ans, et trois brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, qui lui ont été délivrés ensemble, le 31 juillet 1838, pour des procédés mécaniques propres à reproduire ou réduire toutes les formes des bois de fusils, et celles des ronds de bosse ou des bas-reliefs artistiques, et tout autre objet d'une matière quelconque, principalement le bois, le verre, le cristal, le marbre, le stuc et le plâtre. Ladite cession consentie seulement, pour l'application desdits procédés aux fabrications suivantes : menuiserie, ébénisterie et arçonnerie, charpente, chaiserie, charonnage, fabrication de nécessaires et sculptures, sauf les diverses réserves faites par M. *Grimpé* et exprimées dans les actes passés à cet effet.



11° La cession faite, le 26 avril dernier, à M. *Gautier-Dumont*, fabricant de bonneterie, demeurant à Falaise, département du Calvados, par M. *Gautier-Lemare*, de ses droits au brevet de perfectionnement de dix ans, qui lui a été délivré, le 15 juin 1838, collectivement avec M. *Boulay*, pour un perfectionnement apporté au métier dit *tricoteur français*, qui permet de faire deux mailles à la fois, ladite cession faite du consentement de M. *Boulay*, l'un des titulaires.

12° La cession faite, le 3 mai dernier, à M. *Paul*, commerçant, demeurant rue Saint-Éloi, n° 26, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, par M. *Chabert*, de ses droits au brevet d'invention de dix ans, demandé le 4 septembre 1838, par M. *Bugnot*, et délivré, le 11 mai de l'année suivante, à M. *Chabert*, qui en est cessionnaire, pour le moyen de produire, avec la tige du colza (chou champêtre), une matière propre à remplacer le chiffon dans la fabrication du papier.

13° La cession faite, les 14 janvier et 6 mai derniers, 1° à M. *Julliany*, négociant, demeurant à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 18; 2° à M. *Taxy*, demeurant à Marseille, rue deuxième Calade, n° 22; 3° à M. *Moinier-Legoux*, à Paris, rue de Chabrol, n° 42; 4° à M. *Porret* à Paris, rue du Temple, n° 101; 5° à M. *Serpolet de Sainte-Anne*, à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 57, par M<sup>lle</sup> *Aparici* et M. *Hontang*, de la moitié de leurs droits au brevet d'invention de dix ans, délivré, le 19 avril 1836, à M. *Saulière*, dont ils sont cessionnaires, pour une machine propre à fabriquer les clous.

14° La cession faite, le 10 mai dernier, à M. le vicomte de *Forestier*, demeurant à Paris, rue Neuve-du-Luxembourg, n° 3, par M. *Jouhaut*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans, qui lui a été délivré, le 27 août 1836, pour un système d'affichage non mobile de jour et de nuit.

15° La société formée le 15 mai dernier, entre M. *Parry*, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 22, et M. *Letestu*, sous la raison sociale de *Letestu et compagnie*, à l'effet d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans, délivré à ce dernier, le 20 septembre 1837, pour une nouvelle serrure de sûreté à pêne à bascule, ainsi que les brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, qui lui ont été délivrés le 30 novembre suivant et le 29 novembre 1838.

16° La cession faite, le 21 mai dernier, à M. *Robert*, marchand papetier, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 138, par M. *Gohier des Fontaines*, *Saulnier de Beaupine* et *Eugène de Bréza*, de leurs droits au brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans, délivré, le 15 novembre 1837, à M. *Dowsset*, dont ils sont cessionnaires, pour une nouvelle méthode de brocher et de relier les livres, applicable aux diverses branches de la reliure et à la fabrication de toute espèce de cartons et de papiers, ladite cession consentie seulement en ce qui concerne l'application de la méthode à la confection de registres dits *araphiques*.

17° La cession faite, le 23 mai dernier, à M. *Baucher de Montuel*, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 88, par M. *Thonnellier*, de ses droits au brevet d'importation de quinze ans, qui lui a été délivré, le 30 juin 1834, pour une nouvelle machine dite *presse à levier et à mouvement rotatif*, pouvant s'adapter à toute espèce de moteurs, et propre à remplacer les balanciers actuels.

18° La cession faite, le 23 mai dernier, à M. *Parry*, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 24, par M. *Letestu*, de tous ses droits au brevet d'in-

vention de cinq ans, ainsi qu'à trois brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, qui lui ont été délivrés ensemble, le 29 novembre 1838, pour une nouvelle pompe dite *pompe Letestu*.

19<sup>o</sup> La cession faite, le 23 mai dernier, à *M. Parry*, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n<sup>o</sup> 24, par *M. Letestu*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans, qui lui a été délivré, le 22 janvier précédent, pour une pompe universelle sans clapets ni pistons.

20<sup>o</sup> La cession faite, les 25 mai et 5 juin dernier, à *M. Josselin*, chaudronnier-poëlier, demeurant à Laon, département de l'Aisne, par *M. Hutinot*, de ses droits, dans les cantons d'Aubenton, Hirson, Guise, Lenouvien, Sains, Vervins et Vassigny, arrondissement de Vervins, au brevet d'invention de dix ans, qui lui a été délivré, le 12 juillet 1837, pour une spirante à puits.

21<sup>o</sup> La cession faite, le 24 mai dernier, à *M. Saunders Cave*, représenté à Paris par *M. Truffaut*, demeurant rue Favart, n<sup>o</sup> 8, par *M. Benson Crompton*, de ses droits au brevet d'importation de dix ans, qui lui a été délivré, le 5 septembre 1838, pour un nouveau procédé de fabrication du blanc de plomb (carbonate de plomb).

22<sup>o</sup> La cession faite, les 19 novembre 1838 et 29 mai derniers, à *M. Espinasse*, docteur en médecine, à Toulouse, département de la Haute-Garonne, par les héritiers de *Terrasson de Fougères*, de leurs droits, dans l'arrondissement de Toulouse, au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, délivré, le 31 décembre 1831, et prorogé jusqu'au 31 décembre 1840, au profit de feu *Terrasson de Fougères*, pour la fabrication des tuiles, briques et carreaux, par des moyens mécaniques.

23<sup>o</sup> La cession faite, le 30 mai dernier, à *M. Stroof*, négociant à Cologne, représenté à Paris par *M. Husson*, sous-chef à la préfecture du département de la Seine, demeurant rue du Bac, n<sup>o</sup> 86, par *M. Lambry*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans, qui lui a été délivré, le 16 février 1838, pour une machine propre à la fabrication des tuyaux de plomb.

24<sup>o</sup> La rétrocession faite, le 31 mai dernier, à *M. Boivin*, mécanicien, demeurant à Saint-Étienne, par le sieur *Vigat-Chauvet*, des droits qu'il avait acquis au brevet de perfectionnement de dix ans, délivré, le 13 novembre 1815, à *M. Boivin*, pour un mouvement mécanique applicable au battant brocheur à plusieurs navettes. Ladite rétrocession ayant son effet seulement pour les battants-brocheurs à plusieurs navettes pouvant être adaptés à des métiers à la barre, *M. Vigat-Chauvet* se réservant la propriété exclusive de tous autres battants ou de tous autres droits non rétrocedés.

25<sup>o</sup> La cession faite, le 10 juin dernier, à *M. Oswald-Hefly*, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, n<sup>o</sup> 5, par *M. Perpigna*, de ses droits, dans le département du Rhône, au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, qui lui a été délivré, le 28 octobre 1837, ainsi qu'aux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, délivrés postérieurement, pour un nouvel appareil de fermeture permanente à soupape et à piston, facilitant l'introduction des liquides gazeux dans les vases destinés à les recevoir, les y retenant dans le même état de pression intérieure, et les faisant échapper à volonté, soit en totalité, soit en partie; ladite cession n'ayant pour objet

que ce qui a rapport à la partie desdits brevets relative aux vases siphoides, et ne devant s'étendre en aucune manière aux autres portions.

26° La cession faite, le 10 juin dernier, à MM. *Laborde* et *Demiches*, négociants à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 4, par M. *Friedlein*, de partie de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, délivré, le 30 novembre 1836, à MM. *Arowsmith* et *Foster*, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements dans les machines et les procédés employés à peigner la laine. Ladite cession consentie dans le but de créer une société en noms collectifs à l'égard de MM. *Laborde* et *Demiches* et en commandite à l'égard du cédant.

3. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 8323. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du premier Collège électoral des Basses-Pyrénées.*

Au palais des Tuileries, le 7 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 2 de ce mois, qui a nommé premier président de la cour royale de Riom M. *Lavielle*, député des Basses-Pyrénées,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral d'arrondissement des Basses-Pyrénées est convoqué à Pau pour le 7 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de

l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8324. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire pour Secours aux Étrangers réfugiés en France.*

Au palais des Tuileries, le 9 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 13 de celle du 23 mai 1834;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de cent cinquante mille francs, pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui se rattachent au chapitre spécial ci-après :

CHAP. XXV. — *Secours aux étrangers réfugiés en France*, cent cinquante mille francs, pour complément de distribution de subsides, nécessité par l'entrée en France de réfugiés venant du nord de l'Espagne.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le



concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8325. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du premier Collège électoral de la Creuse.*

Au palais des Tuileries, le 9 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831;

Vu l'acte de nomination de M. *Leyraud*, député de la Creuse, aux fonctions de directeur des affaires civiles au ministère de la justice, en date du 2 de ce mois,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral d'arrondissement de la Creuse est convoqué à Guéret pour le 4 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8326. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du cinquième Collège électoral de la Seine.*

Au palais des Tuileries, le 9 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;



Vu la loi du 19 avril 1831 ;  
Attendu le décès de M. *Salverte*, député du département de la Seine,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le cinquième collège électoral d'arrondissement de la Seine est convoqué à Paris pour le 4 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL

---

N° 8327. — *ORDONNANCE DU ROI concernant l'enseignement du Dessin à l'École polytechnique.*

Au palais des Tuileries, le 10 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre ordonnance du 30 octobre 1832 (1) ;  
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Deux professeurs dirigeront l'enseignement du dessin de la figure et du paysage à l'école polytechnique.

Ils seront secondés par quatre maîtres de dessin.

Le maître du dessin topographique sera, en outre, chargé d'une classe spéciale de paysage lavé pour les élèves de seconde année.

2. Les professeurs et maîtres de dessin seront nommés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, savoir :

Les professeurs, sur la présentation du conseil d'instruction de l'école et sur celle de l'académie des beaux-arts ;

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 193, n° 4517.

Les maîtres, sur la proposition du conseil d'instruction, et pour une année seulement.

3. Les professeurs de dessin feront, à tour de rôle, partie du conseil d'instruction pendant une année.

4. Le traitement annuel des professeurs de dessin est fixé à deux mille francs.

Celui des maîtres de dessin à douze cents francs.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

---

N° 8328. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du deuxième Collège électoral de la Meuse.*

Au palais des Tuileries, le 11 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 7 de ce mois, qui a élevé à la dignité de pair de France M. *Étienne*, député de la Meuse,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le deuxième collège électoral d'arrondissement du département de la Meuse est convoqué à Commercy pour le 7 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8329. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que la dame *Arnaud (Iphigénie-Sophie)*, née à Toulon le 23 juin 1818, épouse de M. *Brot (Louis-Jean-Baptiste)*, est autorisée à ajouter à son nom patronymique celui de *Masson*, et à s'appeler à l'avenir *Arnaud-Masson* ;

2° Que l'impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état ( 8 Septembre 1839. )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 18 \* Novembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 18 Novembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 92.

---

N° 8330. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Percepteurs des Contributions directes.*

Au palais des Tuileries, le 31 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les perceptions des contributions directes sont divisées en quatre classes :

La 1<sup>re</sup> classe comprend les perceptions d'un produit au-dessus de 3,600<sup>f</sup>  
La 2<sup>e</sup> classe..... de 2,500<sup>f</sup> à 3,600  
La 3<sup>e</sup> classe..... de 1,500 à 2,500  
La 4<sup>e</sup> classe..... au-dessous de 1,500

Pour les perceptions où la recette des communes et des établissements de bienfaisance est réunie de droit à celle des contributions directes, la classe sera déterminée à raison du produit total des émoluments résultant de ces différents services.

2. Il sera créé dans chaque département, celui de la Seine excepté, des percepteurs surnuméraires. Leur nombre ne pourra excéder celui de cinq cents; ils seront répartis entre les départements, dans la proportion déterminée par notre ministre des finances.

3. Nul ne pourra être nommé percepteur surnuméraire, s'il a moins de vingt et un ans ou plus de trente ans.

4. Les percepteurs surnuméraires seront placés sous les ordres du receveur général du département dans lequel ils auront été nommés; ils seront employés, sous la direction

des receveurs d'arrondissement, aux travaux relatifs aux services confiés aux percepteurs titulaires.

Les percepteurs surnuméraires pourront aussi être appelés, sous la responsabilité des receveurs des finances, aux fonctions d'agents spéciaux et de gérants intérimaires.

5. Nul ne sera nommé percepteur s'il n'a exercé pendant deux ans comme percepteur surnuméraire, ou s'il ne remplit les conditions prescrites par l'article 8 de la présente ordonnance.

Les percepteurs surnuméraires ne sont admissibles qu'aux perceptions de quatrième classe.

6. Aucun percepteur ne pourra obtenir une perception d'une classe supérieure, s'il ne compte trois années d'exercice au moins dans la classe immédiatement inférieure.

S'il survenait des changements dans le produit d'une perception, le titulaire ne serait pas déclassé, et les droits à l'avancement qu'il devrait au classement de la perception à l'époque de sa nomination n'en seraient pas affectés.

7. Les percepteurs seront nommés par notre ministre de finances.

Les percepteurs surnuméraires et les percepteurs de quatrième classe le seront sur la proposition des préfets.

A cet effet, le préfet du département où la vacance aura lieu transmettra au ministre, pour qu'il ait à faire son choix, une liste portant les noms de trois candidats, et contenant, outre ses propres observations, celles du receveur général sur l'aptitude et les titres de chacun des candidats.

Dans le cas où aucun des percepteurs surnuméraires du département ne remplirait les conditions requises pour être proposé par le préfet, notre ministre des finances pourvoirait directement à la vacance, en y appelant un percepteur surnuméraire choisi dans un autre département.

8. Sont dispensés des conditions de surnumérariat ci-dessus prescrites, et admissibles aux perceptions de diverses classes : 1° les individus qui justifieraient de sept ans ou moins de services administratifs ou militaires, ou que de



blesures reçues dans un service commandé auraient mis hors d'état de continuer leur carrière; 2° les employés des administrations publiques dont les fonctions auraient cessé ou cesseraient par suite de suppression d'emploi.

Toutefois, ces admissions ne pourront excéder la proportion du tiers des vacances dans les diverses classes.

9. Les dispositions de l'article 5, relatives à la durée du temps de service exigé des percepteurs surnuméraires, n'auront leur effet qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1842.

10. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui recevra son application à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1840.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

N° 8331. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

Au palais des Tuileries, le 6 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances sur les exercices périmés de 1833 et 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts, à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de seize mille francs est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finan-

ces, sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances.

Signé H. PASSY.

Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1833 et 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont pas passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT des créances		MOTIFS
Services.	Parties prenantes.	par services.	par exercices	pour lesquels les créances ne sont pas passibles de la déchéance.
EXERCICE 1833.				
Arrérages de rentes 5 p. %.	Créanciers inscrits au trésor sur les livres de la dette publique.	1,500 <sup>f</sup>	1,500 <sup>f</sup>	La réclamation de ces arrérages a été faite à temps utile.
EXERCICE 1834.				
Arrérages de rentes 5 p. %.	Créanciers inscrits au trésor sur les livres de la dette publique.	12,000	..... 14,500	Idem.
Arrérages de rentes 3 p. %.	Idem.....	2,500	.....	Idem pour les arrérages échus le 22 juin 1834, et plus les arrérages échus le 22 décembre 1834 et non point encore atteints par la prescription. (Article 2167 du Code civil.)
		TOTAL.	16,000	

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances.

Signé H. PASSY.

**N° 8332. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise une émission supplémentaire de Bons royaux pour le service de 1839.**

Au palais des Tuileries, le 11 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'article 15 de la loi du 14 juillet 1838 qui, en autorisant le ministre des finances à créer des bons royaux pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque en 1839, a réglé,

D'une part, que les bons en circulation ne pourraient excéder cent cinquante millions :

De l'autre, que, dans le cas où cette somme serait insuffisante, il y serait pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devrait être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seraient insérées au Bulletin des lois et soumises à la sanction législative, à l'ouverture de la plus prochaine session des Chambres ;

Vu la loi du 10 juin 1833 portant, article 4 : « Le fonds d'amortissement appartenant à des rentes dont le cours serait supérieur au pair sera mis en réserve. A cet effet, la portion, tant de la dotation que des rentes amorties, applicable au rachat de ces rentes, laquelle est payable chaque jour par le trésor public, sera acquittée à la caisse d'amortissement en un bon du trésor, portant intérêt à raison de trois pour cent par an, jusqu'à l'époque du remboursement ; »

Vu notre ordonnance du 13 décembre 1838 (1), autorisant l'émission supplémentaire pour l'année 1839, d'une somme de cinquante millions en bons royaux, par addition au crédit législatif de cent cinquante millions ouvert par l'article 15 précité de la loi du 14 juillet de la même année 1838 ;

Vu la loi du 9 août dernier portant, article 11 : « Sont et demeurent approuvées les émissions supplémentaires de bons du trésor que le ministre des finances a été autorisé à créer pour le service des années 1838 et 1839, en vertu des articles 21 de la loi du 20 juillet 1837, et 15 de la loi du 14 juillet 1838, en excédant du crédit de cent cinquante millions ouvert, pour chacune de ces deux années, par les mêmes articles de lois, savoir, pour 1838 six millions, et pour 1839 cinquante millions ; »

Vu l'état dressé le 8 de ce mois au soir, et duquel il résulte que les bons royaux qui étaient en circulation à cette époque s'élevaient à la somme de..... 197,390,468<sup>f</sup> 73<sup>c</sup>

---

(1) Bull. 615, n° 7711.

Considérant qu'indépendamment de cette somme

de.....	197,390,468 <sup>f</sup> 73 <sup>c</sup>
le trésor aura à émettre d'ici à la fin de l'année, tant en faveur de la caisse d'amortissement que pour d'autres parties de son service, de nou- veaux bons, dont l'importance peut s'élever à...	13,609,531 27

Et qu'il résultera de ces nouvelles émissions, que les bons en circulation à la date du 31 dé- cembre prochain s'élèveront à.....	211,000,000 00
Somme qui dépassera de.....	11,000,000 00
le crédit de.....	200,000,000 00

mis à la disposition de notre ministre secrétaire d'état des finances,  
tant par la loi du 14 juillet 1838 que par l'article 11 de celle du  
9 août dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,  
et de l'avis du Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Notre ministre secrétaire d'état des finances est  
autorisé à créer, par supplément aux crédits qui lui ont été  
accordés par les lois précitées, pour le service de 1839,  
onze millions de bons royaux portant intérêt et payables à  
échéances fixes.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera pro-  
posée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé  
de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au  
Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,  
Signé H. PASSY.

N<sup>o</sup> 8333. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des  
Affaires étrangères, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire  
pour Dépenses secrètes.*

A Paris, le 12 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

B. n° 692. ( 745 )

Vu 1° la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

3° Les articles 26, 27, 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que des circonstances graves ont donné lieu, dans le cours de l'année 1839, à des dépenses secrètes, *extraordinaires et urgentes*, qui ne pouvaient pas être prévues lorsque le budget fut présenté et voté;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de trois cent mille francs, pour un service urgent dont la dépense ne pouvait pas être comprise dans le montant du crédit de l'exercice; ces dépenses feront l'objet du chapitre spécial désigné ci-après :

*Service extraordinaire.* — CHAP. XVI. Dépenses secrètes extraordinaires.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'état des affaires étrangères,

Signé M<sup>al</sup> Duc DE DALMATIE.

---

N° 8334. — *ORDONNANCE DU ROI qui établit au Conservatoire royal des Arts et Métiers un second Cours d'agriculture.*

Au palais des Tuileries, le 13 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.



Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce;

Vu notre ordonnance du 26 septembre dernier (1),

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est établi, au Conservatoire des arts et métiers, un deuxième cours d'agriculture.

2. *M. Moll*, professeur du cours supprimé de mécanique agricole, est nommé professeur du deuxième cours d'agriculture.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

*Signé* L. CUNIN-GRIDAIN.

---

**N<sup>o</sup> 8335. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Police sanitaire.**

Au palais des Tuileries, le 13 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 3 mars 1822 (2) sur la police sanitaire ;

Vu l'ordonnance du 7 août 1822 (3);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce ;

Le conseil supérieur de santé entendu,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les capitaines de navire arrivant dans un port français ne seront pas tenus de produire, devant les adminis-

---

(1) ix<sup>e</sup> série, Bull. 685, n<sup>o</sup> 8245.

(2) vii<sup>e</sup> série, Bull. 508, n<sup>o</sup> 12,211.

(3) vii<sup>e</sup> série, Bull. 548, n<sup>o</sup> 13,201

trations sanitaires, des bulletins de santé délivrés aux passagers qu'ils auraient à leur bord. Il est dérogé, sur ce point seulement, aux dispositions de l'article 19 de l'ordonnance du 7 août 1822.

2. Le régime de la patente suspecte ne sera plus appliqué aux provenances des pays sujets aux apparitions de la fièvre jaune.

Lesdites provenances seront classées, suivant leur état, sous le régime de la patente brute, ou sous le régime de la patente nette.

3. La quarantaine relative à la patente brute, pour les provenances suspectes de fièvre jaune, ne sera plus que de cinq à quinze jours dans les ports de l'Océan et de la Manche, et de dix à vingt jours dans les ports de la Méditerranée.

Le minimum sera toujours appliqué aux navires qui auraient passé au moins quinze jours en mer, sans avoir eu, depuis leur départ d'un port infecté, ni morts, ni malades, et sans avoir eu aucune communication suspecte pendant la traversée.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'agriculture et du commerce,*

*Signé L. CUNIN-GRIDAIN.*

---

N° 8336. — *ORDONNANCE DU ROI qui approuve des modifications aux Statuts de la Banque de Marseille.*

Au palais des Tuileries, le 13 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce,

Vu nos ordonnances des 27 septembre 1835 (1) et 28 octobre 1836 (2), sur la banque de Marseille;

Vu la délibération de l'assemblée générale de ladite banque, du 25 avril 1839;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les modifications ci-après aux articles 13, 17, 18 et 34 des statuts de la banque de Marseille :

1<sup>o</sup> (Par amendement à l'article 13.) La banque pourra admettre à l'escompte, outre les effets payables à Marseille et à Paris, ceux qui seront payables à Toulon et à Lyon.

Ces escomptes seront soumis à toutes les conditions de timbre, de signatures et de garanties imposées, par ledit article 13, à l'escompte du papier sur Marseille.

L'escompte ne pourra s'étendre à plus de quatre-vingt-dix jours d'échéance.

2<sup>o</sup> (Par amendement à l'article 17.) Le dixième de l'émission totale des billets de la banque pourra être fait en billets de deux cent cinquante francs.

3<sup>o</sup> (Par amendement à l'article 18, déjà modifié par notre ordonnance du 28 octobre 1836.) Les billets de banque à ordre à jour de vue pourront être de toutes sommes qui ne seront pas inférieures à deux cent cinquante francs, et qui n'excéderont pas vingt mille francs. Tous seront payables à la caisse de la banque.

4<sup>o</sup> (Par amendement à l'article 34.) Le conseil d'escompte sera composé de quinze membres.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 388, n<sup>o</sup> 6002.

(2) Bull. 468, n<sup>o</sup> 6580.

présente ordonnance, qui sera publiée au Bulletin des lois, et insérée au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements des Bouches-du-Rhône, du Rhône et du Var.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce*,

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINE.

---

N° 8337. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Navigation du Drot.*

Au palais des Tuileries, le 10 Septembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 11 avril 1821 (1), qui autorise les sieurs *Durassié et Trocart* à rendre la rivière du Drot navigable depuis Eymet (Dordogne) jusqu'à Gironde, département de la Gironde, au moyen d'une machine de leur invention propre à enlever les bateaux et à franchir les barrages existant sur ladite rivière ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le département de Lot-et-Garonne, sur la demande des administrateurs de la navigation du Drot, tendant à obtenir l'autorisation de substituer des écluses à sas aux machines établies en vertu de ladite ordonnance ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le département de la Gironde sur le même objet ;

Vu notamment les délibérations favorables des commissions de ces enquêtes, en date des 9 février et 5 juin 1837, ainsi que les avis des préfets des départements de Lot-et-Garonne et de la Gironde, en date des 21 février et 14 août de la même année ;

Vu les réclamations présentées par des propriétaires riverains et des propriétaires d'usines sur le Drot ;

Vu le projet présenté par le sieur *Campan*, administrateur de la navigation du Drot, représentant les propriétaires actuels de cette

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 448, n° 10,496.

navigation, et les sieurs *Durassié* et *Trocart*, anciens concessionnaires, à l'effet de remplacer par des écluses à sas les machines primitivement autorisées;

Vu les avis favorables des ingénieurs de Lot-et-Garonne et de la Gironde, des 18 et 26 février 1839 ;

Vu l'avis également favorable du conseil général des ponts et chaussées, du 28 mai 1839 ;

Notre Conseil d'état entendu;

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** La compagnie concessionnaire de la navigation du Drot en vertu de l'ordonnance royale du 11 avril 1821 est autorisée à remplacer par des écluses à sas les machines actuellement employées à enlever les bateaux et à leur faire franchir les barrages existant sur ladite rivière entre Eymet et Labarthe; elle est également autorisée à exécuter les travaux d'élargissement, d'approfondissement et de rectification du lit de la rivière, sur tous les points où ces travaux seront jugés nécessaires, et à établir des chemins et passerelles de halage, le tout conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

2. La durée de la perception du droit de navigation qui, d'après l'ordonnance royale précitée, devait être perpétuelle, est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

3. Eu égard aux améliorations qui seront apportées par suite des nouveaux ouvrages à la navigation du Drot, il sera alloué à la compagnie une subvention de quatre cent mille francs, qui sera payée en huit années.

4. L'ordonnance du 11 avril 1821 est rapportée.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.



N° 8338. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe un nouveau Tarif pour la perception des Droits exigibles au passage des Bacs situés dans le département des Landes.*

Au palais de Saint-Cloud, le 23 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'article 10, titre IV, de la loi du 4 mai 1809 [ 14 floréal an x ], qui autorise le Gouvernement à déterminer les taxes à percevoir au passage des bacs et bateaux, et l'article 8, titre I<sup>er</sup>, de la loi de finances du 10 août 1839, qui maintient l'exercice de ce droit ;

Vu le tarif de perception que le préfet des Landes propose de substituer à celui arrêté le 26 mars 1804 [ 5 germinal an XII ] ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le tarif ci-annexé est et demeure substitué à celui arrêté le 26 mars 1804 [ 5 germinal an XII ], pour la perception des droits au passage des bacs et bateaux situés dans le département des Landes.

2. Sont affranchis de toutes taxes, les fonctionnaires publics, agents de l'administration et autres qui, d'après les dispositions du cahier des charges de l'adjudication des droits, sont appelés à jouir de la franchise du péage.

3. Les bateliers ne sont tenus de passer, avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou officiers de police, les agents des douanes et des contributions indirectes, et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances et notre ministre secrétaire d'état des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

OBJETS SOUMIS AU TARIF.	POUR LES PASSAGES			POUR tous les autres passages du département.
	de Sainte- Marie- Hos-Gave	de Tercio- Vimport et Saubusse et Josse- Lamar- quère.	de Cazères.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pour une personne chargée ou non chargée.....	0 10	0 07 1/2	0 02 1/2	0 05
Pour un cheval ou un mulet et son cavalier, valise comprise.....	0 20	0 15	0 07 1/2	0 10
Pour chaque myriagramme (dix kilogrammes) de denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme.....	0 02	0 02	0 01	0 01
Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.				
Pour un cheval ou mulet chargé à dos.....	0 15	0 10	0 07 1/2	0 07 1/2
Pour un cheval ou mulet non chargé, un bœuf ou une vache.....	0 10	0 07 1/2	0 05	0 05
Pour un âne ou une ânesse chargé à dos.....	0 10	0 07 1/2	0 05	0 05
Pour un âne ou une ânesse non chargé ou chargé seulement d'engrais.....	0 07 1/2	0 05	0 02 1/2	0 02 1/2
Pour un veau ou un porc.....	0 10	0 05	0 02 1/2	0 02 1/2
Pour chaque mouton, bre- bis, bouc, chèvre, cochon } jusqu'à vingt.....	0 05	0 02 1/2	0 01 1/4	0 01 1/4
de lait, et par chaque paire } au-dessus de vingt.	0 02 1/2	0 01	0 01	0 01
d'oies ou de dindons.....				
Il ne sera payé qu'un seul droit pour l'aller et le retour des animaux se rendant au labour ou au pâturage, et de leurs conducteurs.				
Pour une voiture suspendue	à deux roues, un cheval ou mulet, et pour le conducteur.....	0 50	0 40	0 30
	à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, et pour le conducteur.....	0 85	0 60	0 50
	à quatre roues, attelée de deux che- vaux ou mulets, et pour le con- ducteur.....	1 00	0 75	0 60
	d'un cheval, mulet ou deux bœufs, et pour le conducteur.....	0 35	0 30	0 20
chargée et attelée	de deux chevaux, mulets ou quatre bœufs, et pour le conducteur...	0 45	0 40	0 30
	de trois chevaux ou mu- lets, et pour le con- ducteur.....	0 65	0 50	0 45
	à vide, un cheval ou mulet ou deux bœufs, et le conducteur.....	0 30	0 20	0 15
	employée au transport des engrais ou à la ren- trée des récoltes, un			
Pour une voiture non suspendue ou une charrette	cheval ou mulet ou } chargée..	0 25	0 20	0 15
	deux bœufs, et le con- } à vide...	0 15	0 12 1/2	0 07 1/2
	ducteur.....			
	chargée ou non chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, et pour le conducteur.....	0 20	0 15	0 10
La même, attelage et conducteur compris, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes.....				
	0 15	0 12 1/2	0 07 1/2	0 07 1/2

OBJETS SOUMIS AU TARIF.		POUR LES PASSAGES			POUR tous les autres passages du département.
		de Sainte-Marie-Hos-Gave	de Tercio-Vimpor et Saubusse et Josse-Lamarquère.	de Cazères.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pour une voiture de messageries ou un chariot de roulage	d'un cheval, et pour le conducteur.....	0 45	0 40	0 35	0 35
	chargé de deux chevaux, et pour le conducteur.....	0 80	0 50	0 45	0 45
	de trois chevaux, et pour le conducteur.....	1 10	0 75	0 60	0 60
	à vide, un cheval et le conducteur.....	0 40	0 35	0 30	0 30
Observations applicables à toutes les voitures.	Il sera payé en outre par chaque voyageur le droit dû pour une personne à pied, et pour chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.				
Le batelier ne pourra être contraint de passer immédiatement	des voitures, charrettes ou chariots se présentant isolément, qu'autant qu'on lui assurera au moins une recette de.....	0 80	0 75	0 50	0 50
	des personnes à pied ou des animaux, qu'autant qu'on lui assurera au moins une recette de..	0 50	0 40	0 25	0 25
Le passage aura toujours lieu au prix du tarif, après une demi-heure d'attente.					
Le batelier n'est tenu de passer avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou officiers de police, agents des douanes et des contributions indirectes et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.					

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale en date du 23 Septembre 1839.

*Le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

Signé H. PASSY.

N° 8339. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe un nouveau Tarif pour la perception du Péage établi sur le Pont de la Roche-de-Glun, département de la Drôme.*

Au palais de Saint-Cloud, le 23 Septembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu la loi du 5 août 1821, qui autorise la perception du péage au pont de la Roche-de-Glun sur l'Isère ;

Vu le tarif y annexé applicable audit pont ;

Vu l'article 19 du cahier des charges ;

Vu l'avis du ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Considérant que le tarif annexé à la loi du 5 août 1821 présente plusieurs omissions auxquelles il importe de suppléer pour rendre la perception plus facile et plus régulière ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, les droits de péage établis sur le pont de la Roche-de-Glun sur l'Isère seront perçus conformément au tarif ci-joint.

**2.** Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

*Nouveau Tarif des Droits à percevoir au passage du pont de la Roche-de-Glun, sur l'Isère, département de la Drôme.*

CHAPITRES de perception et passage.	ARTICLES de perception,		OBJETS de la perception.	QUOTITÉ des droits.  fr. c. mil.
	non- veaux.	an- ciens.		
1° Des personnes.....	1	1	CHAPITRE 1°. Une personne chargée ou non chargée.....	0 05
	2	2	CHAPITRE 2. Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise....	0 10
	3	3	Pour un cheval ou mulet chargé.....	0 10
	4	4	Pour un cheval, mulet, âne ou ânesse, non chargé.....	0 05
	5	5	Pour un âne ou une ânesse chargé.....	0 07 5
	6	6	Par cheval, mulet, bœuf, vache, âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0 03
	7	7	Par bœuf ou vache appartenant à des marchands, et destiné à la vente.....	0 10
	8	8	Pour chaque veau et porc. ...	0 05
2° Des animaux.....	9	9	Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et pour chaque paire d'oies ou de dindons.....	0 02 5
	10	11	Lorsque le nombre des moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, sera au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart, et fixé à.....	0 01 875
	11	12	Lorsque les mêmes animaux, décrits articles 9 et 10, iront au pâturage, ils ne seront passibles que du demi-droit de l'article 9.....	0 01 25
	12	10	Les conducteurs d'animaux payeront.....	0 05
	13	13	CHAPITRE 3. Pour une voiture particulière, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.	0 60
3° Des voitures particulières suspendues....	14	14	Pour une voiture particulière, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.	0 75
	15	15	Pour une voiture particulière, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.	0 75
	16	16	Pour une voiture particulière, attelée de deux chevaux ou de deux mulets, conducteur compris.....	1 00



CHAPITRES de perception et passage.	ARTICLES de perception,		OBJETS de la perception.	QUANTITÉ des droits.
	nou- veaux.	an- ciens.		
	17	17	Pour chaque cheval ou mulet en sus du nombre indiqué article 16 .....	fr. c. 0 25
	18 (a)	21	Chaque voyageur payera en sus le droit dû par une personne à pied .....	0 05
	19		CHAPITRE 4.	
			Pour une voiture publique, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.	0 60
	20		Pour une voiture publique, attelée de deux chevaux ou de deux mulets, conducteur compris .....	0 75
4° Des voitures publiques sus- pendues (b) ..	21		Pour une voiture publique, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.	0 75
	22		Pour une voiture publique, attelée de deux chevaux ou de deux mulets, conducteur compris .....	1 30
	23		Pour une voiture publique, attelée de trois chevaux ou de trois mulets, conducteur compris .....	1 75
	24		Chaque cheval ou mulet en sus sera passible de .....	0 50
	25 (c)		Chaque voyageur payera en sus le droit dû par une personne à pied .....	0 05
	26		CHAPITRE 5.	
	27		Pour une patache ou carriole à deux roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris .....	0 30
5° Des voitures dites pata- ches ou carrioles non suspendues (d) .....	28		Pour une patache ou carriole à quatre roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris .....	0 35
	29		Chaque cheval ou mulet en sus du nombre fixé ci-dessus aux articles 26 et 27 sera passible de .....	0 05
	29		Pour chaque voyageur en patache ou carriole .....	0 05

(a) L'article 18 est applicable à la totalité du chapitre 3.

(b) Les courriers des mailles-postes ainsi que lesdites mailles sont affranchis; mais les voyageurs qu'elles transportent sont assujettis au droit (article 1°, cinq centimes).

(c) L'article 25 est applicable à la totalité du chapitre 4.

(d) Les voitures, carrioles, pataches et charrettes, appartenant à des entrepreneurs des transports militaires et destinées au transport des troupes, sont assujetties au droit. Mais les chariots d'ambulance appartenant à l'État, ainsi que les militaires pourvus d'une feuille de route, sont affranchis. ( Voir, pour les franchises et exceptions, l'article 7 du cahier des charges. )

CHAPITRES de perception et passage.	ARTICLES de perception,		OBJETS de la perception.	QUOTITÉ des droits.  fr. c.
	nou- veaux.	an- ciens.		
6° Des charrettes de roulage et fourgons à deux roues.	30	22	Pour une charrette de roulage ou fourgon chargé, attelé d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.....	0 50
	31	23	Pour une charrette de roulage ou fourgon chargé, attelé de deux chevaux ou mulets, de deux bœufs ou vaches, con- ducteur compris.....	0 80
	32	24	Pour une charrette de roulage ou fourgon chargé, attelé de trois chevaux ou mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, conducteur compris.....	1 20
	33	25	Chaque cheval ou mulet en sus de trois, et chaque paire de bœufs ou de vaches, égale- ment en sus du nombre fixé article 32, sera passible de..	0 25
	34	26	Par charrette ou fourgon vide, attelé d'un cheval ou d'un mulet, ou d'une paire de bœufs ou de vaches, conduc- teur compris.....	0 30
	35	27	Chaque bête de trait des char- rettes ou des fourgons vides, en sus du nombre fixé ar- ticle 34, sera passible de...	0 05
7° Des chariots de roulage et fourgons (a) à quatre roues.....	CHAPITRE 7.			
	36	34	Pour un chariot ou fourgon chargé, attelé d'un cheval ou d'un mulet, conducteur com- pris.....	0 60
	37	35	Pour un chariot ou fourgon chargé, attelé de deux che- vaux ou de deux mulets, conducteur compris.....	1 00
	38	36	Pour un chariot ou fourgon chargé, attelé de trois che- vaux ou de trois mulets, conducteur compris.....	1 50
	39	37	Chaque bête de trait en sus de trois sera passible de.....	0 25
	40	38	Par chariot ou fourgon vide, attelé d'un seul cheval ou mulet, conducteur compris.	0 35
	41	39	Chaque bête de trait en sus d'un, attelée aux chariots ou fourgons vides, sera passible de .....	0 05

(a) Les fourgons suspendus ou non suspendus sont soumis au même droit.

CHAPITRES de perception et passage.	ARTICLES de perception,		OBJETS de la perception.	MONTANT des droits.  fr. c.
	nou- veaux.	an- ciens.		
8° Des charrettes de l'agricul- ture employées au trans- port des récoltes ou des engrais.....	42	28	CHAPITRE 8. Pour une charrette chargée, at- telée d'un seul cheval ou mu- let, ou de deux bœufs ou vaches, conducteur compris.	0 30
	43	29	Chaque cheval ou bête de trait en sus du nombre fixé ci- dessus sera passible de....	0 10
	44	30	Pour une charrette vide, at- telée d'un cheval ou d'un mu- let, de deux bœufs ou de deux vaches, conducteur compris.....	0 15
	45	31	Chaque cheval ou bête de trait en sus du nombre fixé ci- dessus, article 44, sera pas- sible de.....	0 05
	46	32	Pour une charrette, chargée ou non chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, conduc- teur compris.....	0 15
	47	33	Pour chaque âne ou ânesse en sus d'un.....	0 05

Vu et présenté par le Conseiller d'état, directeur de l'administration des contributions indirectes.

Signé A. Bourry.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 23 Septembre 1839.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

N° 8340. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe les Droits à percevoir au passage de dix Bacs situés dans le département de Saône-et-Loire.*

Au palais des Tuileries, le 15 Octobre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'article 10, titre IV, de la loi du 4 mai 1809 [ 14 floréal an x ], qui autorise le Gouvernement à déterminer les taxes à percevoir au passage des bacs et bateaux, et l'article 8, titre I<sup>er</sup>, de la loi de finances du 10 août 1839, qui maintient l'exercice de ce droit ;

Vu les tarifs arrêtés par le Gouvernement, les 21 janvier et 13 août 1804 [ 30 nivôse et 25 thermidor an XII ], pour la perception des taxes aux différents passages d'eau situés dans le département de l'Ain et dans celui de Saône-et-Loire ;

Vu la proposition du préfet de Saône-et-Loire, tendant à rendre applicables à dix passages de son département, des tarifs compris dans les actes ci-dessus visés ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** La perception des droits au passage des bacs ci-après dénommés s'opérera, savoir :

1° Aux passages de Charnay, Longepierre et de Pontoux, conformément au tarif décrété le 13 août 1804 [ 25 thermidor an XII ] pour le passage de Saunières ;

2° Aux passages d'Ouroux, de la Colonne et de Thorey, d'après le tarif consacré par le même décret pour le passage de Fleurville ;

3° Aux passages de Chevreux et de Thiellay, ainsi qu'il est énoncé au même acte pour le passage de la Truchère, mais sans distinction de hautes et de basses eaux ;

4° Au passage de Lays, suivant le tarif que contient ledit décret pour le passage de Bordeaux ;

5° Au passage d'Arcia, conformément au tarif arrêté le 21 janvier 1804 [ 30 nivôse an XII ] pour les passages de Boz, Grièges, Vezimes et autres du département de l'Ain.

2. Sont affranchis de toute taxe les fonctionnaires publics, agents de l'administration et autres qui, d'après les dispositions du cahier des charges de l'adjudication, sont appelés à jouir de la franchise du péage.

3. Les bateliers devront effectuer le passage moyennant le droit simple, après une demi-heure d'attente.

4. Ils ne sont tenus de passer, avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou officiers de police, agents des douanes et des contributions indirectes, et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances et notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,  
Signé H. PASSY.

N° 8341. — ORDONNANCE DU ROI portant que l'acquisition, pour le compte de l'État, au prix de sept cents francs, d'un terrain de trois cent trente mètres carrés environ, situés aux abords de Montélimart (Drôme), est approuvée, pour ladite propriété être affectée au service de l'administration des contributions indirectes. (*Saint-Cloud, 14 Septembre 1839.*)

N° 8342. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Les communes de Rayssac, Segonzac et Vabres, canton et arrondissement de Saint-Affrique (Aveyron), sont réunies en une seule, qui portera le nom de *Vabres* et dont le chef-lieu est fixé dans cette dernière localité;

2° Les communes d'Ampeils et de Valence, canton de Valence, arrondissement de Condom (Gers), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Valence;

3° Les communes de Beaucaire et de Pardeillañ, canton de Valence, arrondissement de Condom (Gers), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Beaucaire;

4° Les communes de Condom et de Lialorès, canton et arrondissement de Condom (Gers), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Condom;

5° Les communes de Lahillaire et de Montblanc, canton de Samatan, arrondissement de Lombez (Gers), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Montblanc;

6° Les communes de Thorannes et de Saint-Michel-les-Portes, canton de Clelles, arrondissement de Grenoble (Isère), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Michel-les-Portes;

7° Les communes de Trézannes et de Saint-Martin de Clelles, canton de Clelles, arrondissement de Grenoble (Isère), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Martin de Clelles;

8° Les communes d'Échauménil et de Saint-Pierre des Loges, canton de Moulins, arrondissement de Mortagne (Orne), sont



réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Pierre des Loges;

9° La commune de Ménil-Glaize, canton d'Écouché, arrondissement d'Argentan (Orne), est supprimée et réunie, savoir : la portion cotée A au plan ci-annexé, à la commune de Batilly, même canton, et celle cotée B, à la commune de Serans, même canton; en conséquence, la limite entre les communes de Batilly et de Serans est fixée, dans la direction indiquée sur le même plan, par le cours de la rivière de l'Orne;

10° Les communes d'Atelles et de Ménil-Hubert, canton de Gacé, arrondissement d'Argentan (Orne), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Ménil-Hubert;

11° Les communes de Fresnay-le-Buffard et de Neuvi-en-Houlme, canton de Putanges, arrondissement d'Argentan (Orne), sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Neuvi-en-Houlme;

12° Les communes du Coudray et de Montceaux, canton et arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise), sont réunies en une seule, qui prendra le nom de *Coudray-Montceaux* et dont le chef-lieu est fixé au Plessis-Chenet : la section de Montceaux restera seule chargée des frais de premier établissement du chemin vicinal de grande communication n° 41;

13° Les communes d'Alayrac et de Vindrac, canton de Cordes, arrondissement de Gaillac (Tarn), sont réunies en une seule, qui prendra le nom de *Vindrac-Alayrac* et dont le chef-lieu est fixé à Vindrac;

14° La commune de Calmetz et le Viala est distraite de la municipalité de Vabres (Aveyron), et retablie en commune, telle qu'elle était avant l'arrêté du préfet en date du 5 messidor an VIII;

15° La section de Chambon est distraite de la commune de Sénéchas, canton de Genolhac, arrondissement d'Alais (Gard), et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Chambon;

16° Les sections de Lamoura et de Mijoux sont distraites de la commune de Septmoncel, canton et arrondissement de Saint-Claude (Jura), et formeront à l'avenir deux communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Lamoura et à Lajoux. (*Paris, 21 Octobre 1839.*)

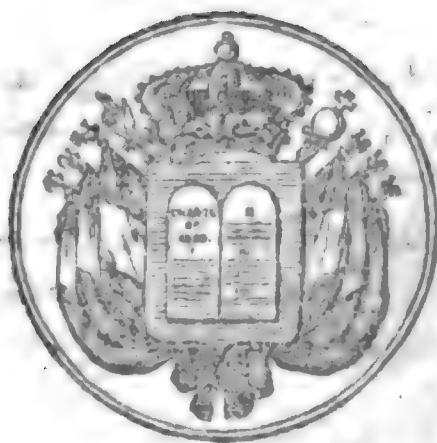
---

N° 8343. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat de police dans la ville de Bourbourg, département du Nord. (*Paris, 6 Novembre 1839.*)

---

( 762 )

N° 8344. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat de police dans la commune de Jargeau, département du Loiret. ( *Paris, 11 Novembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 20 \* Novembre 1839

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 20 Novembre 1839.

## BULLETIN DES LOIS.

N° 693.

N° 8345. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Grand Chancelier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire pour les Travaux d'agrandissement de la succursale des Loges.*

Au palais des Tuileries, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 23 août 1838 (1), qui alloue à notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur un crédit extraordinaire de quarante-huit mille trois cent vingt-trois francs, afin de subvenir à la dépense des travaux pour l'agrandissement de la succursale des Loges;

Considérant que ce premier crédit est insuffisant pour les travaux dont il s'agit; qu'il résulte des devis que la dépense totale pourrait s'élever à soixante-sept mille cinq cent soixante et onze francs quatre-vingt-six centimes; que, conséquemment, un fonds additionnel de dix-neuf mille deux cent cinquante-quatre francs quatre-vingt-treize centimes devient nécessaire, mais qu'il convient de ne pas s'arrêter à cette limite, afin d'obvier aux nécessités qui pourraient se manifester dans l'exécution des travaux, et qu'il y sera convenablement pourvu en portant le nouveau crédit à vingt mille francs;

Considérant que, par l'effet de l'agrandissement de la succursale des Loges, effet assuré à compter du 1<sup>er</sup> juillet dernier, la Légion d'honneur doit être affranchie d'une charge annuelle de sept mille cinq cents francs;

Sur le rapport de notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, de l'avis de notre garde des sceaux et de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire de vingt mille francs,

(1) Bull. 597, n° 7537.

pour l'exercice 1839, est ouvert à notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, afin d'achever les travaux nécessaires pour l'agrandissement de la succursale des Loges.

2. Un projet de loi sera présenté aux Chambres dans leur prochaine session, pour la régularisation du crédit extraordinaire ouvert par l'article précédent.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

N° 8346. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Grand Chancelier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur un Crédit extraordinaire pour une Créance à solder sur un exercice périmé.*

Au palais des Tuileries, le 29 Octobre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, qui règle que les dépenses d'exercices clos restant à solder après l'expiration de la période quinquennale, et qui seront soumises à des prescriptions spéciales, seront ordonnancées sur des crédits extraordinaires spéciaux, accordés conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Considérant qu'il est constaté que la Légion d'honneur était restée débitrice d'une somme de deux mille dix-sept francs quinze centimes envers les sieurs *Chappelet* et *Lamy*, entrepreneurs de menuiserie, à raison de travaux exécutés dans le domaine d'Écouen, pour compte de la Légion d'honneur, antérieurement à 1814; que cette dette faisait partie de celles pour l'acquittement desquelles un fonds de cent vingt mille huit cent quatre-vingt-deux francs avait été alloué par l'ordonnance royale du 6 avril 1824; qu'en annulant la partie de ce fonds non employée, laquelle était de cinq mille



cent treize francs soixante et quinze centimes, il avait été fait une réserve expresse de deux mille dix-sept francs quinze centimes, valeur des droits des sieurs *Chappelet* et *Lamy* ;

Considérant que la créance dont il s'agit est justifiée par des mémoires dûment vérifiés et arrêtés dans le délai légal, et qu'elle ne pourrait être périmée que par la prescription trentenaire ;

Sur le rapport de notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, de l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire de deux mille dix-sept francs quinze centimes est ouvert à notre grand chancelier de l'ordre, sur l'exercice 1839, pour solder la dépense de travaux faits au château d'Écouen antérieurement à 1814, exercice clos.

2. Un projet de loi sera présenté aux Chambres, dans leur prochaine session, pour la régularisation du crédit extraordinaire ouvert par l'article précédent.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8347. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation  
du premier Collège électoral de la Haute-Marne.

Au palais des Tuileries, le 14 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;



Vu notre ordonnance du 7 de ce mois, qui a élevé à la dignité de pair de France M. de Vandeuil, député de la Haute-Marne,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral d'arrondissement de la Haute-Marne est convoqué à Langres pour le 14 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N<sup>o</sup> 8348. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation du quatrième Collège électoral de Lot-et-Garonne.

Au palais des Tuileries, le 15 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 7 de ce mois, qui a élevé à la dignité de pair de France M. de Lusignan, député de Lot-et-Garonne,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le quatrième collège électoral d'arrondissement du département de Lot-et-Garonne est convoqué à Nérac pour le 14 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8349. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Garde municipale de Paris.*

Au palais des Tuileries, le 15 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 juillet 1839 (1), sur l'accroissement de l'effectif de la garde municipale de Paris;

Voulant faciliter le recrutement de ce corps pour la première formation;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est dérogé à l'article 4 de l'ordonnance du 26 juillet 1839 (2), qui limite le nombre des gardes auxiliaires dans les compagnies de gardes à pied de la garde municipale de Paris.

Cette dérogation est essentiellement transitoire. Elle cessera d'avoir son effet aussitôt que les compagnies auront atteint un effectif moyen de cent cinquante hommes, officiers compris.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé SCHNEIDER.

---

N° 8350. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie celle du 1<sup>er</sup> janvier 1836, relative aux Dépôts de recrutement et de réserve.*

Au palais des Tuileries, le 15 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

---

(1) Bull. 661, n° 8034.

(2) Bull. 666, n° 8077.

Vu notre ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 (1), portant organisation du personnel des dépôts de recrutement et de réserve;

Vu notre ordonnance du 25 décembre 1837 (2), sur le solde de la solde et sur les revues;

Vu notre ordonnance du 16 mars 1838 (3), sur l'avancement dans l'armée;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le personnel des dépôts de recrutement et de réserve, que notre ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 a porté à quatre cent soixante officiers et sous-officiers, est réduit à trois cent quarante-quatre, savoir :

	DANS LES DÉPÔTS			
	de 1 <sup>re</sup> classe, au nombre de 30.		de 2 <sup>e</sup> classe, au nombre de 56.	
	Par dépôt.	TOTAL.	Par dépôt.	TOTAL.
Chefs de bataillon, d'escadron ou majors .....	1	30	•	•
Capitaines.....	1	30	1	1
Lieutenants et sous-lieutenants, ....	•	•	1	1
TOTAL des officiers.....	2	60	2	2
Sous-officiers.....	2	60		
TOTAL GÉNÉRAL.....	4	120		

2. Les articles 2, 4, 5, 6 et 13 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 sont maintenus; les dispositions de la même ordonnance sont abrogées.

3. En cas d'insuffisance momentanée, on pourvoira à chacun des dépôts de recrutement par un officier soit pour la conduite des recrues, soit pour les intérêts matériels des hommes composant les compagnies de sous-officiers et caporaux, ou par un officier de proximité.

Pendant la durée de leur

(1) Bull. 404, n° 6154.

(2) Bull. 561, n° 7319.

(3) Bull. 566, n° 7344.



Vu notre ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 (1), portant organisation du personnel des dépôts de recrutement et de réserve ;

Vu notre ordonnance du 25 décembre 1837 (2), sur le service de la solde et sur les revues ;

Vu notre ordonnance du 16 mars 1838 (3), sur l'avancement dans l'armée ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le personnel des dépôts de recrutement et de réserve, que notre ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 avait porté à quatre cent soixante officiers et sous-officiers, est réduit à trois cent quarante-quatre, savoir :

	DANS LES DÉPÔTS				TOTAL des colonnes 1 et 2.
	de 1 <sup>re</sup> classe, au nombre de 30.		de 2 <sup>e</sup> classe, au nombre de 56.		
	Par dépôt.	TOTAL.	Par dépôt.	TOTAL.	
Chefs de bataillon, d'escadron ou majors .....	1	30	•	•	30
Capitaines.....	1	30	1	56	86
Lieutenants et sous-lieutenants. ....	•	•	1	56	56
TOTAL des officiers.....	2	60	2	112	172
Sous-officiers.....	2	60	2	112	172
TOTAL GÉNÉRAL.....	4	120	4	224	344

2. Les articles 2, 4, 5, 6 et 13 de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1836 sont maintenus ; toutes les autres dispositions de la même ordonnance sont abrogées.

3. En cas d'insuffisance momentanée du personnel affecté à chacun des dépôts de recrutement, soit pour les écritures, soit pour la conduite des recrues ou pour les appels semestriels des hommes composant la réserve, il y sera pourvu par des sous-officiers et caporaux qui seront pris dans les corps à proximité.

Pendant la durée de leur service, ces auxiliaires recevront,

(1) Bull. 404, n° 6154.

(2) Bull. 561, n° 7319.

(3) Bull. 566, n° 7344.



chacun suivant son grade, le supplément de solde déterminé par l'article 146 de l'ordonnance du 25 décembre 1837, sur le service de la solde.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

---

N° 8351. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du sixième Collège électoral de la Sarthe.*

Au palais des Tuileries, le 18 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 19 avril 1831;

Attendu le décès de M. *Letrône*, député du département de la Sarthe,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le sixième collège électoral d'arrondissement du département de la Sarthe est convoqué à Mamers pour le 15 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé T. DUCHÂTEL.*

---

N° 8352. — *ORDONNANCE DU ROI portant,*

1° Que M. *Billas (Guillaume)*, né le 18 juillet 1781 à Toulouse (Haute-Garonne), est autorisé à ajouter à son nom celui de *Estadens*, et à s'appeler à l'avenir *Billas-Estadens*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. (10 Mai 1839.)

**N° 8353. — ORDONNANCE DU ROI portant;**

1° Que M. Chameau ( *Pierre-Léon* ), né le 10 août 1811, propriétaire, demeurant à Limoges ( Haute-Vienne ), est autorisé à substituer à son nom patrimonial celui de *Mourier*, qui est le nom de son grand-oncle;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Roi en son Conseil d'état. ( 22 Août 1839. )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 27 \* Novembre 1839,

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

**IMPRIMERIE ROYALE. — 27 Novembre 1839.**

## BULLETIN DES LOIS.

N° 694.

N° 8354. — *TABEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 30 Novembre 1839.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régula- teur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Or...	Toulouse.....	21 <sup>f</sup> 94 <sup>c</sup>	22 <sup>f</sup> 09 <sup>c</sup>	21 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 90 <sup>c</sup>
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-R.					
	Var.....					
	Corse.....					
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	(Gironde.....	Marans.....	19 93	20 37	20 22	21 42
	Landes.....					
	B <sup>ss</sup> es-Pyrénées..					
	H <sup>tes</sup> -Pyrénées..					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2 <sup>e</sup>	(Jura.....	Gray.....	23 59	23 78	23 88	25 32
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

IX<sup>e</sup> Série.

46

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régula- teur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin....	Mulhausen....	24 <sup>f</sup> 34 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 81 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 53 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	23 68	22 90	22 74	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	26 23	26 47	26 31	26 46
	Pas-de-Calais..	Arras.....	26 81	26 31	24 77	
	Somme.....	Roye.....	26 62	26 85	25 73	
	Seine-Infér...	Soissons.....	27 47	25 91	25 65	
	Eure.....	Paris.....	28 62	28 83	28 08	
	Calvados.....	Rouen.....	26 04	25 05	24 53	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér. . .	Saumur.....	20 82	20 80	20 75	20 83
	Vendée.....	Nantes.....	21 58	22 29	21 76	
	Charente-Infér.	Marans.....	19 93	20 37	20 22	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	21 95	21 60	21 61	21 69
	Meuse.....	Verdun.....	21 61	21 51	21 67	
	Ardennes.....	Charleville....	24 72	24 72	24 77	
	Aisne.....	Soissons.....	27 47	25 91	25 65	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	24 33	24 07	24 16	24 48
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	18 85	18 21	19 03	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	22 32	21 71	21 70	
	Finistère.....	Hennebon....	20 95	19 87	21 36	
	Morbihan.....	Nantes.....	21 58	22 29	21 76	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 30 Novembre 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8355. — *ORDONNANCE DU ROI portant nomination des Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes de 1839.*

Au palais des Tuileries, le 16 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'ordonnance du 10 décembre 1823 (1), qui institue une commission spéciale pour l'examen des comptes publiés par nos ministres, et celle du 12 novembre 1826 (2), qui charge ladite commission de vérifier et d'arrêter, le 31 décembre de chaque année, les livres de la comptabilité spéciale tenue à la direction de la dette inscrite pour les rentes, les pensions et les cautionnements ;

Vu notre ordonnance du 8 décembre 1830 (3), portant que cette commission sera composée de neuf membres choisis par nous, chaque année, dans le sein de notre Cour des comptes, de notre Conseil d'état et des deux Chambres législatives ;

Vu l'article 164 du règlement général sur la comptabilité publique, qui a fait l'objet de notre ordonnance du 31 mai 1838 (4),

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes de 1839,

**MM.**

*Le marquis d'Audiffret*, pair de France, président ;

*Lacrosse*, membre de la Chambre des Députés ;

*Legentil*, *idem* ;

*Dumon*, conseiller d'état ;

*Masson*, maître des requêtes ;

*Savalète*, conseiller maître des comptes ;

*Pacquier*, conseiller référendaire de première classe ;

*Gauthier d'Hauteserve*, *idem* ;

*Génie*, conseiller référendaire de deuxième classe.

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 644, n° 16,012.

(2) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 126, n° 4198.

(3) IX<sup>e</sup> série, 2<sup>e</sup> partie, Bull. 28, n° 522.

(4) IX<sup>e</sup> série, Bull. 579, n° 7437.



2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances

Signé H. PASSY.

N° 8356. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la direction des Études de l'École spéciale militaire.*

Au palais des Tuileries, le 20 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre ordonnance du 20 septembre 1832 (1);

Considérant que l'emploi de commandant en second à l'école spéciale militaire et celui de directeur des études présentent assez d'importance pour exiger, chacun, tout le temps et tous les soins d'un fonctionnaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,  
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La direction des études de l'école spéciale militaire cesse de faire partie des attributions du commandant en second.

Cette direction sera confiée, sous les ordres du commandant de l'école, à un fonctionnaire spécial, ayant le titre de *directeur des études*.

2. Le commandant en second jouira du traitement affecté à son grade par les règlements sur la solde.

3. Le traitement du directeur des études sera de sept mille francs, et celui de sous-directeur reste fixé à cinq mille francs.

L'un et l'autre de ces fonctionnaires, s'ils sont officiers en activité, auront la faculté d'opter pour le traitement de leur grade.

4. Le commandant en second continue de faire partie du

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 182, n° 4371.

conseil d'administration\*, dans lequel il était appelé à siéger sous le titre de directeur des études.

5. Le directeur et le sous-directeur des études seront membres du conseil d'instruction.

6. Celles des dispositions de l'ordonnance du 20 septembre 1832 et du tarif y annexé qui sont contraires à la présente sont et demeurent abrogées.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

Signé SCHNEIDER.

---

N° 8357. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les Dépenses urgentes occasionnées par l'accroissement de l'effectif de l'Armée d'Afrique.*

A Paris, le 22 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les lois des 14 juillet 1838, 26 juin, 18 et 24 juillet 1839, portant fixation des dépenses de l'exercice 1839 ;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834 ;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre un crédit extraordinaire de trois millions cinq cent dix mille francs, pour subvenir aux dépenses urgentes occasionnées par l'accroissement de l'effectif de l'armée d'Afrique, lesquelles n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice ; ces dépenses se rattachent aux chapitres spéciaux de la 3<sup>e</sup> section du budget désignés ci-après, savoir :

CHAPITRE 8. Solde et entretien des troupes.....	2,782,000 <sup>f</sup>
———— 9. Habillement et campement.....	436,000
———— 10. Lits militaires.....	85,000
———— 11. Transports généraux.....	207,000

TOTAL ÉGAL ..... 3,510,000

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session, en même temps que l'annulation d'une somme de trois millions neuf cent quatre-vingt-deux mille francs sur les crédits ouverts par les lois des 14 juillet 1838 et 24 juillet 1839 aux chapitres du budget de la guerre, conformément au détail ci-après :

	DIVISIONS territoriales de l'intérieur.	ALGÉRIE.	TOTAL.
	fr.	fr.	fr.
CHAP. 5. Gendarmerie.....	445,000	313,000	758,000
———— 8. Solde et entretien des trou- pes.....	2,339,000	"	2,339,000
———— 9. Habillement et campement.	587,000	"	587,000
———— 16. Dépenses temporaires....	208,000	"	208,000
———— 18. Matériel de l'artillerie....	90,000	"	90,000
TOTAUX.....	3,669,000	313,000	3,982,000

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8358. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du premier Collège électoral de la Drôme.*

Au palais des Tuileries, le 25 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;

Vu notre ordonnance du 7 de ce mois, qui a élevé à la dignité de pair de France M. *Béranger*, député de la Drôme,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral d'arrondissement du département de la Drôme est convoqué à Valence pour le 21 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

#### N° 8359. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Le conseil général du département de Tarn-et-Garonne est autorisé à fonder, dans le collège communal de Montauban, vingt-quatre demi-bourses du prix de deux cent cinquante francs l'une.

2. Une allocation de six mille francs sera portée, chaque année, au budget des dépenses départementales, pour l'entretien de cette fondation.

3. Les candidats aux bourses devront être en état d'entrer en cinquième et remplir les conditions d'âge exigées par les règlements relatifs aux bourses communales ; ils seront présentés, après examen, par une commission de cinq membres composée comme il suit :

Un conseiller de préfecture désigné par le préfet ;

Un membre du conseil général . . . . .	} appartenant au canton auquel la bourse sera afférente ;
Un membre du conseil d'arrondissement	

Deux fonctionnaires de l'université désignés par le recteur de l'académie.

La nomination des boursiers sera faite par le préfet sur la liste de présentation dressée par la commission.

L'admission des boursiers dans le collège de Montauban n'aura lieu qu'avec l'autorisation du ministre de l'instruction publique.

4. Le préfet du département de Tarn-et-Garonne, auquel les demandes de bourses et toutes les pièces à l'appui devront être

adressées par les familles, est chargé d'arrêter les dispositions de détail relatives aux opérations des commissions d'examen, et de transmettre au ministre de l'instruction publique les procès-verbaux et autres pièces nécessaires, pour qu'il puisse être statué relativement à l'admission des boursiers.

5. Les dispositions des ordonnances et règlements qui se rapportent à la durée de la jouissance des bourses, au paiement de la pension et à l'exclusion des élèves communaux, sont aussi applicables aux élèves départementaux de Tarn-et-Garonne. ( *Paris, 2 Novembre 1839.* )

---

N° 8360. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement, dans la commune de Charroux ( Vienne ), d'une communauté de sœurs ursulines de Jésus dont le chef-lieu est à Chavagnes ( Vendée ). ( *Paris, 13 Novembre 1839.* )

---

N° 8361. — ORDONNANCE DU ROI portant que la congrégation des sœurs de la Providence actuellement établie à Forbach ( Moselle ), et reconnue par ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à transférer le siège de l'institution dans la commune de Peltre. ( *Paris, 13 Novembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
 Secrétaire d'état au département de  
 la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Décembre 1839,  
 J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 1<sup>er</sup> Décembre 1839.



---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 695.

---

1° 8362. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1839, un Crédit supplémentaire de cinq cent mille francs, pour Encouragements aux Pêches maritimes.*

• Au palais des Tuileries, le 22 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature détaillée des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires, en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 1 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre ordonnance du 17 septembre 1839 (2), qui ouvre un crédit supplémentaire de un million de francs (1,000,000<sup>f</sup>), applicable au chapitre X du budget du ministère de l'agriculture et du commerce;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de cinq cent mille francs (500,000<sup>f</sup>),

---

(1) Bull. 579, n° 7437.

(2) Bull. 681, n° 8193.

applicable au chapitre X du budget de ce ministère, *Encouragements aux pêches maritimes.*

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N° 8363. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Au palais des Tuileries, le 22 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture et du commerce, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1835 et 1836 ;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835 et 1836, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de deux mille huit cent vingt-deux francs trente-sept centimes ( 2,822<sup>f</sup> 37<sup>c</sup> ), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835.....	52 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>
— 1836 .....	2,769 87
	<hr/>
	2,822 37
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. COMTE-GRIDAINE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les Budgets des exercices courants.*

N° DES CHAPITR	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres.	par exercices.
	EXERCICE 1835.				
10	Poids et mesures.....	( Fourniture d'objets mobiliers au bureau de vérification, à Blaye (Gironde).....	52 <sup>l</sup> 50 <sup>c</sup>	52 <sup>l</sup> 50 <sup>c</sup>	52 <sup>l</sup> 50 <sup>c</sup>
	EXERCICE 1836.				
3	Travaux aux établissements thermaux et aux lazarets.....	Lazaret de Trompeloup ( Gironde )..... Solde de travaux 2,637 <sup>l</sup> 93 <sup>c</sup> Solde des honoraires de l'architecte..... 131 94	2,769 87	2,769 87	2,769 87
	TOTAUX.....		2,822 37	2,822 37	2,822 37

Vu pour être annexé à l'ordonnance du 22 Novembre 1839, n° 5746.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

**N° 8364. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation du deuxième Collège électoral de Seine-et-Oise.**

Au palais des Tuileries, le 29 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois du 12 septembre 1830 et du 19 avril 1831;

Vu notre ordonnance du 20 de ce mois, qui a nommé chef d'escadron M. *Bertin de Vaux*, député de Seine-et-Oise,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le deuxième collège d'arrondissement électoral du département de Seine-et-Oise est convoqué à Saint-Germain-en-Laye pour le 21 décembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8365. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe les Époques auxquelles auront lieu, pour la Classe de 1839, les opérations du Recrutement relatives aux Tableaux de recensement et au Tirage au sort.*

Au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée, et celle du 21 mars 1832, sur le recrutement;

Vu l'article 5 de la loi du 26 juin dernier, portant que, pour la classe de 1839, toutes les opérations du recrutement qui se rapportent aux tableaux de recensement et au tirage au sort pourront avoir lieu, en vertu d'une ordonnance royale, au commencement de l'année 1840, et avant le vote de la loi annuelle du contingent;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les tableaux de recensement de la classe de 1839 seront ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840 et publiés, ainsi que l'exige l'article 8 de la loi du 21 mars 1832, les dimanches 9 et 16 février 1840.

L'examen de ces tableaux et le tirage au sort prescrits par l'article 10 de la même loi commenceront le 23 mars suivant.



2. Immédiatement après le tirage de chaque canton, le sous-préfet enverra au préfet du département une expédition authentique de la liste du tirage, ainsi que du procès-verbal qui aura été dressé en exécution de l'article 12 de la loi précitée du 21 mars 1832.

3. Au moyen des documents mentionnés dans l'article précédent, le préfet dressera un état indiquant par canton le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe.

Cet état devra être adressé à notre ministre secrétaire d'état de la guerre le 25 avril 1840, au plus tard.

Si, par des circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage n'a pu être connu à cette époque pour tous les cantons, ce nombre sera remplacé, pour les cantons en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage des dix classes précédentes, et le préfet indiquera cette moyenne sur l'état prescrit ci-dessus.

4. Les autres opérations relatives à l'appel de la classe de 1839 seront réglées ultérieurement par une ordonnance royale, après la promulgation de la loi annuelle du contingent.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8366. — *ORDONNANCE DU ROI qui appelle à l'activité vingt-cinq mille jeunes Soldats de la Classe de 1838.*

A Paris, le 3 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'article 4 de la loi du 26 juin 1839, portant que les jeunes soldats composant la seconde portion du contingent de la classe de 1838 ne pourront être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Sur les quarante mille jeunes soldats formant la seconde portion du contingent de la classe de 1838, vingt-cinq mille sont appelés à l'activité.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

*Signé* SCHNEIDER.

N° 8367. — *TABLEAU de Créances à solder sur les exercices périmés 1830, 1832, 1833 et 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la Loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi. (Annexe de l'Ordonnance royale du 18 octobre 1839, insérée au Bulletin 689, n° 8278.)*

DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS.		MONTANT des créances.		MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services.	Parties prenantes.	fr. c.	fr. c.	
EXERCICE 1830.				
CHAP. 2. — SOLDE,	{ Le sieur PONSARD ( Jean- Loui- ), second maître canonnier sur la frégate <i>la Proserpine</i> .....			Le droit des ti- tulaires des créan- ces à l'applica- tion de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831.
2 <sup>e</sup> partie. <i>Solde à la mer.</i>		.....	40 00	
		<i>A reporter</i> .....	.....	

DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS.		MONTANT des créances.		MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point payables de la décade
Services.	Parties prenantes.	fr. c.	fr. c.	
	<i>Report</i> .....	.....	40 00	
EXERCICE 1832.				
CHAP. 2. — SOLDE.	{ Aux héritiers du sieur CHE- VALIER, lieutenant d'ar- tillerie de la marine, employé au Sénégal. — Rappel d'appointements.	14 28	200 01	
1 <sup>re</sup> partie. <i>Solde à terre.</i>				
CHAP. 11. — DÉPENSES DES SERVICES MILI- TAIRES.	{ Aux héritiers du sieur CHE- VALIER, lieutenant d'ar- till. de marine, employé au Sénégal. — Rappel de supplément colonial...	185 73		
EXERCICE 1833.				
CHAP. 4. — SOLDE.	{ Le sieur GRIMAL, chirur- gien-major de la frégate <i>l'Artémise</i> . — Indem- nité d'entretien de cais- se.....	.....	28 00	
4 <sup>e</sup> section. <i>Hôpitaux.</i>				
EXERCICE 1834.				
<i>Idem</i> .....	{ Le sieur BONOT, chirur- gien-major du brick <i>le</i> <i>d'Assas</i> . — Indemnité d'entretien de caisse...	12 53	59 22	
CHAP. 4. — SOLDE.	{ Le sieur KERMAREC, mai- tre pompier à Brest. — Rappel de supplément d'appointements.....	33 33		
3 <sup>e</sup> section. <i>Accessoires de la solde.</i>				
CHAP. 4. — SOLDE.	{ Le sieur AUBERT, maître armurier de la division des équipages de ligne. — Frais d'entretien d'ar- mes prélevés sur la solde des hommes.....	13 36		
1 <sup>re</sup> section. <i>Solde à terre.</i>				
	TOTAL.....	.....	327 23	

Arrêté le présent état à la somme de trois cent vingt-sept francs vingt-trois centimes.

Paris, le 18 Octobre 1839.

*L'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'État  
de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'État  
de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8368. — *TABLEAU de nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.* (Annexe de l'Ordonnance royale du 18 octobre 1839, insérée au Bulletin 689, n° 8279.)

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par	par	par
			articles.	chapitres	exercices.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
EXERCICE 1835.					
4	SOLDE. — 1 <sup>re</sup> section. <i>Solde à terre.</i>	Le sieur AUBERT, maître armurier de la division des équipages de ligne. — Frais d'entretien d'armes prélevés sur la solde des hommes.....	10 02	.....	37 72
4	SOLDE. — 2 <sup>e</sup> section. <i>Solde à la mer.</i>	Le sieur BOURRIQUE (Pierre), matelot de la corvette <i>la Naïade</i> . — Rappel de différence de solde.....	27 70		
EXERCICE 1836.					
4	SOLDE. — 1 <sup>re</sup> section. <i>Solde à terre.</i>	Le sieur AUBERT, maître armurier de la division des équipages de ligne. — Frais d'entretien d'armes prélevés sur la solde des hommes.....	48 80		
4	SOLDE. — 2 <sup>e</sup> section. <i>Solde à la mer.</i>	Le sieur LEMAITRE, matelot chargeur sur la corvette <i>l'Ariake</i> . — Rappel de supplément de solde.....	34 40		
4	<i>Idem.....</i>	Le sieur DAGUENET, capitaine de corvette, commandant la frégate <i>la Flore</i> . — Rappel de supplément à la mer et de traitement de table, par suite d'omission reconnue après le décomptage du rôle d'équipage à Brest.....	3,813 33		
4	SOLDE. — 3 <sup>e</sup> section. <i>Accessoires de solde.</i>	Le sieur VALLAIN, agent comptable de la frégate <i>la Didon</i> . — Gratification de bonne gestion. ( <i>Décret impérial du 29 fructidor an XII.</i> ).....	135 00		
		<i>A reporter.....</i>	4,031 53	.....	37 72

N <sup>o</sup> DU CHAPITRE.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres	par exercices
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report.....</i>	4,031 53	.....	37 78
4	SOLDE. — 5 <sup>e</sup> section. <i>Vivres.</i>	Le sieur AVRY (Jean-Yves), second commis aux vi- vres. — Rappel de solde sur la frégate la <i>Terpichore</i> .....	54 00	4,397 53	
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur MENU ( Jean-Ni- colas ), commis aux vi- vres. — Rappel de solde et de supplément sur la gabare la <i>Prevoyante</i> ..	312 00		
8	TRAVAUX DE L'ARTILLE- RIE. ( Etablissements hors des ports.)	Receveur de l'enregistre- ment et des domaines à Angoulême. — Surme- sure à la charge de la marine, par suite de réarpentage de coupes de bois adjugées à la fonderie de Ruelle.....	.....	1,341 71	5,739 28
		EXERCICE 1837.			
3	CORPS ET AGENTS ENTRETENUS.	Les sieurs VINCENDON, in- génieur hydrographe, et HOMBON, chirurgien de deuxième classe, em- barqués sur la corvette l' <i>Astrolabe</i> . — Rappel d'appointements.....	1,048 61		
3	<i>Idem</i> .....	Le sieur DERODÉ, élève sur le brick le <i>Ducoudré</i> . — Rappel de solde.	53 33		
3	<i>Idem</i> .....	Le sieur GUILLAIN ( Char- les ), lieutenant de vais- seau. — Parfait paye- ment de solde acquise sur la gabare la <i>Pre- voyante</i> .....	0 10		
3	<i>Idem</i> .....	Le sieur LANGEVIN ( Fran- çois-Pierre ), chirurgien de troisième classe. — Parfait paiement de sol- de acquise sur la gabare la <i>Prevoyante</i> .....	110 12		
3	<i>Idem</i> .....	Le sieur PHELIPPEAUX ( Marie-Marc-François- Joachim-Léon ), chirur- gien de seconde classe. — Rappel d'appointe- ments sur la frégate l' <i>Hermione</i> . ....	55 00		
		<i>A reporter</i> .....	1,267 16	.....	5,776 96



N° DU CHAPITRE.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres	par exercices
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report</i> .....	1,267 16	.....	5,776 96
3	CORPS ET AGENTS ENTRETEenus.	Caisse coloniale des éta- blissements français de l'Inde. — Rembourse- ment d'avances à la fré- gate <i>l'Artemise</i> , com- prises dans la comptabi- lité de Bourbon du deuxième semestre 1837	3,834 79	5,101 95	
4	SOLDE.	Le sieur AUBERT, maître armurier de la division des équipages de ligne.			
4	1 <sup>re</sup> Section. <i>Solde à terre.</i>	— Frais d'entretien d'armes prélevés sur la solde des hommes..	69 72		
4	<i>Idem</i> .....	Fonds coloniaux de Bour- bon. — Remboursement d'avances au brick <i>le Co- libri</i> .....	2,216 23		
4	SOLDE.	Rappel de solde à divers marins sur la goëlette <i>le Colibri</i> .....	32 35		
4	2 <sup>e</sup> Section. <i>Solde à la mer</i>	Le sieur LESUEUR, chi- rurgien de 3 <sup>e</sup> classe. — Rappel de supplément de solde sur la goëlette <i>la Daphné</i> .....	35 14		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur LABORETTE ( François-Stanislas ), matelot de la goëlette <i>la Daphné</i> . — Rappel de différence de solde. ...	70 40		
4	<i>Idem</i> .....	Rappel de solde et de sup- plément à neuf officiers et marins de la corvette <i>l'Antrolabe</i> .....	247 49		
4	<i>Idem</i> .....	Rappel de solde et de sup- plément à dix-huit ma- rins de la Zélie.....	623 08		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur JALBERT, matelot du vaisseau <i>le Trident</i> . — Rappel de solde....	46 75		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur MINT, matelot sur le vaisseau <i>le Trident</i> — Rappel de solde....	8 00		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur JOUSSE, matelot de deuxième classe. — Rappel de solde sur les vaisseaux <i>le Triton</i> et <i>le Trident</i> .....	36 50		
		<i>A reporter</i> .....	3,385 06	5,101 95	5,776 96

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par	par	par
			articles.	chapitres	exercices
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report</i> .....	3,385 66	5,101 95	5,776 95
4	<b>SOLDE.</b> 2 <sup>e</sup> Section. <i>Solde à la mer</i>	Le sieur LEGENDRE, lieutenant de vaisseau, embarqué sur la corvette <i>la Bergère</i> . — Rappel de supplément de solde.	266 67		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur TISSERAT, matelot sur la frégate <i>l'Artemise</i> . — Rappel de solde .....	32 80		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur LAFOND, apprenti marin sur le vaisseau <i>le Trident</i> . — Rappel de solde .....	52 00		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur SABATIER, quartier-maître timonier sur la gabare <i>la Ménagère</i> . — Rappel de solde ....	15 60		
4	<i>Idem</i> .....	Rappel de solde et de supplément à divers officiers et marins de la gabare <i>la Prévoyante</i> .....	853 44		
4	<b>SOLDE.</b> 3 <sup>e</sup> Section. <i>Accessoires de la solde.</i>	Consul de France à Riga. — Frais de rapatriement de marins provenant du navire du commerce <i>la Bonne Mère</i> , de Rouen.	208 59		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur GATIER, lieutenant de vaisseau, commandant le brick <i>l'Alcyone</i> . — Frais de passage de M. Rossew Saint-Hilaire .....	228 00		
4	<i>Idem</i> .....	Le sieur FOURNIER, capitaine de corvette, commandant le brick <i>le Lapeyrouse</i> . — Remboursement de frais de passage .....	211 00		
4	<i>Idem</i> .....	Caisse coloniale de Chandernagor. — Remboursement d'avances à la métropole .....	39 50		
		<i>A reporter</i> .....	5,293 27	5,101 95	5,776 95

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres	par exercices.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report.....</i>	5,293 27	5,101 95	5,776 96
4	SOLDE. — 3 <sup>e</sup> section. <i>Accessoires de la solde.</i>	Le sieur ESCUDIER, commis aux vivres sur la frégate <i>l'Artémise</i> . — Vacations pendant son séjour à terre, à Madras et à Calcutta.....	144 00		
4	<i>Idem.....</i>	Le sieur DEPANIS, capitaine de corvette. — Supplément d'appointements comme chargé d'une mission à Granville.....	177 00		
4	<i>Idem.....</i>	Les sieurs François DURAND et compagnie, armateurs du brick <i>les Trois-Frères</i> . — Frais de passage de Rio Janeiro à Port-Vendres du nommé François BERTIN, domestique, provenant du brick de l'Etat <i>l'Inconstant</i> .....	71 13		
4	<i>Idem.....</i>	M. le ministre de France à Lisbonne. — Frais de rapatriement de l'équipage du navire naufragé <i>la Louise-Anne</i> , de Vannes.....	672 21		
4	SOLDE. — 4 <sup>e</sup> section. <i>Hôpitaux.</i>	Caisse coloniale de Chandernagor. — Remboursement d'avances à la métropole.....	138 64		
4	SOLDE. — 5 <sup>e</sup> section. <i>Vivres.</i>	Le sieur MOUSCHETTI, distributeur sur le bateau à vapeur <i>l'Etna</i> . — Complément de solde.....	51 60		
4	<i>Idem.....</i>	Le sieur AVRY (Jean-Yves), deuxième commis aux vivres. — Rappel de supplément de solde sur la frégate <i>la Terpsichore</i> .....	108 00		
4	<i>Idem.....</i>	M. le consul général de France à Londres. — Traite du 29 mars 1839, pour remboursement à l'administration anglaise de Madras de vivres fournis à la frégate <i>l'Artémise</i> .....	3,277 86		
		<i>A reporter.....</i>	9,934 48	5,101 95	5,776 96

N <sup>o</sup> DES CHAPITRES.	CHAPITRES.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres	par exercices.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
		<i>Report.....</i>	9,934 48	5,101 95	5,776 95
4	<b>SOLDE.</b> 5 <sup>e</sup> section. <i>Vivres.</i>	Caisse coloniale des établissements français de l'Inde. — Remboursement d'avances à la frégate <i>l'Artemise</i> , comprises dans la comptabilité de Bourbon du deuxième semestre 1837.	34,685 90	44,828 07	49,939 01
4	<i>Idem.....</i>	Fonds coloniaux de Bourbon. — Remboursement d'avances au brick <i>le Colibri.....</i>	207 69		
12	<b>DÉPENSES DIVERSES.</b>	Le sieur BOURAINE, commissaire de l'inscription maritime, à Paimpol. — Remboursement de frais de transport...	35 82		
12	<i>Idem.....</i>	Caisse coloniale de Chandernagor. — Remboursement d'avances à la métropole.....	23 20	59 02	
		<b>TOTAL.....</b>	.....	.....	55,765 07

Arrêté le présent état à la somme de cinquante-cinq mille sept cent soixante six francs.

Paris, le 18 Octobre 1839.

*L'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'Etat  
de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'Etat  
de la marine et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N<sup>o</sup> 8369. — **ORDONNANCE DU ROI** qui maintient M. le Lieutenant général Baron Aymard dans la première section du Cadre de l'État-major général.

A Paris, le 4 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,  
et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. le lieutenant général baron *Aymard* ( *Antoine* ) est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

---

N° 8370. — ORDONNANCE DU ROI portant que la section d'Aulnat est distraite de la commune de Malintrat, canton et arrondissement de Clermont ( Puy-de-Dôme ), et érigée en commune, dont le chef-lieu est fixé à Aulnat. ( *Paris, 11 Novembre 1839.* )

---

N° 8371. — ORDONNANCES DU ROI portant,

1<sup>o</sup> Création, aux frais de l'État, d'un commissariat de police dans la commune du Passage ( Lot-et-Garonne );

2<sup>o</sup> Suppression du commissariat créé par ordonnance du 26 novembre 1836 dans la commune de Cubzac ( Gironde ). ( *Paris, 22 Novembre 1839.* )

---

N° 8372. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'un commissariat de police dans la commune de Sault, département de Vaucluse. ( *Paris, 25 Novembre 1839.* )

---

N° 8373. — ORDONNANCE DU ROI portant suppression du commissariat de police établi dans la commune de Rians ( Var ) par ordonnance du 9 mars 1832. ( *Paris, 26 Novembre 1839.* )

---





**CERTIFIÉ** conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

**A Paris, le 7 \* Décembre 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 7 Décembre 1839.**

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 696.

---

N° 8374. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la perception des Droits de Navigation intérieure.*

Au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu la loi du 9 juillet 1836 (1) et l'ordonnance du 15 octobre de la même année (2) ;

Vu la loi du 4 juillet 1837 (3), relative à l'application du système métrique décimal, et le tableau des mesures légales y annexé ;

Considérant qu'il importe de mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions les tarifs de navigation, qui sont basés sur la distance parcourue ou à parcourir ;

Sur le rapport de notre ministre-secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** La perception des droits de navigation faite par l'État, tant sur les rivières que sur les canaux, par distance de cinq kilomètres, aura lieu, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, par distance d'un myriamètre, d'après des taxes doubles de celles portées aux tarifs actuels.

2. Le droit sera appliqué proportionnellement aux dixièmes de myriamètre. Toute fraction de cinq cents mètres et au-dessus sera comptée pour un kilomètre, et toute fraction inférieure sera négligée.

3. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles qui précèdent, et notamment le premier paragraphe de l'article 9 de notre ordonnance du 15 octobre 1836.

---

(1) Bull. 443, n° 6392.

(2) Bull. 462, n° 6532.

(3) Bull. 513, n° 6901.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé* H. PASSY.

N° 8375. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la construction d'un Pont suspendu sur le Loir, à Briolay (Maine-et-Loire).*

Au palais des Tuileries, le 12 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations prises par les conseils municipaux des communes de Tiercé et de Briolay, département de Maine-et-Loire, en date des 6 mai 1836, 8 mars 1837, 9 février 1838 et 25 septembre 1839, sur le projet de construction d'un pont suspendu et d'une levée insubmersible sur le Loir, à Briolay, portant l'offre d'une subvention de cent dix mille francs pour acquitter une partie des dépenses de la construction ;

Vu notre ordonnance du 27 décembre 1837, qui a autorisé la commune de Briolay à vendre aux enchères publiques quarante hectares quarante ares vingt-cinq centiares de terrains communaux, pour en employer une partie du produit aux dépenses de l'établissement de ce pont ;

Vu notre ordonnance du 28 mai 1838, qui autorise la commune de Tiercé à vendre quinze hectares vingt-cinq ares quatre-vingt-dix centiares de terrains communaux, pour en affecter le produit à l'acquittement de la subvention votée par le conseil municipal en faveur de la construction dont il s'agit ;

Vu le certificat constatant qu'il n'a été consigné aucune réclamation sur le registre d'enquête, ouvert à la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'avis de la commission d'enquête ;

L'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, et l'article 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838 ;

L'avis du préfet du département de Maine-et-Loire, et les autres pièces de l'affaire ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'un pont suspendu sur le Loir, et d'une chaussée insubmersible aux abords de ce pont, à Briolay, département de Maine-et-Loire, en remplacement du bac actuel, est approuvé, aux clauses et conditions insérées dans le cahier des charges de cette entreprise.

Une copie de ce cahier des charges, ainsi que des plans et devis et détails estimatifs, joints au projet, restera annexée à la présente ordonnance.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont, au moyen :

1° De la concession d'un péage qui sera concédé, par adjudication publique, au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera, à l'avance, fixé par le préfet, dans un billet cacheté.

2° D'une subvention de cent dix mille francs, fournie par les communes de Briolay et de Tiercé, savoir : soixante-cinq mille francs par la commune de Briolay, et quarante-cinq mille francs par celle de Tiercé.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal en aura été approuvé, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage, conformément au tarif ci-après :

Une personne à pied, chargée ou non chargée.....	05 <sup>c</sup>
<i>Nota.</i> Un enfant au-dessus de sept ans payera la taxe.	
Cheval ou mulet et son cavalier.....	10
Cheval ou mulet, chargé ou non chargé.....	07 1/2
Ane ou ânesse, chargé ou non chargé.....	05
Mouton, chèvre, veau et porc.....	01 1/4
Bœuf ou vache.....	05

**IX<sup>e</sup> Série.**

**48.**

Voiture suspendue, à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris.....	40 <sup>c</sup>
<i>Idem</i> ..... à deux ou quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	50
<i>Idem</i> ..... à trois chevaux ou mulets, <i>idem</i> .....	60
Pour chaque cheval ou mulet en sus.....	10

Toute personne passant en voiture payera séparément le droit dû pour une personne à pied.

Charrette de l'agriculture, chargée ou non chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, conducteur compris.....	20
Pour un cheval ou une paire de bœufs en sus.....	07 1/2
Charrette de l'agriculture, attelée d'un âne, conducteur compris...	15
Charrette de roulage, à deux ou quatre roues, chargée ou non chargée, attelée d'un cheval, conducteur compris.....	30
Pour chaque cheval ou paire de bœufs en sus.....	07 1/2
Petite charrette ou brouette, trainée par un homme.....	10
<i>Idem</i> ..... par deux hommes.....	15

*Nota.* Les droits seront réduits de moitié pour les animaux allant au pâturage, et pour les équipages employés à la rentrée des récoltes.

6. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.



8376. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1839.*

Au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, et contenant, article 6, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires, en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs ;

Vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1839, un crédit supplémentaire de trois millions six cent trente-cinq mille huit cent soixante-sept francs (3,635,867<sup>f</sup>), applicables aux chapitres et articles ci-après :

### **I<sup>re</sup> PARTIE DU BUDGET.**

#### **DETTE PUBLIQUE.**

##### **CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Rentes perpétuelles.**

ART. 3. Rentes 4 pour 0/0.....	1 <sup>f</sup> }	18,867 <sup>f</sup>
— 4. Rentes 3 pour 0/0.....	18,866	

##### **CHAPITRE 4.**

Intérêts de cautionnements.....	357,000
---------------------------------	---------

##### **CHAPITRE 11.**

Pensions militaires.....	1,200,000
--------------------------	-----------

### **III<sup>e</sup> PARTIE DU BUDGET.**

#### **SERVICE GÉNÉRAL.**

##### **CHAPITRE 29.**

Frais de trésorerie.....	80,000
--------------------------	--------

*A reporter.....* 1,635,867

Report..... 1,523,257

IV<sup>e</sup> PARTIE DU BUDGET.FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION  
DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.*Service administratif et de perception, dans les départements, des Contributions directes, et des autres Taxes perçues en vertu de rôles.*CHAPITRE 36. — *Frais de perception.*

ART. 1 <sup>er</sup> .	Remises des percepteurs sur les contributions directes.....	4,000 <sup>f</sup>	10,600
	— sur les redevances des mines.....	2,600	
	— sur les rétributions imposées pour la vérification des poids et mesures.....	4,000	

*Service administratif de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines dans les départements.*

## ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

CHAPITRE 37. — *Personnel.*

ART. 2. Taxations des receveurs à remises..... 151,657

CHAPITRE 38. — *Matériel.*ART. 1<sup>er</sup>. Papiers, impressions, reliures..... 11,000CHAPITRE 39. — *Dépenses diverses.*

ART. 5. Frais de poursuites et d'instances..... 20,000

## TIMBRE.

CHAPITRE 41. — *Matériel.*ART. 1<sup>er</sup>. Achat, frais d'emballage et de transport de papiers... 100,000*Service administratif et de surveillance des Forêts dans les départements.*CHAPITRE 44. — *Dépenses diverses.*

ART. 2. Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux.....	80,000 <sup>f</sup>	120,000
— 5. Frais de poursuites et d'instances.....	40,000	

Report..... 2,080,467

Report..... 2,080,467<sup>f</sup>*Service administratif des Contributions indirectes  
et des Poudres à feu dans les départements.*

## CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

CHAPITRE 48. — *Personnel.*

ART. 6. Remises aux entreposeurs sur la vente des tabacs..... 24,000

## POUDRES À FEU.

CHAPITRE 51. — *Personnel.*

ART. unique. Remises aux préposés à la vente des poudres..... 10,000

CHAPITRE 52. — *Matériel.*

ART. 1 <sup>er</sup> . Achat de poudres.....	368,200 <sup>f</sup>	} 431,200
— 2. Frais de transport de poudres.....	63,000	

*Service administratif, de perception et d'exploitation  
des Postes dans les départements.*

## ADMINISTRATION ET PERCEPTION.

CHAPITRE 56. — *Personnel.*

ART. 3. Remises des directeurs des bureaux à taxations..... 170,000

CHAPITRE 58. — *Dépenses diverses.*ART. 2. Achat de lettres venant de l'étranger et des pays  
d'outre-mer..... 42,000

## TRANSPORT DES DÉPÊCHES.

CHAPITRE 61. — *Dépenses diverses.*

ART. 3. Transports par entreprises..... 121,000

V<sup>e</sup> PARTIE DU BUDGET.REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS  
ET PRIMES.CHAPITRE 63. — *Restitutions et non-valeurs sur les Contribu-  
tions directes et sur les autres taxes perçues en vertu de  
rôles.*

ART. 5. Non-valeurs extraordinaires sur patentes pour cessa- tion de commerce.....	135,000 <sup>f</sup>	} 285,000
— 12. Remises et modérations sur la contribu- tion additionnelle des bois des communes et des établissements publics.....	140,000	
— 14. Dégrevements sur les rétributions universi- taires et sur le droit annuel dû par les chefs d'école.....	10,000	

A reporter..... 3,163,667

Report..... 3,163,887

## CHAPITRE 66.

Primes à l'exportation des marchandises..... 472,200

TOTAL..... 3,635,867

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

N° 8377. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1840, un Crédit extraordinaire pour les Dépenses de l'Algérie.*

Au palais des Tuileries, le 4 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 10 août 1839, portant fixation des dépenses de l'exercice 1840 ;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833 et l'article 13 de celle du 23 mai 1834 ;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire de dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille francs (19,987,000<sup>f</sup>), pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui seront portées aux chapitres spéciaux ci-après de la deuxième section du budget de la guerre, *Algérie*, savoir :

CHAPITRE	4. États-majors.....	187,000 <sup>f</sup>
————	8. Solde et entretien des troupes.....	11,403,000
————	9. Habillement et campement.....	2,700,000
————	10. Lits militaires.....	160,000
————	11. Transports généraux.....	1,000,000
————	12. Remonte générale.....	2,100,000
————	13. Harnachement.....	200,000
————	14. Fourrages.....	1,537,000
————	18. Matériel de l'artillerie.....	300,000
————	19. Matériel du génie.....	200,000
————	24. Dépenses secrètes.....	200,000
TOTAL ÉGAL.....		19,987,000.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

*Signé* SCHNEIDER.

N° 8378. — *ORDONNANCE DU ROI* qui ouvre, sur l'exercice 1840, un *Crédit extraordinaire* pour les *Dépenses de la Commission scientifique d'Algérie*.

Au palais des Tuileries, le 4 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 10 août 1839, portant fixation des dépenses de l'exercice 1840;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833 et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état



de la guerre, sur l'exercice 1840, au titre du chapitre XXIII, *Services civils en Afrique*, un crédit extraordinaire de cent soixante et quinze mille francs (175,000<sup>f</sup>), pour subvenir aux dépenses de la commission scientifique d'Algérie, qui n'ont pu être réglées ni prévues par le budget dudit exercice.

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,

Signé SCHNEIDER.

N° 8379. — *ORDONNANCE DU ROI* qui ouvre, sur l'exercice 1840, un *Crédit extraordinaire* pour le traitement des *Officiers généraux* composant la *seconde section du Cadre de l'Etat-major général de l'Armée*.

Au palais des Tuileries, le 4 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 août 1839, portant fixation des dépenses de l'exercice 1840;

Vu l'article 12 de la loi du 23 mai 1834, ainsi conçu :

« La faculté, accordée par l'article 152 de la loi du 25 mars 1817, « d'ouvrir des crédits par ordonnance du Roi pour des cas urgents « et extraordinaires, est applicable seulement à des services qui ne « pouvaient pas être prévus et réglés par le budget, et à la charge de « se conformer aux dispositions des articles 4, 5 et 7 de la loi « du 24 avril 1833 »;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 4 août 1839, sur l'organisation de l'état-major général de l'armée;

Considérant que cette dernière loi, en fixant la composition du cadre de l'état-major général de l'armée, a créé des droits nouveaux dont l'effet a dû être immédiat, et que depuis lors il a été pourvu au paiement du traitement des officiers généraux composant la section de réserve dudit cadre, d'après les bases déterminées par la loi précitée, au moyen d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839 ;

Considérant, en outre, qu'en raison de l'urgence et de ce que la dépense nouvelle ne pouvait être prévue ni réglée par le budget de l'exercice 1840, dont le vote a précédé la promulgation de la loi sur l'état-major, il y a également lieu d'user, pour cet exercice, de la faculté réservée par l'article 12 de la loi du 23 mai 1834 ;

Considérant, enfin, que le crédit accordé à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, au titre de l'article 1<sup>er</sup> du chapitre XV, *Solde de non-activité*. — *Officiers généraux*, doit rester sans emploi, par suite des dispositions de la nouvelle loi, qui ont appelé à faire partie de la deuxième section du cadre de l'état-major général de l'armée les officiers généraux provisoirement placés en non-activité par notre ordonnance du 28 août 1836 (1) ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire de huit cent quarante-trois mille francs (843,000<sup>f</sup>), pour subvenir à la dépense du traitement des officiers généraux composant la deuxième section, dite *de réserve*, du cadre de l'état-major général de l'armée.

Cette dépense sera portée au chapitre IV, *États-majors*, de la première section du budget de la guerre.

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session, en même temps que l'annulation d'une somme de quatre cent dix-sept mille cinq cents francs (417,500<sup>f</sup>) sur les crédits ouverts par la loi du 10 août 1839, au titre du chapitre XV de la première section du budget de la guerre, pour la solde des officiers généraux en non-activité.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des

---

(1) Bull. 453, n° 6478.

finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 9 \* Décembre 1839,  
J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

## BULLETIN DES LOIS.

N° 697.

N° 8380. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, exercice 1838, deux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions antérieurs à 1838.*

Au palais des Tuileries, le 25 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, lequel est ainsi conçu :

« Pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour  
celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, la dé-  
pense servant de base au règlement des crédits de chaque exer-  
cice ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque  
de sa clôture. Les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exer-  
cices d'après les droits ultérieurement constatés continueront  
d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant; mais en fin  
d'exercice, le transport en sera effectué à un chapitre spécial au  
moyen d'un virement de crédit autorisé chaque année par une  
ordonnance royale, qui sera soumise à la sanction des Chambres  
avec la loi de règlement de l'exercice expiré »;

Vu l'article 102 de notre ordonnance royale du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1838, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement définitif doit être incessamment proposé aux Chambres;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1838, deux nouveaux chapitres spécialement destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels des arrérages antérieurs à l'année 1838 des rentes viagères et des pensions.

Ces deux chapitres prendront le titre de

*IX<sup>e</sup> Série.*

*Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieurs à 1838 ;*

*Rappels d'arrérages de pensions antérieurs à 1838.*

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages et montant, d'après le tableau ci-annexé, à deux cent vingt-neuf mille trois cent onze francs quarante-neuf centimes ( 229,311<sup>f</sup> 49<sup>c</sup> ), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1838 pour les rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent.

Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieurs à 1838....	107,336 <sup>f</sup> 49 <sup>c</sup>
Rappels d'arrérages de pensions antérieurs à 1838.....	121,975 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	<hr/>
	229,311 <sup>f</sup> 49 <sup>c</sup>

3. Les crédits ouverts par la loi de finances et par des lois spéciales pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'exercice 1838 sont réduits de la somme de deux cent vingt-neuf mille trois cent onze francs quarante-neuf centimes, qui demeure provisoirement appliquée aux deux nouveaux chapitres susindiqués, savoir :

Rentes viagères.....		107,336 <sup>f</sup> 49 <sup>c</sup>
de la pairie.....	3,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	121,975 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
civiles.....	29,006 46	
titre de récompenses nationales.	1,257 63	
Pensions { aux vainqueurs de la Bastille...	1,000 00	
militaires.....	72,637 22	
ecclésiastiques.....	4,790 49	
des donataires dépossédés....;	10,283 69	
		<hr/>
		229,311 <sup>f</sup> 49 <sup>c</sup>

4. La présente ordonnance sera annexée au projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1838.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances

Signé H. PASSY.



Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de Rentes viagères et Pensions antérieurs à 1838, qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le Compte définitif du Budget des dépenses de l'exercice 1838.

RENTES ET PENSIONS.	EXERCICES QUI ONT DONNÉ LIEU À DES RAPPELS D'ARRÉRAGES.						TOTAL.
	1832.	1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	
Pensions de la pairie.....	"	"	"	"	"	3,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	3,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
— civiles.....	"	"	9,932 <sup>f</sup> 37 <sup>c</sup>	3,405 <sup>f</sup> 60 <sup>c</sup>	6,571 <sup>f</sup> 26 <sup>c</sup>	9,097 23	29,006 46
— à titre de récompenses nationales.....	"	"	"	7 63	950 00	300 00	1,257 63
— aux vainqueurs de la Bataille.....	"	250 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	250 00	250 00	250 00	"	1,000 00
— militaires.....	"	"	2,040 55	13,234 19	40,982 41	16,380 07	72,637 22
— ecclésiastiques.....	"	"	"	740 20	2,990 08	1,060 21	4,790 49
— des donataires déposés.	"	375 00	500 00	618 59	7,170 67	1,619 43	10,283 69
	"	625 00	12,722 92	18,256 21	58,914 42	31,456 94	121,975 49
Rentes viagères.....	582 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	2,963 66	4,924 60	13,377 95	66,405 74	19,082 05	107,336 00
TOTAL GÉNÉRAL.....	582 00	3,588 66	17,647 52	31,634 16	125,320 16	50,538 99	229,311 49

Arrêté le présent état à la somme de deux cent vingt-neuf mille trois cent onze francs quarante-neuf centimes.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

**N° 8381. — ORDONNANCE DU ROI relative à la liquidation des Réclamations d'Indemnités fondées sur l'article 1<sup>er</sup> de la Convention conclue, le 9 Mars 1839, entre la France et le Mexique.**

Au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présent et à venir, SALUT.**

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la convention conclue, le 9 mars de la présente année (1), entre la France et le Mexique, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 6 août dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les sommes payées par le Gouvernement de la République du Mexique, en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de ladite convention du 9 mars, seront versées, au fur et à mesure de leur arrivée en France, à la caisse des dépôts et consignations.

2. Une commission spéciale et gratuite sera formée auprès de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, pour examiner et liquider toutes les réclamations d'indemnités fondées sur l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 9 mars.

3. Les réclamations qui n'auraient pas été formées, soit auprès de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, soit auprès de notre légation à Mexico, devront être adressées, dans le délai de huit mois, avec les pièces à l'appui, au secrétariat de la commission de liquidation, où elles seront inscrites sur un registre spécial au fur et à mesure de leur réception.

4. La commission statuera sur les réclamations dans l'ordre de leur inscription ; ses décisions seront immédiatement notifiées aux réclamants, qui seront tenus d'élire, à cet effet, domicile à Paris ; et une ampliation de ces décisions sera

---

(1) Bull. 674, n° 8135.

adressée en même temps à notre ministre des affaires étrangères.

5. Il sera établi une commission de révision composée de sept membres, devant laquelle les réclamants pourront se pourvoir contre les décisions de la commission de liquidation qui auraient rejeté leurs réclamations ou réduit leurs indemnités. Notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères pourra également déférer à cette commission les décisions qu'il jugera susceptibles d'être réformées.

6. La demande en révision devra être formée au secrétariat de la commission dans le délai de trois mois, à dater du jour de la notification de la décision de la commission de liquidation.

Les arrêtés de la commission de révision seront définitifs et ne pourront donner lieu à aucun recours ultérieur.

7. Lorsque la liquidation confiée à la commission instituée par l'article 2 de la présente ordonnance sera terminée, et que la commission de révision aura statué sur tous les pourvois, les indemnités afférentes aux réclamations admises seront acquittées, soit en totalité, s'il y a lieu, soit au marc le franc, dans le cas où le chiffre total des réclamations liquidées excéderait le montant de l'indemnité stipulée dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 9 mars de la présente année, entre la France et le Mexique.

Les paiements s'effectueront, à la caisse des dépôts et consignations, sur les mandats délivrés par notre ministre des affaires étrangères.

8. Cependant, lorsque le travail de la commission de liquidation sera assez avancé pour qu'il soit possible d'établir la proportion entre le montant des réclamations et la quotité des fonds destinés à leur acquittement, notre ministre des affaires étrangères pourra nous proposer d'ordonner la délivrance, à titre d'à-compte, d'une partie de ces fonds aux titulaires des créances déjà liquidées.

9. Les frais matériels de la liquidation seront prélevés sur le montant total de l'indemnité de six cent mille piastres, et

ne pourront excéder un demi pour cent ; ils seront également ordonnancés par notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères.

10. Notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères , Président du Conseil ,*

*Signé* M<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.

---

**N° 8382. — ORDONNANCE DU ROI portant convocation du premier Collège électoral de l'Aveyron.**

Au palais des Tuileries , le 3 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;

Attendu le décès de M. *Merlin*, député du département de l'Aveyron ,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le premier collège électoral d'arrondissement de l'Aveyron est convoqué à Rodez pour le 28 décembre présent mois, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur ,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

---

N° 8383. — *ORDONNANCE DU ROI portant nomination des Membres des Commissions chargées de statuer sur les Réclamations auxquelles l'Indemnité stipulée dans la Convention du 9 Mars 1839, entre la France et le Mexique, a pour but de satisfaire.*

Au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1839. •

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2 et 5 de notre ordonnance du 30 du mois dernier, relatifs à la formation d'une commission de liquidation et d'une commission de révision pour statuer sur les réclamations auxquelles l'indemnité de six cent mille piastres, stipulée dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention conclue, le 9 mars de la présente année, entre la France et le Mexique, a pour but de satisfaire;

Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Sont nommés membres de la commission de liquidation :

M. le baron *Pelet de la Lozère*, pair de France, président ;

M. le marquis *Gabriac*, ancien ambassadeur ;

M. *Macarel*, conseiller d'état en service ordinaire ;

M. *Lacrosse*, membre de la Chambre des Députés ;

Et M. le baron *Desmousseaux de Givré*, maître des requêtes, attaché au département des affaires étrangères, membre de la Chambre des Députés, lequel remplira en outre les fonctions de secrétaire.

2. Sont nommés membres de la commission de révision :

M. le baron *Durant de Mareuil*, pair de France, ancien ambassadeur, président ;

M. le comte *de Noé*, pair de France ;

M. *Maillard*, pair de France, conseiller d'état en service ordinaire ;

M. *Vivien*, conseiller d'état en service ordinaire, membre de la Chambre des Députés ;



M. *Dumon*, conseiller d'état en service ordinaire, membre de la Chambre des Députés ;

M. *Rivet*, conseiller d'état en service ordinaire, membre de la Chambre des Députés ,

Et M. *Legentil*, membre de la Chambre des Députés et du conseil général du commerce.

3. Est nommé secrétaire de la commission de révision, M. *Louis de Clercq*, attaché au département des affaires étrangères.

4. Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre des affaires étrangères,  
Président du Conseil,

Signé M<sup>l</sup> Duc DE DALMATIE.

N<sup>o</sup> 8384. — *ORDONNANCE DU ROI concernant le Tarif des Douanes à la Martinique et à la Guadeloupe.*

Au palais des Tuileries, le 8 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les ordonnances des 5 février 1826 (1), 25 juillet 1837 (2) et 23 juillet 1838 (3), sur le régime commercial des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe ; ensemble la loi du 24 avril 1833 et l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, au département de la marine et des colonies et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

TARIF D'ENTRÉE.

A partir du 1<sup>er</sup> mars prochain, le tarif d'entrée dans les

(1) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 78, n<sup>o</sup> 2712.

(2) IX<sup>e</sup> série, Bull. 526, n<sup>o</sup> 6977.

(3) IX<sup>e</sup> série, Bull. 590, n<sup>o</sup> 7492.

olonies de la Martinique et de la Guadeloupe sera modifié ainsi qu'il suit :

*1° Marchandises étrangères admissibles à l'importation.*

Les tableaux A et B annexés à la présente ordonnance seront substitués aux tableaux 1 et 2 annexés à l'ordonnance du 5 février 1826, pour déterminer les marchandises étrangères admissibles à l'importation dans lesdites colonies, et les droits d'entrée à percevoir sur lesdites marchandises.

Les marchandises portées au tableau A, lorsqu'elles viennent d'Europe ou des pays non européens situés sur la Méditerranée, ne seront admissibles à la consommation desdites colonies qu'autant qu'elles seront importées directement des lieux de production ou des entrepôts par navires français ; dans ce cas, elles jouiront d'une réduction de droits d'un cinquième.

*2° Marchandises importées des établissements français sur la côte occidentale d'Afrique.*

Les droits d'entrée sur les marchandises importées par navires français des établissements français sur la côte occidentale d'Afrique, lorsqu'elles seront accompagnées de certificats d'origine authentiques délivrés par les autorités locales, seront perçus conformément au tableau C annexé à la présente ordonnance.

*3° Marchandises importées de France.*

Les produits naturels ou manufacturés importés de France, dont les similaires étrangers, compris aux tableaux joints à la présente, sont admissibles dans lesdites colonies, payeront cinq centimes par cent kilogrammes ou par tête, s'il s'agit d'animaux vivants.

Pour toutes les autres marchandises importées de France non comprises aux tableaux A et B, les droits d'entrée ne pourront être élevés à plus de trois pour cent de la valeur.

## ARTICLE 2.

## TARIF DE LA NAVIGATION.

Les droits de navigation à payer par les bâtiments français et étrangers, dans les ports de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances, seront perçus conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES DROITS.				DROITS À PERCEVOIR par		
				ton- neau.	bâti- ment.	act.
			Bâtiments venant de France ou des possessions françaises .....	fr. c.	fr.	ct.
Droit de tonnage.	{	Bâtiments français et étrangers venant de l'étranger,	de long cours et de grand cabotage, avec chargement pour la consommation ou l'entrepôt.....	2 90	.	.
			de petit cabotage, avec deux tiers de chargement en bois.....	1 60	.	.
			sur lest.....	0 20	.	.
			chargés.....	1 15	.	.
			sur lest.....	0 20	.	.
Droit d'expédi- tion.	{	Bâtiments français et étrangers venant de l'étranger,	Bâtiments venant de France ou des possessions françaises .....	.	.	.
			de 100 tonneaux et au- dessous.....	.	25	.
			de plus de 100 à 150 tonneaux inclusive- ment.....	.	30	.
			de plus de 150 à 200 tonneaux inclusive- ment.....	.	40	.
			de plus de 200 tonneaux.	.	50	.
Droit de congé des bâtiments français et droit de passe-port des bâtiments étrangers .....				.	.	.
Permis de charger et de décharger. — Bâtiments au mouillage sans distinction de pavillon.....				.	5	.
Droits sanitaires.				.	6	.
Bâtiments de toute provenance....				.	9	.
Droit de francisa- tion.	{	Bâtiments de construction française,	de plus de 100 à 150 tonneaux inclusive- ment .....	.	12	.
			de plus de 150 à 200 ton- neaux inclusivement.	.	15	.
			de plus de 200 tonneaux de 30 tonneaux et au- dessous.....	.	30	.
			de plus de 30 à 60 ton- neaux inclusivement.	.	40	.
			de plus de 60 tonneaux.	.	50	.
Bâtiments de construction étrangère, dans le cas où la francisation est autorisée par la loi.....				12 00	.	.

## ARTICLE 3.

Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, au département des finances et au département de l'agriculture et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

## TABLEAU A.

*Marchandises étrangères dont l'importation est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, en payant les droits ci-après :*

Animaux vivants...	Chevaux.....	30 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	} par tête.
	Mulets.....	45 00	
	Bœufs.....	25 00	
	Vaches, taureaux, taurillons, bouvillons, génisses et ânes.....	12 50	
	Veaux, porcs, moutons et chèvres.....	4 00	
	Tous autres.....	1 00	
Bois.....	Feuillard.....	10 00	} les 1,000 en nombre.
	Merrains.....	6 00	
	Essences.....	0 75	} les 1,000 mètres de long.
	Planches et autres.....	1 25	
Brai, goudron et autres résineux.....		0 75	} par 100 kilogrammes.
Charbon de terre.....		0 10	
Fourrages verts et secs.....		0 50	
Graines potagères.....		6 00	
Fruits de table.....			
Bœuf salé.....		10 00	} idem.
Riz.....		4 00	
Farines de froment.....		18 50	
Morues et autres poissons salés.....		7 00	
Sel.....		5 00	
Tabac.....	en feuilles.....	20 00	} idem.
	fabriqués.....	30 00	
Mouchoirs de l'Inde en coton teint en fil.....	sans apprêt, dits <i>madrass</i> ou <i>paliacam</i> .....	8 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	} la pièce.
	glacés ou cylindrés à chaud, dits <i>mendapolam</i> et <i>mazulipatam</i> ..	4 00	

Toiles à voiles écrues communes, de lin et de chanvre , dont la chaîne présente moins de huit fils dans l'es- pace de cinq millimètres.....			30 00	les 100 kilogrammes.
Légumes secs .....	3 50	}	l'hectolitre.	
Maïs en grains.....	2 00			
Cuir vert en poils non tannés .....	00 35	}	la pièce.	
Charrues.....	25 00			
Chapeaux de paille à tresses engrenées, dits de Panama .....	5 00			
Voitures.....		}	15 pour cent de la valeur.	
Moulins à égréner le coton.....				
Pompes en bois non garnies.....				
Chaudières en potin.....				
Houes et pelles .....	4 00	}	la douzaine.	
Serpes et coutelas.....	3 00			
Rames et avirons.....	00 05		par mètre de lon- gueur.	
Vins de Madère et de Ténériffe.....	100 00		l'hectolitre.	

Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 8 décembre 1839, en-  
registrée sous le n° 5747.

*Le Ministre de l'agriculture et du commerce,*  
Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

#### TABLEAU B.

*Marchandises étrangères dont l'admission est autorisée dans les îles de la  
Martinique et de la Guadeloupe, par tous pavillons, en payant 5 cen-  
times par 100 kilogrammes.*

Baumes et sucs médicinaux,	Légumes verts,
Bois d'ébénisterie odorants,	Laque naturelle,
Casse,	Muscades,
Cire non ouvrée,	Nacre,
Cochenille,	Or et argent,
Coques de coco,	Os et cornes de bétail,
Cuivre brut,	Peaux sèches et brutes,
Curcuma,	Plomb brut,
Dents d'éléphant,	Poivre,
Écailles de tortue,	Potasse,
Étain brut,	Quercitron,
Fanons de baleine,	Quinquina,
Gingembre,	Rocou,
Gommes,	Racines, écorces, herbes, feuilles et fleurs médicinales,
Graines d'amone,	Substances animales propres à la mé- decine et à la parfumerie,
Grains durs à tailler,	Sumac,
Indigo,	Vanille,
Joncs et roseaux,	
Hermès,	



Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 8 décembre 1839, enregistrée sous le n° 5747.

*Le Ministre de l'agriculture et du commerce,*  
Signé L. CUNIN-GRIDAINÉ.

## TABLEAU C.

*Marchandises des Établissements français sur les côtes occidentales d'Afrique dont l'importation est autorisée à la Martinique et à la Guadeloupe par navires français, et avec certificats d'origine délivrés par les autorités desdits établissements.*

Porcs....	} 50 centimes par tête.
Chèvres..	
Moutons..	
Riz.....	
	5 centimes par 100 kilogrammes.

Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 8 décembre 1839, enregistrée sous le n° 5747.

*Le Ministre de l'agriculture et du commerce,*  
Signé L. CUNIN-GRIDAINÉ.

## N° 8385. — ORDONNANCE DU ROI portant ,

1° Que la route royale n° 60, de Nancy à Orléans, sera rectifiée entre Toul (Meurthe) et Rigny-Saint-Martin (Meuse), de manière à passer par Blénod (Meurthe);

2° Que l'offre faite par la commune de Blénod, de contribuer pour soixante et douze mille francs aux frais d'établissement de la nouvelle route, est et demeure acceptée;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

## N° 8386. — ORDONNANCE DU ROI portant ,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 57, de Metz à Besançon, entre Nomexy et Igney, dans le département des Vosges;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

## N° 8387. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à l'assainissement de la traverse de Créteil, route royale n° 19, de Paris à Bâle, dans le département de la Seine, au moyen de l'établissement d'une rigole qui conduira dans la Marne les eaux qui s'accumulent aujourd'hui sur ladite route;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

---

## N° 8388. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la partie de la route royale n° 94, du Pont-Saint-Esprit à Briançon, comprise entre le canal des moulins de Vinsobres et le grand alignement de la Touche;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

---

## N° 8389. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la partie de la route royale n° 8, comprise entre Cuges, dans le département des Bouches-du-Rhône, et le hameau de Cabot, dans le département du Var;

2° Que la disposition du décret du 16 décembre 1811, qui fixe par le Bausset, dans le département du Var, le passage de la route, est et demeure abrogé;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de la route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

---

N° 8390. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le département des travaux publics à prendre possession, pour être affectées à l'établissement du canal latéral à la Garonne, de deux parties de la forêt de Montech, contenant ensemble une superficie de deux hectares quarante-huit ares trente-neuf centiares. (*Fontainebleau, 1<sup>er</sup> Octobre 1839.*)

N° 8391. — ORDONNANCE DU ROI portant que la route de Bourbon-Vendée au passage de Goa par Beauvoir est et demeure classée, sous le n° 5, au rang des routes départementales de la Vendée. (*Paris, 15 Octobre 1839.*)

---

N° 8392. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 183, de Magny à Chartres, dans la partie dite *de Coulombs*, département d'Eure-et-Loir ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 20 Octobre 1839.*)

---

N° 8393. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. La perception des droits au passage d'eau de la Jonclière sur l'Erdre (Loire-Inférieure) aura lieu conformément au tarif arrêté, le 18 octobre 1804 [ 26 vendémiaire an XIII ], pour le passage de Sucé, sur la même rivière.

2. Sont affranchis de toutes taxes, les fonctionnaires publics, agents de l'administration et autres, qui, d'après les dispositions du cahier des charges de l'adjudication des droits, sont appelés à jouir de la franchise du péage.

3. Le batelier n'est tenu de passer, avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou officiers de police, les agents des douanes et des contributions indirectes, et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Après une demi-heure d'attente, le passage sera effectué moyennant le droit simple. (*Paris, 23 Novembre 1839.*)

---

N° 8394. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. La perception des droits au passage d'eau de Blannay sur la Cure, département de l'Yonne, aura lieu conformément au tarif arrêté, le 22 juin 1804 [ 3 messidor an XII ], pour les passages de Bonnard et de Villevallier, même département.

2. Sont affranchis de toutes taxes, les fonctionnaires publics, agents de l'administration et autres, qui, d'après les dispositions du cahier des charges de l'adjudication, sont appelés à jouir de la franchise du péage.

3. Le batelier n'est tenu de passer, avant le lever ou après le coucher du soleil, que les juges de paix, maires, adjoints ou offi-

ciers de police, agents des douanes et des contributions indirectes, et la gendarmerie, pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Après une demi-heure d'attente, le batelier sera tenu d'effectuer le passage en ne percevant que le droit simple. ( *Paris, 25 Novembre 1839.* )

N° 8395. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le département de la Loire-Inférieure à se réunir à celui d'Ille-et-Vilaine pour l'entretien de l'école normale primaire de Rennes. ( *Paris, 6 Décembre 1839.* )

N° 8396. — ORDONNANCE DU ROI qui crée un commissariat de police dans la commune de Fumel ( Lot-et-Garonne ). ( *Paris, 6 Décembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 14 \* Décembre 1839.

J. B. TESTE

\* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE ROYALE. — 14 Décembre 1839.



# BULLETIN DES LOIS.

N° 698.

N° 8397. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation  
du Conseil général du département de la Loire-Inférieure.*

Au palais des Tuileries, le 3 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département  
de l'intérieur;

Vu l'article 12 de la loi du 22 juin 1833,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le conseil général du département de la Loire-  
inférieure est convoqué pour le 15 décembre présent mois,  
l'effet de délibérer sur le projet de construction du palais  
de justice de Nantes et sur les autres objets urgents que le  
préfet croira devoir lui soumettre.

2. Cette session extraordinaire ne pourra durer plus de  
trois jours.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de  
l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordon-  
nance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'intérieur,

Signé T. DUCHÂTEL.



**N° 8398. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.**

A Paris, le 4 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres ;

Vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes sur les exercices clos de 1836 et 1837, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de règlement de ces exercices ;

Considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans la loi de dépenses desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence des Chambres ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de règlement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres que par le moyen de crédits supplémentaires, accordés suivant les formes terminées par la loi du 24 avril 1833,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de cent trente et un francs dix centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1836.....	31 10 <sup>s</sup>
Exercice 1837.....	100 00
<b>TOTAL.....</b>	<b>131 10</b>

2. Notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes est en conséquence autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT des créances	
		par chapitre.	par exercice.
5	EXERCICE 1836.		
	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.....	31 <sup>f</sup> 10 <sup>s</sup>	31 <sup>f</sup> 10 <sup>s</sup>
5	EXERCICE 1837.		
	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.....	100 00	100 00
			131 10

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

**N° 8399. — ORDONNANCE DU ROI** qui ouvre au Ministre de la Justice et des Cultes un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.

A Paris, le 4 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre Conseil des ministres;

Vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes sur les exercices périmés de 1830, 1833 et 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par article leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit extraordinaire spécial de neuf mille huit cent dix-sept francs cinquante-sept centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la justice et des cultes, sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

**Signé LOUIS-PHILIPPE.**

**Par le Roi: le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice et des cultes,**

**Signé J. B. TESTE.**

*Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés de 1830, 1833 et 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.*

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
SERVICES.	PARTIES PRENANTES.	par PARTIE prenante	par SERVICE.	par EXERCICE	
EXERCICE 1830.					
Dépenses extraordi- naires des édifices diocésains.	HÉRITIERS DELORME, en- trepreneur, pour tra- vaux du séminaire de Verdun (Meuse)....	9,494'30 <sup>c</sup>	9,494'30 <sup>c</sup>	9,494'30 <sup>c</sup>	Par suite de con- testations, le comp- te des travaux n'a pu être arrêté par l'administra- tion qu'en juillet 1839.
EXERCICE 1833.					
Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.	FORGUES, tapissier, pour dépenses de répara- tions et d'entretien du mobilier de l'archevê- ché de Lyon (Rhône).	151 50	.....	.....	Réclamation ré- gulière en date du 25 novemb. 1837.
	CHENAVARD, architecte, pour les mêmes dé- penses.....	2 27	153 77	153 77	
EXERCICE 1834.					Idem.
Dépense de service intérieur des édifices diocésains.	FORGUES, tapissier, pour dépenses de répara- tions et d'entretien du mobilier de l'archevê- ché de Lyon (Rhône).	167 00	.....	.....	Idem.
	CHENAVARD, architecte, pour les mêmes dé- penses.....	2 50	169 50	169 50	Idem.
				9,817 57	

Approuvé : *Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état*  
au département de la justice et des cultes ,

*Signé* J. B. TESTE.

N° 8400. — *ORDONNANCE DU ROI* qui accorde au Ministre de la  
Justice et des Cultes un *Crédit supplémentaire* pour des *Créances*  
constatées sur des *exercices clos*.

A Paris, le 4 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire  
d'état au département de la justice et des cultes, et de l'avis de  
notre Conseil des ministres ;



Vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés pour les dépenses des cultes par les comptes définitifs des exercices clos;

Considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de finances des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835, 1836 et 1837, et que leur montant est inférieur aux restants de crédits dont l'annulation a été prononcée pour ces services par les lois de règlement desdits exercices,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1835, 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de dix-sept mille cinq cent vingt-huit francs soixante-sept centimes, montant des créances détaillées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition à notre ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1835 .....	120 <sup>f</sup> 78 <sup>c</sup>
—— 1836 .....	40 60
—— 1837 .....	17,367 29
	<hr/>
	17,528 67
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes est en conséquence autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses



des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine réunion.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de la justice et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

*Signé* J. B. TESTE.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les Budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT des créances,	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1835.		
21	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.....	120 <sup>f</sup> 78 <sup>c</sup>	120 <sup>f</sup> 78 <sup>c</sup>
	EXERCICE 1836.		
9	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.....	40 60	40 60
	EXERCICE 1837.		
10	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.....	17,367 29	17,367 29
			17,528 67

Approuvé : *Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état  
au département de la justice et des cultes,*

*Signé* J. B. TESTE.

**N° 8401. — ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de l'Intérieur un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.**

Au palais des Tuileries, le 8 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'intérieur, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1836 et 1837;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas le restant de crédit dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de neuf mille quatre cent soixante et onze francs dix centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1836.....	76 <sup>f</sup> 46 <sup>c</sup>
Exercice 1837.....	9,394 64
	<hr/>
	9,471 10
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les Lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur le Budget de l'exercice courant.*

NUMÉRO des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1836.					
23	Construction de maisons centrales de détention.	Honoraires dus à l'archi- tecte du département de Lot-et-Garonne, pour direction des tra- vaux de construction d'ateliers dans la mai- son centrale d'Eysses.	76f 46°	76f 46°	76f 46°

NUMEROS des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1837.				
40	Dépenses des maisons centrales de détention et bâtiments des cours royales.	Solde de travaux exécutés de 1833 à 1837, par le sieur <i>Macé (Simon)</i> , entrepreneur, au palais de justice de Rennes (Ille-et-Vilaine).....	8,876'01°	9,394'64°	9,394'64°
		Solde d'honoraires dus au sieur <i>Delagarde</i> , architecte, pour direction et règlement des travaux ci-dessus.....	483 63		
		Indemnité de séjour due au sieur <i>Lambert</i> , brigadier de gendarmerie, chargé de l'escorte de condamnés.....	35 00		
		TOTAL GÉNÉRAL.....			9,471 10

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 8 Décembre 1839.

Signé T. DUCHÂTEL.

N° 8402. — *ORDONNANCE DU ROI qui annule une Délibération du Conseil général du département du Jura.*

Au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération prise par le conseil général du département du Jura, dans sa séance du 23 août 1838, sous le titre de *Résolution*, laquelle, dans son article 2, crée une commission composée de divers fonctionnaires, dont ferait partie un membre du conseil général délégué chaque année par ce conseil, et qui serait

chargée, soit de visiter les bâtiments départementaux pour lesquels des projets de travaux doivent être proposés au conseil général, soit de constater ensuite l'exécution matérielle des travaux ;

Vu l'article 14 de la loi du 22 juin 1833, ainsi conçu :

« Tout acte ou toute délibération d'un conseil général relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions sont nuls et de nul effet. La nullité sera prononcée par une ordonnance du Roi » ;

Vu la loi du 10 mai 1838 sur les attributions des conseils généraux ;

Considérant que, s'il appartient aux conseils généraux de nommer des commissions prises dans leur sein, qui, pendant le temps de leur session, feront toutes les vérifications propres à éclairer leurs votes ;

Que, s'ils peuvent émettre des vœux sur les moyens d'instruction auxquels l'administration peut recourir dans les affaires soumises à leurs délibérations,

Ils ne sont autorisés ni à donner à l'administration des injonctions sur les actes qui sont dans ses attributions, ni à déléguer un ou plusieurs de leurs membres pour remplir, hors du temps de la session, des fonctions que la loi ou les règlements ne leur ont pas confiées, ni à appeler dans des commissions et à charger de vérifications ou d'autres travaux des agents de l'administration ;

Considérant que, par la délibération par lui prise sous le titre de *Résolution*, ci-dessus visée, le conseil général du Jura,

1° A prescrit au préfet les formes dans lesquelles devraient avoir lieu les visites et reconnaissances des bâtiments départementaux à réparer ;

2° Qu'il a décidé qu'un de ses membres serait par lui délégué pour prendre part, dans l'intervalle des sessions, auxdites visites et reconnaissances ;

3° Qu'il a appelé des maires et les chefs des services auxquels les bâtiments seraient affectés à concourir, dans une commission, aux mêmes visites et reconnaissances ;

Que ces diverses dispositions constituent de sa part un excès de pouvoir ;

Notre Conseil d'état entendu ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La délibération ci-dessus visée du conseil général du département du Jura est et demeure annulée dans



celles de ses dispositions contenues en l'article 2, relatif aux travaux dans les bâtiments départementaux,

2. La présente ordonnance sera transcrite au registre des délibérations du conseil général,

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 17 \* Décembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE, — 17 Décembre 1839.

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 699.

N° 8403. — *ORDONNANCE DU ROI qui règle les Recettes et les Dépenses de la Légion d'honneur pour l'exercice 1840.*

A Paris, le 28 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

Vu la loi du 10 août 1839, portant fixation du budget des recettes et de celui des dépenses de l'exercice 1840,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les recettes de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1840, sont réglées à la somme de huit millions trois cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-dix-huit francs, savoir :

1<sup>o</sup> Revenus propres de l'ordre ;

Rentes sur le grand-livre de la dette publique.....	6,746,653 <sup>f</sup>
Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing, et sur celui du Midi.....	165,000
Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte de la Légion d'honneur.....	28,843
Versements par les titulaires de majorats.....	2,000
Intérêts sur le produit de la vente de l'étang de Capestang....	3,202

2<sup>o</sup> Montant présumé des sommes qui seront versées par les parents des élèves de la maison royale de Saint-Denis, tant pour l'indemnité du trousseau fourni aux frais de la Légion d'honneur à chaque élève, lorsqu'elle est admise dans la maison, que pour pension due pour chaque élève non gratuite.

**IX<sup>e</sup> Série.**

**51**

**3<sup>e</sup> Supplément à la dotation de l'ordre ;**

Somme portée dans le budget de l'État en vertu des articles 3 et 6 de la loi du 6 juillet 1820, de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 avril 1832, de l'article 8 de la loi du 21 du même mois, de la loi du 16 juin 1837, et pour suffire à la dépense des traitements des sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer nommés dans l'ordre depuis le 6 juillet 1820, et qui étaient en activité de service à la date de leur nomination. . . 1,318,500

**TOTAL..... 8,358,191**

**2. Les dépenses de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1840, sont réglées à la somme de huit millions trois cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-dix-huit francs, savoir :**

<b>CHAPITRE PREMIER. Grande chancellerie. Personnel.....</b>	<b>166,030</b>
<b>CHAP. 2. Grande chancellerie. Matériel.....</b>	<b>41,953</b>
<b>CHAP. 3. Traitements des membres de l'ordre.....</b>	<b>7,108,000</b>
<b>CHAP. 4. Gratifications aux membres de l'ordre.....</b>	<b>20,000</b>
<b>CHAP. 5. Maison royale de Saint-Denis. (Personnel.).....</b>	<b>108,910</b>
<b>CHAP. 6. Maison royale de Saint-Denis. (Matériel.).....</b>	<b>424,000</b>
<b>CHAP. 7. Succursales de la Légion d'honneur. (Personnel.)...</b>	<b>56,600</b>
<b>CHAP. 8. Succursales de la Légion d'honneur. (Matériel.)....</b>	<b>247,000</b>
<b>CHAP. 9. Pensions diverses.....</b>	<b>79,000</b>
<b>CHAP. 10. Commissions aux receveurs généraux chargés des payements dans les départements.....</b>	<b>31,000</b>
<b>CHAP. 11. Décorations pour les membres de l'ordre.....</b>	<b>4,000</b>
<b>CHAP. 12. Fonds afin de venir au secours de quelques élèves à leur sortie des maisons d'éducation.....</b>	<b>1,000</b>
<b>CHAP. 13. Dépenses diverses et imprévues.....</b>	<b>83,300</b>

**TOTAL..... 8,358,191**

**3. La retenue à exercer sur les traitements des employés de la grande chancellerie, au profit du fonds de retraite, sera de cinq pour cent, à partir du premier janvier mil huit cent quarante.**

**4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état**

département de la justice et des cultes, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état*  
au département de la justice et des cultes,

Signé J. B. TESTE.

---

° 8404. — *ORDONNANCE DU ROI qui met à la disposition du Ministre des Travaux publics, sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1839, un nouveau Crédit de deux millions, formant le dernier tiers du Prêt autorisé en faveur de la Société des Mines de la Grand'Combe et des Chemins de fer du Gard.*

Au palais des Tuileries, le 12 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 17 mai 1837 portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaire de travaux publics ;

Vu la loi du 17 juillet 1837, qui impute sur ce budget une somme de six millions pour être employée au prêt que la loi autorise en faveur de la société des mines de la Grand'Combe et des chemins de fer du Gard ;

Vu nos diverses ordonnances de répartition par entreprises des crédits du budget extraordinaire compris par chapitre dans les lois de finances des exercices 1838, 1839 et 1840 ;

Considérant que l'allocation totale résulte d'une loi qui lui donne une affectation spéciale, et que la répartition, entre divers exercices, des allocations partielles votées par les Chambres, peut être réglée par nous en raison des besoins et des exigences de l'entreprise ;

Considérant qu'il y a urgence, et qu'il importe de mettre la société des mines de la Grand'Combe et des chemins de fer du Gard à même de poursuivre ses opérations ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un nouveau crédit de deux millions, formant le dernier tiers du prêt de six millions, autorisé par la loi du 17 juillet 1837, en faveur de la société des mines de Grand'Combe et des chemins de fer du Gard, est mis à la disposition de notre ministre des travaux publics, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1839.

2. Le crédit de deux millions, porté au même titre dans le budget extraordinaire de l'exercice 1840, est et demeure annulé.

3. La régularisation de ce virement de crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département des travaux publics, et au département des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

*Signé J. DUBOIS*

---

**N° 8405. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe les Traitements des Fonctionnaires des Collèges royaux.**

Au palais des Tuileries, le 23 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**



Vu l'article 39 de la loi du 11 floréal an x ( 1<sup>er</sup> mai 1802 );

Vu les arrêtés du Gouvernement, des 5 brumaire an xi ( 27 octobre 1802 ), et 15 brumaire an xii ( 7 novembre 1803 );

Vu la loi de finances du 10 août 1839 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, grand maître de l'université,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1840, les professeurs de mathématiques spéciales des collèges royaux appartiendront au premier ordre; les professeurs de troisième, au deuxième ordre; les professeurs de sixième, au troisième ordre.

2. Les traitements des fonctionnaires des collèges royaux sont fixés conformément au tableau annexé à la présente ordonnance. Les augmentations de traitement résultant dudit tableau, pour les professeurs de deuxième et de troisième ordre dans les collèges de deuxième classe; pour les censeurs et les professeurs des trois ordres dans les collèges de troisième classe; et pour les maîtres d'études dans les collèges de deuxième et de troisième classe, auront leur effet à partir de la même époque.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique,*

*Signé* VILLEMAIN.

*Répartition du Crédit de 114,000 francs alloué par le  
des Fournisseurs*

FONCTIONS.		DE PARIS ET DE		
		Traitements actuels.	Total pour six collèges.	Traitements nouveaux.
1		2	3	4
		fr.	fr.	fr.
Proviseur.....		5,000	30,000	3,000
Censeur.....		3,500	21,000	3,500
Économe.....		3,000	18,000	3,000
Professeurs de 1 <sup>er</sup> ordre.	Aumônier.....	3,000	18,000	3,000
	Professeur de philosophie....	3,000	18,000	3,000
	Professeur de rhétorique....	3,000	18,000	3,000
	Professeur de mathématiques spéciales.....	2,500	15,000	2,500
Professeurs de 2 <sup>e</sup> ordre.	Professeur de seconde.....	2,500	15,000	2,500
	Professeur de troisième.....	2,000	12,000	2,000
	Professeur d'histoire.....	2,500	15,000	2,500
	Professeur de physique.....	2,500	15,000	2,500
Professeurs de 3 <sup>e</sup> ordre.	Professeur de mathématiques élémentaires.....	2,000	12,000	2,000
	Professeur de quatrième.....	2,000	12,000	2,000
	Professeur de cinquième....	2,000	12,000	2,000
	Professeur de sixième.....	1,500	9,000	2,000
Maîtres d'études et maîtres élémentaires.		Paris..... 1,200	42,000	Paris..... 1,200
		Versailles. 1,000		Versailles. 1,000

du 10 Août 1839, pour les traitements fixes  
Léges royaux.

LES ROYAUX									OBSERVATIONS.
DE PREMIERE CLASSE.									
Augmentation		Traite- ments actuels.	Total pour cinq collèges.	Traite- ments nou- veaux.	Total pour cinq collèges.	Nom- bre de fonc- tion- naires	Augmentation		
pour six Léges.	par fonc- tion- naire.						pour cinq collèges.	par fonc- tion- naire.	
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	
"	"	4,000	20,000	4,000	20,000	5	"	"	
"	"	2,500	12,500	2,500	12,500	5	"	"	
"	"	2,000	10,000	2,000	10,000	5	"	"	
"	"	2,000	10,000	2,000	10,000	5	"	"	
"	"	2,000	10,000	2,000	10,000	5	"	"	
"	"	2,000	10,000	2,000	10,000	5	"	"	
3,000	500	1,800	9,000	2,000	10,000	5	1,000	200	Cet emploi était précédemment du 2 <sup>e</sup> ordre.
"	"	1,800	9,000	1,800	9,000	5	"	"	
3,000	500	1,500	7,500	1,800	9,000	5	1,500	300	Cet emploi était précédemment du 3 <sup>e</sup> ordre.
"	"	1,800	9,000	1,800	9,000	5	"	"	
"	"	1,800	9,000	1,800	9,000	5	"	"	
"	"	1,500	7,500	1,500	7,500	5	"	"	
"	"	1,500	7,500	1,500	7,500	5	"	"	
"	"	1,500	7,500	1,500	7,500	5	"	"	
3,000	500	1,200	6,000	1,500	7,500	5	1,500	300	Cet emploi était précédemment du 4 <sup>e</sup> ordre.
"	"	1,000	30,000	1,000	30,000	30	"	"	
9,000							4,000		

## FONCTIONS.

17

		Traite- ments actuels.	Total pour dix-neuf collèges.	Traite- ments nou- veaux.
		18	19	20
		fr.	fr.	fr.
Proviseur.....		3,500	66,500	3,500
Censeur.....		2,000	38,000	2,000
Économe.....		1,600	30,400	1,600
Professeurs de 1 <sup>er</sup> ordre.	Aumônier.....	1,800	34,200	1,800
	Professeur de philosophie.....	1,800	34,200	1,800
	Professeur de rhétorique.....	1,800	34,200	1,800
	Professeur de mathématiques spéciales.....	1,500	28,500	1,500
Professeurs de 2 <sup>e</sup> ordre.	Professeur de seconde.....	1,500	28,500	1,600
	Professeur de troisième.....	1,200	22,800	1,600
	Professeur d'histoire.....	1,500	28,500	1,500
	Professeur de physique.....	1,500	28,500	1,600
Professeurs de 3 <sup>e</sup> ordre.	Professeur de mathématiques élémentaires...	1,200	22,800	1,400
	Professeur de quatrième.....	1,200	22,800	1,400
	Professeur de cinquième.....	1,200	22,800	1,400
	Professeur de sixième.....	1,000	19,000	1,400
Maîtres d'études et maîtres élémentaires.....		800	91,200	900

RÉSUMÉ  
Colonnes

Collèges de Paris et de Versailles.....  
 Collèges de première classe.....  
 Collèges de seconde classe.....  
 Collèges de troisième classe.....

TOTAL ÉGAL au croquis

Vu et approuvé le présent tableau  
 Par le Roi : le Pair de France

COLLÈGES ROYAUX.

DE TROISIÈME CLASSE.									OBSERVATIONS.
Augmentation		Traite- ments actuels.	Total pour douze collèges.	Traite- ments nou- veaux.	Total pour douze collèges.	Nom- bre de fonc- tion- naires	Augmentation		
pour dix-neuf collèges.	par fonc- tion- naire.						pour douze collèges.	par fonc- tion- naire.	
23	24	25	26	27	28	29	30	31	
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	
#	#	3,000	36,000	3,000	36,000	12	#	#	
#	#	1,500	18,000	1,800	21,600	12	3,600	300	
#	#	1,400	16,800	1,400	16,800	12	#	#	
#	#	1,500	18,000	1,700	20,400	12	2,400	200	
#	#	1,500	18,000	1,700	20,400	12	2,400	200	
#	#	1,500	18,000	1,700	20,400	12	2,400	200	
5,700	300	1,200	14,400	1,700	20,400	12	6,000	500	Cet emploi était précédemment du 2 <sup>e</sup> ordre.
1,900	100	1,200	14,400	1,500	18,000	12	3,600	300	
7,600	400	1,000	12,000	1,500	18,000	12	6,000	500	Cet emploi était précédemment du 3 <sup>e</sup> ordre.
1,900	100	1,200	14,400	1,500	18,000	12	3,600	300	
1,900	100	1,200	14,400	1,500	18,000	12	3,600	300	
3,800	200	1,000	12,000	1,200	14,400	12	2,400	200	
3,800	200	1,000	12,000	1,200	14,400	12	2,400	200	
3,800	200	1,000	12,000	1,200	14,400	12	2,400	200	
7,600	400	900	10,800	1,200	14,400	12	3,600	300	Cet emploi était précédemment du 4 <sup>e</sup> ordre.
11,400	100	700	50,400	800	57,600	72	7,200	100	
49,400							51,600		

MENTATIONS.

3, 30.

.....	9,000 <sup>f</sup>
.....	4,000
.....	49,400
.....	51,600
.....	114,000

annexé à notre ordonnance en date de ce jour. Signé LOUIS-PHILIPPE.

Le Secrétaire d'état au département de l'instruction publique, signé VILLEMAIN.

IX<sup>e</sup> Série.

51..



N° 8406. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre deux Crédits au Ministre des Finances, pour Dépenses d'entretien et d'amélioration dans les Forêts.*

Au palais des Tuileries, le 25 Novembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état des finances,

1° Que des mesures ont été prises pour assujettir, dès l'année 1837, les adjudicataires de coupes de bois de l'État, à verser au trésor, ainsi qu'ils ont dû le faire à partir de l'exercice 1838, d'après les dispositions réglées dans la loi de finances de ce dernier exercice, un droit de trois pour cent en sus du principal des ventes, pour servir aux travaux d'amélioration et d'entretien dont ils étaient précédemment chargés ;

2° Que ce produit a formé provisoirement un fonds spécial qui a servi, concurremment avec les crédits ouverts par les budgets, à solder les travaux effectués dans les forêts en 1838 et 1839, et dont la division par exercice n'avait pu jusqu'à présent être parfaitement établie ;

3° Qu'il est possible aujourd'hui d'appliquer à la recette et à l'emploi de ce fonds spécial les formes prescrites pour toutes les opérations du budget de l'État, et de les soumettre ainsi au contrôle législatif ;

Vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu les articles 20, 21 et 22 de notre ordonnance du 31<sup>r</sup> 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1838, un crédit de trois cent cinquante-deux mille quatre cent vingt et un francs vingt-trois centimes ( 352,421<sup>f</sup> 23<sup>c</sup> ), et, sur l'exercice 1839, un crédit de quatre cent treize mille cent quatre-vingts francs un centime ( 413,180<sup>f</sup> 01<sup>c</sup> ), en augmentation des crédits alloués par les lois de finances de ces deux exercices, pour dépenses d'entretien et d'amélioration dans les forêts.

Les dépenses de cette nature, déjà effectuées et imputées

sur un fonds spécial provisoirement ouvert dans les écritures de la comptabilité générale des finances, seront rattachées aux deux crédits ci-dessus, selon l'année à laquelle se rapportent les travaux exécutés.

2. Le produit du droit de trois pour cent versé au trésor par les adjudicataires des coupes de bois de l'exercice 1837, et s'élevant à sept cent soixante-cinq mille six cent un francs vingt-quatre centimes (765,601<sup>f</sup> 24<sup>c</sup>), sera porté en recette à titre de *produits divers*, et sous une désignation distincte, au budget de l'exercice 1838, pour une somme égale au montant du crédit ouvert sur cet exercice par l'article précédent, et au budget de l'exercice 1839, pour le complément de la somme recouvrée par le trésor.

3. La régularisation de la présente ordonnance sera proposée aux Chambres pendant la prochaine session, savoir : pour le crédit relatif à l'exercice 1838, dans la loi de règlement définitif du budget de cet exercice, et pour celui qui concerne l'exercice 1839, dans la loi générale des crédits supplémentaires à présenter dès l'ouverture de la session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

---

N° 8407. — *ORDONNANCE DU ROI portant Répartition, par articles, des Crédits afférents à l'exercice 1840, sur sept chapitres du Budget extraordinaire des Travaux publics.*

Au palais des Tuileries, le 26 Novembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 17 mai 1837, portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaires de travaux publics ;

Vu les diverses lois rendues pendant les sessions législatives de 1837, 1838 et 1839, qui ont autorisé des dépenses réalisables en plusieurs années, et imputables sur ce fonds extraordinaire;

Vu l'état C annexé à la loi de finances du 10 août dernier, et les quatre lois particulières des 26 juillet, 1<sup>er</sup> et 9 août aussi derniers, qui ont attribué à l'exercice 1840 une portion des crédits généraux affectés aux dépenses sus-énoncées;

Vu notre ordonnance du 12 du mois courant, qui affecte à l'exercice 1839 les deux millions compris pour les chemins de fer, dans l'état C visé ci-dessus;

Vu l'article 35 de notre ordonnance du 31 mai 1838, contenant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

*Tableau de répartition, par articles, des fonds alloués par chapitres.*

NUMÉROS des chapitres.	OBJETS DES CHAPITRES ou nature des dépenses.	DATES des lois relatives aux crédits généraux	MONTANT des crédits généraux à dépenser en plusieurs années.	PORTIONS des crédits généraux attribués, avec faculté de report.	
				aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
1	Routes royales classées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1837.	14 mai 1837.	84,000,000 <sup>f</sup>	34,000,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	12,500,000 <sup>f</sup>
2	Routes royales classées de- puis le 1 <sup>er</sup> janvier 1837.	14 mai 1837.	1,774,000	1,150,000 00	424,000
		26 juill. 1839.	369,000	100,000 00	269,000
			2,143,000	1,250,000 00	693,000
3	Routes royales et ports ma- ritimes de la Corse.	14 mai 1837.	4,600,000	1,950,000 00	1,500,000
		26 juill. 1839.	5,000,000	200,000 00	600,000
			9,600,000	2,150,000 00	2,100,000

ART. 1<sup>er</sup>. La somme de cinquante-cinq millions cinq cent dix-neuf mille francs, formant la masse des crédits afférents à l'exercice 1840, sur sept chapitres du budget extraordinaire des travaux publics, est répartie par articles, conformément au tableau ci-annexé.

Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des travaux publics*,

Signé J. DUFAURE.

*ur le Budget extraordinaire des Travaux publics. ( Exercice 1840. )*

OBJETS DES ARTICLES ou désignation des entreprises.	CRÉDITS généraux alloués par articles.	PORTIONS des crédits généraux, par articles, attribués, en vertu d'ordonnances royales,	
		sous exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
Achèvement des lacunes des routes royales.....	60,000,000 <sup>f</sup>	21,700,000 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	8,200,000
Réparations extraordinaires des routes royales.....	24,000,000	12,300,000 00	4,000,000
	84,000,000	34,000,000 00	12,200,000
Route de Marseille en Italie.....	250,000	250,000 00	"
— de Montpellier à Digne.....	367,000	275,000 00	92,000
— de Nevers à Dijon.....	357,000	350,000 00	7,000
— de Rennes à Brest.....	800,000	275,000 00	325,000
— de Metz à Trèves par Sierck...	369,000	100,000 00	269,000
	2,143,000	1,250,000 00	693,000
Achèvement des routes royales de la Corse.....	3,400,000	1,648,500 00	1,200,000
Ports maritimes de la Corse.....	1,200,000	301,500 00	300,000
Nouvelles routes royales de la Corse, à construire.....	5,000,000	200,000 00	600,000
	9,600,000	2,150,000 00	2,100,000

NUMÉROS des chapitres.	OBJETS DES CHAPITRES ou nature des dépenses.	DATES des lois relatives aux crédits généraux	MONTANT des crédits généraux à dépenser en plusieurs années.	PORTIONS des crédits généraux attribuées, avec faculté de report,	
				aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
6	Amélioration des rivières.	19 juill. 1837.	38,940,000	15,307,500 00	8,922,000
		<i>Idem.</i>	3,600,000	3,184,000 00	416,000
		<i>Idem.</i>	22,050,000	6,788,500 00	4,122,000
			<u>64,590,000</u>	<u>25,280,000 00</u>	<u>13,460,000</u>
		19 juill. 1837.	12,420,000	9,710,407 68	2,217,800



OBJETS DES ARTICLES ou désignation des entreprises.	CRÉDITS généraux alloués par articles.	PORTIONS des crédits généraux, par articles, attribués, en vertu d'ordonnances royales,	
		aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
Navigation de l'Aa; perfectionnement de cette rivière et des canaux de Ca- lais, de la Colme et de Bourbourg.	1,970,000	778,500 00	500,000
— de la Meuse (de Sedan à la frontière belge).....	7,000,000	1,639,642 68	1,600,000
— de la Marne (deux canaux latéraux).....	11,700,000	3,117,507 32	2,400,000
— de la Seine (en descendant jusqu'à Rouen).....	5,170,000	2,200,850 00	1,200,000
— de l'Yonne.....	1,050,000	1,048,000 00	2,000
— de la Vilaine entre Rennes et Redon.....	550,000	530,000 00	20,000
— de la Charente, depuis Mon- tignac jusqu'à la mer.....	1,900,000	720,000 00	400,000
— de la Dordogne entre Thuil- lière et la Vézère.....	2,400,000	1,373,000 00	600,000
— du Tarn en remontant jus- qu'à Gaillac.....	2,400,000	1,200,000 00	700,000
— du Lot, en remontant jus- qu'au-dessus de Levignac.....	4,800,000	2,700,000 00	1,500,000
— des 5 rivières désignées dans la loi du 30 juin 1835.....	3,600,000	3,184,000 00	416,000
— de la Saône, y compris les passages de Mâcon et Trévoux....	12,800,000	3,838,000 00	2,200,000
— de l'Aisne (du canal des Ardenues à l'Oise).....	9,000,000	2,700,500 00	1,933,700
Quai St-Bernard, sur la Seine, à Paris.	250,000	250,000 00	//
	64,590,000	25,280,000 00	13,171,700
Port de Dunkerque (amélioration)..	1,300,000	1,000,000 00	300,000
— de Calais (bassin à flot).....	1,955,000	1,410,000 00	350,000
— de Boulogne (chenal, estacade et radier).....	250,000	240,000 00	10,000
Baie de Somme, ports de St-Valery, Houedel et Crotoy (amélioration).	400,000	368,000 00	32,000
Port de Tréport (bassins à flot et chenal).	460,000	460,000 00	//
— de Granville (quais, môles et dé- rasement des moulîères).....	1,000,000	521,200 00	250,000
Ports de Saint-Malo et de Saint-Servan (bassin à flot).....	4,000,000	3,027,207 68	956,800
Port de Landerneau (redressement et approfondissement du chenal)..	275,000	147,000 00	100,000

OBJETS DES CHAPITRES ou nature des dépenses.	DATES des lois relatives aux crédits généraux	MONTANT des crédits généraux à dépenser en plusieurs années.	PORTIONS des crédits généraux attribuées, avec faculté de report,	
			aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
Amélioration de ports ma- ritimes.	19 juill. 1837.	9,620,000	4,161,092 32	2,250,000
	<i>Idem.</i>	400,000	388,000 00	12,000
	21 juin 1838.	2,860,000	1,515,500 00	894,500
	9 août 1839.	40,660,000	2,750,000 00	10,650,000

OBJETS DES ARTICLES ou désignation des entreprises.	CRÉDITS généraux alloués par articles.	PORTIONS des crédits généraux, par articles, attribuées, en vertu d'ordonnances royales,	
		aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
e Lorient (bassin à flot et curage).	630,000	580,800 00	49,200
e Vannes (approfondissement).	200,000	189,000 00	11,000
e Palais à Belle-Ile-en-Mer (amé- lioration).....	400,000	256,000 00	120,000
e Saint-Gilles (jetée en maçon- nerie).....	300,000	275,000 00	25,000
e la Ciotat (môle).....	350,000	336,200 00	13,800
e Cannes (môle et mur de quai).	900,000	900,000 00	"
e Honfleur (avant-port et bassin).	3,320,000	1,240,092 32	720,000
maritime de Caen à la mer....	3,100,000	1,190,000 00	720,000
e Dieppe (perfectionnement du canal).....	1,600,000	1,150,000 00	450,000
e Vendres (nouveau bassin et corps-moris).....	1,600,000	581,000 00	400,000
e Fécamp (chenal et murs de défense).....	400,000	388,000 00	12,000
e Cherbourg (achèvement de l'avant-port).....	600,000	300,000 00	200,000
e Saint-Georges du Douhet...	200,000	130,000 00	70,000
e la Perrotine.....	260,000	185,000 00	75,000
e Ribéron.....	300,000	200,500 00	99,500
e Bayonne.....	1,200,000	400,000 00	440,000
e Toulon (établissement d'un nouveau bassin).....	300,000	300,000 00	"
e Calais (écluse de chasse et allongement de jetées).....	2,400,000	100,000 00	650,000
e Boulogne (construction de quais).....	1,200,000	100,000 00	300,000
e Dieppe (bassin à flot).....	2,300,000	100,000 00	500,000
du Havre (élargissement du bas- sin Vauban, bassin à flot).....	6,000,000	600,000 00	1,200,000
e Rouen (construction de quais).	1,315,000	100,000 00	300,000
e Brest (reconstruction de quais).	300,000	50,000 00	200,000
e Redon (bassin à flot, jonction des canaux de Bretagne).....	4,000,000	100,000 00	800,000
du Croisic (construction d'une jetée).....	950,000	100,000 00	250,000
e Nantes (construction de quais).	660,000	100,000 00	300,000
e la Rochelle (perfectionnement).	3,000,000	100,000 00	500,000
e Rochefort (établissement de docks et d'appontements).....	535,000	100,000 00	250,000
du Château (île d'Oléron, écluse de basse).....	300,000	50,000 00	200,000

NUMÉROS des chapitres.	OBJETS DES CHAPITRES ou nature des dépenses.	DATES des lois relatives aux crédits généraux	MONTANT des crédits généraux à dépenser en plusieurs années.	PORTIONS des crédits généraux attribués, avec faculté de report	
				aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
			65,960,000	18,525,000 00	16,000 00
10	Chemins de fer. ....	17 juill. 1837.	6,000,000	6,000,000 00	
		1 <sup>er</sup> août 1839.	5,000,000	4,000,000 00	1,000 00
			11,000,000	10,000,000 00	1,000 00
11	Établissement de nouveaux canaux.	3 juillet 1838.	85,000,000	7,400,000 00	10,000 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX..	.....	322,293,000	98,605,000 00	55,315,000 00

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du Roi.  
Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'État*

N° 8408. — *ORDONNANCE DU ROI concernant le Service  
de Santé aux Colonies.*

A Paris, le 2 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département  
de la marine et des colonies,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les chirurgiens de la marine de première classe  
pourront, après six ans de service dans ce grade, être nommés  
au grade de second médecin ou de second chirurgien en chef  
de la marine, pour en exercer les fonctions dans les colonies.

OBJETS DES ARTICLES ou signation des entreprises.	CRÉDITS généraux alloués par articles.	PORTIONS des crédits généraux, par articles, attribuées, en vertu d'ordonnances royales,	
		aux exercices 1837, 1838 et 1839.	à l'exercice 1840.
Verdon (travaux de défense rade).....	2,500,000	200,000 00	800,000
Cette (agrandissement et per- onnement).....	7,000,000	200,000 00	1,000,000
Marseille (approfondissement rfectionnement).....	7,200,000	600,000 00	3,000,000
Ajaccio (môle et cale de radoub).	200,000	50,000 00	100,000
l'Île-Rousse [Corse] (établis- ent d'un môle).....	800,000	100,000 00	300,000
	65,960,000	18,525,000 00	16,054,300
d'Alais à Beaucaire et d'Alais Grand'Combe.....	6,000,000	6,000,000 00	„
de Paris à Versailles (rive che de la Seine).....	5,000,000	4,000,000 00	1,000,000
	11,000,000	10,000,000 00	1,000,000
de la Marne au Rhin.....	45,000,000	3,800,000 00	5,000,000
atéral à la Garonne.....	40,000,000	3,600,000 00	5,000,000
	85,000,000	7,400,000 00	10,000,000
.....	322,292,000	98,605,000 00	55,519,000

bre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

riement des travaux publics, Signé J. DUFAURE.

2. Les seconds médecins et seconds chirurgiens en chef de la marine actuellement employés aux colonies, et ceux qui seront nommés au même grade en vertu des dispositions du précédent article, pourront, après trois ans de service dans ce grade, être nommés premiers médecins ou premiers chirurgiens en chef, pour servir dans les colonies.

3. Les avancements qui seront accordés conformément aux dispositions de la présente ordonnance ne conféreront aux officiers de santé qui les auront reçus aucun titre pour exercer, dans le service de santé des ports de France, des fonctions autres que celles du grade dont ils auront été pour-



vus dans ce service, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 17 juillet 1835 (1).

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine et des colonies,*

Signé DUPRE.

N° 8409. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur un exercice périmé.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances, sur l'exercice périmé de 1835, et qui, pour les cas énoncés audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par articles, leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, par lequel nous avons réglé la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit extraordinaire spécial, de la somme de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000<sup>f</sup>), est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances sur le budget de l'exercice 1840, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 383, n° 5966.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé H. PASSY.

*Tableau des Créances à solder sur l'exercice périmé de 1835, et qui ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831.*

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT des créances.	MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services.	Parties prenantes.		
Arrérages de rentes 5 p. 0/0 et de l'emprunt national.	Les créanciers inscrits au trésor sur les livres de la dette publique.	35,170 <sup>f</sup>	La prescription des arrérages de rentes perpétuelles est réglée par l'article 156 de la loi du 24 août 1793.
Arrérages de rentes 4 1/2 p. 0/0.	<i>Idem</i> .....	135	<i>Idem</i> .
Arrérages de rentes 3 p. 0/0.	<i>Idem</i> .....	9,695	<i>Idem</i> .
		45,000	
Intérêts de capitaux de cautionnements.	Divers titulaires inscrits sur les livres du trésor public.....	40,000	La prescription est régie par l'article 2277 du Code civil.
	TOTAL.....	85,000	

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre des finances*,  
Signé H. PASSY.

N° 8410. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1836 et 1837;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, les dites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1836 et 1837 et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été ou sera prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation des restes à payer constatés par la loi de règlement de l'exercice 1836, et par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, un crédit supplémentaire deux mille sept cent soixante et dix francs quarante-trois centimes (2,770<sup>f</sup> 43<sup>c</sup>), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs sont dressés en double expédition, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1836.....	288 <sup>f</sup> 95 <sup>c</sup>
— 1837 .....	2,481 48
<b>TOTAL.....</b>	<b>2,770 43</b>

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos des budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances

Signé H. PASST.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer par la Loi de règlement de l'exercice clos 1836, ou par le compte définitif des Dépenses de l'exercice 1837, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES,		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1836.				
	Enregistrement, Timbre et Domaines.				
32	Service administratif et de perception dans les départements.....	Épaves, déshérences et biens vacants..... Dépenses accidentelles..	32 <sup>f</sup> 97 <sup>s</sup> 77 15	110 <sup>f</sup> 12 <sup>s</sup>	238 <sup>f</sup> 95 <sup>s</sup>
	Contributions indirectes.				
37	Service administratif et de perception dans les départements.....	Contribution foncière des canaux, etc..... Frais de bureau.....	58 83 120 00	178 83	
	EXERCICE 1837.				
	Enregistrement, Timbre et Domaines.				
34	Service administratif et de perception dans les départements.	Dépenses accidentelles..	607 93	607 93	2,481 48
	Forêts.				
36	Service administratif et de surveillance dans les départements.	Plantations et améliorations des forêts.....	1,075 50	1,075 50	
	Contributions indirectes.				
39	Service administratif et de perception dans les départements.....	Frais de bureau..... — d'impression..... — de service extraordinaire.....	120 60 4 50 59 09	183 50	
	Postes				
43	Transport des dépêches.	Transport en poste..... — par entreprise..... — en paquebots..	59 25 223 72 331 58	614 55	
	TOTAL.....				2,770 43

Approuvé: Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi: le *Ministre des finances*,

Signé H. PASSY.



N° 8411. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit complémentaire sur l'exercice 1838.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838, et l'article 4 de la même loi, concernant la nomenclature des services pour lesquels la faculté nous est réservée d'ouvrir aux ministres des suppléments de crédits ;

Vu les articles 4 et 5 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 29 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que la liquidation des dépenses de l'exercice 1838 a fait ressortir des insuffisances de crédits pour des services compris dans la nomenclature ci-dessus rappelée ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit complémentaire de trente-cinq mille soixante et onze francs soixante centimes ( 35,071<sup>f</sup> 60<sup>c</sup> ) est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances sur l'exercice 1838, pour couvrir les insuffisances de crédits des services prévus au budget dudit exercice, et dont le détail suit :

**CHAPITRE 37.**

*Service administratif et de perception des contributions indirectes dans les départements.*

**ART. 1<sup>er</sup>.** Personnel ; remises aux entreposeurs de tabacs. . . . 371<sup>f</sup> 17<sup>c</sup>

**CHAPITRE 43.**

*Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les autres taxes perçues en vertu de rôles.*

**ART. 5.** Non-valeurs extraordinaires sur patentes pour cessation de commerce. . . . . 34,700 33

**TOTAL.** . . . . . 35,071 60



2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres par le projet de loi de règlement de l'exercice 1838.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

---

N° 8412. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances sur les exercices clos de 1836 et 1837, additionnellement aux restes à payer constatés par la loi de règlement du premier exercice et par le compte définitif des dépenses du dernier ;

Considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans les lois de dépenses desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence des Chambres;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de règlement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation de restes à payer constatés par la loi de règlement de l'exercice 1836 et par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1837, un crédit supplémentaire de trois mille deux cent cinquante et un francs quatre-vingt-neuf centimes ( 3,251<sup>f</sup> 89<sup>c</sup> ), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et dont les états nominatifs ont été dressés en double expédition, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838 portant règlement général sur la comptabilité publique;

## SAVOIR :

Exercice 1836.....	1,032 <sup>f</sup> 38 <sup>c</sup>
—— 1837.....	2,219 51
	<hr/>
TOTAL.....	3,251 89
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

*Signé* H. PASSY.

*Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer par la Loi de règlement de l'exercice clos 1856, ou par le compte définitif des Dépenses de l'exercice 1837, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.*

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	ARTICLES.	MONTANT DES CRÉANCES ,			
			par article.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1836.						
Enregistrement , Timbre et Domaines.						
32	Service administratif et de perception dans les départements.	Frais de poursuites et d'instances.....	1,017 58 <sup>1</sup>	1,017 58 <sup>1</sup>	1,032 38 <sup>1</sup>	
35	Forêts (avances recouvrables).	Idem.....	14 80	14 80		
EXERCICE 1837.						
33	Frais de perception des contributions directes dans les départements.	Remises des percepteurs.	52 55	52 55	2,219 51	
Enregistrement, Timbre et Domaines.						
34	Service administratif et de perception dans les départements.	Épaves, déshérences et biens vacants.....	451 48	1,956 45		
		Frais de poursuites et d'instances.....	1,504 97			
Forêts.						
36	Service administratif et de surveillance dans les départements.	Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux.....	58 86	115 81		
37	Forêts (avances recouvrables).	Frais de poursuites et d'instances.....	56 95			
Contributions indirectes.						
39	Service administratif et de perception dans les départements.	Remises aux entrepo- seurs.....	83 84	94 70		
		Frais de transport.....	6 50			
		Contribution foncière des canaux, etc.....	4 36			
TOTAL.....			3,251 89			

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé H. PASSY.

N° 8413. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1840, un Crédit extraordinaire pour Renfort temporaire du service des Douanes sur la ligne des Pyrénées.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu, 1° la loi du 10 août 1839, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1840;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833 et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire de cent cinquante mille francs ( 150,000<sup>f</sup> ) pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pas été prévues par le budget dudit exercice, et qui seront l'objet d'un chapitre spécial intitulé, *Renfort temporaire du service des douanes sur la ligne des Pyrénées.*

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

---

N° 8414. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire pour une Créance à solder sur un exercice périmé.*

A Paris, le 9 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, sur l'exercice périmé 1834, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par articles, leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de douze cent trente-huit francs cinquante centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, *Dépenses des exercices périmés*, prescrit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine et des colonies,

Signé DUPERRÉ.



*Tableau des Créances à solder sur l'exercice périmé 1834, et qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.*

DESIGNATION DES CRÉANCES.		MONTANT des créances.	MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
Services.	Parties prenantes.		
EXERCICE 1834.			
CHAP. 15. — SERVICES MILITAIRES AUX COLO- NIES.	Les fonds coloniaux de la Martinique.—Avance au sieur LALONG, pour fourniture aux troupes stationnées dans la com- mune de la Grande- Anse.....	1,238 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	Le droit du titu- laire de la créance à l'application de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831.
1 <sup>re</sup> section. <i>Personnel.</i>			

Arrêté le présent état à la somme de douze cent trente-huit francs cin-  
quante centimes.

Paris, le 9 Décembre 1839.

*L'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état  
de la marine et des colonies,*

*Signé DUPERRÉ.*

Approuvé : *Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre Secrétaire d'état  
de la marine et des colonies,*

*Signé DUPERRÉ.*

N° 8415. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le premier  
Collège électoral de l'Aveyron se réunira le 4 Janvier 1840.*

Au palais des Tuileries, le 16 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents  
et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département  
de l'intérieur ;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;

Vu notre ordonnance du 3 de ce mois (1), qui a convoqué pour  
le 28 décembre le premier collège électoral de l'Aveyron ;

(1) Bull. 627, n° 8382.

Attendu qu'à cette époque les deux foires de Naucelle et de Rieupeyroux occasionneraient l'absence d'un grand nombre d'électeurs,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier collège électoral du département de l'Aveyron se réunira à Rodez le 4 janvier prochain, à l'effet d'élire un député.

Les dispositions contraires de notre ordonnance du 3 décembre sont rapportées.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

---

N° 8416. — *ORDONNANCE DU ROI portant convocation du deuxième Collège électoral de l'Ain.*

Au palais des Tuileries, le 16 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 19 avril 1831 ;

Attendu le décès de M. *Bernard*, député du département de l'Ain,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le deuxième collège électoral d'arrondissement de l'Ain est convoqué à Bourg pour le 11 janvier prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de

**l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.**

**Signé LOUIS-PHILIPPE.**

**Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
de l'intérieur,**

**Signé T. DUCHÂTEL.**

---

**N° 8417. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

**1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 10  
bis, de Paris à Bordeaux, entre le pont de Guitres et le village de  
Canton, dans le département de la Gironde ;**

**2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des  
terrains et bâtiments nécessaires pour l'établissement de la route  
sur cette nouvelle direction, en se conformant aux dispositions des  
titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation  
pour cause d'utilité publique. (Paris, 5 Novembre 1839.)**



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
***Garde des sceaux de France, Ministre***  
***Secrétaire d'état au département de***  
***la justice et des cultes,***

**A Paris, le 23 \* Décembre 1839,**

**J. B. TESTE**

**\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.**

**On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.**

---

**• IMPRIMERIE ROYALE. — 23 Décembre 1839.**

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 700.

---

N° 8418. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

A Paris, le 9 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos 1836 et 1837 ;

Considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits ;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1836 et 1837, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de règlement desdits exercices ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état  
*IX Série.*

de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1836 et 1837, un crédit supplémentaire de deux mille cinq cent vingt-cinq francs vingt-neuf centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1836 .....	771 <sup>f</sup> 78 <sup>c</sup>
Exercice 1837 .....	1,753 56
	<hr/>
	2,525 29
	<hr/>

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine et des colonies,

Signé DUPERRÉ.



Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de règlement des exercices clos, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

N <sup>OS</sup> DES CHAPITRES.	CHAPITRES	NOMS	MONTANT DES CRÉANCES		
	et	des créanciers	par	par	par
	sections de chapitres.	et	articles.	chapitres.	exercices
		détail des créances.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	EXERCICE 1836.				
4	SOLDE.	Les fonds coloniaux de Bourbon. — Avances de solde à divers marins de la gabare <i>la Prévoyante</i> .	747 77		
2 <sup>e</sup> section.	<i>Solde à la mer.</i>	Le sieur HUNLÉ (Jean-Réné-Joseph), matelot sur la corvette <i>l'Héroïne</i> . — Rappel de solde.....	23 96	.....	771 73
	EXERCICE 1837.				
3	CORPS ET AGENTS ENTRETENUS.	Le sieur LESUEUR (François-Félix-Chéri), chirurgien de deuxième classe. — Rappel d'appointements à bord de la goëlette <i>la Daphné</i> ..	52 85		
		Les fonds coloniaux de Bourbon. — Avances de solde à M. MOULAC, enseigne de vaisseau à bord de la gabare <i>la Prévoyante</i> .....	53 00	159 18	
		Le sieur ORCEL (Paul-Gabriel), élève de la marine, embarqué sur le brick <i>le Bison</i> . — Rappel d'appointements...	53 33		
		Les fonds coloniaux de Bourbon. — Avances de solde à M. Villain, chirurgien de la corvette de charge <i>l'Aube</i> .....	247 17		
	SOLDE.	Le sieur LESUEUR (François-Félix-Chéri), chirurgien de deuxième classe. — Rappel de suppléments d'appointements sur la goëlette <i>la Daphné</i> .....	13 61		
2 <sup>e</sup> section.	<i>Solde à la mer.</i>	Les fonds coloniaux de Bourbon. — Avance de solde à un matelot du brick <i>le Colibri</i> .....	57 93		
		Les mêmes. — Avance de solde à divers matelets de la gabare <i>la Prévoyante</i> .....	471 95		
		A reporter....		159 18	771 73

N° DES CHAPITRES.	CHAPITRES et sections de chapitres.	NOMS des créanciers et détail des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
			par articles.	par chapitres	par exercices
		<i>Report.....</i>	fr. c. 247 17	fr. c. 159 18	fr. c. 771 75
	<b>SOLDE.</b> — 2 <sup>e</sup> section. <i>Solde à la mer.</i> (Suite.)	Lesieur GLOUVILLENEUVE, chirurgien-major de la corvette <i>l'Héroïne</i> . — Rappel de traitement de table.....	13 50		
		Divers marins de la goëlette <i>le Colibri</i> . — Rappel de solde.....	32 35		
	<b>SOLDE.</b> — 3 <sup>e</sup> section. <i>Accessoire de la solde.</i>	Le sieur BARUUM, capi- taine américain. — Frais de passage sur la cor- vette <i>l'Héroïne</i> .....	45 00		1,753 50
		Le sieur RANBALL, capi- taine américain. — Frais de passage sur la cor- vette <i>l'Héroïne</i> .....	48 00		
4	<b>SOLDE.</b> — 4 <sup>e</sup> section. <i>Hôpitaux.</i>	Les fonds coloniaux de Bourbon. — Avance d'in- dennité d'entretien de caisse à M. Villain, chi- rurgien de la corvette de charge <i>l'Aube</i> .....	71 73	1,594 38	
		Les mêmes. — Frais de traitement de malades provenant de la frégate <i>l'Artémise</i> .....	518 29		
		Les mêmes. — Frais de traitement de malades provenant du brick <i>le Colibri</i> .....	16 25		
	<b>SOLDE.</b> — 5 <sup>e</sup> section. <i>Vivres.</i>	Le nommé LOTRAM (Vin- cent), ex-boulangier sur la corvette <i>la Levrette</i> . — Complément de solde	40 60		
		Le sieur GALLOIS (Louis- Piette), ex-commis aux vivres sur la corvette de charge <i>l'Isère</i> . — Rappel d'appointements.....	18 60		
		<b>TOTAL.....</b>	.....	.....	2,525 29

Arrêté le présent état à la somme de deux mille cinq cent vingt-cinq francs vingt-neuf centimes.

Paris, le 9 Décembre 1839.

*L'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine  
et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

Approuvé : Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *l'Amiral, Pair de France, Ministre de la marine  
et des colonies,*

Signé DUPERRÉ.

N° 8419. — *ORDONNANCE DU ROI relative à l'Entrepôt de Saint-Denis (île Bourbon).*

Au palais des Tuileries, le 18 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 juillet 1837, qui autorise l'établissement d'entrepôts réels de douanes dans les colonies des Antilles et de l'île Bourbon;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, au département de la marine et des colonies, et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Toutes les dispositions de l'ordonnance du 31 août 1838 (1), relative aux entrepôts des colonies des Antilles, seront appliquées à l'entrepôt de Saint-Denis de Bourbon; seulement les tissus étrangers de laine, de soie et de poil, n'en pourront être réexportés qu'à destination de la métropole.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la marine et des colonies, des finances, et de l'agriculture et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

---

N° 8420. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre le bureau d'Urdes au Transit des Objets non prohibés, ainsi qu'à l'Importation de certaines Marchandises.*

Au palais des Tuileries, le 18 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

---

(1) Bull. 600, n° 7564.

Vu les lois des 28 avril 1816, 27 mars 1817, 21 avril 1818, 27 juillet 1822, 17 mai 1826 et 9 février 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, portant que des ordonnances royales pourront déterminer les bureaux ouverts au transit ou à l'importation et à l'exportation de certaines marchandises, sans les restrictions d'entrée prononcées par l'article 22 de la loi du 28 avril 1816;

Voulant accroître les moyens de commerce avec le nord de l'Espagne;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, et au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Le bureau d'Urdos est ouvert au transit des objets non prohibés, ainsi qu'à l'importation des marchandises désignées par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 et par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département des finances et au département de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

N<sup>o</sup> 8421. — *ORDONNANCE DU ROI relative au Lazaret de Vithou et à la Commission sanitaire de Saint-Vaast (Manche).*

Au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 mars 1822 (1), sur la police sanitaire;

Vu l'ordonnance du 7 août de la même année (2) et celle du 7 juillet 1824 (3);

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 508, n<sup>o</sup> 12,211.

(2) ——— Bull. 548, n<sup>o</sup> 13,201.

(3) IX<sup>e</sup> série, 2<sup>e</sup> partie. Bull. 108, n<sup>o</sup> 3068.

Vu l'avis du conseil supérieur de santé, en date du 10 octobre 1834;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce ,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A dater de la publication de la présente ordonnance, le lazaret de Tatihou, dans la baie de la Hougue, département de la Manche, est ouvert aux provenances du Levant, sous quelque régime qu'elles soient rangées.

2. Ledit lazaret restera sous l'autorité de la commission sanitaire de Saint-Vaast, laquelle est distraite du ressort de l'intendance sanitaire du Havre et placée sous la direction immédiate du préfet du département de la Manche, qui est autorisé à déléguer ses pouvoirs au sous-préfet de Valognes.

3. La commission sanitaire actuelle de Saint-Vaast sera reconstituée et composée de quatre membres nommés par le préfet, conformément à l'article 56 de l'ordonnance du 7 août 1822.

4. Le directeur du lazaret de Tatihou sera nommé par notre ministre de l'agriculture et du commerce. Il sera chargé de faire reconnaître l'état sanitaire des provenances, de leur donner la libre entrée, s'il y a lieu, ou de les retenir en séquestration jusqu'à décision de la commission sanitaire, fonction attribuée au président semainier par l'article 61 de l'ordonnance du 7 août 1822.

Le médecin du lazaret sera nommé par le préfet du département de la Manche.

5. Les traitements des divers agents du service sanitaire dans le ressort de la commission sanitaire de Saint-Vaast seront fixés par notre ministre de l'agriculture et du commerce.

~~6. Notre ministre secrétaire d'état au département de~~



l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

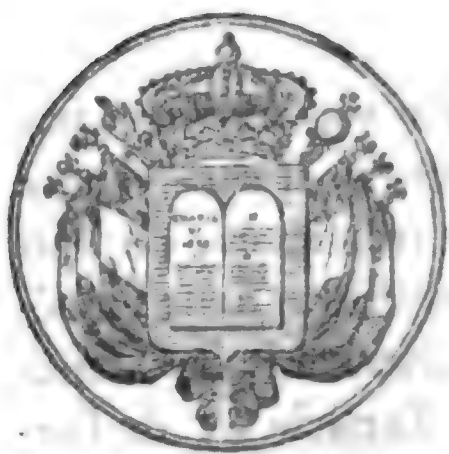
Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

---

N° 8422. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 18, de Bordeaux à Lesparre, dans la traverse de Soussans ( Gironde );

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition du terrain nécessaire pour cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 5 Novembre 1839.* )



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 24 \* Décembre 1839,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 24 Décembre 1839.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 701\*.

---

N° 8423. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre, sur l'exercice 1839, un nouveau Crédit extraordinaire de cent cinquante mille francs, pour Secours aux Étrangers réfugiés en France.*

Au palais des Tuileries, le 18 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839;

Vu les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834;

Vu les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre ordonnance du 9 novembre 1839 (2), et attendu l'insuffisance du crédit accordé par cette ordonnance;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur l'exercice 1839, un nouveau crédit extraordinaire de cent cinquante mille francs, pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget

---

\* Voyez un *Errata* à la fin de ce Numéro.

(1) Bull. 579, n° 7437.

(2) Bull. 691, n° 8324.

dudit exercice, et qui se rattachent au chapitre spécial ci-après :

CHAPITRE XXV. *Secours aux étrangers réfugiés en France* ..... 150,000<sup>l</sup>

pour complément de distribution de subsides, nécessité par l'entrée et la prolongation du séjour en France des réfugiés venant du nord de l'Espagne.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

*Signé* T. DUCHÂTEL.

N<sup>o</sup> 8424. — *ORDONNANCE DU ROI portant reconstitution du Parquet de la Cour des Pairs, pour le Jugement de plusieurs individus accusés d'avoir pris part aux Attentats commis le 1834.*

A Paris, le 20 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre ordonnance du 15 avril 1834 (1), portant convocation de la Cour des Pairs, pour juger les attentats à la sûreté de l'État commis dans le courant du même mois sur divers points de royaume;

Considérant que plusieurs des individus accusés d'avoir pris part à ces attentats, et condamnés par contumace, ont été arrêtés ou se sont présentés pour purger leur contumace;

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 296, n<sup>o</sup> 5279.

Considérant que cette circonstance rend nécessaire la reconstitution du parquet de la Cour des Pairs, qui avait été formé par notre ordonnance susdatée du 15 avril 1834 et par celle du 11 février 1835 (1),

AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. M. *Franck Carré*, notre procureur général près la cour royale de Paris, remplira les fonctions de notre procureur général près la Cour des Pairs, dont il requerra la convocation, pour être procédé au jugement contradictoire des individus ci-dessus désignés.

2. M. *Boucly* et M. *Nouguier*, substituts de notre procureur général près la cour royale de Paris, rempliront les fonctions de substituts du procureur général près la Cour des Pairs.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice et des cultes,*

Signé J. B. TESTE.

N° 8425. — *ORDONNANCE DU ROI concernant la Poste aux chevaux.*

Au palais des Tuileries, le 25 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 juillet 1827, relative aux poids et mesures ;

Vu l'ordonnance du 23 avril 1786 ;

Vu la loi du 15 ventôse an XIII ;

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1829 (2) ;

(1) 1<sup>re</sup> série, 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 349, n° 5659.

(2) VIII<sup>e</sup> série, Bull. 280, n° 10,773.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1840, toutes les distances de poste seront comptées par myriamètres et kilomètres.

Toute distance de cinq cents mètres et au-dessus, jusqu'à mille mètres, sera comptée pour un kilomètre ; toute distance moindre de cinq cents mètres ne sera pas comptée.

2. Le prix des services exécutés par les maîtres de poste pour le compte des particuliers est fixé ainsi qu'il suit :

Pour chaque cheval fourni, deux francs par myriamètre, soit vingt centimes par kilomètre ;

Pour chaque voiture fournie, deux francs par myriamètre, soit vingt centimes par kilomètre ;

Pour les guides à payer à chaque postillon, un franc par myriamètre, soit dix centimes par kilomètre.

Le nombre de chevaux à atteler, celui des postillons à fournir pour la conduite de chaque voiture, et les suppléments de prix à payer en raison du nombre des personnes excédant le chargement ordinaire, sont réglés par le tarif joint à la présente ordonnance.

Les fractions de distance parcourues sur une communication de relais à relais seront payées comme il suit, savoir :

Sur les communications dont l'étendue est inférieure au myriamètre, il sera payé le prix de la distance entière, telle qu'elle se trouve indiquée au livre de poste.

Sur les communications d'un myriamètre et au-dessus, s'il a été parcouru moins d'un myriamètre, il sera payé un myriamètre ; s'il a été parcouru un myriamètre ou plus, il sera payé le prix de la distance entière indiquée au livre de poste.



3. L'administration déterminera au livre de poste les localités où il sera indispensable d'atteler un cheval de supplément ; ce cheval devra être nécessairement attelé.

4. Les distances dites *supplémentaires*, accordées à l'entrée et à la sortie de certaines villes, seront fixées par notre ministre secrétaire d'état des finances, selon la nature des localités.

Le paiement des distances supplémentaires ne sera pas dû par les voyageurs qui ne feraient que traverser une ville, sans s'y arrêter autrement que pour changer de chevaux aux relais.

5. Le prix de conduite des malles-postes est fixé par attelage ainsi qu'il suit :

1° Pour les berlines à quatre places de voyageurs, attelées de quatre chevaux ou plus, sept francs par myriamètre, soit soixante et dix centimes par kilomètre ;

2° Pour les coupés à deux et trois places de voyageurs, attelés de quatre chevaux ou plus, et pour les malles de deuxième section, à deux places de voyageurs, attelées de quatre chevaux, cinq francs vingt-cinq centimes par myriamètre, soit cinquante-deux centimes cinq dixièmes par kilomètre ;

3° Pour les malles de deuxième section à une seule place de voyageur, et pour les malles-estafettes, les unes et les autres attelées de deux chevaux, trois francs cinquante centimes par myriamètre, soit trente-cinq centimes par kilomètre.

6. Le prix de chaque cheval employé au service des estafettes à cheval est fixé à deux francs par myriamètre.

7. Le prix des guides à payer aux postillons est fixé, savoir :

Pour le service des malles, à un franc cinquante centimes par myriamètre;

Pour le service des estafettes à cheval, à un franc soixante et quinze centimes également par myriamètre.

8. Le droit de vingt-cinq centimes par poste, attribué aux maîtres de relais par la loi du 15 ventôse an XIII ( 6 mars 1805 ), sera perçu à raison de vingt-neuf centimes quinze centièmes par myriamètre.

9. Le prix des places des voyageurs dans les malles-postes est fixé à un franc soixante et quinze centimes par myriamètre.

10. Chaque maître de poste sera tenu d'avoir à la disposition des voyageurs une voiture suivant le modèle qui lui en sera donné par l'administration.

11. Un règlement administratif, arrêté par notre ministre secrétaire d'état des finances, déterminera les obligations des maîtres de poste, en ce qui concerne leurs rapports, tant avec les particuliers qu'avec l'administration.

12. Les dispositions des règlements antérieurs continueront d'être exécutés dans tous les points auxquels il n'est dérogé par la présente.

13. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département  
des finances,*

*Signé H. PASSY.*

*Tarif de la Poste aux chevaux.*

NOM ET CLASSEMENT, par division, des différentes espèces de voitures à l'usage des voyageurs en poste.	NOMBRE de per- sonnes.	NOMBRE de che- vaux.	PRIX à payer pour chaque cheval.	PRIX total des chevaux par myria- mètre.	NOMBRE de postil- lons.
<b>1<sup>re</sup> DIVISION.</b>					
<b>CHAISES OU CABRIOLETS.</b>	1 2	2	2 <sup>f</sup>	4 <sup>f</sup>	1
	3	3	2	6	1
Petite calèche à un seul fond, avec timon.	1 2	2	2	4	1
S'il se trouve une troisième per- sonne, il sera payé un franc par myria- mètre, en sus du prix des chevaux.					
<b>2<sup>e</sup> DIVISION.</b>					
<b>LIMONIERES.</b>					
Voitures fermées et coupés, et calèches avec brancard.....	1 2 3	3	2	6	1
Il sera payé un franc par myriamètre en sus, pour chaque personne excé- dant le nombre de trois.					
<b>3<sup>e</sup> DIVISION.</b>					
<b>BERLINES.</b>					
Voitures fermées ou non, à deux fonds égaux, et calèches à deux fonds avec timon.....	1 2 3 4	4	2	8	2
S'il y a une cinquième personne, il sera payé un franc par myriamètre en sus.					
<b>NOTA.</b> Les voyageurs auront désormais la faculté de n'employer qu'un seul pos- tillon au lieu de deux à la conduite des voitures à quatre chevaux, c'est-à-dire, qu'ils restent entièrement libres de choisir entre les deux modes de conduite. Il n'y a d'exception à cette disposition que pour l'entrée et la sortie des villes de Paris et de Lyon. Les frais de guides seront tou- jours proportionnés au nombre de postil- lons réellement employé.					
Les mêmes voitures.....	6	6	2	12	2
Il sera payé un franc par myriamètre en sus, pour chaque personne excédant le nombre de six.					

## N° 8426. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Le chemin de Chauffailles à Tarare est et demeure classé parmi les routes départementales de Saône-et-Loire comme annexe de la route départementale n° 10, d'Autun à Beaune par Toulon, Perrecy, Gennelard et Charolles : cette dernière route prendra désormais la dénomination de *route d'Autun à Beaune à Tarare*.

2. L'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction ou au perfectionnement de la nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 7 Novembre 1839.* )

---

## N° 8427. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Que le chemin de Vervins à Hirson est et demeure classé parmi les routes départementales de l'Aisne sous le n° 30 et la dénomination de *route de Vervins à Hirson par Origny*;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à la construction ou au perfectionnement de cette route, en se conformant aux dispositions des titres et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 7 Novembre 1839.* )

---

## N° 8428. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé, par voie de publicité et de concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur la Loire, en remplacement du bac d'Aiguilly (Loire) pour le service de la route départementale n° 10, de Roanne à Digoin, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un péage dont la perception aura lieu au profit de l'adjudicataire, d'après le tarif ci-dessous fixé : le maximum de la durée de la concession sera déterminé par l'administration dans un billet cacheté, qui ne sera ouvert qu'après le dépôt des soumissions.

2, Le tarif des droits de péage est fixé ainsi qu'il suit :

Une personne à pied.....	0 <sup>f</sup> 05 <sup>c</sup>
Une personne à cheval.....	0 10
Un cheval ou mulet en laisse, chargé ou non, conducteur compris.	0 10
Ane ou ânesse.....	0 05
Bœuf, vache ou taureau.....	0 10
Veau ou porc.....	0 05
Mouton, brebis, chèvre ou chevreau, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	0 025

Lorsque les bestiaux iront au pâturage ou en reviendront, le droit sera diminué de moitié.

Lorsque les montons, brebis, boues, chèvres ou chevreaux, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Un cabriolet à un cheval, conducteur compris.....	0 30
<i>Idem</i> à deux chevaux, conducteur compris.....	0 45
<i>Idem</i> à trois chevaux, conducteur compris.....	0 50
Une voiture à quatre roues, suspendue sur ressorts, cuirs, planches ou brancards, à un cheval, conducteur compris.....	0 40
<i>Idem</i> , à deux chevaux, conducteur compris.....	0 55
<i>Idem</i> , à trois chevaux, conducteur compris.....	0 70
<i>Idem</i> , à quatre chevaux, conducteur compris.....	0 85
Une voiture de poste à deux ou quatre roues, compris le retour au pied levé et le conducteur, à deux chevaux, conducteur compris.....	1 00
<i>Idem</i> , à trois chevaux, conducteur compris.....	1 15
<i>Idem</i> , à quatre chevaux, conducteur compris.....	1 30
<i>Idem</i> , à cinq chevaux, conducteur compris.....	1 45
Une voiture publique à deux ou quatre roues, attelée d'un seul cheval, conducteur compris.....	0 40
Voiture publique attelée de deux chevaux, conducteur compris....	0 55
Pour chaque cheval en sus.....	0 15
Les voyageurs en voiture payeront séparément le droit dû pour une personne à pied.....	0 05
Chars à deux ou quatre roues, à deux bœufs, conducteur compris..	0 20
<i>Idem</i> , à quatre bœufs, conducteur compris.....	0 35
<i>Idem</i> , à six bœufs, conducteur compris.....	0 50
Charrette à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval, conducteur compris.....	0 20
Pour chaque cheval en sus.....	0 15

Lorsque les chars ou charrettes seront employés au transport des récoltes, engrais, ou des instruments aratoires, le droit sera diminué de moitié.

Sont exempts du péage,

Le préfet et le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et agents du service des ponts et chaussées, les agents voyers des chemins vicinaux,



les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les préposés des lignes télégraphiques, les guides champêtres obligés de passer d'une rive à l'autre pour leur service, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les sous-officiers et soldats voyageant en corps ou séparément, à la charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route; les malles faisant le service des postes de l'État, les facteurs ruraux et les courriers du Gouvernement, les voitures cellulaires employées au transport des condamnés, les voyageurs indigents munis d'une feuille de route ou passe-port avec indemnité de quinze centimes par lieue. ( *Paris, 13 Novembre 1839.* )

N° 8429. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé, par voie de publicité et de concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur le Gardon, dans la commune de Moussac ( Gard ), en remplacement du bac de ce nom, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un péage, dont la perception aura lieu au profit de l'adjudicataire, d'après le tarif ci-dessous fixé : le maximum de la durée de la concession sera déterminé par l'administration dans un billet cacheté, qui sera ouvert qu'après le dépôt des soumissions.

L'adjudicataire recevra, en outre, une subvention de cinquante mille francs, dont trente-cinq mille francs lui seront payés sur les fonds du trésor et quinze mille francs sur ceux du département.

2. Le tarif des droits de péage est fixé ainsi qu'il suit :

Par personne.....	0 <sup>fr</sup> 07
Par cheval ou mulet, âne ou ânesse, chargé ou non chargé; bœuf ou vache, quelle que soit leur destination, conducteur non compris .....	0 03
Par veau, porc, mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait...	0 025

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, seront au-dessus de cinquante, le droit ci-dessus sera diminué d'un tiers.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit ci-dessus.

Les conducteurs de chevaux ou mulets, ânes ou ânesses, bœufs ou vaches, moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, payeront en outre le droit dû pour une personne à pied..... 0 03

Une voiture de voyageurs suspendue ou non, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, ou une litière à deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	0 <sup>f</sup> 80 <sup>c</sup>
Une voiture de voyageurs suspendue ou non, à deux roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	1 00
Une voiture de voyageurs à quatre roues, suspendue ou non suspendue, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris.....	0 90
Une voiture de voyageurs à quatre roues, suspendue ou non suspendue, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	1 30
Une voiture de voyageurs à quatre roues, suspendue ou non suspendue, attelée de trois chevaux ou mulets, conducteur compris.....	1 70
Pour chaque cheval ou mulet en sus.....	0 40

Toute personne passant en voiture payera séparément le droit dû pour une personne à pied.

Une charrette de roulage chargée, à deux ou quatre roues, pour la charrette seulement, y compris le conducteur.....	0 40
Pour chaque cheval, mulet ou couple de bœufs appartenant à l'attelage.....	0 20
Une charrette de roulage non chargée, la charrette seulement, y compris le conducteur.....	0 40
Pour chaque cheval, mulet ou couple de bœufs appartenant à l'attelage.....	0 05
Une charrette de l'agriculture chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, pour la charrette seulement.	0 25
La même à vide.....	0 20
Pour chaque cheval, mulet ou couple de bœufs appartenant à l'attelage desdites charrettes, chargées ou non chargées.....	0 05
Tous les habitants de Moussac auront la faculté de s'abonner pour leur passage à pied sur le pont, moyennant la somme annuelle, par personne, de.....	2 00

L'abonnement sera personnel; néanmoins les habitants qui auront pris des abonnements pour leurs domestiques, hommes ou femmes, ne seront pas tenus de payer un abonnement nouveau s'ils viennent à en changer; ils devront, dans ce cas, donner avis à l'adjudicataire du pont des changements qui surviendront, et échanger la carte qui leur aura été délivrée contre une nouvelle carte au nom du nouveau domestique, et pour le temps qui restera à courir.

Chaque propriétaire ou agriculteur aura également la faculté de prendre un abonnement annuel pour le passage de ses bestiaux, au prix de six francs par chaque cheval, mulet ou paire de bœufs, les conducteurs compris ainsi que les charrettes, ci.....	6 00
Pour les troupeaux allant au pâturage, au prix de quinze centimes par tête de bétail, pour chaque année.....	0 15

Et par bête de somme allant au pâturage, conduite par le pâtre commun, également pour chaque année..... 0<sup>f</sup> 20<sup>c</sup>

Dans cet abonnement seront compris les transports de récoltes de toute espèce, bois, engrais, terre glaise, outils aratoires, semences, boissons et aliments servant aux gens résidant dans la ménagerie, mais non les transports d'objets ou marchandises qui ne proviendraient pas des récoltes, ou qui, provenant des récoltes, seraient conduits à la vente.

En cas de décès, changement de domicile, l'abonnement sera payé pour toute l'année; cet abonnement courant à partir du 1<sup>er</sup> janvier et non par fraction d'année, il pourra être renouvelé d'une année à l'autre, si les habitants le jugent convenable.

Chaque chef de maison qui désirera s'abonner, tant pour lui et les individus qui l'habitent, que pour les bestiaux, en fera la déclaration au concessionnaire du pont ou à ses représentants, et sera tenu de compter aussitôt, à la caisse de recette du pont, le montant de l'abonnement demandé.

Sont exempts du péage,

Les préfet et sous-préfets en tournée, les ingénieurs, conducteurs, piqueurs ou autres agents des ponts et chaussées; les agents des contributions indirectes et des douanes voyageant pour leur service, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les corps militaires, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, à pied ou à cheval, à la charge de représenter une feuille de route; les transports de l'administration de la guerre définis par le titre VI du décret du 23 juin 1806, les courriers du Gouvernement, les malles faisant le service de la poste, les facteurs ruraux et les voitures cellulaires employées au transport des condamnés. Seront pareillement exempts du péage, les enfants des deux sexes allant aux écoles ou en revenant, et les enfants au-dessous de cinq ans.

3. L'adjudication sera soumise à l'approbation du ministre des travaux publics. (*Paris, 13 Novembre 1839.*)

N<sup>o</sup> 8430. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1<sup>o</sup> Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n<sup>o</sup> 2, de Saint-Macaire à Sainte-Foy (Gironde), entre le chemin du moulin de Rambaud, près de Pellegrue, et un point situé à deux cent soixante mètres après le village de Girard;

2<sup>o</sup> Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 22 Novembre 1839.*)

**N° 8431. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 11, du Puy à Saint-Flour ( Haute-Loire ), entre Langeac et Estival ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de la route suivant la nouvelle direction adoptée, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 22 Novembre 1839.* )

---

**N° 8432. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 138, de Bordeaux à Rouen, aux abords du village de la Roche-Luzay, département des Deux-Sèvres ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires à l'établissement de la route sur la nouvelle direction adoptée, en se conformant aux titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 26 Novembre 1839.* )

---

**N° 8433. — ORDONNANCE DU ROI portant :**

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé, par voie de publicité et de concurrence, à l'adjudication des travaux d'établissement d'un pont suspendu sur la Cèze, en remplacement du bac de Saint-Victor ( Gard ), route départementale n° 21, de Barjac à Villefort, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente ordonnance.

L'adjudication sera passée au rabais de la durée d'un péage, dont la perception aura lieu au profit de l'adjudicataire, d'après le tarif ci-dessous fixé : le maximum de la concession sera déterminé par l'administration dans un billet cacheté, qui ne sera ouvert qu'après le dépôt des soumissions.

L'adjudicataire recevra, en outre, une subvention de quarante mille francs, dont vingt-cinq mille francs sur les fonds du trésor et quinze mille francs sur ceux du département ; cette subvention sera payée comme il est stipulé en l'article 8 du cahier des charges.

2. Le tarif des droits de péage est fixé ainsi qu'il suit :



Une personne chargée ou non chargée.....	0 47
Un cheval ou mulet et son cavalier.....	0 10
Un cheval ou mulet en laisse, chargé ou non chargé.....	0 10
Un âne ou ânesse chargé ou non chargé.....	0 05
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0 05
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente.....	0 10
Par veau, porc, mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons.....	0 05

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit ci-dessus sera diminué d'un tiers.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit ci-dessus.

Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes ou ânesses, bœufs ou vaches, moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, d'oies ou de dindons, payeront en outre le droit dû pour une personne à pied, ci.....	0 05
Une voiture de voyage suspendue ou non suspendue, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, ou une litière à deux chevaux, et le conducteur.....	0 10
La même, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	1 00
Une voiture de voyage à quatre roues, suspendue ou non suspendue, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris....	1 00
La même, attelée de deux chevaux, conducteur compris.....	1 00
La même, attelée de trois chevaux, conducteur compris.....	1 10
Pour chaque cheval ou mulet en sus.....	0 10

Toute personne passant en voiture payera séparément le droit dû pour une personne à pied.

Une charrette de roulage chargée, à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet ou deux bœufs, y compris le conducteur, ci.....	0 50
Une charrette de roulage chargée, à deux ou quatre roues, attelée de deux chevaux, mulets ou quatre bœufs, y compris le conducteur.....	0 70
La même, attelée de trois chevaux ou mulets, conducteur compris.....	0 90
Pour chaque cheval en sus.....	0 20
Une charrette de roulage non chargée, attelée d'un cheval ou mulet ou deux bœufs, y compris le conducteur.....	0 35
Et pour chaque cheval, mulet ou deux bœufs en sus.....	0 10
Une charrette de l'agriculture employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, attelée d'un cheval ou mulet ou deux bœufs, conducteur compris.....	0 30
Et pour chaque cheval en sus.....	0 10



La même, à vide, attelée d'un cheval ou mulet ou deux bœufs, conducteur compris.....	0 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>
Et pour chaque cheval en sus.....	0 10
Une charrette chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris.....	0 20
La même, non chargée.....	0 15
Tous les habitants de Saint-Ambroix et de Saint-Victor auront la faculté de s'abonner pour leur passage à pied sur le pont, moyennant la somme annuelle de.....	2 50

L'abonnement sera personnel; néanmoins les habitants qui auront pris des abonnements pour leurs domestiques, hommes ou femmes, ne seront pas tenus de payer un abonnement nouveau s'ils viennent à en changer; ils devront, dans ce cas, donner avis à l'adjudicataire du pont des changements qui surviendront, et échanger la carte qui leur aura été délivrée contre une nouvelle carte au nom du nouveau domestique, et pour le temps qui restera à courir.

Chaque propriétaire ou agriculteur aura également la faculté de prendre un abonnement annuel pour le passage de ses bestiaux, au prix de sept francs pour chaque cheval, mulet ou paire de bœufs, les conducteurs compris ainsi que la charrette, ci..... 7 00

Dans cet abonnement seront compris les transports des récoltes de toute espèce, engrais, terre glaise, outils aratoires, semences, boissons et aliments servant aux gens résidant dans la ménagerie, mais non les transports des marchandises qui ne proviendraient pas des récoltes.

L'abonnement sera payé d'avance et pour toute l'année, et non par fraction d'année.

Chaque chef de maison qui désirera s'abonner, tant pour lui que pour les gens de l'habitation et pour ses bestiaux, en fera la déclaration au concessionnaire du pont ou à ses représentants, et sera tenu de compter aussitôt, à la caisse de recette du pont, le montant de l'abonnement.

Sont exempts du péage,

Les préfet et sous-préfets en tournée, les ingénieurs, conducteurs, piqueurs et autres agents des ponts et chaussées; les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère, les agents des contributions indirectes, la gendarmerie et les gardes champêtres, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires voyageant en corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, à la charge par ces derniers de représenter une feuille de route; les transports de l'administration de la guerre définis par le titre VI du décret du 23 juin 1806, les courriers du Gouvernement, les malles faisant le service de la poste, les facteurs ruraux, les voitures cellulaires employées au transport des condamnés, les enfants allant aux écoles publiques ou en revenant, ainsi que les enfants au-dessous de cinq ans.

**3.** L'adjudication sera soumise à l'approbation du ministre des travaux publics. (*Paris, 26 Novembre 1830.*)

**ERRATA.** Bulletin 697, contenant l'ordonnance du 8 décembre 1839, sur le tarif des douanes à la Martinique et à la Guadeloupe, page 817, tableau A, au lieu de *Bois* . . . . *Essences*, lisez *Bois* . . . . *Essentes*; page 818, tableau B, au lieu de *Hermès*, lisez *Kermès*.



**CERTIFIÉ conforme par nous**  
*Garde des sceaux de France, Ministre*  
*Secrétaire d'état au département de*  
*la justice et des cultes,*

**A Paris, le 28 \* Décembre 1839,**

**J. B. TESTE.**

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

**IMPRIMERIE ROYALE. — 28 Décembre 1839.**

## BULLETIN DES LOIS.

N° 702\*.

° 8434. — *TABEAU du Prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importations et d'exportations des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 avril 1833, arrêté le 31 Décembre 1839.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT (1).			PRIX moyen régula- teur de la section.
1 <sup>re</sup> CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or. .					
	Aude.....	Toulouse.....	21 <sup>f</sup> 86 <sup>c</sup>	21 <sup>f</sup> 92 <sup>c</sup>	21 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup>	24 <sup>f</sup> 69 <sup>c</sup>
	Hérault.....	Gray.....	23 17	23 13	"	
	Gard.....	Lyon.....	26 00	26 00	25 68	
	Bouches-du-R.	Marseille.....	27 06	27 59	27 50	
	Var.....					
	Corse.....					
2 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Gironde.....					
	Landes.....	Marans.....	20 13	20 16	20 00	21 36
	B <sup>as</sup> -Pyrénées..	Bordeaux.....	22 58	22 25	21 60	
	H <sup>tes</sup> -Pyrénées..	Toulouse.....	21 86	21 92	21 70	
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2 <sup>e</sup>	Jura.....					
	Doubs.....	Gray.....	23 17	23 13	"	25 74
	Ain.....	Saint-Laurent.	27 50	27 22	27 33	
	Isère.....	Le Grand-Lemps..	25 50	26 02	26 06	
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					
(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)						

\* Voyez un *Erratum* à la fin de ce Numéro.

2. IX<sup>e</sup> Série.

54

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS	MARCHÉS.	PRIX DU FROMENT.			PRIX moyen régula- teur de la section.
3 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Haut-Rhin....	Mulhausen....	23 <sup>f</sup> 71 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 57 <sup>c</sup>	23 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	22 <sup>f</sup> 93 <sup>c</sup>
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	22 48	22 19	22 11	
2 <sup>e</sup>	Nord.....	Bergues.....	23 15	23 05	23 99	24 63
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 27	23 94	24 72	
	Somme.....	Roye.....	24 22	23 63	23 68	
	Seine-Infér....	Soissons.....	25 27	25 31	26 21	
	Eure.....	Paris.....	26 73	26 12	26 75	
	Calvados.....	Rouen.....	25 00	24 54	24 77	
3 <sup>e</sup>	Loire-Infér. ...	Saumur.....	20 34	20 34	20 33	20 33
	Vendée.....	Nantes.....	20 95	21 67	21 36	
	Charente-Infér.	Marans.....	20 13	20 16	20 00	
4 <sup>e</sup> CLASSE.						
1 <sup>re</sup>	Moselle.....	Metz.....	20 72	20 34	19 90	21 71
	Meuse.....	Verdun.....	21 53	21 05	21 27	
	Ardennes.....	Charleville....	24 27	23 69	23 33	
	Aisne.....	Soissons.....	25 27	25 31	26 21	
2 <sup>e</sup>	Manche.....	Saint-Lô.....	23 52	23 48	23 30	20 64
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	18 39	18 52	17 48	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	21 95	19 50	21 08	
	Finistère.....	Hennebon....	20 26	20 38	20 81	
	Morbihan ....	Nantes.....	20 95	21 67	21 36	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce.

A Paris, le 31 Décembre 1839.

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

**8435. — ORDONNANCE DU ROI** qui maintient définitivement *M. le Lieutenant général Drouet, Comte d'Erlon, dans la première section du cadre de l'État-major général.*

A Paris, le 27 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Vu** le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 août 1839, portant :

« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> ; »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** *M. le lieutenant général Drouet, comte d'Erlon (Jean-Baptiste), né le 29 juillet 1765, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.*

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre ,*

*Signé SCHNEIDER.*

---

**N° 8436. — ORDONNANCE DU ROI** qui maintient définitivement *M. le Lieutenant général Comte Claparède dans la première section du cadre de l'État-major général.*

A Paris, le 27 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

**Vu** le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 août 1839, portant :



« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 1<sup>er</sup>; »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** M. le lieutenant général comte *Clapart* (*Michel-Marie*), né le 28 août 1770, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre

Signé SCHNEIDER.

**N° 8437. — ORDONNANCE DU ROI qui maintient définitivement M. le Lieutenant général Comte Harispe dans la première section du cadre de l'État-major général.**

A Paris, le 27 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 mai 1839, portant :

« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 1<sup>er</sup>; »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** M. le lieutenant général comte *Harispe* (*Jean-Isidore*), né le 3 décembre 1768, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

N° 8438. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient définitivement M. le Lieutenant général Baron Neigre dans la première section du cadre de l'État-major général.*

A Paris, le 27 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 août 1839, portant :

« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> ; »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** M. le lieutenant général baron *Neigre* (*Gabriel*), né le 28 juillet 1774, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

**ERRATUM.** Bulletin 701, page 877, article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 20 décembre 1839. Supprimez la fin de cet article, à partir des mots *requerra*.



**CERTIFIÉ** conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 1<sup>er</sup> \* Janvier 1840,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Buletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'imprimerie royale, ou chez les directeurs des postes des départements.



---

# BULLETIN DES LOIS.

## N° 703.

---

N° 8439. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la formation de deux Classes de Subdivisions militaires, et modifie le Tarif des Indemnités de représentation attribuées aux Maréchaux de camp et aux Chefs de corps.*

A Paris, le 29 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 25 décembre 1837 (1), portant règlement sur le service de la solde et sur les revues, ainsi que le tarif y annexé;

Vu notre ordonnance du 31 août 1839 (2), sur l'organisation de la cavalerie française et indigène en Afrique;

Vu la loi du 10 août 1839, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1840;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,  
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera formé deux classes de subdivisions militaires.

Le nombre des subdivisions militaires de première classe est limité à trente.

Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera, d'après cette base, le classement desdites subdivisions.

2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, l'indemnité attribuée aux maréchaux de camp; pour frais de représentation et de bureau, sera portée à deux mille cinq cents francs par an pour ceux de ces officiers généraux qui commanderont une subdivision militaire rangée dans la première classe, une brigade active dans l'intérieur ou une école d'artillerie.

3. A dater de la même époque, 1<sup>er</sup> janvier 1840, l'indemnité de représentation allouée aux chefs de corps sera fixée comme il suit, savoir :

---

(1) Bull. 561, n° 7319.

(2) Bull. 684, n° 8220.



Colonel d'un régiment d'infanterie, d'artillerie et du génie.	2,400 <sup>f</sup> para.
Colonel d'un régiment de cavalerie.....	2,000
Commandant du bataillon de pontonniers.....	1,200
Commandant du bataillon d'ouvriers d'administration, du bataillon de tirailleurs, d'un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, d'un escadron du train des parcs d'artillerie...	800

Les colonels des régiments de chasseurs d'Afrique composés de plus de six escadrons conserveront la jouissance de l'indemnité de représentation qui leur a été allouée par notre ordonnance du 31 août 1839.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

*Signé SCHNEIDER.*

**N° 8440. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe, pour l'exercice 1840, le Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.**

Au palais des Tuileries, le 14 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'état détaillé des dépenses administratives de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, présenté et certifié par le directeur général conformément à l'article 3<sup>e</sup> de l'ordonnance du 22 mai 1816 (1) ;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée par nous de ces établissements ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Le budget des dépenses administratives de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1840, à la somme de trois cent quatre-vingt mille neuf cent vingt francs ( 380,920<sup>f</sup> ).

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé H. PASSY.*

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 90, n° 769.

at des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépenses de consignations, pour l'année 1840, présenté par le Directeur général à la Commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'Ordonnance du Roi du 22 mai 1816.

des chapitres.		NOMBRE DES CHEFS et employés.		NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS demandés pour 1840.		
				PERSONNEL.		fr		
				Service ordinaire.				
1	3	Fonctionnaires lé-	{	Traitement du directeur général...	20,000 <sup>f</sup>	}	48,000	
		galement insti-		du directeur adjoint ....	12,000			
		tuts. ....		et indemnités du caissier général.....	16,000			
2	"	Traitement du secrétaire de la commission de surveillance.....				1,500		
		12. Caisse centrale.....			36,300 <sup>f</sup>			
		3. Contrôle de la caisse centrale.....			5,600			
				1. Chef de division et chef ad-	11,000 <sup>f</sup>			
				5. Bureau du grand-livre				
				et des écritures géné-				
				érales.....	14,200			
				11. Bureau des comptes				
				courants avec les re-				
				ceveurs généraux....	29,000	147,400	230,200	
3	87	56. Comptabilité..		15. Bureau des consign-				
				ations.....	37,500			
				9. Bureau des retraites..	24,400			
				11. Bureau des caisses d'é-				
				pargne et des dépôts				
				divers.....	24,200			
				4. Secrétariat et archives.	7,100			
				16. Contentieux. — Chefs { 10. Premier bureau. 25,200 }		40,900		
				et employés ..... { 6. Second bureau. 15,700 }				
4	12	Gens de service ( au nombre de 12 ).....				13,500		
						293,200		
5	3	Abonnement des agents de change et de l'avoué conseil { 20,000 <sup>f</sup> 1,200 }				21,200		
		TOTAL du service ordinaire.....				314,400		
		Service temporaire.						
6	8	Indemnités aux anciens co-	{	6. Contentieux.....	10,200 <sup>f</sup>	}	13,300	
		lons de Saint-Domingue		2. Comptabilité.....	3,100			
		TOTAL du service temporaire....				13,300		
		MONTANT des appointements....				327,700		
7	"	Gratifications et indemnités pour travaux extraordinaires ( appli-						
		cables aux employés du service ordinaire et du service tempo-						
		raire ).....				3,600		
		TOTAL des dépenses du personnel.....				331,300		
113		A reporter.....				331,300		

NATURE DES DÉPENSES.		CREDIT demandé des pour 1840.	
<hr/>			
113	Report.....	331,30	
MATÉRIEL.			
8	Dépenses ordinaires.	Fournitures de bureau, impres- sions, etc..... 18,000	46,500
		Bois et lumière ..... 13,000	
		Entretien des bâtimens et du moblier..... 15,500	
		Dépenses temporaires..... 3,120	49,620
		113	TOTAL GÉNÉRAL.....

Vu par la commission de surveillance.

Paris, le 18 Novembre 1839.

Signé C<sup>te</sup> d'ANGOUT, F. COTTIER, DE GASCQ,  
B<sup>e</sup> DELESSERT et J. LEVESQUE.Arrêté le présent état à la somme de trois  
cent quatre - vingt mille neuf cent vingt  
francs.

Paris, le 24 octobre 1839.

Le Conseiller d'état, Directeur général.  
Signé J. PARCER.

Pour être annexé à l'ordonnance royale en date du 14 Décembre 1839.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances.

Signé H. PASSY.



CERTIFIÉ conforme par nous

Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,

A Paris, le 13 \* Janvier 1840.

J. B. TESTE

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la suite de  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE ROYALE. — 13 Janvier 1840.

---

# BULLETIN DES LOIS.

N° 704.

---

N° 8441. — *ORDONNANCE DU ROI portant création de dix nouveaux Emplois de Sous-Inspecteurs des Écoles primaires.*

Au palais des Tuileries, le 17 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire ;

Vu nos ordonnances du 16 juillet de la même année (1), du 26 février 1835 (2) et du 13 novembre 1837 (3) ;

Vu les lois de finances des 23 mai 1834, 20 juillet 1837 et 10 août 1839 ;

Vu l'avis du conseil royal de l'instruction publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est créé un emploi de sous-inspecteur des écoles primaires dans chacun des départements portés sur le tableau joint à la présente ordonnance.

2. Les dispositions de notre ordonnance du 13 novembre 1837, précitée, sont en tout point applicables aux nouveaux sous-inspecteurs.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique,*

*Signé VILLEMAIN.*

---

(1) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 241, n° 4899.

(2) 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, Bull. 357, n° 5731.

(3) Bull. 549, n° 7222.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POPULA- TION.	NOMBRE des sous-in- specteurs.	TRAIT- MENT.
	des arrondis- sements.	des canton- nements.	des com- munes.			
Alpes (Hautes)...	3	24	189	129,102	1	1,50
Aveyron.....	3	42	215	359,056	1	1,50
Corrèze.....	3	29	297	256,059	1	1,50
Creuse.....	4	25	282	265,384	1	1,50
Loire (Haute)...	3	28	272	292,078	1	1,50
Lozère.....	3	24	189	140,347	1	1,50
Morbihan.....	4	37	229	433,522	1	1,50
Nievre.....	4	25	321	282,521	1	1,50
Pyrénées-Orientales	3	17	227	157,052	1	1,50
Var.....	4	35	211	317,501	1	1,50

Vu et approuvé le présent état pour être annexé à notre ordonnance ce jour 17 Décembre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE

Par le Roi : le *Ministre de l'instruction publique, Grand Maître de l'Université,*

Signé VILLERME

N° 8442. — *ORDONNANCE DU ROI portant proclamation des Brevets d'invention délivrés pendant le troisième trimestre 1839.*

Au palais des Tuileries, le 18 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 6 du titre 1<sup>er</sup>, et les articles 6, 7 et 15 du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX (27 septembre 1800), portant que les brevets d'invention, de perfectionnement d'importation seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Les personnes ci-après dénommées sont inscrites définitivement :

1<sup>o</sup> M. Boileau (*Pierre-Édouard*), artiste, demeurant à Paris, rue Firmin, n° 11, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention



quinze ans qu'il a pris, le 29 novembre précédent, pour un nouveau mouvement perpétuel.

2° M. *Chesneaux (Aimé-François)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue de Navarin, n° 17, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 15 juin précédent, pour perfectionnements applicables aux waggons circulant sur les chemins de fer et dans toutes les courbes.

3° M. *Franc Bloque (Joseph)*, parfumeur, demeurant à Paris, rue du Mail, n° 18, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une composition destinée à blanchir et à adoucir les mains, dite *limon synovial leucotonifère*.

4° MM. *Lejars Chavanne (Félix-Théodore)*, *Pernot (Adèle-Ives-Hippolyte-Edme-André)* et *Priot (Napoléon)*, tous trois propriétaires, demeurant à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 7, auxquels il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des fondations, compositions et établissements de nouveaux rails en matières vitrifiées.

5° M. *Perpigna (Antoine)*, avocat, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 28 octobre 1837, pour un nouvel appareil de fermeture permanente à soupape et à piston, facilitant l'introduction des liquides gazeux dans les vases destinés à les recevoir, les y retenant dans le même état de pression intérieure et les laissant échapper à volonté, soit en totalité, soit en partie.

6° M. *Saillard (Antoine-Victor)*, peintre, demeurant rue de Sèvres, n° 87, à Vaugirard, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des procédés de fabrication d'un produit, dit *bouillon de voyage*.

7° M. *Sérane (Jean-Louis)*, négociant de Montpellier, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Grandmaison*, demeurant rue Vivienne, n° 4, auquel il a été délivré, le 3 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau procédé de vinification.

8° MM. *Bellaton, Liandra et Salignat*, fabricants d'étoffes de soie, demeurant rue Saint-Polycarpe, n° 5, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un genre d'imitation de dentelle brodée cannelée.

9° M. *Boudet (Félix)*, pharmacien, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n° 88, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 décembre précédent, conjointement avec M. *Domingue*, pour un procédé chimique propre à la réparation de toutes espèces de peaux d'animaux destinées au tannage et la mégisserie.

10° M. *Chavoutier (Jean-Chrysostome)*, poëlier-fumiste, demeurant à

Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 3, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour divers nouveaux appareils de chauffage, qu'il nomme *uniques et salutaires foyers Chavoutier, sans fumée et sans odeur*, dont le système est combiné de telle sorte, qu'ils puissent donner le maximum de chaleur nécessaire au chauffage d'un local quelconque où l'on puisse les placer ou les établir, à y éviter la fumée et à y conserver la chaleur.

11° M. *Franchot (Charles-Louis-Félix)*, constructeur, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Poirées, n° 9, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris le 27 décembre précédent, pour une machine à air propre à déterminer de rapides changements de température dans un milieu gazeux en vase clos, et à transmettre extérieurement la force motrice qui en résulte, sans contact du gaz avec les surfaces frottantes et les clôtures.

12° M. *Lecellier Havard (Joseph)*, chaudronnier, demeurant à Villedieu, département de la Manche, élisant domicile à Paris, chez M. *Lemoine*, rue Geoffroy-Langevin, n° 12, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une bassinoire de nouveau modèle.

13° MM. *Lhéritier (Sébastien-Didier)*, médecin, et *Dufresne (Ernest)*, négociant, représentés à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auxquels il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des procédés de purification des huiles de poisson.

14° M. *Martin (Républicain)*, représenté à Paris par M. *Charles Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

15° M. *Vincent (Joseph-Humbert)*, demeurant Boulevard-du-Roi, n° 1, à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des nouveaux appareils propres à la fabrication du gaz hydrogène.

16° M. *Wayte (William)*, de Basford, en Angleterre, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour divers perfectionnements ajoutés aux machines à vapeur, aux appareils pour générer la vapeur, et aux moyens de chauffer et évaporer les liquides.

17° *Whyte (Jac. C.)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour divers perfectionnements dans la construction des routes de toute espèce, et généralement de tous les endroits qui exigent un pavage quelconque.

18° M. *Woodheat (Joseph)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 8 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des moyens et procédés propres à empêcher la détérioration de certaines substances animales et végétales destinées à divers usages.

19° MM. *Balp (Gustave)*, menuisier, et *Blaquière fils (Antoine-Fulcrand-Hippolyte)*, serrurier, demeurant à Lodève, département de l'Hérault, auxquels il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil destiné à effiler la matière des vieux tissus et à la rendre propre à une nouvelle fabrication.

20° M. *Chardigny (Pierre-Joseph)*, sculpteur, demeurant à Paris, rue Pierre-Levée, n° 19, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une nouvelle fabrication d'appareils propres à l'éclairage par le gaz.

21° M. *Dembinski (Henry)*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un procédé propre à empêcher la casse des bouteilles contenant les vins de Champagne et autres liquides sujets à fermentation.

22° M. *Guyenot (Charles-Lucien)*, horloger, demeurant à Paris, rue Montmartre, n° 139, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un nouveau balancier compensateur, et une ancre d'une seule pièce en pierres fines, verre, cristal, etc., etc.

23° M. *Letievant (Joseph)*, négociant, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n° 67, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un bacheoir cylindrique.

24° M. *Miel (Jean-Alexandre)*, bijoutier, demeurant à Châteauroux, département de l'Indre, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des moyens de rendre indestructibles des bijoux exposés au frottement, et qu'il nomme *indestructibles simples et indestructibles à la paresseuse*.

25° M. *Soley (John)*, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour une machine propre à faire, à chaud, des clous découpés dans une feuille de fer forgé.

26° M. *Wood (Henry-Walker)*, fabricant de bleu de plomb de Milbane, Cottage-Vauxhall-Bridge, comté de Middlesex (Angleterre), représenté à Paris par M. *John Wood*, demeurant rue Hauteville, n° 5, auquel il a été délivré, le 10 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un procédé nouveau, aussi prompt qu'économique, propre à la fabrication du blanc de plomb ou blanc de céruse.

27° MM. *Benoît (Charles-Louis-Henry et Philippe-Martin-Narcisse)* frères, et *Vergues (François)*, demeurant à Montpellier, département de l'Hérault, auxquels il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour une machine propre au foulage, dégraissage et lavage des lainages et autres tissus.

28° M. *Boquillon (Nicolas)*, bibliothécaire du Conservatoire royal des arts et métiers, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 208, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement



de quinze ans qu'il a pris, le 20 juin 1839, pour un système d'appareils et de procédés destinés à régulariser l'écoulement des liquides et du gaz à toutes les pressions; pour divers moyens destinés à prévenir les dangers résultant de la compression des fluides élastiques dans les récipients, ainsi que pour divers procédés relatifs à leur compression; procédés et appareils applicables à plusieurs industries, et spécialement à l'éclairage par le gaz portatif comprimé et non comprimé.

29° M. *Fastier* (*Louis-Amédée*), marchand de comestibles, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 41, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un moyen de conserver les substances alimentaires, opéré par le vide obtenu par un nouveau procédé et par une nouvelle application du calorique, et pour un nouveau système de vases.

30° M. *Geerts* (*Édouard*), demeurant à Paris, rue Monsigny, n° 3, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une nouvelle machine mécanique mobile à mouler et cylindrer les tuiles, briques et carreaux.

31° M. *Place* (*Jean-Baptiste-Ambroise*), plombier, demeurant à Paris, rue du Temple, n° 76, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système de couverture des toits avec des ardoises de zinc agrafées.

32° M. *Poole* (*Mosès*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant à Paris, rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour divers perfectionnements ajoutés à la construction des machines à vapeur.

33° M. *Poole* (*Mosès*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant à Paris, rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements dans la construction des machines propres à faire des cardes à coton, à laines et autres matières filamenteuses.

34° M. *Poole* (*Mosès*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition à un brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 12 mars précédent, pour les appareils ou vases propres à filtrer toute espèce de liquides.

35° M. *Réallier-Brépols de Saint-Peray* et *Desfossés* (*Auguste*), de Bruxelles, représentés par M. *Decock-Watrelos*, négociant, demeurant à Lille, département du Nord, auxquels il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un nouveau procédé d'étendage du verre.

36° M. *Seaward* (*Samuel*), ingénieur, de Londres, représenté à Paris par M. *Bloqué*, demeurant place Dauphine, n° 12, auquel il a été délivré, le 17 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur marines.

37° M. *Behson* (*Joseph*), de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans,

pour une méthode perfectionnée de condenser la vapeur et de ramener dans les chaudières l'eau ainsi condensée.

38° MM. *Constant Peugnot* et compagnie, demeurant à Audencourt, département du Doubs, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système de bandes porte-collets et porte-crapaudines en fer, avec bouchons en bronze, et de crapaudines, soit en bronze, soit en acier fondu, propres aux filatures.

39° M. *Craig (William)*, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour divers perfectionnements ajoutés aux métiers à tricot, dans lesquels sont employées toute espèce de matières filamenteuses.

40° M. *Crompton (Thomas-Bonsor)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 5 septembre précédent, pour un nouveau procédé de fabrication du blanc de plomb (carbonate de plomb).

41° M. *Elyah-Paine*, de New-York, représenté à Paris, par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 31 janvier précédent, pour un nouveau moteur fondé sur le galvanisme.

42° M. *de Fontenay (François-Eugène)*, directeur de la verrerie de Plaine-de-Valsch, département de la Meurthe, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un système de ventilation à air froid et à air chaud, applicable aux fours de verreries et aux fours de poteries.

43° MM. *G. Goldenberg* et compagnie, fabricants de grosse quincaillerie, demeurant à Zornhoff, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 27 mai précédent, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de faux laminées à dos rapportés.

44° M. *Parry (Jean-Baptiste)*, demeurant à Paris, rue Blanche, n° 40, auquel il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un nouveau moteur à tous vents, destiné à favoriser la marche des bâtiments en général de la petite et de la grande navigation, et applicable comme moteur aux moulins à farine, aux pompes, aux usines, manèges, et à toutes les machines qui exigent un nouveau moteur.

45° MM. *Thibault* et fils et *Perraud*, fabricants de chandelles, demeurant, les premiers, rue des Orphelins, n° 9, et le deuxième, rue Chevert, n° 5, à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 18 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un mode de parvenir à la fonte des suifs en branche, sans aucune odeur incommode, sans creton et sans danger du feu.

46° M. *Charpentier (Auguste)*, fabricant de produits chimiques, demeu-



rant route de la Révolte, n° 3, aux Ternes, commune de Neuilly, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour la dessiccation et la conservation des végétaux, et notamment des bois de toute nature, par le moyen d'appareils ventilatoires à air chaud et de dissolutions aluminiques ferrugineuses.

47° M. *Duchon (Claude)*, chef ouvrier, demeurant chez M. Grifondeur, rue d'Auvergne, n° 6, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un poêle en fonte à galeries et à flammes renversées.

48° M. *Espie (Pierre-Jules)*, pharmacien, demeurant rue Fondaudou à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 20 juin précédent, pour un médicament qu'il nomme *cigarille pectorale*, propre à traiter les affections nerveuses des voies aériennes, perfectionnement et addition consistant dans la substitution du nom de *fumigateur pectoral* à celui de *cigarille pectorale*.

49° MM. *Golay père et fils*, mécaniciens orthopédistes, demeurant à Puzy, quartier de Perrache, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un nouveau bandage herniaire à double extension.

50° M. *Kierzkowski (Alexandre-Édouard)*, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de Provence, n° 61, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans, pour un appareil constituant un bain à la rosée.

51° M. *Maille (Pierre-Hermand)*, demeurant à Villeneuve-le-Roi, département de l'Yonne, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un four destiné à faire cuire la chaux et les briques.

52° M. *Maréchal (Bernard)*, mécanicien, demeurant rue Porte-la-Feuille n° 1, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une échantignolle mécanique et un essieu mobile sur ses supports, propre à toute espèce de roulage.

53° M. *Montanier (Jean-Louis)*, membre du conseil général du département de l'Ain, associé de MM. *Vachon et compagnie*, de Nantua, demeurant à Paris, cité Bergère, hôtel des Arts, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un instrument dit *dynamomètre*, propre à mesurer la force de toute sorte de fils.

54° M. *Munier (Hippolyte-Jean-Baptiste)*, chimiste, demeurant à Paris, rue de la Boule-Rouge, n° 3, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une composition qu'il nomme *extractif de Munier*, propre à polir, à nettoyer tous les métaux, et à les préserver de l'oxydation.

55° M. *Munier (Hippolyte-Jean-Baptiste)*, chimiste, demeurant à Paris,

ne de la Boule-Rouge, n° 3, auquel il a été délivré, le 20 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une cire végétale destinée à remplacer avantageusement la cire animale pour le cirage des parquets, meubles, etc., etc.

56° M. *Bagel-Combes (Antoine-Fabrice)*, agent voyer en chef du département de Tarn-et-Garonne, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Bernaud*, demeurant rue Vieille-du-Temple, n° 21, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 27 décembre 1837, pour une lampe astrale qu'il nomme *lampe balance hydrostatique*.

57° MM. *Bertrand (Frédéric)* et *Feydeau (Alexandre)*, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une nouvelle confection de vases de fer-blanc ou fer battu étamé, propres à contenir des substances alimentaires, et pour un procédé au moyen duquel on peut les souder et dessouder, ainsi que leurs couvercles, sans que ceux-ci ni les vases soient endommagés.

58° MM. *Duvoyer et compagnie*, constructeurs d'appareils de chauffage, demeurant à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 11, auxquels il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouvel appareil calorifère.

59° M. *Fournel (Jean)*, fumiste, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour un appareil fumifuge, propre à empêcher les vents de refouler la fumée dans les appartements.

60° M. *Gary de Favier (François-Théodore-Casimir)*, demeurant à Paris, rue Tiquetonne, n° 24, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un système nouveau applicable aux chemins de fer dits *doubles chemins de fer à contre-pente*.

61° M. *Houdinet (Paul)*, négociant, demeurant à Paris, rue du Sentier, n° 18, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un système d'inversabilité pour toutes les voitures suspendues ou non suspendues.

62° MM. *Jourdan frères (Timothée - François)*, demeurant rue de la Salle, n° 14, à Marseille (Bouches-du-Rhône), auxquels il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un mode de préparation relatif à la conservation des substances animales et végétales en nature.

63° M. *Klein (Napoléon)* fils, avocat à Nancy, faisant élection de domicile à Paris, chez M. *Hengray*, libraire, demeurant rue de Seine-Saint-Germain, n° 10, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'addition et de perfectionnement au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pris, le 10 juin 1831, par le sieur *Klein* père, dont il est cessionnaire, pour un nouveau système de sécurité parfaite applicable à tout équipage indistinctement.

64° M. *Violette*, receveur de l'octroi, demeurant à Brest, département

du Finistère, auquel il a été délivré, le 25 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un instrument qu'il nomme *linéagraphe*, au moyen duquel on obtient une ou plusieurs portées de musique d'un même coup, et aussi des réglures d'états, de registres et titres au crayon.

65° M. *Bournet* ( *Pierre-Jean-Baptiste-Eloi* ), marchand de fer quincaillier, demeurant à Fontainebleau, faisant élection de domicile à Paris, rue de Braque, n° 2, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des serrures nouvelles fonctionnant au moyen d'un système de bascule, serrure d'une combinaison très-simple, d'une confection facile, élégante et fort économique, d'un emploi varié extrêmement commode, auxquelles il a donné le nom de *serrures Bournet*.

66° M. *Deplage* ( *Louis-Alexandre* ), fabricant de cuirs vernis, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une application de breu sur les peaux et cuirs vernis.

67° M. *Gérard* ( *Théophile-Frédéric* ), quincaillier, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 396, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle serrure fonctionnant à un tour et demi avec un foliot.

68° M. *Hoheberger* ( *Auguste* ), de Burgau ( Bavière ), représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour perfectionnements dans le remorquage des bateaux à vapeur.

69° M. *Montaudon* ( *Jean-Pierre* ), mécanicien, demeurant à Paris, représenté par M. *Perpigna*, rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour une machine à fabriquer les rivets des fils de métal.

70° M. *Newton* ( *William* ), ingénieur civil, de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour des perfectionnements dans les machines employées à peigner le chanvre, le lin et d'autres matières filamenteuses.

71° M. *Périlleux-Michelet*, négociant, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des canevas d'un nouveau genre propres à la tapisserie à l'aiguille.

72° MM. *James Perry* et compagnie, négociants, de Londres, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auxquels il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour perfectionnements apportés aux encriers et aux substances et appareils employés pour clore et cacheter les lettres et autres papiers.



73° MM. *Verneau (Siagre-Marc-Antoine)* et *Monroy (Charles-Alphonse)*, demeurant à Paris, rue Marschier, n° 13, auxquels il a été délivré, le 31 juillet dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 22 mai précédent, pour un appareil propre à la fabrication du sucre.

74° M. *Beslay (Charles-Victor)*, fabricant de machines à vapeur, demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, impasse Beslay, auquel il a été délivré, le 10 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une nouvelle chaudière à vapeur et accessoires.

75° M. *Casanova de Cyrnus (Jean-Baptiste)*, horloger au Pont-Saint-Esprit, département du Gard, auquel il a été délivré, le 10 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une montre dite *Casanova*, n'ayant ni verre, ni aiguilles, et montrant l'heure par un guichet pratiqué au centre de la boîte.

76° M. *Okey (Charles)*, avocat, représenté à Paris par M. *Digweed*, avocat, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, auquel il a été délivré, le 10 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, de perfectionnement et d'importation de dix ans, pour des moyens propres à ôter au sucre brut de betteraves cette odeur particulière et ce goût salin et amer que ce sucre possède sans exception.

77° M. *Pearson (Frédéric)*, fabricant de tulles à Saint-Pierre-lès-Calais, représenté à Paris par M. *Reynaud*, demeurant rue du Temple, n° 119, auquel il a été délivré, le 10 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements apportés aux métiers à bas.

78° M. *Perrot (Louis-Jérôme)*, ingénieur civil, demeurant rue Saint-Patrice, n° 1<sup>er</sup>, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 10 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour des machines nouvelles propres à l'impression des tissus, papiers, toiles cirées, etc., avec des planches en relief.

79° M. *Brunier (Louis)*, architecte et ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de Savoie, nos 12 et 14, auquel il a été délivré, le 17 août dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 25 novembre 1837, pour un nouveau système propre à faire le vide au moyen d'un principe hydropneumatique ou gazopneumatique, suivant que l'appareil fonctionne par l'eau ou par la vapeur.

80° MM. *Foussat frères*, négociants armateurs de Bordeaux, représentés à Paris par M. *Armingaud*, dessinateur, demeurant rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, auxquels il a été délivré, le 17 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour une machine nouvelle, destinée à épailer et glacer le riz.

81° M. *Guérard (Louis-Jean-François)*, charpentier mécanicien, demeurant à Paris, rue Villot, n° 4 bis, quai de la Rapée, auquel il a été délivré, le 17 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une machine qu'il nomme *géocopte*, destinée à faire tous

les ouvrages de terrassement pour l'exécution des chemins de fer, canaux, défrichements et autres ouvrages analogues.

82° M. *Marchal*, carrossier, demeurant à Gondrecourt, département de la Meuse, auquel il a été délivré, le 17 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une machine destinée à la fabrication des fers à cheval.

83° MM. *Purée (Hubert)* et *Duvergé (Blaise-Marie-Lion)*, fabricants d'instruments de mathématiques, demeurant à Paris, rue Bourtibourg, n° 11, auxquels il a été délivré, le 17 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la fabrication d'instruments de mathématiques.

84° M. *Boquillon (Nicolas)*, bibliothécaire du Conservatoire royal des arts et métiers, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 208, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 20 juin précédent, pour un système de pareils et de procédés destinés à régulariser l'écoulement des liquides et des gaz à toutes les pressions; pour divers moyens destinés à prévenir les dangers résultant de la compression de fluides élastiques dans les récipients, ainsi que pour divers procédés relatifs à leur compression, procédés et appareils applicables à plusieurs industries, et spécialement à l'éclairage par le gaz comprimé et non comprimé.

85° M. *Bouvard (André)*, peintre en décors, demeurant précédemment rue Chalamont, n° 1, à Lyon, département du Rhône, et actuellement à Paris, rue de Bussy, n° 27, faubourg Saint-Germain, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau genre de parapluie canne, qu'il nomme *parapluie canne, système Bouvard*.

86° M. *Buros (Jean)*, ancien entrepreneur de messageries, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 40, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour des essieux tournants et des voitures à caisse suspendue aux ressorts.

87° M. *Dubée (Constant)*, fabricant de registres, demeurant rue Jacques, n° 11, à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un composteur mobile avec tirelignes renforcés, réservoir mobile, au moyen duquel on peut exécuter toutes sortes de figures des châssis de quelques modèles, et avec quelques changements qui peuvent en être faits.

88° M. *Duval (Jean-Jacques)*, fabricant de plaqués, demeurant à Paris, rue du Temple n° 105, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un appareil dit *appareil Duval*, propre aux bains, douches, fumigations, etc., de vapeur sèche et humide.

89° M. *Lavanchy (Jean-Baptiste)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue de l'Arbre Sec, n° 33, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un pont portatif, à coulisse et à roulettes.



90° M. *Mahiet (Charles)*, propriétaire, demeurant à Chinon, département d'Indre-et-Loire, faisant élection de domicile à Paris, rue du Bouloy, n° 18, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau système de fusil à piston et d'une nouvelle cartouche.

91° M. *Marchal (Joseph-Alexandre)*, propriétaire, demeurant à Vernon, département de l'Eure, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle machine propre à forer le fer avec toute la promptitude et la justesse désirables.

92° M. *Périaux (Thomas-Gabriel-Adolphe)*, architecte, demeurant à Paris, rue Montpensier-du-Louvre, n° 3, auquel il a été délivré, le 22 août dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 31 juillet 1838, pour de nouveaux genres d'impression continue, par l'emploi des machines à fabriquer le papier sans fin, en disposant ces machines de manière à effectuer ces impressions.

93° MM. *Apostoly (Henry-Charles)* et *Apostoly (Joseph-Auguste)*, négociant, demeurant à Paris, rue Thévenot, n° 12, auxquels il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau régulateur servant à distribuer régulièrement sur la toile métallique la pâte à papier.

94° M. *Astorquiza (Barthelemy)*, fabricant de billards, à Paris, rue Sainte-Pierre-Amelot, n° 18, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour l'application de tables en ardoise aux billards, en remplacement de bois.

95° M. *Carletti (Louis)*, agent comptable, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 42, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour une machine qu'il nomme *polymochles d'artum* ou *leviers articulés*, au moyen desquels les forces sont transmises et augmentées sans perte de temps, applicables aux voitures, machines à vapeur, etc., partout où il est avantageux de diminuer la force d'impulsion motrice.

96° MM. *Lyon Crémieux* père et fils, négociants, demeurant à Lodève, département de l'Hérault, auxquels il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine à défilchir les vieux chiffons de laine non soulés, de telle sorte que, rendus à leur état primitif, ils redeviennent propres à la fabrication.

97° M. *Guilbert-Danelle (François-Charles)*, marchand de curiosités, demeurant à Paris, place du Carrousel, n° 1, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un procédé propre à incruster, dans les bois des meubles, cadres et tableaux, des dessins et ornements en porcelaine, métaux émaillés, glaces, cristaux, etc.

98° MM. *Hutinet (Edme)*, directeur des fonderies de Villouzel, et *Capitain (René)*, régisseur aux forges de Sionne, représentés à Paris, par M. *Cruzel*, employé au ministère de la guerre, rue de Chaillot, n° 72, auxquels il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la fabrication de cheminées en fonte de

fer en tous genres, avec ou sans ornements, avec chenets à tiroirs, lacs et grilles mobiles.

99° M. Liévin ( Louis ), marchand de farine, demeurant à Paris, rue de Viarme, n° 18, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un procédé propre à faire du pain sans levain.

100° M. Puget ( Louis ), coiffeur, demeurant à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 25, au Marais, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans, qu'il a pris, le 19 décembre 1836, pour de nouveaux peignes servant à établir la coiffure sans avoir besoin d'employer les épingles noires.

101° MM. Réallier-Brépols de Saint-Peray et Desfossés ( Auguste ), à Bruxelles, représentés par M. Decock-Watrelos, demeurant à Lille, département du Nord, auxquels il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour l'éclairage sans pression du verre à vitre, pour glaces communes, au moyen d'un alliage fusible appliqué à l'aide de la chaleur.

102° M. Truffaut ( Louis-Henri-Joseph ), demeurant à Paris, rue Faur, n° 8, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour une nouvelle combinaison de mécanismes propres à tourner ou à former des objets ronds.

103° M. Vallod ( Joseph ), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, deuxième rue du Delta, n° 6, auquel il a été délivré, le 26 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un appareil à laver, sécher et conserver les grains par injection et mouvement continu, qu'il nomme *hydro-aërthermo-continu*.

104° M. Barbeau ( Louis ), plâtrier, demeurant rue Saint-Denis, n° 10 bis, à Montmartre, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans, qu'il a pris, le 27 mai précédent, pour un système complet relatif à l'industrie plâtrière, comprenant l'extraction, le montage, la cuisson, la pulvérisation, la conversion de la houille en coke et du bois en charbon épuré, distillant la fumée de la houille en ammoniac et essence de goudron, et tirant du bois l'acide pyroligneux et l'acétate de chaux, et aussi l'essence de goudron.

105° M. de Bonnard ( Arthur-Charles ), docteur en médecine, demeurant à Paris, chez M. Richard, quai de l'Horloge, n° 45, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, qu'il a pris, le 28 mars 1837, pour une ventouse mobile permanente et portative s'appliquant sur partie ou totalité de la surface du corps et des muqueuses, procurant également la compression, par la cumulation dans son intérieur, d'un gaz quelconque. À l'aide de ce même appareil modifié, l'auteur crée des bains portatifs, des courants sur la peau et les muqueuses; enfin, il établit tout un système de douches portatives multiples et simultanées.

106° M. Charpentier ( Pierre-Jacques ), officier de santé en chef en retraite, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 50, auquel il a été

délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un nouveau système d'extraction du sucre de betteraves.

107° M. Colson (*Dominique-Joseph*), fondeur et graveur en caractères d'imprimerie, demeurant à Clermont-Ferrand, département du Puy-de-Dôme, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouvel alliage dit *alliage Colson*, propre à la fabrication des caractères d'imprimerie.

108° M. Constant (*Jean-Baptiste-Joseph*), graveur, galerie Bordelaise, nos 9, 11 et 13, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un système d'essieux brisés à trois roues, applicable à toute espèce de voiture, et qu'il nomme *système Constant*.

109° M. Couvers (*César*) et Boudstot (*Achille-Aimé*), ingénieurs civils, demeurant à Besançon, département du Doubs, auxquels il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour l'application du principe de la réaction des moteurs liquides et fluides à une machine rotative sans force centrifuge.

110° M. Delarothière (*Joseph-Auguste*), fabricant à Troyes, faisant élection de domicile chez M. Boquillon, bibliothécaire du Conservatoire des arts et métiers, rue Saint-Martin, à Paris, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour la fabrication d'une nouvelle espèce de tissu ou tricot doué d'élasticité dans un sens seulement.

111° M. Feuillet (*Louis-François*), mécanicien, demeurant à Paris, rue du Vertbois, n° 2, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour une presse mécanique à platines, à l'usage de la typographie.

112° M. Heuzé (*Edmond*), négociant, représenté à Paris par M. Perpigna, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1838, par M. Jacob, dont il est cessionnaire, pour un procédé propre à transformer la fécule en dextrine blanche et pulvérulente.

113° M. Lucas-Richardièrre (*Jean-Marie*), de Rennes, faisant élection de domicile chez M. Gourlier, architecte du gouvernement, demeurant à Paris, rue de Seine-Saint-Germain, n° 6, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour l'application aux turbines hydrauliques du flux et du reflux de la mer, ainsi que pour l'application de turbines portatives à des travaux momentanés, tels que ceux des ponts et chaussées, épuisements, etc.

114° M. Passot (*Félix*), professeur, demeurant à Paris, rue des Postes, n° 15, auquel il a été délivré, le 30 août dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau moyen d'utiliser la pression des fluides.

115° M. Ajasson de Grandsagne (*Jean-Baptiste-François-Étienne*), demeurant à Paris, rue de la Cérisaye, n° 8, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a



pris, le 14 novembre 1838, pour des améliorations apportées, tant à la fabrication qu'à la qualité du plâtre, et à la revivification des vieux plâtres.

116° M. *Combes (Charles-Pierre-Mathieu)*, ingénieur en chef, demeurant à Paris, rue de Seine, n° 64, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 24 août 1838, pour une machine universelle à forces centrales propre à déplacer les liquides et les fluides aériformes, à leur imprimer des vitesses dans des directions quelconques, et aussi à utiliser la force motrice de l'eau et de l'air en mouvement.

117° M. *Davies (John)*, de Manchester, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour des perfectionnements dans la manière de brûler la fumée et d'économiser le combustible dans les fourneaux de machines à vapeur et dans d'autres fourneaux de forges.

118° M. *Debrinay-Boiffard (Bonaventure)*, maître cordonnier à Bourges, département de Loir-et-Cher, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour la coupe prompt, sûre et exacte des bottes, souliers et brodequins, et la mesure de chacune de ces chaussures.

119° M. *Humfreys (Erskine)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans, pour des perfectionnements ayant pour objet de régulariser la quantité de gaz servant à l'alimentation des becs à gaz, et de fixer, à ces mêmes becs, les verres d'une manière plus avantageuse.

120° MM. *Jules Mareschal* et compagnie, directeurs gérants de la Compagnie Française de filtrage, demeurant à Paris, rue de la Planche, auxquels il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 31 mars 1838, pour la manière de disposer les matières filtrantes; pour les moyens de les retenir et de les renfermer dans les appareils de filtration hermétiquement fermés, sous toute espèce de pression, aussi forte qu'on voudra, produite, soit par une colonne verticale de liquide, soit par les pompes, presses hydrauliques, soit par la vapeur, soit par l'atmosphère, lorsqu'on rompt l'équilibre en faisant le vide, et enfin par toute machine capable de produire de la pression.

121° M. *Neuburger (Auguste)*, marchand d'horlogerie et de quincaillerie, demeurant à Paris, rue Portefoin, n° 13, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un mouvement de pendule dit mouvement *Neuburger*, à marche et sonnerie de trois mois, à quatre tours de ressorts.

122° MM. *James Perry* et compagnie, négociants de Londres, représentés à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auxquels il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'ils ont pris, le 31 juillet précédent, pour perfectionner

nements apportés aux encriers et aux substances et appareils employés pour clore et cacheter les lettres et autres papiers.

123° MM. *Peugeot frères aînés*, manufacturiers, demeurant à Hérimoncourt, département du Doubs, auxquels il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour la fabrication des lames de scies de petites et moyennes dimensions, amincies régulièrement des dents au dos, au moyen du laminoir.

124° M. *Pickstone-Dobrée (William)*, de Guernesey, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour un procédé propre à convertir en un mouvement rotatif le mouvement rectiligne alternatif.

125° M. le colonel baron *de Suarce*, de Londres, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 5 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, de perfectionnement et d'importation de quinze ans, pour un procédé perfectionné, propre à obtenir des extraits de substances végétales et animales applicables à l'extraction des couleurs, du tanin, des huiles essentielles, et à l'obtention de tous les extraits pharmaceutiques.

126° M. *Barthélemy (François)*, négociant, faisant élection de domicile à Paris, chez MM. *A. Piot-Jourdan frères*, demeurant rue de Cléry, n° 9, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour un moyen nouveau d'activer la combustion et de développer le calorique à un plus haut degré, avec économie notable dans l'emploi du combustible.

127° MM. *Chemery et Parpète*, demeurant à Sedan, département des Ardennes, auxquels il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine dite *découpoir*, propre à confectionner des maillons en zinc, servant à remplacer les lissures en laine mises en usage pour la confection des lames à tisser les draps et les casimirs.

128° M. *P. Fourneyron*, ingénieur civil, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour perfectionnements dans les machines ou appareils propres à carder, à étirer, à filer en gros et en fin le coton, la laine, le lin, la soie et d'autres matières filamenteuses.

129° M. *Gerbet (André-Jacques)*, entrepreneur de terrassement, demeurant à Paris, rue Meslay, n° 65, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau wagon terrassier.

130° M. *Huré (Charles-Ferdinand)*, fabricant de passementerie, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 114, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour des boutons de soie à queue flexible en soie.

131° M. *Léonard (Louis-Joseph)*, fabricant de verre, de Charleville, représenté à Paris par M. *Guilmard*, demeurant rue Hauteville, n° 23, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un



brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau procédé d'étendage de verres à vitre.

132° M. *Letestu (Jean-Marie)*, ingénieur mécanicien, demeurant à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 18, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un cadre de tableau à quatre clefs.

133° M. *Machard (Pierre)*, négociant, demeurant au quartier Catalans, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 3 février 1834, pour des procédés de fabrication et d'épuration des huiles de résine, à l'effet de les rendre propres à être brûlées dans les lampes ordinaires, à être employées dans la fabrication des savons et à remplacer toutes les espèces d'huiles grasses.

134° M. *Martinet-Boulard (Louis-Laurent)*, propriétaire à Villeneuve-l'Archevêque, département de l'Yonne, faisant élection de domicile chez M. *Lamant-Julliot*, nœcier, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n° 14, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau cirage oléagineux-lagineux, végétal, liquide et pâteux.

135° M. *Rousseau (Émile)*, chimiste, demeurant à Paris, rue Parmentier, n° 14, île Saint-Louis, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une méthode de fabrication de l'acide sulfurique au moyen de l'acide sulfurique par l'action simultanée d'un courant d'air atmosphérique et de vapeur d'eau.

136° M. *John (Jules)*, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant à Paris, rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des procédés propres à fabriquer des pipes dites *à la mer* avec des matières indigènes.

137° M. *Catez (Charles-François-Joseph)*, manufacturier, demeurant à Arras, département du Pas-de-Calais, auquel il a été délivré, le 9 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 26 juillet précédent, pour une lampe dite *à niveau constant*.

138° M. *Feuillet (Louis-François)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, n° 30, auquel il a été délivré, le 12 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour une machine à fondre les caractères d'imprimerie.

139° M. *Llorens (Joachim)*, prêtre, demeurant cours d'Azou, n° 53, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 12 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau système de navigation économique, marche rapide et constante, sans l'emploi du feu, et propre à toute espèce de bâtiments.

140° M. *Reboul (Jean-François-Honoré)*, mécanicien, demeurant à Travers-Bausseuque, n° 6, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 12 septembre dernier, le certificat de

demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour la composition d'un savon dit *savon gris*.

141° M. *Barthélemy* ( *François* ), négociant, faisant élection de domicile chez MM. *Piot-Jourdan* frères, demeurant à Paris, rue de Cléry, n° 9, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 9 septembre précédent, pour un moyen nouveau d'activer la combustion et de développer le calorique à un plus haut degré avec économie notable dans l'emploi du combustible.

142° M. *Berend* ( *Samuel-Salmon* ), de Liverpool, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour des perfectionnements dans les procédés d'extraction de la soude, de l'hydrochlorate de soude ( sel marin ).

143° M. *Bevière* ( *Jean-Baptiste* ), fabricant de cheminées, demeurant à Choisy-le-Roi, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 juillet 1837, pour une nouvelle cheminée.

144° M. *Boquillon* ( *Nicolas* ), bibliothécaire du Conservatoire royal des arts et métiers, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 208, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 20 juin précédent, pour un système d'appareils et de procédés destinés à régulariser l'écoulement des liquides et des gaz à toutes les pressions, par divers moyens destinés à prévenir les dangers résultant de la compression des fluides élastiques dans les récipients, ainsi que pour divers procédés relatifs à leur compression, procédés et appareils applicables à plusieurs industries, et spécialement à l'éclairage par le gaz portatif comprimé et non comprimé.

145° M. *Bucquet* ( *Jacques* ), charcutier, demeurant rue Bouquière, n° 4, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine propre au hachage des viandes et autres corps gras ou non.

146° M. *Coulon* ( *Joseph* ), représenté à Paris, par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau gril propre à cuire toute espèce de viande et poissons sans odeur ni fumée.

147° MM. *Dupont* et *Dreyfus*, maîtres de forges, demeurant à Chebery, département des Ardennes, auxquels il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de quinze ans, pour un système de torréfaction des bois dans les forêts.

148° M. *Faucon* ( *Jean* ), serrurier, demeurant à Beaucaire, département du Gard, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine hydraulique à pompe foulante, destinée à élever les eaux.

149° M. *Faublin de Banville*, demeurant à Paris, galerie de Valois, n° 174, au Palais-Royal, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour une ombrelle à inclinaison.

150° M. *Ferdinand (Guillaume)*, fabricant de quincaillerie, demeurant à Paris, rue Geoffroy-Langevin, n° 11, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des pinces à suspension.

151° M. *de Fresne (Eugène-Louis-Jules-Ehaudy)*, demeurant à Paris, rue d'Alger, n° 14, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un moteur atmosphérique propre à la direction des aérostats et à la navigation.

152° M. *George (Joseph)*, serrurier en bâtiments, demeurant à Paris, rue Papillon, n° 10, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 20 mai 1834, pour un moteur produit par l'emploi simultané de la force musculaire de l'homme et celle résultant de la pesanteur de son corps.

153° M. *Gibus (Antoine)*, chapelier, demeurant à Paris, rue Vivienne, n° 20, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un deuxième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 9 décembre 1837, pour des chapeaux mécaniques.

154° M. *Lamb (Richard)*, de Londres, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans, pour des perfectionnements dans la composition, la préparation et l'emploi d'un nouveau combustible.

155° M. *de Mory (Émile-Antoine)*, négociant, demeurant à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des perfectionnements apportés dans la construction des croisées, portes et châssis.

156° M. *Roumestant (Victor-Nicolas-Honoré)*, fabricant de registres, demeurant à Paris, représenté par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des registres perfectionnés appelés registres Roumestant, collés au caoutchouc et cousus.

157° M. *Wood (Henry-Walker)*, fabricant de blanc de plomb à Milbane, Cottage-Vauxhall-Bridge, Middlesex, représenté à Paris par M. *Soulas*, demeurant rue Hauteville, n° 5, auquel il a été délivré, le 19 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 10 juillet précédent, pour un procédé nouveau, aussi prompt qu'économique, propre à la fabrication du blanc de plomb ou blanc de céruse.

158° MM. *Carpentier (Jacques-Frédéric)*, sellier, et *Duboc (Michel-Amable)*, propriétaire, demeurant à Bois-Guillaume, arrondissement de



Rouen, département de la Seine-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'ils ont pris, le 27 décembre 1838, pour un nouveau mode de colliers, dits *colliers à la Nemours*, propres aux équipages, cabriolets, diligences, artillerie et à l'agriculture.

159° M. *Dalmont (Pierre-Michel)*, architecte, demeurant à Paris, rue de Breda, n° 13, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour un appareil servant à diviser les matières solides des matières liquides, avant leur arrivée dans les récipients destinés à les recevoir, et à désinfecter les matières solides au moyen de chaux, cendres ou terres carbonisées.

160° MM. *Davoust (Pierre-François)* et *Lévêque (Désiré)*, mécanicien, demeurant à Alençon, département de l'Orne, auxquels il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans, pour un amorçoir à l'usage du fusil à piston.

161° MM. *Demay (Henri-Etienne)*, *Morsaline (Victor-Joseph)*, et *Mme Vignaux (Marie-Denise)*, faisant élection de domicile chez cette dernière, demeurant à Paris, rue Marie-Stuart, n° 3, auxquels il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une nouvelle chaussure contre le froid et l'humidité, qu'ils nomment *sabottines*.

162° M. *Despréaux (Alexandre-Adrien)*, ingénieur, demeurant rue Colombe, n° 21, à Courbevoie, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un nouveau genre d'étoffe imitant les étoffes brochées à la Jacquart.

163° M. *Goin (Émilard)*, médecin, inspecteur des eaux minérales à Paris, y demeurant rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 13, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un bouchon mécanique.

164° M. *Jullien (Alphonse)* jeune, chapelier, demeurant à Aix, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une mécanique propre à fabriquer des toques imperméables en feutre ou en d'autres matières malléables, telles que toile apprêtée, cuir de mouton et de veau, etc.

165° M. *Mudesse (Jean-Marie)*, marbrier, demeurant à Paris, rue de Ménilmontant, n° 12, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un procédé de placage du marbre sur le bois, qui reçoit son application pour les socles de pendules, les entablements, les portes, les tables, toute espèce d'encadrements, les meubles, et tout ce qui peut recevoir un placage.

166° M. *Pape (Henry)*, fabricant de pianos, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 19, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un cinquième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 23 août 1837, pour de nouvelles mécaniques de piano, et disposition de table d'harmonie et de caisse.

1670 M. *Toumsin (Jean-Léonard)*, tourneur en cuivre, demeurant à Paris, place Saint-Sulpice, n° 10, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des perfectionnements dans les poids en cuivre.

1680 M. *Vincent (Joseph-Humbert)*, demeurant boulevard du Roi, n° 1, à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 8 juillet précédent, pour de nouveaux appareils propres à la fabrication du gaz hydrogène.

1690 M. *Wiss (Claude-Félix)*, représenté à Paris par M. *Perpigna*, demeurant rue de Choiseul, n° 2 ter, auquel il a été délivré, le 24 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des perfectionnements dans les guêtres et les brodequins.

1700 MM. *Aynard (Alphée)*, *Pinchon (Alexandre)*, *Laurent (Jean-Baptiste)* et *Denuelle d'Heronville (Jean-Simon)*, qui les représente à Paris, demeurant rue Neuve-Saint-Eustache, n° 53, auxquels il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour des procédés simples et économiques propres à remplacer l'indigo.

1710 M. *Banquet (Auguste-Jean-Baptiste)*, professeur de dessin, demeurant à Paris, rue de Chabrol, n° 11, auquel il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau semoir.

1720 M. *Caron (Pierre-Joseph)*, ingénieur mécanicien, demeurant à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 4, auquel il a été délivré, le 25 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour un nouveau mouvement, qu'il nomme *mouvement progressif et diminutif*.

1730 M. *Delmenique (Pierre)*, fabricant de tuiles, demeurant à Tignes, département de l'Isère, auquel il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de six ans, pour la cuisson des briques et tuiles, au moyen de l'anthracite cru.

1740 M. *Maillier (Pierre)*, tailleur d'habits, demeurant rue Porte-Dijon, n° 95, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un instrument, qu'il nomme *acribomètre*, propre à prendre d'une manière mathématique les formes du corps de l'homme, quelque imparfaites qu'elles soient.

1750 M. *Marochetti (Pierre-Charles-Jean-Baptiste)*, sculpteur, demeurant à Paris, rue de Louis-le-Grand, n° 20, auquel il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour un appareil propre à cuire le plâtre en poudre.

1760 M. *Roussillon (Jacques)*, mécanicien, demeurant à Bavares, arrondissement de Dôle, département du Jura, auquel il a été délivré, le 26 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans, pour une machine portative mue à bras, destinée à battre le blé et autres espèces de grains.



177° M. *Ardisson (Antoine)*, demeurant à Belleville, près Paris, rue des Couronnes, n° 15, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour des moyens propres à reproduire sur bois tout ce que la sculpture peut produire.

178° M. *Delarothière (Joseph-Auguste)*, fabricant de bas, demeurant à Troyes, département de l'Aube, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour la fabrication d'une nouvelle espèce de tricot et son application à la confection d'objets sans couture.

179° M. *Esprit (Joseph)*, chef d'atelier à Lyon, faisant élection de domicile à Paris, rue de la Coutellerie, n° 13, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des perfectionnements propres au tissage des étoffes de soie unie, tels que taffetas lustrés et satins.

180° M. *Heruville (Jacques-Marie)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Neuve-Guillemain, n° 13, faubourg Saint-Germain, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qui lui a été délivré, le 16 mars 1838, pour une machine à imprimer les indiennes, les étoffes, papiers, etc.

181° M. *Meigret (Henri-Charles-Alexis)*, ingénieur géomètre, demeurant à la Petite-Villette, rue des Ardennes, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour des fours à cuire le plâtre, qu'il nomme *prompts cuiseurs*.

182° M. *Olivier (Edouard-Adolphe)*, ingénieur des ponts et chaussées, demeurant à Pont-Audemer, département de l'Eure, auquel il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour une nouvelle roue hydraulique horizontale.

183° MM. *Puval frères*, négociants, demeurant à la Chapelle-Yron, département du Calvados, auxquels il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pour une machine propre à réduire les bois de teinture en poudre, effilé et copeaux.

184° MM. *Soultzener et compagnie*, négociants, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n° 59, auxquels il a été délivré, le 30 septembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 septembre 1838, pour un système nouveau de marqueterie en relief, c'est-à-dire d'incrustation et de refoulement pratiqué dans une composition de biscuit, par des procédés mécaniques, pour produire principalement des dessins en relief, et, par suite, des dessins en creux et en relief, reliefs qui, dans tous les cas, ne dépassent pas la surface des carreaux sur lesquels ils sont formés; et ladite composition étant préparée pour exécuter, à l'aide de mastics, de bitumes, de couleurs, etc., des marqueteries et des mosaïques de toutes formes, de toutes couleurs, de toutes dimensions, et qui, établies avec ou sans point apparent, peuvent représenter tous les sujets imaginables.

## 2. Les cessions de brevets ci-dessous rappelés, ayant été

revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet.

1<sup>o</sup> La cession faite les 12 juillet et 5 août derniers à M. *Brisset*, demeurant à Briare, département du Loiret, par M<sup>me</sup> *Matelin*, dûment autorisée par son mari, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 20 janvier 1837, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication de la poterie par compression mécanique, ainsi qu'au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre qu'elle a pris, le 30 janvier 1837, à la charge par le cessionnaire de ne prendre aucun autre brevet de perfectionnement et d'addition que sous le nom de la cédante, et de ne pouvoir transférer ses droits.

2<sup>o</sup> La cession faite, les 12 et 13 juillet dernier, à M. *Jourdan*, demeurant à Cambrai, département du Nord, par M. *Craven*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans qui lui a été délivré, le 7 juin précédent, pour un *excitateur thermique à vapeur*, produisant une augmentation d'intensité de la flamme dans les fourneaux, avec économie de combustible et combustion d'une partie de la fumée.

3<sup>o</sup> La cession faite, le 13 juillet dernier, à MM. *Huet* et *Barbet*, demeurant à Paris, le premier, rue Montabor, n<sup>o</sup> 24, et le second, impasse des Feuillantines, n<sup>o</sup> 3, par MM. *Drouillard* et *Clavery*, syndics de la faillite de MM. *de Gatigny* et compagnie, de tous les droits au brevet d'invention de quinze ans délivré à ces derniers, le 15 janvier 1837, pour papiers de tenture glacés, imperméables et malléables.

4<sup>o</sup> La société en commandite, sans émission d'actions, formée le 18 juillet dernier, entre MM. *Huet*, demeurant à Paris, rue Montabor, n<sup>o</sup> 24, et M. *Barbet*, sous la raison sociale de *Huet* et compagnie, à l'effet d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans, délivré, le 13 janvier 1837, à MM. *Gatigny* et compagnie, dont MM. *Huet* et *Barbet* sont cessionnaires, pour papiers de tenture glacés, imperméables et malléables.

5<sup>o</sup> L'association formée, le 20 juillet dernier, entre M. *Lefèvre*, demeurant à Paris, rue Marsollier, n<sup>o</sup> 15, et M. *Labarthe*, sous la raison sociale de *Labarthe* et compagnie, dans le but d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans délivré à ce dernier, le 30 octobre 1838, pour 1<sup>o</sup> la découverte, dans toute espèce d'arbres ou d'arbustes, et dans plusieurs plantes herbacées, terrestres ou marines, d'une matière nouvelle applicable aux arts, qu'il nomme *cortésine*; 2<sup>o</sup> l'art de traiter lesdites plantes ou écorces et d'en extraire la matière dont il s'agit; 3<sup>o</sup> et l'application de la *cortésine* à la fabrication du papier, à celle du feutre, des shakos militaires, et de tous autres objets de diverses natures, ainsi que deux brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre, également délivrés à M. *Labarthe*, les 24 novembre 1838 et 6 avril 1839.

6<sup>o</sup> La cession faite, le 22 juillet dernier, à M. *Marchant*, demeurant rue Sainte, n<sup>o</sup> 9, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, par M. *Beisson*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 3 juin précédent, pour un filtre à l'usage des raffineries de sucre, nommé filtre *Beisson*.

7<sup>o</sup> La cession faite, le 1<sup>er</sup> août dernier, à MM. *Barreau* et *Dehennault*, fabricants de bronze, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 380, et rue Vivienne, n° 30, par M. *Bapterosses*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 12 juillet 1837, et au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre qu'il a pris, le 9 mars 1838, et ayant pour objet une nouvelle lampe mécanique.

8<sup>o</sup> La cession faite, le 7 août dernier, à M. *Marville*, instituteur, demeurant à Barenton-Bugny, département de l'Aisne, par M. *Dupont*, de ses droits, dans les communes et cantons de l'arrondissement de Soissons, au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qui lui a été délivré, le 27 mars 1838, pour une charrue à contrefer et oreilles mobiles tournantes.

9<sup>o</sup> La cession faite, le 7 août dernier, à M. *Maïzy*, charron, demeurant à Barenton-Bugny, département de l'Aisne, par M. *Dupont*, de ses droits dans les communes et cantons de l'arrondissement de Laon, au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qui lui a été délivré, le 27 mars 1838, pour une charrue à contrefer et oreilles mobiles tournantes.

10<sup>o</sup> La cession faite, le 7 août dernier, à MM. *Milan*, *Mayer*, *Putod*, *Melon* et compagnie, dont le siège est à Paris, par MM. *Samuda* (*Jacob*) et *Samuda* (*Joseph d'Aguilar*), de tous leurs droits au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans qui leur a été délivré, le 7 février 1838, pour des perfectionnements apportés à la construction des compteurs à gaz.

11<sup>o</sup> La cession faite, le 7 août dernier, à MM. *Milan*, *Mayer*, *Putod*, *Melon* et compagnie, dont le siège est à Paris, par MM. *Samuda* (*Jacob*) et *Samuda* (*Joseph d'Aguilar*), de leurs droits au brevet de perfectionnement de quinze ans qui leur a été délivré, le 8 août 1838, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz sans eau.

12<sup>o</sup> La cession faite, le 29 août dernier, à M. *Osmond*, par M. *Putod*, qui se retire de la société *Milan*, *Mayer*, *Putod*, *Melon* et compagnie, cessionnaires, 1<sup>o</sup> du brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans délivré, le 7 février 1838, à MM. *Samuda* (*Jacob*) et *Samuda* (*Joseph d'Aguilar*), pour des perfectionnements apportés à la construction des compteurs à gaz; 2<sup>o</sup> du brevet de perfectionnement de quinze ans délivré aux mêmes, le 8 août 1838, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz sans eau, ladite société se formant, par l'effet de ce transfert, sous la raison de *Milan*, *Mayer*, *Melon*, *Osmond* et compagnie.

13<sup>o</sup> La cession faite, le 29 août dernier, à M. *Larrieu*, banquier, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 38 bis, par la société *Milan*, *Mayer*, *Melon*, *Osmond* et compagnie, de tous ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans délivré, le 7 février 1838, à MM. *Samuda* (*Jacob*) et *Samuda* (*Joseph d'Aguilar*), dont elle est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés à la construction des compteurs à gaz.

14<sup>o</sup> La cession faite, le 29 août dernier, à M. *Larrieu*, banquier, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 38 bis, par la société *Milan*, *Mayer*, *Melon*, *Osmond* et compagnie, de tous ses droits au brevet de perfectionnement de quinze ans délivré, le 8 août 1838, à MM. *Samuda* (*Jacob*) et *Samuda* (*Joseph d'Aguilar*), dont elle est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz sans eau.



15° La cession faite, le 9 septembre dernier, à M. *Jerningham*, de Londres, représenté à Paris par M. *Edwards* (*Charles-Blount*), banquier, demeurant place Vendôme, n° 22, par M. *Delaunay*, de tous ses droits au brevet d'importation de quinze ans qui lui a été délivré, le 27 mai précédent, pour une nouvelle méthode de fabriquer le carbonate de soude.

16° La cession faite, le 10 septembre dernier, à M. *Bordeaux*, fabricant d'ornements pour ameublements, demeurant à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 14, par le sieur *Berault*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans qui lui a été délivré, le 1<sup>er</sup> novembre 1837, pour des semi-claves doubles et simples propres à la confection des sous-pieds à coulisse, ainsi qu'au second brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre qui lui a été délivré, le 26 septembre 1838, ladite cession ayant pour objet seulement l'application du procédé breveté à l'ameublement, à la tapisserie, et aux rideaux en général.

17° La cession faite, le 20 septembre dernier, à M<sup>me</sup> veuve *Belleteste*, tabletière marchande d'ivoire, demeurant à Paris, rue Neuve-Vivienne, n° 57, par M. *Battisti*, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 mars 1838, conjointement avec MM. *Esbrard*, *Morati* et *Giraud*, pour un nouveau système de panification.

18° La cession faite, le 20 septembre dernier, à M. *Dufaure de Montmirail*, demeurant à Paris, rue de Verneuil, n° 25, par MM. *Esbrard*, *Morati* et *Giraud*, de tous leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 14 mars 1838, conjointement avec M. *Battisti*, pour un nouveau système de panification.

19° La cession faite, le 20 septembre dernier, à M. *Dufaure de Montmirail*, demeurant à Paris, rue de Verneuil, n° 25, par M<sup>me</sup> veuve *Belleteste*, des droits qu'elle a acquis de M. *Battisti*, au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 14 mars 1838, à MM. *Esbrard*, *Battisti*, *Morati* et *Giraud*, pour un nouveau système de panification.

20° L'association formée, le 20 septembre dernier, entre M. *Dufaure de Montmirail* et M. *de Beaurepaire*, sous la raison commerciale de *Beaurepaire* et compagnie, dont le siège est à Paris, à l'effet d'exploiter en commun le brevet d'invention de quinze ans délivré, le 14 mars 1838, à MM. *Esbrard*, *Morati*, *Battisti* et *Giraud*, dont M. *Dufaure de Montmirail* est cessionnaire, pour un nouveau système de panification.

21° La cession faite, le 20 septembre dernier, à M. *Delacroix*, demeurant actuellement à Passy, près Paris, rue des Moulins, n° 1, par M. *Détrimont*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris ensemble, le 31 mars 1838, pour un procédé relatif à la fabrication du pain.

22° La cession faite, le 20 septembre dernier, à M. le comte de *Beaurepaire*, demeurant à Paris, rue de Charonne, n° 165, par M. *Delacroix*, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 mars 1838, conjointement avec M. *Détrimont*, pour un procédé relatif à la fabrication du pain, ainsi qu'au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre délivré, le 22 mai dernier, à M. *Delacroix*.

23° L'association formée, le 20 septembre dernier, entre M. le comte de *Beaurepaire* et M. *Dufaure de Montmirail*, demeurant à Paris, rue de Verneuil, n° 25, sous la raison commerciale de *Beaurepaire* et compagnie, dont le siège est à Paris, dans le but d'exploiter en commun le brevet d'in-

vention de quinze ans délivré, le 31 mars 1838, à MM. *Delacroix* et *Détrimont*, ainsi que le brevet d'addition et de perfectionnement à ce titre délivré à M. *Delacroix*, le 22 mai dernier, et dont M. le comte de *Beaurepaire* est cessionnaire, pour un procédé relatif à la fabrication du pain.

24° La cession faite, le 23 septembre dernier, à M. *Georges Cayley*, baronnet du comté d'York, représenté à Paris par M. *Truffaut*, demeurant rue Favart, n° 8, par M. *Hawkins*, de tous ses droits au brevet d'importation de dix ans qui lui a été délivré, le 26 septembre 1837, pour des moyens et procédés propres à extraire les substances fibreuses des feuilles de l'ananas ou pomme de pin.

3. La rédaction de l'article 1<sup>er</sup> de notre ordonnance du 30 juillet 1838 est rectifiée ainsi qu'il suit, en ce qui concerne le brevet indiqué sous le n° 146 :

M. de *Martigny des Roches* (*Pierre-Alexandre*), demeurant à Paris, rue Coq-Héron, n° 11, auquel il a été délivré, le 8 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans, pour des claies métalliques pouvant être substituées aux claies en osier dans les presses hydrauliques appliquées aux fabriques de sucre indigène.

La rédaction de l'article 1<sup>er</sup> de notre ordonnance du 13 décembre 1838 est rectifiée ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les brevets indiqués sous les n°s 234 et 275 :

M. de *Martigny des Roches* (*Pierre-Alexandre*), demeurant à Paris, rue Coq-Héron, n° 11, auquel il a été délivré, le 22 septembre 1838, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mai précédent, pour des claies métalliques pouvant être substituées aux claies en osier dans les presses hydrauliques appliquées aux fabriques de sucre indigène.

M. de *Martigny des Roches* (*Pierre-Alexandre*), demeurant à Paris, rue Coq-Héron, n° 11, auquel il a été délivré, le 29 septembre 1838, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mai précédent, pour des claies métalliques pouvant être substituées aux claies en osier dans les presses hydrauliques appliquées aux fabriques de sucre indigène; perfectionnement et addition consistant dans l'application desdites claies métalliques à tous les cas, sans distinction aucune.

La rédaction de l'article 2 de notre ordonnance du 29 avril dernier est rectifiée ainsi qu'il suit, en ce qui concerne le brevet indiqué sous le n° 328 :

Le sieur *Gillet* (*François*), mécanicien, demeurant à Troyes, département de l'Aube, auquel il a été délivré, le 27 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour un métier circulaire propre à fabriquer des tricots à côtes.

4. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires



ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 8443. — *ORDONNANCE DU ROI portant répartition du Fonds commun affecté au complément de la dépense des Travaux de construction des Édifices départementaux d'intérêt général et des Ouvrages d'art sur les Routes départementales, pendant l'exercice 1840.*

Au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 17 de la loi du 10 mai 1838 ;

Vu la loi du 10 août dernier, portant fixation du budget des dépenses de 1840 ( budget du ministère de l'intérieur, chapitre 33 ) ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. La répartition de la portion du fonds commun de cinq dixièmes de centime additionnel aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1840, affectée, à titre de secours, au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art sur les routes départementales pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé T. DUCHÂTEL.

*État de répartition, entre les départements, du Fonds commun destiné par la Loi du 10 mai 1838 (article 17), et la Loi des Dépenses de 1840 (chapitre XXXIII), à être distribué en Secours, pour complément de la dépense des Travaux de construction des Édifices départementaux d'intérêt général, et des Ouvrages d'art dépendant des Routes départementales.*

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des centimes faculta- tifs votés pour 1840.	MONTANT des secours demandés par les conseils généraux de départe- ment.	SECOURS accordés sur le fonds commun de 5/10 <sup>es</sup> de centime.	OBSERVATIONS
		fr.	fr.	
Ain. . . . .	5	"	"	
Aisne. . . . .	5	50,000	25,000	Construction de la maison d'arrêt de Saint-Quentin (sui- vant le système cellulaire).
Alfier . . . . .	5	58,083	18,000	Reconstruction de la pri- son de Montluçon et de la ca- serne de gendarmerie de Mou- lias. Construction de ponts.
Alpes ( Basses- ) . . .	5	30,000	6,000	Travaux d'art sur les routes.
Alpes ( Hautes- ) . . .	5	33,560	23,000	Travaux d'art sur la route n° 1 <sup>er</sup> .
Ardeche . . . . .	5	20,000	10,000	Travaux d'art sur les routes.
Ardenne. . . . .	5	48,000	28,000	Construction, à Rethel, d'une maison pénitentiaire et d'un hôtel de sous-préfec- ture. Travaux de ponts.
Ariège. . . . .	5	36,260	15,000	Construction de loges à la maison d'aliénés, et travaux d'art sur les routes.
Aube. . . . .	5	43,049	15,000	Construction de l'hôtel de la préfecture et de la caserne de gendarmerie.
Aude. . . . .	5	21,000	8,000	Construction de cellules dans les prisons de Carcas- sonne.
Aveyron. . . . .	5	20,000	6,000	Construction de la maison d'arrêt d'Espalion.
Bouches-du-Rhône.	5	"	"	
Calvados. . . . .	5	83,975	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de com- prendre ce département dans la distribution.
Cantal. . . . .	5	59,110	35,000	Construction de prisons et casernes. Travaux d'art sur les routes.
Charente. . . . .	5	70,271	28,000	Travaux d'art sur les routes.
Charente-Inférieure	5	65,557	23,000	Construction à la maison d'aliénés et à la prison de Mirambeau.
<i>A reporter. . . . .</i>		638,867	240,000	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des centimes facultatifs votes pour 1840.	MONTANT des secours demandés par les conseils généraux de départe- ment.	SECOURS accordés sur le fonds commun de 5/10 <sup>e</sup> de centime.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	
<i>Report</i> .....		638,867	240,000	
Cher.....	5	21,000	8,000	Construction à la sous-préfecture de Sancerre. Construction de ponts.
Corrèze.....	5	73,681	56,000	Travaux neufs des bâtiments départementaux et ouvrages d'art sur les routes.
Corse.....	20	20,000	14,000	Construction d'une maison d'arrêt à Sariène. Travaux d'art sur les routes.
Côte-d'Or.....	5	160,000	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Côtes-du-Nord....	5	20,981	13,000	Travaux neufs des édifices départementaux.
Creuse.....	5	99,798	33,000	Travaux d'art des routes.
Dordogne.....	5	26,000	18,000	Construction de la caserne de gendarmerie de Bergerac et de la sous-préfecture de Sarlat.
Doubs.....	5	50,958	15,000	Travaux neufs des prisons et ouvrages d'art sur les routes.
Drôme.....	5	11,000	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Eure.....	5	"	"	
Eure-et-Loir.....	5	"	"	
Finistère.....	5	33,733	10,000	Travaux d'art sur les routes.
Gard.....	5	66,244	5,000	<i>Idem.</i>
Garonne (Haute-). .	5	"	"	
Gers.....	5	57,268	10,000	Construction de la maison d'aliénés, du tribunal de Lembes et travaux de ponts sur les routes.
Gironde.....	5	"	"	
Hérault.....	5	20,000	"	La demande d'un secours pour la reconstruction des prisons de Montpellier n'est appuyée d'aucun vote du conseil général sur les fonds du département.
Ille-et-Vilaine....	5	24,000	"	Le conseil général a voté 42,432 francs sur ses centimes facultatifs pour les chemins vicinaux.
<i>A reporter</i> ....		1,323,530	422,000	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des centimes faculta- tifs votés pour 1840.	MONTANT des secours demandés par les conseils généraux de départe- ment.	SECOURS accordés sur le fonds commun de 5/10 <sup>e</sup> de centime.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	
<i>Report.....</i>		1,323,630	422,000	
Indre.....	5	40,000	#	La demande d'un secours pour la construction des prisons de Châteauroux n'est appuyée d'aucun vote du conseil général sur les fonds du département.
Indre-et-Loire.....	5	25,000	25,000	Premier quart du secours de 100,000 francs alloué pour la construction du palais de justice, des prisons et de la caserne de gendarmerie de Tours.
Isère.....	5	38,162	10,000	Travaux d'art sur les routes.
Jura.....	5	88,602	10,000	Travaux neufs aux édifices départementaux.
Landes.....	5	74,000	47,000	Travaux d'art sur les routes.
Loir-et-Cher.....	5	#	#	
Loire.....	5	10,000	#	La demande de secours n'est appuyée d'aucune désignation de travaux neufs.
Loire (Haute-). . .	5	25,000	15,000	Travaux d'art sur les routes.
Loire-Inférieure...	5	22,877	#	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Loiret.....	5	24,000	6,000	Construction de ponts.
Lot.....	5	102,682	40,000	Construction de prisons et de la caserne de gendarmerie de Cahors. Travaux d'art sur les routes.
Lot-et-Garonne. . .	5	28,793	10,000	Reconstruction de la caserne de gendarmerie d'Agen.
Lozère.....	5	57,747	18,000	Travaux neufs de bâtiments et travaux d'art sur les routes.
Maine-et-Loire.....	5	24,485	#	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Manche.....	5	#	#	
Marne.....	5	60,000	#	La demande de secours pour les prisons et le palais de justice de Reims n'est appuyée d'aucun vote du conseil général sur les fonds du département.
Marne (Haute-). . .	5	#	#	
Mayenne.....	5	#	#	
<i>A reporter.....</i>		1,944,878	603,000	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des centimes faculta- tifs votés pour 1840.	MONTANT des secours demandés par les conseils généraux de départe- ment.	SECOURS accordés sur le fonds commun de 5/10 <sup>e</sup> de centime.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	
<i>Report</i> .....	.....	1,944,878	603,000	
Meurthe.....	5	32,000	"	La demande de secours pour construction à l'hospice de Maréville n'est appuyée d'aucun vote du conseil général sur les fonds du département.
Meuse.....	5	55,952	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Morbihan.....	5	77,168	19,000	Travaux d'art sur les routes.
Moselle.....	5	42,366	"	Le conseil général ayant affecté 10,200 francs sur les centimes facultatifs au service de l'instruction primaire, l'article 17 de la loi ne permet pas d'allouer un secours.
Nièvre.....	5	34,412	5,000	Travaux d'art sur les routes.
Nord.....	5	97,620	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Oise.....	5	"	"	
Orne.....	5	"	"	
Pas-de-Calais.....	5	32,890	32,890	Solde de la construction de l'hôtel de la préfecture.
Puy-de-Dôme.....	5	25,000	12,000	Construction du tribunal et de la maison d'arrêt d'Anber.
Pyrénées (Basses-).	5	35,000	4,000	Construction du pont à Lavielle.
Pyrénées (Hautes-)	5	132,000	33,000	Construction d'édifices départementaux et travaux d'art sur les routes.
Pyrénées-Orientales	5	50,000	35,000	Travaux d'art sur les routes.
Rhin (Bas-). ....	5	48,800	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Rhin (Haut-). ....	5	10,451	"	<i>Idem.</i>
Rhône.....	5	40,950	36,000	Travaux d'art sur les routes.
Saône (Haute-). ....	5	4,825	"	Les votes du conseil général ne désignent pas suffisamment les travaux pour lesquels le secours serait nécessaire.
Saône-et-Loire.....	5	25,000	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
<i>A reporter</i> , ....	.....	2,689,312	779,890	



DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des centimes faculta- tifs votés pour 1840.	MONTANT des secours demandés par les conseils généraux de départe- ment.	SECOURS accordés sur le fonds commun de 5/10 <sup>e</sup> de centime.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	
<i>Report.</i> .....	.....	2,689,312	779,890	
Sarthe.....	5	41,000	6,000	Construction du palais de justice de Saint-Calais.
Seine.....	5	30,000	"	Ajourné.
Seine-Inférieure...	5	135,000	"	L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de comprendre ce département dans la distribution.
Seine-et-Marne....	5	6,000	"	<i>Idem.</i>
Seine-et-Oise.....	5	"	"	
Sèvres (Deux-)....	5	35,932	5,000	Travaux neufs des bâtiments.
Somme.....	5	60,000	15,000	<i>Idem.</i>
Tarn.....	5	27,465	15,000	<i>Idem.</i>
Tarn-et-Garonne...	5	32,266	9,000	Construction de ponts.
Var.....	5	"	"	
Vaucluse.....	5	15,000	5,000	Construction d'une caserne de gendarmerie à Avignon et d'un hôtel de sous-préfecture à Orange.
Vendée.....	5	16,500	4,000	Travaux neufs à la caserne de gendarmerie de Luçon.
Vienne.....	5	42,000	9,000	Construction du pont de Montmorillon.
Vienne (Haute-)...	5	6,500	5,000	Construction du palais de justice de Limoges.
Vosges.....	5	46,950	8,000	Travaux d'art sur les routes.
Yonne.....	5	25,000	11,000	Construction de loges à la maison d'aliénés et travaux d'art sur les routes.
		3,208,983	871,890	
Réserve à répartir par ordonnance royale supplémentaire.....			76,060	
TOTAL du crédit.....			947,950	

Approuvé pour être annexé à notre ordonnance de ce jour.  
Au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé T. DUCHÂTEL.

N<sup>o</sup> 8444. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Caisse des Dépôts et Consignations.*

Au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS;**

Vu les articles 110 et 111 de la loi du 28 avril 1816, concernant de la caisse des dépôts et consignations;

Vu les trois ordonnances du 3 juillet 1816 (1), qui ont réglé les attributions de cet établissement;

Vu la délibération de la commission de surveillance, en date du 4 novembre 1839;

Considérant que la caisse des dépôts et consignations ne doit être chargée que de services d'un intérêt général, et analogues à ceux qui sont spécifiés dans les ordonnances précitées;

Considérant qu'il appartient spécialement à notre ministre des finances et à la commission de surveillance d'apprécier l'avantage ou l'inconvénient des nouveaux services qui peuvent être demandés à cette caisse;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A l'avenir, aucune ordonnance, dont l'exécution exigerait le concours de la caisse des dépôts et consignations, ne sera présentée à notre signature que sur le rapport et l'intervention de notre ministre des finances, lequel rapport devra être précédé de l'avis de la commission de surveillance.

**2.** Nos ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

*Signé LOUIS-PHILIPPE.*

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état des finances*

*Signé H. PASL.*

---

(1) VII<sup>e</sup> série, Bull. 98, nos 876, 877 et 878.

N° 8445. — *ORDONNANCE DU ROI relative à l'Exportation des Ouvrages d'or et d'argent en franchise du Droit de garantie et sans application de la marque des Poinçons français.*

Au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu les articles 25 et 26 de la loi du 19 brumaire an vi, relative à la garantie du titre des ouvrages d'or et d'argent ;

Vu l'article 16 de la loi des recettes en date du 10 août 1839, qui permet l'exportation desdits ouvrages sans marques des poinçons français et sans paiement du droit de garantie, aux conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Tout fabricant qui voudra exporter des ouvrages d'or et d'argent en franchise du droit de garantie et sans application de la marque des poinçons français pourra les présenter à l'essai sans marque de poinçon du fabricant et après que la fabrication en aura été achevée, pourvu qu'il ait fait au bureau de garantie une déclaration préalable du nombre, de l'espèce et du poids desdits ouvrages, et qu'il se soit engagé à les y apporter achevés dans un délai qui ne devra pas excéder dix jours.

2. Néanmoins les ouvrages d'orfèvrerie qui ne pourraient être essayés à la coupelle ou par la voie humide sans détérioration, s'ils étaient achevés, seront apportés bruts au bureau et remis au fabricant après essai, pour en terminer la fabrication, moyennant qu'il souscrive également l'engagement de les rapporter achevés dans le délai de dix jours.

3. Les ouvrages ainsi rapportés après achèvement et dont l'identité sera reconnue, sans toutefois qu'il puisse être exigé un nouveau droit d'essai, et ceux qui, en vertu de la dispense

prononcée par l'article 1<sup>er</sup>, ne seront présentés à l'essai qu'entièrement finis, seront, aussitôt après, renfermés dans une boîte scellée et plombée, et remis au fabricant sur sa soumission de les exporter dans les délais prescrits par la loi.

4. Les fabricants qui voudront conserver à leur domicile les ouvrages qu'ils destinent à l'exportation seront admis, sur déclaration, à les faire marquer d'un poinçon spécial dit *d'exportation*, en suivant, quant à ces ouvrages, les règles ordinaires d'essai et de contrôle : ils seront dispensés de payer les droits de garantie, à charge par eux de justifier ultérieurement de la sortie desdits ouvrages.

5. Les fabricants qui voudront conserver à domicile les ouvrages qu'ils auront l'intention d'exporter sans aucune marque des poinçons français seront admis, après essai, à faire appliquer le poinçon sur une perle métallique fabriquée suivant un modèle qui sera fourni par l'administration et attachée à l'ouvrage par un fil de soie, et pourvu que l'ouvrage soit disposé de manière que cette marque volante n'en puisse être enlevée. Les ouvrages ainsi marqués seront remis à la disposition du fabricant, à charge par lui de justifier ultérieurement de leur exportation dans les formes prescrites.

6. Au moment de la remise aux fabricants, leur compte sera chargé des ouvrages marqués du poinçon d'exportation ou des marques volantes. La décharge s'opérera soit par la justification de l'exportation dans les formes prescrites, soit par la prise en charge au compte d'un négociant, d'un commissionnaire ou d'un marchand en gros, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

7. Les manquants reconnus au compte des fabricants lors des recensements et inventaires seront soumis au paiement intégral des droits de garantie : il sera procédé, pour le décompte et le recouvrement des droits, conformément aux règles prescrites pour les contributions indirectes.

8. Les ouvrages déclarés pour l'exportation et pris en

compte chez les fabricants pourront être achetés par des négociants, des commissionnaires ou des marchands en gros patentés en cette qualité, lesquels seront tenus, avant d'en prendre livraison, de faire une déclaration descriptive desdits objets au bureau de garantie, et de se soumettre à la prise en charge aux mêmes conditions que le fabricant.

Il est interdit, sous les peines de droit, à toutes autres personnes faisant commerce d'ouvrages d'or et d'argent, d'avoir en leur possession des ouvrages marqués du poinçon d'exportation ou de marques volantes; elles ne pourront avoir, comme par le passé, que des ouvrages empreints des poinçons ordinaires de titre et de garantie.

9. Lorsque les ouvrages d'or et d'argent ne seront exportés qu'après avoir été marqués des poinçons de titre et de garantie, la restitution des deux tiers du droit continuera d'être accordée conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 19 brumaire an VI.

10. Tout fabricant, négociant, commissionnaire ou marchand en gros, qui exportera des ouvrages d'or et d'argent, marqués ou non marqués, pour lesquels les formalités prescrites par la présente ordonnance auront été remplies, ne les emballera qu'en présence des employés de la régie, lesquels escorteront le colis et assisteront au plombage en douane. Le compte de l'expéditeur ou la soumission d'exportation seront déchargés sur la justification, dans le délai de trois mois, de la sortie du colis qu'ils auront vu marquer, ficeler et plomber.

11. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé* H. PASSY.

---



**N° 8446. — ORDONNANCE DU ROI qui désigne plusieurs Bureaux pour le Jaugeage des Bateaux.**

Au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS ;**

Vu l'article 10 de la loi du 9 juillet 1836, portant que les bureaux de jaugeage seront désignés par ordonnance royale ;

Vu le tableau annexé à l'ordonnance du 15 octobre suivant (1), rendue en exécution de ladite loi ;

Voulant pourvoir au jaugeage des bateaux sur les canaux et cours d'eau canalisés récemment livrés à la navigation ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> février 1840, les bureaux de navigation désignés au tableau ci-annexé seront ouverts pour le jaugeage des bateaux, qui sera effectué conformément aux dispositions de notre ordonnance du 15 octobre 1836.

**2.** Les bureaux de jaugeage établis par ladite ordonnance à Arras ( Pas-de-Calais ) et à Tonnerre ( Yonne ) seront supprimés à la même époque.

**3.** Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état des finances,*

*Signé* H. PASSY.

---

(1) Bull. 462, n° 6532.

*État des Bureaux désignés pour le Jaugeage des Bateaux  
par l'Ordonnance du 30 Décembre 1839.*

BASSINS.	RIVIÈRES et canaux.	BUREAUX.	DIREC- TIONS.	DÉPARTEMENTS
Seine...	Seine..... Canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis.	Paris..... La Villette...	Paris....	Seine.....
Rhône.	Yonne..... Saône et Rhône.... Saône .....	Auxerre .... Ainay } Serin. } Gray.....	Auxerre.. Lyon.... Gray....	Yonne. Rhône. Saône (Haute-).
Adour..	Midouze .....	Mont-de-Mar- san.	Mont-de- Marsan.	Landes.
Orne...	Touques .....	Touques ...	Honfleur.	Calvados.
Gironde.	Isle-Canalisée....	Périgueux...	Périgueux	Dordogne.
Seine et Meuse.	Canal des Ardennes.	Rethel. ....	Rethel. ...	Ardennes.
Rance..	Canal d'Ille-et-Rance	Dinan .....	Dinan ...	Côtes-du-Nord.
Blavet..	Canal du Blavet....	Pontivy.....	Pontivy..	Morbihan.



CERTIFIÉ conforme par nous  
*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département de  
la justice et des cultes,*

A Paris, le 20 \* Janvier 1840,

J. B. TESTE.

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de  
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

---

IMPRIMERIE ROYALE. — 20 Janvier 1840.



# BULLETIN DES LOIS.

N° 705.

N° 8447. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1839, un Crédit extraordinaire pour des Travaux d'appropriation et de sûreté, exécutés au palais de la Chambre des Pairs et à la prison du Luxembourg.*

Au palais des Tuileries, le 7 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les lois du 14 juillet 1838, et du 26 juillet 1839, portant fixation des dépenses de l'exercice 1839 ;

2° Les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'article 12 de celle du 23 mai 1834 ;

3° Les articles 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, sur l'exercice 1839, un crédit extraordinaire de cent six mille francs (106,000 fr.) pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui feront l'objet du chapitre spécial désigné ci-après :

CHAPITRE XLV. — *Travaux d'appropriation et de sûreté, exécutés au palais de la Chambre des Pairs et à la prison du Luxembourg, à l'occasion du Procès de la première catégorie des Accusés de l'attentat du 12 mai 1839.*

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera insérée au Bulletin des Lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,

Signé J. DUPATIL

N° 8448. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit extraordinaire pour des Créances à solder sur des exercices périmés.*

Au palais des Tuileries, le 12 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des travaux publics sur les exercices périmés de 1830 et antérieurs 1831 à 1834 inclusivement, et qui, pour les causes énoncées en l'état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'article de la loi du 29 janvier 1831;

Vu l'article 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par les ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux particuliers leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'article 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838 sur le règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un crédit extraordinaire spécial de six cent quarante-six francs six centimes (646<sup>f</sup> 06<sup>c</sup>) est ouvert par notre ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1839, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec im-



tion au chapitre spécial *Dépenses des exercices périmés*, crit par l'article 8 de la loi du 10 mai 1838.

. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Cham-lors de leur prochaine session.

. Nos ministres secrétaires d'état des travaux publics es finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée ulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des travaux publics*,

*Signé* J. DUFAYRE.

au des Créances à solder sur les exercices périmés de 1830 et anté-rs, 1831 à 1834 inclusivement, et qui, aux termes de l'article 10 de oi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par ticle 9 de la même loi.

DESIGNATION des créances.		MONTANT DES CRÉANCES			MOTIFS pour lesquels les créances ne sont point passibles de la déchéance.
ces.	Parties prenantes.	par parties prenantes	par services.	par exercices	
EXERCICE 1817.					
es et ts.	Le sieur Fou- QUE.	447 <sup>1</sup> 06 <sup>0</sup>	447 <sup>1</sup> 06 <sup>0</sup>	447 <sup>1</sup> 06 <sup>0</sup>	Le terme de déchéance ar- rivait pour cette créance le 31 décembre 1834; mais par une pétition à la date du 6 juin 1831, et par conséquent pos- térieure à la loi du 29 janvier de la même année, le sieur Fou- que avait mis l'admini- stration en demeure de procéder au règlement de sa créance; il doit donc profiter du bénéfice de l'article 10 de la loi pré- citée du 29 janvier.
EXERCICE 1834.					
es et ts.	Le sieur René MARTIN.	175 00	175 00	.....	Cession de propriété re- montant à l'année 1834, et paiement retardé par l'exis- tence d'inscriptions hypo- thécaires, ce qui aurait dû moti- ver la consignation du prix; la diligence de l'admini- stration locale. Le propriétaire ne peut souffrir de ce retard.
A reporter.....					
		622 06	622 06	447 06	

DÉSIGNATION des créances.		MONTANT DES CRÉANCES			NOTES pour lesquelles les ne sont point payés de la décaiss
Services.	Parties prenantes	par parties prenantes	par services.	par exercices.	
	<i>Report.....</i>	622 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	622 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	447 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup> 199 00	Indemnité annu- occupation d'un ter- un chemin de fer. Le taire a réclamé le 11 bre 1838. Il était en pour 1834 et années rieures; c'est ainsi compris ci-dessus somme de 24 fr. ap- l'exercice pénurie de
Navigation	Le sieur CHA- et bac... TILLON.	24 00	24 00		
	<b>TOTAL.....</b>	646 06	646 06	646 06	

Approuvé pour être annexé à l'ordonnance du 12 Décembre 1839.

Signé LOUIS-PHILIPPE

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des travaux*

Signé J. DUBOIS

N° 8449. — *ORDONNANCE DU ROI qui met un nouveau  
la disposition du Ministre des Travaux publics, sur les  
1839, pour les travaux à faire à la Chambre des Pairs  
l'achèvement de divers Monuments de la Capitale.*

Au palais des Tuileries, le 14 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous  
et à venir, SALUT.

Vu les lois des 15 juin et 6 juillet 1836, qui ont ouvert  
ministre secrétaire d'état de l'intérieur des crédits spéciaux  
cables aux travaux d'agrandissement de la Chambre des Pairs  
à l'achèvement de divers monuments de la capitale;

Vu l'article 3 de la loi du 10 mai 1838, qui consacre le  
du report des crédits de cette nature, non employés à l'époque  
la clôture de l'exercice sur lequel ils sont accordés;

Vu notre ordonnance du 11 mars 1839 (1), qui prononce  
nulation provisoire sur l'exercice 1838, d'une somme de six  
lions sept cent cinquante mille francs pour en faire l'objet  
crédit extraordinaire au budget de l'exercice 1839;

(1) Bull. 634, n° 7841.

Vu notre ordonnance du 23 mai 1839 (1), qui fait passer, des attributions du ministère de l'intérieur dans celles du ministère des travaux publics, les services auxquels appartiennent les crédits dont il s'agit;

Considérant que, nonobstant la première annulation de fonds résultant de notre ordonnance précitée, du 11 mars 1839, les fonds qui restaient attribués à l'exercice 1838 se trouvent encore excéder les dépenses de cet exercice, d'après la situation définitive qui vient d'en être arrêtée;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Un nouveau crédit de cent vingt-trois mille trois cent onze francs soixante-neuf centimes (123,311<sup>f</sup> 69<sup>c</sup>) est mis à la disposition de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, sur l'exercice 1839, pour subvenir, avec celui déjà ouvert par notre ordonnance du 11 mars 1839, à la dépense des travaux autorisés par les lois des 15 juin et 6 juillet 1836, savoir :

Travaux à faire à la Chambre des Pairs. ( <i>Loi du 15 juin 1836.</i> )	116,581 <sup>f</sup> 56 <sup>c</sup>
Achèvement de divers monuments de la capitale. ( <i>Loi du 6 juillet 1836.</i> ).....	0,730 13
	<hr/>
	123,311 69

La même somme demeure annulée sur l'ensemble des crédits que le règlement définitif des comptes de l'exercice 1837 et la loi du 9 août 1839 ont attribués, pour lesdits travaux, à l'exercice 1838.

2. La régularisation de ce virement de crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

*Signé* J. DUFAYRE.

---

(1) Bull. 650, n° 7957.

**N° 8450. — ORDONNANCE DU ROI** qui met un *Crédit à la disposition du Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1839, pour la reconstruction ou l'achèvement de divers Edifices publics.*

Au palais des Tuileries, le 14 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 18 juillet 1838, qui ouvre à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur un crédit spécial réalisable en plusieurs années pour la reconstruction ou l'achèvement de divers édifices publics;

Vu notre ordonnance du 23 mai 1839 (1), qui fait passer des attributions du ministère de l'intérieur dans celles du ministère des travaux publics les services qui ont part à la distribution du crédit spécial susénoncé;

Considérant qu'il résulte de la situation définitive de l'exercice 1838 que la portion de crédit (3,056,000 francs) affectée à cet exercice par la loi précitée n'a pas été dépensée en totalité; que, d'un autre côté, il importe, dans l'intérêt du service, de ne point interrompre l'emploi de fonds attribués à des dépenses autorisées par une loi;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Un crédit de quinze cent quarante mille sept cent cinq francs quatre-vingt-deux centimes (1,540,705<sup>fr</sup> 82<sup>c</sup>) est mis à la disposition de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, sur l'exercice 1839, pour subvenir à la dépense des travaux autorisés par la loi du 18 juillet 1838, savoir :

Hôtel du quai d'Orsay.....	233,943 <sup>fr</sup> 87 <sup>c</sup>
Archives du Royaume.....	161,109 67
Ecole royale vétérinaire d'Alfort....	199,707 17
Bureaux des ministères de l'intérieur et du commerce.....	383,528 36
Bureaux du ministère de l'instruction publique.....	102,290 48
Maison royale de Charenton.....	254,946 91
Institution des jeunes aveugles.....	125,024 91
Eglise royale de Saint-Denis.....	154 45
Colonne de Boulogne.....	80,000 00

---

**TOTAL..... 1,540,705 82**

---

(1) Bull. 650, n° 7957.

La même somme demeurera annulée sur les trois millions cinquante-six mille francs que la loi précitée du 18 juillet 1838 avait attribués à l'exercice 1838.

2. La régularisation de ce virement de crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

Signé J. DUFAURE.

N° 8451. — *ORDONNANCE DU ROI qui ouvre un Crédit au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1840, pour les travaux de divers Monuments et Edifices publics.*

Au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1839.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 15 juin et 6 juillet 1836, 18 juillet 1838 et 26 juillet 1839, qui ont autorisé, pour des sommes déterminées, les travaux de divers monuments et édifices publics;

Vu l'article 3 de la loi du 10 mai 1838, qui consacre le principe du report des crédits de cette nature, non employés à l'époque de la clôture de l'exercice auquel ils ont été primitivement attribués;

Vu la loi du 9 août 1839, qui prononce l'annulation, sur l'exercice 1838, de la portion de crédits non dépensée au 31 décembre de cette même année, et ouvre sur l'exercice suivant un crédit de pareille somme;

Vu nos ordonnances des 11 mars (1) et 14 décembre 1839 (2), qui introduisent, sauf régularisation, des changements dans la répartition primitive des crédits dont il s'agit, afin de balancer les crédits et les dépenses de chaque exercice;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que

---

(1) Bull. 634, n° 7841.

(2) Voir ci-dessus.



la dépense totale a été votée originairement par les Chambres, et qu'il y a nécessité de ne point interrompre l'emploi de fonds affectés à des travaux autorisés et en cours d'exécution ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les crédits alloués par diverses lois spéciales jusques et compris l'exercice 1839, pour les travaux des monuments et édifices ci-après désignés, sont réduits d'une somme totale de trois millions sept cent trente-quatre mille neuf cents francs (3,734,900<sup>f</sup>), savoir :

Travaux de la Chambre des Pairs. ( <i>Loi du 15 juin 1836.</i> )..	746,000 <sup>f</sup>
Achèvement de l'église de la Madeleine, du Muséum d'histoire naturelle et du collège de France. ( <i>Loi du 6 juillet 1836.</i> )...	619,000
Reconstruction ou achèvement de divers monuments, hôtel du quai d'Orsay, école vétérinaire d'Alfort, bureaux des ministères de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des travaux publics, bureaux du ministère de l'instruction publique et colonie de Boulogne. ( <i>Loi du 18 juillet 1838.</i> ).....	2,150,000
Achèvement du monument de juillet. ( <i>Loi du 26 juillet 1839.</i> )	185,500
Caveaux de sépulture sous le monument de juillet ( <i>Loi idem.</i> )	34,400
<b>SOMME PAREILLE.....</b>	<b>3,734,900</b>

2. Un crédit de pareille somme de trois millions sept cent trente-quatre mille neuf cents francs (3,734,900<sup>f</sup>), est ouvert, avec la destination partielle résultant de l'article 1<sup>er</sup>, à notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, sur l'exercice 1840.

3. La régularisation de ce virement de crédit sera présentée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

*Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,*

*Signé* J. DUFAURE.

**N° 8452. — ORDONNANCE DU ROI concernant la Contribution spéciale à percevoir, en 1840, pour les Dépenses des Chambres et Bourses de commerce.**

Au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1839.

**LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et la loi de finances du 10 août 1839,

**NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Une contribution spéciale de la somme de cent vingt mille quatre cent quatre-vingt-douze francs (120,492<sup>f</sup>), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, d'après leurs propositions, par notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce, plus trois centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie, en 1840, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance, sur les patentés désignés en l'article 12 de la loi du 23 juillet 1820.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui en rendront compte à notre ministre de l'agriculture et du commerce.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

*Signé* LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,*

*Signé* L. CUNIN-GRIDAINE.

NOMS		CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	À RÉPARTIR sur les patentés impossibles.
des VILLES.	des DÉPARTEMENTS.			
Amiens.....	Somme.....	Chambre..	fr. 3,800	Du département.
Arras.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,400	Du département circonscription de ladite chambre.
Avignon.....	Vaucluse.....	Bourse...	455	De la ville d'Arras seulement.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Chambre..	1,487	Du département.
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	3,816	Du département des Basses-Pyrénées, et de la ville de Saint-Esprit (Landes).
Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,750	Du département.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	2,385	Du département circonscription de ladite chambre.
Calais.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,951	Du département.
Carcassonne....	Aude.....	Idem.....	1,400	Du département circonscription de ladite chambre.
Cherbourg.....	Manche.....	Idem.....	1,087	Du département.
Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme....	Idem.....	800	Du département circonscription de ladite chambre.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	900	Du département.
Dunkerque.....	Nord.....	Bourse...	3,400	Du département circonscription de ladite chambre.
Granville.....	Manche.....	Idem.....	335	De la ville de Dieppe seulement.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Chambre..	3,881	Du département circonscription de ladite chambre.
Lille.....	Nord.....	Idem.....	1,200	Idem.
Lorient.....	Morbihan.....	Idem.....	7,816	Idem.
Lyon.....	Rhône.....	Bourse...	882	De la ville du Havre seulement.
Metz.....	Moselle.....	Chambre..	3,639	Du département circonscription de ladite chambre.
Montpellier.....	Hérault.....	Bourse...	2,038	De la ville de Lille seulement.
Morlaix.....	Finistère.....	Chambre..	39	Du département.
Mulhausen.....	Haut-Rhin.....	Bourse...	300	De la ville de Lorient seulement.
Nantes.....	Loire-Inférieure..	Chambre..	6,106	Du département.
Nîmes.....	Gard.....	Bourse...	800	De la ville de Lyon seulement.
Orléans.....	Loiret.....	Chambre..	1,268	Du département.
Paris.....	Seine.....	Idem.....	3,106	Idem.
		Bourse...	559	De la ville de Montpellier seulement.
		Chambre..	1,715	Du département.
		Idem.....	2,470	Idem.
		Bourse...	1,623	De la ville de Mulhausens seulement.
		Chambre..	4,700	Du département.
		Bourse...	1,300	De la ville de Nantes seulement.
		Chambre..	1,026	Du département.
		Idem.....	1,600	Idem.
		Bourse...	1,600	De la ville d'Orléans seulement.
		Chambre..	8,938	
		Bourse...	11,930	
A reporter...			94,092	

NOMS		CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	À RÉPARTIR sur les patentes imposables.
des VILLES.	des DÉPARTEMENTS.			
		<i>Report</i> .....	fr. 91,092	
Reims.....	Marne.....	Chambre..	1,700	Du département.
La Rochelle.....	Charente-Infér....	<i>Idem</i> .....	3,484	<i>Idem</i> .
		Bourse....	748	De la ville de la Rochelle seu- lement.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	Chambre..	4,769	Du département circonscripti- on de ladite chambre.
		Bourse....	3,800	De la ville de Rouen seule- ment.
Saint-Brieuc....	Côtes-du-Nord ..	Chambre..	1,000	Du département.
Saint-Malo.....	Ille-et-Vilaine....	<i>Idem</i> .....	1,228	<i>Idem</i> .
		Bourse....	272	De la ville de Saint-Malo seu- lement.
Toulon.....	Var.....	Chambre..	3,100	Du département.
Toulouse.....	Haute-Garonne..	<i>Idem</i> .....	3,000	<i>Idem</i> .
Tours.....	Indre-et-Loire....	<i>Idem</i> .....	1,718	<i>Idem</i> .
Troyes.....	Aube.....	<i>Idem</i> .....	554	<i>Idem</i> .
Valenciennes....	Nord.....	<i>Idem</i> .....	1,047	Du département circonscripti- on de ladite chambre.
		TOTAUX.....	120,492	

Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 31 décembre 1839.

Paris, le 31 décembre 1839.

*Le Ministre Secrétaire d'état de l'agriculture et du commerce*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 8453. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la partie de la route royale n° 113, de Narbonne à Toulouse, comprise entre le col de la Mède et Lézignan (Aude);

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de la route sur la nouvelle direction adoptée, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 4 Décembre 1839.* )

N° 8454. — ORDONNANCE DU ROI portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route royale n° 177, de Caen à Redon, dans la côte de Gosné (Ille-et-Vilaine);

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 4 Décembre 1839.* )

**N° 8455. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Que le chemin situé sur le territoire de la commune de Sougé, et servant de lien à deux parties de la route départementale de la Sarthe n° 6, de la Ferté-Bernard à Tours, est et demeure classé parmi les routes départementales de Loir-et-Cher sous le n° 16 et avec la dénomination de *route de la Ferté-Bernard à Tours* ;

2° Que l'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires au perfectionnement de la nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ( *Paris, 4 Décembre 1839.* )

---

**N° 8456. — ORDONNANCE DU ROI portant :**

ART. 1<sup>er</sup>. La route départementale de Maine-et-Loire n° 2, des Ponts de Cé à Montreuil-Bellay par Brissac et Doué, sera prolongée jusqu'à la limite du département de la Vienne, dans la direction de Loudun ; elle prendra désormais la dénomination de *route des Ponts de Cé à Loudun par Brissac, Doué et Montreuil-Bellay*.

2. L'administration est autorisée à acquérir les bâtiments et terrains nécessaires à l'établissement de la nouvelle route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ( *Paris, 20 Décembre 1839.* )

---

**N° 8457. — ORDONNANCE DU ROI portant,**

1° Qu'il sera procédé à la rectification des pente et rampes Rut d'Ormes, route royale n° 74, de Châlon-sur-Saône à Sarguemines, dans le département de la Haute-Marne ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. ( *Paris, 20 Décembre 1839.* )

---

**N° 8458. — ORDONNANCE DU ROI portant :**

ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'un pont suspendu sur le Taurion et de ses abords, en remplacement du bac de Dognon ( Haute-Vienne ), est approuvé aux clauses et conditions exprimées dans le cahier des charges de cette entreprise, et conformément au plan et au profil mentionnés en l'article 1<sup>er</sup> : ces cahier des charges, plan et profil, resteront annexés à la présente ordonnance.



2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen, 1° d'une subvention de vingt mille francs, qui sera payée sur les fonds du trésor ; 2° d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera déterminé d'avance par le préfet dans un billet cacheté.

3. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après l'approbation donnée, s'il y a lieu, au procès-verbal par le ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

4. Conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833, l'adjudicataire sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des propriétés dont l'occupation sera nécessaire pour la confection des travaux.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

1° Une personne à pied.....	05 <sup>c</sup>
2° Cheval, mulet ou âne, avec son cavalier, valise comprise.....	15
3° <i>Idem</i> chargé.....	10
4° <i>Idem</i> non chargé.....	05
5° Cheval, mulet, âne, bœuf, vache, taureau, veau ou génisse, employés à l'exploitation de la ferme ou allant au pâturage ou en revenant, par jour ou abonnement facultatif.....	05
6° Bœuf ou vache sans suite, destiné à la vente, allant aux foires ou en revenant.....	07 1/2
7° Vache avec suite, destinée à la vente, allant aux foires ou en revenant.....	10
8° Taureau, veau ou génisse, destiné à la vente, allant aux foires ou en revenant.....	05
9° Cochon destiné à la vente, allant aux foires ou en revenant....	02 1/2
10° <i>Idem</i> allant au pâturage, et par jour.....	02 1/2
11° Mouton, brebis, bouc, chèvre, chevreau, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	01
12° Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, vaches, taureaux, veaux, génisses, moutons, brebis, agneaux, boucs, chèvres, chevreaux, cochons, oies, dindons, etc., payeront.....	05
13° Voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, et le conducteur.....	50
14° <i>Idem</i> à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, et le conducteur.....	60
15° <i>Idem</i> à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, et le conducteur.....	75
16° Les personnes voyageant dans les voitures suspendues payeront séparément, et par tête, le droit dû pour une personne à pied....	05
17° Charrette ou carriole, ou un tombereau chargé, attelé d'un cheval, d'un mulet ou de deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	30

- 18° *Idem*, attelé de deux chevaux ou mulets ou quatre bœufs, et le conducteur..... 50
- 19° *Idem* vide, attelé d'un cheval, d'un mulet ou de deux bœufs ou de deux vaches, et le conducteur..... 15
- 20° *Idem* chargé, employé à l'exploitation de la ferme et dans son intérieur, attelé d'un cheval, d'un mulet ou de deux bœufs ou de deux vaches, et le conducteur..... 15
- 21° *Idem* vide, employé à l'exploitation de la ferme et dans son intérieur, attelé d'un cheval, d'un mulet ou de deux bœufs ou de deux vaches, et le conducteur..... 10
- 22° Charrette ou chariot à quatre roues, chargé, attelé d'un cheval ou d'un mulet, et le conducteur..... 40
- 23° *Idem*, attelé de deux chevaux ou mulets, et le conducteur.... 60
- 24° *Idem*, attelé de trois chevaux ou mulets, et le conducteur.... 80
- 25° *Idem*, vide, attelé d'un cheval ou mulet, et le conducteur.... 25
- 26° Charrette ou carriole chargée ou non, attelée d'un âne, le conducteur compris..... 10
- 27° Les droits fixés par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10, seront réduits d'un quart lorsque le nombre des animaux de même espèce excédera cinquante.
- 28° Les droits déterminés par l'article 11 seront réduits de moitié pour les animaux allant au pâturage ou en revenant.
- 29° Chaque cheval, mulet, paire de bœufs et paire de vaches, en sus du nombre indiqué dans les articles, depuis le n° 13 jusqu'au n° 25 inclusivement, payera vingt centimes si la voiture est chargée et cinq centimes si la voiture est vide.
- 30° Chaque âne en sus du nombre indiqué à l'article 26 payera cinq centimes.

6. Seront exempts des droits de péage,

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents restiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique  
( *Paris, 23 Décembre 1839.* )

#### N° 8459. — ORDONNANCE DU ROI portant :

ART. 1<sup>er</sup>. Le projet de construction d'un pont en maçonnerie, sur la rivière d'Isle, en remplacement du bac de Neuvic, département de la Dordogne, est approuvé aux clauses et conditions exprimées dans le cahier des charges de cette entreprise, et con-

formément aux plans qui resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen 1° d'un péage, dont le maximum, qui ne pourra excéder soixante ans, sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté; 2° d'une subvention de vingt mille francs sur les fonds du trésor.

3. Le concessionnaire, conformément à l'article 63 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administration pour l'acquisition des propriétés nécessaires à l'exécution des travaux.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après que le procès-verbal aura été approuvé, s'il y a lieu, par le ministre de l'intérieur.

5. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

Une personne non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de 10 kilogrammes..... 02<sup>c</sup> 1/2

Les enfants au-dessous de sept ans ne payeront que la moitié du droit.

Fardeau porté à bras ou sur une brouette, pour chaque 25 kilogrammes au-dessus du poids toléré ..... 01 1/4

Le poids déclaré par le porteur pourra toujours être vérifié par le préposé à la perception du pont.

Cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise..... 10

*Idem*, chargé ou non, compris le conducteur..... 07

*Idem*, non chargé..... 05

Ane ou ânesse chargé..... 05

*Idem*, non chargé..... 02 1/2

Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employés au labour ou allant au pâturage..... 02 1/2

Bœuf ou vache destiné à la vente..... 05

Veau ou porc ..... 02 1/2

Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons..... 01 1/4

Lorsque les moutons, brebis, cochons ou chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Voiture suspendue, publique ou particulière, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur..... 50

Voiture suspendue à quatre roues et à un cheval ou mulet, y compris le conducteur..... 70

Pour chaque collier en sus..... 25

Charrette chargée, à deux roues, employée au roulage ou au transport de denrées destinées à la vente, attelée d'un cheval ou mulet ou d'une paire de bœufs, y compris le conducteur.. 25

Chaque collier en sus, ..... 15

Charrette à vide, attelée d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, y compris le conducteur.....	13
Chaque collier en sus.....	05
Chariot de roulage chargé, à quatre roues et à un seul cheval ou mulet, y compris le conducteur.....	30
Chaque collier en sus.....	15
Chariot de roulage à vide, à quatre roues et à un cheval ou mulet, conducteur compris.....	20
Pour chaque collier en sus.....	05
Charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, et attelée d'un cheval ou mulet ou d'une paire de bœufs, conducteur compris.....	20
Pour chaque collier en sus.....	10
La même charrette à vide, conducteur compris.....	10
Charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou ânesse, conducteur compris.....	10

6. Seront exempts des droits de péage,

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge pour eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ou en revenant, les prévenus, accusés et condamnés conduits par la force publique. (*Paris, 23 Décembre 1839.*)



CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre  
Secrétaire d'état au département  
de la justice et des cultes,*

A Paris, le 27 \* Janvier 1840

J. B. TESTE

\* Cette date est celle de la réception du Bulletin  
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la  
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE ROYALE. — 27 Janvier 1840



# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois,

IX<sup>e</sup> SÉRIE.

LOIS ET ORDONNANCES.

TOME XIX.

(N<sup>os</sup> 659 à 705.)

*Deuxième semestre de l'année 1839.*

**NOTA.** Toutes les fois que les matières analysées sous un même mot sont extraites à la fois de lois et d'ordonnances, on a indiqué la nature de l'acte analysé par l'abréviation (*Ord. roy.*) pour les ordonnances, et par les mots (*Loi du...*) pour les lois.

Les analyses qui ne sont suivies d'aucune indication se rapportent exclusivement à des ordonnances ou à des décisions royales.

---

### A

**ACADÉMIE royale de musique.** Voyez *Pensions*.

**ACADÉMIES.** L'Académie royale des sciences est autorisée à accepter une somme pour la fondation d'un prix qui portera le nom de *Cuvier*, 188; — l'Académie française et l'Académie royale des beaux-arts sont autorisées à accepter un legs pour la fondation d'un secours à accorder chaque année à un jeune écrivain ou à un artiste pauvre, 335.

**ADJOINTS.** Révocation de l'ordonnance du 14 février 1832, qui a autorisé la nomination d'un troisième adjoint au maire de la commune de Marmande, 19; — création d'un nouvel adjoint dans la commune de Böersch, arrondissement de Schelestadt (Bas-Rhin), 649.

**AFFRANCHISSEMENT.** Voyez *Colonies*.

*IX<sup>e</sup> Série. Lois et ord. — Tom. XIX.*

60



**AGENTS de change.** Création de deux places d'agent de change à Villeneuve-sur-Lot ( Lot-et-Garonne ), 658.

**ALGÉRIE.** Organisation du régime financier en Algérie. — Recettes. Nomenclature des droits, produits et taxes formant les revenus de l'État, 368; — et les revenus coloniaux, 369. — Dépenses. Nomenclature de celles qui sont à la charge de l'État, 370; — et à la charge de la colonie, 371; — assiette et perception des produits, 372; — budgets, 374; — durée des exercices, 375; — des crédits, *ibid.*; — liquidation des dépenses, 376; — ordonnancement, 377; — recettes au profit du trésor, 378; — budget des services spéciaux à la charge du trésor, 379; — ouverture et clôture des crédits de sous-répartition, *ibid.*; — mode de comptabilité des services spéciaux, 380; — budget général des services coloniaux, *ibid.*; — ouverture et clôture des crédits coloniaux, 382; — des exercices clos, *ibid.*; — écritures et comptes des ordonnateurs des services coloniaux, 383; — comptabilité des préposés aux recettes, 385; — des recouvrements, 390; — droits et produits constatés, 391; — versements et récépissés, 392; — des paiements, et des préposés chargés de les acquitter, 393; — direction et surveillance des agents des administrations financières, 394; — vérifications mensuelles et en fin d'année, 395; — livres et écritures, 396; — bordereaux mensuels et trimestriels, 397; comptes annuels, 399; — domaine de l'État, 400; — domaine colonial, 401; — administration du domaine, 402; — du personnel, dispositions générales, 403; — sa composition, 404; — des employés commissionnés, 405; — des employés entretenus, 406; — des retraites, *ibid.*; — états de signalement, 407; — époque à partir de laquelle les dispositions qui précèdent seront exécutoires, *ibid.* — Le corps des zouaves, précédemment réduit à deux bataillons, pourra être reconstitué à trois bataillons, 411. — Organisation de la cavalerie régulière d'Afrique, 511; — nombre de régiments de cavalerie légère dont elle se compose, *ibid.*; — nombre d'escadrons de chasseurs français et de spahis formant les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments, 512; — composition de chacun de ces régiments, 512 à 515; — dispositions concernant le recrutement de ces régiments. l'habillement, l'armement, la solde et les indemnités, 515 à 517. — la connaissance pratique de la langue arabe est une condition pour l'avancement au choix des officiers et des sous-officiers français, et celle de la langue française une condition pour l'avancement des sous-lieutenants et sous-officiers indigènes d'Alger, 516; — licenciement du corps de spahis réguliers, 517; — dispositions concernant les officiers de ce corps qui n'auront pu être compris dans la nouvelle organisation, 517; — dispositions transitoires relatives à la suppression des emplois d'officiers indigènes, *ibid.*; — à l'incorporation des sous-officiers, brigadiers et cavaliers indigènes et français du corps des spahis réguliers dans le 1<sup>er</sup> régiment des chasseurs d'Afrique, *ibid.*; — au supplément de solde accordé aux officiers français appartenant au corps des spahis, *ibid.*; — conservation des corps de spahis réguliers d'Oran et de Bône, 518; — organisation de la légion de gendarmerie d'Afrique, *ibid.*; — chef-lieu de chacune des quatre compagnies de cette légion, 519; — la force, la composition et la subdivision de chaque compagnie seront ultérieurement déterminées, 520; — composition du conseil d'administration de la légion, *ibid.*; — tarif de la solde, des allocations et des prestations en nature, 521. — Crédit

extraordinaire pour l'accroissement de l'effectif de l'armée d'Afrique, 675. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1840, pour les dépenses de l'Algérie, 802. — Crédit extraordinaire, sur le même exercice, pour les dépenses de la commission scientifique d'Algérie, 803.

**ANNIVERSAIRE.** Voyez *Journées de juillet*.

**ARMÉE.** Nouvelle répartition des quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838, 42; — annulation du tableau de répartition annexé à l'ordonnance du 30 juin 1839, *ibid.*; — tarifs de la solde des lieutenants et sous-lieutenants de l'armée de terre en activité de service, 102, 104 à 111; — des indemnités de logement et d'ameublement, 112 à 116; — des hautes-payes, 116; — de la solde de disponibilité, 118; — de la solde de non-activité des lieutenants et sous-lieutenants, ainsi que des officiers de santé des grades d'aide et de sous-aide-major, 120; — répartition des quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1838, et retrait des ordonnances des 30 juin et 19 juillet, relatives à cette classe, 350; — formation d'un quatrième bataillon dans la légion étrangère, 611; — réduction du personnel des dépôts de recrutement, 767; — époques auxquelles auront lieu, pour la classe de 1839, les opérations du recrutement relatives aux tableaux de recensement et au tirage au sort, 783; — appel de vingt-cinq mille hommes sur la classe de 1838, 784; — formation de deux classes de subdivisions militaires, 897; — fixation des indemnités de représentation attribuées aux maréchaux de camp et aux chefs de corps, *ibid.* Voyez *Algérie, État-major général, Tirailleurs*.

**AVOUÉS.** Fixation du nombre des avoués près la cour royale de Grenoble, 16.

## B

**BACS.** Fixation des droits à percevoir au passage des bacs de Saint-Nazaire (Aude) et du Châtellier (Côtes-du-Nord), 466; — du département des Landes, 751; — du département de Saône-et-Loire, 758; — au passage d'eau de la Jonclière (Loire-Inférieure), de Blannay (Yonne), 821.

**BANQUE.** Établissement d'une banque dans la ville de Dijon, 412; — ses statuts, 414 et suivants; — modification aux statuts de la banque de Marseille, 747.

**BATAILLON de tirailleurs.** Voyez *Tirailleurs*.

**BATEAUX à vapeur.** Mode à suivre pour leur jaugeage, 422.

**BIBLIOTHÈQUES des villes.** Le maire d'une ville a sous sa responsabilité la nomination à l'emploi de bibliothécaire de ladite ville, 40.

**BIBLIOTHÈQUE royale.** Nouvelle organisation de cet établissement, 34; — composition de l'administration, *ibid.*; — dispositions relatives aux conservateurs, au conseil d'administration, au trésorier, à la nomination des conservateurs, aux employés et aux traitements, 35; — fonctions des conservateurs et attributions du conservatoire, 36, 37; — attributions et responsabilité du directeur-président du conservatoire, 38, 39; — abrogations des dispositions antérieures, 39; — M. *Letronne* est nommé directeur-président du conservatoire de la Bibliothèque royale, 48; — création d'une place de conservateur-adjoint pour la section des cartes

géographiques et plans, 187; — création d'une place de conservateur-adjoint au premier département de la Bibliothèque, 188.

**BITUME.** Voyez *Mines*.

**BOIS des communes.** Voyez *Budget de 1840, Recettes*.

**BOISSONS.** Établissement à Jeumont (Nord) d'un bureau de vérification pour constater les sorties des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, 655; — l'exportation des eaux-de-vie, esprits et liqueurs, en franchise du droit de consommation, n'aura plus lieu par le bureau de Ferney, *ibid.*; — désignation des bureaux auxquels devra représenter son chargement et faire viser son acquit-à-caution, tout conducteur de boissons expédiées à l'étranger, d'un lieu en dehors du pays de Gex, et devant sortir par Saint-Genis ou Ferney, *ibid.*

**BONS royaux.** Voyez *Budget de 1840, Recettes, Crédits supplémentaires, Ministère des finances*.

**BOURSES.** Nouvelle répartition des bourses entretenues par la ville de Mans dans son collège communal, 19; — création de vingt-cinq bourses dans le collège communal de Nevers, 336; — fondation de vingt-quatre demi-bourses dans le collège communal de Montauban, 777.

**BOURSES de commerce.** Voyez *Contributions*.

**BREVETS d'invention.** Prorogation d'un brevet d'importation et de perfectionnement, 467; — proclamation des brevets délivrés pendant le premier semestre de 1839, 481; — annulation de brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, 634; — prorogation de brevets d'invention, 644, 645; — proclamation de brevets d'invention délivrés pendant le deuxième trimestre de 1839, 707; — pendant le troisième trimestre de 1839, 902.

**BUDGET de 1836.** Règlement définitif de ce budget, 141; — fixation des dépenses, *ibid.*; — fixation des crédits, 142; — fixation des recettes, 144; — résultat général, 145; — règlement des budgets spéciaux annexés au budget général, 146; — les dépenses votées aux budgets spéciaux, et acquittées dans la métropole, sont soumises au contrôle du Cour des comptes, 147; — tableaux à l'appui du règlement, 148 suivants (loi du 3 août 1839, n° 8092).

**BUDGET de 1839.** Report à ce budget des fonds départementaux restant libres sur l'exercice 1837, 347 (ordonn. du 6 août 1839). Voyez *Crédits supplémentaires*.

**BUDGET de 1840.** Dépenses. Crédits ouverts pour les dépenses de 1839, 253; — crédit spécial pour les travaux publics extraordinaires, 254; — compte spécial à rendre des crédits ouverts aux chapitres 18, 19 et 23 bis du budget du ministère de la guerre, *ibid.*; — crédit ouvert pour l'inscription des pensions militaires à liquider en 1840, *ibid.*; — nomenclature, par ministère, des dépenses pour lesquelles la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires, est accordée, 255; — disposition concernant l'emploi des crédits alloués pour souscriptions, 257; — état annuel de l'emploi des fonds consacrés à l'impression et à la gravure des ouvrages publiés aux frais du Gouvernement, et aux souscriptions; détails que cet état devra contenir quant aux dépenses et aux distributions qui sont faites des ouvrages, etc. *ibid.*; — abrogation de l'obligation imposée aux débitants de tabac de fournir un cautionnement, 258; — rem-



boursement de ces cautionnement et versement à la caisse des dépôts et consignations de ceux qui ne seraient pas réclamés à la clôture de l'exercice 1840, 258; — tableaux annexés au budget général des dépenses, 259 et suivants ( *loi du 10 août 1839, n° 8121* ).

**BUDGET de 1840.** Recettes. Impôts autorisés pour 1840, 278; — somme ajoutée à la contribution foncière établie sur les bois des communes, et affectée à leur administration, *ibid.*; — à partir de 1841, la répartition de cette somme sera faite par la loi d'impôt, *ibid.*; — abrogation de l'article 21 de la loi du 17 juillet 1819; droit fixe, par bassine ou tour, à payer par les fileurs de cocons de soie, sans préjudice du droit proportionnel, 279; — maximum du nombre de centimes additionnels que le Gouvernement peut imposer d'office pour le paiement des dépenses obligatoires des communes, *ibid.*; — maximum des centimes à voter, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires, pour l'établissement des écoles primaires, etc. *ibid.*; — le vote de cinq centimes additionnels est autorisé, en cas d'insuffisance des centimes facultatifs, pour les dépenses des chemins vicinaux, 279; — droits dont la perception continuera d'être faite pour 1840, 280, 281; — rétribution à percevoir sur les établissements d'eaux minérales, 282; — versement, à la caisse des invalides de la marine, du produit de la vente des feuilles de rôles d'équipages, 283; — la dépense relative au service de perception et de surveillance des entrepôts de douanes est mise à la charge de l'État, *ibid.*; — prorogation, jusqu'à la fin de la session de 1840, du délai dans lequel doivent être convertis en lois les règlements d'administration publique pour l'établissement d'un impôt sur le sucre indigène, *ibid.*; — prorogation, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1841, des dispositions relatives au traité passé entre l'État et la compagnie des salines de l'Est, *ibid.*; — les dispositions de la loi sur les poids et mesures ne seront appliquées aux monnaies en circulation qu'en vertu d'une loi spéciale, 284; — dispositions relatives aux propriétaires qui distillent exclusivement les cerises et prunes provenant de leur récolte, *ibid.*; — conditions auxquelles les ouvrages d'or et d'argent pourront être exportés sans marque des poinçons français et sans paiement du droit de garantie, *ibid.*; — évaluation des recettes de l'exercice 1840, *ibid.*; — création de bons royaux pour le service de la trésorerie, 285; — somme à laquelle peuvent s'élever les bons royaux en circulation, non compris ceux qui ont été émis en vertu de la loi du 10 juin 1833, *ibid.*; — une émission supplémentaire est autorisée dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, 286; — poursuites encourues par les agents du Gouvernement pour contributions indûment perçues, *ibid.*; — tableaux annexés à la loi, 288 et suivants ( *loi du 10 août 1839, n° 8122* ). Voyez *Exportation*.

**BULLES d'institution canonique** de M. Lanneluc, pour la coadjutorerie d'Aire, 324; — de M. Morlot, pour l'évêché d'Orléans, 325.

## C

**CAISSES d'amortissement et des dépôts et consignations.** Budget des dépenses administratives de ces caisses, pour l'exercice 1840, 898; — aucune ordonnance, dont l'exécution exige le concours de la caisse des dépôts et consignations, ne peut être présentée à la signature du Roi que

**IX<sup>e</sup> Série. Lois et ord. — Tom. XIX.**

61

sur le rapport du ministre des finances et l'avis de la commission de surveillance, 934.

**CANAUX.** Crédit ouvert pour la continuation des travaux relatifs aux canaux entrepris en vertu des lois des 5 août 1821 et 14 août 1822, 209 (*loi du 9 août 1839, n° 8106*); — autorisation accordée à la société de la mine de houille du Plessis, pour l'exécution d'un canal de communication entre cette mine et le port de Carentan, 601 (*ord. du 16 août 1839*); — organisation du service du pilotage dans les canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm, 661; — tarif du pilotage, 662 (*ord. du 17 octobre 1839*). Voyez *Terrains*.

**CAPITAINES de corvette.** Voyez *Corps royal de la marine*.

**CAUTIONNEMENTS.** Voyez *Budget de 1840, Dépenses*.

**CENTIME de non-valeurs.** Crédit ouvert au ministre des finances, pour suppléer à l'insuffisance du produit du centime de non-valeurs, 184 (*loi du 4 août 1839, n° 8093*).

**CENTIMES additionnels.** Voyez *Budget de 1840, Recettes, Fonds communs*.

**CHAMBRE des Députés.** Crédit additionnel au budget de cette chambre, pour l'exercice 1838, 186 (*loi du 4 août 1839, n° 8094*).

**CHAMBRE des Pairs.** Voyez *Ministère des travaux publics*.

**CHAMBRES de commerce.** Voyez *Contributions*.

**CHAMBRES législatives.** Clôture de la session de 1839, 321; — convocation des Chambres pour le 23 décembre 1839, 659.

**CHASSEURS d'Afrique.** Voyez *Algérie*.

**CHAUDIÈRES.** Degré de pression auquel doivent être éprouvées les chaudières des machines locomotives tubulaires, 322.

**CHEMINS de fer.** Retrait de la loi du 9 juillet 1838, qui avait accepté l'offre faite par le sieur Dupouy aîné, d'exécuter à ses frais un chemin de fer de Lille à Dunkerque, 85 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8064*); — résiliation des conventions résultant du cahier des charges annexé à la loi du 6 juillet 1833, relative à l'établissement d'un chemin de fer de Paris à la mer, 89 (*loi du 1<sup>er</sup> août 1839, n° 8067*); — autorisation pour le prêt de cinq millions pour l'achèvement du chemin de fer de Paris à la mer (rive gauche de la Seine), 90; — conditions relatives au versement de cette somme, au taux de l'intérêt, au remboursement, et à la caution à fournir par la compagnie, 91; — droit auquel seront assujettis les actes à passer pour l'exécution de ces conditions, 92; — prorogation de la durée fixée pour l'exécution des travaux, *ibid.*; — délai dans lequel la compagnie devra faire connaître si elle juge convenable d'arrêter le chemin à la barrière du Maine, faute de quoi ce chemin ne pourra plus être prolongé dans Paris, *ibid.*; — faculté accordée à la compagnie de proposer des modifications à ses plans pendant l'exécution des travaux, *ibid.*; — l'administration est autorisée à statuer provisoirement sur les modifications que les compagnies autorisées en vertu de la loi du 9 juillet 1838 pourraient demander aux tarifs et aux autres conditions d'exploitation, 93 (*loi du 1<sup>er</sup> août 1839, n° 8068*); — modification au cahier des charges joint à la loi du 7 juillet 1838, portant concession d'un chemin de fer de Paris à Orléans, en ce qui concerne la prolongation de ce chemin au delà de Juvisy, 94 (*loi du 1<sup>er</sup> août 1839, n° 8069*); — autorisation accordée à la compagnie du chemin de fer de Bordeaux à la Teste, de proposer des modifications au tracé général, au maximum des



pentes, etc. 98 (*loi du 1<sup>er</sup> août 1839, n° 8070*); — autorisation accordée aux compagnies concessionnaires de chemins de fer, de proposer des modifications au tracé général de ces chemins, à leur largeur, etc. et aux tarifs, sous l'approbation de l'administration, 211 (*loi du 9 août 1839, n° 8107*); — création d'un commissariat spécial de police pour la surveillance du chemin de fer de Montpellier à Cette, 441 (*ord. du 10 septembre 1839*); — création d'un commissariat spécial de police pour le chemin de fer de Saint-Vaast à Denain, 534 (*ord. du 30 septembre 1839*).  
Voyez *Chaudières*.

**CIRCONSCRIPTION** de communes dans les départements du Cantal, 53, 84; des Côtes-du-Nord et du Calvados, 55; de Lot-et-Garonne et du Var, 56; de la Vienne et des Vosges, 57 (*lois du 24 juillet 1839, n° 8047*); du Lot, 58; de Saône-et-Loire et de l'Ardèche, 59; du Calvados et de l'Indre, 60; de la Haute-Loire et de Lot-et-Garonne, 61; des Basses-Pyrénées et de Seine-et-Marne, 62; du Var, de Maine-et-Loire et de la Vienne, 63 (*lois du 25 juillet 1839, n° 8048*); de l'Aveyron et du Cantal, 201; de la Lozère et de l'Yonne, 202; de Lot-et-Garonne et de la Mayenne, 203 (*lois du 7 août 1839, n° 8104*). — Réunion ou érection de communes dans les départements du Gers, de l'Orne, du Tarn, de l'Aveyron, du Lot, du Jura, du Morbihan et de l'Allier, 640 (*ord. du 5 août 1839*); de l'Aveyron, du Gers, de l'Isère, de l'Orne, de Seine-et-Oise, du Tarn, du Gard et du Jura, 760, 761 (*ord. du 21 octobre 1839*); du Puy-de-Dôme, 793 (*ord. du 11 novembre 1839*).

**COCONS** de soie. Voyez *Budget de 1840, Recettes*.

**COLLÈGE** communal. Celui de Brest prend le titre de *Collège Joinville*, 23.  
Voyez *Bourses*.

**COLLÈGES électoraux**. Convocation du deuxième collège du département du Tarn à Castres, et du deuxième collège du département de la Lozère à Florac, 97; — modification aux deux ordonnances précédentes, en ce qui concerne le jour auquel ils devront se réunir, 98, 99; — convocation du septième collège de la Gironde à l'Esparre, 187; — du premier collège du Cantal à Saint-Flour, 330; — du troisième collège électoral de l'Aveyron à Espalion, 361; — du deuxième collège du Gers à Condom; du deuxième collège de la Corrèze à Brives; du deuxième collège de la Côte-d'Or à Dijon; du premier collège de la Loire à Saint-Étienne, et du quatrième collège de Vaucluse à Apt, 533; — du cinquième collège de Lot-et-Garonne à Villeneuve, 647; — du septième collège du Puy-de-Dôme à Ambert, 678; — du premier collège des Basses-Pyrénées à Pau, 733; — du premier collège de la Creuse à Guéret, et du cinquième collège de la Seine, 735; — du deuxième collège de la Meuse à Commercy, 737; — du premier collège de la Haute-Marne à Langres, 765; — du quatrième collège de Lot-et-Garonne à Nérac, 766; — du sixième collège de la Sarthe à Mamers, 769; — du premier collège de la Drôme à Valence, 776; — du deuxième collège de Seine-et-Oise à Saint-Germain-en-Laye, 782; — du premier collège de l'Aveyron à Rodez, 812, 864; — du deuxième collège de l'Ain à Bourg, 865.

**COLLÈGES royaux**. Classification des professeurs de mathématiques spéciales et des professeurs de troisième et de sixième, 839; — fixation des traitements des fonctionnaires des collèges royaux, 840.

**COLONIES**. Époque à laquelle il devra être fait un recensement général de

la population libre et de la population esclave à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane française et à Bourbon, 3; — comment seront dressées les feuilles de recensement, *ibid.*; — cas dans lequel il sera procédé à un recensement d'office, 4; — amendes encourues pour omission, inexactitude, etc. *ibid.*; — mode de recensement pour les personnes de condition libre, non propriétaires d'esclaves, *ibid.*; — époque à laquelle doivent être formés les registres matricules des esclaves recensés, *ibid.*; — dispositions relatives à la formation de ces registres, 5; — les ventes et échanges d'esclaves doivent y être mentionnés, sous peine d'amende, *ibid.*; — comment il est procédé en cas de refus de déclaration, 6; — dispositions relatives aux mutations d'esclaves passant d'une commune dans une autre, et aux demandes d'affranchissement, *ibid.*; — des recensements annuels, 7; — de la constatation des naissances, des décès et des mariages des esclaves, 8; — amendes et peines encourues en cas de contravention, 9; — droit de visite à exercer à l'effet d'assurer l'exécution des dispositions ci-dessus, 9; — les amendes sont prononcées correctionnellement, 10; — cas dans lesquels les esclaves sont affranchis de droit dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de la Guyane française et de l'île Bourbon, 11; — délais dans lesquels l'effet des affranchissements de droit doit être poursuivi, *ibid.*; — amendes encourues à l'expiration de ces délais au profit des individus affranchis, 12; — formalités à remplir par les personnes libres tenues de poursuivre les affranchissements, *ibid.*; — délais fixés pour les oppositions, *ibid.*; — à l'expiration des délais, les affranchissements sont prononcés par arrêtés des gouverneurs, *ibid.*; — délai dans lequel, sous peine d'amendes au profit des individus affranchis de droit, les héritiers, donataires ou légataires, et tous ceux qui, en vertu de la volonté du maître, sont chargés de requérir la liberté d'un esclave, doivent faire les déclarations prescrites, 13; — cas dans lesquels l'affranchissement est poursuivi à la diligence des procureurs du Roi, 13; — amendes encourues par les maires, notaires, greffiers, et les curateurs aux successions qui n'auraient pas fait remettre au parquet copie des actes entraînant l'affranchissement, *ibid.*; — affranchissement de l'esclave qui aura rendu de grands services publics, 14; — comment il est pourvu à l'existence de celui qui, dans ce cas, se trouve frappé d'une des incapacités prévues, *ibid.*; — droits réservés aux créanciers du maître sur la somme destinée à la libération de l'esclave, *ibid.*; — la déclaration d'affranchissement ne peut être révoquée, si ce n'est pour l'un des motifs prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 955 du Code civil, *ibid.*; — cas divers dans lesquels le droit d'opposition est donné au ministère public en matière d'affranchissement, *ibid.*; — fixation de la valeur du huitième de gourde à la Martinique et à la Guadeloupe, 662; — tarif des douanes dans ces deux colonies, 814; — tarif d'entrée pour les marchandises étrangères admissibles à l'importation, 815-817-818; — pour celles qui sont importées des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, 815-819; — pour celles qui sont importées de France, 815; — tarif de la navigation, 816; — dispositions concernant les chirurgiens et médecins de la marine employés dans les colonies, 852; — application, à l'entrepôt de Saint-Denis de Bourbon, des dispositions de l'ordonnance relative aux entrepôts des Antilles, 871. *Voyez Commissariat de la marine, Sucres.*

**COMMISSARIAT de la marine.** Application au service des colonies des dispositions qui ont réglé les classes et les appointements sur le pied de l'Europe, des commis de marine, et l'avancement au grade de sous-commissaire, 659; — dispositions spéciales concernant l'avancement, 660.

**COMMISSARIAT de police.** Suppression de celui qui avait été créé dans la ville de Villeneuve-l'Archevêque (Yonne); création d'un second commissariat dans la ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure), 16; — suppression des commissariats créés dans les communes d'Épernon et de Maintenon (Eure-et-Loir), et de Saint-Gervais (Hérault), 99; — création d'un commissariat dans la ville d'Aigues-Mortes (Gard), *ibid.*; — dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme), 337; — dans la commune de Sérignan (Vaucluse), 441; — d'un quatrième commissariat dans la ville de Versailles, *ibid.*; — d'un commissariat dans la commune de Cucuron (Vaucluse), 648; — suppression du commissariat central créé à Lyon, et création d'un commissariat spécial près la préfecture du Rhône, 649; — création d'un commissariat dans la ville de Bourbourg (Nord), 761; — dans la commune de Jargeau (Loiret), 762; — dans la commune du Passage (Lot-et-Garonne), 793; — dans la commune de Sault (Vaucluse), *ibid.*; — suppression des commissariats des communes de Cubzac (Gironde) et Rians (Var), *ibid.*; — création d'un commissariat dans la commune de Fumel (Lot-et-Garonne), 822. Voyez *Chemins de fer*.

**COMMUNAUTÉS religieuses.** Autorisation de celle des sœurs de la Présentation de Marie, établie à Chaudesaigues (Cantal), 335; — établissement de quatre sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Lille (Nord), 337; — de trois sœurs hospitalières de la Providence dans la commune de Visseiche (Ille-et-Vilaine), 648; — autorisation de la maison chef-lieu de la congrégation des sœurs de la Miséricorde de Séez (Orne), 649; — d'une communauté de sœurs Ursulines dans la commune de Charroux (Vienne), 778; — de la congrégation des sœurs de la Providence dans la commune de Peltre, *ibid.*

**COMPTES.** Nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes de 1839, 773.

**CONSEIL d'État.** Sa composition, 443; — nombre de conseillers d'état, de maîtres des requêtes et d'auditeurs composant le service ordinaire, *ibid.*; — incompatibilité des fonctions de conseiller d'état et de maître des requêtes en service ordinaire avec tout autre emploi administratif ou judiciaire, 444; — les titulaires de ces fonctions ne peuvent être révoqués qu'en vertu d'une ordonnance, *ibid.*; — dispositions relatives au service extraordinaire, *ibid.*; — quels sont les membres du conseil d'état, classés dans ce service, qui peuvent seuls recevoir l'autorisation de prendre part aux délibérations du conseil, *ibid.*; — le nombre des conseillers d'état autorisés à participer aux travaux du conseil ne peut excéder les deux tiers du nombre des conseillers d'état en service ordinaire, *ibid.*; — cas dans lequel le Roi nomme des conseillers d'état et des maîtres des requêtes honoraires, *ibid.*; — division des auditeurs en deux classes, dont la première ne peut en comprendre plus de quarante, 445; — conditions à remplir pour être nommé auditeur de première classe, *ibid.*; — tableau des auditeurs, arrêté annuellement par le Roi, *ibid.*; — ceux qui ont plus de trois ans de service ne peuvent être révoqués que par une ordonnance, *ibid.*; — nombre d'années d'exercice après lequel



les auditeurs non placés dans un service public cessent de faire partie du conseil, 445; — exception à l'égard des auditeurs actuellement en exercice, 445; — serment à prêter par les membres du conseil d'état, *ibid.*; — conditions d'âge à remplir pour être nommé conseiller d'état, maître des requêtes et auditeur, *ibid.*; — division du conseil en cinq comités, pour l'examen des affaires non contentieuses, 445; — attributions de ces comités, 446; — ils sont présidés par les ministres aux départements desquels ils sont attachés, ou par un conseiller d'état vice-président, 447; — dispositions relatives aux délibérations du conseil d'état, *ibid.*; — du comité du contentieux, 448.

**CONSEILS d'arrondissement.** La seconde partie de leur session s'ouvrira le 15 septembre, excepté dans le département de la Seine, où elle s'ouvrira le 3 novembre, 219; — renouvellement triennal d'une moitié des membres de ces conseils, du 20 novembre au 10 décembre, 678.

**CONSEILS généraux.** Leur session s'ouvrira le 26 août dans tout le royaume et le 15 octobre dans le département de la Seine, 219; — renouvellement triennal d'un tiers des membres de ces conseils, du 20 novembre au 10 décembre, 678.

**CONSERVATOIRE royal des arts et métiers.** Création de cinq nouveaux cours publics et gratuits, 610; — nomination des professeurs pour chacun de ces cours, *ibid.*; — fixation de leur traitement, 611; — création d'un second cours d'agriculture, 715.

**CONTRIBUTIONS.** Répartition de la contribution spéciale à percevoir en 1840 pour les dépenses des chambres et bourses de commerce, 949. Voyez *Budget de 1840, Recettes, Fonds commun.*

**CONVENTION.** Voyez *Pêcheries, Traités.*

**CORPS royal de la marine.** Augmentation du nombre des capitaines de corvette, des lieutenants de vaisseau et des enseignes de vaisseau, 432.

**CORRESPONDANCES.** Voyez *Postes.*

**COUR d'assises de la Seine.** Sa division en quatre sections pendant la seconde quinzaine du mois de novembre et le mois de décembre 1839, 656.

**COUR des comptes.** Sont soumises au contrôle de cette cour toutes les dépenses votées aux budgets coloniaux et acquittées dans la métropole, (loi du 3 août 1839, n° 8092); — dispositions relatives aux vacances de cette cour pendant l'année 1839, 430 (*ord. du 3 août 1839*).

**COUR des Pairs.** Reconstitution du parquet de cette cour, pour le jugement de plusieurs individus accusés d'avoir pris part aux attentats commis en avril 1834, 876. Voyez *Ministère des travaux publics.*

**COURS.** Voyez *Conservatoire des arts et métiers.*

**COURTIERS.** Augmentation du nombre des courtiers près la bourse de Marseille, 407; — création de deux places de courtiers à Saint-Gilles (Vendée), 478.

**CRÉDITS.** Voyez *Algérie, Canaux, Chambre des Députés, Centime de non-valeurs, Douanes, Edifices publics, Emprunt grec, État-major général, Forêts, Journées de juillet, Légion d'honneur, Ministères, Pêches maritimes, Ponts, Ports, Réfugiés étrangers, Routes royales de la Corse, Secours.*

**CRÉDITS supplémentaires et extraordinaires.** Fixation ou annulation de ceux qui ont été accordés par ordonnances royales, sur l'exercice 1838, 221, 222; — sur l'exercice 1839, 222, 223; — crédit ouvert pour l'inscription de pensions militaires à liquider en 1839, 223; — approba-

ion des émissions de bons du Trésor pour le service des années 1838 et 1839, 224; — mode de liquidation des pensions des artistes de l'Académie royale de musique, *ibid.*; — les demandes de pensions, à l'exception de celles des veuves, ne seront admises que dans la proportion des extinctions, *ibid.*; — tableaux annexés à la loi, 225-237 (*loi du 9 août 1839, n° 8115*).

LTES. Voyez *Ministère de la justice*.

## D

AGUERRÉOTYPE. Voyez *Pensions*.

ÉBITANTS de tabac. Voyez *Budget de 1840, Dépenses*.

ÉPÔTS de recrutement. Voyez *Armée*.

ÉCOLES. Voyez *Écoles secondaires ecclésiastiques*.

DOUANES. Désignation de bureaux ouverts au transit ou à l'importation de certaines marchandises, 1; — prorogation de diverses ordonnances relatives aux droits de douanes, 408; — le port de Saint-Valery-sur-Somme est ajouté à ceux qui sont désignés pour l'entrepôt des marchandises prohibées, 460; — un entrepôt de marchandises non prohibées est accordé à la ville d'Abbeville, *ibid.*; — crédit extraordinaire pour renfort temporaire du service des douanes sur la ligne des Pyrénées, 862; — le bureau d'Urdos est ouvert au transit des objets non prohibés et à l'importation des marchandises désignées dans les lois du 28 avril 1816 et du 27 mars 1817, 871. Voyez *Colonies*.

## E

ÉCHANGE. Approbation de l'échange de propriétés immobilières conclu entre l'État et la ville de Besançon, 239 (*loi du 9 août 1839, n° 8116*).

ÉCOLE de Metz. Le maréchal de camp placé à la tête de cette école prend le titre de commandant au lieu de celui de commandant en chef, 604.

ÉCOLE polytechnique. Création de deux professeurs et de quatre maîtres de dessin nommés par le ministre de la guerre, pour l'enseignement du dessin de la figure et du paysage, 736; — fixation de leurs traitements, 737.

ÉCOLES normales primaires. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé à se réunir à celui d'Ille-et-Vilaine pour l'entretien de l'école de Rennes, 822.

ÉCOLES primaires. Création d'emplois de sous-inspecteurs de ces écoles dans dix départements, 901.

ÉCOLES secondaires ecclésiastiques. Fixation du nombre d'élèves ecclésiastiques qui peuvent être admis dans ces écoles, dans chacun des quatre-vingts diocèses du royaume, 666.

ÉCOLE spéciale militaire. La direction des études est confiée à un fonctionnaire spécial ayant le titre de directeur des études, 774; — dispositions concernant les traitements du commandant en second, du directeur et du sous-directeur des études, *ibid.*; — ces trois fonctionnaires sont membres du conseil d'instruction, 775.

ÉDIFICES publics. Crédit ouvert pour l'agrandissement du Palais-de-Justice à Paris, 31; — le département de la Seine est autorisé à s'imposer extraor-



dinairement et à contracter un emprunt pour les mêmes travaux, 11 (*loi du 24 juillet 1839, n° 8039*); — mise en adjudication de la reconstruction de la salle Favart, pour y établir l'Opéra-Comique, 191; — conditions de l'adjudication, 192; — sommes affectées à cette dépense, *ibid.*; — délai dans lequel l'adjudication doit avoir lieu, *ibid.*; — cahier des charges de l'adjudication, 193 et suivants (*loi du 7 août 1839, n° 8100*); — report à l'exercice 1839 d'une portion du crédit ouvert sur l'exercice 1837 pour réparation à la cathédrale de Chartres, 216 (*loi du 10 août 1839, n° 8111*). Voyez *Journées de juillet, Ministère des travaux publics*.

**EMPRUNT grec.** Crédit applicable au paiement de deux semestres, des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié par le gouvernement de la Grèce, 70; — compte à rendre de ces avances et des recouvrements opérés en atténuation, 71 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8053*).

**EMPRUNTS.** Sont autorisés à contracter des emprunts les départements et villes ci-après : le département d'Indre-et-Loire, 49 (*loi du 24 juillet 1839, n° 8045*); — Les villes de Castres, 50; — Lyon et Reims, 51; — Saint-Omer et Vannes, 52 (*lois du 24 juillet 1839, n° 8046*); — le département de l'Isère, 86 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8065*); le département du Rhône, 101 (*loi du 2 août 1839, n° 8075*); — le département de la Gironde, 197 (*loi du 7 août 1839, n° 8101*); — la ville de Marseille, 198 (*loi du 7 août 1839, n° 8102*); — le département de la Vienne, 212 (*loi du 9 août 1839, n° 8108*); — de la Dordogne, 242; — du Finistère et de la Gironde, 243; — de Loir-et-Cher, 244; — du Lot, 245; du Rhône, 247 (*lois du 6 août 1839, n° 8119*).

**ENTREPÔTS.** Voyez *Budget de 1840, Recettes, Colonies*.

**ÉPIZOOTIES.** Voyez *Secours*.

**ERRATA.** Voyez page 338, rectification du nom de *Lapérouse*, n° 81, cinquième série; — page 890, rectification de l'Ordonnance du 8 décembre 1839, sur le tarif des Douanes, Bulletin 697; — page 896, rectification de l'article 1<sup>er</sup> de l'Ordonnance du 20 décembre 1839, Bulletin 701.

**ESCLAVES.** Voyez *Colonies*.

**ÉTAT-MAJOR général de l'armée.** Fixation du nombre des maréchaux de France en temps de paix et en temps de guerre, 135; — conditions à remplir pour être élevé à la dignité de maréchal de France, *ibid.*; — division du cadre des lieutenants généraux et des maréchaux de camp en deux sections, dont la première comprend l'activité et la disponibilité, et la deuxième la réserve, 135; — fixation du nombre d'officiers généraux de chacun de ces grades qui composent la première section, *ibid.*; — en temps de paix les emplois d'activité sont dévolus aux officiers généraux de cette section; en temps de guerre les officiers généraux de la deuxième section peuvent être employés, *ibid.*; — en temps de paix il ne peut être fait de promotions qu'en raison des vacances dans la première section, *ibid.*; — âge auquel les officiers généraux passent de la première section dans la seconde, *ibid.*; — cas exceptionnels en faveur des lieutenants généraux qui seraient l'objet d'une ordonnance spéciale, et de ceux qui auraient commandé en chef une armée ou un corps d'armée, ou les armes de l'artillerie et du génie, 136; — cas dans lequel il ne pourra être fait qu'une promotion sur trois vacances, *ibid.*; — quels sont les officiers généraux qui ne seront admis à la retraite que sur leur demande, *ibid.*; —

solde des officiers généraux de la deuxième section, 136; — dispositions transitoires à l'égard des officiers généraux mis en non-activité, et de ceux qui font partie du cadre de réserve, lesquels seront placés dans la deuxième section, ou pourront passer dans la section d'activité s'ils n'ont pas atteint la limite d'âge, *ibid.*; — la position des officiers généraux actuellement en réforme reste fixée, 137; — abrogation des dispositions contraires à la loi ci-dessus, *ibid.* (loi du 4 août 1839, n° 8088); — sont maintenus dans la première section du cadre de l'état-major général, les lieutenants généraux comte d'Anthouard, 304; — comte Pajol, et comte Guillemainot, 305; — baron Delort, et baron Brun de Villeret, 306; — sont provisoirement maintenus dans la même section, les lieutenants généraux comte Harispe, baron Aymard, vicomte Pelleport, baron Hulot, 307; baron Subervic, vicomte Cavaignac, vicomte Bonnemains, baron Neigre, et baron Corda, 308 (ordonnances du 13 août 1839); — crédit extraordinaire pour le traitement des officiers généraux composant la seconde section du cadre de l'état-major général, 327 (ordonnance du 13 août 1839); — tarif de la solde des officiers généraux faisant partie de cette seconde section, 329 (ordonnance du 13 août 1839); — est maintenu provisoirement dans la première section, M. le lieutenant général baron Blancard, 410 (ordonnance du 28 août 1829); — est maintenu dans la première section, M. le lieutenant général baron Aymard, 792 (ordonnance du 4 décembre 1839); — crédit extraordinaire sur l'exercice 1840, pour le traitement des officiers généraux composant la seconde section du cadre de l'état-major général, 804 (ordonnance du 4 décembre 1839); — sont maintenus définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général, MM. les lieutenants généraux Drouet, comte d'Erlon; comte Claparède, comte Harispe, et baron Neigre, 893 à 895 (ordonnances du 27 décembre 1839).

**EXPORTATION.** Formalités à remplir par les fabricants qui veulent exporter des ouvrages d'or et d'argent en franchise du droit de garantie et sans la marque des poinçons français, 635; — à l'exception des fabricants, négociants, commissionnaires ou marchands en gros patentés en cette qualité, il est interdit à toutes autres personnes d'avoir en leur possession des ouvrages marqués du poinçon d'exportation ou de marques volantes, 937. Voyez *Boissons, Budget de 1840, Recettes.*

## F

**FILEURS.** Voyez *Budget de 1840, Recettes.*

**FONDS commun.** Répartition du fonds commun de quatre centimes neuf dixièmes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1840, 363; — répartition du fonds commun de cinq dixièmes de centime additionnel aux mêmes contributions de 1840, affectées, à titre de secours au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux et des ouvrages d'art sur les routes départementales, 928.

**FONDS départementaux.** Voyez *Budget de 1839.*

**FORÊTS.** Nouvelle disposition relative au traitement des conservateurs des forêts, 430; — traitement alloué à chacune des quatre classes des conservateurs, 503; — crédits pour les dépenses d'entretien et d'amélioration dans les forêts, 844.

## G

**GARANTIE.** Voyez *Exportation*.

**GARDE municipale.** Crédit extraordinaire pour l'augmentation de ce corps 21 (*loi du 18 juillet 1839, n° 8034*); — fixation du complet de ce corps 122; — composition de l'état-major, *ibid.*; — du peloton hors rang 123; — des compagnies, 124; — dispositions diverses concernant les grades, 125; — tarif de la solde des masses, 126 (*ordonnance du 26 juillet 1839*); — création d'un second emploi de lieutenant-colonel de ce corps 432 (*ordonnance du 17 août 1839*); — cas dans lequel les lieutenants d'infanterie de l'armée qui n'ont pas servi dans un corps de troupe à cheval peuvent être nommés à des emplois de leur grade dans la garde municipale de Paris, 612; — cette disposition cessera d'être exécutée aussitôt qu'il aura été pourvu à tous les emplois, 612 (*ordonnance du 1er octobre 1839*); — dérogation transitoire à l'article 4 de l'ordonnance du 26 juillet 1839, qui limite le nombre des gardes auxiliaires à pied, 612 (*ordonnance du 15 novembre 1839*).

**GARDE nationale.** Remise des peines de discipline prononcées contre les gardes nationaux de plusieurs communes du département de Seine-et-Oise 219; — de la ville de Bordeaux, 423; — de la ville d'Eu, 436; — de la ville de Nevers, 437; — de la ville de Lille, 646.

**GENDARMERIE.** Voyez *Algérie*.

**GRAINS.** Tableau du prix moyen de l'hectolitre de froment pour servir de régulateur aux droits d'importations et d'exportations des grains et farines 65; — juillet, 65; — août, 355; — septembre, 479; — octobre, 651; — novembre, 771; — décembre, 891.

**GRÊLE.** Voyez *Secours*.

## H

**HUISSIERS.** Fixation du nombre des huissiers près les tribunaux d'Auxerre, Joigny et Sens (Yonne), 16.

## I

**IMPORTATION.** Voyez *Douanes, Sucres*.

**IMPOSITIONS extraordinaires.** Sont autorisés à s'imposer extraordinairement les départements d'Indre-et-Loire, 49 (*loi du 24 juillet 1839, n° 8045*); — de l'Isère, 86 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8065*); — de Saône-et-Loire, 87 (*loi du 27 juillet 1839, n° 8066*); — du Rhône, 101 (*loi du 2 août 1839, n° 8075*); — de l'Ardèche et des Ardennes, 199; — de la Charente-Inférieure, 200 (*lois du 7 août 1839, n° 8103*); — de la Corrèze, 241; — des Côtes-du-Nord, 242; — du Jura et de Loir-et-Cher, 243; — de la Meuse, du Pas-de-Calais et du Bas-Rhin, 246; — de Seine-et-Marne, 247; — de Vaucluse et de l'Yonne, 248 (*lois du 6 août 1839, n° 8113*).

**IMPRIMERIE royale.** Crédit supplémentaire sur les fonds affectés à cet établissement, exercice 1839, 679.

**INCENDIES.** Voyez *Secours*.

**INDEMNITÉS.** Mode de versement des sommes payées par le gouvernement du Mexique, conformément à la convention du 9 mars 1839, 810; — création d'une commission gratuite pour l'examen et la liquidation des réclamations d'indemnités, *ibid.*; — délai dans lequel ces réclamations devront être présentées, *ibid.*; — établissement d'une commission de révision, 811; — délai dans lequel les demandes en révision devront être formées, *ibid.*; — mode de paiement des indemnités, *ibid.*; — maximum des frais de liquidation, *ibid.*; — nomination des membres des commissions instituées ci-dessus, 813.

**INDEMNITÉS de logement, de représentation.** Voyez *Armée*.

**INONDATIONS.** Voyez *Secours*.

**INTENDANTS militaires.** Fixation de leur nombre pour le cadre d'activité, 613, âge auquel ils sont mis en non-activité, *ibid.*; — exception à l'égard de ceux qui sont pourvus de lettres de service leur conférant le titre d'intendants en chef, *ibid.*; — les intendants mis en non-activité reçoivent la moitié de la solde de leur grade, *ibid.*; ces dispositions ne sont point applicables à ceux qui ne font point partie du cadre d'activité, 614.

## J

**JAUGEAGE.** Voyez *Bateaux à vapeur*.

**JOURNÉES de juillet 1830.** Crédit ouvert pour la célébration du neuvième anniversaire des journées de juillet 1830, 17 (*loi du 19 juillet 1839, n° 8030*); — les dépouilles mortelles des victimes de juillet seront transférées et réunies dans les caveaux existants sous la colonne de juillet, 72; — crédit ouvert pour l'appropriation de ces caveaux à cette sépulture, *ibid.*; (*loi du 26 juillet 1839, n° 8054*); — crédit ouvert pour l'achèvement du monument de juillet, 73 (*loi du 26 juillet 1838, n° 8055*).

**JUSTICES de paix.** Le chef-lieu de celle du canton de Saint-George-de-Levejac (Lozère) est transféré au Massegro, 326; — fixation du traitement des juges de paix et des greffiers de la ville de Strasbourg, 425.

## L

**LAZARET.** Voyez *Police sanitaire*.

**LÉGION d'honneur.** Crédit extraordinaire pour les travaux d'agrandissement de la succursale des Loges, 763; — crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé, 764; — règlement des recettes et dépenses pour l'exercice 1840, 835.

**LÉGION étrangère.** Voyez *Armée*.

**LEGS.** Voyez *Académies*.

**LIEUTENANTS de vaisseau.** Voyez *Corps royal de la marine*.

**LOCOMOTIVES.** Voyez *Chaudières*.

**LOGEMENTS.** Concession de logements dans un bâtiment dépendant du domaine de l'État au receveur et au surveillant de la navigation de Dôle (Jura), 23.



## M

**MACHINES locomotives.** Voyez *Chaudières*.

**MARCHANDISES.** Voyez *Douanes*.

**MEXIQUE.** Voyez *Indemnités, Traités*.

**MINES.** Concession des mines de bitume d'Armentieu, commune de Bastènes (Landes), 619; — des mines de bitume de l'Échalassière, même commune, 626.

**MINISTÈRES de l'agriculture et du commerce.** Crédit extraordinaire pour frais de premier établissement alloués au ministre, 349; — répartition de crédits entre ce ministère et ceux de l'intérieur et des travaux publics, 576; — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 592; — tableau de ces créances, 593; — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 595; — tableau de ces créances, 596; — M. *Camille Paganel* est nommé secrétaire général de ce ministère, 648; — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 780; — tableau de ces créances, 782. Voyez *Pêches maritimes*.

**MINISTÈRE de la guerre.** Allocation de crédits supplémentaires et annulation de crédits sur l'exercice 1839, 25; — tableau des allocations, 26; — tableau des annulations, 30 (*loi du 24 juillet 1839, n° 8037*); — crédit extraordinaire pour frais de premier établissement alloués au ministre, 332 (*ordonnance du 20 août 1839*); — répartition du crédit ouvert pour les dépenses de ce ministère, exercice 1840, 450 (*ordonnance du 9 septembre 1839*); — crédit supplémentaire par suite du renchérissement des denrées, 458 (*ordonnance du 14 septembre 1839*); — M. *Évrard de Saint-Jean* est nommé directeur de l'administration à ce ministère, 648 (*ordonnance du 13 octobre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 668 (*ordonnance du 22 octobre 1839*); — crédits supplémentaires pour des créances constatées sur des exercices clos, 670, 672 (*ordonnance du 22 octobre 1839*); — chapitre ouvert pour l'exercice 1838 et destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, 684 (*ordonnance du 29 octobre 1839*).

**MINISTÈRE de la justice et des cultes.** Crédit ouvert pour le traitement du directeur de l'administration des cultes, 217 (*loi du 10 août 1839, n° 8112*); — crédit extraordinaire pour frais de premier établissement alloués au ministre, 331 (*ordonnance du 20 août 1839*); — répartition du crédit alloué pour les dépenses de ce ministère pendant l'année 1840, 438 (*ordonnance du 10 septembre 1839*); — crédits supplémentaires pour des créances constatées sur des exercices clos, 522, 524; — tableaux de ces créances, 523, 525 (*ordonnance du 3 septembre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 573; — tableau de ces créances, 574 (*ordonnance du 3 septembre 1839*); — crédit supplémentaire sur l'exercice 1839 applicable aux frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle, 688 (*ordonnance du 5 novembre 1839*).

**MINISTÈRE de la marine.** Crédit extraordinaire de dix millions destiné à augmenter, au besoin, le nombre des bâtiments armés employés dans la Médi-



terrannée, 67 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8050*); — crédit extraordinaire applicable aux chapitres V, VI et VIII, 68 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8051*); — crédit pour l'acquittement d'une créance arriérée, 69 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8052*); — crédit extraordinaire sur l'exercice 1838, pour l'acquittement des dépenses des armements dirigés contre le Mexique et Buenos-Ayres, 239 (*loi du 10 août 1839, n° 8117*); — crédit extraordinaire sur l'exercice 1838, 532 (*ordonnance du 25 septembre 1839*); — répartition des crédits accordés par les lois des 20 juillet 1837, 9 et 10 août 1839, pour les dépenses de l'exercice 1838, 535; — tableaux à l'appui de cette répartition, 536 à 546 (*ordonnance du 25 août 1839*); — répartition des crédits accordés par les lois des 14 juillet 1838, 26 juillet et 9 août 1839, pour les dépenses de l'exercice 1839, 547; — tableaux à l'appui de cette répartition, 548 à 560 (*ord. du 27 août 1839*); — répartition du crédit alloué pour les dépenses de l'exercice 1840, 560; — tableaux à l'appui de cette répartition, 561 à 572 (*ord. du 25 août 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 663; — tableau de ces créances, 785 (*ord. du 18 octobre 1839*); — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 664; — tableau de ces créances, 787 (*ord. du 18 octobre 1839*); — crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé, 862 (*ord. du 9 décembre 1839*); — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 867; — tableau de ces créances, 869 (*ord. du 9 décembre 1839*). Voyez *Corps royal de la marine*.

**MINISTÈRE de l'instruction publique.** Crédit extraordinaire pour la publication des documents inédits de l'histoire nationale, 213 (*loi du 9 août 1839, n° 8109*); — crédit extraordinaire pour le service des souscriptions, 215 (*loi du 9 août 1839, n° 8110*); — crédit extraordinaire pour frais de premier établissement alloués au ministre, 366 (*ord. du 20 août 1839*); — crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Académie des sciences morales et politiques, 605 (*ord. du 24 septembre 1839*); — crédit extraordinaire sur l'exercice 1839, 686 (*ord. du 29 octobre 1839*); — crédit supplémentaire sur l'exercice 1839, chapitre V, Facultés, 687 (*ord. du 29 octobre 1839*).

**MINISTÈRE de l'intérieur.** Répartition de crédits entre ce ministère et ceux du commerce et des travaux publics, 576; — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 587; — tableau de ces créances, 588; — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur un exercice périmé, 590; — tableau de ces créances, 591; — crédit extraordinaire pour une créance à solder sur un exercice périmé, 653.

**MINISTÈRE des affaires étrangères.** Crédit supplémentaire sur l'exercice 1839, 506; — crédit extraordinaire pour dépenses secrètes pour l'exercice 1839, 744.

**MINISTÈRE des finances.** Crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1838 et 1839, 301 (*loi du 10 août 1839, n° 8123*); — crédit supplémentaire sur l'exercice 1838, et crédit extraordinaire sur l'exercice 1839, 504, 505 (*ord. du 20 septembre 1839*); — crédits supplémentaires pour des créances constatées sur des exercices clos, 581, 584; — tableaux de ces créances, 583, 586 (*ord. du 20 septembre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 741;

— tableau de ces créances, 742 (*ord. du 6 novembre 1839*); — création de onze millions de bons royaux pour le service de 1839, 743 (*ord. du 11 novembre 1839*); — crédit supplémentaire sur l'exercice 1839, 799 (*ord. du 30 novembre 1839*); — chapitres ouverts au budget de 1838 pour l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieurs à 1838, 807 (*ord. du 25 novembre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 854 (*ord. du 7 décembre 1839*); — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 855 (*ord. du 7 décembre 1839*); — crédit complémentaire sur l'exercice 1838, applicable aux chapitres XXXVII et XLIII, 858 (*ord. du 7 décembre 1839*); — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 859 (*ord. du 7 décembre 1839*).

**MINISTÈRE des travaux publics.** Crédit extraordinaire pour dépenses du personnel et du matériel de l'administration centrale, 74 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8056*); — l'ancien hôtel *Molé* est affecté au service de ce ministère, 469 (*ord. du 10 septembre 1839*); — répartition des crédits appartenant au budget extraordinaire de ce département pour l'exercice 1839, 470 (*ord. du 17 septembre 1839*); — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 526; — tableau de ces créances, 527 (*ord. du 21 septembre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 528; — tableau de ces créances, 530 (*ord. du 24 septembre 1839*); — répartition de crédits entre ce ministère et ceux de l'intérieur et du commerce, 576 (*ord. du 8 septembre 1839*); — crédit sur le budget extraordinaire de 1839, formant le dernier tiers du prêt autorisé en faveur de la société des mines de la Grand'Combe et des chemins de fer du Gard, 837 (*ord. du 12 novembre 1839*); — répartition des crédits afférents à l'exercice de 1840 sur sept chapitres du budget, 845 (*ord. du 26 novembre 1839*); — crédit extraordinaire sur l'exercice 1839, pour des travaux d'appropriation et de sûreté à la Chambre des Pairs, exécutés au palais de la chambre et à la prison du Luxembourg, 941 (*ord. du 7 décembre 1839*); — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 942; — tableau de ces créances, 943 (*ord. du 12 décembre 1839*); — nouveau crédit sur l'exercice 1839, pour les travaux à faire à la Chambre des Pairs et pour l'achèvement des divers monuments de la capitale, 944 (*ord. du 14 décembre 1839*); — crédits sur l'exercice 1839 pour la reconstruction ou l'achèvement de divers édifices publics, 946 (*ord. du 14 décembre 1839*); — crédit pour le même objet sur l'exercice 1840, 947 (*ord. du 20 décembre 1839*).

**MONNAIES.** M. *Persil* est nommé président de la commission des monnaies, 478. Voyez *Budget de 1840, Recettes, Colonies*.

## N

**NATURALISATION.** Lettres de grande naturalisation accordées à M. *Ransonnet*, 349.

**NAVIGATION.** Autorisation accordée à la compagnie de la navigation du Drôt, à remplacer, par des écluses à sas, les machines employées à enle-

ver les bateaux, 749; — nouvelle fixation de la durée de la perception du droit de navigation, 750; subvention accordée à la compagnie, *ibid.*; — retrait de l'ordonnance du 11 avril 1821, *ibid.*; — application du système métrique décimal à la perception des droits de navigation à partir de 1840, et fixation de ces droits par myriamètre, 795; — bureaux ouverts pour le jaugeage des bateaux dans dix départements, 938. Voyez *Logements*.

**NOMS.** Le sieur *Billas* est autorisé à ajouter à son nom celui de *Estadens*, 334; — le sieur *Coqu* est autorisé à substituer à son nom celui de *Dumont*, 335; — le sieur *Lepel* est autorisé à ajouter à son nom celui de *Cointet*, *ibid.*; — le sieur *Coquin* est autorisé à substituer à son nom celui de *Renier*, 426; — le sieur *Roux* est autorisé à substituer à son nom celui de *Leroux*, 614; — le sieur *Lazare Lion* à substituer à son nom celui de *Liottel*, 648; — la dame *Arnaud* est autorisée à ajouter à son nom celui de *Masson*, 738; — le sieur *Billas* est autorisé à ajouter à son nom celui de *Estadens*, 769; — le sieur *Chameau* est autorisé à substituer à son nom celui de *Mourier*, 770.

## O

**OUVRAGES d'or et d'argent.** Voyez *Budget de 1840*, *Recettes*, *Exportation*.

## P

**PAIR de France.** Sont élevés à cette dignité, MM. *Aubert* et *Béranger*, 691; — le comte *Octave de Boissy*, 692; — le lieutenant général vicomte *Borelli*, 693; — le lieutenant général vicomte *Cavaignac*, *ibid.*; — *Cordier*, 694; — *Daunou*, 695; — le lieutenant général *Despans-Cubières*, 696; — *Étienne*, *Lebrun*, 697; — le marquis *de Lusignan*, 698; — le baron *de Malaret*, le lieutenant général comte *Eugène Merlin*, 699; — *Persil*, 700; — le comte *Jules de la Rochefoucauld*, *Rossi*, 701; — le comte *de Sainte-Hermine*, 702; — le lieutenant général baron *Teste*, *de Vandeul*, 703; — *Viennet*, 704.

**PALAIS-de-Justice.** Voyez *Édifices publics*.

**PASSAGES d'eau.** Voyez *Bacs*, *Ponts*.

**PAQUEBOTS.** Voyez *Postes*.

**PÉAGE.** Voyez *Bacs*, *Ponts*.

**PÊCHES maritimes.** Crédit supplémentaire pour encouragement aux pêches maritimes, 459; — crédit supplémentaire sur l'exercice 1839, pour le même objet, 779.

**PÊCHERIES.** Convention conclue entre la France et la Grande-Bretagne pour la délimitation des pêcheries sur les côtes des deux pays, 339.

**PENSIONS.** Quotité de la pension viagère accordée à MM. *Daguerre* et *Niepce* fils, pour la cession de leur procédé servant à fixer les images de la chambre obscure, 189; — convention conclue entre le ministre de l'intérieur et les inventeurs pour la cession de ce procédé, 190 (*loi du 7 août 1839*, n° 8099); — mode de liquidation des pensions des artistes de l'école royale de musique, 224; — les demandes de pensions, à l'exception de celles des veuves, ne seront admises que dans la proportion des extinctions, *ibid.* (*loi du 9 août 1839*, n° 8115); — quotité de la pension accordée à un ma-

telot anglais amputé par suite de la rencontre du steamer anglais *la Médie* avec le brick français *le Griffon*, 240 (*loi du 10 août 1839, n° 8118*).

**PENSIONS militaires.** Voyez *Budget de 1840, Dépenses, Crédits supplémentaires*.

**PERCEPTIONS des contributions directes.** Leur division en quatre classes, 739; — création de percepteurs surnuméraires dans chaque département, excepté dans celui de la Seine, *ibid.*; — conditions d'admission à ces emplois, *ibid.*; — conditions à remplir pour être nommé percepteur et pour obtenir une perception d'une classe supérieure, 740; — dispositions concernant la nomination des percepteurs, *ibid.*; — cas dans lesquels les conditions de surnumérariat ne sont point exigibles, *ibid.*

**PILOTAGE.** Voyez *Canaux*.

**POLICE sanitaire.** Dispense accordée aux capitaines de navire, de produire des bulletins de santé pour les passagers, 746; — sont classés sous le régime de la patente brute ou de la patente nette, les provenances des pays sujets aux apparitions de la fièvre jaune, 747; — durée de la quarantaine relative à la patente brute, *ibid.*; — le lazaret de Tatihou est ouvert aux provenances du Levant, et reste sous l'autorité de la commission sanitaire de Saint-Vaast, qui est placée sous la direction du préfet de la Manche, 873; — dispositions relatives à la composition de cette commission et au traitement de ses membres, *ibid.*

**PONTS.** Etablissement d'un pont suspendu sur la Garonne, commune de Cordes (Tarn-et-Garonne), 45 (*ordonnance du 26 juin 1839*); — crédit pour l'achèvement du pont en construction sur la Vilaine, à la Roche-Bernard (Morbihan), 84 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8063*); — construction d'une passerelle suspendue sur la Nive, à Bayonne, 137 (*ordonnance du 27 juillet 1839*); — restauration du pont de Pontoise, 139 (*ord. du 9 juin 1839*); — établissement d'un pont suspendu sur la Loire, commune des Rosiers (Maine-et-Loire), 249 (*ordonnance du 27 juillet 1839*); — d'un pont suspendu sur la Seine, à Conflans (Marne), 308 (*ordonnance du 27 juillet 1839*); — d'un pont suspendu sur la Seine, devant Suresnes, 345 (*ordonnance du 6 juillet 1839*); — d'un pont suspendu sur l'Allier à Costet (Haute-Loire), 357; — sur la Garonne, commune de Requès (Haute-Garonne), 359; — sur la Garonne, commune de Boussens (Haute-Garonne), 427 (*ordonnance du 6 août 1839*); — établissement de deux ponts en maçonnerie et d'un pont suspendu sur la Dordogne, à Domme, Siorac et Grolejac, et d'un pont en maçonnerie sur la Vézère, à Campagne, 597 (*ordonnance du 4 août 1839*); — nouvelle mise en adjudication du pont suspendu projeté à Tonnay-Charente, 657 (*ord. du 5 sept. 1839*); — nouveau tarif du droit de péage sur le pont de la Roche-de-Glan (Drôme), 754 (*ordonnance du 23 septembre 1839*); — construction d'un pont suspendu sur le Loir, à Briolay (Maine-et-Loire), 796 (*ordonnance du 12 novembre 1839*); — sur la Loire, en remplacement du bac d'Aiguilly (Loire), 882 (*ordonnance du 13 novembre 1839*); — sur le Gardon, à Moussac (Gard), 884 (*ordonnance du 13 novembre 1839*); — sur la Cèze, en remplacement du bac de Saint-Victor, 887 (*ord. du 26 nov. 1839*); — sur le Taurion, en remplacement du bac de Dognon (Haute-Vienne), 950 (*ordonnance du 23 décembre 1839*); — d'un pont en maçonnerie sur la rivière d'Isle, en remplacement du bac de Neuvic (Dordogne), 952 (*ordonnance du 23 décembre 1839*).



**POPULATION.** Voyez *Colonies*.

**PORTS.** Sommes affectées à diverses constructions dans les ports de Calais, de Boulogne, de Dieppe et du Havre, 205 ; — de Rouen, de Brest, de Redon, du Croisic, de Nantes, de la Rochelle, de Rochefort, du Château (île d'Oleron) et de Verdon, 206 ; — de Cette, de Marseille, d'Ajaccio et de l'île Rousse (Corse), 207 ; — répartition, sur les exercices 1839 et 1840, des crédits ouverts pour ces travaux, 207 et 208 (*loi du 9 août 1839, n° 8105*).

**POSTE aux chevaux.** Application à ce service du système métrique décimal, 878 ; — fixation des prix par myriamètre pour chaque cheval, chaque voiture, et les guides à payer à chaque postillon, *ibid.* ; — comment seront payées les fractions de distance de relais à relais, *ibid.* ; — dispositions concernant les localités où il est indispensable d'atteler un cheval de supplément, et les distances dites *supplémentaires*, 879 ; — prix de conduite des malles-postes, des estafettes et des guides à payer aux postillons, *ibid.* ; — fixation du droit attribué aux maîtres de poste par la loi du 15 ventôse an XIII, 880 ; — prix des places des voyageurs dans les malles-postes, *ibid.* ; — obligation pour les maîtres de poste d'avoir, à la disposition des voyageurs, une voiture suivant un modèle donné, *ibid.* ; — un règlement déterminera les autres obligations des maîtres de poste envers les particuliers et l'administration, *ibid.* ; — tarif de la poste aux chevaux, 881.

**POSTES.** Conditions auxquelles les correspondances pour les Indes-Orientales et les possessions françaises dans l'Inde pourront être transportées par les paquebots de la Méditerranée, 128.

**PRÉFECTURES.** Nomination aux préfectures des départements ci-après dénommés : Ain, 337 ; — Aube, 649 ; — Aveyron, 337 ; — Charente-Inférieure, 649 ; — Creuse, *ibid.* ; — Indre, 337 ; — Jura, *ibid.* ; — Loire, *ibid.* ; Loire (Haute-), 650 ; — Moselle, 337 ; — Oise, *ibid.* ; — Puy-de-Dôme, *ibid.* ; — Saône (Haute-), *ibid.* ; — Sarthe, 648 ; — Tarn-et-Garonne, 649 ; — Vienne, *ibid.* — Fixation des frais d'administration des préfectures, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840, 675.

**PRIX.** Voyez *Académies*.

**PUBLICATIONS aux frais de l'État.** Voyez *Budget de 1840, Dépenses*.

## Q

**QUARANTAINES.** Voyez *Police sanitaire*.

## R

**RECENSEMENT.** Voyez *Colonies*.

**RECRUTEMENT.** Voyez *Armée*.

**RÉFUGIÉS étrangers.** Prorogation, jusqu'à la fin de 1840, des lois des 21 avril 1832 et 1<sup>er</sup> mai 1834, relatives à ces réfugiés ; cas dans lesquels ils peuvent changer de résidence sans l'autorisation du Gouvernement, 30 (*loi du 24 juillet 1839, n° 8038*) ; — crédits extraordinaires pour secours aux étrangers réfugiés en France, 734 (*ordonnance du 9 novembre 1839*), 875 (*ord. du 18 décembre 1839*).



**RÉGIME financier.** Voyez *Algérie*.

**RÉPUBLIQUE du Mexique.** Voyez *Traités*.

**ROUTES départementales.** Classement de chemins parmi les routes départementales de la Somme, 130; — de la Haute-Saône, 131; — prolongation de routes dans les départements du Loiret et de Seine-et-Oise, 139; — prolongation de la route de Vaucluse n° 12, 507; — classement de chemins parmi les routes départementales des Basses-Alpes, de la Dordogne et du Jura, *ibid.*; — du Gard, 509; — de l'Yonne, 688; — de Loir-et-Cher, de la Seine et de la Vienne, 689; — de la Dordogne, de l'Indre et de la Vienne, 705; — de Loir-et-Cher, 706; — retrait d'une disposition du décret du 7 janvier 1813, qui classait un chemin parmi les routes départementales des Deux-Sèvres, 706; — classement d'une route au rang des routes départementales de la Vendée, 821; — rectification de la route n° 18, de Bordeaux à Lesparre, 874; — classement de chemins parmi les routes départementales de Saône-et-Loire et de l'Aisne, 882; — rectification d'une route de la Gironde, 886; — de la Haute-Loire, 887; — classement d'un chemin parmi les routes départementales de Loir-et-Cher, 949; — de la Vienne, *ibid.*

**ROUTES royales.** Classement, parmi les routes royales, de la route départementale de Saône-et-Loire, n° 1, de Châlon à Strasbourg, 80 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8060*); — de la route de Paris à Granville, 81 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8061*); — de la route départementale de la Moselle, n° 1, de Thionville à Sierck et à Trèves, 82 (*loi du juillet 1839, n° 8062*); — rectification de la route royale n° 10, de Paris à Bayonne, aux abords de Maintenon (Eure-et-Loir), 131; — et de la route royale n° 24, de Paris à Lorient, aux côtes de Bernéan (Morbihan), 132 (*ord. du 2 juin 1839*); — rectification de la route royale n° 12, de Paris à Brest, entre la sortie de Landerneau et le pont de Mesgrall (Finistère), 311; — de la route royale n° 95, de Brignolles à Antibes, *ibid.* (*ordonnances du 11 juin 1839*); — de la route royale n° 181, d'Évreux à Breteuil, entre le bois de Bello et la ville de Beauvais, 312 (*ord. du 26 juin 1839*); — rectification des routes royales n° 70 (Côte-d'Or), nos 166, 178, 155, 164 et 177 (Ille-et-Vilaine), 508, 509 (*ord. du 2 août 1839*); — rectification de la route royale n° 143 (Puy-de-Dôme), 509 (*ord. du 16 août 1839*); — de la route royale n° 6, de Paris à Chambéry, 509; — n° 77, de Nevers à Sedan, 510 (*ord. du 20 août 1839*); — des routes royales n° 60, de Nancy à Orléans, 819; — n° 57, de Metz à Besançon, *ibid.*; — n° 94, du Pont-Saint-Espirit à Briançon, 820; — n° 8, entre Cuges et Cabot, *ibid.*; — assainissement de la route royale n° 19, de Paris à Bâle, *ibid.* (*ord. du 17 octobre 1839*); — rectification de la route royale n° 183, de Magny à Chartres, 821 (*ordonnance du 20 octobre 1839*); — de la route royale n° 10, de Paris à Bordeaux, 866 (*ord. du 5 novembre 1839*); — de la route royale n° 138, de Bordeaux à Rouen, 887 (*ord. du 26 novembre 1839*); — des routes royales nos 113 et 177, de Narbonne à Toulouse, et de Caen à Redon, 951 (*ord. du 4 décembre 1839*); — n° 74, de Châlon-sur-Saône à Sarreguemines, 952 (*ord. du 20 décembre 1839*).

**ROUTES royales de la Corse.** Augmentation du crédit alloué, sur l'exercice 1839, pour les travaux des routes royales de la Corse, 77 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8058*); — crédit affecté à l'ouverture de deux nouvelles routes royales sur le littoral de la Corse, 78 (*loi du 26 juillet 1839, n° 8059*).

**ROUTES stratégiques.** Crédit ouvert pour l'achèvement de ces routes, 76 (loi du 26 juillet 1839, n° 8057).

## S

**SALINES de l'Est.** Voyez *Budget de 1840, Recettes.*

**SALLE de spectacle.** Voyez *Édifices publics.*

**SECOURS.** Crédit de quatre millions pour être distribués à titre de secours, par suite de pertes résultant d'incendies, épizooties, grêle, gelée, inondations, etc. 133 (loi du 3 août 1839, n° 8087). Voyez *Académies.*

**SOLDE.** Voyez *Armée.*

**SOUSCRIPTIONS.** Voyez *Budget de 1840, Dépenses.*

**SPAHIS.** Voyez *Algérie.*

**SUBDIVISIONS militaires.** Voyez *Armée.*

**SUCRES.** Cessation de l'exportation des sucres à l'étranger, autorisée par l'arrêté de M. le gouverneur de la Guadeloupe, 19; — tarif de l'importation des sucres, 334. Voyez *Budget de 1840, Recettes.*

## T

**TABACS.** Nouvelle fixation du prix de vente des tabacs au 1<sup>er</sup> janvier 1840, 463.

**TERRAINS.** Sont affectés au service des ponts et chaussées, les carrières domaniales de Saillancourt (Seine-et-Oise), un terrain domanial en Corse, et une portion de terrains militaires qui dépendent de la place de Douai, 130; — un terrain domanial sis à Meaux (Seine-et-Marne), 131; — Autorisation pour l'acquisition au compte de l'État d'un terrain situé aux abords de Montelimart (Drôme), 760; — sont affectées à l'établissement du canal latéral à la Garonne, deux parties de la forêt de Montech, 820. Voyez *Échange.*

**TIRAILLEURS.** Composition du bataillon de tirailleurs créé par décision du 14 novembre 1838, 434; — son service, 435; — comment il se recrute, et en quelle proportion son effectif pourra être de première classe et recevoir à ce titre un supplément de solde, 435; — dispositions relatives à la solde, à l'avancement, l'armement, etc. 436.

**TRAITÉS.** Publication du traité de paix et d'amitié conclu entre la France et la république du Mexique, 313; — convention relative aux indemnités à régler entre la France et cette république, 316; — publication de la convention conclue entre la France et la Belgique pour l'ouverture du canal de l'Esperrière, destiné à servir de prolongement au canal français de Roubaix, 615. Voyez *Indemnités.*

**TRANSPORT de correspondances.** Voyez *Postes.*

**TRIBUNAUX de première instance.** Fixation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1840, des traitements des présidents, vice-présidents, procureurs du Roi, juges d'instruction, juges et substituts près les tribunaux de quatre-vingt-quinze villes, 424; — disposition concernant le président et le procureur du Roi près le tribunal de Rochefort, 425; — prorogation de la chambre temporaire des tribunaux de Bagnères, 680; — de Saint-Lô, 681; — de



Bourgoin et de Saint-Marcellin, 681; — de Saint-Gaudens et de Saint-Girons, 683. Voyez *Justices de paix*.

## V

**VOLONTAIRES de la marine.** Faculté accordée aux jeunes marins qui se destinent à la navigation du commerce et aspirent à devenir capitaines au long-cours d'être employés à bord des bâtiments de l'État en qualité de volontaires, 606; — conditions à remplir pour être employé en cette qualité, *ibid.*; — les marins provenant du recrutement et des enrôlements volontaires peuvent aussi être employés en cette qualité, 607; — comment seront choisis les candidats à l'emploi de volontaire, *ibid.*; — fixation du nombre des volontaires qui pourront être employés sur chacun des bâtiments de l'État, 608; — dispositions relatives au rang, à l'uniforme, à l'autorité, et à la solde des volontaires, *ibid.*; — conseil d'enquête auquel ils sont soumis pour incapacité ou pour mauvaise conduite, *ibid.*; — âge au delà duquel ils ne peuvent continuer leur service en cette qualité, 609; — disposition relative aux élèves de l'école navale qui n'ont pas satisfait à l'examen de sortie, *ibid.*; — grade acquis aux volontaires qui ont servi en cette qualité pendant trois années, et qui ont atteint l'âge de vingt-cinq ans, *ibid.*

## Z

**ZOUAVES.** Voyez *Algérie*.

*FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DES LOIS ET ORDONNANCES.*

## SUPPLÉMENT

À LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XIX, IX<sup>e</sup> SÉRIE  
DU BULLETIN DES LOIS.

---

### LOIS ET ORDONNANCES.

*Deuxième semestre de l'année 1839.*

(N<sup>os</sup> 659 à 705.)

### AVIS AU RELIEUR.

Les matières contenues dans le n<sup>o</sup> 698, pages 823 à 834 du tome XIX, n'ayant point été analysées dans la table de ce volume, il convient de placer la présente page en regard de la page 980 de cette table.

#### C

**CONSEILS généraux.** Convocation du conseil général du département de la Loire-Inférieure pour le 15 décembre, 823; — annulation d'une délibération du conseil général du département du Jura, prise dans sa séance du 23 août 1838, sous le titre de *Résolution*, 832.

#### M

**MINISTÈRE de la justice et des cultes.** Crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 824; — tableau de ces créances, 825; — crédit extraordinaire pour des créances à solder sur des exercices périmés, 826; — tableau de ces créances, 827; — crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, *ibid.*; — tableau de ces créances, 829.

**MINISTÈRE de l'intérieur.** Crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, 830; — tableau de ces créances, 831.

**FIN DU SUPPLÉMENT À LA TABLE DES MATIÈRES DES LOIS  
ET ORDONNANCES.**

---

IMPRIMERIE ROYALE. — Mai 1840.







Princeton University Library



32101 066472539



